ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1969

BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANC. ÉTABL. AUG. PUVREZ, S. A.
59 AVENUE FONSNY

1970

AVERTISSEMENT

L'analyse de la situation de l'économie belge en 1969 et la documentation qui la concerne font l'objet du présent rapport.

Celui-ci a été élaboré aussi tôt que possible après la fin de l'année écoulée, c'est-à-dire au moment où les données principales étaient disponibles. Certaines sont provisoires ; celles qui faisaient défaut à la date de la publication, notamment au sujet de la situation des finances communales et des assurances, ainsi que les informations concernant la comptabilité nationale seront commentées ultérieurement et publiées dans un addendum.

Comme le rapport précédent, celui-ci donne, par secteur et branche d'activité, un commentaire suivi de tableaux statistiques et de graphiques. Il est introduit par des considérations générales sur l'évolution économique du pays placée dans son contexte international et jugée selon des informations essentiellement macroéconomiques.

Il est complété par un répertoire des faits principaux se rapportant aux divers domaines de l'économie.

Bruxelles, le 19 juin 1970.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'impulsion donnée à la croissance du produit national brut en 1966, et qui s'était accentuée en 1968, s'est encore renforcée en 1969.

Les données macro-économiques disponibles pour le moment, permettent en effet d'avoir des indications d'ensemble sur l'évolution de l'économie belge en 1969, par rapport aux années antérieures.

Toutefois, l'Institut national de Statistique ayant évalué la croissance du produit national brut jusqu'en 1968, selon de nouvelles normes, à présent communes à tous les pays de la C.E.E., il est intéressant de rappeler et de préciser l'état de la situation en 1968.

L'évolution du produit national brut, en termes réels, est caractérisée en 1968, par un taux de croissance de 3,8 %, par rapport à l'année antérieure, alors qu'en 1967, il avait été 3,4 % ; toutefois, pour cette dernière année, une influence accidentelle avait favorisé la hausse.

L'emploi dans les entreprises est revenu pratiquement au niveau de 1965 (baisse du secteur secondaire et hausse moins rapide du tertiaire) qui était inférieur au maximum de 1966. Le taux d'accroissement de la valeur ajoutée des entreprises par personne occupée, a été plus fort que les années précédentes (4,5 % contre 3,6 % en 1967 et 3 % en 1966).

La comparaison internationale avec les principaux pays industrialisés du monde occidental est pourtant peu favorable à la Belgique ; le taux d'accroissement du P.N.B. à prix constants est le plus bas du marché commun ; il se situe à un niveau inférieur à celui des Etats-Unis (5 %). Il n'y a que le Royaume-Uni qui ait connu un progrès légèrement moindre (3,2 %). Le plus prononcé est celui de la République fédérale allemande (7 %), suivie par les Pays-Bas (6,2 %).

A première vue, on pourrait déduire de cette comparaison internationale, que la Belgique est défavorisée par sa grande dépendance des échanges commerciaux avec l'étranger ; cependant les coefficients de dépendance des pays de la C.E.E., c'est-à-dire la part des importations et celles des exportations dans les ressources disponibles, montrent que les Pays-Bas le sont encore plus qu'elle.

Le revenu national a atteint, par habitant, 84.800 F contre 79.700 F en 1967, mais sa hausse est évidemment influencée par l'évolution des prix ; l'augmentation par habitant, abstraction faite de la hausse des prix, a été de 3,9 %. Sa répartition entre la rémunération du travail

et les autres revenus qui était de 61,2 % et 38,8 % en 1965 s'est stabilisée en 1966, 1967 et 1968, à 63 % et 37 %.

Toutefois, il faut relever que le nombre de travailleurs ou plutôt la population active de la Belgique (1) qui était stable par rapport à 1965, en 1966 et 1967, a augmenté de plus de 1 % en 1968.

Un moins grand nombre de personnes au travail ont par ailleurs assuré la croissance réelle du revenu par habitant. En effet, parmi la population active, le nombre de chômeurs complets n'a fait qu'augmenter ; il a presque doublé entre 1965 et 1968.

Cette évolution s'explique d'une part par la rationalisation de l'ensemble de l'appareil productif et d'autre part par le retard de la reconversion des régions de la partie sud du pays et du Limbourg atteintes par la disparition de certaines activités traditionnelles.

D'ailleurs, la répartition des dépenses intérieures à prix courants le montre. La part de la formation brute de capital retombe, en 1968, sous le niveau de 1965, après avoir progressé jusqu'en 1967. Ceci doit être dû surtout à l'effort de rationalisation qui demande moins de capitaux que l'expansion de l'appareil productif ainsi qu'à l'importance particulière des investissements en 1966, année de haute conjoncture. Un autre indice confirme que le chômage a dû peser sur cette affectation des dépenses intérieures : le pourcentage qui en est attribué à la consommation privée a graduellement diminué de 1965 à 1967, mais il est remonté en 1968, à l'encontre de la tendance à long terme, sans doute parce que la crainte du chômage s'est dissipée.

Par contre, la consommation publique prend une importance relative de plus en plus grande depuis 1965 (14,2 % en 1968 contre 13,7 % en 1967).

Un dernier élément de l'évolution de la structure économique du pays, ressort de l'analyse des comptes nationaux établis par l'I.N.S. de 1965 à 1968. Il s'agit de l'évolution des parts prises par les grandes branches d'activité dans la valeur ajoutée brute aux prix du marché, estimée à prix constants (prix de 1963).

L'importance relative d'environ 5 % du secteur primaire est en très léger progrès de 1965 à 1968 ; mais ceci est dû à des facteurs plûtot accidentels. Pour ce qui est du secteur secondaire, c'est-à-dire toutes les industries y compris les extractives, la construction, l'électricité, le gaz et l'eau, sa part reste inchangée (42,2 %).

Il en est de même de l'importance relative totale du secteur tertiaire qui est la plus élevée, plus de 52 %. A l'intérieur de ce secteur, les services, privés et publics, puis le commerce sont les activités les plus im-

(1) Calculée en additionnant la population active occupée aux chômenrs complets.

portantes, mais en moyenne les transports et communications qui viennent en troisième position, progressent plus rapidement d'année en année depuis 1965.

Donc, de 1965 à 1968, à en juger par l'évolution de la valeur ajoutée par branche d'activité, il n'y a pas eu de changement marquant dans la structure globale du produit de l'économie belge.

D'autre part, parmi les pays de la C.E.E., la Belgique a connu, en 1968, l'expansion la plus faible du produit national brut. Sans doute, ce fait lui aura-t-il permis d'aborder, avec moins de risque de surchauffe que les autres, la forte expansion de 1969. Néanmoins, des goulots tels que la rareté relative de certaines qualités de main-d'oeuvre, l'insuffisance de charbon à coke, le coût élevé des produits bruts ou mi-finis, ainsi que le coût élevé du crédit ont été ressentis de la même manière que dans les pays voisins, au cours de l'année écoulée.

*
* *

Quant à 1969, il aura été dans cette dernière décennie, une année exceptionnelle, au point que l'on s'interroge, au moment où ce rapport est écrit, sur les possibilités pour les pays de la C.E.E., de poursuivre une pareille lancée.

La demande a été telle, dans le monde occidental, que les restrictions de crédit et les réalignements monétaires n'ont pu freiner les pressions inflationnistes.

L'envolée des prix de gros datant du milieu de 1968, a continué au même rythme pendant toute l'année 1969. Le développement plus rapide de la production, amorcé en 1968, a apparemment eu des répercussions en chaîne, et il a remonté le cours du processus général, de la demande finale du consommateur, en passant par les stades intermédiaires, jusqu'à la fourniture des équipements et des matières nécessaires à leur fabrication. L'expansion des transports, de l'énergie, de la production d'acier, la pénurie de charbon à coke sont caractéristiques à cet égard.

L'inflation a eu, pour une bonne part du moins, son origine aux Etats-Unis. Par le truchement du marché des eurodollars, elle a gagné rapidement l'Europe occidentale. Les gouvernements des différents pays n'ont pu agir de manière fort efficace contre elle. Les modifications monétaires intervenues en France et en République fédérale allemande ne l'ont pas sensiblement atténuée ; les gouvernants des Etats-Unis n'ont d'ailleurs amorcé qu'assez tardivement des mesures pour la combattre.

De même, la plupart des pays occidentaux n'ont agi que très progressivement contre la « surchauffe », de peur de rompre l'élan de la haute conjoncture. Celle-ci, aux yeux de certains analystes, était déjà sur le point d'être compromise en 1969 du fait des changements de

parité de certaines monnaies et de l'instabilité politique et sociale régnant en Italie.

Il semble bien que ce n'est qu'en 1970 qu'elle pourrait être freinée, car, en ce qui concerne l'Europe, une forte demande a persisté en République fédérale allemande notamment. Or, l'activité économique de ce pays prend une part nettement croissante dans celle de la Communauté Européenne.

Si l'on se réfère aux statistiques douanières, l'influence de la demande extérieure sur l'économie belge s'est traduite d'une année à l'autre, par un taux exceptionnel d'accroissement des exportations d'un peu plus de 23 %, alors que de 1967 à 1968, bien que déjà élevé, il n'avait été que de 15 % et que la croissance du commerce mondial n'a atteint que 13 %.

L'expansion a surtout été marquée vers les pays membres de la C.E.E., la France et la R.F.A. en premier lieu, ce qui fait dépendre les ventes de l'U.E.B.L. pour 67,5 % de la Communauté, contre 64 % en 1968. Le rapport de l'O.B.C.E. constate d'ailleurs que le marché belge, de plus en plus axé sur la Communauté européenne, est fort sensible aux variations de conjoncture chez nos partenaires.

Par ailleurs, d'après les dernières estimations, les exportations de services ont dû croître de 16 % et les revenus du travail et des capitaux de 32 %. Donc, au total, la Belgique aura perçu de l'étranger 20 % de plus que l'an dernier.

Les importations ont fort augmenté aussi (de 19 %), mais sans atteindre l'importance des ventes de l'U.E.B.L. de sorte que le solde des opérations sur marchandises, aura été d'un peu plus de 10 milliards, alors qu'il était nul en 1968.

En définitive et compte tenu des mouvements malgré tout favorables, de capitaux, la balance des paiements de l'U.E.B.L. est en boni, de 17,5 milliards à comparer au déficit de 5,5 milliards enregistré en 1968. Ce boni a pour contrepartie une augmentation de 2,7 milliards des créances commerciales sur l'étranger et de 14,7 milliards des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires.

La demande intérieure, déjà croissante au cours de 1968, du fait de la consommation privée accrue, a encore augmenté plus vite en 1969. A la consommation soutenue des ménages sont venus s'ajouter le progrès des investissements productifs (15 % en volume d'après de premières estimations), ce qui n'avait pas été le cas l'année précédente. De ce fait, les investissements publics ont été moins poussés (+ 6,6 % en volume). Au total, la demande intérieure serait de plus de 6 % supérieure en 1969 par rapport à 1968 (aux prix de 1968).

D'ailleurs, le revenu national a haussé plus vite en 1969 (plus de 10 %) qu'en 1968 (7 %). L'indice de vente des grands magasins, les achats de voitures neuves ont confirmé l'accélération du rythme des dépenses privées.

La hausse de l'indice officiel des prix s'en est ressentie, elle a été de 3,8 % en 1969 par rapport à 1968, c'est-à-dire plus marquée qu'au cours des deux années antérieures.

Toutefois, il faut remarquer que depuis 1963, sauf en 1967 et 1968, elle avait toujours avoisiné 4 % l'an. Par rapport aux pays étrangers, avec la réserve d'usage quant à la comparabilité des indices, elle se serait située plus haut qu'en République fédérale allemande (2,8 %) et qu'en Italie (3 %) mais nettement en-dessous des hausses enregistrées aux Etats-Unis et au Royaume-Uni (5,5 %), en France (6 %) et aux Pays-Bas (7 %), où des facteurs accidentels (T.V.A. entre autres) ont joué.

Les autorités monétaires belges ont, cependant, estimé nécessaire d'appliquer une politique de crédit plus restrictive : taux plus élevés, limitation des ventes à tempérament et plafonnement des crédits.

De la demande intérieure en hausse plus rapide, ainsi que du taux exceptionnel d'accroissement des exportations, il est résulté une expansion plus accélérée en 1969 qu'en 1968, de la production des biens et services.

Les réponses des chefs d'entreprises aux enquêtes montrent un progrès constant des commandes reçues par l'industrie en provenance tant du marché national que de l'extérieur ; toutefois, au début du second semestre, la demande extérieure semblait un peu faiblir. D'ailleurs, le degré d'utilisation des capacités de production de près de 90 % est un record ; tout au cours de 1967 et encore pendant les six premiers mois de 1968, il n'avait pas atteint 80 %. La précédente période de haute conjoncture (1964) ne l'avait pas porté au-delà de 85 %.

L'indice de la production industrielle a progressé de 10,5 % ce qui représente un taux d'augmentation plus élevé qu'en 1968, dans de nombreuses branches d'activité.

L'industrie de la construction, qui est ici considérée à part, avait vu son activité baisser de près de 2 % de 1967 à 1968 ; un an plus tard, le progrès est très marqué et estimé à 6,5 %, ce qui est supérieur aux années antérieures et provient d'une reprise des investissements en logements et en autres bâtiments.

Après ces secteurs viennent, par ordre, ceux des services avec un taux de près de 5 % contre un peu plus de 3 % l'année précédente ; ceux des pouvoirs publics, avec un taux inchangé de 4 % et l'agriculture avec un taux de 2 % seulement soit moitié moindre.

L'ensemble, c'est-à-dire le produit intérieur brut, aura augmenté, d'après les dernières estimations avancées, d'un peu plus de 6 % en volume et de 10,5 % environ en valeur.

La demande de main-d'oeuvre a marqué une très nette hausse par le développement exceptionnel de l'activité de tous les secteurs de

l'économie ; cette évolution a atténué certains problèmes fondamentaux du marché du travail, tels que ceux posés par la reconversion des régions sud du Pays et du Limbourg.

Le chômage complet qui depuis plusieurs années, était en hausse constante, a commencé à diminuer vers la fin du 1er semestre de 1968 ; ce mouvement a persisté et s'est même amplifié en 1969.

Toutes les professions, à quelques exceptions près, ont bénéficié des offres d'emploi accrues. Si on prend la situation au 30 juin de chacune des dernières années écoulées, il n'y a que le secteur des employés qui ait enregistré une augmentation du chômage par suite de la faiblesse de l'offre dans la région wallonne.

Mais, au total, le nombre d'offres non satisfaites a presque triplé du 30 juin 1968 au 30 juin 1969 et son niveau était revenu à celui d'il y a cinq ans.

La diminution du chômage, à cause des problèmes de reconversion évoqués plus haut, a néanmoins été moins forte dans la région wallonne que dans les autres parties du pays.

Une telle évolution a entraîné une forte augmentation de tous les revenus (11 %). Des dernières estimations concernant leur importance, il ressort qu'en gros, la répartition entre salaires et traitements d'une part, et les autres catégories de revenus d'autre part est restée la même. Le revenu national de 815,7 milliards de francs en 1968 est passé à plus de 900 milliards de francs en 1969 ; globalement, les indépendants auraient le moins bénéficié de ces progrès, mais leur nombre a continué à diminuer.

*
* *

Pour faire face à l'accroissement des besoins, il apparaît que les importations ont dû intervenir de façon nettement plus accrue que le produit intérieur brut. En effet, les premières seraient, à prix courants, de 20 % plus élevées en 1969 qu'en 1968, le second d'un peu plus de 10 %.

D'autre part, il est probable que la production nationale a, en 1969, été quelque peu freinée par des goulots d'étranglement. La mise en oeuvre d'équipements additionnels ou nouveaux n'a, dans divers secteurs, pu augmenter suffisamment vite les capacités nécessaires pour faire face à une demande aussi exceptionnelle, tout comme certaines catégories de main-d'oeuvre qualifiée n'étaient pas assez nombreuses. Enfin, des difficultés de financement ont pu freiner cette expansion, malgré tout exceptionnelle en 1969.

En effet, lors de la précédente période de haute conjuncture, qui va de mi-63 à mi-64, le rythme de développement n'a pas été aussi élevé. Or, s'il y a eu, à cette époque, comme au cours de l'année écoulée, une

hausse des prix et des salaires et des pressions inflationnistes, par contre la balance commerciale a été déficitaire. De plus, le taux d'accroissement de la production industrielle est un peu supérieur en 1969 à celui de 1964 et la durée moyenne de l'activité assurée des industries manufacturières est plus longue.

L'importance de la progression des exportations de l'U.E.B.L. surtout vers la C.E.E. a joué un rôle non négligeable dans cette expansion conjoncturelle de la demande globale par ailleurs déjà entraînée par une demande intérieure qui, fin 1969, n'était pas près de faiblir.

Pourtant, malgré les craintes légitimes que les responsables de l'économie du Pays pouvaient avoir à leur sujet, les facteurs de tension ont été maintenus dans des limites raisonnables. Les hausses des rémunérations et des prix, plus fortes qu'en 1968, ont été, en général, plus modérées que dans le reste de la Communauté Economique Européenne.

De plus, au quatrième trimestre, les divers marchés et intermédiaires financiers ont été mieux approvisionnés et les mouvements de capitaux entre la Belgique et l'étranger ont été favorablement influencés par la disparition des tensions sur les marchés internationaux des changes.

Enfin, le puissant essor économique aura facilité et continue d'ailleurs de le faire au moment où ce rapport est conclu, les progrès nécessaires pour améliorer la position concurrentielle belge ; il convient de retenir, particulièrement, les progrès réalisés dans la structure de l'appareil de production et de distribution ainsi que dans l'organisation et la technologie, sans oublier la meilleure qualification de toutes les catégories de travailleurs.

★

★ ★

PREMIÈRE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

CHAPITRE PREMIER

POPULATION

La population belge comptait 9 660 154 personnes au 31 décembre 1969, soit 28 244 de plus qu'au 31 décembre 1968. L'accroissement (2,93 °/₀₀) a été un peu plus élevé qu'en 1968 (2,73 °/₀₀), mais il est encore faible en raison, comme en 1968, d'un taux de natalité assez bas, d'un taux de mortalité plutôt élevé et d'un solde migratoire peu important.

Le taux de natalité a été, en 1969, légèrement inférieur à celui de l'année précédente ; on a enregistré 140 834 naissances, soit 14,58 °/₀₀, contre 141 242 ou 14,66 °/₀₀ en 1968. Il y a eu 119 375 décès ou 12,36 °/₀₀, soit 1 900 de moins qu'en 1968 mais, cette dernière année exceptée, c'est le nombre le plus élevé pour toute la période d'après-guerre. L'excédent migratoire n'a guère dépassé celui de 1968 ; il a atteint 6 785 unités, soit seulement 443 de plus qu'en 1968.

Le mouvement de la population diffère selon les diverses parties du pays, les provinces et les arrondissements.

L'accroissement total s'est élevé à 5,55 °/₀₀ en 1969 en Flandre et à 0,74 °/₀₀ en Wallonie. A Bruxelles-capitale, la population a diminué de 3,64 °/₀₀ ; le nombre des décès y a dépassé celui des naissances, et la population a aussi diminué de 3 079 unités par l'émigration. En Flandre, la population a augmenté, aussi bien par accroissement naturel que par immigration ; tandis qu'en Wallonie, le déficit des naissances sur les décès a été quelque peu compensé par l'immigration. Par rapport à 1968, le nombre des naissances a diminué à Bruxelles-capitale et dans le nord du pays ; au sud, il y a eu une légère augmentation. Le nombre des décès a été un peu plus faible que l'année antérieure dans les trois parties du pays.

On constate aussi des différences dans chaque région, selon les arrondissements.

L'évolution naturelle de la population a été positive dans tous les arrondissements des quatre provinces flamandes, sauf à Audenarde, où les décès ont dépassé les naissances. Le gain a été fort supérieur à la moyenne nationale (2,22 °/₀₀) dans les arrondissements de Turnhout (10,03 °/₀₀), de Hasselt (10,65 °/₀₀), de Tongres (8,30 °/₀₀) et de Maaseik (12,32 °/₀₀). Le solde migratoire est négatif dans les trois premiers de ces arrondissements, mais, grâce au surplus élevé des naissances, l'accroissement de la population y est demeuré très impor-

tant en 1969. L'émigration a aussi été plus forte que l'immigration dans tous les arrondissements de Flandre orientale, sauf à Eeklo et dans les arrondissements de Dixmude, d'Ypres, de Roulers et de Tielt. Globalement, la population a augmenté dans tous les arrondissements des provinces d'Anvers, de Limbourg et de Flandre orientale, sauf dans celui d'Audenarde où le mouvement migratoire comme l'évolution naturelle a donné des résultats négatifs. De même, elle a progressé dans les arrondissements de Flandre occidentale, sauf ceux de Dixmude et de Tielt, où l'émigration est plus élevée que le surplus des naissances.

En Wallonie, il y a eu un recul de la population dans le Hainaut, l'émigration y étant plus forte que le faible accroissement naturel (0,16 °/₀₀) et à Liège, où l'évolution naturelle et le mouvement migratoire accusent des résultats négatifs ; dans le Luxembourg, le surplus des naissances dépasse de peu le solde migratoire négatif et, dans la province de Namur, l'évolution naturelle et le mouvement migratoire donnent tous deux des soldes positifs.

En Brabant, le population a augmenté de 9 091 unités en 1969 ; ce résultat est dû pour 84,5 % à l'immigration. Bruxelles-capitale exceptée, il y a eu partout un surplus de naissances, sauf à Nivelles. A Bruxelles-capitale, le mouvement naturel et le mouvement migratoire accusent des soldes négatifs.

★
★ ★

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale

PÉRIODE	Naissances	Décès	Accroissement de la population			Effectif annuel moyen de la population (a)
			Naturel	Migratoire	Total	
1959	160 662	103 513	57 149	— 6 960	50 189	9 128 824 (b)
1960	155 520	113 106	42 414	6 916	49 330	9 178 154 (b)
1961	158 262	106 259	52 003	— 1 428	50 575	9 228 729 (b) 9 189 741 (c)
1962	154 338	111 545	42 793	18 880	61 673	9 251 414 (d)
1963	158 196	115 618	42 578	34 134	76 712	9 328 126 (d)
1964	160 371	109 342	51 029	48 945	99 974	9 428 100 (d)
1965	154 856	114 507	40 349	30 785	71 134	9 499 234 (d)
1966	150 636	114 557	36 079	21 067	57 146	9 556 380 (d)
1967	145 899	114 509	31 390	17 831	49 221	9 605 601 (d)
1968	141 242	121 275	19 967	6 342	26 309	9 631 910 (d)
1969	140 834	119 375	21 459	6 785	28 244	9 660 154 (d)

Source : Institut National de Statistique.

(a) En fin d'année.
(b) Population calculée sur la base du recensement de 1947.
(c) Population recensée au 31 décembre 1961.
(d) Population calculée sur la base du recensement de 1961.

Mouvement de la population en 1969

RÉGION	Naissances (a)		Décès (a)		Soldes				Situation au 31 décembre 1969
					Accroissement naturel	Solde migratoire	Accroissement total		
	Chiffres absolus	°/oo (b)	Chiffres absolus	°/oo (b)	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus	°/oo (c)	Chiffres absolus
Anvers	12 712	13,87	11 087	12,09	1 625	463	2 088	2,28	916 828
Malines	4 049	14,32	3 238	11,45	811	513	1 324	4,70	282 816
Turnhout	6 041	18,30	2 728	8,26	3 313	— 165	3 148	9,63	320 182
Anvers	*22 802*	*14,90*	*17 053*	*11,15*	*5 749*	*811*	*6 560*	*4,31*	*1 529 826*
Bruxelles-Capitale	13 904	12,96	14 749	13,74	— 845	—3 079	—3 924	—3,64	1 073 111
Arr. (loi du 2 août 1963) (d)	645	11,18	516	8,95	129	1 305	1 434	25,49	57 681
Hal-Vilvorde	5 728	13,83	4 623	11,16	1 105	3 566	4 671	11,41	414 225
Louvain	5 597	14,40	4 316	11,11	1 281	2 135	3 416	8,87	388 617
Nivelles	2 844	12,22	3 109	13,36	— 265	3 759	3 494	15,24	232 738
Brabant	*28 718*	*13,26*	*27 313*	*12,61*	*1 405*	*7 686*	*9 091*	*4,21*	*2 166 372*
Ath	1 020	13,46	1 189	15,69	— 169	— 63	— 232	—3,05	75 790
Charleroi	6 756	14,55	6 457	13,90	299	— 795	— 496	—1,07	464 451
Mons	3 803	14,32	3 745	14,10	58	87	145	0,55	265 539
Mouscron	1 087	14,95	1 054	14,49	33	— 45	— 12	—0,16	72 722
Soignies	2 454	14,85	2 347	14,21	107	236	343	2,08	165 213
Thuin	1 937	14,07	1 951	14,17	— 14	— 583	— 597	—4,32	137 705
Tournai	2 137	14,21	2 243	14,91	— 106	229	123	0,82	150 390
Hainaut	*19 194*	*14,41*	*18 986*	*14,26*	*208*	*— 934*	*— 726*	*—0,54*	*1 331 810*
Huy	1 198	12,72	1 596	16,94	— 398	341	— 57	—0,60	94 199
Liège	8 006	12,87	8 930	14,35	— 924	— 184	—1 108	—1,78	622 239
Verviers	3 709	15,41	3 355	13,93	354	— 457	— 103	—0,43	240 763
[illegible]	677	11,49	967	16,41	— 290	— 47	— 337	—5,69	58 930

Limbourg...	*11 782*	*18,12*	*4 996*
Arlon	745	15,18	599
Bastogne	563	15,86	456
Marche-en-Famenne	613	15,45	551
Neufchâteau	781	14,72	667
Virton	619	14,71	595
Luxembourg...	*3 321*	*15,14*	*2 868*
Dinant	1 253	14,67	1 166
Namur	3 521	14,72	3 251
Philippeville	881	14,92	821
Namur...	*5 655*	*14,74*	*5 238*
Alost	3 973	15,00	3 136
Termonde	2 668	15,19	2 066
Eeklo	1 279	14,96	1 037
Gand	6 860	14,52	6 277
Audenarde	1 453	12,77	1 567
Saint-Nicolas	3 167	15,97	2 275
Flandre orientale...	*19 400*	*14,80*	*16 358*
Bruges	3 792	15,72	2 598
Dixmude	785	16,25	539
Ypres	1 651	15,67	1 270
Courtrai	4 124	15,69	2 879
Ostende	1 910	14,83	1 494
Roulers	2 231	15,87	1 540
Tielt	1 158	15,07	784
Furnes	721	14,97	611
Flandre occidentale...	*16 372*	*15,56*	*11 715*
Bruxelles-Capitale	*13 904*	*12,96*	*14 749*
Région flamande	*82 326*	*15,24*	*59 577*
Région wallonne	*44 604*	*14,01*	*45 049*
Le Royaume...	**140 834**	**14,58**	**119 375**

(a) Non compris les mort-nés et les autres enfants présentés sans vie.
(b) Calculé par rapport à la population totale au 31 décembre 1969.
(c) Calculé par rapport à la population totale recensée au 31 décembre 1968.
(d) Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel, Wezembeek-O

7,68	*6 786*	*— 614*	*6 172*	*9,58*	*650 338*
12,20	146	— 47	99	2,02	49 083
12,85	107	— 227	— 120	—3,37	35 497
13,89	62	38	100	2,53	39 669
12,58	114	— 165	— 51	—0,96	53 040
14,14	24	5	29	0,69	42 080
13,07	*453*	*— 396*	*57*	*0,26*	*219 369*
13,65	87	— 5	82	0,96	85 423
13,60	270	627	897	3,77	239 129
13,90	60	110	170	2,89	59 066
13,65	*417*	*732*	*1 149*	*3,00*	*383 618*
11,84	837	— 160	677	2,56	264 898
11,76	602	— 205	397	2,27	175 639
12,13	242	195	437	5,14	85 502
13,28	583	— 220	363	0,77	472 585
13,78	— 114	— 130	— 244	—2,14	113 740
11,47	892	— 203	689	3,49	198 274
12,48	*3 042*	*— 723*	*2 319*	*1,77*	*1 310 638*
10,77	1 194	1 281	2 475	10,37	241 214
11,16	246	— 283	— 37	—0,77	48 298
12,05	381	— 193	188	1,79	105 375
10,96	1 245	236	1 481	5,67	262 759
11,60	416	227	643	5,02	128 819
10,95	691	— 349	342	2,44	140 586
10,21	374	— 403	— 29	—0,38	76 823
12,68	110	54	164	3,42	48 178
11,14	*4 657*	*570*	*5 227*	*4,99*	*1 052 052*
13,74	*— 845*	*—3 079*	*—3 924*	*—3,64*	*1 073 111*
11,03	*22 749*	*7 050*	*29 799*	*5,55*	*5 403 377*
14,15	*— 445*	*2 814*	*2 369*	*0,74*	*3 183 666*
12,36	**21 459**	**6 785**	**28 244**	**2,93**	**9 660 154**

Source : Institut National de Statistique.

ppem.

CHAPITRE II

EMPLOI ET CHÔMAGE

SECTION I. – EMPLOI

En 1967, pour la première fois depuis 1959, le nombre des travailleurs a diminué par rapport à l'année précédente (recensement au 30 juin) ; cette tendance a persisté en 1968, bien que dans une mesure plus réduite. Par contre en 1969, l'évolution favorable de la production a influencé le marché de l'emploi. L'augmentation du chômage s'est arrêtée à partir de la deuxième partie de 1968 et, à partir de 1969, on a enregistré un nombre moins élevé de chômeurs complets qu'en 1968. Les emplois vacants notifiés par l'Office national de l'Emploi ont augmenté et il y a eu aussi un plus grand nombre d'ouvriers et d'employés inscrits au 30 juin à l'Office national de la Sécurité sociale.

Au 30 juin 1969, il y avait 2 243 129 travailleurs affiliés (1), soit 4 % de plus qu'en 1968. Cette année-là, par contre, il y avait eu un recul de 0,2 %. En 1969, le nombre des ouvriers a augmenté de 36 819 (+ 2,5 %), dont 22 182 hommes (+ 1,9 %) et 14 637 femmes (+ 4,3 %), contre une diminution de 20 276, 17 478 et 2 798 respectivement l'année précédente. Le nombre des employés, qui avait encore progressé de 16 494 unités en 1968, dont 8 554 hommes et 7 940 femmes, a augmenté, du 30 juin 1968 au 30 juin 1969, de 25 302 hommes (+ 6,2 %) et de 24 604 femmes (+ 9,7 %), soit, en tout, de 49 906 unités (+ 7,6 %).

Par branche d'activité, on constate une nouvelle diminution du nombre des assujettis à l'O.N.S.S. dans le secteur des charbons et des minerais, de la préparation des boissons, de l'industrie du tabac, du textile, dans les métiers d'art et les entreprises de précision. Après avoir diminué en 1968, l'emploi a augmenté, en 1969, dans les industries alimentaires, le travail du bois, l'habillement, le verre et la céramique, l'industrie des métaux, le secteur de la construction et les transports ; le nombre des assujettis a augmenté, en 1968 comme en 1969, dans les secteurs des carrières, de la chimie, du caoutchouc, du papier et du carton, du livre et de la photographie, de l'eau, gaz et électricité.

---

(1) Y compris les mineurs et assimilés ressortissant au F.N.R.O.M. ainsi que les marins de la marine marchande affiliés à l'O.S.S.M.M., le personnel mis au travail dans des domaines privés, le personnel temporaire de la S.N.C.B. et le personnel de la S.N.C.V.

Tout comme la diminution du chômage et l'augmentation des emplois déclarés vacants, (1) l'augmentation du nombre de personnes occupées a été différente selon les catégories et les régions linguistiques.

A Bruxelles-Capitale, le nombre des travailleurs assujettis à l'O.N.S.S. a diminué globalement de 4 % (2). Le recul n'a concerné que les ouvriers (— 9,4 %) et, dans ce groupe, plus les hommes (— 11 %) que les femmes (— 5,2 %). Le nombre des employés occupés a augmenté de 0,3 % pour les hommes, de 1 % pour les femmes et de 0,6 % au total.

En Flandre, le nombre des ouvriers a augmenté (+ 6 %) de même que celui des employés (+ 14,4 %). La croissance relative a été plus forte pour les femmes que pour les hommes et ceci aussi bien pour les ouvriers que pour les employés. Le même phénomène est apparu en Wallonie (respectivement + 6,8 % et + 17,6 %), mais, en pourcentage, l'augmentation a été, pour toutes les catégories, plus importante qu'en Flandre.

SECTION II. — CHÔMAGE

L'essor de la conjoncture qui a commencé à la fin de 1967 n'a influé que tardivement le chômage. Pendant toute l'année 1968, un nombre de demandeurs d'emploi plus élevé qu'au cours de la période correspondante de l'année précédente a été enregistré, et la moyenne mensuelle de 1968 a dépassé de 20,4 % celle de 1967. Fin janvier 1969, il y a eu, pour la première fois, un nombre de chômeurs complets moins élevé qu'au cours du même mois de l'année précédente et l'écart s'est creusé progressivement en cours d'année, pour passer de 5 104 unités en janvier 1969, à 26 847 en décembre. La moyenne mensuelle du chômage a ainsi fléchi de 102 730 en 1968, à 85 342 en 1969, soit un recul de 16,9 %.

L'amélioration de la situation en matière de chômage n'a vraiment touché que les travailleurs normalement aptes (— 33,5 %) ; le nombre des chômeurs à aptitude partielle a augmenté légèrement (+ 2,7 %) et pour les chômeurs à aptitude très réduite il y a une augmentation appréciable (+ 9,6 %).

Le chômage féminin a été moins influencé par l'amélioration de la conjoncture. Alors que pour les chômeurs masculins la moyenne mensuelle du chômage complet a diminué de 22,6 %, la diminution pour les femmes n'a été que de 5,4 %. Le chômage a diminué pour les hommes dans les trois régions du pays, tandis que pour les femmes on n'a enregistré qu'une légère amélioration en Flandre et à Bruxelles et une aggravation en Wallonie (+ 8,8 %).

Dans la catégorie des chômeurs normalement aptes au travail, la différence a encore été plus prononcée. La moyenne mensuelle a fléchi pour les hommes de 55,8 % dans le Nord du pays, de 39,2 % en Wallonie et de 42,3 % à Bruxelles ; pour les femmes il y a eu respectivement une diminution de 21,2 %, une augmen-

(1) Voir section II. Chômage.
(2) Sauf les marins de la marine marchande et les mariniers.

tation de 6,7 % et un fléchissement de 25,5 %. En Wallonie, la moyenne mensuelle du nombre des chômeuses normalement aptes au travail a dépassé en chiffres absolus celle des hommes, (9 215 hommes ; 11 561 femmes). A partir de la fin avril 1969, il a été recensé, aussi bien en Flandre qu'en Wallonie, plus de femmes normalement aptes, en chômage, que d'hommes. Cette situation a persisté toute l'année (sauf en Flandre en décembre).

En 1969, le rapport entre le nombre des chômeurs complets et celui des assurés a enregistré les taux les plus élevés, dans les bureaux régionaux de Liège-Huy (8,9 %), Mons (9,9 %) et Ostende (6,7 %).

Le tableau par groupe de professions et par région montre qu'en ce qui concerne les hommes, la moyenne mensuelle du nombre des chômeurs complets a fléchi dans tous les groupes et dans les trois régions du pays, sauf pour les agriculteurs de la région bruxelloise et le groupe professionnel « autres travailleurs spécialisés dans les services » de Wallonie, qui ont légèrement augmenté.

Pour les femmes, la situation n'a pas été aussi favorable.

En Flandre, la moyenne mensuelle du nombre des employés en chômage s'est accrue de 328 unités ; à Bruxelles, le même groupe a augmenté dans une faible mesure, ainsi que ceux des cuisiniers, des femmes de chambre, des garçons de salle et des serveurs et le groupe professionnel « autres travailleurs spécialisés dans les services ».

En Wallonie, le chômage des femmes a augmenté dans presque tous les groupes de professions ; font, entre autres, exception les transports et les télécommunications, les filatures, les tissages et ateliers de bonneterie et le vêtement.

Pour les femmes, l'aggravation a surtout atteint les groupes des employés (+ 1045) et des autres travailleurs spécialisés dans les services (+ 313).

L'insuffisance du taux de croissance de l'économie, pendant les années 1967 et 1968, a donné plus d'importance à l'intégration des jeunes travailleurs dans le processus de production qu'au problème de la remise au travail des handicapés et des autres chômeurs.

Au milieu de 1964, pour 1 000 personnes de moins de 25 ans assurées contre le chômage, 5 seulement étaient en chômage complet ; au milieu de 1968, il y en avait 30 et à la fin de 1968, 42. Il y a cependant eu alors un retournement dans la situation et, entre décembre 1968 et fin 1969, le nombre des jeunes en chômage complet a diminué de 30,2 %. La diminution parallèle du nombre total des chômeurs complets a été de 23,7 % (chômeurs mis au travail par les autorités compris). Les jeunes filles rencontrent plus de difficultés que les garçons pour trouver du travail : 64 % des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans étaient du sexe féminin alors que les femmes représentent 36,4 % du nombre total des chômeurs complets. Fin décembre 1969, le nombre des chômeurs de moins de 25 ans représentait 16,5 % du total, contre 18 % un an auparavant. Pour les hommes, ces taux étaient respectivement de 9,3 % contre 13,8 % et pour les femmes de 29,0 % contre 26,7 %.

Le rapport d'activité des Centres d'Orientation pour jeunes gens, établi par l'Office de l'Emploi, montre que l'on prévoit que le chômage va demeurer élevé parmi les jeunes filles. La raison principale serait que les classes d'âge qui suivent maintenant l'enseignement inférieur, moyen-inférieur, et moyen-technique comportent un nombre presque égal de garçons et de filles. Ces dernières vont presque toutes se présenter sur le marché du travail et ceci dans une structure de l'emploi telle que la majorité des places vacantes ne peuvent pas encore, en vertu des habitudes sociales, être occupées indifféremment par des jeunes gens ou des jeunes filles. On peut donc s'attendre à ce que le nombre des jeunes femmes demandeuses d'emploi s'accroisse plus vite que ne se réalisent les adaptations nécessaires de la production à ce phénomène relativement récent.

Le chômage n'est pas réparti de la même manière parmi les classes d'âge, dans les diverses régions du pays. En Flandre, fin décembre 1969, 15,6 % des chômeurs complets avaient moins de 25 ans et 54,3 % plus de 50 ans, contre respectivement 17,2 % et 46,2 % un an auparavant. En Wallonie ces taux étaient respectivement 19,1 % (contre 21 %) et 41,7 % (contre 36,3 %) et à Bruxelles 7,8 % (contre 9,4 %) et 60,5 % (contre 51,2 %). Fin décembre 1969, 42,9 % de l'ensemble des chômeurs complets avaient moins de 25 ans, en Flandre, 52,6 % en Wallonie et 4,5 % à Bruxelles ; fin décembre 1968 ces taux étaient respectivement 46,7 %, 48,3 % et 5 %. Pour les chômeurs de plus de 50 ans, la proportion était de 49,9 % dans le Nord du pays, de 38,5 % dans le Sud et de 11,6 % à Bruxelles, contre 53 %, 35,5 % et 11,5 % un an plus tôt.

Le tableau du chômage par classe d'âge, par durée et par région linguistique (au 30 juin 1969, chômeurs mis au travail par les administrations publiques inclus) montre que pour toutes les classes d'âge, le nombre des demandeurs d'emploi en chômage depuis moins de 3 mois, a diminué partout par rapport à la période correspondante de l'année précédente dans tous les groupes d'âge, dans les trois régions du pays et pour les deux sexes, sauf en Wallonie où, pour les femmes de moins de 25 ans, il y a eu une augmentation. La même évolution a été enregistrée pour les chômeurs sans emploi depuis 3 à 6 mois et depuis 6 mois à un an (pour ce dernier groupe à l'exception également des femmes de moins de 25 ans en Wallonie).

Pour le groupe des demandeurs d'emploi sans travail depuis 1 à 2 ans, la situation est plus nuancée. En Flandre, il y a eu une augmentation pour les classes plus âgées (50 à 65 ans pour les hommes et 40 à 60 ans pour les femmes) ; en Wallonie, le nombre des hommes plus âgés a augmenté dans cette catégorie, de même que celui des jeunes femmes (— 25 ans) ; à Bruxelles, il y a eu partout une augmentation sauf pour les hommes et les femmes de 25 à 40 ans. Dans le groupe des chômeurs sans travail depuis plus de 2 ans, il y a eu une augmentation pour toutes les classes d'âge, pour les deux sexes et dans toutes les régions.

Parmi les 83 615 chômeurs complets, allocataires, enregistrés à la fin de juin, 10 586, 13 %, étaient de nationalité étrangère. Par rapport à juin 1968 il y a un recul pour toutes les nationalités, sauf pour les chômeuses italiennes.

Plus de 90 % des chômeurs étrangers sont enregistrés dans les bureaux de Liège, Mons, La Louvière, Bruxelles et Charleroi et 42,3 % de ceux-ci sont établis dans la région liégeoise.

Le nombre des emplois vacants signalés, à fin de mois, à l'Office National de l'Emploi, augmente depuis juin 1968 par rapport aux données correspondantes de l'année antérieure. Fin juin 1969, on relevait 14 527 emplois vacants, nombre voisin des niveaux de 1961 et de 1964. Ce sont surtout les secteurs du bois, de la construction et du textile qui sont à la base de l'augmentation ; 70 % de l'accroissement viennent des provinces d'Anvers, du Brabant et de Flandre occidentale.

★

★ ★

Main-d'œuvre salariée occupée en Belgique et à l'étranger (a)

Situation au 30 juin
(en milliers)

DÉSIGNATION	1955	1957	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Secteur primaire :											
Agriculture, sylviculture, pêche	**25,9**	**24,6**	**22,6**	**22,2**	**21,1**	**18,6**	**17,6**	**16,9**	**15,7**	**15,5**	**15,4**
Secteur secondaire	**1 408,1**	**1 478,1**	**1 405,0**	**1 435,4**	**1 457,4**	**1 476,6**	**1 511,7**	**1 509,3**	**1 495,4**	**1 455,2**	**1 429,2**
Industries extractives	166,0	165,1	127,8	112,1	102,7	100,0	101,9	94,6	83,3	74,2	66,6
Industries manufacturières	1 011,6	1 071,4	1 042,8	1 079,5	1 099,9	1 107,2	1 135,6	1 137,7	1 132,8	1 094,5	1 077,4
Bâtiment et construction	202,6	213,5	206,6	215,5	226,6	240,6	245,0	247,4	249,6	256,4	254,5
Electricité, eau, gaz	27,9	28,1	27,8	28,3	28,2	28,8	29,2	29,6	29,7	30,1	30,7
Secteur tertiaire	**1 056,7**	**1 050,1**	**1 117,6**	**1 131,8**	**1 176,3**	**1 208,9**	**1 250,8**	**1 288,0**	**1 325,5**	**1 350,6**	**1 369,6**
Commerce, banque, assurance	234,7	251,2	277,3	291,6	305,5	316,3	335,9	353,1	366,6	375,3	383,9
Transport et communications	277,1	229,4	225,2	224,0	225,6	229,1	231,7	232,3	233,8	230,4	227,1
Services (militaires de carrière non compris)	544,9	569,5	615,1	616,2	645,2	663,5	683,2	702,6	725,1	744,9	758,6
Total général...	**2 490,7**	**2 552,8**	**2 545,2**	**2 589,4**	**2 654,8**	**2 704,1**	**2 780,1**	**2 814,2**	**2 836,6**	**2 821,3**	**2 814,2**

(a) Les données pour 1969 ne sont pas encore disponibles.

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Répartition par branche d'activité de la population active (a)

BRANCHES D'ACTIVITÉ	30 juin 1966		30 juin 1967		30 juin 1968	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
	HOMMES					
Occupée en Belgique	**2 584 736**	**98,1**	**2 584 209**	**98,3**	**2 574 790**	**98,3**
Agriculture, etc.	161 544	6,1	156 901	6,0	151 497	5,8
Industries extractives	82 081	3,1	73 156	2,8	65 749	2,5
Industries manufacturières .	908 075	34,5	885 984	33,7	874 093	33,4
Industrie de la construction	287 235	10,9	295 546	11,2	294 463	11,2
Electricité, gaz, eau	28 172	1,1	28 439	1,1	28 971	1,1
Commerce, banques, etc. ..	348 338	13,2	352 511	13,4	357 959	13,7
Transports et communicat..	244 227	9,3	241 897	9,2	238 938	9,1
Services (b)	430 030	16,3	438 159	16,7	439 296	16,8
Demandeurs d'emploi	49 012	1,9	63 993	2,4	75 111	2,9
Miliciens	44 846	1,7	46 587	1,8	47 757	1,8
Stagiaires en form. profes. .	1 176	0,0	1 036	0,0	956	0,0
Occupée à l'étranger	**50 709**	**1,9**	**45 765**	**1,7**	**45 703**	**1,7**
Total...	**2 635 445**	**100,0**	**2 629 974**	**100,0**	**2 620 493**	**100,0**
	FEMMES					
Occupée en Belgique	**1 150 436**	**98,4**	**1 164 471**	**98,5**	**1 180 114**	**98,5**
Agriculture, etc.	54 589	4,7	52 128	4,4	49 345	4,1
Industries extractives	1 120	0,1	993	0,1	920	0,1
Industries manufacturières .	315 218	27,0	303 314	25,6	297 176	24,8
Industrie de la construction	8 312	0,7	8 855	0,7	9 246	0,8
Electricité, gaz, eau	1 745	0,1	1 843	0,2	1 886	0,1
Commerce, banques, etc. ..	252 976	21,6	257 802	21,8	261 116	21,8
Transports et communicat..	21 220	1,8	21 021	1,8	21 382	1,8
Services	476 886	40,8	490 323	41,5	503 858	42,1
Demandeurs d'emploi	18 240	1,6	28 121	2,4	35 023	2,9
Stagiaires en form. profes. .	130	0,0	71	0,0	162	0,0
Occupée à l'étranger	**18 938**	**1,6**	**18 332**	**1,5**	**17 801**	**1,5**
Total...	**1 169 374**	**100,0**	**1 182 803**	**100,0**	**1 197 915**	**100,0**
	TOTAL					
Occupée en Belgique	**3 735 172**	**98,2**	**3 748 680**	**98,3**	**3 754 904**	**98,3**
Agriculture, etc.	216 133	5,7	209 029	5,5	200 842	5,3
Industries extractives	83 201	2,2	74 149	1,9	66 669	1,7
Industries manufacturières .	1 223 293	32,1	1 189 298	31,2	1 171 269	30,7
Industrie de la construction	295 547	7,8	304 401	8,0	303 709	8,0
Electricité, gaz, eau	29 917	0,8	30 282	0,8	30 857	0,8
Commerce, banques, etc. ..	601 314	15,8	610 313	16,0	619 075	16,2
Transports et communicat..	265 447	7,0	262 918	6,9	260 320	6,8
Services (b)	906 916	23,8	928 482	24,4	943 154	24,7
Demandeurs d'emploi	67 252	1,8	92 114	2,4	110 134	2,9
Miliciens	44 846	1,2	46 587	1,2	47 757	1,2
Stagiaires en form. profes. .	1 306	0,0	1 107	0,0	1 118	0,0
Occupée à l'étranger	**69 647**	**1,8**	**64 097**	**1,7**	**63 504**	**1,7**
Total...	**3 804 819**	**100,0**	**3 812 777**	**100,0**	**3 818 408**	**100,0**

Sources : Institut National de Statistique.
Ministère de l'Emploi et du Travail.

(a) Les données relatives à 1969 ne sont pas encore disponibles.
(b) Militaires de carrière compris dans les services.

Personnel assujetti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin

(en milliers)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Charbon et minerais	91,8	88,7	90,4	83,4	72,8	64,4	56,9	49,4
Carrières	10,3	10,4	10,6	10,3	9,7	9,1	9,2	9,6
Industries alimentaires	78,2	80,0	80,8	78,0	80,4	81,5	80,2	80,9
Boissons	27,8	28,0	27,8	27,2	26,7	25,8	25,0	24,6
Tabac	9,2	9,1	9,5	9,9	9,5	9,0	8,6	8,3
Industries chimiques	70,3	71,9	73,7	74,2	73,9	73,4	74,3	75,3
Caoutchouc	8,6	8,6	8,8	9,0	8,5	8,1	8,4	8,9
Bois et ameublement	45,7	46,1	48,8	48,4	49,2	48,5	47,8	50,6
Papier et carton	24,1	25,3	26,3	27,0	26,7	25,9	26,0	27,4
Livre et photographie	33,9	34,5	35,3	36,3	37,2	37,1	37,6	39,1
Cuirs et peaux	10,5	10,2	10,6	10,2	9,7	9,0	9,0	9,1
Textiles	145,7	148,3	149,6	142,6	142,6	131,5	128,1	126,4
Vêtement	85,2	86,6	90,4	88,9	92,6	87,7	85,2	87,1
Electricité, gaz, eau	19,8	20,1	21,1	21,3	21,2	21,3	21,6	21,8
Céramique et verre	74,3	72,2	75,2	75,5	71,9	69,2	65,6	67,9
Industrie des métaux	412,3	416,2	432,4	442,3	437,5	424,6	422,0	447,5
Art et précision	16,5	16,9	17,0	17,0	17,9	18,8	17,9	17,6
Construction	219,8	233,8	238,7	240,8	242,9	250,3	248,3	250,8
Transport (a)	73,5	75,2	75,6	77,2	77,8	75,9	74,5	75,5
Divers	10,1	11,0	12,4	13,2	13,5	14,8	15,7	18,5
Total ...	**1 467,6**	**1 493,1**	**1 535,0**	**1 532,7**	**1 522,2**	**1 485,9**	**1 461,9**	**1 496,3**

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Non compris le personnel de la S.N.C.B. et de la S.N.C.V.
A l'exclusion du personnel définitif des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision Belge.

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs (a)

(en milliers)

SECTEUR	Ouvriers occupés (moyennes mensuelles)				Heures-ouvriers			
	1966	1967	1968	1969	1966	1967	1968	1969
Charbonnages (b)	54,5	47,6	40,8	35,1	110 190	98 395	83 530	70 126
Cokeries	3,7	3,3	3,2	3,0	7 544	6 778	6 395	5 836
Sidérurgie (c)	46,1	45,2	45,0	45,6	95 019	92 417	91 841	93 068
Métaux non ferreux	18,0	16,3	15,9	16,5	37 169	32 908	32 232	33 063
Fabrications métalliques	228,2	218,9	214,5	235,7	447 437	421 315	413 449	451 225
Caoutchouc	5,4	5,1	5,1	5,6	10 399	9 750	10 055	10 862
Papier (établissements producteurs)	9,3	8,9	9,1	8,9	18 376	17 644	18 051	17 487
Papier (établissements transformateurs)	12,6	12,0	12,0	13,1	25 083	23 364	23 230	25 300
Carrières	6,3	5,9	5,2	5,7	12 585	11 621	9 567	10 753
Chaux, calcaires et dérivés	4,1	3,9	4,0	3,9	8 343	8 043	8 143	8 116
Terre cuite	8,8	8,2	7,0	6,5	17 714	16 528	13 652	12 798
Ciment	2,8	2,7	2,5	2,4	5 774	5 451	4 971	4 748
Verre	21,8	20,9	21,2	22,0	42 446	41 141	41 680	42 660
Bois	31,4	31,6	31,6	33,6	64 159	63 581	63 178	66 950
Céramique	7,6	6,8	6,4	6,2	15 010	13 195	12 276	12 191
Construction	102,6	104,4	100,1	99,9	195 436	196 969	182 585	180 818
Filatures : coton, lin et chanvre (d)	13,5	11,6	10,9	10,9	..	..	..	..
laine, jute, fibres dures	17,8	15,8	15,6	16,3	33 045	28 074	29 199	29 827
Tissages	35,7	33,2	31,6	31,8	69 885	62 150	61 899	60 808
Autres activités textiles	5,1	4,6	4,4	4,4	9 364	8 155	7 900	7 706
Bonneterie	19,2	19,1	18,8	18,5	36 692	34 873	35 140	34 357
Huiles végétales et animales	1,8	1,4	1,3	1,3	3 151	2 996	2 731	2 538
Tabac	6,3	5,9	5,7	5,5	11 683	11 007	10 287	9 867
Cuir	2,2	2,2	2,2	2,2	4 556	4 359	4 322	4 337
Chaussures	10,1	9,2	8,4	7,8	18 475	16 559	14 817	13 887
Pantoufles	1,6	1,5	1,3	1,2	3 019	2 661	2 408	2 149
Distribution d'eau	3,9	4,0	4,2	4,3	8 100	8 649	8 855	9 067
Port d'Anvers	14,0	13,4	12,8	12,7	..	..	..	..

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration des Mines.
Fédérations professionnelles.

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.
(b) Nombre moyen de présences par jour ouvré des ouvriers du fond et de la surface.
(c) A l'exception des usines produisant uniquement des aciers de moulage.
(d) Pour ces branches, nombre de broches-heures de 1966 à 1969 : 5.583, 4.813, 4.952 et 5.083 millions.

Répartition par province et région linguistique des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1969 (a)

PROVINCE OU RÉGION	Etablissements	Ouvriers			Employés			Total des travailleurs
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Anvers	25 039	215 546	56 811	272 357	77 011	41 974	118 985	391 342
Brabant	42 868	267 192	92 100	359 292	184 286	118 090	302 376	661 668
Flandre occidentale	20 767	128 670	43 332	172 002	27 326	19 539	46 865	218 867
Flandre orientale	19 702	138 296	62 048	200 344	33 827	22 231	56 058	256 402
Hainaut	18 328	162 942	41 483	204 425	39 735	28 565	68 300	272 725
Liège	17 139	131 589	33 569	165 158	41 347	28 236	69 583	234 741
Limbourg	8 217	75 508	16 574	92 082	13 976	8 472	22 448	114 530
Luxembourg	3 709	14 939	2 511	17 450	3 308	2 795	6 103	23 553
Namur	7 048	37 250	6 937	44 187	10 298	7 807	18 105	62 292
Région flamande	*84 521*	*643 526*	*201 433*	*844 959*	*182 169*	*108 583*	*290 752*	*1 135 711*
Région wallonne	*49 985*	*372 965*	*89 946*	*462 911*	*101 079*	*71 469*	*172 548*	*635 459*
Bruxelles-Capitale	*28 311*	*155 441*	*63 986*	*219 427*	*147 866*	*97 657*	*245 523*	*464 950*
Le Royaume...	**162 817**	**1 171 932**	**355 365**	**1 527 297**	**431 114**	**277 709**	**708 823**	**2 236 120**

(a) A l'exclusion des marins de la marine marchande et des bateliers.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Evolution du chômage

ANNÉE	Chômage complet (a)			Chômage partiel (b) (c)		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1958	86 748	29 606	116 354	51 011	20 135	71 146
1959	98 353	33 939	132 292	58 206	16 028	74 234
1960	85 266	29 008	114 274	37 283	10 762	48 045
1961	65 436	23 695	89 131	29 870	10 461	40 331
1962	50 109	20 834	70 943	29 009	9 442	38 451
1963	42 085	16 991	59 076	43 798	6 407	50 205
1964	35 869	14 494	50 363	19 823	6 904	26 727
1965	38 977	16 398	55 375	29 219	7 588	36 807
1966	43 306	18 192	61 498	28 090	7 639	35 729
1967	58 354	26 964	85 318	32 507	13 363	45 870
1968	68 664	34 066	102 730	30 905	9 103	40 008
1969	53 115	32 228	85 343	28 640	6 610	35 250

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Statistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets, à l'exclusion des chômeurs occupés par les pouvoirs publics. Situation en fin du mois et moyenne mensuelle pour l'année.
(b) Moyennes journalières des chômeurs contrôlés.
(c) L'arrêté ministériel du 4 avril 1968 (*Moniteur belge* du 9 avril 1968) est entré en vigueur le 8 avril 1968, et a étendu la dispense du contrôle communal à tous les chômeurs âgés de 60 ans ou plus pour les hommes et de 55 ans ou plus pour les femmes. De ce fait les données à partir de 1968 ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Anvers.....	9 659	9 381	8 877	11 388	14 737	10 957
Brabant.....	8 403	8 739	9 052	12 213	14 665	12 044
Flandre occidentale.....	6 566	7 416	7 101	8 485	9 475	6 749
Flandre orientale	7 932	8 476	8 211	11 303	13 496	10 535
Hainaut	7 717	9 438	11 628	15 937	18 748	16 240
Liège	5 897	7 244	10 542	15 419	19 079	18 533
Limbourg	2 653	2 973	4 126	7 600	8 887	6 892
Luxembourg.....	321	362	423	775	1 054	1 051
Namur.....	1 215	1 346	1 538	2 198	2 589	2 342
Région flamande	*28 383*	*30 264*	*3 0303*	*41 486*	*49 814*	*37 830*
Région wallonne	*15 588*	*18 930*	*24 779*	*35 297*	*42 574*	*39 092*
Bruxelles (b)	*6 392*	*6 181*	*6 416*	*8 535*	*10 342*	*8 421*
Le Royaume...	**50 363**	**55 375**	**61 498**	**85 318**	**102 730**	**85 343**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

PROVINCE OU RÉGION	1964	1965	1966	1967	1968	1969
	HOMMES					
Anvers	7 269	6 920	6 493	8 102	10 192	7 336
Brabant	5 564	5 687	5 839	7 885	9 358	7 274
Flandre occidentale	4 958	5 577	5 411	6 402	7 172	4 884
Flandre orientale	6 212	6 539	6 223	7 809	9 070	6 945
Hainaut	4 887	5 878	7 482	9 952	11 304	8 549
Liège	3 907	4 984	7 564	10 910	13 022	11 562
Limbourg	2 101	2 308	3 053	5 276	6 133	4 582
Luxembourg	259	285	310	610	828	745
Namur	712	799	931	1 408	1 585	1 238
Région flamande	*21 763*	*22 737*	*22 585*	*29 450*	*34 755*	*25 538*
Région wallonne	*10 091*	*12 338*	*16 713*	*23 548*	*27 452*	*22 633*
Bruxelles (b)	*4 015*	*3 902*	*4 008*	*5 346*	*6 457*	*4 944*
Le Royaume	**35 869**	**38 977**	**43 306**	**58 354**	**68 664**	**53 115**
	FEMMES					
Anvers	2 390	2 461	2 384	3 286	4 545	3 621
Brabant	2 839	3 052	3 213	4 328	5 307	4 770
Flandre occidentale	1 608	1 839	1 690	2 083	2 303	1 865
Flandre orientale	1 720	1 937	1 988	3 494	4 426	3 590
Hainaut	2 830	3 560	4 146	5 985	7 444	7 691
Liège	1 990	2 260	2 978	4 509	6 057	6 971
Limbourg	552	665	1 073	2 324	2 754	2 310
Luxembourg	62	77	113	165	226	306
Namur	503	547	607	790	1 004	1 104
Région flamande	*6 620*	*7 527*	*7 718*	*12 026*	*15 059*	*12 292*
Région wallonne	*5 497*	*6 592*	*8 066*	*11 749*	*15 122*	*16 459*
Bruxelles (b)	*2 377*	*2 279*	*2 408*	*3 189*	*3 885*	*3 477*
Le Royaume	**14 494**	**16 398**	**18 192**	**26 964**	**34 066**	**32 228**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.

(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

PROVINCE OU RÉGION	1964	1965	1966	1967	1968	1969
	HOMMES					
Anvers	1 239	1 555	1 596	3 078	4 630	1 988
Brabant	1 408	1 821	2 213	4 219	5 488	3 084
Flandre occidentale	1 220	1 938	2 075	3 021	3 492	1 620
Flandre orientale	794	1 309	1 507	2 977	3 895	1 718
Hainaut	1 218	2 167	3 575	5 802	6 760	3 780
Liège	648	1 603	3 208	5 646	6 580	4 468
Limbourg	238	492	1 098	2 763	3 048	1 254
Luxembourg	112	147	167	439	571	354
Namur	108	205	311	716	797	372
Région flamande	*3 686*	*5 616*	*6 652*	*12 625*	*16 136*	*7 129*
Région wallonne	*2 163*	*4 273*	*7 465*	*13 025*	*15 152*	*9 215*
Bruxelles (b)	*1 136*	*1 348*	*1 633*	*3 011*	*3 973*	*2 294*
Le Royaume	**6 985**	**11 237**	**15 750**	**28 661**	**35 261**	**18 638**
	FEMMES					
Anvers	1 058	1 123	1 063	1 793	2 777	1 881
Brabant	1 100	1 392	1 634	2 738	3 516	2 678
Flandre occidentale	1 161	1 325	1 184	1 531	1 645	1 237
Flandre orientale	479	716	829	2 227	2 970	1 840
Hainaut	1 511	2 133	2 580	4 307	5 634	5 669
Liège	753	1 015	1 596	2 961	4 138	4 768
Limbourg	128	251	564	1 648	1 851	1 322
Luxembourg	50	64	97	146	206	270
Namur	188	231	280	426	604	647
Région flamande	*3 000*	*3 807*	*3 989*	*7 782*	*9 990*	*6 878*
Région wallonne	*2 548*	*3 516*	*4 698*	*8 055*	*10 836*	*11 561*
Bruxelles (b)	*880*	*927*	*1 140*	*1 940*	*2 515*	*1 873*
Le Royaume	**6 428**	**8 250**	**9 827**	**17 777**	**23 341**	**20 312**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.

(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Anvers	2 297	2 678	2 659	4 871	7 407	3 869
Brabant	2 508	3 213	3 847	6 957	9 004	5 762
Flandre occidentale	2 381	3 263	3 259	4 552	5 137	2 857
Flandre orientale	1 273	2 025	2 336	5 204	6 865	3 558
Hainaut	2 729	4 300	6 155	10 109	12 384	9 449
Liège	1 401	2 618	4 804	8 607	10 728	9 236
Limbourg	366	743	1 662	4 411	4 899	2 576
Luxembourg	162	211	264	585	777	624
Namur	296	436	591	1 142	1 401	1 019
Région flamande	*6 686*	*9 423*	*10 641*	*20 407*	*26 126*	*14 007*
Région wallonne	*4 711*	*7 789*	*12 163*	*21 080*	*25 988*	*20 776*
Bruxelles (b)	*2 016*	*2 275*	*2 773*	*4 951*	*6 488*	*4 167*
Le Royaume	**13 413**	**19 487**	**25 577**	**46 438**	**58 602**	**38 950**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par groupe de professions et région linguistique des chômeurs complets en 1969 (a)

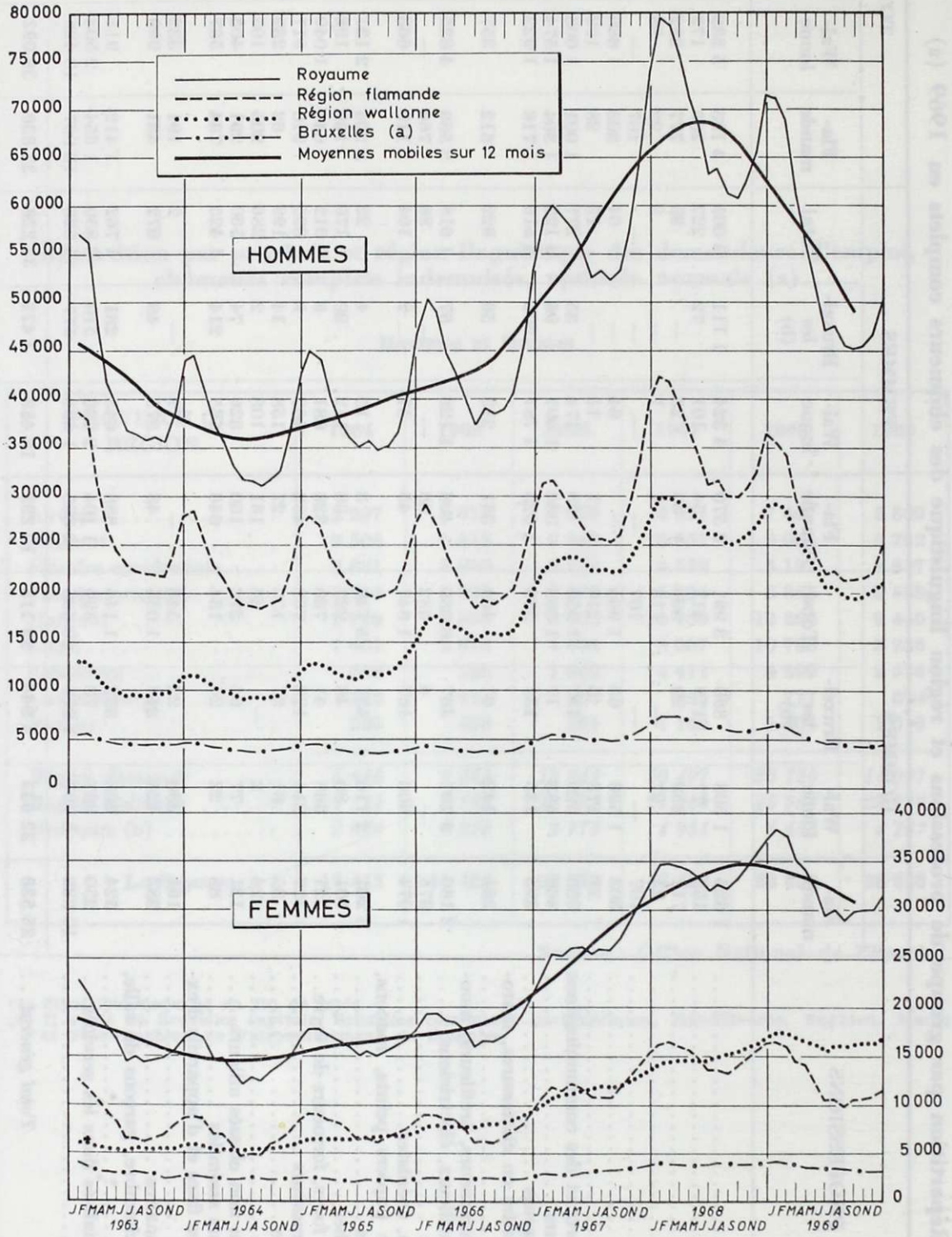
GROUPE DE PROFESSIONS	HOMMES				FEMMES				TOTAL			
	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total
Employés	1 623	1 508	860	3 991	2 570	4 324	1 111	8 005	4 193	5 832	1 971	11 996
Artistes	155	77	179	411	54	101	72	227	209	178	251	638
Agriculteurs	711	259	29	999	66	23	—	89	777	282	29	1 088
Chasseurs, forestiers	21	97	—	118	1	1	—	2	22	98	—	120
Pêcheurs	107	—	—	107	—	—	—	—	107	—	—	107
Mineurs	303	1 596	65	1 964	—	64	—	64	303	1 660	65	2 028
Carriers	27	178	5	210	1	14	—	15	28	192	5	225
Travailleurs des transports et des communications	933	829	197	1 959	68	174	35	277	1 001	1 003	232	2 236
Fileurs, tisseurs, tricoteurs	868	483	17	1 368	936	1 091	96	2 123	1 804	1 574	113	3 491
Tailleurs, coupeurs, fourreurs	293	135	131	559	1 423	1 787	306	3 516	1 716	1 922	437	4 075
Coupeurs de cuir, monteurs en chaussures, maroquiniers	261	142	61	464	351	215	56	622	612	357	117	1 086
Conducteurs de fours, lamineurs, tréfileurs, mouleurs, mécaniciens, outilleurs, électriciens	2 186	3 707	487	6 380	403	1 128	87	1 618	2 589	4 835	574	7 998
Travailleurs du diamant	678	—	4	682	88	—	—	88	766	—	4	770
Charpentiers, menuisiers, ébénistes	1 074	606	167	1 847	45	57	2	104	1 119	663	169	1 951
Peintres et colleurs de papiers peints, maçons, carreleurs, plafonneurs	3 201	2 116	431	5 748	3	15	4	22	3 204	2 131	435	5 770
Compositeurs, typographes	101	80	46	227	38	112	20	170	139	192	66	397
Potiers, conducteurs de fours, formeurs de verre	321	368	41	730	323	681	8	1 012	644	1 049	49	1 742
Meuniers, boulangers, brasseurs	427	214	128	769	483	403	9	895	910	617	137	1 664
Travailleurs de la chimie	35	81	37	153	27	158	14	199	62	239	51	352
Ouvriers en tabac	24	2	—	26	181	103	2	286	205	105	2	312
Ouvriers à la production non classés ailleurs	131	77	64	272	160	326	74	560	291	403	138	832
Emballeurs et travailleurs assimilés	88	22	24	134	646	565	214	1 425	734	587	238	1 559
Conducteurs de machines fixes et d'appareils d'excavation et de levage	191	330	22	543	—	2	—	2	191	332	22	545
Dockers et manutentionnaires	383	424	248	1 055	48	575	49	672	431	999	297	1 727
Cuisiniers, femmes de chambre, garçons de salle, serveurs	524	268	352	1 144	888	643	231	1 762	1 412	911	583	2 906
Autres travailleurs spécialisés dans les services	250	267	73	590	1 104	2 236	510	3 850	1 354	2 503	583	4 440
Manœuvres ordinaires	10 622	8 767	1 276	20 665	2 385	1 661	577	4 623	13 007	10 428	1 853	25 288
Total général	**25 538**	**22 633**	**4 944**	**53 115**	**12 292**	**16 459**	**3 477**	**32 228**	**37 830**	**39 092**	**8 421**	**85 343**

(a) Demandeur d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Source : Office National de l'Emploi.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Aptitude normale

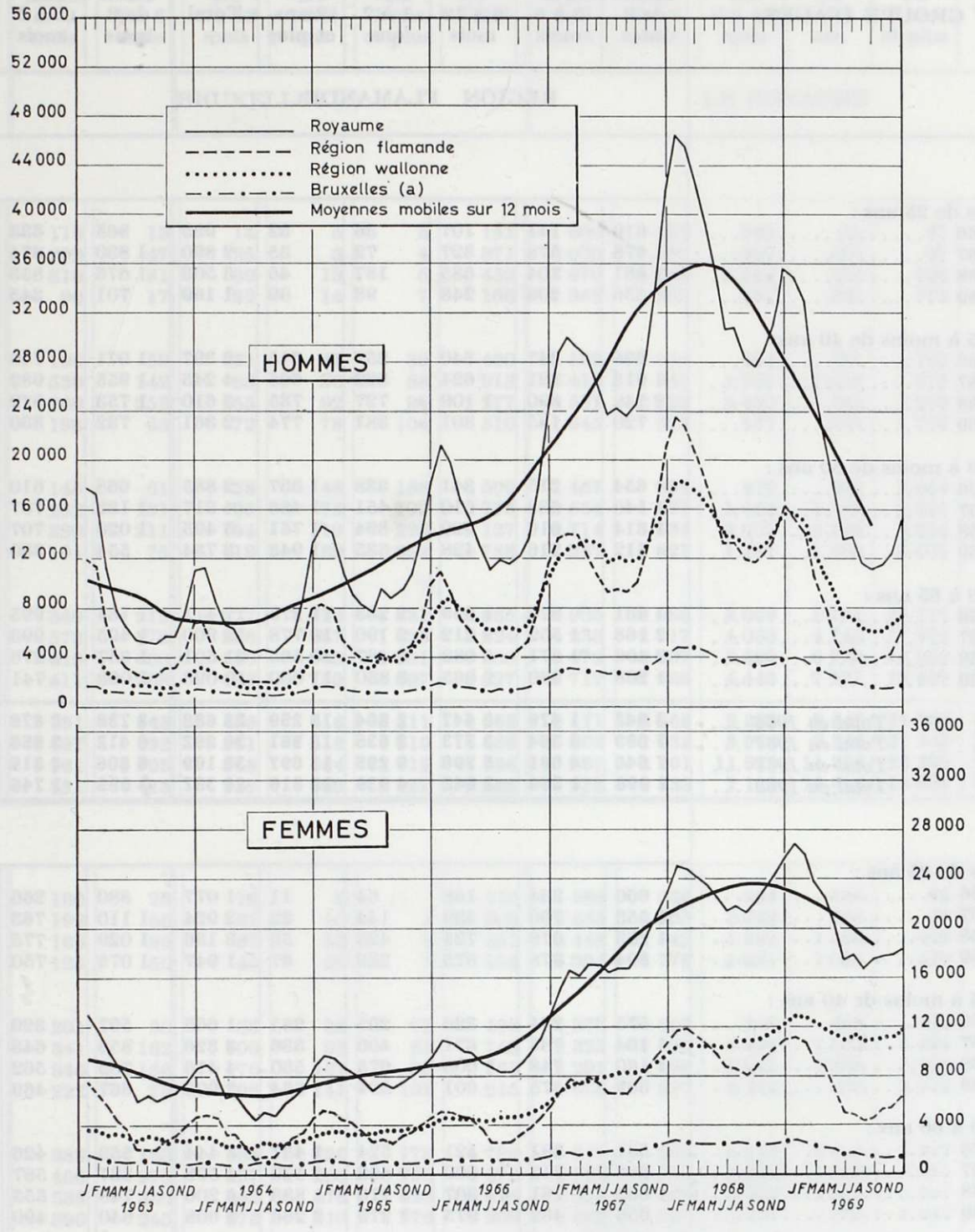


(a) Bruxelles = Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien.

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Toutes catégories



(a) Bruxelles = Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien.

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des chômeurs complets par grou

GROUPE D'AGES	DURÉE									
	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	D 1 à an
	RÉGION FLAMANDE						RÉGI			
	H									
Moins de 25 ans :										
1966	619	141	107	36	32	935	865	333	218	
1967	1 878	578	327	72	35	2 890	1 830	874	630	
1968	1 881	704	685	187	46	3 503	1 676	853	818	
1969	556	203	248	93	69	1 169	701	345	351	
De 25 à moins de 40 ans :										
1966	938	247	340	257	615	2 397	1 071	740	593	
1967	1 913	721	624	322	665	4 245	1 955	982	876	
1968	2 149	890	1 109	727	735	5 610	1 753	979	1 148	
1969	720	185	301	381	774	2 361	732	330	488	
De 40 à moins de 50 ans :										
1966	654	215	341	338	1 337	2 885	668	610	480	
1967	1 140	533	610	451	1 483	4 217	1 132	707	749	
1968	1 314	616	920	894	1 751	5 495	1 020	707	943	1
1969	512	216	428	635	1 943	3 734	554	330	640	
De 50 à 65 ans :										
1966	1 431	873	1 659	2 233	11 275	17 471	1 134	995	1 130	1
1967	2 168	1 552	2 212	2 190	10 778	18 900	1 495	993	1 455	2
1968	2 496	1 871	3 082	3 487	10 565	21 501	1 357	1 276	1 907	2
1969	1 208	960	2 065	3 830	11 030	19 093	1 098	741	1 886	2
Total en 1966 ...	**3 642**	**1 476**	**2 447**	**2 864**	**13 259**	**23 688**	**3 738**	**2 678**	**2 421**	**1**
Total en 1967 ...	**7 099**	**3 384**	**3 773**	**3 035**	**12 961**	**30 252**	**6 412**	**3 556**	**3 710**	**3**
Total en 1968 ...	**7 840**	**4 081**	**5 796**	**5 295**	**13 097**	**36 109**	**5 806**	**3 815**	**4 816**	**5**
Total en 1969 ...	**2 996**	**1 564**	**3 042**	**4 939**	**13 816**	**26 357**	**3 085**	**1 746**	**3 365**	**4**
	F									
Moins de 25 ans :										
1966	600	234	168	64	11	1 077	580	266	173	
1967	1 553	766	439	144	22	2 924	1 110	763	568	
1968	1 253	678	724	425	56	3 136	1 029	775	891	
1969	894	378	375	233	67	1 947	1 075	750	961	
De 25 à moins de 40 ans :										
1966	575	274	326	205	285	1 665	597	329	384	
1967	1 134	785	671	400	336	3 326	850	643	669	
1968	1 160	748	1 003	975	530	4 416	785	562	846	1
1969	669	375	601	594	664	2 903	667	469	769	1
De 40 à 60 ans :										
1966	581	381	521	524	1 437	3 444	553	426	564	
1967	883	712	800	683	1 520	4 598	837	587	795	
1968	1 032	761	1 307	1 273	1 833	6 206	748	555	943	1
1969	656	432	975	1 279	2 266	5 608	640	490	908	1
Total en 1966 ...	**1 756**	**889**	**1 015**	**793**	**1 733**	**6 186**	**1 730**	**1 021**	**1 121**	**1**
Total en 1967 ...	**3 570**	**2 263**	**1 910**	**1 227**	**1 878**	**10 848**	**2 797**	**1 993**	**2 032**	**1**
Total en 1968 ...	**3 445**	**2 187**	**3 034**	**2 673**	**2 419**	**13 758**	**2 562**	**1 892**	**2 680**	**3**
Total en 1969 ...	**2 219**	**1 185**	**1 951**	**2 106**	**2 997**	**10 458**	**2 382**	**1 709**	**2 638**	**3**

(a) Recensement à la date du 30 juin. Les données comprennent les chômeurs occupés par les pouvoirs publics.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Engh

ès, durée et région linguistique (a)

MAGE													
ns lus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total
LONNE		BRUXELLES (b)						LE ROYAUME					
12	1 478	116	13	14	5	3	151	1 600	487	339	91	47	2 564
28	3 505	292	47	25	3	4	371	4 000	1 499	982	218	67	6 766
51	3 750	313	81	39	13	6	452	3 870	1 638	1 542	552	103	7 705
96	1 676	96	17	32	14	7	166	1 353	565	631	290	172	3 011
21	3 124	190	59	51	41	89	430	2 199	1 046	984	597	1 125	5 951
21	4 969	550	142	85	53	88	918	4 418	1 845	1 585	1 010	1 274	10 132
70	5 623	649	253	185	92	98	1 277	4 551	2 122	2 442	1 792	1 603	12 510
75	2 939	193	63	72	78	104	510	1 645	578	861	973	1 753	5 810
19	3 091	145	61	58	48	188	500	1 467	886	879	800	2 444	6 476
50	4 581	282	131	95	75	192	775	2 554	1 371	1 454	1 369	2 825	9 573
10	5 566	380	211	194	119	223	1 127	2 714	1 534	2 057	2 199	3 684	12 188
99	4 509	191	75	119	139	259	783	1 257	621	1 187	1 660	4 301	9 026
05	9 470	340	215	277	322	1 831	2 985	2 905	2 083	3 066	3 761	18 111	29 926
72	11 081	573	372	366	387	1 626	3 324	4 236	2 917	4 033	4 743	17 376	33 305
53	12 975	619	460	540	640	1 591	3 850	4 472	3 607	5 529	6 709	18 009	38 326
82	13 389	411	268	492	759	1 697	3 627	2 717	1 969	4 443	7 571	19 409	36 109
57	**17 163**	**791**	**348**	**400**	**416**	**2 111**	**4 066**	**8 171**	**4 502**	**5 268**	**5 249**	**21 727**	**44 917**
71	**24 136**	**1 697**	**692**	**571**	**518**	**1 910**	**5 388**	**15 208**	**7 632**	**8 054**	**7 340**	**21 542**	**59 776**
84	**27 914**	**1 961**	**1 005**	**958**	**864**	**1 918**	**6 706**	**15 607**	**8 901**	**11 570**	**11 252**	**23 399**	**70 729**
52	**22 513**	**891**	**423**	**715**	**990**	**2 067**	**5 086**	**6 972**	**3 733**	**7 122**	**10 494**	**25 635**	**53 956**
22	1 159	100	26	13	6	—	145	1 280	526	354	188	33	2 381
45	2 723	192	66	31	10	1	300	2 855	1 595	1 038	391	68	5 947
38	3 570	166	89	67	23	6	351	2 448	1 542	1 682	1 185	200	7 057
56	3 915	125	50	45	25	7	252	2 094	1 178	1 381	1 031	430	6 114
97	2 109	201	60	38	38	71	408	1 373	663	748	645	753	4 182
21	3 444	341	162	106	53	81	743	2 325	1 590	1 446	1 114	1 038	7 513
89	4 348	346	186	176	167	90	965	2 291	1 496	2 025	2 308	1 609	9 729
61	4 584	222	73	108	141	101	645	1 558	917	1 478	1 853	2 326	8 132
02	4 397	383	163	188	226	778	1 738	1 517	970	1 273	1 502	4 317	9 579
53	5 537	466	275	297	280	758	2 076	2 186	1 574	1 892	1 928	4 631	12 211
22	6 688	538	330	442	478	826	2 614	2 318	1 646	2 692	3 271	5 581	15 508
16	7 305	396	245	373	510	976	2 500	1 692	1 167	2 256	3 240	7 058	15 413
21	**7 665**	**684**	**249**	**239**	**270**	**849**	**2 291**	**4 170**	**2 159**	**2 375**	**2 335**	**5 103**	**16 142**
19	**11 704**	**999**	**503**	**434**	**343**	**840**	**3 119**	**7 366**	**4 759**	**4 376**	**3 433**	**5 737**	**25 671**
49	**14 606**	**1 050**	**605**	**685**	**668**	**922**	**3 930**	**7 057**	**4 684**	**6 399**	**6 764**	**7 390**	**32 294**
33	**15 804**	**743**	**368**	**526**	**676**	**1 084**	**3 397**	**5 344**	**3 262**	**5 115**	**6 124**	**9 814**	**29 659**

Source : Office National de l'Emploi.

ondissement de Soignies.

DEUXIÈME PARTIE

PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES

CHAPITRE PREMIER

AGRICULTURE ET PÊCHE

SECTION I. — AGRICULTURE

§ 1. — SITUATION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE

Les résultats du secteur agricole n'ont pas été uniformément favorables en 1969. Le printemps a été assez froid et humide, ce qui a quelque peu freiné la croissance de certaines productions végétales. En juin et en août, les précipitations ont été plus que suffisantes et elles ont été entrecoupées de périodes ensoleillées. La fenaison a connu un temps extrêmement favorable, mais, en juillet, de nombreux dégâts ont été provoqués dans certains endroits par de violents orages. Les pluies ininterrompues de la seconde moitié d'août et de la première quinzaine de septembre ont été fort nuisibles aux céréales qui n'étaient pas encore moissonnées. Dans les cas où la moisson était encore possible, la qualité a été assez mauvaise. Le meilleur temps apparu ensuite a eu une influence favorable sur la culture des betteraves sucrières et sur celle des pommes de terre.

En dépit de cette évolution moins satisfaisante, on peut s'attendre à une légère progression du revenu de l'agriculture et de l'horticulture, par suite principalement de l'amélioration sensible enregistrée dans le secteur de l'élevage, à l'exception des produits laitiers. Non seulement la production a augmenté, mais les prix ont été relativement favorables.

Une légère amélioration est aussi apparente dans le secteur des fruits et légumes, grâce surtout à l'augmentation des surfaces cultivées, à de meilleurs rendements et à des prix plus élevés pour les légumes. Dans le secteur fruitier, des excédents ont été enregistrés.

Les charges des cultivateurs ont cependant un peu augmenté. Leur indice global est passé de 118,4 à 120,9 points, hausse due surtout à l'augmentation des fermages, du matériel et des impôts. Elle n'est toutefois pas de nature à résorber la plus-value de la production.

La tendance générale antérieure a persisté en matière d'emploi. D'après le recensement du 15 mai, le nombre des personnes occupées s'élevait à 296 376, contre 311 451 en 1968 ; 181 223 et 192 345 respectivement étaient des travailleurs permanents, pour lesquels il y a donc diminution de 5,8 % d'une année à l'autre, alors que dans le cas des chefs d'entreprise elle est de 4,3 %.

Le commerce extérieur des produits agricoles s'est développé de manière favorable. Les exportations ont augmenté de 22,5 % et les importations de 14 %. Pendant l'année écoulée, on a enregistré une amélioration sensible des exportations de produits de grandes cultures (41,8 %) ; celles des produits horticoles et des produits de l'élevage ont augmenté respectivement de 19,4 % et de 18,9 %.

Au cours de la période 1962-1969, la physionomie des importations et des exportations s'est considérablement modifiée. L'augmentation des exportations provient surtout du secteur animal, dont la part est passée de 42,7 % en 1962, à 61,67 % en 1969. A l'importation, par contre, une tendance contraire est apparue.

Le nombre des tracteurs a continué d'augmenter l'an dernier, dans l'agriculture et dans l'horticulture. Mais il y a un recul du nombre des jeeps agricoles, des véhicules utilitaires et des moissonneuses-lieuses, tandis que celui des moissonneuses-batteuses n'a augmenté que dans une très faible mesure. La mécanisation semble s'être concentrée davantage, l'an dernier, sur d'autres activités, comme les distributeurs d'engrais, les pulvérisateurs, les presses, les arracheuses de betteraves et de pommes de terre, les réfrigérateurs pour le lait et les séchoirs à grains et à fourrages.

Il y a eu une nouvelle diminution des superficies cultivées au cours de l'année écoulée. Celles-ci n'ont plus totalisé que 1 553 540 ha au 15 mai 1969. Compte tenu de la diminution plus rapide du nombre des exploitations agricoles, la superficie moyenne par exploitation est passée de 7,75 ha, en 1968, à 7,99 ha. La diminution du nombre des entreprises est, pour ce qui concerne la région flamande, relativement la plus élevée dans les provinces très industrialisées, comme le Brabant et Anvers. Dans la partie wallonne, cette diminution concerne surtout le Hainaut et le Luxembourg. Pour le Hainaut, on peut aussi invoquer les bonnes possibilités de se diriger vers d'autres secteurs. Pour la province du Luxembourg, par contre, il faut tenir compte du faible revenu moyen.

§ 2. — SITUATION PAR SECTEUR

1. — *Cultures.*

a) *Céréales*

La superficie consacrée aux céréales a, selon le recensement du 15 mai 1969, aussi continué de se réduire, n'atteignant plus que 472 705 ha, soit 1,7 % de moins que l'année précédente.

Cette diminution concerne surtout les céréales panifiables et plus spécialement le blé d'hiver et le seigle. On estime que la surface globale réservée aux céréales non panifiables est demeurée pratiquement inchangée. Il y a eu un léger déplacement de l'escourgeon vers l'orge de printemps, qui ensemble ont cependant accusé une augmentation de 1 %. Pour l'avoine, la tendance au recul a persisté. La production a été beaucoup plus faible cette année surtout à cause du mauvais temps de la seconde moitié d'août et du début de septembre.

La production de froment d'hiver a fléchi de 13 %, contre seulement 6,14 % pour le froment de printemps. Le recul de la production a aussi été considérable pour le seigle : 19,8 %. Non seulement la production a été beaucoup plus faible mais la qualité de certaines parties qui ont eu à souffrir de la pluie a été assez mauvaise, de sorte qu'une quantité beaucoup plus grande a dû être réservée à la dénaturation.

La production d'escourgeon n'a accusé qu'un léger fléchissement (— 1,7 %), celle d'orge d'été, un recul plus marqué (— 3,9 %) et enfin celle d'avoine une diminution très sensible (— 10,8 %).

Les prix moyens de l'escourgeon, de l'orge d'été et de l'orge de brasserie ont été plus élevés que l'année précédente, tandis qu'on a constaté une tendance opposée pour le froment, le seigle et l'avoine. Bien que pour la campagne, les prix de direction, d'intervention et de seuil du froment n'aient pas changé, la qualité inférieure des parts fournies a provoqué une baisse du prix. C'est aussi le cas pour le seigle. Pour l'orge, les prix C.E.E. ont été un peu relevés, ce qui, avec une meilleure qualité, a entraîné de meilleurs prix sur le marché, comme pour l'avoine.

b) *Légumes à cosse récoltés secs, plantes industrielles, plantes racines et tuberculifères.*

La superficie réservée aux légumes à cosse récoltés secs n'a que faiblement diminué. Ce recul a été provoqué par la réduction des emblavements de pois, bien que cette culture demeure la plus importante dans sa catégorie.

Le rendement à l'hectare a été un peu plus favorable pour les haricots et surtout pour les féveroles, tandis qu'il y a eu un léger fléchissement pour les pois.

Les emblavements pour plantes industrielles ont pris un peu plus d'importance (+ 1,3 %). Cette évolution est due surtout aux betteraves sucrières et au lin, où les superficies ont augmenté respectivement de 0,4 % et 6,8 %. Pour la chicorée, l'accroissement de la superficie cultivée a été considérable (+ 11 %) Par contre, pour le houblon et le colza, il y a eu diminution de 1,4 % et 17,9 % respectivement. Le rendement n'a augmenté que pour les betteraves sucrières et le houblon, pour les autres productions cela a été l'inverse.

La production des betteraves sucrières (4,2 millions de tonnes) a légèrement dépassé celle de l'année précédente. Grâce au temps favorable au moment de la récolte, la teneur en sucre a été bonne.

Celle du lin atteint 3,3 % de plus qu'en 1968. La qualité a cependant eu à souffrir des pluies continuelles. La production de chicorée a accusé un accroissement de 10,1 %.

La tendance à réduire la culture des pommes de terre a persisté au cours de l'année écoulée, cette réduction a concerné toutes les variétés, mais surtout les pommes de terre hâtives (— 9,8 %) ; ensuite les demi-hâtives (— 8,6 %) et les tardives (— 7,2 %), mais le rendement à l'ha a été plus élévé. On a enregistré dès le début de la saison des prix intéressants pour les pommes de terre hâtives.

Cela a été le cas également pour les variétés plus tardives. En décembre, le prix de 325,8 F les 100 Kg a été atteint.

c) *Fourrages verts.*

La superficie totale des plantes racines et tuberculifères est passée de 34 117 à 34 585 ha. Cette augmentation de 468 ha est due aux betteraves fourragères et mi-sucrières (+ 523 ha). Par contre, la culture des navets et des choux-navets a diminué.

La récolte des betteraves fourragères a été beaucoup plus faible que l'année passée, comme pour les navets.

La superficie consacrée aux fourrages verts a de nouveau un peu augmenté en 1969. Cette évolution est due à l'extension considérable du maïs récolté au stade laiteux, et ceci surtout au détriment du trèfle et de la luzerne.

La première coupe de trèfle a été très bonne à cause de l'alternance des périodes de soleil et de pluie, qui ont exercé une inffuence très favorable sur la croissance. La deuxième coupe, par contre, a été moins bonne que l'année précédente. Le rendement à l'hectare du maïs récolté au stade laiteux s'est considérablement amélioré de sorte que la production, grâce notamment à l'extension des emblavements, a enregistré une augmentation importante.

2. — *Elevage.*

a) *Généralités.*

D'après le recensement du 15 mai, le nombre des chevaux tend encore à décroître. Il y a eu un recul non seulement du nombre de chevaux de trait lourds, mais aussi des autres catégories, bien que dans une mesure moindre.

Le cheptel bovin n'a augmenté que très faiblement (+ 1,4 %) ; le nombre des vaches laitières n'a progressé que de manière insignifiante (+ 0,7 %). Celui des veaux à l'engrais, de 3 à 12 mois, s'est accru, de même que celui des bovins de boucherie, de 1 à 2 ans. Le nombre des génisses a continué d'augmenter légèrement au cours des trois dernières années.

Le cheptel porcin s'est aussi encore accru, de 12,1 % de 1968 à 1969.

L'augmentation du cheptel avicole est assez considérable : 15,7 % ; elle concerne surtout les poulets, les poulettes et aussi les pondeuses.

b) *Production de viande.*

Le nombre des abattages a augmenté de 3,1 % l'année dernière et le poids des animaux abattus de 3,6 %. Ceci indique que le poids moyen des animaux abattus s'est accru. On a surtout tué un nombre plus élevé de moutons, d'agneaux et de chevaux.

Le nombre des porcs abattus a augmenté de 0,6 %, tandis qu'un léger fléchissement s'est produit pour les bovidés (— 0,7 %). La production a cependant augmenté pour toutes les catégories. Le poids des chevaux abattus a progressé de 13,5 %. Pour la viande de mouton, on a même enregistré une hausse de 100 %. Pour la viande de porc, l'augmentation ne s'est élevée qu'à 1,8 %. Dans la production de viande bovine, il y a un recul du poids des boeufs et taureaux, tandis que pour les vaches, malgré leur nombre moins élevé, l'accroissement en poids s'est élevé à 5,6 %.

Il faut remarquer que pour les génisses et les veaux aussi bien le nombre que le poids abattu ont augmenté. Les prix ont, en général, été très favorables pour la viande bovine. Ceci a été le cas aussi pour la viande de porc et de mouton. Par contre, le prix de la viande de cheval a baissé et aussi celui des poulets.

c) *Production d'oeufs et de lait.*

L'extension de 20,5 % du cheptel de pondeuses a naturellement entraîné une extension à peu près aussi considérable de la production d'oeufs.

Par suite de l'augmentation du nombre des vaches laitières et du bon approvisionnement de fourrages verts, la production laitière s'est accrue légèrement (+ 0,2 %).

L'évolution des prix n'a cependant pas été aussi favorable car, aussi bien pour les oeufs moyens que pour le lait de laiterie et de ferme, l'indice annuel a accusé un fléchissement.

3. — *Horticulture.*

Au cours de l'année écoulée la culture maraîchère de plein air s'est fort étendue, surtout celle des pois et haricots récoltés verts et aussi des salsifis. La culture des asperges et des tomates continue de fléchir.

La superficie totale consacrée à la production fruitière a diminué de 2,7 %. Ceci est dû surtout à l'arrachage de plantations à hautes tiges. L'évolution favorable des prix au cours des dernières années explique l'extension des cultures de fraises.

La production de légumes et de fruits a, en général, été favorable. Le temps changeant a parfois influé de manière défavorable sur l'apport de légumes.

La vente de poires et de pommes a été de nouveau difficile à certains moments. Cela a comprimé le niveau moyen des prix.

SECTION II. – PÊCHE MARITIME

Le poids total des prises déchargées dans les ports belges a accusé un recul sensible en 1969 (— 10,7 %). Les prix, par contre, ont haussé en moyenne de 15,1 %, de sorte que la valeur globale des apports de poissons a encore accusé

une augmentation de 2,8 %. Les apports ont augmenté seulement pour les harengs, les crustacés et les mollusques, tandis que le recul s'est manifesté surtout pour les poissons plats et ronds. Sauf pour les crustacés et les mollusques les prix ont été notablement plus élevés. Le prix moyen des poissons ronds, a haussé de 21,8 % et celui des harengs, de 19,3 %.

★

★ ★

Superficies cultivées

Superficies totales estimées (a)

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	Différence en % de 1968 à 1969
Céréales	519,8	507,1	491,0	485,7	477,3	— 1,7
Légumes à cosse récoltés secs	9,7	9,1	8,3	7,7	7,6	— 1,3
Plantes industrielles	95,3	92,4	94,6	107,4	108,8	+ 1,3
Plantes racines et tuberculifères	97,7	98,0	99,5	89,8	85,6	— 4,7
Fourrages verts	35,9	37,2	36,9	32,9	34,1	+ 3,6
Prés et prairies	810,4	810,4	810,1	807,1	803,6	— 0,4
Cultures maraîchères	33,1	36,1	37,5	37,6	41,0	+ 9,0
Cultures fruitières	43,9	43,0	41,8	40,5	39,4	— 2,7
Autres cultures	6,2	13,0	14,1	12,1	12,5	+ 3,3
Total général des cultures	**1 665,5**	**1 646,3**	**1 633,8**	**1 620,8**	**1 609,9**	**— 0,7**

(a) Sur base du recensement annuel du 15 mai.

Source : Institut National de Statistique.

Céréales

Superficies totales estimées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	Différence en % de 1968 à 1969
Céréales panifiables	**266,2**	**247,1**	**231,5**	**235,0**	**227,3**	**— 3,3**
Froment	227,4	212,5	198,9	202,6	198,6	— 2,0
dont : Froment d'hiver et alternatif	*124,7*	*95,4*	*76,3*	*111,7*	*105,5*	*— 5,6*
Froment de printemps	*102,7*	*117,1*	*122,6*	*90,9*	*93,1*	*+ 2,4*
Seigle	34,4	30,1	27,5	27,2	22,5	— 17,3
Epeautre	3,8	3,8	4,2	4,6	5,1	+ 10,9
Méteil	0,6	0,7	0,9	0,6	1,1	+ 83,3
Céréales non panifiables	**253,6**	**260,0**	**259,4**	**250,7**	**250,0**	**— 0,3**
Orge	146,8	160,3	153,7	153,6	155,2	+ 1,0
dont : Escourgeon	*26,2*	*25,2*	*27,3*	*33,2*	*36,4*	*+ 9,6*
Orge d'été	*120,6*	*135,1*	*126,4*	*120,4*	*118,8*	*— 1,3*
Avoine	99,2	91,4	96,6	87,2	84,4	— 3,2
Maïs pour la graine	0,5	0,5	0,6	0,8	0,9	+ 12,5
Autres	7,1	7,8	8,5	9,1	9,5	+ 4,4
Total des céréales	**519,8**	**507,1**	**490,9**	**485,7**	**477,3**	**— 1,7**

Source : Institut National de Statistique.

Plantes industrielles

Superficies totales estimées

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	Différence en % de 1968 à 1969
Plantes industrielles de grande culture :	En milliers d'hectares					
Betteraves sucrières	65,4	66,5	77,9	89,6	90,0	+ 0,4
Lin	27,0	23,6	14,0	14,6	15,6	+ 6,8
Plantes industrielles de moyenne et petite culture :	En hectares					
Chicorée à café	1 167	749	786	1 002	1 112	+11,0
Tabac	824	655	524	587	611	+ 4,1
Houblon	805	845	916	926	913	— 1,4
Colza	52	44	454	648	532	—17,9
Autres cultures industrielles	30	43	40	58	60	+ 3,4

Source : Institut National de Statistique.

Plantes racines et tuberculifères

Superficies totales estimées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	Différence en % de 1968 à 1969
Pommes de terre hâtives	5,3	5,1	5,6	5,1	4,6	— 9,8
Pommes de terre mi-hâtives	38,8	40,5	42,2	37,3	34,1	— 8,6
Pommes de terre tardives	13,4	13,7	14,3	12,5	11,6	— 7,2
Betteraves fourragères et mi-sucrières	39,5	38,1	36,7	34,3	34,8	+ 1,5
Autres	0,7	0,6	0,7	0,6	0,5	—16,7
Total ...	**97,7**	**98,0**	**99,5**	**89,8**	**85,6**	**— 4,7**

Source : Institut National de Statistique.

Cultures fruitières

Superficies totales estimées

(en hectares)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	Différence en % de 1968 à 1969
Cultures fruitières de plein air	**43 893**	**42 991**	**41 793**	**40 451**	**39 356**	— **2,7**
Pour la vente	*29 308*	*28 767*	*27 710*	*26 880*	*25 902*	— *3,6*
Vergers à hautes tiges :						
— sans entrecultures	18 989	17 547	15 921	14 596	13 957	— 7,3
— avec entrecultures	365	499	417	468		
Vergers à basses tiges :						
— sans entrecultures	8 124	9 026	9 792	10 347	10 860	+ 0,8
— avec entrecultures	727	614	561	423		
Fraises	845	854	811	837	895	+ 6,9
Fruits à baies et framboises	258	227	208	209	190	— 9,1
Pour consommation familiale	*14 585*	*14 224*	*14 083*	*13 571*	*13 454*	— *0,9*
Cultures fruitières sous verre pour la vente	**512,7**	**499,7**	**485,2**	**467,6**	**444,0**	— **5,0**
Pêches	2,9	3,0	3,3	2,7	3,1	+ 14,8
Fraises	39,0	49,6	55,6	57,5	63,2	+ 9,9
Raisins	458,7	442,4	423,4	404,7	376,4	— 7,0
Autres fruits	12,1	4,7	2,9	2,7	1,3	— 51,9

Source : Institut National de Statistique.

Cultures maraîchères

Superficies totales estimées

(en hectares)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	Différence en % de 1968 à 1969
Cultures maraîchères de plein air	**33 121**	**36 070**	**37 477**	**37 640**	**40 966**	+ **8,8**
Pour la vente	*14 903*	*18 021*	*19 569*	*19 959*	*23 463*	+ *17,6*
Pois verts	4 927	7 283	8 508	8 933	11 262	+ 26,1
Haricots verts	1 473	2 111	1 867	1 457	2 087	+ 43,2
Tomates	246	237	230	224	194	— 13,4
Chicorées (witloof)	3 480	3 381	3 541	3 710	3 825	+ 3,1
Asperges	425	365	286	238	221	— 7,1
Choux-fleurs	603	600	636	625	626	+ 0,2
Scorsonères	619	767	1091	1 467	1 764	+ 20,2
Autres légumes	3 130	3 277	3 410	3 305	3 484	+ 5,4
Jardins potagers (consommation familiale)	*18 218*	*18 049*	*17 908*	*17 681*	*17 503*	— *1,0*
Cultures maraîchères sous verre pour la vente	**634,5**	**660,0**	**695,5**	**739,9**	**786,8**	+ **6,3**
Tomates	513,8	520,2	567,9	580,4	639,2	+ 10,1
Autres légumes	120,7	139,8	127,6	159,5	147,6	— 7,5

Source : Institut National de Statistique.

Evolution des rendements de certaines cultures

Production moyenne par hectare

(en quintaux métriques)

CULTURE	1965	1966	1967	1968	1969	Différence en % de 1968 à 1969
Froment d'hiver	38,2	30,1	45,2	44,4	41,5	— 6,5
Froment de printemps	37,1	31,0	39,4	37,8	34,7	— 8,2
Seigle	28,5	25,1	32,8	32,0	32,7	+ 2,2
Escourgeon	36,0	31,0	43,4	44,7	40,2	— 10,1
Orge	35,4	30,2	39,9	35,4	34,6	— 2,3
Avoine	30,8	32,1	37,4	36,1	33,6	— 6,9
Maïs cultivé pour la graine	44,6	44,2	46,7	45,0	47,8	+ 6,2
Pois secs	30,6	25,6	35,9	29,2	28,4	— 2,7
Betteraves sucrières	387,8	388,6	464,0	458,6	468,9	+ 2,2
Lin (paille)	65,0	61,1	68,2	67,0	65,0	— 3,0
Chicorée à café	393,9	388,5	404,3	395,9	392,5	— 0,9
Pommes de terre tardives	258,3	277,4	338,2	293,2	305,9	+ 4,3
Pommes de terre mi-hâtives	253,1	245,9	317,5	295,2	300,6	+ 1,8
Pommes de terre hâtives	202,3	194,5	215,9	195,6	213,7	+ 9,3
Betteraves fourragères	784,6	795,5	962,5	964,2	921,0	+ 4,5
Trèfle ordinaire (foin)	48,8	51,6	51,5	48,0	54,5	+ 13,5
Luzerne (foin)	58,7	55,8	59,3	58,7	58,2	— 0,9
Foin de prairies permanentes	50,3	50,7	50,4	48,6	52,6	+ 8,2

Source : Institut National de Statistique.

Production agricole

(en milliers de quintaux métriques)

CULTURE	1965	1966	1967	1968	1969
Froment d'hiver	4 741,7	2 872,6	3 449,9	4 959,2	4 314,6
Froment de printemps	3 798,7	3 628,7	4 831,7	3 434,2	3 223,5
Seigle	975,8	756,3	901,1	869,8	697,4
Escourgeon	943,2	780,4	1 181,8	1 483,1	1 457,9
Orge	4 258,4	4 079,5	5 044,4	4 261,3	4 094,6
Avoine	3 044,8	2 933,6	3 613,6	3 148,2	2 807,5
Maïs cultivé pour la graine	23,4	25,6	29,6	34,8	41,4
Pois secs	195,6	158,3	186,0	147,9	139,7
Betteraves sucrières	25 372,2	25 857,4	36 151,2	41 075,9	42 167,7
Lin (paille)	1 734,9	1 439,3	955,8	979,8	1 012,4
Chicorée à café	460,1	291,0	317,8	396,7	433,3
Pommes de terre tardives	3 420,4	3 787,1	4 849,5	3 659,4	2 738,4
Pommes de terre mi-hâtives	9 697,8	9 963,9	13 384,9	10 996,8	9 008,7
Pommes de terre hâtives	1 073,6	997,4	1 200,6	1 005,6	778,9
Betteraves fourragères	31 064,7	30 316,5	35 340,1	33 034,5	31 415,3

Source : Institut National de Statistique.

Matériel agricole
(unités)

ANNÉE	Tracteurs	Moissonneuses		Machines à traire
		lieuses	batteuses	
1962	53 507	35 677	4 083	37 341
1963	58 346	34 724	4 446	40 749
1964	61 377	31 155	5 133	42 438
1965	65 002	27 110	5 603	43 653
1966	70 892	22 596	6 336	46 326
1967	77 470	18 439	7 199	49 032
1968	81 014	14 859	7 669	50 874
1969	84 089	11 362	7 754	50 685

Source : Institut National de Statistique.

Cheptel
(en milliers d'unités)

CATÉGORIE D'ANIMAUX	15 décembre 1966 Total	15 décembre 1967 Total	1 décembre 1968 Total	1 décembre 1969 Total
Chevaux agricoles	86,9	78,8	81,0	75,9
Bovidés :				
Vaches laitières	1 028,8	1 039,6	1 067,2	1 066,4
Autres bovidés	1 568,4	1 571,0	1 606,3	1 646,6
Total des bovidés	2 597,2	2 610,6	2 673,5	2 713,0
Porcs	2 116,6	2 392,3	2 504,3	3 094,0

Source : Institut National de Statistique.

Production nette de viande indigène (a)
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Production de viande							Abats comestibles (d)	Total général
	Viande bovine	Viande de veau	Viande porcine (b)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine (b)	Autre viande (c)	Total		
1962.	187,4	21,9	260,1	8,7	1,9	93,6	573,6	40,4	614,0
1963.	200,4	26,8	237,4	8,3	1,8	95,1	569,8	41,0	610,8
1964.	160,4	20,8	230,2	6,7	1,0	99,3	518,4	35,5	553,9
1965.	167,4	18,8	259,6	7,0	1,1	104,4	558,3	37,4	595,7
1966.	187,3	20,3	289,1	5,1	1,4	102,7	605,9	41,6	647,5
1967.	180,0	19,5	328,3	3,9	1,5	111,8	645,0	43,2	688,2
1968.	185,8	20,4	359,7	3,7	1,0	101,2	671,8	45,0	716,8
1969.	198,5	21,4	369,1	3,9	1,3	115,0(e)	709,2(e)	44,9	754,1(e)

Source : Ministère de l'Agriculture.

(a) Compte tenu des coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture ce qui modifie les données des années antérieures.
(b) Y compris les abattages à la ferme évalués à 22.464 t pour les porcs. Pour les moutons environ 40 t.
(c) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.
(d) Y compris les abattages à la ferme évalués à 1.248 t.
(e) Données provisoires.

Consommation de viande (a)
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Consommation de viande							Abats comestibles (b)	Total général
	Viande bovine	Viande de veau	Viande porcine (b)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine (b)	Autre viande (c)	Total		
1963.	211,6	26,8	232,8	28,6	3,8	85,3	588,9	43,1	632,0
1964.	203,7	21,0	238,9	33,4	4,3	86,5	587,8	43,6	631,4
1965.	198,3	19,3	274,5	36,1	4,4	85,0	617,6	39,9	657,5
1966.	205,5	20,9	282,9	32,4	4,6	77,2	623,5	54,5	678,0
1967.	211,6	22,8	296,1	32,8	4,9	83,4	651,6	56,2	707,8
1968.	216,8	23,7	309,9	32,0	5,4	79,7	667,5	56,3	723,8
1969(d)	222,6	25,8	309,6	34,3	6,5	69,4	695,2	60,1	755,3

Source : Ministère de l'Agriculture.

(a) Compte tenu de coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture ce qui modifie les données des années antérieures.
(b) Y compris les abattages à la ferme.
(c) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.
(d) Données provisoires pour les autres viandes, le total et le total général.

Solde d'importations et d'exportations de viande (a)
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande							Abats comestibles	Total général
	bovine	de veau	porcine	chevaline	ovine et caprine	Autre (b)	Total		
1963.	— 11,0	—	+ 4,6	— 20,3	— 2,0	+ 9,8	— 19,1	— 2,1	— 21,2
1964.	— 43,3	— 0,2	— 8,7	— 26,7	— 3,3	+12,8	— 69,4	— 8,1	— 77,5
1965.	— 30,9	— 0,5	— 14,9	— 29,1	— 3,3	+ 19,4	— 59,3	— 2,5	— 61,8
1966.	— 18,2	— 0,6	+ 6,2	— 27,3	— 3,2	+25,5	— 17,6	—12,9	— 30,5
1967.	— 31,6	— 3,2	+ 32,2	— 28,9	— 3,4	+28,5	— 6,4	—13,0	— 19,4
1968.	— 30,9	— 3,3	+ 49,7	— 28,3	— 4,5	+21,5	+ 4,2	—11,4	— 7,2
1969.	— 24,1	— 4,4	+ 59,5	— 30,3	— 5,2	+18,6	+ 14,0	—15,2	— 1,2

(a) Y compris les animaux sur pied en poids abattu. Importations (—); exportations (+).
(b) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.

Source : Ministère de l'Agriculture.

Beurre
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 (c)
Production (a)	90,5	85,3	88,7	85,3	87,1	97,7	97,8
Beurre de laiterie	50,9	50,0	57,3	60,3	64,3	76,2	73,5
Beurre de ferme (a)	39,7	35,2	31,4	25,1	23,5	21,5	24,3
Solde d'importations ou d'exportations (U.E.B.L.) (b)	—2,3	— 12,6	+ 10,5	—9,9	—9,7	—1,7	+6,2

(a) Données corrigées.
(b) Importations (—); exportations (+).
(c) Données provisoires.

Sources : Ministère de l'Agriculture.
Institut National de Statistique.

Importations et exportations de produits agricoles (a)

ANNÉE	Produits animaux		Produits de grandes cultures		Produits horticoles		Total	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS							
1963	133,4	3 635,9	2 710,6	9 514,7	425,1	3 500,2	3 269,1	16 650,8
1964	214,0	6 234,5	2 643,3	9 546,3	489,7	3 847,5	3 347,0	19 628,3
1965	230,9	7 024,5	3 088,1	11 220,8	564,1	4 787,2	3 883,1	23 032,5
1966	231,9	7 283,6	3 666,9	13 171,6	506,7	4 998,6	4 405,5	25 453,8
1967	294,0	8 869,5	3 592,9	13 585,6	621,1	5 615,0	4 508,0	28 070,1
1968	293,0	9 563,9	3 168,7	13 298,1	644,9	5 468,4	4 106,6	28 330,4
1969	282,6	10 342,4	3 698,1	15 416,8	793,9	6 557,8	4 774,6	32 317,0
	EXPORTATIONS							
1963	157,6	4 566,4	563,5	2 140,4	208,6	2 977,1	929,7	9 683,9
1964	132,7	3 793,3	583,9	2 141,1	297,1	3 178,0	1 013,7	9 112,4
1965	226,5	6 716,0	761,1	2 690,2	255,8	3 308,5	1 243,4	12 714,7
1966	251,2	7 281,9	622,4	2 423,4	243,6	3 626,0	1 117,2	13 331,3
1967	355,4	10 865,4	523,9	2 037,1	306,4	4 116,5	1 185,7	17 019,0
1968	424,9	12 389,3	715,9	2 957,5	284,8	4 189,6	1 425,6	19 536,4
1969	440,2	14 735,2	917,3	4 192,3	329,5	5 002,1	1 687,0	23 929,6

Source : Institut National de Statistique.

(a) Le tableau ci-dessus comprend les chapitres 1, 2 et 4 de la section I et les chapitres 6, 7, 8, 10 ainsi qu'une partie du chapitre 12 de la section II du tarif Benelux. Il comprend en outre le n° 5401.00 + 5401.10 (lin brut). Sont donc exclus de ce tableau les poissons, ainsi que les produits exotiques qui n'entrent pas en concurrence avec une production belge similaire.

Importations et exportations de produits horticoles

ANNÉE	Légumes (a)		Fruits comestibles		Plantes vivantes et produits de la floriculture	
	Quantité en milliers (de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS					
1963	110,1	773,6	309,7	2 539,6	5,3	187,0
1964	145,0	879,8	338,2	2 746,2	6,5	221,6
1965	168,1	1 018,7	387,8	3 544,5	8,1	224,0
1966	76,1	856,2	422,1	3 909,6	8,5	232,8
1967	190,0	1 239,2	421,9	4 118,0	9,3	257,8
1968	225,2	1 440,2	410,0	3 746,7	9,7	281,5
1969	335,7	1 828,1	447,6	4 374,9	10,6	354,8
	EXPORTATIONS					
1963	138,3	1 700,0	45,0	470,7	25,3	806,4
1964	160,6	1 580,3	109,6	725,8	26,9	871,9
1965	157,2	1 650,2	68,8	670,0	29,8	988,3
1966	149,5	1 858,9	62,8	697,2	31,4	1 069,9
1967	170,3	2 023,6	102,8	977,1	33,2	1 115,8
1968	171,3	2 253,5	79,7	837,2	34,5	1 098,9
1969	184,6	2 485,4	106,3	1 258,6	38,6	1 258,1

Source : Institut National de Statistique.

(a) A l'exclusion des légumes à cosse secs.

Arrivages de poissons

Quantité

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1963	45,8	3,9	1,9	51,7
1964	37,9	7,8	1,9	47,7
1965	44,3	2,1	1,7	48,1
1966	43,2	2,1	2,0	47,3
1967	48,5	1,0	2,1	51,6
1968	53,4	0,6	1,9	55,9
1969	46,6	1,1	2,3	50,0

Source : Institut National de Statistique.

Arrivages de poissons

Valeur

(en millions de francs)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1963	592,7	15,9	47,3	655,8
1964	535,5	20,0	44,2	599,8
1965	622,4	12,1	55,4	689,9
1966	612,3	10,1	61,2	683,7
1967	712,3	5,5	64,7	782,5
1968	724,3	3,5	70,8	798,6
1969	737,7	6,8	76,4	820,9

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques (a)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
1963	66,4	927	16,5	382
1964	73,5	1 063	16,6	393
1965	77,2	1 220	20,2	503
1966	81,3	1 311	24,0	548
1967	75,6	1 294	25,5	620
1968	81,2	1 390	29,1	687
1969	82,8	1 598	27,3	707

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ce tableau comprend le chapitre 3 de la section I du tarif Benelux.

CHAPITRE II

INDUSTRIE

SECTION I. – APERÇU GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

L'augmentation de la production industrielle a été si rapide l'année dernière que, pour les six pays de la C.E.E., on enregistre le taux de croissance le plus élevé depuis l'instauration de la Communauté : environ 11 %. En Belgique le taux d'expansion était de 10,5 % (construction exclue), ce qui est près du double de 1968 et beaucoup plus que la moyenne de la période 1964-66 (1,8 %).

En effet, à partir du deuxième semestre de 1968, la demande s'est développée assez rapidement et cette évolution s'est renforcée en 1969. D'une part, la haute conjoncture remarquable des autres pays de la C.E.E. a favorisé la demande extérieure, d'autre part, des facteurs intérieurs sont intervenus, tels le programme gouvernemental de 1968 en vue de stimuler l'activité économique et les achats accrus des familles ; ceux-ci ont été favorisés par l'augmentation de l'emploi et la perspective de l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée. Enfin les investissements, qui avaient stagné en 1968 ont été, l'an dernier, un facteur important de la croissance économique.

Cette évolution a provoqué une progression nouvelle de la durée moyenne de travail assurée, qui a dépassé les quatre mois au milieu de 1969, bien que le taux de la capacité de production inutilisée n'était que de 15 % à peine au début de l'année, et a encore reculé en cours d'année.

Au fur et à mesure que la demande a augmenté et que l'offre a buté sur les limites des capacités de production, la tendance à la hausse des prix s'est affermie ; les coûts ont haussé, à la suite notamment d'une accélération de la progression des salaires et des prix élevés des matières premières, qui réagissent rapidement au jeu de l'offre et de la demande sur le marché mondial.

Dans la plupart des branches d'industrie, l'emploi complet des facteurs de production était réalisé ; en octobre, dans l'ensemble des industries manufacturières, 87 % de la capacité de production globale étaient utilisés, ce qui dépasse le record de 1964. D'après l'enquête de conjoncture de la Banque nationale, la part des entreprises utilisant complètement leurs capacités de production était passée à 45 % en octobre, contre 33 % au début de l'année. Une extension de l'offre à court terme n'était donc pas possible : certains facteurs de production

étaient déjà utilisés de manière excessive, la réserve de main-d'oeuvre qualifiée paraissait épuisée et l'approvisionnement en matières premières et en produits demi-finis insuffisant.

Une conséquence de cette situation a été que l'évolution des prix à la production, très stables en 1968, s'est accélérée sensiblement en 1969. L'indice des prix des produits industriels a été, en moyenne, 4,1 % plus élevé que l'année précédente et, en fin d'année, l'augmentation s'élevait déjà à 6,1 % par rapport à décembre 1968.

Par suite de l'intensification des opérations commerciales à l'intérieur de la C.E.E., une partie de cette hausse de prix a été importée. Elle ne semble pas cependant avoir détérioré la position concurrentielle de l'économie belge, qui était assez favorable au début de 1969. Ainsi la valeur de l'ensemble des exportations de marchandises de l'U.E.B.L. a augmenté de plus de 23 %, alors que la croissance du commerce mondial a été de 13 %.

A la fin de l'année, certains indicateurs de conjoncture ont paru indiquer une réduction des tensions : le rythme de rentrée des commandes tant du marché intérieur que de l'étranger s'est affaibli et la durée d'activité moyenne assurée ainsi que le degré d'utilisation de la capacité de production ont diminué un peu.

En moyenne, grâce aux efforts de rationalisation et à l'extension considérable de l'appareil de production, l'activité industrielle a cependant atteint en 1969 un niveau très élevé. Par rapport à 1968, la hausse de l'indice de l'activité industrielle a été importante, surtout au cours des deuxième et quatrième trimestres, où l'on a enregistré une avance de 12 et de 11 % par rapport à la période correspondante de 1968.

C'est la production de biens d'équipement qui a surtout fort augmenté (+ 16,1 %). En outre, contrairement à ce qui s'est passé lors de la haute conjoncture précédente les investissements ont eu principalement pour objectif et pour effet d'accroître la capacité de production existante, alors qu'ils avaient eu auparavant pour but la rationalisation des processus de production.

D'après les statistiques de l'I.N.S., l'activité de la construction aurait cependant beaucoup moins augmenté (+ 3,7 %) et n'aurait pas égalé le record de 1967. Mensuellement, il y a eu à peu près le même nombre de travailleurs occupés dans ce secteur en 1969 qu'en 1968 et le nombre d'heures de travail a même légèrement fléchi. Cependant, suivant l'enquête de conjoncture de la Banque nationale, la durée moyenne d'activité assurée pour le gros oeuvre dans la construction, a augmenté de deux mois durant l'année écoulée, et atteint à la fin de 1969 douze mois; par contre, l'importance des carnets de commandes diminuait un peu dans le secteur du génie civil.

En outre, la demande de certaines catégories de matériaux de construction qui sont vendus surtout sur le marché intérieur, comme le ciment et les produits de l'industrie céramique, a connu une vive reprise.

La forte augmentation de la demande de biens d'équipement s'est concrétisée surtout dans l'activité accrue de la sidérurgie et des fabrications métal-

liques, qui ont atteint de nouveaux records dans tous les secteurs. L'industrie des non-ferreux, où les prix ont fort augmenté, n'a pas participé à ce mouvement.

La vente de biens de consommation durables a aussi beaucoup progressé en 1969 (+ 11,2 %) ; la demande intérieure a toutefois paru moins dynamique en fin d'année.

La production de matières premières et de produits demi-finis a accusé à peu près le même taux d'expansion que l'ensemble de la production industrielle (construction exclue) : 10,8 % contre 10,5 %. Cependant, alors que les stocks de produits finis demeurèrent réduits, ceux de matières premières et de produits en voie d'élaboration s'accrurent en cours d'année dans la perspective d'une activité industrielle en progrès. Cette tendance a cependant été freinée par les cours élevés des matières premières et les mesures de restriction du crédit.

Dans le secteur des biens de consommation non durables enfin, l'avance a été moins forte (environ 6 %)

L'expansion a généralement été plus élevée dans l'industrie textile, qui s'oriente vers un effort d'équipement plus considérable et une recherche technologique plus intensive ; mais l'évolution de la situation diffère selon les différentes branches de cette industrie. Dans les secteurs de la chaussure, de l'habillement et de la confection, l'évolution a été la même. Dans l'industrie du cuir, qui durant de longues années a traversé une dure crise structurelle, le résultat a été assez bon.

Les industries alimentaires, dont les possibilités d'expansion sont plus faibles, ont encore connu une lente tendance ascendante, favorablement influencée par la bonne récolte de betteraves sucrières.

Le taux de croissance de l'industrie transformatrice du bois, qui avait été très élevé l'année précédente, a fort diminué en 1969. La mise en activité de nouvelles entreprises dans le secteur de la transformation du papier a contribué au résultat favorable de l'ensemble de cette industrie.

Les secteurs en très forte expansion de l'industrie chimique, représentés dans notre pays par des entreprises récentes, très modernes et bien équipées vont jouer, de plus en plus, un rôle déterminant dans cette branche d'activité. Le taux d'expansion de 17,6 %, en 1969, peut être considéré comme le début d'une nouvelle période de croissance.

La politique énergétique axée sur un approvisionnement bon marché et la continuation de l'assainissement de l'industrie charbonnière a été poursuivie en 1969.

★

★ ★

Indices bruts de la production industrielle

(1963 = 100)

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 (a)	1969			
								1er trim. (a)	2e trim. (a)	3e trim. (a)	4e trim. (a)
Indice général de la production industrielle (à l'exclusion de la construction)	**100,0**	**107,0**	**109,0**	**111,3**	**113,0**	**119,3**	**131,8**	**128,3**	**132,5**	**124,0**	**142,5**
Indice général de la production industrielle (y compris la construction)	**100,0**	**109,2**	**110,5**	**113,1**	**115,6**	**119,5**	**130,3**	**124,4**	**133,1**	**124,4**	**139,1**
Indices par genre d'affectation de la production :											
Matières premières et biens intermédiaires	100,0	108,9	109,6	109,9	111.0	119,0	131,8	125,5	134,6	125,5	141,6
Biens de consommation non durables	100,0	106,1	106,2	108,1	111,6	116,0	122,8	115,0	122,1	119,5	134,7
Biens de consommation durables	100,0	106,7	110,4	115,6	117,3	123,6	137,5	135,6	139,5	126,2	148,9
Biens d'investissements (à l'exclusion de la construction)	100,0	101,9	110,5	116,3	117,7	118,9	138,1	134,2	140,3	126,9	150,9
Biens d'investissements (y compris la construction)	100,0	113,2	113,7	118,3	122,9	118,7	128,6	116,2	137,5	126,8	133,9
Construction	**100,0**	**118,7**	**114,5**	**118,4**	**124,7**	**117,5**	**121,9**	**105,3**	**135,4**	**125,2**	**121,9**

(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Coeff. de pondération	1968 1er trim.	1968 2e trim.	1968 3e trim.	1968 4e trim.	1968 Moyenne annuelle	1969 1er trim.	1969 2e trim.	1969 3e trim.	1969 4e trim.	1969 Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction) (a)	**100,0**	**115,7**	**118,9**	**115,7**	**128,0**	**119,5**	**124,4**	**133,1**	**124,4**	**139,1**	**130,3**
Indice général (non compris la construction) (a)	**81,0**	**117,2**	**118,4**	**114,2**	**128,1**	**119,3**	**128,3**	**132,5**	**124,0**	**142,5**	**131,8**
Industries extractives	**6,2**	**79,6**	**81,5**	**67,8**	**75,1**	**75,6**	**72,3**	**73,6**	**62,2**	**68,5**	**69,2**
Charbonnages	*5,0*	*75,6*	*73,1*	*59,0*	*66,1*	*68,4*	*66,3*	*62,8*	*50,7*	*58,3*	*59,5*
Autres industries extractives	*1,2*	*102,9*	*121,2*	*122,3*	*130,3*	*119,2*	*107,2*	*143,3*	*139,1*	*134,4*	*131,0*
Carrières		89,6	103,5	108,9	113,2	103,8	92,2	123,3	118,8	114,6	112,2
de porphyre		137,7	159,8	150,5	154,8	150,9	124,1	156,8	155,0	162,8	149,7
de petit granit		74,8	67,2	89,9	97,4	82,3	81,0	100,1	95,1	95,1	92,8
de marbre		86,8	87,5	80,3	92,9	87,0	84,6	95,3	81,9	92,7	88,7
de grès		61,3	135,4	133,5	130,1	115,2	68,0	145,1	150,4	111,4	118,8
de sable		90,6	125,4	129,0	120,6	116,4	101,9	151,0	153,5	136,9	135,8
Ardoises		85,8	95,7	102,8	109,4	98,4	91,3	91,1	73,2	77,8	83,3
Calcaires et carbonates naturels		153,7	191,5	168,5	195,3	177,3	165,6	222,3	220,7	214,6	205,8
Industries manufacturières (a)	**74,8**	**121,2**	**122,5**	**118,0**	**133,9**	**124,1**	**132,9**	**137,3**	**128,9**	**148,6**	**136,9**
Industries alimentaires et fabricat. des boissons	*7,7*	*108,5*	*121,4*	*123,4*	*132,9*	*121,5*	*112,9*	*125,4*	*132,8*	*143,2*	*128,5*
Industries alimentaires	4,9	108,7	116,0	122,4	147,8	123,7	112,5	119,2	135,0	160,2	131,7
Confitures et produits connexes		84,2	78,3	174,5	159,8	124,3	97,6	116,2	173,0	154,0	135,2
Meuneries		94,1	94,1	90,8	92,3	92,9	97,4	95,0	91,4	90,0	93,5
Sucre		53,6	61,2	42,0	457,4	153,6	52,8	43,2	30,5	524,3	162,7
Huiles végétales et animales		146,3	147,8	138,4	153,0	146,4	145,8	152,8	124,2	137,9	140,1
Margarine		108,5	108,6	106,4	111,2	108,7	108,5	103,6	107,3	118,1	109,4
Fabrication des boissons	2,8	108,2	130'0	124,0	107,8	117,7	113,4	135,5	128,8	115,0	123,2
Brasseries		105,8	130,6	124,6	104,5	116,4	111,4	134,1	129,2	111,3	121,6
Alcool		128,0	101,6	108,6	140,7	119,7	128,8	137,2	100,5	158,8	131,2
Industrie du tabac	*0,5*	*106,9*	*111,3*	*107,4*	*113,9*	*109,8*	*103,4*	*115,6*	*103,1*	*100,8*	*105,5*
Industries textiles	*7,6*	*102,5*	*103,8*	*89,0*	*112,6*	*102,0*	*111,3*	*115,2*	*95,5*	*117,5*	*109,9*
Filature et tissage		103,4	104,6	90,5	115,1	103,4	112,8	116,5	96,6	120,4	111,6
Préparation des fibres textiles		93,7	100,2	86,3	105,0	96,3	106,0	111,3	88,9	105,7	102,9
Filatures		99,7	100,1	83,7	107,5	97,7	106,1	108,3	88,9	112,2	103,9
coton fin		88,1	89,0	70,5	93,5	85,2	87,6	93,7	74,6	97,2	88,3
cardes fileuses		70,3	69,3	60,3	70,4	67,6	76,3	87,1	79,9	90,1	83,4
cocons		81,4	66,2	50,4	74,5	68,2	80,8	75,3	58,1	72,5	71,7
laine cardée		97,2	103,9	90,1	109,5	100,2	111,6	111,4	97,2	123,2	110,8
laine peignée		116,8	121,1	103,8	134,2	118,9	140,5	139,9	113,5	141,7	133,9
lin et chanvre		100,7	89,1	82,4	95,2	91,8	93,0	92,8	80,2	95,2	90,3
jute		111,2	102,2	89,4	111,2	103,5	109,4	103,9	88,6	107,4	102,4
Tissage		107,2	108,5	96,1	122,1	108,5	117,9	123,4	103,3	127,7	118,2
Tissus de coton		86,6	85,0	71,4	90,6	83,4	87,9	89,6	74,0	92,3	86,0
Tissus de lin		92,3	93,2	86,7	113,5	96,5	101,0	105,0	91,0	109,7	101,7
Tissus de laine		97,0	95,0	86,5	107,7	96,6	102,7	109,4	91,1	111,6	103,7
Tissus de rayonne et fibres de rayonne		222,0	250,6	227,4	299,9	250,0	308,2	335,4	287,1	356,9	322,0
Tissus de jute		106,0	101,8	96,7	114,8	104,8	107,7	104,3	90,7	110,7	103,3
Bonneterie		100,1	101,0	84,5	104,7	97,5	107,0	109,9	91,4	106,7	103,7
Filatures et corderies de fibres dures		107,9	121,6	94,4	112,3	109,1	115,2	120,8	95,4	125,6	114,2
Fabrication d'articles non dénom. ailleurs		71,8	72,8	57,5	75,3	69,4	72,8	92,6	76,1	88,5	82,5

(suite page 52)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1963 = 100) (suite)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Coeff. de pondération	1968 1er trim.	1968 2e trim.	1968 3e trim.	1968 4e trim.	1968 Moyenne annuelle	1969 1er trim.	1969 2e trim.	1969 3e trim.	1969 4e trim.	1969 Moyenne annuelle
Fabrication d'articles d'habillement; confection d'ouvrages divers en tissu; fabrication de chaussures ...	*3,7*	*125,7*	*119,8*	*114,8*	*123,8*	*121,0*	*133,3*	*132,6*	*125,4*	*129,5*	*130,2*
Articles d'habillement		137,2	132,9	129,4	138,6	134,4	149,9	152,8	145,2	150,1	149,5
Autres ouvrages en tissu		79,5	86,1	68,9	82,2	79,2	79,5	77,8	72,5	81,1	77,7
Chaussures et pantoufles		95,4	83,3	76,9	83,9	85,0	90,9	81,6	75,6	76,9	81,3
Industrie du bois et industries connexes	*3,2*	*133,9*	*144,6*	*137,2*	*165,6*	*145,4*	*150,7*	*159,4*	*143,9*	*163,6*	*154,4*
Industrie du papier et du carton	*1,9*	*141,9*	*143,7*	*132,0*	*159,5*	*144,2*	*157,7*	*159,1*	*148,5*	*168,9*	*158,5*
Production		142,8	145,6	138,8	165,3	148,2	166,9	154,5	148,7	163,2	158,2
Transformation		141,2	142,2	126,5	155,1	141,3	150,8	162,6	148,4	173,3	158,8
Industrie du cuir	*0,3*	*109,2*	*110,7*	*103,9*	*130,9*	*113,6*	*120,8*	*131,9*	*112,0*	*126,5*	*122,7*
Cuirs lourds		94,7	90,8	85,4	109,4	94,9	95,6	99,7	94,8	121,0	102,8
Cuirs légers		110,4	112,9	106,0	133,3	115,6	123,8	136,0	113,8	126,2	124,8
Industrie chimique et du caoutchouc	*6,2*	*140,2*	*142,0*	*144,2*	*153,2*	*145,0*	*164,6*	*176,5*	*165,6*	*175,4*	*170,5*
Industrie chimique	5,7	143,7	146,3	150,4	156,8	149,3	168,7	182,1	172,4	180,0	175,7
Chimie de base		132,8	138,5	144,1	143,5	139,6	156,4	171,3	166,4	170,1	166,0
Transformation des matières plastiques		251,0	253,4	251,4	283,4	259,8	299,7	316,8	300,2	324,7	310,2
Savon		130,8	135,7	114,1	133,9	128,6	143,7	150,3	112,4	122,8	132,3
Azote		129,1	116,4	143,0	149,5	134,4	189,5	189,3	180,7	187,8	186,8
Allumettes		105,5	100,9	84,8	104,7	99,0	102,6	104,4	87,0	110,9	101,2
Production de rayonne		122,1	115,8	113,0	132,1	120,7	101,4	120,1	109,0	120,0	112,6
Industrie du caoutchouc	0,5	107,6	103,7	90,2	120,9	105,7	126,3	125,9	104,9	133,3	122,6
Industrie des dérivés du pétrole et du charbon	*1,1*	*107,0*	*105,7*	*112,2*	*121,7*	*111,6*	*111,6*	*112,5*	*109,8*	*116,3*	*112,5*
Raffineries de pétrole		166,8	167,3	206,1	216,4	189,2	231,5	233,2	234,5	241,6	235,2
Agglomérés de houille		44,2	35,6	22,6	41,2	35,9	37,0	36,1	22,7	42,6	34,6
Cokeries indépendantes		85,3	86,8	85,7	89,7	86,8	71,4	72,6	73,9	72,7	72,7
Industrie des produits minéraux non métalliques	*5,5*	*104,2*	*121,2*	*113,5*	*119,3*	*114,5*	*107,4*	*129,3*	*123,9*	*130,7*	*122,8*
Terre cuite		67,3	100,8	97,0	93,6	89,7	61,6	97,6	99,5	107,9	91,8
Verre		121,8	122,3	114,3	127,7	121,6	127,7	131,9	120,7	137,1	129,4
Verre plat		106,3	102,5	96,9	117,9	105,9	112,5	108,2	98,6	118,3	109,5
Verre creux		164,8	176,3	161,5	155,7	164,6	168,9	195,4	180,0	188,6	183,2
Ciment		96,1	139,6	131,1	120,3	121,7	101,4	147,7	147,9	135,4	132,9
Produits céramiques		101,7	102,4	90,5	111,4	101,6	108,0	116,1	106,5	119,7	112,6
Chaux, dolomie, plâtre, etc.		125,6	130,4	131,8	144,1	133,0	141,6	146,5	139,6	145,1	142,6
Industries métallurgiques de base (b)	*10,8*	*133,2*	*134,3*	*126,5*	*143,2*	*134,3*	*146,7*	*148,9*	*141,4*	*156,0*	*148,2*
Sidérurgie		144,4	145,5	135,9	155,2	145,3	160,6	164,8	154,6	172,3	163,0
Fonte		149,5	149,7	143,4	158,6	150,3	159,6	161,5	159,5	169,3	162,5
Acier brut		152,8	153,8	146,7	165,6	154,7	166,3	174,0	165,2	181,3	171,6
Produits finis		140,5	142,7	129,5	150,3	140,7	160,3	163,9	149,8	171,3	161,4

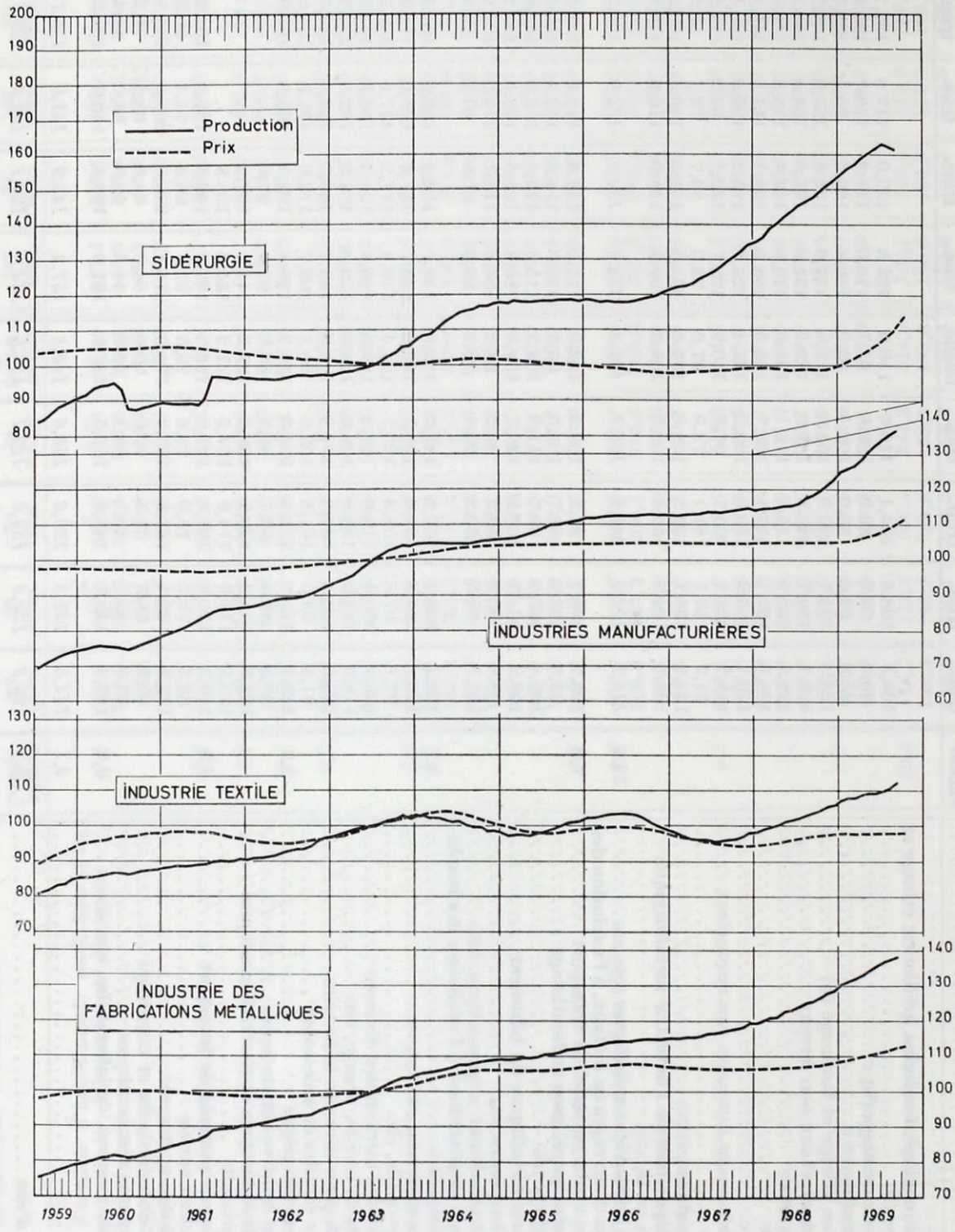
BRANCHE D'ACTIVITÉ	1968						1969				
	Coeff. de pondération	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle
Aciéries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage (b)		108,3	108,6	104,1	118,6	110,0	123,3	122,0	117,8	137,7	125,2
Aciéries de moulage (b)		90,4	90,9	89,0	109,9	95,1	116,0	111,3	110,7	125,4	115,8
Fonderies (b)		93,8	92,6	86,0	102,4	93,7	103,4	103,3	96,4	123,7	106,7
Tréfileries, étirage et laminage (b)		123,5	124,7	120,5	131,0	125,0	137,6	136,8	133,0	149,9	139,3
Industrie des métaux non ferreux		126,1	130,7	122,8	136,9	129,2	131,9	131,0	126,8	140,5	132,6
Produits bruts		126,5	125,9	115,7	118,1	121,6	113,8	113,8	115,0	119,6	115,5
Cuivre		138,6	137,7	115,1	122,7	128,5	108,9	104,1	115,5	118,8	111,8
Zinc		120,1	123,9	120,3	120,2	121,4	124,1	125,7	126,0	132,4	127,1
Plomb		118,2	123,1	105,1	97,3	110,9	122,7	120,1	84,2	115,9	110,7
Etain		61,7	56,1	81,1	72,9	67,9	73,3	82,7	72,7	66,7	73,9
Demi-produits		124,9	135,7	130,5	158,6	137,4	153,5	151,5	140,2	165,5	152,7
Cokeries dépendant de l'industrie métallurgique		108,4	104,9	103,6	109,3	106,5	109,3	111,0	110,9	115,9	111,8
Industrie des fabrications métalliques (c)	*21,4*	*116,1*	*112,2*	*109,9*	*126,1*	*116,3*	*129,8*	*134,9*	*122,9*	*149,8*	*134,3*
Fabrication d'ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel de transport	7,0	104,7	99,7	97,5	109,4	102,9	111,0	115,3	112,2	131,3	117,4
Forge, estampage, gros emboutissage		99,3	93,6	87,7	105,3	96,5	112,6	114,8	112,1	139,3	119,7
Travail de la tôle		105,4	107,6	99,7	111,9	106,2	115,9	119,1	113,3	141,8	122,5
Accessoires métalliques du bâtiment		106,2	10,41	108,5	120,7	109,9	119,8	125,5	128,3	141,2	128,7
Ponts, charpentes, etc.		98,0	90,9	89,2	98,2	94,1	104,8	113,7	114,3	124,9	114,4
Armes et munitions		100,9	96,5	80,8	90,4	92,1	88,2	87,8	81,7	96,2	88,5
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	4,7	128,1	129,1	127,1	147,0	132,8	148,7	153,4	139,5	164,2	151,5
Machines motrices, etc.		126,8	129,8	132,6	156,1	136,3	146,7	151,8	137,0	171,8	151,8
Machines-outils, etc.		97,6	97,8	102,3	120,1	104,4	116,4	117,2	117,6	139,2	122,6
Constructions mécaniques diverses		126,9	130,1	119,6	139,6	129,0	146,6	151,5	136,3	161,2	148,9
Appareils de levage, pesage, etc.		118,9	123,5	123,9	139,0	126,3	150,0	168,6	182,0	212,0	178,2
Appareils pour diverses industries		150,0	143,4	137,3	164,9	148,9	165,2	166,5	158,3	159,6	162,4
Machines textiles et accessoires		91,8	99,5	101,5	105,9	99,6	109,7	112,0	108,8	131,9	115,6
Construction électrique	5,2	117,1	111,7	111,4	128,3	117,2	129,8	132,5	135,0	152,0	137,3
Machines rotatives et statiques		85,3	87,4	82,7	89,7	86,3	92,0	97,6	..	..	..
Appareils industriels et électrodomestiques		132,8	121,2	123,7	139,0	129,2	141,1	137,2	..	..	..
Autres produits		120,6	114,9	114,9	134,5	121,2	135,4	138,8	..	..	..
Construction de matériel de transport	4,3	119,3	111,4	107,6	127,0	116,3	137,4	146,5	125,9	162,2	143,0
Construction navale		84,5	79,2	75,9	78,6	79,5	92,7	96,6	74,4	89,3	88,2
Automobiles, cycles, etc.		177,8	163,1	157,6	197,6	174,0	216,1	225,0	209,8	245,9	224,2
Matériel chemin de fer et tramways		60,9	58,5	57,8	62,6	60,0	64,0	68,6	63,5	77,2	68,4
Constructions aéronautiques		43,9	45,1	43,1	49,1	45,3	44,5	48,0	36,0	44,4	43,2
Appareils de mesures, de laboratoire, etc.	0,2	147,4	143,7	142,9	156,5	147,6	161,0	163,4	146,2	161,2	158,0
Electricité	*4,1*	*144,6*	*132,3*	*129,6*	*156,6*	*140,8*	*157,4*	*145,9*	*141,0*	*176,7*	*155,3*
Distribution d'eau	*0,8*	*125,2*	*120,4*	*134,6*	*126,1*	*126,6*	*124,8*	*129,1*	*132,0*	*129,7*	*128,9*
Construction (a)	**19,0**	**106,0**	**119,0**	**120,0**	**124,8**	**117,5**	**105,3**	**135,4**	**125,2**	**121,9**	**121,9**

(a) Les données pour 1969 sont provisoires.
(b) Les données du 4e trimestre de 1969 sont provisoires.
(c) Les données sont provisoires à partir du 2e trimestre de 1969.

Source : Institut National de Statistique.

Evolution de la production et des prix industriels de 1959 à 1969 (a)

Moyennes mobiles 12 mois centrées sur le milieu de la période
(1963 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique, Administration du Commerce et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels

(1963 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	C.E.E.	Royaume-Uni	États-Unis	E.F.T.A.
	INDUSTRIES EXTRACTIVES (b)									
1966	86	94	109	108	93	110	99	90	112	93
1967	83	89	106	115	86	123	97	89	115	93
1968	76	92	103	127	86	163	100	85	117	90
1969	70	95	..	132	89	209	106	80	121	87
1968 (a) 1er trimestre	78	91	111	..	..	157	101	87	115	92
2e trimestre	77	92	96	..	..	148	97	85	119	90
3e trimestre	75	91	111	..	..	158	102	84	120	89
4e trimestre	72	94	111	..	..	186	104	84	116	89
1969 (a) 1er trimestre	72	95	109	..	..	209	106	81	117	87
2e trimestre	71	96	110	..	..	193	106	80	122	86
3e trimestre	68	93	108	..	..	199	104	80	122	87
4e trimestre	69	98	..	..	..	229	108	77	123	83
	INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE (c)									
1966	114	117	117	118	107	122	117	114	127	116
1967	116	115	121	128	107	126	119	114	128	117
1968	123	129	127	136	115	138	130	121	134	124
1969	136	146	..	140	130	152	144	125	139	131
1968 (a) 1er trimestre	120	121	127	133	..	132	125	118	131	120
2e trimestre	120	128	106	135	..	137	122	120	133	123
3e trimestre	124	131	132	136	..	140	132	122	134	125
4e trimestre	126	137	140	141	..	144	139	125	135	128
1969 (a) 1er trimestre	133	142	139	143	..	145	141	124	138	128
2e trimestre	134	146	143	146	..	150	145	126	139	121
3e trimestre	136	146	143	143	..	155	145	125	140	132
4e trimestre	140	152	..	129	..	157	146	126	138	132

(suite à la page 56)

(a) Données corrigées des variations saisonnières.

(b) C.I T.I. 21 à 29.

(c) C.I.T.I. 31 à 39. Pour la France non compris les denrées alimentaires, boissons, habillement et produits du bois et ameublement

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels *(suite)*

(1963 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	C.E.E.	Royaume-Uni	États-Unis	E.F.T.A.
	MÉTALLURGIE DE BASE (e)									
1966	116	112	110	149	109	130	116	111	126	115
1967	119	113	110	169	111	140	119	105	117	111
1968	134	131	115	185	117	157	132	111	121	119
1969	150	148	131	187	134	186	147	114	132	125
1968 (d) 1er trimestre	128	123	118	181	112	146	128	107	123	113
2e trimestre	133	128	94	184	116	154	122	110	130	117
3e trimestre	136	133	120	186	118	158	135	112	115	121
4e trimestre	139	142	128	191	123	169	142	115	114	124
1969 (d) 1er trimestre	143	143	128	196	131	176	144	114	126	125
2e trimestre	147	145	131	204	131	177	147	117	133	128
3e trimestre	155	148	129	188	135	189	147	111	133	124
4e trimestre	154	159	136	160	139	205	151	113	132	125
	TRANSFORMATION DES MÉTAUX (f)									
1966	113	114	116	108	93	120	114	116	137	117
1967	114	106	120	120	87	123	114	115	136	117
1968	116	119	127	125	85	131	123	122	141	124
1969	134	142	141	126	102	147	139	127	146	131
1968 (d) 1er trimestre	114	110	127	121	..	126	118	118	140	119
2e trimestre	112	118	102	124	..	130	114	123	139	124
3e trimestre	116	122	134	125	..	132	127	124	142	126
4e trimestre	120	130	141	130	..	135	134	125	143	127
1969 (d) 1er trimestre	129	135	137	133	..	137	135	125	144	127
2e trimestre	134	143	142	137	..	147	141	129	146	132
3e trimestre	132	141	139	130	..	151	139	127	149	133
4e trimestre	142	149	142	104	..	153	140	127	143	132

(suite à la page 57)

(d) Données corrigées des variations saisonnières.

(e) I.T.C.I. 37.

(f) C.I.T.I. 381 à 384.

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels *(suite)*

(1963 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	C.E.E.	Royaume-Uni	États-Unis	E.F.T.A.
	ALIMENTATION, BOISSONS ET TABAC (h)									
1966	112	113	..	110	105	111	112	109	110	111
1967	118	116	..	115	118	119	116	111	113	113
1968	121	122	..	121	121	124	122	115	116	117
1969	128	128	..	..	122	128	..	118	119	121
1968 (g) 1er trimestre	120	118	..	116	..	121	118	114	114	115
2e trimestre	126	123	..	120	..	122	122	112	115	115
3e trimestre	120	122	..	120	..	125	121	116	116	118
4e trimestre	118	124	..	126	..	127	124	117	117	119
1969 (g) 1er trimestre	126	128	..	126	..	126	127	115	119	118
2e trimestre	130	127	..	122	..	127	125	118	118	120
3e trimestre	127	127	..	127	..	129	127	118	120	121
4e trimestre	130	128	..	127	..	130	128	120	119	122
	TEXTILES, HABILLEMENT ET CHAUSSURES (i)									
1966	109	110	99	106	66	103	105	107	121	108
1967	102	101	94	107	48	94	100	104	119	106
1968	109	115	94	108	..	101	106	114	124	113
1969	118	126	..	114	..	104	..	117	125	..
1968 (g) 1er trimestre	104	109	94	109	..	98	104	111	121	110
2e trimestre	107	115	86	109	..	100	104	114	123	112
3e trimestre	108	117	96	106	..	101	107	115	124	113
4e trimestre	112	122	101	109	..	106	111	117	125	115
1969 (g) 1er trimestre	114	124	105	114	..	103	114	116	124	115
2e trimestre	118	129	106	114	..	106	117	119	125	118
3e trimestre	119	124	100	115	..	106	113	116	124	116
4e trimestre	121	130	..	113	..	101	..	116	123	..

(suite à la page 58)

(g) Données corrigées des variations saisonnières.

(h) C.I.T.I. 31. Pour l'Italie, non compris le tabac.

(i) C.I.T.I. 321, 322 et 324. Pour la France non compris l'habillement et chaussures; pour les Etats-Unis non compris les chaussures.

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels *(suite)*

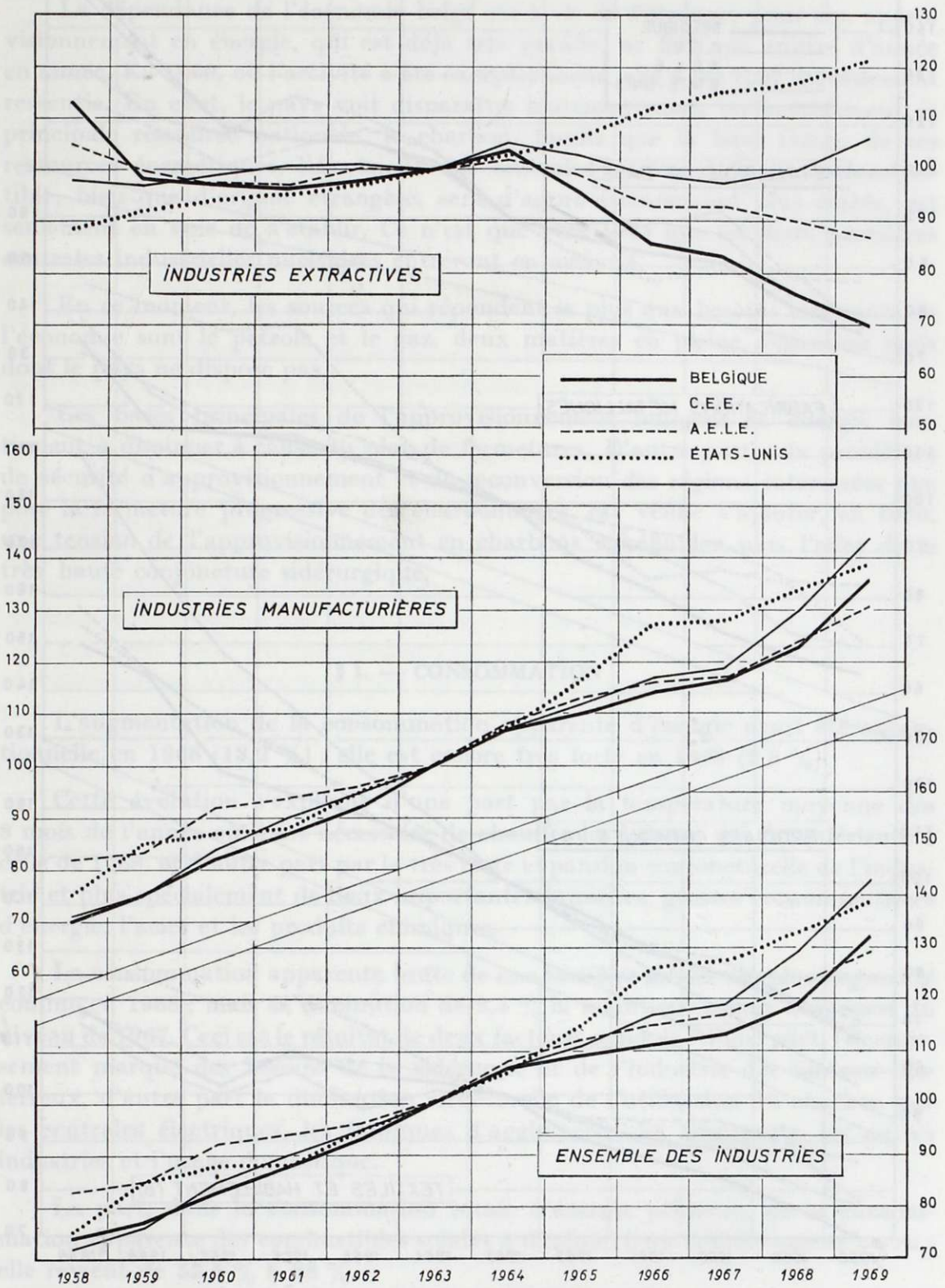
(1963 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	C.E.E.	Royaume-Uni	États-Unis	E.F.T.A.
	PRODUITS CHIMIQUES (k)									
1966	118	137	133	155	94	153	137	123	127	126
1967	123	148	143	167	117	168	148	129	133	133
1968	143	171	157	185	146	207	167	139	144	144
1969	150	192	..	186	165	244	190	148	154	158
1968 (j) 1er trimestre	133	160	155	182	..	191	161	134	139	140
2e trimestre	136	169	134	181	..	209	157	137	142	142
3e trimestre	151	175	162	184	..	209	171	140	145	147
4e trimestre	150	180	173	186	..	218	179	143	149	150
1969 (j) 1er trimestre	151	184	180	182	..	230	184	143	151	153
2e trimestre	149	191	184	196	..	238	189	147	155	158
3e trimestre	150	194	187	191	..	248	192	149	155	162
4e trimestre	152	200	..	161	..	257	193	152	156	166
	PRODUCTION INDUSTRIELLE TOTALE (l)									
1966	111	116	117	118	106	123	117	113	126	115
1967	113	114	120	128	106	129	119	113	127	117
1968	119	128	126	136	112	143	129	119	133	123
1969	132	144	142	140	127	161	143	123	139	129
1968 (j) 1er trimestre	116	120	127	133	107	137	125	117	131	120
2e trimestre	117	127	107	135	112	141	122	118	133	122
3e trimestre	122	129	131	136	114	145	131	120	133	124
4e trimestre	122	135	139	141	117	151	137	122	135	126
1969 (j) 1er trimestre	129	140	138	143	124	154	140	122	137	127
2e trimestre	131	144	142	145	125	158	143	124	139	129
3e trimestre	132	143	141	143	128	163	143	123	140	130
4e trimestre	136	150	146	130	130	167	146	124	138	131

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

(j) Données corrigées des variations saisonnières.
(k) C.I.T.I. 351 à 354. Y compris les dérivés du pétrole et du charbon.
(l) C.I.T.I. 2, 3, 4101 et 4102. Pour la France non compris les denrées alimentaires, boissons, habillement et produits du bois et ameublement.

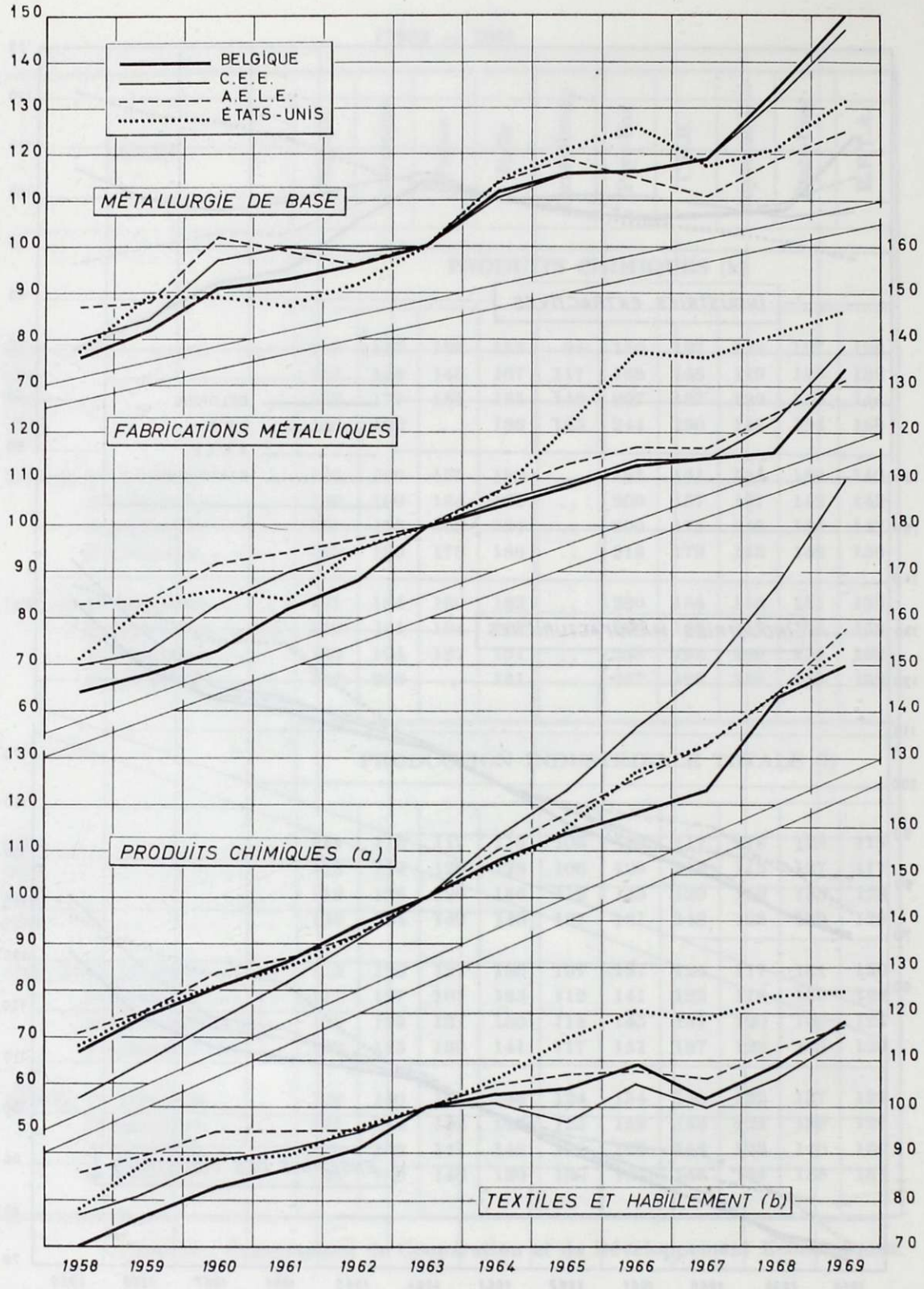
Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle
(1963 = 100)



Sources : Office Statistique des Communautés européennes.

Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle (suite)

(1963 = 100)



Source : Office Statistique des Communautés européennes.

(a) Y compris les dérivés du pétrole et du charbon.
(b) Y compris les chaussures, sauf pour les Etats-Unis.

SECTION II. – ÉVOLUTION DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

La dépendance de l'économie belge vis-à-vis de l'étranger pour son approvisionnement en énergie, qui est déjà très grande, ne fait que croître d'année en année. En 1969, où l'activité a été exceptionnelle, elle a été tout spécialement ressentie. En effet, le pays voit disparaître lentement mais inéluctablement sa principale ressource nationale, le charbon, tandis que la base future de ses ressources énergétiques, l'électricité des centrales nucléaires, dont le combustible, bien que d'origine étrangère, sera d'approvisionnement plus stable, est seulement en voie de s'établir. Ce n'est que vers 1975 que les deux premières centrales industrielles nucléaires entreront en activité.

En ce moment, les sources qui répondent le plus aux besoins croissants de l'économie sont le pétrole et le gaz, deux matières en pleine expansion mais dont le pays ne dispose pas.

Les bases principales de l'approvisionnement indigène en énergie continuent à diminuer à cause du plan de fermetures. D'autre part, aux problèmes de sécurité d'approvisionnement et de reconversion des régions intéressées que pose la fermeture progressive des charbonnages, est venue s'ajouter, en 1969, une tension de l'approvisionnement en charbons cokéfiables sous l'effet de la très haute conjoncture sidérurgique.

§ 1. — CONSOMMATION

L'augmentation de la consommation apparente d'énergie avait été exceptionnelle en 1968 (13,2 %) ; elle est encore très forte en 1969 (9,9 %).

Cette évolution s'explique d'une part par la température moyenne des 8 mois de l'année où il est nécessaire de chauffer les locaux, qui fut inférieure à celle de 1968, et d'autre part par la très forte expansion conjoncturelle de l'industrie et plus spécialement de deux importantes branches, grosses consommatrices d'énergie, l'acier et les produits chimiques.

La consommation apparente brute de *combustibles solides* n'a plus augmenté comme en 1968 ; mais sa diminution de 2,4 % la maintient encore au-dessus du niveau de 1967. Ceci est le résultat de deux facteurs opposés : d'une part, l'accroissement marqué des besoins de la sidérurgie et de l'industrie des métaux non ferreux, d'autre part la diminution structurelle de l'utilisation du charbon par les centrales électriques, les fabriques d'agglomérés, les transports, les autres industries et l'usage domestique.

La part, dans la consommation totale d'énergie primaire, de la consommation apparente des combustibles solides a diminué à un rythme encore accru ; elle revient de 52,5 % à 38 %.

La consommation brute de *pétrole* a augmenté de la même quantité qu'en 1968, soit 3,4 millions de tonnes équivalent charbon ; de ce fait, le taux d'accrois-

sement a été légèrement plus faible, d'une année à l'autre (12,6 % contre 13 %) ; sa part, dans la consommation totale d'énergie primaire est passée de 54 % à 55,7 %.

Les livraisons à la consommation intérieure ventilées par genre de produits pétroliers montre que celles de l'essence pour avions et autos ont moins progressé de 1968 à 1969 que de 1967 à 1968, lorsqu'elles avaient été gonflées par les événements de France. Celles de « gas et Diesel-oil », dont, depuis 1967, le tonnage vient en tête, n'ont pas augmenté aussi rapidement que celles de fuel-oil. Le brai résiduel et le fuel destiné à la chimie accentuent leurs progrès. La pénétration rapide du gaz naturel sur le marché belge ne semble donc pas encore avoir ralenti l'expansion des combustibles liquides, à l'encontre des Pays-Bas où cette progression est pratiquement arrêtée depuis deux ans.

Les importations de *gaz naturel* des Pays-Bas qui avaient déjà dépassé le milliard de m^3 en 1968, ont doublé en 1969 pour atteindre 2,7 milliards de m^3. Aussi, leur part de la consommation apparente brute d'énergie primaire passe de 3,3 % à 6,3 %. Comme la consommation de gaz de haut-fourneau a aussi continué à progresser parallèlement avec l'activité de la sidérurgie, la consommation totale brute de tous les gaz a progressé de 28 % au lieu de 22 % un an plus tôt.

Pour la deuxième année de suite, l'expansion de la consommation industrielle de gaz naturel est impressionnante, alors que la consommation domestique et équivalente ne semble guère augmenter plus vite depuis la conversion au gaz naturel. Dès lors, les utilisations industrielles de gaz qui, en 1968, représentaient la moitié de la consommation intérieure, en prennent 66 % en 1969. Ces évolutions divergentes semblent dues au fait que les prix demandés aux gros consommateurs sont très bas, alors que l'importance des frais fixes de la distribution publique n'a guère permis de baisse substantielle des coûts. En outre, les difficultés rencontrées dans l'utilisation des appareils convertis semblent avoir découragé quelque peu les consommateurs.

Le rythme d'accroissement annuel de la consommation nette *d'électricité* a légèrement baissé revenant de 10,7 % à 9,8 %. Etant donné le niveau exceptionnel qu'elle avait déjà atteint en 1968, cette augmentation est encore importante ; tant en haute qu'en basse tension, le taux d'accroissement reste de près de 10 %, et proche de celui réalisé l'année précédente.

§ 2. APPROVISIONNEMENT

Contrairement à la consommation, la production d'énergie primaire a autant reculé qu'en 1968 soit de 8,5 %, c'est-à-dire qu'elle n'atteint plus que 13 058 000 tec en 1969 contre 14 265 000 en 1968. Mais sa part dans la consommation brute n'est plus que de 27 % ; le *charbon* y demeure en même proportion (98, 7 %).

Les fermetures de puits du Bassin du Sud ont entraîné une diminution de capacité de production, de 1 172 000 t contre 700 000 t en 1968 ; en Campine, comme l'année précédente, la diminution est de 400 000 t mais sans fermeture de siège.

Ceci a entraîné 5 750 licenciements dont 5 536 ouvriers et 214 employés, mais le nombre de chômeurs, fin 1969, n'était plus que de 424 ouvriers et 27 employés.

L'emploi total, dans les charbonnages, a diminué de 49 200 ouvriers, fin 1968, à 41 000, fin 1969. D'autre part, le rendement par ouvrier et par poste a continué à augmenter (6,2 %) comme en 1968 (6 %).

La compensation du déficit des charbonnages restés en activité a coûté 3,5 milliards de francs en 1969, contre 3,7 milliards en 1968. La prime de fin d'année, à charge de l'Etat, s'est élevée à 239 millions contre 279 millions. Les subsides directs et équivalents ont ainsi atteint 4 348 millions de francs contre 4 433 millions en 1968 ; depuis 1967, ils se maintiennent au même niveau.

Au total, les subventions accordées directement par l'Etat s'élèvent à 4,6 milliards de francs contre 4,7 milliards en 1968.

Les importations ont dépassé de 5,7 millions de tonnes, soit d'une quantité légèrement supérieure à celle de l'année précédente (5,5 millions de tonnes), les exportations.

La reprise aux stocks sur le carreau des mines s'est, de son côté, accélérée; ils n'atteignaient plus que 0,67 million de tonnes fin 1969, contre 1,7 million fin 1968.

La production de *cokes* a plafonné au niveau atteint en 1968 ; aussi, étant donné l'importance des besoins, le solde des échanges extérieurs, traditionnellement exportateur, après avoir été nul en 1967, était devenu importateur pour 635 000 t en 1968. Cette tendance s'est accentuée en 1969 et les importations ont dépassé les exportations de 1 079 000 t.

L'approvisionnement de la sidérurgie en cokes métallurgiques a d'ailleurs été difficile, nonobstant la diminution de la mise au mille de cokes dans les hauts fourneaux. Alors que, la fermeture de charbonnages et la conversion des réseaux de gaz en Europe occidentale au détriment du gaz de cokerie avaient entraîné l'arrêt progressif de cokeries en Europe occidentale, on note, en 1969, la remsie en marche d'une cokerie belge qui avait été fermée.

L'importation de *gaz* naturel des Pays-Bas à crû à un rythme très rapide ; de 11 198 Tcal, elle est passée à 23 629 Tcal, soit plus du double. L'achèvement de l'équipement en moyen de transport n'a plus entraîné que 0,5 milliard d'investissements, contre 1,1 milliard en 1968. Mais les dépenses entraînées par la conversion au gaz naturel ont continué à augmenter : 3,5 milliards de francs contre 3,1 milliards en 1968.

La capacité de raffinage de *pétrole* a encore été accrue par des extensions de raffineries existantes ainsi que par l'activité, pendant toute l'année, d'une raffinerie qui avait démarré vers le milieu de 1968. L'augmentation, d'une année à l'autre, des quantités de « brut » traité reste ainsi importante (24 %) bien qu'inférieure à celle de l'année précédente (33 %). Les importations de produits raffinés ont, de ce fait, encore baissé, de 9 % cette fois contre 6 % en 1968, tandis que leurs exportations, soutes exclues, ont à nouveau augmenté, de 33 % en 1969 par rapport à l'année précédente.

La production d'*électricité* a progressé à un taux quasi aussi élevé qu'en 1968, soit 10,4 % contre 10,9 % ; chez les producteurs-distributeurs, le taux est plus important qu'un an auparavant avec 14,2 %, tandis que chez les autoproducteurs industriels, il a diminué jusqu'à 2,9 %.

Dans la production thermique classique, la part des combustibles solides est tombée à 40 % (49 % en 1968), mais celle des combustibles gazeux et liquides continue à croître. L'intervention de l'énergie nucléaire a diminué (18 milliers de kWh c/53), pour des raisons techniques, à la suite du changement de « cœur » du réacteur d'étude de Mol.

Les investissements réalisés dans l'ensemble de l'industrie électrique ont encore marqué un léger progrès sur l'année précédente avec 8,6 milliards de francs comparés à 8,3 milliards de francs. L'interconnection de la centrale hydraulique de pompage de Coo avec les autres centrales belges et les réseaux étrangers est presque terminée. Il s'y ajoute un projet de construction d'une ligne Coo-Liège à Maasbracht (Pays-Bas).

*
* *

Comme le montrent les graphiques, l'évolution à long terme de la consommation brute d'énergie primaire marque deux tendances d'ampleur différente pour la période 1948-1958 et pour celle allant de 1957 à 1969. Cette dernière a un taux annuel d'accroissement double de la première (4,42 % contre 2,14 %). Elles suivent assez fidèlement l'évolution de la production industrielle (construction exclue).

Il faut noter — et il y a sans doute là plus qu'une simple coïncidence — que c'est précisément à la mise en vigueur du Marché commun que se situe le début de l'accélération de la tendance tant de la production industrielle que de la consommation d'énergie primaire.

★
★ ★

Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)	Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)		Production par poste et par ouvrier (b) (moyenne mensuelle, en kilogrammes)	
		Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1961	**89,9**	**53,1**	**73,9**	**1 541**	**1 091**
1962	**84,9**	**48,9**	**67,6**	**1 624**	**1 156**
1963	**84,6**	**49,0**	**67,1**	**1 629**	**1 166**
1964	**85,0**	**50,7**	**68,0**	**1 574**	**1 155**
1965	**75,1**	**46,6**	**62,6**	**1 660**	**1 212**
1966	**62,4**	**40,2**	**54,5**	**1 758**	**1 270**
1967	**55,4**	**35,1**	**47,6**	**1 847**	**1 336**
1968	**49,2**	**30,1**	**40,8**	**1 976**	**1 418**
1969 (c)	**41,0**	**25,3**	**35,1**	**2 112**	**1 506**
1969 (c) Janvier	48,7	28,9	39,7	2 036	1 465
Février	48,1	27,9	38,4	2 060	1 469
Mars	47,5	27,0	37,3	2 081	1 481
Avril	47,1	27,7	38,0	2 075	1 492
Mai	46,6	27,5	37,7	2 058	1 471
Juin	45,5	26,5	36,3	2 093	1 504
Juillet	44,7	23,1	32,6	2 130	1 484
Août	43,4	21,9	30,9	2 131	1 489
Septembre	42,5	23,5	32,7	2 162	1 536
Octobre	41,9	23,1	32,2	2 154	1 542
Novembre	41,4	23,7	32,7	2 167	1 552
Décembre	41,0	23,3	32,1	2 251	1 607

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Fin de la période.
(b) Y compris maîtrise et surveillance.
(c) Données provisoires.

Production de charbon par bassin

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Borinage Centre	Charleroi et Namur	Liège	Campine	Total
1960	**4 196**	**5 347**	**3 538**	**9 385**	**22 465**
1961	**3 708**	**5 148**	**3 069**	**9 611**	**21 536**
1962	**3 118**	**5 198**	**3 080**	**9 807**	**21 204**
1963	**2 952**	**5 317**	**3 082**	**10 067**	**21 418**
1964	**2 843**	**5 246**	**3 076**	**10 140**	**21 305**
1965	**2 652**	**4 734**	**2 693**	**9 706**	**19 786**
1966	**2 300**	**4 448**	**2 261**	**8 490**	**17 499**
1967	**1 889**	**3 820**	**1 880**	**8 846**	**16 435**
1968	**1 492**	**3 326**	**1 504**	**8 484**	**14 806**
1969 (a)	**1 139**	**2 616**	**1 429**	**8 015**	**13 200**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Données provisoires.

Balance charbonnière

(en milliers de tonnes)

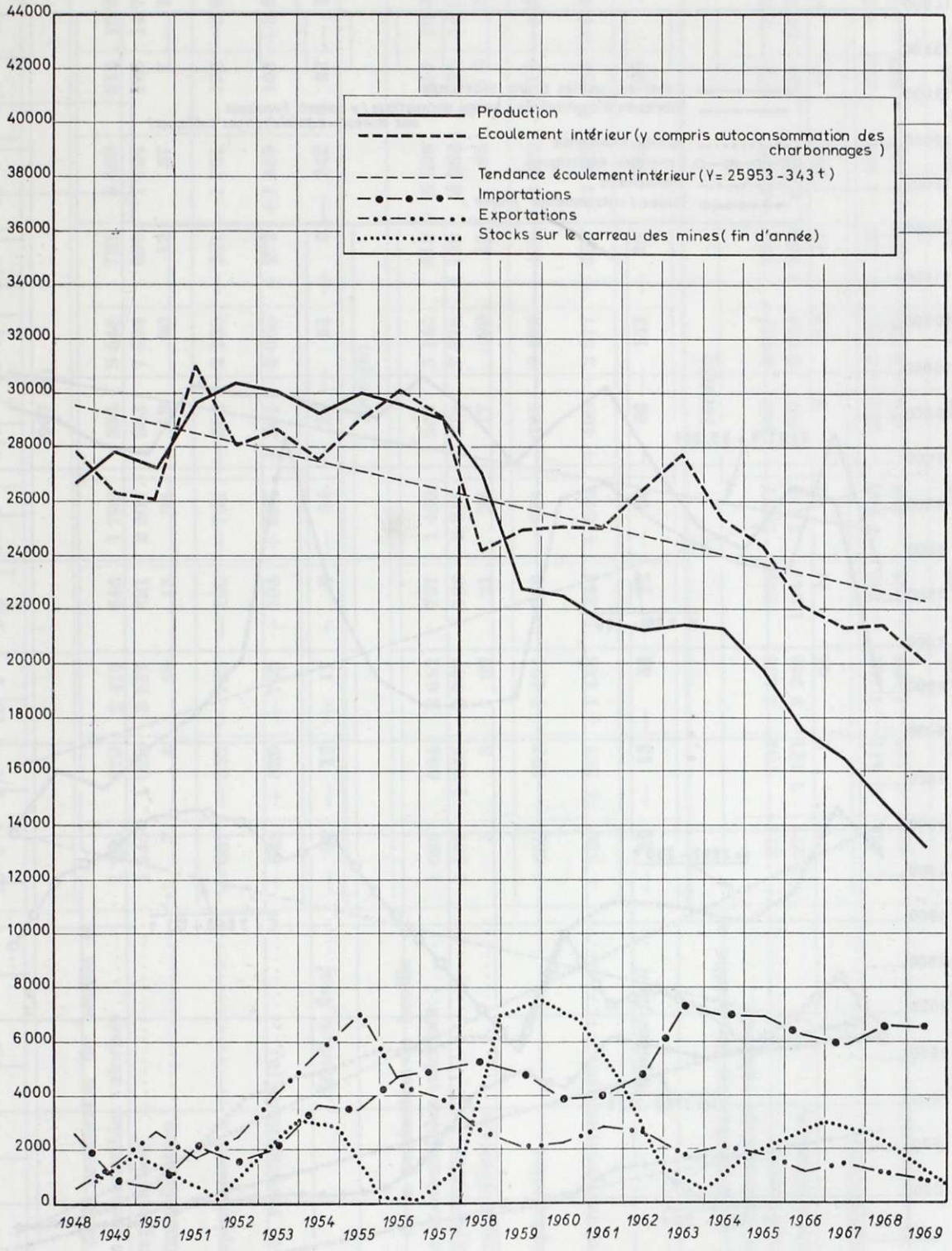
DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 (g)
I *Production nette*	21 204	21 416	21 305	19 786	17 499	16 435	14 806	13 200
II *Produits marchands récupérés des terrils par les charbonnages en activité*	—	—	—	—	—	—	—	—
III *Importations* (a)	4 753	7 347	6 967 (f)	6 914	6 190	5 859	6 641	6 566
IV *Achats des charbonnages*	—	—	300	350	204	—	—	—
V *Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1er janvier*	4 442	1 402	577	1 498	2 419	3 132	2 678	1 783
VI *Charbon disponible*	30 399	30 165	29 149	28 539	26 312	25 426	24 125	21 549
VII *Écoulement :*								
A. *Intérieur :*								
1. Consommation des mines (b)	1 063	1 078	1 021	998	874	770	769	747
2. Cokeries, usines à gaz, sidérurgie	9 666	9 782	9 815	9 927	9 150	9 254	9 563	9 699
a) Cokeries b) Usines à gaz	*9 566*	*9 660*	*9 706*	*9 807*	*8 950*	*9 072*	*9 377*	*9 493*
c) Sidérurgie (c)	*100*	*122*	*109*	*120*	*200*	*182*	*186*	*206*
3. Fabriques d'agglomérés	1 508	2 109	1 411	1 017	935	877	856	662
4. Centrales électriques (d)	4 951	4 734	5 156	5 270	5 090	4 785	4 578	3 803
5. Transports	565	452	299	190	95	46	38	31
a) Fer	*550*	*443*	*296*	*190*	*95*	*46*	*38*	*31*
b) Soutes, services de remorquage	*13*	*8*	*3*	—	—	—	—	—
c) Navigation intérieure	*2*	*1*	—	—	—	—	—	—
6. Autres industries	2 465	2 328	2 110	1 608	1 200	925	782	725
a) Industrie des métaux non ferreux	*276*	*279*	*279*	*289*	*281*	*270*	*278*	*299*
b) Industrie chimique	*282*	*270*	*158*	*124*	*81*	*28*	*18*	*4*
c) Cimenteries	*780*	*787*	*805*	*505*	*243*	..	...	...
d) Industries diverses	*1 127*	*992*	*868*	*690*	*595*	*627* (h)	*486* (h)	*422* (h)
7. Usage domestique (y compris livraisons aux mineurs)	5 936	7 060	5 310	5 117	4 609	4 632	4 842	4 412
8. Administrations publiques	177	202	181	166	150			
Total écoulement intérieur	26 331	27 745	25 303	24 293	22 103	21 289	21 428	20 079
B. *Exportations* (e)	2 699	1 868	2 161	1 825	1 195	1 510	1 146	900
Ecoulement total	29 030	29 613	27 464	26 118	23 298	22 799	22 574	20 979
VIII *Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 31 décembre*	1 369	552	1 685	2 419	3 046	2 708	1 783	674
IX *Erreurs et omissions*	—	—	—	+ 2	— 32	— 82	— 232	— 104

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.
(b) Uniquement consommation des mines, telle que publiée par les *Annales des Mines de Belgique*. La consommation de leurs centrales électriques est reportée sous « Centrales électriques ».
(c) Pour d'autres usages que la cokéfaction.
(d) Non compris les autoproducteurs individuels.

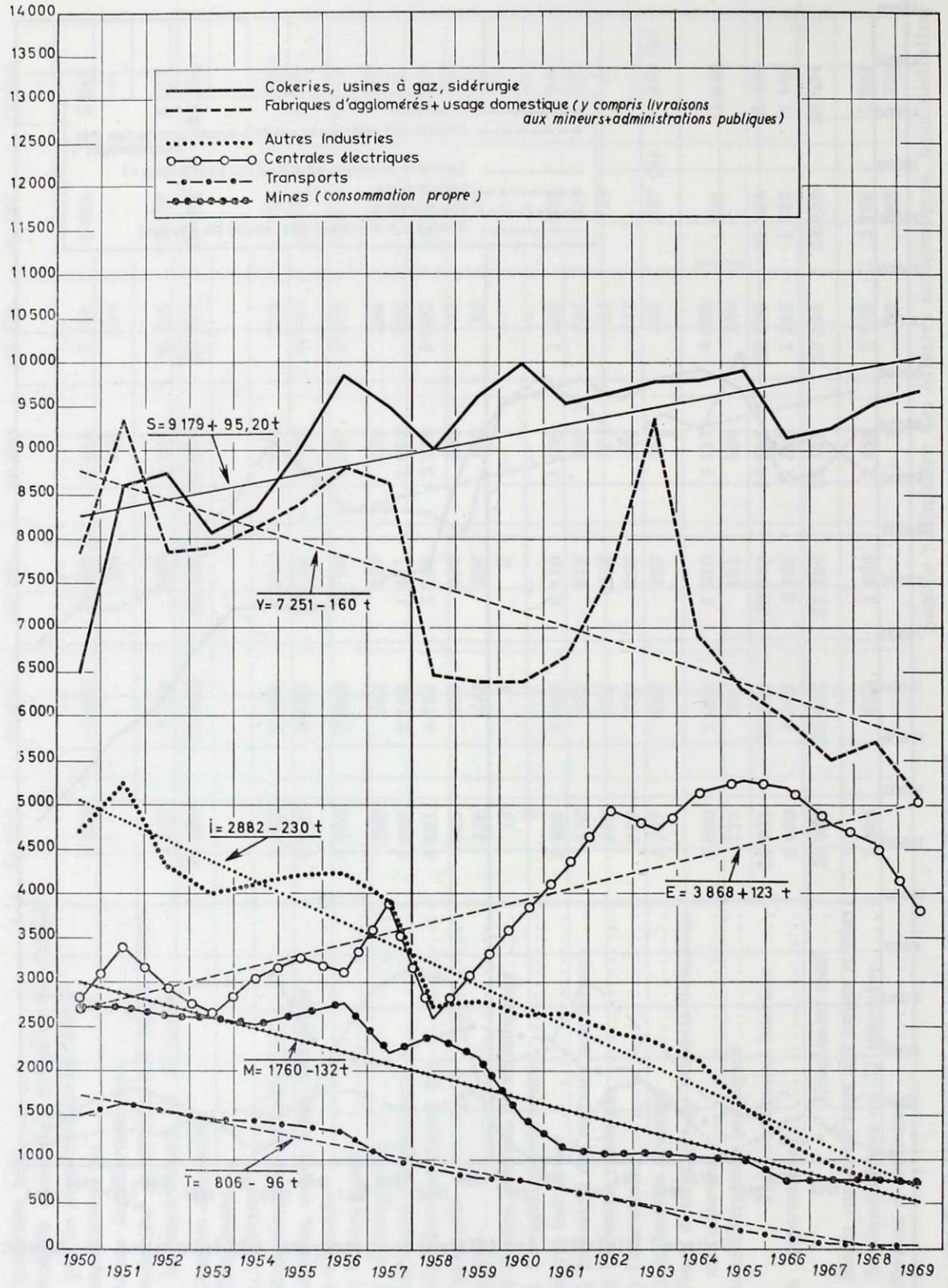
Balance charbonnière

(en millions de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure
(en milliers de tonnes)



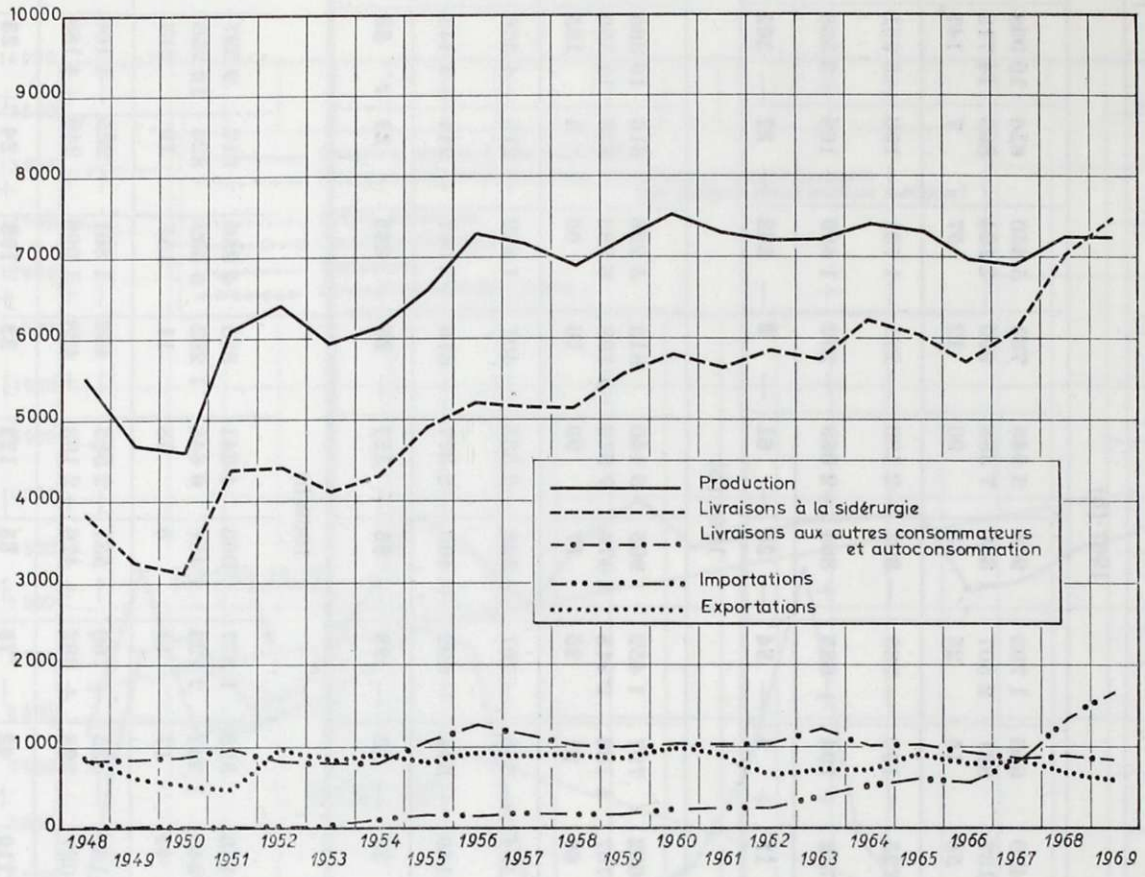
Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

DÉSIGNATION	Borinage-Centre		Charleroi-Namur		Liège		Sud		Campine		Le Royaume	
	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t
	1967 (b)											
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 285	679	2 470	646	1 793	954	5 548	731	5 450	616	10 998	669
Dépenses d'exploitation	1 945	1 028	3 137	821	2 507	1 333	7 588	999	7 124	805	14 712	895
Dépenses d'immobilisation	7	4	58	15	25	13	90	12	57	7	147	9
Résultat d'exploitation	— 667	— 353	— 725	— 190	— 738	— 393	—2 130	— 281	—1 731	— 196	—3 861	— 235
Subventions et rectifications (a)	+ 642	+ 339	+ 742	+ 194	+ 685	+ 364	+2 069	+ 272	+1 489	+ 168	+3 558	+ 216
Résultat final	— 25	— 13	+ 17	+ 5	— 54	— 28	— 61	— 8	— 242	— 27	— 303	— 18
	1968 (b)											
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 035	694	2 652	797	1 452	965	5 140	813	5 226	616	10 366	700
Dépenses d'exploitation	1 589	1 065	3 767	1 133	2 218	1 474	7 573	1 198	6 983	823	14 556	983
Dépenses d'immobilisation	5	3	69	21	25	17	99	16	66	8	165	11
Résultat d'exploitation	— 559	— 375	—1 184	— 356	— 791	— 526	—2 533	— 401	—1 822	— 215	—4 356	— 294
Subventions et rectifications (a)	+ 539	+ 361	+1 146	+ 344	+ 692	+ 460	+2 377	+ 376	+2 067	+ 244	+4 444	+ 300
Résultat final	— 20	— 13	— 38	— 12	— 99	— 66	— 157	— 25	+ 245	+ 29	+ 88	+ 6
	1969(b)											
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	811	704	2 153	822	1 377	963	4 341	835	4 956	612	9 297	699
Dépenses d'exploitation	1 277	1 121	3 246	1 241	2 125	1 487	6 648	1 282	6 602	824	13 250	1 004
Dépenses d'immobilisation	3	2	44	17	11	8	58	11	155	19	213	16
Résultat d'exploitation	— 468	— 411	—1 137	— 435	— 760	— 531	—2 365	— 456	—1 801	— 225	—4 166	— 316
Subventions et rectifications (a)	+ 484	+ 425	+1 027	+ 393	+ 682	+ 476	+2 193	+ 423	+1 996	+ 249	+4 189	+ 318
Résultat final	+ 16	+ 14	— 110	— 42	— 78	— 55	— 172	— 33	+ 195	+ 24	+ 23	+ 2

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Le solde éventuel de l'ancien Fonds de Solidarité, les différences d'estimation des matières consommées et les autres subventions provenant de l'Etat et de la C.E.C.A.
(b) Données provisoires.

Coke de four
(en milliers de tonnes)



Source : **Ministère des Affaires économiques,** Administration des Mines.

Balance du coke (a)
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969
Production	7 334	6 961	6 857	7 243	7 249
Importations	700	551	794	1 314	1 661
Apport total...	**8 034**	**7 512**	**7 651**	**8 557**	**8 910**
Livraisons à la sidérurgie	6 121	5 705	6 104	7 023	7 449
Autres livraisons intérieures (b)	1 038	931	830	884	863
Livraisons intérieures totales...	**7 159**	**6 636**	**6 934**	**7 907**	**8 312**
Exportations	919	807	768	679	582
Ecoulement total...	**8 078**	**7 443**	**7 702**	**8 586**	**8 894**

(a) Cokes de four, semi-coke de houille.
(b) Y compris l'autoconsommation.

Source : **Ministère des Affaires économiques,** Administration des Mines.

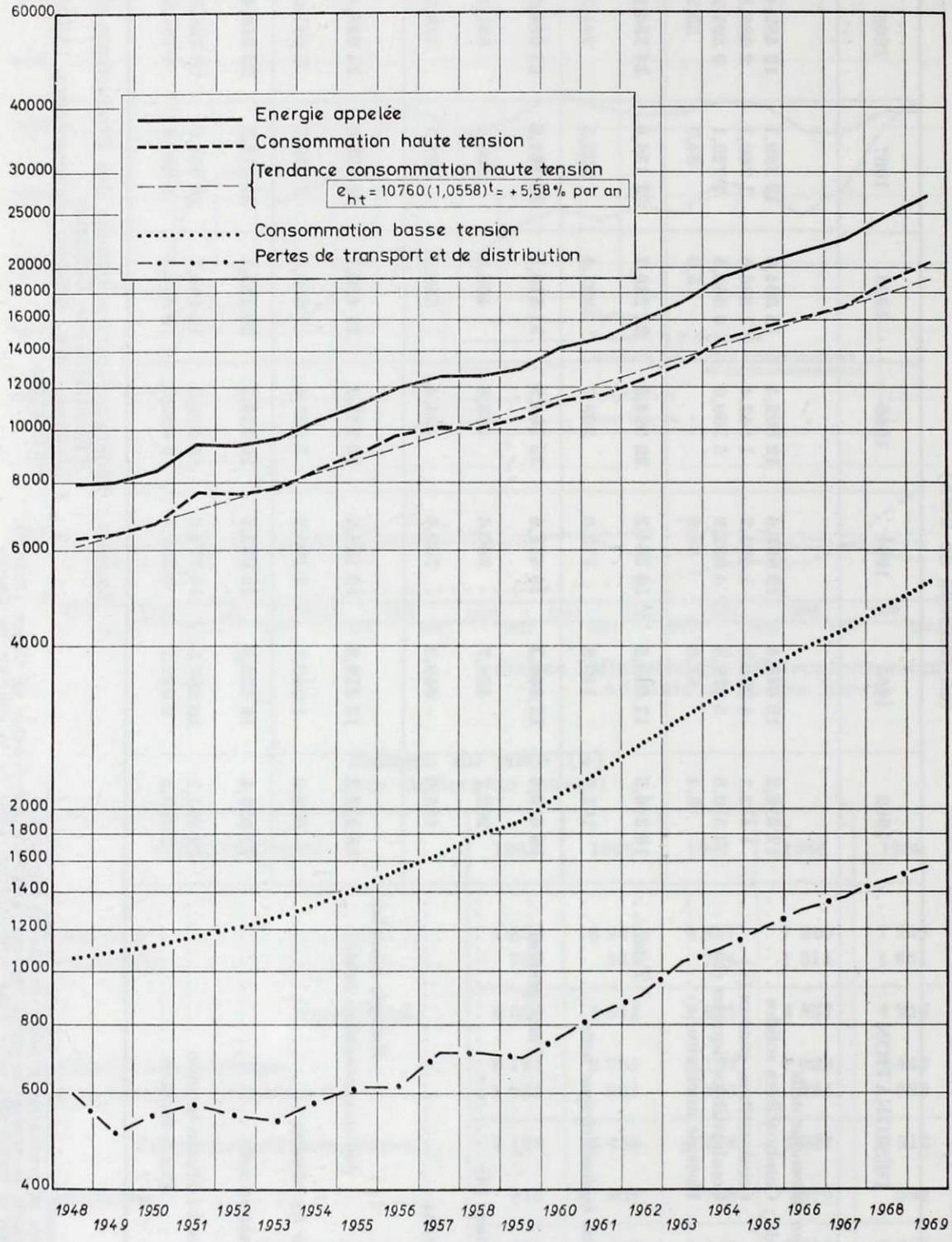
Energie électrique disponible
(en millions de kWh)

DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 (e)
Production thermique nette :								
à partir de : Combustibles solides	12 316,2	12 641,4	12 851,6	12 992,4	13 304,6	12 559,1	12 452,4	10 898,6
Combustibles gazeux (a)	1 412,1	1 298,0	1 474,2	1 542,4	1 366,6	1 760,1	2 688,1	4 011,5
Combustibles liquides (b)	2 516,8	3 678,3	4 992,8	5 560,0	6 544,5	7 722,1	9 591,2	12 474,5
Energie nucléaire (c)	3,4	41,8	45,6	—	5,0	84,7	53,2	18,3
Total	**16 248,5**	**17 659,5**	**19 364,2**	**20 094,8**	**21 220,7**	**22 126,0**	**24 784,9**	**27 402,9**
Production hydroélectrique nette	161,9	140,8	113,6	269,7	297,4	235,5	241,7	227,1
Total général	**16 410,4**	**17 800,3**	**19 477,8**	**20 364,5**	**21 518,1**	**22 361,5**	**25 026,6**	**27 630,0**
Importations (d)	262,7	428,7	360,6	433,6	466,3	800,5	687,3	622,0
Exportations	735,9	949,3	709,6	454,4	548,3	573,1	718,5	973,8
Energie absorbée (ou consommation brute)	**15 937,2**	**17 279,6**	**19 128,9**	**20 343,7**	**21 436,1**	**22 588,9**	**24 995,4**	**27 278,2**
Pertes sur les réseaux	906,6	1 049,7	1 105,2	1 207,4	1 313,0	1 373,7	1 485,0	1 561,5
Consommation nette	**15 030,6**	**16 229,9**	**18 023,7**	**19 136,3**	**20 123,1**	**21 215,2**	**23 510,4**	**27 716,7**
dont : Haute tension	12 391,1	13 287,8	14 772,6	15 534,3	16 168,7	16 934,8	18 728,8	20 456,9
Basse tension	2 639,5	2 942,1	3 251,1	3 602,0	3 954,4	4 280,4	4 781,6	5 259,8

Sources : Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.
Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(b) Y compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(c) Non compris la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz (France).
(d) Y compris la quote-part belge dans la production nette de la centrale de Chooz.
(e) Données provisoires.

Consommation d'électricité
(en millions de kWh)



Source : Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.

Bilan tous gaz (a)

(en Tcal)

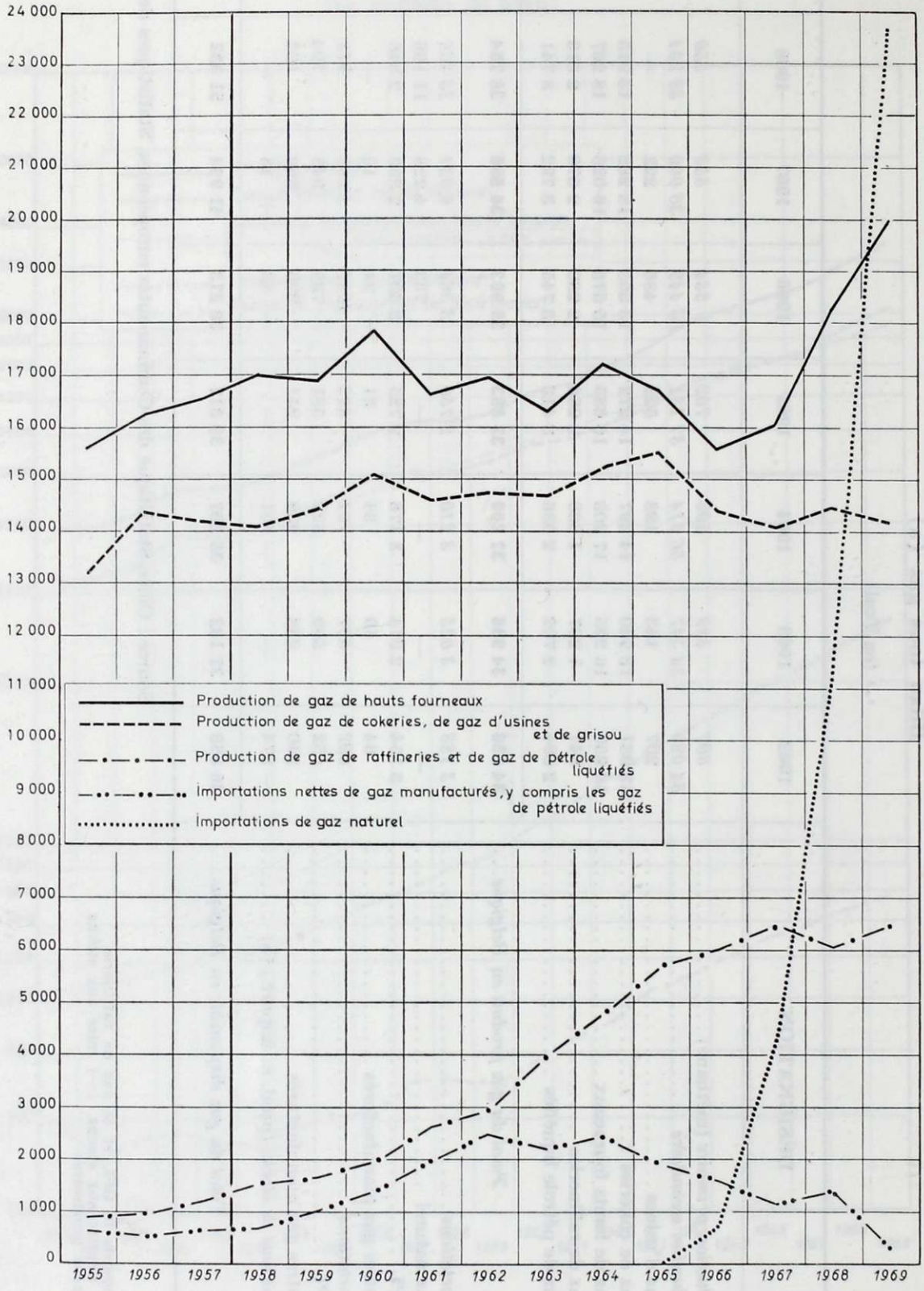
DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 (c)
Production primaire (méthane)	*607*	*589*	*595*	*702*	*534*	*558*	*550*	*576*
Production secondaire	*34 029*	*34 347*	*36 614*	*37 181*	*35 449*	*36 000*	*38 234*	*39 999*
Gaz d'usines	207	143	198	525	486	222	—	—
Gaz de cokeries	13 931	13 920	14 397	14 272	13 365	13 282	13 913	13 572
Gaz de hauts fourneaux	16 950	16 295	17 203	16 685	15 573	16 025	18 267	19 969
Gaz de raffineries	847	1 287	1 830	2 286	2 280	2 679	2 313	2 241
Gaz de pétrole liquéfiés	2 094	2 702	2 986	3 413	3 745	3 792	3 741	4 217
Total du gaz produit en Belgique	**34 636**	**34 936**	**37 209**	**37 883**	**35 983**	**36 558**	**38 784**	**40 575**
Importations	*3 188*	*3 023*	*3 210*	*2 756*	*3 364*	*6 631*	*13 466*	*25 526*
Gaz naturel	—	—	—	—	733	4 228	11 198	23 629
GPL	3 154	2 974	3 176	2 725	2 607	2 393	2 346	1 897
Autres gaz manufacturés	34	49	34	31	24	10	—	—
Exportations	*692*	*827*	*761*	*822*	*1031*	*1 238*	*918*	*1 588*
GPL	452	569	522	581	735	948	794	1 500
Autres gaz manufacturés	240	258	239	241	296	290	124	88
Variations de stocks (prod. et import.) (b)	— 274	—	— 401	—	— 43	+ 43	–	..
Total du gaz disponible en Belgique	**36 858**	**37 132**	**39 257**	**39 817**	**38 273**	**41 994**	**51 332**	**65 513**

Source : Office Statistique des Communautés européennes, Statistiques de l'Énergie.

(a) Y compris le GPL et le gaz de raffinerie.
(b) (+) Reprise aux stocks; (—) mise aux stocks.
(c) Données provisoires.

Gaz disponibles

Tcal (PCS)



Source : Office Statistique des Communautés européennes, Statistique de l'Energie.

Distribution totale de gaz par les organismes de distribution et de transport

(en millions de mètres cubes relevés aux compteurs; 15 °C, 760 mm Hg) (a)

DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 (e)
A. *Mise en consommation* :								
1. Importations	8,6	12,4	8,7	7,9	15,6(d)	413,7 (d)	1 905,3 (d)	5 496,4 (d)
2. Production des usines à gaz et centrales gazières	321,4	479,1	669,4	823,3	947,1	1 067,0	990,5	485,9
3. Gaz de cokeries	1 061,1	1 075,7	1 009,3	982,3	1 006,2	961,7	934,6	773,2
4. Gaz riches (b) :								
a) venant des charbonnages (méthane) .	52,1	52,2	53,3	66,3	64,7	71,0	44,7	188,3
b) venant des raffineries.	—	156,7	157,5	182,5	133,7	126,5	136,6	
Total (c) ...	1 443,3	1 776,2	1 898,3	2 062,4	2 167,3	2 639,9	4 011,8	6 944,1
B. *Répartition* :								
1. Consommation intérieure :								
a) Fourni aux consommateurs	1 202,1	1 499,9	1 610,6	1 764,5	1 839,0	2 272,4	3 564,9	6 332,6
— utilisations domestiques	*709,2*	*798,0*	*876,2*	*1 004,6*	*1 108,7*	*1 196,8*	*1 368,3*	*1 494,2*
— utilisations commerciales et artisanales	*66,1*	*87,3*	*88,4*	*104,5*	*111,8*	*122,8*	*131,0*	*136,7*
— utilisations industrielles	*377,9*	*553,3*	*579,7*	*579,7*	*540,2*	*863,2*	*1 956,2*	*4 573,1*
— éclairage public et bâtiments et services publics	*48,9*	*61,3*	*66,4*	*75,7*	*78,3*	*89,6*	*109,4*	*128,6*
b) Besoins propres et pertes	180,5	211,0	227,2	236,9	242,7	294,3	415,3	590,5
Total consommation intérieure.	1 382,6	1 710,9	1 837,8	2 001,4	2 081,7	2 566,7	3 980,2	6 923,1
2. Exportations	60,7	65,1	60,4	60,9	74,7	73,2	31,4	20,7
Total (c)...	1 443,2	1 776,1	1 898,2	2 062,3	2 156,4	2 639,9	4 011,6	6 943,8

Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

(a) Les quantités de gaz naturel et de gaz riche ont été converties en m³ d'un pouvoir calorifique supérieur équivalent à celui des autres données du tableau, soit 4.250 kcal/m³ à 0 °C.

(b) Quantités disponibles pour la consommation en l'état (notamment dans des centrales électriques).

(c) En tenant compte des différences des stocks.

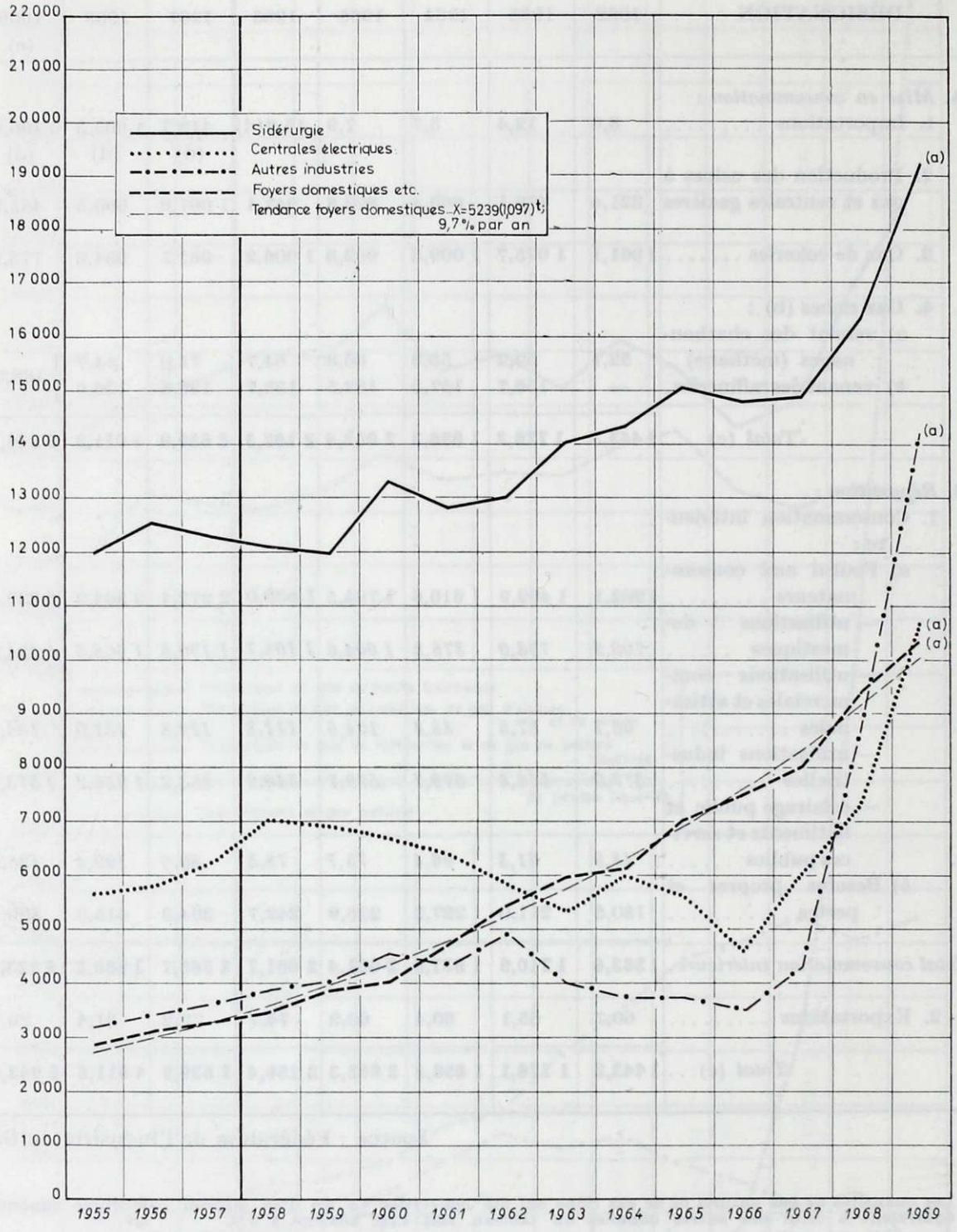
(d) Non compris le gaz naturel transformé dans les usines à gaz et centrales gazières.

(e) Données provisoires.

Consommation nette de gaz

Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie

Tcal (PCS)



Source : Office Statistique des Communautés européennes, Statistique de l'Energie.

(a) Estimation de l'Administration de l'Energie.

Production et consommation de produits pétroliers

(en milliers de tonnes)

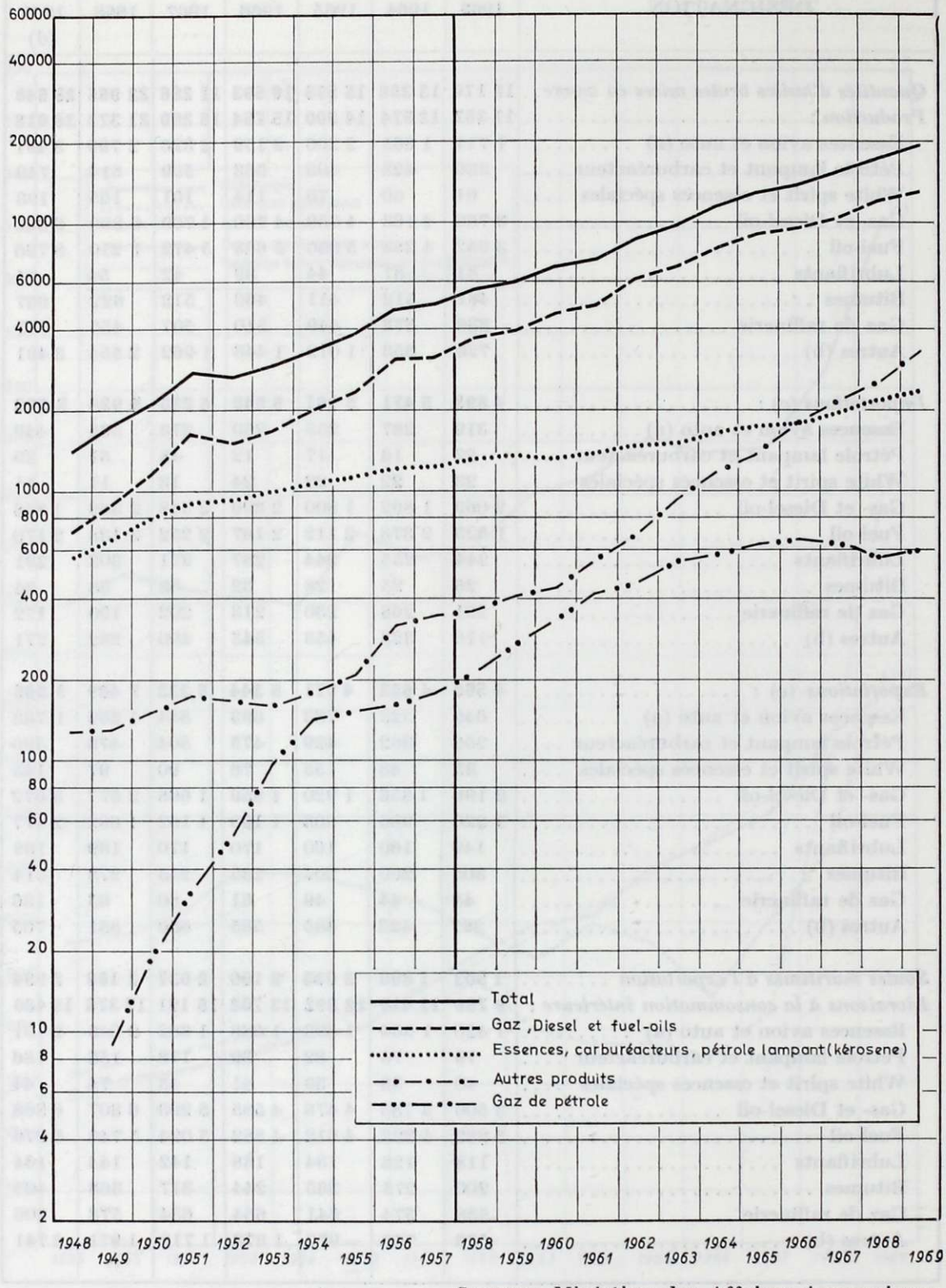
DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 (d)
Quantités d'huiles brutes mises en œuvre	12 170	13 358	15 598	16 593	17 286	22 965	28 548
Production :	11 387	12 574	14 800	15 754	16 290	21 373	26 618
Essences avion et auto (a)	1 711	1 865	2 206	2 159	2 326	2 799	3 491
Pétrole lampant et carburéacteur	330	428	493	563	599	614	749
White spirit et essences spéciales	61	60	76	114	101	165	193
Gas- et Diesel-oil	3 762	4 163	4 759	4 780	4 769	6 899	9 060
Fuel-oil	3 952	4 283	5 350	5 683	5 472	7 210	8 726
Lubrifiants	31	37	44	39	42	54	54
Bitumes	481	512	411	463	512	622	667
Gaz de raffinerie	336	373	449	510	507	456	565
Autres (b)	723	853	1 012	1 443	1 962	2 554	3 491
Importations (c) :	4 895	5 471	5 161	5 840	6 230	5 926	5 385
Essences avion et auto (a)	319	287	255	260	373	565	449
Pétrole lampant et carburéacteur	22	16	17	12	48	31	29
White spirit et essences spéciales	23	22	22	24	13	11	11
Gas- et Diesel-oil	2 069	1 892	1 800	2 300	2 548	2 369	1 858
Fuel-oil	1 825	2 378	2 112	2 167	2 252	2 138	2 170
Lubrifiants	244	255	244	287	271	302	291
Bitumes	26	25	28	32	33	38	34
Gaz de raffinerie	251	268	230	213	202	190	172
Autres (b)	116	328	453	545	490	282	271
Exportations (c) :	4 560	4 652	4 971	5 344	5 333	7 489	9 966
Essences avion et auto (a)	648	522	733	693	844	1 266	1 733
Pétrole lampant et carburéacteur	256	362	429	475	504	479	596
White spirit et essences spéciales	35	43	55	76	90	97	145
Gas- et Diesel-oil	2 196	1 853	1 920	1 859	1 608	2 577	3 672
Fuel-oil	1 226	986	933	1 190	1 162	1 692	2 477
Lubrifiants	149	160	160	170	170	189	188
Bitumes	305	260	207	235	245	273	314
Gaz de raffinerie	48	44	49	61	80	65	136
Autres (b)	297	422	485	585	630	851	705
Soutes maritimes à l'exportation	1 503	1 808	2 033	2 100	2 037	2 163	2 854
Livraisons à la consommation intérieure :	9 750	11 418	12 892	13 702	15 151	17 376	19 480
Essences avion et auto (a)	1 420	1 564	1 696	1 686	1 862	2 046	2 191
Pétrole lampant et carburéacteur	79	76	82	89	118	150	186
White spirit et essences spéciales	40	36	39	41	43	76	44
Gas- et Diesel-oil	3 500	3 785	4 476	4 585	5 293	6 307	6 868
Fuel-oil	3 282	4 223	4 612	4 882	5 024	5 746	6 276
Lubrifiants	118	128	134	138	142	144	164
Bitumes	200	275	235	244	317	363	404
Gaz de raffinerie	538	574	641	664	634	573	606
Autres (b)	573	757	977	1 373	1 718	1 971	2 741

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Y compris le carburéacteur du type essence.
(b) Autres produits, essentiellement brai de pétrole résiduel et, à partir de 1963, fuel-oil pour la chimie.
(c) Belgique seule.
(d) Données provisoires.

Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur (a)

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris l'autoconsommation des raffineries et les soutes maritimes.

Consommation apparente brute d'énergie primaire (a)

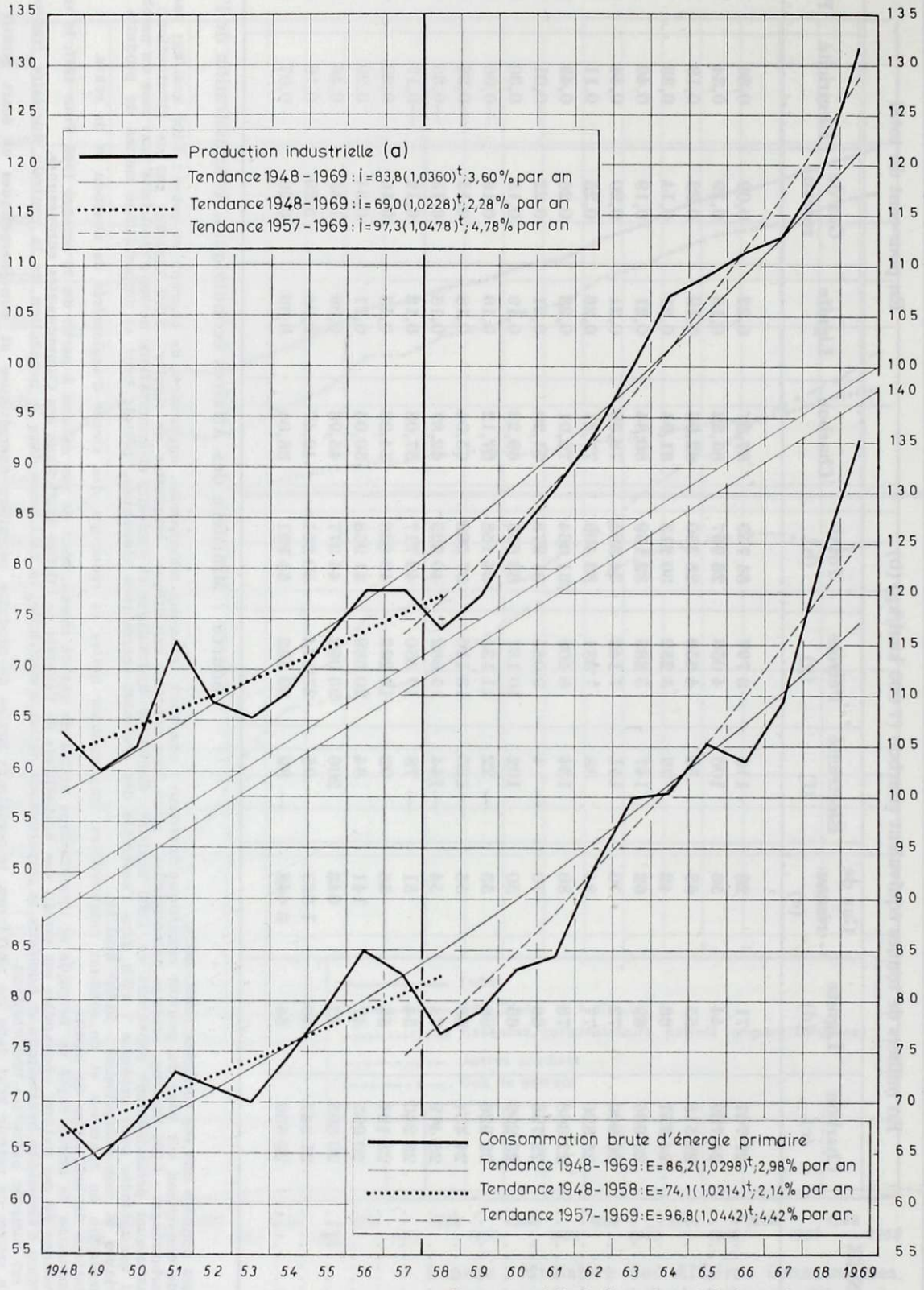
ANNÉE	En milliers de tonnes équivalent charbon (7 000 kcal/kg) (b)						En pour-cent du total				
	Charbon (c)	Lignite (d)	Gaz de réseau (e)	Électricité (f)	Pétrole (g)	Total (h)	Charbon	Lignite	Gaz de réseau	Électricité	Pétrole
1951.....	27 747	71	28	116	3 797	31 759	87,37	0,22	0,09	0,36	11,96
1952.....	24 739	44	56	100	4 058	28 997	85,32	0,15	0,19	0,34	13,99
1953.....	23 518	55	63	55	4 659	28 350	82,96	0,19	0,22	0,19	16,43
1954.....	24 757	63	42	99	5 252	30 213	81,94	0,21	0,14	0,33	17,38
1955.....	25 996	69	62	147	5 885	32 159	80,84	0,21	0,19	0,46	18,30
1956.....	26 960	72	70	151	7 142	34 395	78,38	0,21	0,20	0,44	20,76
1957.....	25 826	77	84	38	7 381	33 406	77,31	0,23	0,25	0,11	22,09
1958.....	22 368	73	80	134	8 409	31 064	72,01	0,23	0,26	0,43	27,07
1959.....	22 796	66	70	— 4	9 045	31 973	71,29	0,21	0,22	—0,01	28,28
1960.....	23 299	65	50	102	10 137	33 653	69,23	0,19	0,15	0,30	30,12
1961.....	22 926	66	53	— 22	11 135	34 158	67,12	0,19	0,16	—0,06	32,60
1962.....	24 454	68	55	—135	13 156	37 598	65,04	0,18	0,15	—0,36	34,99
1963.....	25 479	74	54	—144	15 062	40 525	62,87	0,18	0,13	—0,36	37,17
1964.....	23 240	54	51	— 78	17 450	40 717	57,08	0,13	0,12	—0,19	42,86
1965.....	23 121	56	66	92	19 293	42 628	54,23	0,13	0,16	0,22	45,25
1966.....	20 997	47	141	84	20 689	41 958	50,04	0,11	0,34	0,20	49,31
1967.....	20 395	42	643	206	23 092	44 377	45,96	0,09	1,45	0,46	52,04
1968.....	21 347	40	1 655	95	27 124	50 261	42,47	0,08	3,29	0,19	53,97
1969 (i)	20 856	34	3 448	— 39	30 532	54 831	38,04	0,06	6,29	—0,07	55,68

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Certaines données ont été corrigées (1966, 1967).
(b) Taux de conversion sur base du pouvoir calorifique inférieur : charbons (produits marchands), agglomérés de charbon et cokes : 7.000 kcal/kg; bas-produits des charbonnages : 5.000 kcal/kg; schistes combustibles : selon leur contenu calorifique; briquettes de lignite : 5.000 kcal/kg; gaz de distribution : sur base des statistiques préalablement converties en 1.000 kcal/m³; électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité : sur base du nombre moyen de kcal consommées pour produire 1 kWh dans l'ensemble des centrales thermiques classiques; pétrole brut et importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non-énergétiques : 10.000 kcal/kg.
(c) Consommation de charbons et de schistes combustibles, importations nettes et réduction des stocks d'agglomérés de charbon et de cokes.
(d) Importations de briquettes de lignite.
(e) Consommation de grisou capté en Belgique et importations nettes de gaz de réseau, dont de gaz naturel à partir du 10 octobre 1966. Pour 1967, le volume des importations de gaz naturel néerlandais est extrait des Statistiques de l'énergie de l'Office statistique des Communautés européennes.
(f) Production d'électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité; la part belge dans la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.
(g) Mise en œuvre de pétrole brut dans les raffineries, importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non-énergétiques et écart positif entre les livraisons de produits raffinés sur le marché intérieur, d'une part, la somme des quantités produites et l'importation nette de ces produits, d'autre part.
(h) Le total doit correspondre à la somme des postes « Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution » et « Livraisons à la consommation finale » (en tenant compte des mouvements des stocks connus) du tableau « Bilan global de l'Energie ».
(i) Données provisoires.

Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire

(1963 = 100)

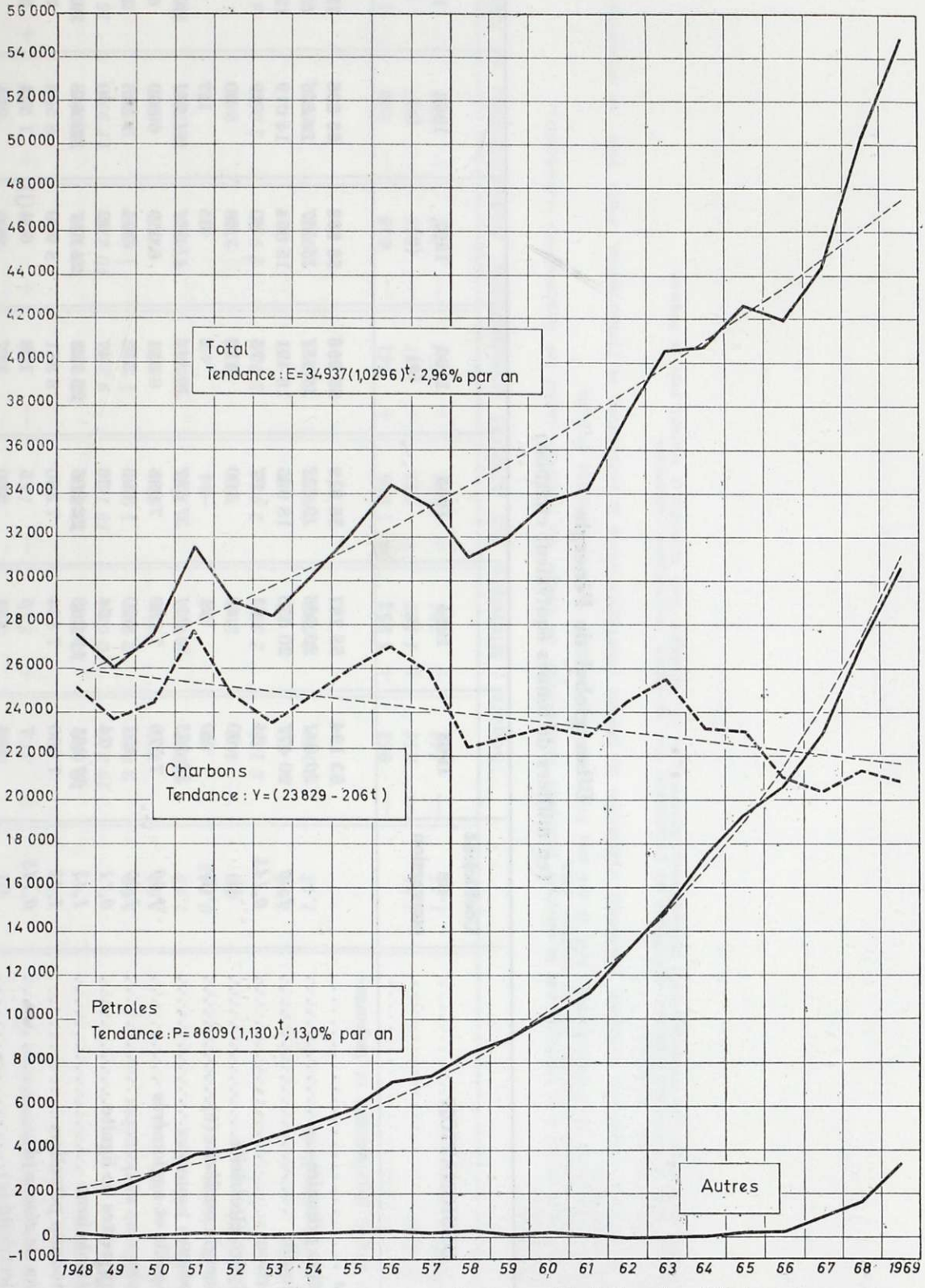


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) De 1949 à 1953, indice I.R.E.S.P., Louvain, 1936-1938 = 100, à partir de 1953, indice I.N.S., 1963 = 100, sans construction.

Consommation apparente d'énergie primaire (a)

(en milliers de tonnes équivalent charbon)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Pour les autres : production de grisou et d'électricité hydraulique et nucléaire, importations nettes d'électricité, de gaz et de lignite.

Bilan global de l'énergie

(en milliers de tonnes équivalent charbon)

DÉSIGNATION	Coefficient de conversion	1963	1964	1965	1966 (a)	1967 (a)	1968 (a)	1969 (b)
Ressources		**53 194**	**55 767**	**56 819**	**55 996**	**56 888**	**66 236**	**73 424**
Production primaire		*20 641*	*20 706*	*19 132*	*16 681*	*15 567*	*14 265*	*13 058*
— Houille	*1,00*	20 477	20 556	18 935	16 491	15 364	14 079	12 889
— Grisou	*0,143*	84	81	97	75	80	79	82
— Hydro-électricité	(i)	60	48	100	113	88	90	81
— Energie nucléaire (c)	(i)	20	21	—	2	35	17	6
Importations		*32 553*	*35 061*	*37 687*	*39 315*	*41 321*	*51 971*	*60 366*
— Houille et agglomérés	*1,00*	7 576	7 139	7 088	6 351	6 059	6 809	6 832
— Coke	*1,00*	451	620	693	553	794	1 323	1 669
— Briquettes de lignite	*0,71*	74	54	56	47	42	40	34
— Pétrole brut	*1,43*	17 261	19 268	22 305	23 728	24 617	33 448	40 623
— Produits pétroliers	*1,43*	7 000	7 824	7 380	8 351	8 909	8 503	7 700
— Gaz de réseau (d)	*0,143*	7	5	5	108	604 (j)	1 594	3 379
— Electricité (c)	(i)	184	151	160	177	296	254	129
Emplois intérieurs (e)		**41 662**	**41 121**	**42 718**	**42 256**	**44 320**	**50 506**	**54 402**
Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution (f)		*8 584*	*8 787*	*8 833*	*8 519*	*9 213*	*10 508*	*12 389*
Variations stocks transformateurs (g)		+ 755	+ 166	+ 231	+ 436	— 68	+ 225	— 506
					8 386	6 782	7 649	

— Autres industries		7 132	8 228	8 879	8 507	8 652	9 787	..
— Transports		3 811	3 994	4 261	4 215	4 489	5 063	..
— Secteurs domestiques et équival.		13 372	11 509	12 765	12 243	12 967	14 474	..
— Produits non-énergétiques		1 104	1 259	1 364	1 435	1 528	2 008	..
— Non ventilés		661	582	195	752	746	772	..
Variations stocks consommateurs (h)		*+ 383*	*+ 235*	*— 141*	*— 138*	*+ 11*	*+ 20*	*+ 77*
Ventes extérieures		**12 484**	**13 293**	**13 083**	**12 998**	**13 184**	**16 010**	**20 208**
Exportations		*10 316*	*10 695*	*10 169*	*9 991*	*10 271*	*12 917*	*16 127*
— Houille et agglomérés	*1,00*	2 627	2 997	1 939	1 292	1 618	1 246	1 026
— Coke	*1,00*	723	714	919	807	773	679	582
— Produits pétroliers	*1,43*	6 521	6 652	7 109	7 642	7 626	10 708	14 251
— Gaz de réseau	*0,143*	37	34	34	42	41	18	13
— Electricité	(i)	408	298	168	208	213	266	255
Soutes		*2 168*	*2 598*	*2 914*	*3 006*	*2 913*	*3 093*	*4 081*
— Houille	*1,00*	19	13	7	3	—	—	—
— Produits pétroliers	*1,43*	2 149	2 585	2 907	3 003	2 913	3 093	4 081
Variations stocks producteurs et importateurs		**— 952**	**+ 1 353**	**+ 1 018**	**+ 741**	**— 616**	**— 280**	**— 1 186**
Houille et coke	*1,00*	*— 810*	*+ 1 187*	*+ 733*	*+ 637*	*— 513*	*— 888*	*— 987*
Pétrole brut	*1,43*	*— 142*	*+ 166*	*+ 285*	*+ 104*	*— 103*	*+ 608*	*— 199*

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Données corrigées.
(b) Données provisoires.
(c) L'énergie électrique livrée à la Belgique par la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations d'électricité.
(d) Y compris le gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.
(e) Coefficient de conversion pour l'électricité : 0,12. Il n'a pas été possible d'éliminer tous les doubles emplois.
(f) Calcul par différence.
(g) Centrales électriques (charbon), cokeries (charbon), raffineries de pétrole (différence entre la production et l'importation, d'une part, les livraisons d'autre part).
(h) Sidérurgie, chemins de fer, commerce.
(i) Estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des centrales thermiques classiques.
(j) Source : **Office statistique des Communautés européennes, Statistiques de l'Energie.** Non compris le transit vers la France.

Bilan résumé d'énergie par forme d'énergie (a)

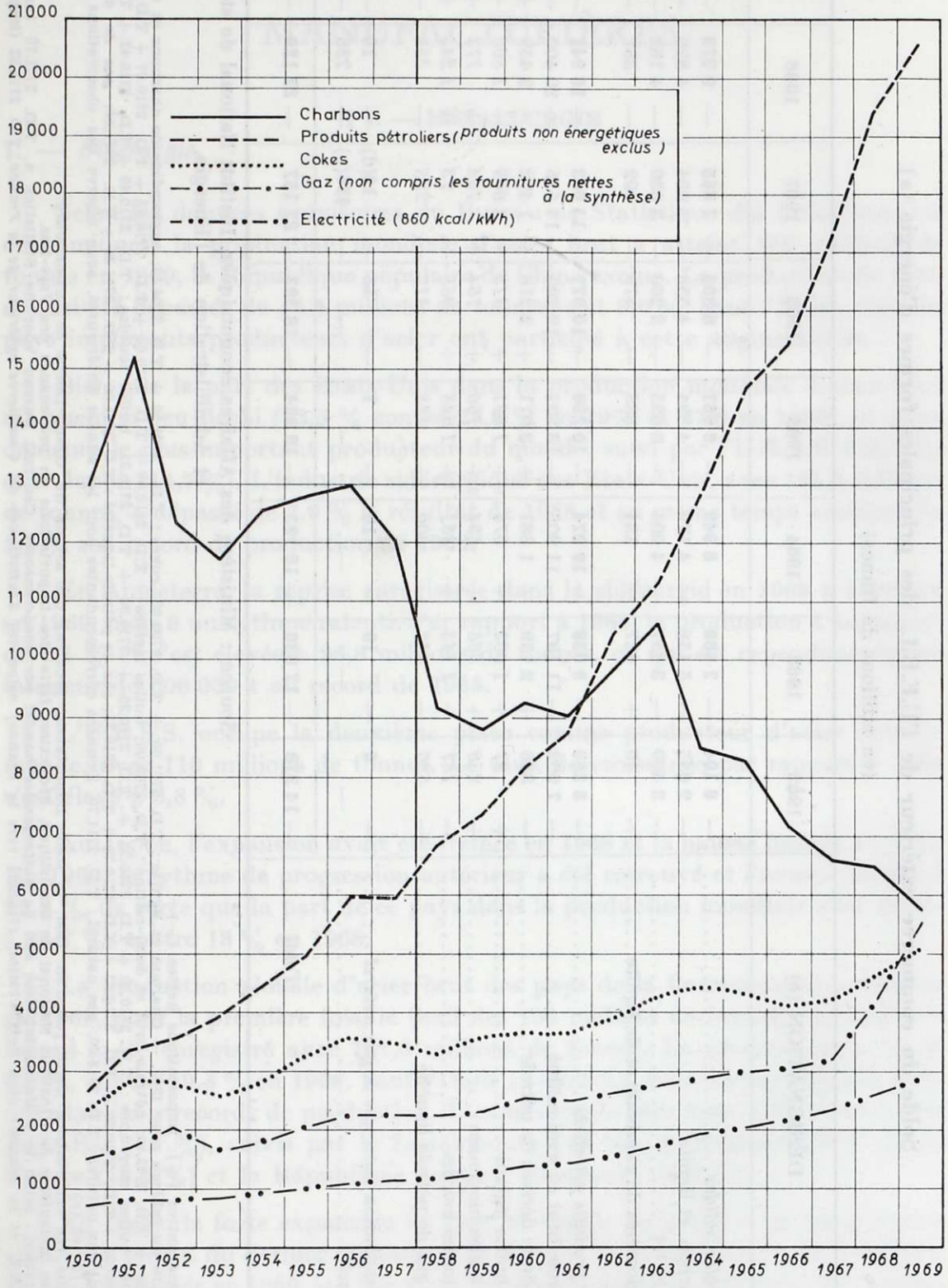
DÉSIGNATION	Houille et agglomérés		Briquettes de lignite		Cokes		Pétrole brut		Produits pétroliers		Gaz de réseau (b)		Electricité (c)	
	10^3 tec		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 t		Tcal		10^6 kWh	
	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969
Ressources	**20 887**	**19 788**	**56**	**49**	**8 566**	**8 918**	**23 390**	**28 408**	**28 911**	**33 932**	**44 472**	**57 565**	**27 147**	**29 486**
Production primaire (d)	*14 020*	*12 889*	—	—	—	—	—	—	—	—	*550*	*576*	*295*	*245*
Production secondaire (e)	*57*	*67*	—	—	*7 243*	*7 249*	—	—	*22 965*	*28 547*	*32 724*	*33 191*	*26 165*	*28 882*
Importations de la Communauté (f)	*5 244*	*4 949*	*54*	*48*	*1 255*	*1 365*	*23 390*	*28 408*	*3 762*	*5 385*	*11 198*	*23 629*	*687*	*359*
Importations des pays tiers	*1 566*	*1 883*	*2*	*1*	*68*	*304*			*2 184*					
Emplois	**20 888**	**19 751**	**56**	**49**	**8 566**	**8 922**	**22 965**	**28 547**	**28 911**	**33 932**	**44 472**	**57 565**	**27 147**	**29 486**
Producteurs d'énergie primaire	*167*	*155*	—	—	—	—	—	—	—	—	*30*	*30*	*1 189*	*1 059*
Cokeries, usines à gaz (g)	*9 451*	*9 398*	—	—	*3*	—	—	—	*70*	..	*8 697*	*9 053*	*210*	*200*
Centrales électriques (h)	*4 630*	*4 541*	—	—	—	—	—	—	*2 653*	*3 270*	*5 811*	*9 174*	*2 918*	*3 059*
Raffineries de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	*1 320*	*1 929*	—	—	*292*	*401*
Consommateurs finals	*6 484*	*5 727*	*56*	*49*	*7 856*	*8 320*	*22 965*	*28 547*	*14 925*	*16 152*	*29 810*	*39 220*	*21 819*	*24 057*
Sidérurgie (i)	132	185	—	—	6 980	7 455	..	..	767	..	15 463	19 050	3 851	4 179
Autres industries (d) (j)	531	560	—	—	664	498	..	..	4 084	..	7 297	12 700	10 939	12 197
Transports	40	32	—	—	14	11	..	..	3 457	..	—	—	706	707
Secteurs domestique et équivalents	5 781	4 907	56	49	198	175	..	..	4 807	..	6 372	6 969	5 512	6 122
Autres et non ventilés	—	43	—	—	—	179	..	..	473	..	—	—	811	852
Produits non énergétiques	—	—	—	—	—	—	..	..	1 337	..	678	501	—	—
Exportations vers la Communauté (f) (k)	*1 156*	*1 001*	—	—	*574*	*438*	..	..	*7 488*	*9 966*	*124*	*88*	*719*	*710*
Exportations vers les pays tiers	*90*	*25*	—	—	*105*	*144*	..	..						
Soutes	—	—	—	—	—	—	..	..	*2 163*	*2 854*	—	—	—	—
Variation stocks producteurs et importateurs (l)	*— 868*	*— 962*	—	—	*— 21*	*— 25*	*+ 425*	*— 139*	*+ 292*	*— 239*	—	—	—	—
Variat. stocks commerce et consommateurs (m)	*— 222*	*— 134*	—	—	*+ 49*	*+ 47*	—	—	—	—	—	—	—	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Bilan basé sur des statistiques rapidement disponibles. Données provisoires pour 1968.
(b) Tous les gaz fournis ou à être fournis en état gazeux; donc non compris les gaz butane ou propane fournis aux consommateurs finals sous forme liquide (en récipients).
(c) Certains doubles emplois entre la consommation d'électricité et celle d'autres formes d'énergie n'ont pu être éliminés.
(d) Houille : les produits marchands ont été comptés tonne pour tonne et les bas produits ont été convertis en tec à raison de 5.000 kcal/kg; les schistes combustibles ont été calculés d'après leur contenu calorifique.
Electricité : y compris l'énergie nucléaire. La part belge dans la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.
(e) Houille et agglomérés : consommation de brai par les usines d'agglomérés. Gaz de distribution : production des usines à gaz et des cokeries, achats de gaz à l'industrie pétrolière, consommation globale de gaz de haut fourneau.
(f) Y compris le gaz naturel (source pour 1967 : *Statistiques de l'Energie* de l'*Office statistique des Communautés européennes*). Non compris le transit vers la France.
(g) Gaz de réseau : besoins propres des cokeries et usines à gaz et pertes de distribution.
(h) Y compris la consommation des autoproducteurs. Electricité : y compris la différence entre la production brute et la production nette, ainsi que les pertes du transport et de la distribution.
(i) Gaz de réseau : y compris le gaz de haut fourneau
(j) Non compris la consommation en vue de la production d'électricité.
(k) Y compris les schistes combustibles calculés à 3.640 kcal/kg.
(l) Pétrole brut : différence entre les importations et la mise en œuvre dans les raffineries; produits pétroliers : différence entre la production et l'importation.

Consommation finale (a) d'énergie par forme d'énergie

(en milliers de tonnes équivalent charbon)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) N'ayant pas servi à produire une autre forme d'énergie; utilisations non énergétiques: et pertes de distribution exclues.

Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (*b*)	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Combustibles solides	— 6 104	— 7 988	— 8 049	— 8 667	— 8 303	— 7 665	— 9 378	— 10 686
— charbon et lignite	— 2 655	— 5 158	— 4 179	— 4 594	— 4 558	— 3 934	— 4 829	— 5 131
— cokes (*c*)	— 3 409	— 3 257	— 4 004	— 3 685	— 3 266	— 3 339	— 4 162	— 5 179
— agglomérés de charbons et de lignite	— 40	+ 427	+ 134	— 388	— 479	— 392	— 387	— 376
Pétrole et produits pétroliers	— 8 268	— 9 038	— 10 074	— 10 250	— 10 077	— 13 043	— 16 941	— 15 682
— pétrole brut et semi-raffiné	— 7 902	— 11 197	— 11 905	— 13 321	— 12 295	— 14 515	— 20 400	— 24 096
— produits dérivés de pétrole	— 366	+ 2 159	+ 1 831	+ 3 071	+ 2 218	+ 1 472	+ 3 459	+ 8 414
— huiles légères	+ *97*	+ *1 063*	+ *676*	+ *1 001*	+ *813*	+ *1 009*	+ *1 800*	+ *2 915*
— huiles moyennes	+ *250*	+ *365*	+ *694*	+ *760*	+ *764*	+ *764*	+ *772*	+ *1 171*
— huiles lourdes	— *187*	+ *1 143*	+ *861*	+ *1 648*	+ *958*	— *73*	+ *1 245*	+ *4 510*
— gaz de pétrole liquéfié	— *526*	— *412*	— *400*	— *338*	— *317*	— *228*	— *358*	— *182*
Gaz de distribution autre que le gaz naturel	— 6	— 10	— 10	— 7	— 13	— 13(d)	— 15	— 16
Gaz naturel	—	—	—	—	—	— 436(e)	— 795	— 1 787
Total ...	— 14 378	— 17 036	— 18 133	— 18 924	— 18 393	— 21 157	— 27 129	— 28 171

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de statistique. et Administration de l'Energie.

(a) Exportations nettes (+); importations nettes (—).
(b) *Composition du tableau pour 1969.* — Charbon et lignite : T.D. 2701.00 + T.D. 2702.00; cokes : T.D. 2704.10 + T.D. 2704.15; agglomérés de charbons et de lignite : T.D. 2701.20 + T.D. 2702.10; pétrole brut et demi-raffiné : T.D. 2709.00; huiles légères : T.D. 2710.00 + T.D. 2710.03 + T.D. 2710.05 + T.D. 2710.07 + T.D. 2710.10 + T.D. 2710.15; huiles moyennes : T.D. 2710.20 + T.D. 2710.23 + T.D. 2710.25 + 2710.30 + T.D. 2710.35; huiles lourdes : T.D. 2710.40 + T.D. 2710.43 + T.D. 2710.50 + T.D. 2710.55 + T.D. 2710.60 + T.D. 2710.63 + T.D. 2710.70 + T.D. 2710.75; gaz de pétrole liquéfié : T.D. 2711.00 + T.D. 2711.30 + T.D. 2711.50; gaz de distribution autre que le gaz naturel : T.D. 2718.00; gaz naturel : T.D. 2711.70. Données correspondantes pour les années antérieures, sous réserve des observations formulées aux notes (d) et (e).
(c) La Belgique est exportatrice nette jusqu'en 1966; le solde importateur provient des achats du Grand-Duché de Luxembourg.
(d) Statistiques douanières de l'Institut National de Statistique, déduction faite des importations en provenance des Pays-Bas.
(e) A l'importation : selon le « *Maandstatistiek van de buitenlandse handel per goederensoort,* Centraal Bureau voor de Statistiek », T.D. 2711.70 (exportations vers l'U.E.B.L. et la France) et à l'exportation (transit vers la France) selon les *Statistiques du Commerce extérieur de la France,* T.D. 2711.52 (importations).

SECTION III. – ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

§ 1. — MÉTALLURGIE

1. — *Sidérurgie.*

Selon les données provisoires du Bureau de Statistique des Communautés économiques, la production mondiale d'acier brut a atteint 560 millions de tonnes en 1969, la République populaire de Chine exclue. La production de 1968 a ainsi été dépassée de 44,4 millions de tonnes, soit 8,6 %. Sauf l'Italie, tous les pays importants producteurs d'acier ont participé à cette augmentation.

Bien que la part des Etats-Unis dans la production mondiale d'acier brut ait quelque peu fléchi (23,5 % contre 23,6 % en 1968 et 27,8 en 1960), ce pays demeure le plus important producteur du monde, suivi par l'U.R.S.S. (19,7 %) et le Japon (14,7 %). L'industrie sidérurgique des Etats-Unis, avec 131,5 millions de tonnes, a dépassé de 7,9 % le résultat de 1968 et en même temps amélioré de 5,5 % son record de production de 1966.

En Angleterre, la reprise enregistrée dans la sidérurgie en 1968 a continué en 1969, mais à un rythme ralenti. Par rapport à 1968, la production a augmenté de 2,1 % et s'est élevée à 26,8 millions de tonnes, ce qui est cependant encore inférieur de 600 000 t au record de 1965.

L'U.R.S.S. occupe la deuxième place comme producteur d'acier dans le monde, avec 110 millions de tonnes. Le taux de croissance par rapport à 1968 s'est élevé à 3,8 %.

Au Japon, l'expansion avait été freinée en 1968 et la hausse limitée à 7,6 %. En 1969, le rythme de progression antérieur a été retrouvé et l'avance portée à 22,8 %, de sorte que la part de ce pays dans la production mondiale s'est élevée à 14,7 %, contre 13 % en 1968.

La production globale d'acier brut des pays de la Communauté a dépassé en 1969, pour la première fois, le seuil des 100 millions de tonnes ; un nouveau record a été enregistré avec 107,3 millions de tonnes. La progression a été de 8,8 %, contre 19,4 % en 1968. Sauf l'Italie (— 3,2 %), tous les pays de la C.E.E. ont établi des records de production. L'expansion la plus forte a été relevée aux Pays-Bas (27 %), suivis par le Luxembourg (14 %), la Belgique (10,9 %), la France (10,3 %) et la République fédérale allemande (10,1 %).

En Italie, la forte expansion de 1967 et 1968 a été suivie d'un léger recul à cause des grèves du dernier trimestre. En France, la production de 22,5 millions de tonnes réalisée en 1969, est, par suite des conflits sociaux, inférieure de 1 million de tonnes au niveau attendu.

La part de chacun des pays membres dans la production globale de la Communauté a été, en 1969, de 42,23 % pour la République fédérale allemande,

de 20,98 % pour la France, de 15,30 % pour l'Italie, de 4,39 % pour les Pays-Bas, de 11,96 % pour la Belgique et de 5,14 % pour le Luxembourg.

La capacité de production d'acier brut dans la Communauté s'est élevée à 119,8 millions de tonnes ; la production réelle ayant été de 107,3 millions de tonnes, le taux d'utilisation des appareils s'est élevé à 89,7 %, contre 84,2 % en 1965, 78,6 % en 1966, 80,1 % en 1967 et 85,7 % en 1968.

Par suite de l'augmentation de la capacité de production des hauts-fourneaux de la Communauté, la hausse de la production de fonte (+ 10,4 %) a été plus forte que celle d'acier brut (+ 8,8 %), de sorte que le rapport fonte/acier s'est relevé.

La capacité de production de fonte a atteint 88,1 millions de tonnes au cours de l'année 1969 et la production réelle 79,3 millions de tonnes, de sorte que le taux d'utilisation s'est élevé à 90,1 %.

Le recours à des hauts-fourneaux de grand diamètre, l'agrandissement des installations existantes et la possibilité d'utiliser des quantités plus importantes de minerais riches ou agglomérés sont à l'origine de l'accroissement de la capacité de production.

Cette expansion des capacités de production est allée de pair avec une diminution du nombre des hauts-fourneaux dans la Communauté : de 400 existant en 1956, il n'y en avait plus que 310 en 1969, tandis que des 352 en service en 1956, il n'en restait que 240 en 1969. L'évolution a été différente d'un pays à l'autre dans la Communauté ; en Allemagne et en France, le nombre de hauts-fourneaux a fort diminué depuis 1956, par suite de la modernisation de l'appareil de production, tandis qu'il a augmenté aux Pays-Bas et en Italie, où le développement de ce secteur est plus récent. En Belgique et au Luxembourg, la situation est restée inchangée.

Pendant toute l'année et surtout au second semestre, la demande de produits sidérurgiques a été telle que les entreprises n'ont pas pu y répondre. C'est ainsi que pour conserver les clients habituels, surtout à l'intérieur du marché commun, des ordres en provenance d'autres pays ont souvent été refusés, malgré des prix parfois plus favorables. Alors que jusqu'au milieu de 1968 le marché sidérurgique avait été dominé par les acheteurs, un brusque changement l'a renversé en faveur des vendeurs.

Il faut noter que la consommation apparente de produits sidérurgiques dans le Marché commun, stimulée par une demande croissante de produits demi-finis et par une reprise des investissements, a augmenté de 393 kg par habitant, en 1967, à 438 kg, en 1968, pour atteindre 526 kg, au cours du 2e trimestre de 1969 contre 429 kg, au 2e trimestre de 1968.

La conjoncture exceptionnelle en sidérurgie et les perspectives de l'évolution de la demande, ont porté les projets d'investissement (1) communiqués à la C.E.C.A. (suivant la décision 22-66) à 1 848 millions d'unités de compte en 1969, contre seulement 669 millions l'année précédente et 337 millions en 1967;

(1) A distinguer des investissements déjà réalisés.

60 % du montant de 1969 concernent les laminoirs. La part de la Belgique s'élève à 101,6 millions ou 5,5 %.

L'expérience montre que les dépenses réelles d'investissement suivent l'annonce des projets avec un retard de trois ans et les augmentations des capacités de production avec un décalage de cinq à six ans.

En Belgique, la capacité de production d'acier brut a atteint 14,3 millions de tonnes et la production réelle 12,8 millions, de sorte que le taux d'utilisation s'est élevé à 89,7 % ; c'est le même taux que pour l'ensemble de la Communauté. La quote-part de la Belgique dans la production de cette dernière est passée de 11,73 %, en 1968, à 11,96 % en 1969.

La production de fonte a atteint 11,3 millions de tonnes, alors que la capacité était de 12,5 millions de tonnes, de sorte que le taux d'utilisation s'est élevé à 90,5 %, contre 84,9 % l'année précédente. Le rapport fonte/acier brut a été de 88,2 %, contre 90,3 % un an plus tôt.

Des plans d'investissement pour la période 1969 à 1975 ont été soumis au Comité de Concertation de politique sidérurgique, créé en 1967. Ils représentent un investissement global d'environ 30 milliards de francs dans le secteur de l'acier. Le Comité s'est efforcé aux cours des premières années de son activité de coordonner les investissements, parallèlement à une politique de regroupement ou de collaboration des entreprises. Dans cette optique, un rapprochement a été réalisé pendant l'année écoulée entre deux importantes sociétés du bassin liégeois ; un comité d'investissement commun a été établi et les deux entreprises ont été placées sous une même direction. Si ce rapprochement aboutit à une fusion, le nouveau complexe aura une capacité de production de 7 millions de tonnes d'acier brut.

Les exportations belgo-luxembourgeoises de produits sidérurgiques, minerais et mitrailles exclues, ont atteint 78,6 milliards de francs, contre 63,1 milliards en 1968, soit une augmentation de 24,6 % contre 13,2 % en 1968. En volume, l'accroissement n'est que de 13,4 %, contre 15,4 % pour l'année précédente.

Les importations des mêmes produits ont augmenté de 31,6 % en valeur et de 21,8 % en tonnage, contre respectivement 2,7 % et 0,5 % pour l'année antérieure.

2. — *Industrie des métaux non ferreux.*

Les marchés des matières premières ont été fermes en 1969. Le cours du cuivre a haussé continuellement. De 513 livres la tonne longue au début de l'année (c'est aussi le cours le plus bas de 1969), il est passé à un maximum de 746 livres en décembre. Cette hausse de 47 % a été due surtout à la persistance d'une forte demande industrielle sur le marché mondial, alors que les stocks étaient faibles à la suite des restrictions de crédit et des grèves des mineurs et des dockers américains. La tension entre l'Union soviétique et la Chine communiste n'est pas non plus étrangère à cette évolution ; ce dernier pays a en effet acheté à Londres des métaux qui, en d'autres circonstances, auraient été fournis par l'U.R.S.S.

L'Institut du Cuivre, dont les statistiques couvrent environ 90 % de la production des pays non communistes, évalue la production mondiale de cuivre primaire à 4 472 400 t, contre 3 924 700 t en 1968, soit une augmentation de 14 %. La part des Etats-Unis s'est élevée à 1 449 700 t, contre 1 107 400 t l'année précédente (+ 30,9 %). Le reste du monde a fourni 3 022 700 t, au lieu de 2 817 300 en 1968, soit 7,3 % de plus. Par rapport à 1968, la production de cuivre secondaire a augmenté de 24,8 % dans le monde, de 27,2 % aux Etats-Unis et de 19,2 % ailleurs.

En Belgique, le recul de la production des métaux bruts est dû exclusivement au cuivre, dont la production a fléchi de 11,7 %, contre une augmentation de 7,2 % un an plus tôt. La production de cuivre brut avait progressé régulièrement au cours des années 1960 à 1968. En 1968, un record a été atteint : 340 900 t. Ceci a été dû en partie aux grèves aux Etats-Unis, qui ont débuté le 15 juillet 1967 et ne se sont terminées qu'au début d'avril 1968.

La production a été anormalement basse en 1969, surtout à cause de difficultés d'approvisionnement au premier semestre de sorte qu'en dépit d'un redressement au second semestre, les 300 900 t produites, constituent un recul de 11,7 % par rapport au niveau de 1968. La production de produits demi-finis en cuivre a, par contre, augmenté sensiblement : 181 200 t, contre 160 700 en 1968 ; de 1967 à 1968, l'augmentation avait été de 21,5 %.

Les cours ont aussi été en hausse sur les marchés du zinc et du plomb. A Londres, le niveau le plus bas a été de 112 livres 3/8 par tonne longue pour le zinc et le plus élevé de 136 livres 1/4 (+ 21,3 %). Cela a été dû à la rareté du produit sur le marché. D'après les données des Nations-Unies, la consommation de zinc aurait augmenté de 11,3 %, celle de plomb de 5 %. Pour le plomb, le cours le plus bas enregistré a été de 105 livres 7/8 par tonne longue et le plus élevé de 145 livres 1/2, soit un écart de 37,4 %. Depuis la fin de 1969, l'offre et la demande se rapprochent et d'après le « Groupe d'Etude International du Plomb et du Zinc » l'approvisionnement deviendrait plus aisé en 1970.

En 1969, la Belgique a produit 261 600 t de zinc brut, contre 251 100 t en 1968, soit une augmentation de 4,2 %, contre 10,5 % l'année précédente. La production de plomb brut a été de 2,1 % (112 400 t) supérieure à l'année précédente comme en 1968.

Les produits demi-finis en plomb ont connu une progression de 2,8 %, alors que leur production avait reculé de 12,9 % en 1968.

L'année 1969 a été favorable pour l'étain. En janvier, le cours s'élevait à 1 349 livres par tonne longue et en décembre à 1 647 livres, soit une différence de 22 %. Au cours du dernier mois de l'année, le plafond de 1 630 livres, fixé dans l'accord international, a été percé, en dépit de l'intervention du directeur du « Buffer Stock » qui, à ce niveau, doit mettre du métal sur le marché. Les moyens d'action semblent avoir été trop faibles et, au 31 décembre, l'étain se traitait encore à 1 620 livres.

La production d'étain brut s'est élevée à 6 700 t en Belgique, contre 6 000 t en 1968, soit une augmentation de 11,7 %, contre une diminution de 3,2 % en

1968. La production est cependant demeurée en dessous du niveau de 1964 (6 900 t) et surtout de ceux de 1962 et de 1963. La capacité de production a été loin d'être entièrement utilisée.

Globalement, la production de métaux non ferreux bruts a diminué de 3,5 % en 1969 et celle de produits demi-finis a augmenté de 10,5 %, contre des augmentations de 7,5 % et 10,5 % respectivement, en 1968.

Sur le plan mondial, le secteur des métaux non ferreux est en pleine évolution et le mouvement de concentration, déjà accompli dans d'autres secteurs, commence a s'y développer. D'autre part, de plus en plus, des matières premières sont travaillées sur place et, pour s'approvisionner, les sociétés sont de plus en plus obligées de participer à l'exploitation des mines.

En Belgique, la collaboration entre sociétés qui s'était déjà manifestée dans l'achat de minerais s'est étendue à d'autres domaines du secteur des métaux non ferreux ; l'industrie nationale a ainsi acquis une position marquante dans le monde. Des entreprises à activités complémentaires collaborent et assurent de la sorte une meilleure répartition des tâches et une rationalisation des programmes d'investissements et de recherche.

Le tonnage de métaux bruts produit en Belgique augmentera sans doute, dans un proche avenir, par suite de l'implantation d'une fonderie d'aluminium de première fusion. Jusqu'ici, tout l'aluminium brut destiné à être mis en œuvre était importé ; la nouvelle fonderie créera une capacité de production de 84 000 t l'an et entrera en activité en 1972.

Les exportations de métaux bruts et raffinés ont augmenté de 5,9 %, contre 17,4 % en 1968 ; elles sont en progrès pour l'aluminium, le plomb, le zinc et autres produits, bruts et raffinés, et en léger recul pour le cuivre et l'étain. En poids elles ont toutefois fléchi au total de 8,4 %, contre une augmentation de 9,2 % en 1968 ; le recul est dû au cuivre, à l'étain et au plomb, bruts et raffinés.

Les importations totales des métaux bruts et raffinés ont par contre augmenté de 15,1 % en valeur et de 1,5 % en poids en 1969.

Pour les produits demi-finis, l'augmentation des exportations totales a atteint 28,6 % en valeur et 13,5 % en volume bien que, pour le zinc, les exportations ont légèrement fléchi en valeur et pour l'étain, le plomb et le zinc, en volume. Les importations ont augmenté davantage aussi bien en valeur (+ 35,1 %) qu'en tonnage ; seules celles de zinc ont diminué.

3. — *Industrie des fabrications métalliques.*

La reprise entamée dès le deuxième semestre de 1968 s'est transformée en un véritable « boom » en 1969, grâce à une demande extérieure en croissance rapide et à l'expansion de la demande intérieure. A prix constants, l'accroissement de la valeur des ordres reçus s'élèverait à 15 % en 1969 et celui des expéditions à 12 %.

Certaines tensions sont apparues dans la plupart des secteurs. L'emploi a continué de progresser très régulièrement en 1969, de sorte que le record précédent a été dépassé dès juillet et qu'il y avait, fin décembre, 315 000 salariés et appointés, contre 285 000, un an plus tôt. En cours d'année, il est devenu de plus en plus difficile de trouver de la main-d'œuvre, surtout qualifiée. Le nombre des heures de travail par ouvrier a augmenté de 9 %. De plus l'approvisionnement en certains produits ferreux et non ferreux est devenu moins aisé.

Les ordres qui avaient déjà augmenté de 19 % à prix courants en 1968, se sont accrus de 25 % en 1969. Ils ont atteint globalement 245 milliards de francs. Selon les données de Fabrimétal, les expéditions ont progressé de 19 % au cours de l'année écoulée, totalisant 215 milliards de francs. L'indice des ordres en carnets est passé de 94, fin décembre 1967, à 123, fin 1968, et à 150, fin 1969.

La durée de l'activité assurée s'élevait à 6 mois, fin décembre 1969, contre 5 mois un an plus tôt, et 4,2 mois, en 1967. La hausse des prix est évaluée globalement à 8 % de la valeur des commandes et à 6 % de la valeur des expéditions. L'évolution diffère par secteur. Globalement, il y a eu un progrès dans celui des produits de première transformation. L'augmentation de la production s'est élevée à près de 10 % pour la fonte et les métaux non ferreux et à plus de 20 % pour les aciers de moulage. En tréfilerie, des investissements importants ont été effectués. Les délais de livraison ont dû être allongés à cause des difficultés d'approvisionnement en fil machine, dans certaines qualités d'acier et en nickel. Les secteurs de la câblerie, de la visserie et de la clouterie, et celui de la fabrication des électrodes ont connu une évolution moins favorable ; ils subissent les effets d'une concurrence étrangère très vive. La situation a été bonne pour les secteurs de l'estampage et des profils à froid, les tubes hors feuillard, les pièces de forge, la boulonnerie et les tôles perforées, mais la situation du secteur de l'emboutissage lourd demeure mauvaise.

Parmi les biens de consommation, les tendances ont divergé. Dans le groupe de la construction mécanique légère, la situation a été bonne pour les emballages et les boîtes métalliques ainsi que pour les bouchons-couronnes. Les progrès ont été plus faibles pour les emballages métalliques lourds et les bonbonnes à gaz soudées, malgré des exportations importantes de récipients en aluminium. L'année 1969 a, dans l'ensemble, été défavorable pour le mobilier et les articles de table et, surtout, pour les articles galvanisés et émaillés et les objets en aluminium et en fil, cela contrairement aux articles en acier inoxydable, coutellerie et articles de table, pour lesquels tant le marché intérieur que le marché extérieur sont demeurés fermes. Le secteur des meubles métalliques n'a que peu progressé, mais, grâce à un effort dans le domaine des meubles spéciaux, l'ensemble des exportations de ce secteur a augmenté de 30 %. Celui des châssis métalliques a reculé et celui du matériel pour chauffage central n'a pas progressé par suite de la détérioration du marché intérieur. En poêlerie, le fléchissement est général.

Les commandes ont très favorablement évolué pour tous les biens d'équipement, aussi bien métalliques que mécaniques ou électriques. Elles ont augmenté de 35 % en moyenne dans le secteur de la construction mécanique et de 28 % pour le matériel d'équipement électrique. Il faut rappeler l'importante commande

de deux centrales nucléaires par les producteurs d'électricité. L'industrie belge va intervenir pour une grande part dans leur réalisation.

Le secteur du matériel de transport a fabriqué ou monté 828 650 véhicules (dont 770 150 voitures et 58 500 véhicules utilitaires), contre 635 000 en 1968 : 80 % de ces voitures ont été exportées. Le rythme des commandes a fléchi pour la construction navale, après l'année-record de 1968, mais l'importance des carnets d'ordres est restée satisfaisante. La situation est aussi demeurée favorable dans le secteur des réparations mais la construction de bateaux pour la navigation intérieure a encore connu une période défavorable. Le programme d'équipement de la S.N.C.B. a continué à être exécuté dans le secteur du matériel ferroviaire et la construction aéronautique a été en expansion grâce aux commandes militaires.

Les exportations de l'industrie des fabrications métalliques ont augmenté de 21 % en 1969, contre 13,4 % en 1968 et 3,6 % en 1967. Au cours des dix dernières années, elles ont progressé de 400 %, tandis que les expéditions sur le marché intérieur n'ont que doublé. En 1959, 62 % de l'ensemble des expéditions sont demeurés dans le pays tandis qu'en 1969, à peine 42 % étaient destinés au marché intérieur. Beaucoup d'entreprises moyennes et la plupart des grandes entreprises dépendent pour 90 % ou plus de l'exportation. La structure de celles-ci s'est considérablement modifiée au cours des dix dernières années. En dépit d'une augmentation de 75 % en valeur, la part des produits de première transformation est tombée de 29 % en 1960 à 15,2 % en 1969. Dans les exportations, la part des voitures est passée de 15,5 % en 1960 à 36,7 % en 1969.

L'augmentation des importations a été plus forte que celle des exportations : 25 %. Les expéditions de produits nationaux au marché intérieur n'ont augmenté que de 11 %. Pour une consommation intérieure décelable de produits métalliques élaborés de 233 milliards de francs, la part des produits importés a atteint 61 % en 1969, contre 47 % en 1960.

Le déficit de la balance commerciale du secteur des fabrications métalliques s'est accru, passant de 7,4 milliards en 1968 à 13 milliards en 1969.

Pour la période 1969-1970 on a, pour la première fois depuis de nombreuses années, établi des plans d'investissement importants pour l'extension d'usines existantes. Mais en 1969 les investissements en installations nouvelles n'ont pas été aussi considérables qu'au cours de la période 1964-1967, et dans l'ensemble ils n'ont pas dépassé le record enregistré à cette époque.

*
* *

Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde

PAYS	Production d'acier brut (en milliers de tonnes)									Part de la production mondiale (en %)								
	1957	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 (a)	1957	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 (a)
Allemagne Féd.	27 973	32 563	31 597	37 339	36 821	35 316	36 744	41 159	45 322	9,6	9,2	8,4	8,8	8,3	7,6	7,6	8,0	8,1
France	14 100	17 234	17 554	19 781	19 599	19 594	19 658	20 403	22 513	4,8	4,9	4,6	4,6	4,4	4,2	4,1	4,0	4,0
Italie	6 979	9 757	10 157	9 793	12 680	13 639	15 890	16 964	16 417	2,4	2,8	2,7	2,3	2,8	3,0	3,3	3,3	2,9
Pays-Bas	1 185	2 096	2 354	2 659	3 145	3 255	3 401	3 706	4 713	0,4	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,9
Belgique	6 267	7 351	7 525	8 725	9 162	8 911	9 712	11 568	12 830	2,2	2,1	2,0	2,0	2,1	1,9	2,0	2,2	2,3
Luxembourg	3 493	4 010	4 032	4 559	4 585	4 390	4 481	4 834	5 521	1,2	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9	1,0
C.E.C.A.	**59 995**	**73 011**	**73 218**	**82 856**	**85 991**	**85 105**	**89 885**	**98 634**	**107 316**	**20,6**	**20,7**	**19,4**	**19,4**	**19,3**	**18,4**	**18,6**	**19,1**	**19,2**
Royaume-Uni	22 047	20 819	22 880	26 650	27 438	24 704	24 277	26 276	26 845	7,6	5,9	6,1	6,2	6,2	5,3	5,0	5,1	4,8
U.S.A.	105 148	91 171	101 477	117 993	122 490	124 700	118 020	121 900	131 500	36,2	25,9	26,8	27,7	27,5	27,0	24,4	23,6	23,5
U.R.S.S.	51 043	76 306	80 226	85 034	91 000	96 907	102 235	106 532	110 600	17,5	21,7	21,2	19,9	20,4	21,0	21,1	20,7	19,7
Autres pays de l'Est (b)	16 153	24 650	25 224	27 131	28 654	30 513	33 128	35 332	37 200	5,6	7,0	6,6	6,4	6,4	6,6	6,8	6,9	6,6
Japon	12 570	27 546	31 501	39 799	41 161	47 784	62 154	66 893	82 144	4,3	7,8	8,3	9,3	9,2	10,3	12,8	13,0	14,7
Autres pays (c)	23 794	38 997	43 474	47 237	49 366	52 687	54 736	60 033	64 395	8,2	11,0	11,5	11,1	11,0	11,4	11,3	11,6	11,5
MONDE.. (c)	**290 750**	**352 500**	**378 000**	**426 700**	**446 100**	**462 400**	**484 435**	**515 600**	**560 000**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Données provisoires.
(b) République démocratique allemande, Bulgarie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Hongrie.
(c) Estimation; non compris la République populaire de Chine.

Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée

ANNÉE	Fonte brute (a)							Acier brut (b)						
	Républ. Fédér. d'Allemagne	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.		C.E.C.A.	Républ. Fédér. d'Allemagne	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.		C.E.C.A.
					Belgique	Luxembourg						Belgique	Luxembourg	
	A. — Production maximum possible en cours d'année (en 1 000 t)													
1965.....	33 500	18 770	6 360	2 400	9 450	4 600	75 080	45 530	22 650	14 985	3 540	10 470	4 905	102 080
1966.....	35 920	19 200	7 800	2 350	10 110	4 775	80 155	47 580	23 490	17 475	3 480	11 115	5 180	108 320
1967.....	36 370	19 320	8 700	2 600	11 290	5 050	83 330	47 800	23 790	19 150	3 495	12 385	5 660	112 280
1968.....	37 760	19 570	8 780	2 900	12 300	5 055	85 365	47 870	24 250	19 600	3 850	13 850	5 685	115 105
1969 (c) ..	36 800	20 600	9 600	3 500	12 500	5 100	88 100	49 440	24 950	20 250	4 920	14 300	5 760	119 620
	B. — Production annuelle effectivement réalisée (en 1 000 t)													
1965.....	26 990	15 766	5 501	2 364	8 436	4 145	63 202	36 821	19 599	12 680	3 145	9 162	4 585	85 991
1966.....	25 413	15 584	6 273	2 209	8 302	3 960	61 741	35 316	19 594	13 639	3 255	8 911	4 390	85 105
1967.....	27 366	15 692	7 312	2 579	8 994	3 960	65 902	36 744	19 658	15 890	3 401	9 712	4 481	89 885
1968.....	30 305	16 414	7 842	2 821	10 448	4 308	72 139	41 159	20 403	16 964	3 706	11 568	4 834	98 634
1969.....	33 763	18 128	7 795	3 465	11 313	4 865	79 329	45 322	22 510	16 417	4 713	12 830	5 521	107 313
	C. — Rapport en % entre la production réelle et la production maximum possible $\frac{B}{A}$													
1965.....	80,6	84,0	86,5	98,5	89,2	90,1	84,2	80,9	86,5	84,6	88,8	87,5	93,5	84,2
1966.....	70,7	81,2	80,4	93,9	82,2	83,0	77,0	74,2	83,4	78,0	93,5	80,2	84,7	78,6
1967.....	75,2	81,2	84,0	99,2	79,7	78,4	79,1	76,9	82,6	82,9	97,3	78,4	79,2	80,1
1968.....	80,3	83,9	89,3	97,3	84,9	85,2	84,5	86,0	84,1	86,6	96,3	83,5	85,0	85,7
1969.....	91,7	88,0	81,2	99,0	90,5	95,4	90,0	91,7	90,2	81,1	95,8	89,7	95,9	89,7

Source : Office Statistique des Communautés Européennes - Sidérurgie.

(a) Y compris Spiegel et ferro-manganèse carburé.
(b) Lingots et acier liquide pour moulage, y compris la production des fonderies d'acier indépendantes.
(c) Données prévisionnelles établies en début d'année. Pour les autres années chiffres rectifiés d'après l'enquête annuelle sur les investissements pour tenir compte des dates réelles d'entrée en fonctionnement des nouveaux appareils de production ou d'arrêt des anciennes installations définitivement arrêtées.

Production de fonte brute dans les pays de la C.E.C.A. (a)

(en milliers de tonnes)

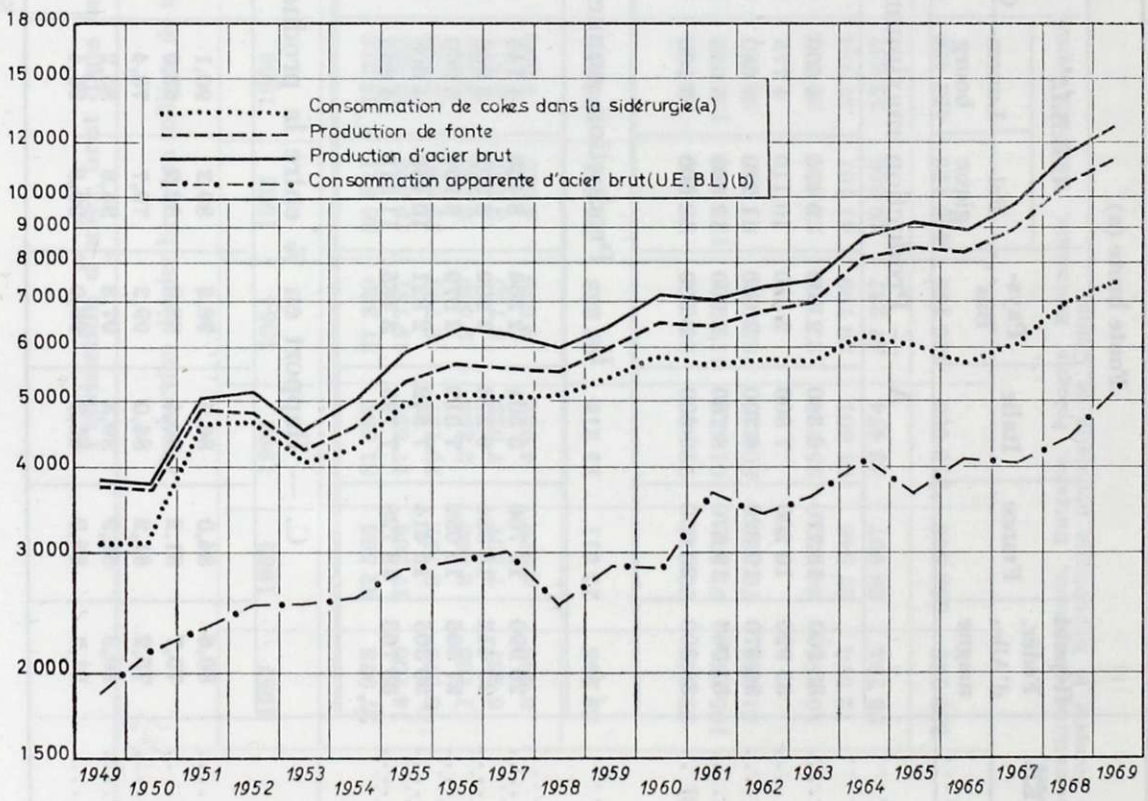
ANNÉE	Belgique	Luxembourg	Allemagne (Rép. F.)	France	Italie	Pays-Bas	C.E.C.A.
1959	5 965	3 411	21 602	12 438	2 121	1 137	46 676
1960	6 520	3 713	25 739	14 005	2 715	1 347	54 039
1961	6 459	3 775	25 431	14 395	3 092	1 456	54 608
1962	6 773	3 585	24 251	13 952	3 584	1 571	53 716
1963	6 958	3 563	22 909	14 297	3 770	1 708	53 206
1964	8 122	4 178	27 182	15 840	3 513	1 948	60 783
1965	8 436	4 145	26 990	15 766	5 501	2 364	63 202
1966	8 302	3 960	25 413	15 584	6 273	2 209	61 741
1967	8 994	3 960	27 366	15 692	7 312	2 579	65 903
1968	10 448	4 308	30 305	16 414	7 842	2 823	72 141
1969 (b)	11 313	4 865	33 763	18 128	7 795	3 456	79 320

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Production nette, sans fonte repassée, fonte Spiegel et ferro-manganèse carburé au haut fourneau et au four électrique à fonte et, pour l'Allemagne (R. F.), ferro-silicium au haut fourneau.
(b) Données provisoires.

Quelques éléments de l'économie sidérurgique

(en milliers de tonnes)



Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Pour les années 1949 à 1953, source : Ministère des Affaires économiques.
(b) En considérant seulement dans le commerce extérieur les produits du Traité de Paris instituant la C.E.C.A.

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
	VALEUR (en millions de francs)									
Minerais de fer	6 906	6 291	6 091	7 398	7 930	10	8	22	11	34
Mitrailles	261	331	365	526	1 149	1 354	1 268	1 420	1 341	1 458
Fonte brute	698	580	511	546	627	265	206	247	228	162
Ferro-alliages	833	817	814	909	1 057	705	1 111	816	760	869
Lingots et autres formes primaires	2 230	2 993	3 920	3 333	4 503	5 131	4 914	4 610	5 642	8 183
Barres et profilés en fer ou en acier	2 397	2 492	2 411	2 856	3 673	21 921	20 079	20 695	23 874	28 290
dont : fil machine	(704)	(736)	(772)	(935)	(963)	(2 621)	(2 343)	(2 612)	(3 022)	(3 080)
barres	(466)	(456)	(475)	(551)	(873)	(9 275)	(8 091)	(7 850)	(9 074)	(10 637)
Larges plats et tôles	2 673	3 083	2 865	3 047	4 337	18 207	18 097	21 442	23 687	29 995
Feuillards	318	347	374	495	602	4 153	4 019	4 203	4 592	5 972
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	150	151	219	221	212	3 352	3 358	3 377	3 879	4 562
Rails et autres éléments	31	55	37	41	53	575	424	358	451	590
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Minerais de fer	23 744 900	21 406 628	21 878 608	26 337 290	27 516 743	67 398	22 437	62 107	16 942	65 933
Mitrailles	145 069	193 445	196 946	283 336	578 165	719 574	740 511	818 431	742 612	690 322
Fonte brute	245 201	222 460	185 425	216 426	235 306	80 936	76 975	94 524	82 873	56 997
Ferro-alliages	105 438	103 330	107 424	122 585	140 190	46 057	67 391	67 349	63 902	71 316
Lingots et autres formes primaires	436 641	636 622	832 706	651 374	873 997	1 201 687	1 150 462	1 097 067	1 366 915	1 840 101
Barres et profilés en fer ou en acier	352 773	378 996	373 953	450 181	529 293	4 376 763	4 062 470	4 244 434	4 893 955	5 173 128
dont : fil machine	(127 046)	(144 797)	(149 059)	(184 379)	(178 801)	(533 761)	(486 565)	(541 896)	(626 877)	(579 061)
barres	(71 985)	(70 146)	(76 217)	(91 529)	(130 511)	(1 947 435)	(1 725 249)	(1 681 388)	(1 935 429)	(1 958 173)
Larges plats et tôles	350 215	405 731	353 431	407 139	485 538	2 678 952	2 655 554	3 132 992	3 628 541	4 151 701
Feuillards	28 614	33 908	37 015	51 737	55 218	739 114	714 341	723 726	765 475	949 899
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	10 645	10 613	17 843	17 208	14 216	317 641	324 454	324 768	362 989	407 689
Rails et autres éléments	3 782	8 079	5 994	6 677	9 259	116 031	81 054	66 240	87 638	107 755

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1969.* — Minerais de fer : C.T.C.I. 281.3; mitrailles : C.T.C.I. 282; fonte brute : C.T.C.I 671.1 + 671.2; ferro-alliages : C.T.C.I. 671.4 + 671.5; lingots et autres... : C.T.C.I. 671.3 + 672; barres et profilés... : C.T.C.I. 673; fil machine : C.T.C.I. 673.11 + 673.13; barres : C.T.C.I. 673.21 + 673.22; larges plats... : C.T.C.I. 674; feuillards : C.T.C.I. 675; ils de fer... : C.T.C.I. 677; rails... : C.T.C.I. 676. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Minerais et mitrailles :										
Minerais :										
— de cuivre	35	185	146	251	172	—	126	48	155	16
— de plomb	1 165	990	1 081	1 856	1 392	1	24	3	—	11
— de zinc	1 505	1 462	1 319	1 536	1 548	50	52	99	178	218
— de manganèse	347	316	337	358	396	9	5	15	10	26
— d'étain	711	807	656	699	629	7	6	42	27	97
— autres	314	403	502	790	775	23	45	31	69	100
mitrailles	3 581	4 139	3 338	6 146	6 389	1 311	1 642	1 325	1 611	2 216
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	2 984	3 787	3 555	4 053	4 714	53	80	185	192	287
— cuivre	10 715	16 972	15 860	20 051	22 654	10 498	15 330	15 579	18 644	18 404
— étain	428	567	449	386	540	800	772	638	688	672
— plomb	237	184	96	229	250	1 213	840	719	861	870
— zinc	192	171	199	280	608	2 153	2 235	1 988	2 122	2 316
— autres	1 617	2 212	2 012	2 438	2 803	1 905	2 313	1 759	1 994	3 393
Demi-produits :										
— en aluminium	811	1 039	983	1 079	1 361	3 213	4 288	3 768	4 195	5 151
— en cuivre	563	625	632	629	1 020	4 300	5 105	4 360	5 818	7 852
— en étain	21	23	13	18	19	25	38	4	5	6
— en plomb	24	28	18	17	25	146	135	111	100	110
— en zinc	6	8	7	9	8	377	314	376	341	327
— autres	234	192	253	303	344	14	4	5	3	13

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1969.* — Minerais de cuivre : C.T.C.I. 283.11; de plomb : C.T.C.I. 283.4; de zinc : C.T.C.I. 283.5; de manganèse : C.T.C.I. 283.7; d'étain : C.T.C.I. 283.6; autres : C.T.C.I. 283.22 + 283.3 + 283.91 + 283.92 + 283.99 + 285.02 + 286.0; mitrailles : C.T.C.I. 284. Métaux bruts : aluminium, C.T.C.I. 684.1; cuivre, C.T.C.I. 682.13 à 682.19; étan, C T.C.I. 687,1; plomb, C.T.C.I. 685.1; zinc, C.T.C.I. 686.1; autres, C.T.C.I. 683.1 + 688 + 689.31 + 689.5. Demi-produits en aluminium : C.T.C.I. 684.21 + 684.22 + 684.23 + 684.24 + 684.25 + 684.26; en cuivre : C.T.C.I. 682.21 + 682.22 + 682.23 + 682.24 + 682.25 + 682.26;; en étain : C.T.C.I. 687.21 + 687.22 + 687.23 + 687.24; en plomb : C.T.C.I. 685.21 + 685.22 + 685.23 + 685.24; en zinc : C.T.C.I. 686.21 + 686.22 + 686.23 + 691.3; autres : [illegible] — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Minerais et mitrailles :										
Minerais :										
— de cuivre	2 227	12 146	10 778	14 432	12 044	—	7 300	3 137	10 276	1 245
— de plomb	197 449	184 537	130 159	180 723	130 280	263	6 521	1 051	15	1 323
— de zinc	509 775	538 638	525 689	622 108	558 708	12 247	12 758	26 853	49 973	55 772
— de manganèse	310 369	258 891	285 499	306 494	362 522	7 516	1 221	2 586	3 019	11 350
— d'étain	5 706	6 907	6 038	6 510	5 645	50	52	362	237	870
— autres	19 104	25 599	24 146	47 557	48 380	366	715	72	13 241	12 788
Mitrailles	292 936	241 067	233 176	285 397	348 150	88 947	92 008	75 691	127 596	145 361
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	117 020	152 550	139 983	159 424	176 452	2 358	3 177	6 819	7 143	10 509
— cuivre	317 383	343 952	312 571	377 476	346 854	263 159	262 983	286 407	309 827	261 468
— étain	2 418	3 307	2 832	2 620	3 386	4 176	4 374	3 882	4 471	3 945
— plomb	14 635	13 765	8 145	15 547	14 915	71 810	56 951	58 069	64 101	53 557
— zinc	12 281	11 631	14 245	19 971	41 659	129 657	147 320	136 170	151 361	155 511
— autres	11 310	14 551	12 146	14 704	15 036	11 381	13 501	9 581	10 340	16 122
Demi-produits :										
— en aluminium	18 668	25 261	22 760	23 093	28 889	93 390	123 510	103 055	114 476	131 873
— en cuivre	9 024	8 304	8 722	8 445	12 294	90 169	81 287	73 002	92 481	107 451
— en étain	194	195	106	140	139	182	243	37	57	43
— en plomb	914	1 349	923	870	917	7 863	8 114	7 279	6 784	6 389
— en zinc	168	211	149	288	263	17 223	14 601	17 759	16 497	15 540
— autres	1 005	786	1 087	1 269	1 708	15	4	5	5	28

(a) *Composition du tableau :* voir (a) page 98.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Production de métaux non ferreux

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Métaux (1re et 2e fusions) :								
Zinc	206,2	206,3	222,5	239,8	251,7	227,3	251,1	261,6
Cuivre	221,4	271,4	286,1	309,4	303,4	317,9	340,9	300,9
Plomb	93,2	98,4	83,3	110,8	92,7	107,8	110,1	112,4
Etain	9,7	8,4	6,9	5,3	6,6	6,2	6,0	6,7
Aluminium	2,8	3,5	3,5	3,2	2,5	5,0	5,8	7,1
Autres (a)	4,8	4,4	4,2	4,4	4,6			
Total ...	**538,1**	**592,6**	**606,6**	**672,8**	**661,5**	**664,2**	**713,8**	**688,7**
Demi-produits :								
Cuivre	114,2	124,2	153,8	168,5	146,7	132,3	160,7	181,2
Plomb	27,8	26,8	26,0	26,6	25,9	24,9	21,7	22,3
Aluminium	80,7	95,5	123,5	135,5	173,5	143,8	159,6	178,7
Autres(b)	46,3	44,7	46,3	47,4	47,8	52,8	49,2	49,9
Total ...	**269,2**	**291,2**	**349,6**	**378,0**	**393,9**	**353,8**	**391,1**	**432,1**

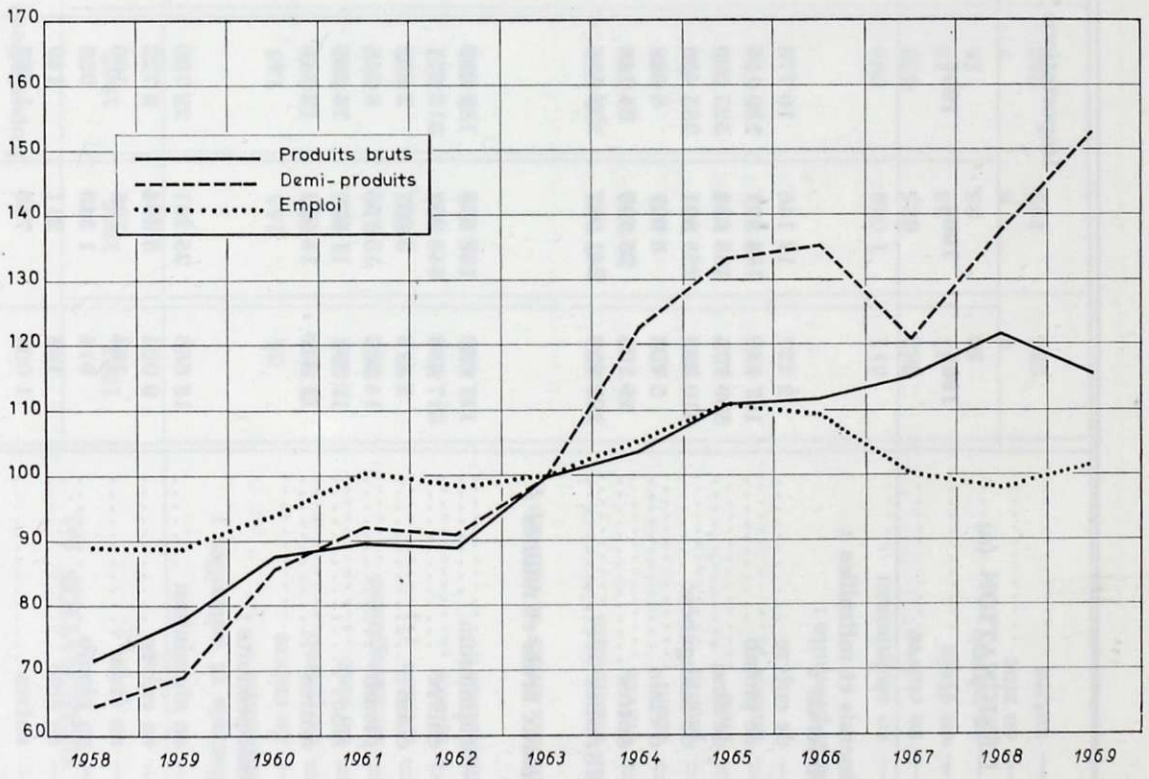
Source : Institut National de Statistique.

(a) Antimoine, cadmium, cobalt, nickel, etc.
(b) Zinc, étain, antimoine, cadmium, cobalt, nickel, etc.

Industrie des métaux non ferreux

Production et emploi

(1963 = 100)

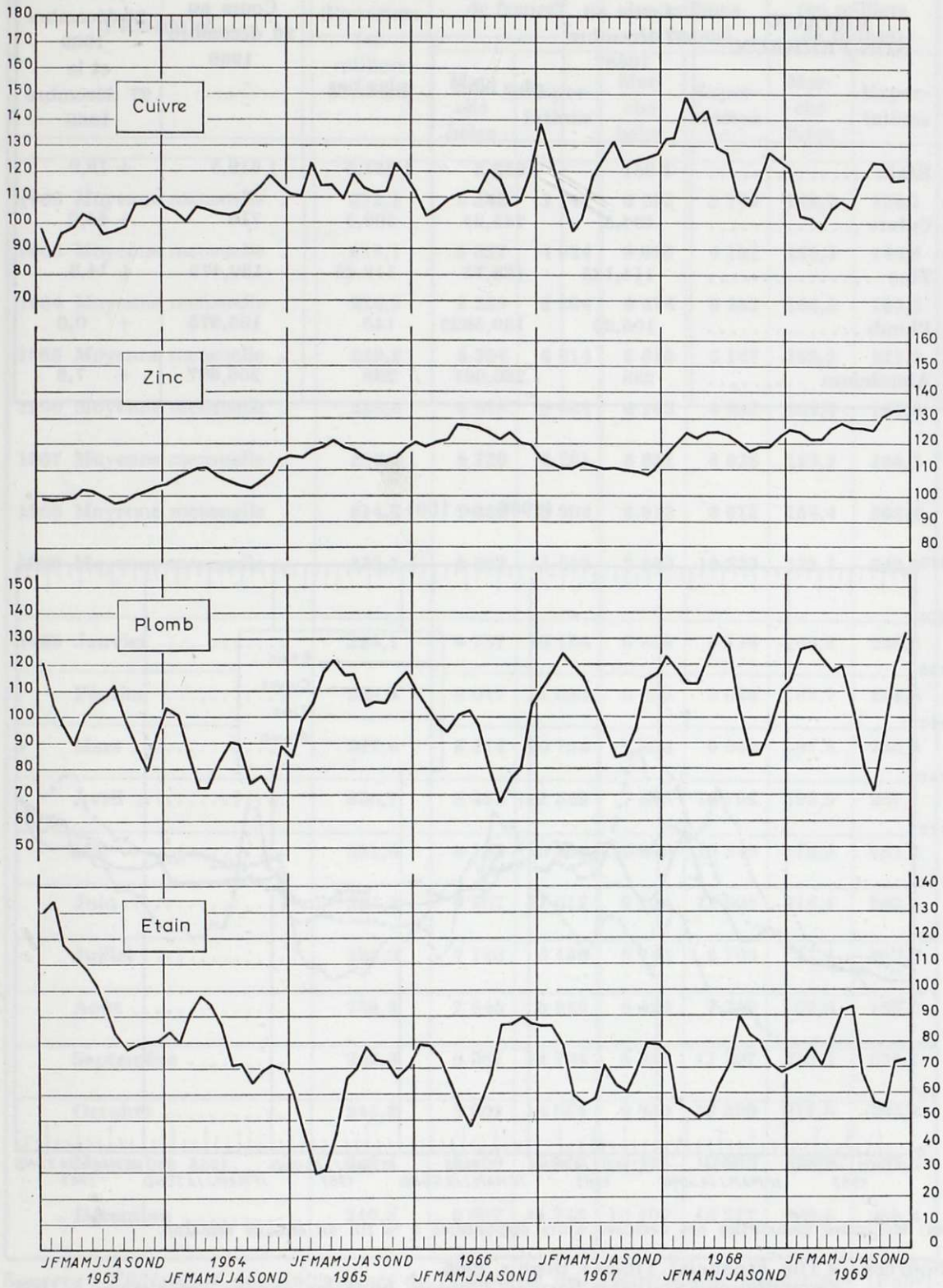


Source : Institut National de Statistique.

Industrie des métaux non ferreux

Produits bruts

Moyennes mobiles trimestrielles
(1963 = 100)

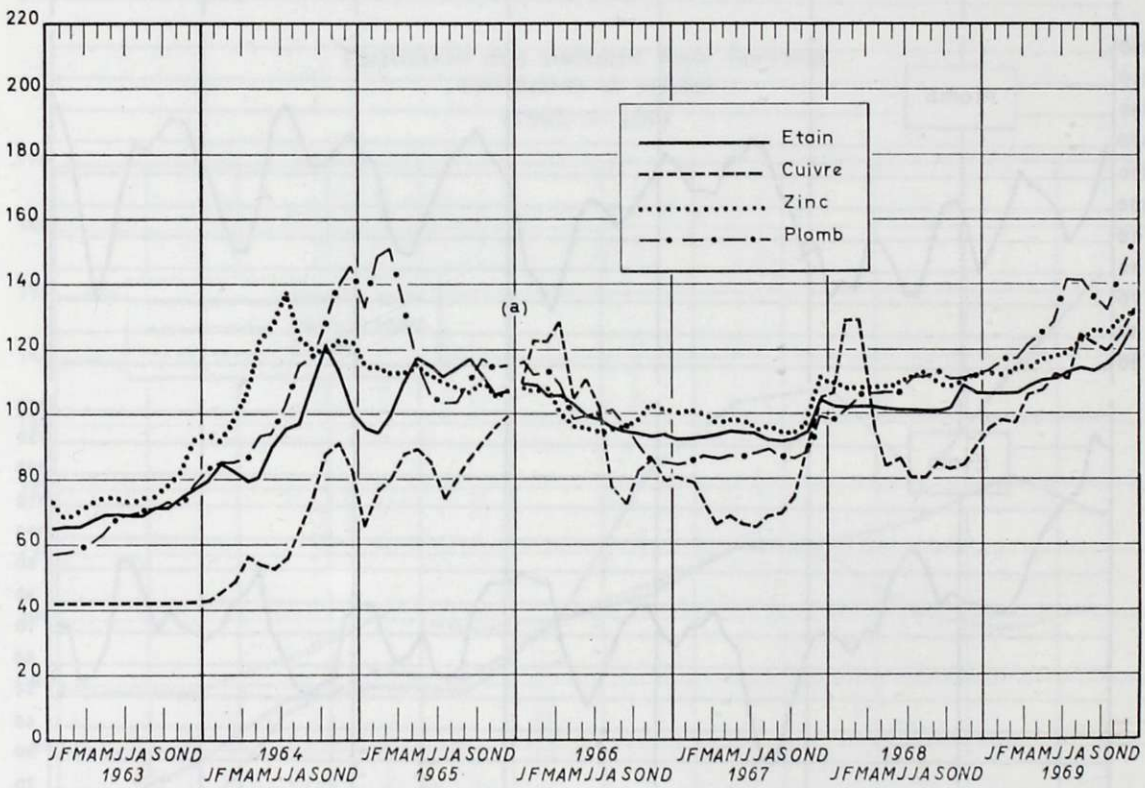


Source : Institut National de Statistique.

Cours des principaux métaux non ferreux sur le marché de Londres
(en £ par tonne)

MÉTAUX NON-FERREUX	Cours au 27 décembre 1968	Variations des cours		Cours au 26 décembre 1969	Différence en % entre le 26 décembre 1969 et le 27 décembre 1968
		plus haut	plus bas		
Etain	1 351	1 653,5	1 351,5	1 619,5	+ 19,9
Cuivre	494,5	745,25	509,5	713	+ 44,2
Zinc	114,125	138,75	112,25	130,475	+ 14,3
Plomb	105,25	139,5625	145	105,875	+ 0,6
Aluminium	238	256,667	238	256,667	+ 7,8

(1966 = 100)



(a) Moyennes mensuelles des derniers cours disponibles à la fin de chaque semaine.

Sources : « The Financial Times » depuis 1966.
Comtelbureau Statistics Service, London, pour les années antérieures à 1966.
Ministère des affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques (a)

Commandes et expéditions

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers (en milliers d'unités)	Commandes (en millions de francs)		Expéditions			
				Valeur (en millions de francs)		Quantité (en milliers de tonnes)	
		Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations
1962 Moyenne mensuelle .	**212,1**	**5 345**	**3 745**	**5 202**	**3 743**	**140,7**	**134,1**
1963 Moyenne mensuelle .	**219,1**	**5 897**	**4 034**	**6 050**	**4 197**	**158,3**	**144,0**
1964 Moyenne mensuelle .	**226,9**	**6 285**	**5 204**	**6 474**	**5 368**	**164,3**	**162,2**
1965 Moyenne mensuelle .	**229,6**	**6 584**	**6 014**	**6 616**	**6 147**	**162,2**	**177,8**
1966 Moyenne mensuelle .	**228,3**	**6 899**	**6 604**	**6 765**	**6 687**	**163,5**	**187,8**
1967 Moyenne mensuelle .	**218,9**	**6 720**	**6 701**	**6 851**	**6 836**	**163,3**	**188,7**
1968 Moyenne mensuelle .	**214,5**	**7 329**	**8 884**	**6 912**	**8 012**	**154,4**	**202,4**
1969 Moyenne mensuelle .	**235,7**	**8 567**	**11 519**	**7 960**	**10 237**	**185,1**	**247,9**
1969 Janvier	224,1	9 737	12 154	6 839	9 118	168,3	223,6
Février	225,4	8 017	11 054	6 855	9 029	162,7	214,6
Mars	227,6	8 114	10 754	7 800	9 642	181,8	246,0
Avril	230,7	8 434	11 549	7 875	10 798	192,9	267,1
Mai	231,3	8 182	10 954	7 340	10 243	176,6	255,4
Juin	234,2	9 401	11 612	9 134	11 368	216,4	282,5
Juillet	235,9	7 120	8 158	6 745	8 103	141,4	202,0
Août	238,5	7 845	8 849	6 823	7 250	169,0	188,0
Septembre	242,3	8 987	12 798	8 881	11 207	215,5	274,7
Octobre	245,3	8 952	14 034	9 330	12 333	217,0	294,2
Novembre	246,4	8 406	11 572	7 785	10 533	178,8	237,5
Décembre	246,3	9 607	14 745	10 107	13 217	200,6	288,6

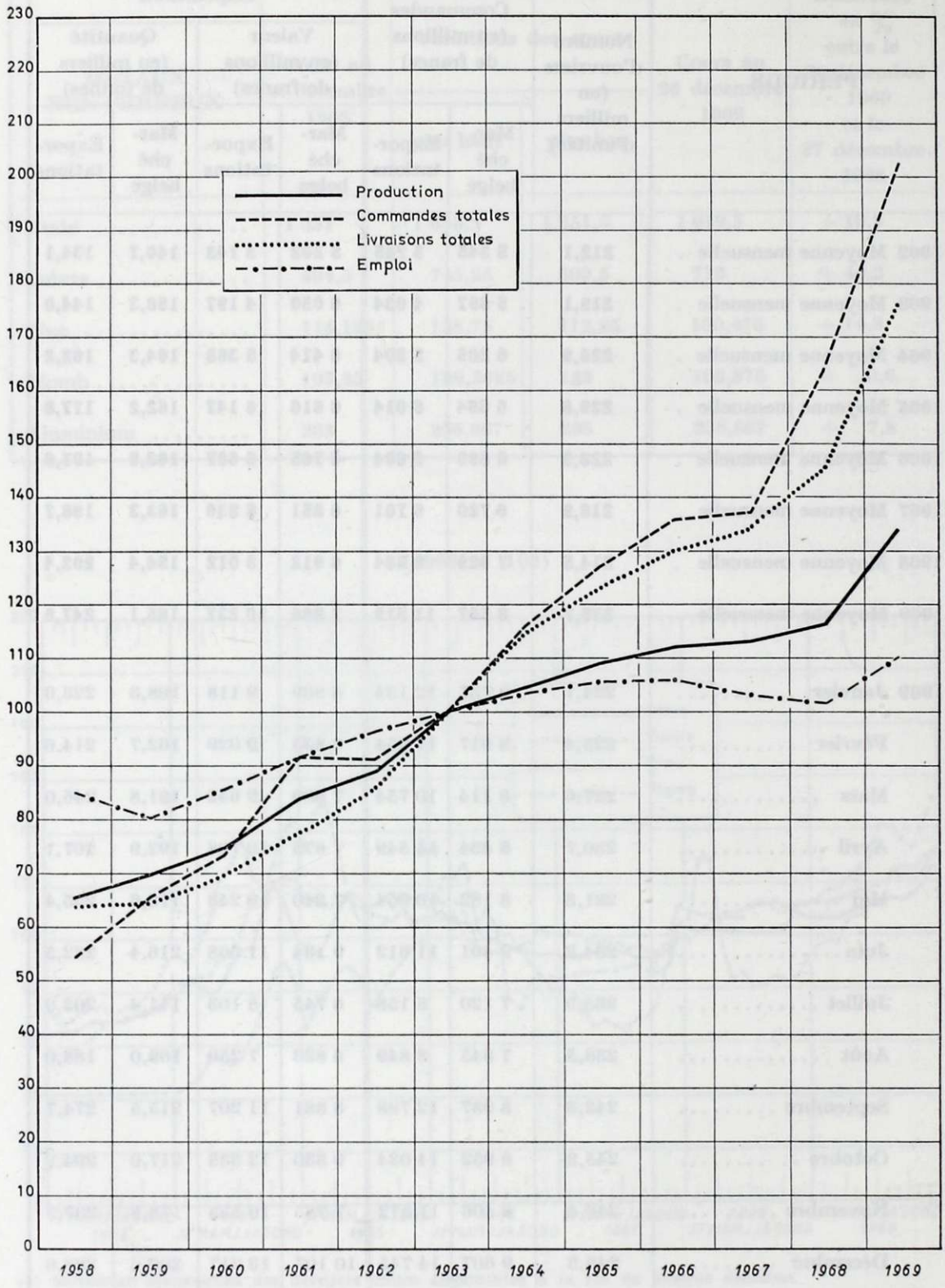
Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

(a) Entreprises occupant au moins 5 ouvriers.

Industrie des fabrications métalliques

Production, commandes, livraisons totales et emploi

(1963 = 100)



Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.
Ministère des Affaires économiques,
Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits

(moyennes mensuelles en unités)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969 (a)
Produits de première transformation	**37 801**	**37 482**	**36 073**	**34 275**	**33 255**	**35 186**
Aciéries de moulage	*4 738*	*4 762*	*4 442*	*3 998*	*4 091*	*4 628*
Fonderies de fer	*8 241*	*8 017*	*7 546*	*6 798*	*6 642*	*6 923*
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	*16 100*	*16 322*	*16 068*	*15 824*	*15 541*	*16 231*
Forge, estampage, emboutissage	*6 674*	*6 362*	*6 104*	*5 754*	*5 070*	*5 391*
Tôles revêtues	*2 048*	*2 019*	*1 913*	*1 901*	*1 911*	*2 013*
Biens de consommation durables	**71 184**	**71 941**	**71 386**	**67 775**	**63 684**	**68 920**
Articles hors tôles et divers	*17 572*	*17 678*	*18 265*	*18 226*	*17 377*	*18 335*
Accessoires métall. du bâtiment	*24 714*	*24 118*	*24 572*	*24 074*	*23 012*	*24 696*
Motos, cycles et pièces	*5 531*	*5 516*	*5 495*	*5 535*	*5 221*	*5 623*
Électroménagers, radio, T.V.	*23 367*	*24 629*	*23 054*	*19 940*	*18 074*	*20 266*
Biens d'équipement	**114 470**	**120 267**	**121 121**	**119 191**	**118 678**	**129 497**
Construction métallique	*13 922*	*13 287*	*14 949*	*14 800*	*12 722*	*13 628*
Construction mécanique	*58 509*	*62 915*	*62 657*	*60 752*	*60 753*	*65 450*
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	8 579	8 913	8 983	9 254	9 373	10 040
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	7 118	7 140	7 035	6 682	6 508	7 188
Matériel textile	7 237	6 986	6 956	6 337	6 043	6 490
Constructions mécaniques diverses	8 459	9 133	8 735	8 181	9 100	9 721
Appareils de levage, de pesage et de génie civil	8 851	9 150	9 078	8 673	8 740	9 570
Équipements spécifiques et installations industrielles complètes	11 088	12 144	12 300	12 048	11 205	12 092
Tracteurs et machines agricoles	4 890	7 173	7 083	6 471	6 705	7 300
Appareils de mesure et analogue	2 287	2 276	2 487	3 106	3 079	3 049
Équipement électrique	*42 039*	*44 065*	*43 515*	*43 639*	*45 203*	*50 419*
Matériel de transport	**41 593**	**42 938**	**45 057**	**43 827**	**44 268**	**50 180**
Ferroviaire	*6 006*	*5 920*	*4 972*	*4 271*	*3 598*	*4 051*
Naval	*11 930*	*10 756*	*9 803*	*9 070*	*9 175*	*10 412*
Automobiles et pièces	*23 657*	*26 262*	*30 282*	*30 486*	*31 495*	*35 717*
Divers	**19 339**	**17 435**	**17 335**	**17 725**	**18 404**	**19 312**
Total général	**284 387**	**290 063**	**290 972**	**282 793**	**278 289**	**303 095**
dont : *Ouvriers*	**228 453**	**231 085**	**229 887**	**221 182**	**216 718**	**238 001**
Employés	**55 934**	**58 978**	**61 085**	**61 611**	**61 571**	**65 094**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur				Exportations			
	1966	1967	1968	1969 (a)	1966	1967	1968	1969 (a)
Produits de première transformation	*9 035*	*8 969*	*9 626*	*11 982*	*14 009*	*14 122*	*16 093*	*19 646*
Aciéries de moulage	858	757	959	1 331	895	819	1 145	1 568
Fonderies de fer	1 810	1 726	1 979	2 294	623	491	625	804
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	3 082	2 887	3 117	3 904	7 492	7 783	8 977	10 810
Forge, estampage, emboutissage	2 147	2 372	2 199	2 923	1 435	1 390	1 491	2 163
Tôles revêtues	1 138	1 227	1 372	1 530	3 564	3 639	3 855	4 301
Biens de consommation durables	*19 485*	*19 944*	*21 142*	*24 086*	*10 052*	*9 447*	*11 491*	*15 064*
Articles hors tôles et divers	5 792	6 054	6 354	7 419	1 897	1 727	2 365	2 939
Accessoires métalliques du bâtiment	8 622	9 037	9 684	11 326	1 831	1 752	1 894	2 636
Motos, cycles et pièces	556	626	586	541	235	285	353	429
Appareils électroménagers, radio, télévision	4 515	4 227	4 518	4 800	6 089	5 683	6 879	9 060
Biens d'équipement	*32 730*	*31 829*	*35 119*	*44 502*	*27 959*	*28 092*	*35 560*	*50 706*
Construction métallique	5 932	4 821	5 363	7 528	1 261	1 069	1 266	2 423
Construction mécanique	14 086	13 886	14 998	20 026	19 773	20 070	23 719	33 671
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	3 034	3 233	3 540	4 582	2 898	3 081	3 817	6 094
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	936	862	902	1 411	2 392	2 420	2 773	3 958
Matériel textile	739	596	763	901	2 463	2 115	2 677	3 634
Constructions mécaniques diverses	2 604	2 531	2 846	3 873	793	767	921	1 273
Appareils de levage, de pesage et de génie civil	2 735	2 739	2 642	3 464	1 561	1 428	2 358	4 189
Équipements spécifiques et installations industrielles complètes	2 624	2 543	2 862	4 331	2 818	3 514	3 318	4 749
Tracteurs et machines agricoles	886	766	881	894	6 501	6 015	6 945	8 743
Appareils de mesure et analogue	528	616	562	570	347	730	910	1 031
Équipement électrique	12 712	13 122	14 758	16 948	6 925	6 953	10 575	14 612
Matériel de transport	*19 738*	*19 292*	*20 799*	*20 938*	*24 377*	*26 423*	*38 352*	*47 760*
Ferroviaire	839	1 385	1 563	2 315	893	335	544	782
Naval	4 439	4 090	4 004	2 379	1 597	1 495	6 143	5 105
Automobiles et pièces	14 460	13 817	15 232	16 244	21 887	24 593	31 665	41 873
Divers	*1 794*	*1 225*	*1 885*	*1 865*	*3 477*	*4 577*	*5 973*	*5 955*
Total général...	**82 782**	**81 259**	**88 571**	**103 373**	**79 874**	**82 661**	**107 469**	**139 131**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur				Exportations			
	1966	1967	1968	1969 (a)	1966	1967	1968	1969 (a)
Produits de première transformation	*9 415*	*9 299*	*9 479*	*11 267*	*13 726*	*14 427*	*15 296*	*18 832*
Aciéries de moulage	856	798	870	1 102	1 000	833	936	1 214
Fonderies de fer	1 985	1 865	1 958	2 244	592	544	533	660
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	3 196	2 946	3 043	3 680	7 213	7 823	8 847	10 693
Forge, estampage, emboutissage	2 187	2 354	2 235	2 675	1 433	1 393	1 337	1 949
Tôles revêtues	1 191	1 336	1 373	1 566	3 488	3 834	3 643	4 316
Biens de consommation durables	*19 857*	*20 670*	*21 064*	*23 739*	*10 005*	*10 076*	*10 965*	*13 931*
Articles hors tôles et divers	5 751	6 181	6 288	7 318	1 676	1 694	2 094	2 642
Accessoires métalliques du bâtiment	8 833	9 402	9 621	10 911	1 848	1 776	1 615	2 340
Motos, cycles et pièces	672	769	726	777	331	350	450	540
Appareils électroménagers, radio, télévision	4 601	4 318	4 429	4 733	6 150	6 256	6 806	8 409
Biens d'équipement	*32 040*	*33 191*	*32 520*	*37 149*	*26 195*	*27 213*	*31 542*	*40 570*
Construction métallique	5 402	5 578	4 681	5 664	1 118	1 589	1 139	1 702
Construction mécanique	14 655	14 437	14 566	16 364	18 948	19 138	22 322	27 800
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	2 991	3 349	3 285	3 424	2 692	3 013	3 678	4 865
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	952	897	881	1 170	2 211	2 379	2 702	3 065
Matériel textile	777	634	698	812	2 037	2 283	2 180	2 593
Constructions mécaniques diverses	2 718	2 657	2 849	3 238	735	731	816	1 011
Appareils de levage, de pesage et de génie civil	2 944	2 839	2 927	3 339	1 298	1 533	2 182	3 573
Équipements spécifiques et installations industrielles complètes	2 862	2 681	2 487	2 839	3 020	2 855	3 138	4 489
Tracteurs et machines agricoles	887	743	880	982	6 631	5 636	6 796	7 225
Appareils de mesure et analogue	524	637	559	560	324	708	830	979
Équipement électrique	11 983	13 176	13 273	15 121	6 129	6 486	8 081	11 068
Matériel de transport	*18 986*	*18 122*	*18 917*	*21 503*	*26 776*	*27 991*	*33 691*	*44 575*
Ferroviaire	1 806	1 254	1 532	1 185	606	676	303	545
Naval	2 045	2 450	2 238	3 470	2 115	1 893	1 412	1 668
Automobiles et pièces	15 135	14 418	15 147	16 848	24 055	25 422	31 976	42 362
Divers	*1 314*	*1 503*	*1 562*	*1 493*	*3 636*	*4 580*	*5 432*	*5 539*
Total général...	**81 612**	**82 785**	**83 542**	**95 151**	**80 338**	**84 287**	**96 926**	**123 447**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Articles non mécaniques	**9 507**	**10 923**	**11 326**	**11 403**	**14 334**	**11 737**	**12 240**	**12 252**	**13 374**	**16 278**
Fils métalliques et tréfilés	1 057	1 096	1 024	1 109	1 460	3 956	4 040	4 161	4 527	4 915
Articles en métal, principalement à usage domestique	1 904	2 033	2 034	2 286	2 323	923	1 005	963	925	1 094
Constructions métalliques	775	1 046	855	831	1 132	883	975	1 061	1 120	1 684
Tuyaux et récipients	1 555	1 836	2 927	2 345	2 922	2 941	2 707	2 358	2 628	3 288
Outils	1 673	1 525	1 208	1 449	1 780	675	741	813	1 015	1 208
Autres articles manufacturés	2 543	3 387	3 278	3 383	4 717	2 359	2 772	2 896	3 159	4 089
Machines et appareils électriques	**15 554**	**15 841**	**15 470**	**17 417**	**21 641**	**12 936**	**12 815**	**13 078**	**14 532**	**17 671**
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	852	915	885	1 035	1 439	737	781	841	915	1 251
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	147	181	210	193	215	113	118	131	161	134
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	1 941	1 872	1 614	1 675	2 109	1 708	1 765	1 772	2 061	2 406
Piles et accumulateurs électriques	350	404	395	481	637	215	227	219	348	534
Lampes et tubes d'éclairage	417	490	445	540	616	458	494	539	732	851
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	1 215	1 103	1 109	1 262	1 456	465	399	318	315	526
Equipements électriques pour véhicules	730	941	866	1 085	1 443	59	81	182	359	447
Appareils électro-ménagers	2 308	2 489	2 689	3 276	3 850	350	341	393	492	719
Appareils pour radio et télévision	529	534	599	729	1 096	2 087	1 934	1 898	1 883	2 448
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar	2 190	1 846	1 887	1 936	1 996	3 358	3 438	3 490	3 827	3 957
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	855	851	944	994	1 445	242	286	366	316	472
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	186	262	315	394	452	104	134	180	212	318
Appareillage pour coupure et connexion des circuits électriques	2 282	2 440	2 036	2 214	3 017	1 202	1 398	1 635	1 825	2 482
Autres machines	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	345	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Machines-outils pour le travail de métaux	1 527	1 599	1 350	1 472	1 672	1 091	1 109	1 173	1 229	1 348
Machines et tracteurs agricoles	1 663	2 064	1 744	1 915	2 054	3 897	4 320	3 440	4 305	4 461
Machines de bureau	1 663	2 219	2 724	2 692	3 742	431	374	617	683	1 097
Machines pour la métallurgie	1 055	1 320	680	656	793	625	619	588	660	775
Machines pour l'industrie textile et du cuir ...	2 103	2 161	2 130	2 338	3 039	2 296	2 168	2 364	2 318	2 940
Machines à coudre	393	444	364	395	473	72	95	86	68	93
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	1 419	1 161	1 437	1 474	1 656	263	364	344	458	576
Machines d'excavation et de terrassement....	1 149	1 265	1 690	1 940	2 390	438	534	779	1 573	2 936
Machines pour autres industries	867	943	1 006	1 144	1 366	845	960	728	1 015	1 403
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	1 722	2 062	2 656	3 081	2 689	979	1 054	1 724	1 379	1 840
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses ...	1 958	2 201	2 173	2 435	3 202	1 844	1 907	2 174	2 582	3 491
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	2 170	2 561	2 322	2 342	3 258	1 108	1 169	1 071	1 072	1 632
Autres machines-outils et outils	828	801	873	889	1 332	1 082	1 053	874	1 085	1 425
Articles de robinetterie et autres organes similaires	1 197	1 386	1 429	1 616	1 980	423	437	499	537	694
Roulements de tous genres	608	598	589	633	821	28	29	34	44	78
Autres pièces et accessoires	1 464	1 646	1 504	1 674	2 052	1 214	1 318	1 228	1 317	1 727
Autres machines et appareils non électriques ..	2 865	5 279	5 816	4 370	4 395	1 575	1 613	1 625	1 861	2 472

(suite à la p. 112)

(a) *Composition du tableau pour 1969.* — Fils métalliques... : C.T.C.I. 693 + 694 + 698.51 + 698.52 + 698.53; articles en métal... : C.T.C.I. 696 + 697.11 + 697.12 + 697.21 + 697.22 + 697.23 + 812.3; constructions métalliques : C.T.C.I. 691.1 + 691.2; tuyaux... : C.T.C.I 678 + 692; outils : C.T.C.I. 695; autres... : C.T.C.I. 679 + 697.91 + 697.92 + 697.93 + 698 — 698.51 — 698.52 — 698.53 + 812.1 + 821.02; fils tressés... : C.T.C.I. 723.1; isolateurs... : C.T.C.I. 723.21 + 723.22 + 723.23; génératrices... : C.T.C.I. 722.1; piles... : C.T.C.I. 729.11 + 729.12; lampes et tubes d'éclairage : C.T.C.I. 729.2; lampes, tubes... : C.T.C.I. 729.3;; équipements...: C.T.C.I. 729.41 + 729.42; appareils électro-ménagers : C.T.C.I. 725; appareils pour radio...: C.T.C.I. 724.1 + 724.2; appareils pour télégraphie...: C.T.C.I. 724.91 + 724.92 + 724.99; appareils électriques de mesure... : C.T.C.I. 729.51 + 729.52; appareils d'électricité médicale... : C.T.C.I. 726; appareillage pour... : C.T.C.I. 722.2; autres appareils... : C.T.C.I. 729.6 + 729.7 + 729.91 + 729.92 + 729.93 + 729.94 + 729.95 + 729.96 + 729.98 + 729.99; appareillage de chaufferie : C.T.C.I. 711.1 + 711.2 + 711.31 + 711.32; machines-outils... : C.T.C.I. 715.1; machines et tracteurs agricoles : C.T.C.I. 712; machines de bureau : C.T.C.I. 714; machines pour la métallurgie : C.T.C.I. 715.21 + 715.22 + 715.23; machines pour l'industrie... : C.T.C.I. 717.11 + 717.12 + 717.13 + 717.14 + 717.15 + 717.2; machines à coudre : C.T.C.I. 717.3; machines pour la fabrication... : C.T.C.I. 718.11 + 71812 + 718.21 + 718.22 + 718.29; machines d'excavation... : C.T.C.I. 718.41 + 718.42; machines pour autres industries : C.T.C.I. 718.31 + 718.39 + 718.51 + 718.52; machines et appareils... : C.T.C.I. 719.11 + 719.12 + 719.13 + 719.14 + 719.15 + 719.19; pompes...: C.T.C.I. 719.21 + 719.22 + 719.23; machines, appareils, chariots... : C.T.C.I. 719.31 + 719.32; autres machines-outils et outils : C.T.C.I. 719.51 + 719.52 + 719.53 + 719.54; articles de robinetterie... : C.T.C.I. 719.92; roulements de... : C.T.C.I. 719.7; autres pièces et accessoires : C.T.C.I. 719.91 + 719.93 + 719.94 + 719.99; autres machines... : C.T.C.I. 711.7 + 711.81 + 711.89 + 719.41 + 719.43 + 719.61 + 719.62 + 719.63 + 719.64 + 719.65 + 719.66 + 719.8. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Articles non mécaniques	**236 348**	**290 903**	**365 215**	**321 273**	**391 231**	**759 223**	**783 486**	**737 608**	**816 164**	**903 681**
Fils métalliques et tréfilés	20 702	21 455	22 747	26 498	31 615	334 873	342 883	335 324	367 513	365 786
Articles en métal, principalement à usage domestique	26 104	31 200	30 273	34 606	33 278	21 058	19 906	16 960	17 389	21 048
Constructions métalliques	41 737	57 537	43 404	38 065	54 682	44 384	44 734	56 127	60 913	82 628
Tuyaux et récipients	75 917	100 283	188 088	140 887	164 103	269 098	270 660	213 885	244 638	279 232
Outils	13 576	11 066	8 302	10 294	10 877	2 208	2 369	2 393	2 688	3 085
Autres articles manufacturés	58 312	69 362	72 401	70 923	96 676	87 602	102 934	112 919	123 023	151 902
Machines et appareils électriques	**105 284**	**109 315**	**106 597**	**122 705**	**148 783**	**69 874**	**68 680**	**68 749**	**80 682**	**100 357**
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	13 541	12 922	12 763	14 374	18 669	11 712	11 008	12 094	14 310	16 555
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	2 215	2 390	2 195	2 051	2 150	1 468	1 337	1 429	1 831	2 227
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	15 683	15 212	13 767	14 828	19 187	17 996	18 701	17 791	21 283	25 340
Piles et accumulateurs électriques	8 483	10 355	9 440	11 247	14 292	7 148	6 701	6 408	9 113	12 272
Lampes et tubes d'éclairage	2 148	2 868	2 321	2 681	3 000	2 599	2 673	2 600	2 575	2 846
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	6 349	6 184	5 607	6 131	7 682	262	245	227	308	1 427
Equipements électriques pour véhicules	4 011	5 024	4 664	6 180	7 448	209	341	684	1 460	1 727
Appareils électro-ménagers	26 916	28 984	32 111	39 280	45 576	3 234	3 595	4 407	6 089	9 601
Appareils pour radio et télévision	1 439	1 573	1 981	2 354	3 162	7 957	7 159	6 982	7 095	8 680
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar	6 361	5 980	5 778	6 099	6 294	8 712	8 030	7 799	8 406	9 749
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	1 051	1 103	1 224	1 168	1 427	260	286	335	276	290
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	299	348	398	561	553	150	178	292	372	579
Appareillage pour coupure et connexion des										
	5 250	5 585	5 098	3 396	3 925	3 866	3 766	3 215	3 412	4 578
							10 636	10 772	10 968	12 112

Machines-outils pour le travail de métaux	16 657	19 565
Machines et tracteurs agricoles	32 754	39 640
Machines de bureau	2 989	3 131
Machines pour la métallurgie	36 090	32 935
Machines pour l'industrie textile et du cuir ...	16 334	15 821
Machines à coudre	2 004	2 217
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	9 053	8 135
Machines d'excavation et de terrassement ...	18 155	20 557
Machines pour autres industries	11 647	9 400
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	21 196	28 823
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses ...	16 113	17 399
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	36 687	39 712
Autres machines-outils et outils	5 764	5 354
Articles de robinetterie et autres organes similaires	8 384	9 422
Roulements de tous genres	4 373	4 349
Autres pièces et accessoires	17 479	18 207
Autres machines et appareils non électriques ..	25 014	65 252

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 109.

13 570	13 077	14 425	10 989	10 636	10 772	10 968	12 112
31 920	36 064	37 536	81 169	86 628	65 317	81 150	80 512
3 373	3 893	4 853	1 010	774	967	1 193	1 499
37 607	31 538	55 877	31 197	25 414	30 603	35 959	37 747
16 184	17 127	21 504	27 196	27 002	26 915	27 314	33 223
1 704	1 798	1 997	315	263	228	123	170
10 912	9 245	10 315	3 016	3 548	3 748	4 640	5 174
25 870	30 204	34 971	6 542	8 733	10 381	17 115	29 538
11 251	12 642	13 323	11 287	12 642	9 820	11 859	15 130
39 994	33 048	31 123	10 662	11 209	15 143	15 050	21 418
16 130	18 722	24 810	14 419	14 774	15 798	18 456	25 631
37 412	39 826	49 869	16 041	15 799	15 260	16 728	23 214
5 029	5 440	8 167	10 876	8 652	6 789	8 215	11 944
9 832	10 262	12 345	3 165	3 515	3 581	3 831	4 987
4 200	4 849	6 006	430	694	1 123	1 810	3 468
15 349	17 047	23 536	17 998	17 701	14 022	14 502	16 733
64 822	35 850	39 014	12 567	11 256	11 212	10 545	14 693

(suite à la p. 113)

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques *(suite de la page 109)*

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Matériel de transport	**38 490**	**41 526**	**37 908**	**45 757**	**63 356**	**31 853**	**33 674**	**35 123**	**42 269**	**54 899**
Moteurs non électriques	4 907	5 271	5 281	5 841	7 559	1 668	1 849	2 586	3 664	2 370
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	10 099	9 828	10 772	12 518	16 299	20 494	24 001	24 424	29 399	41 980
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	19 075	22 014	16 281	21 590	32 943	3 421	4 161	3 880	4 642	4 783
Motocycles et bicyclettes avec moteur	186	177	162	213	279	253	251	275	288	319
Vélocipèdes sans moteur	231	240	285	294	324	168	154	184	214	305
Autres véhicules routiers et remorques	554	607	637	772	1 001	266	350	492	448	713
Aéronefs	2 426	2 517	3 170	3 832	4 104	3 542	1 077	1 379	2 410	2 538
Navires et bateaux	523	459	774	377	537	872	1 053	1 175	682	1 063
Matériel roulant pour chemins de fer	489	413	546	320	310	1 169	778	728	522	828
Instruments scientifiques et horlogerie	**3 359**	**3 933**	**3 993**	**4 207**	**4 850**	**922**	**1 124**	**1 012**	**983**	**1 261**
Instruments scientifiques	2 699	3 234	3 264	3 421	3 963	864	1 049	920	903	1 164
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(1 426)	(1 645)	(1 693)	(1 638)	(1 734)	(591)	(713)	(567)	(459)	(581)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(530)	(669)	(732)	(842)	(1 088)	(101)	(124)	(130)	(170)	(237)
instruments d'optique	(366)	(446)	(399)	(420)	(994)	(81)	(111)	(108)	(113)	(157)
Horlogerie	660	699	729	786	887	58	75	92	80	97
Total ...	**92 137**	**102 447**	**99 737**	**110 295**	**141 440**	**76 016**	**79 294**	**81 096**	**93 713**	**119 478**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1969.* — Moteurs non électriques : C.T.C.I. 711.41 + 711.42 + 711.5 + 711.6 — T.D. 8408.50; automobiles... : C.T.C.I. 732.1 + 732.2 + 732.3 + 732.4 + 732.5; parties d'automobiles... : C.T.C.I 732.6 + 732.7 + 732.81 + 732.89; motocycles... : C.T.C.I. 732.91 + 732.92; vélocipèdes... : C.TC.I. 733.11 + 733.12; autres véhicules... : C.T.C.I. 733.31 + 733.32 + 733.33 + 733.4; aéronefs : C.T.C.I. 734; navires et bateaux : C.T.C.I. 735; matériel roulant... : C.T.C.I. 731; instruments scientifiques : C.T.C.I. 861; instruments scientifiques de mesure... : C.T.C.I. 861.91 + 861.92 + 861.93 + 861.94 + 861.95 + 861.96 + 861.97 + 861.98 + 861.99; appareils et matériels... : C.T.C.I. 861.4 + 861.51 + 861.52 + 861.61 + 861.69; instruments d'optique : C.T.C.I. 861.11 + 861.12 + 861.21 + 861.22 + 861.31 + 861.32 + 861.33 + 861.34 + 861.39; horlogerie : C.T.C.I. 864. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques *(suite de la page 111)*

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Matériel de transport	**766 024**	**768 312**	**704 339**	**778 233**	**1 038535**	**531 964**	**525 104**	**535 446**	**590 912**	**748 869**
Moteurs non électriques	51 463	53 100	55 233	49 927	88 633	9 046	7 731	9 756	10 919	9 517
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	176 048	163 824	180 749	197 413	240 695	296 321	336 976	334 641	416 776	574 745
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	378 715	428 574	303 254	406 068	591 054	79 823	93 796	78 795	84 011	81 798
Motocycles et bicyclettes avec moteur	1 765	1 866	1 570	2 100	2 937	2 096	2 260	2 905	2 858	3 222
Vélocipèdes sans moteur	3 086	3 401	4 652	4 905	5 026	3 352	3 075	3 427	4 296	5 381
Autres véhicules routiers et remorques	13 830	15 280	16 801	20 942	26 486	4 162	5 982	7 141	7 509	11 890
Aéronefs	1 543	1 632	1 487	1 755	1 373	1 749	1 121	844	1 029	999
Navires et bateaux	121 630	84 622	123 504	82 767	70 547	93 969	45 087	70 855	42 953	35 087
Matériel roulant pour chemins de fer	17 944	16 013	17 089	12 356	11 784	41 446	29 076	27 082	20 561	26 230
Instruments scientifiques et horlogerie	**6 431**	**6 717**	**6 989**	**7 758**	**9 166**	**2 089**	**2 266**	**2 412**	**3 267**	**3 985**
Instruments scientifiques	5 561	5 858	6 118	6 901	8 201	2 049	2 223	2 370	3 204	3 896
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(2 999)	(2 826)	(2 850)	(2 946)	(3 383)	(1 054)	(1 055)	(1 253)	(1694)	(1 940)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(1 171)	(1 520)	(1 643)	(2025)	(2 696)	(449)	(558)	(547)	(674)	(906)
instruments d'optique	(427)	(423)	(420)	(449)	(492)	(176)	(219)	(216)	(270)	(305)
Horlogerie	870	859	871	857	965	40	43	42	63	89
Total ...	**1 400 036**	**1 520 751**	**1 533 397**	**1 553 997**	**1 981 311**	**1 625 895**	**1 642 542**	**1 589 109**	**1 773 895**	**2 098 663**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 112.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur
(unités)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Véhicules automobiles pour le transport de personnes :										
— pour transport en commun ...	133	61	65	111	108	627	1 513	1 363	2 622	1 714
— autres	137 371	120 624	139 919	161 571	191 115	330 988	316 776	328 822	460 522	632 516
Véhicules automobiles pour le transport de marchandises	12 902	11 310	10 768	12 573	16 665	8 095	31 322	28 373	21 701	35 946
Motocyclettes	2 706	2 434	2 489	4 365	6 895	505	3 065	2 374	2 932	4 941
Bicyclettes à moteur	22 801	23 415	20 650	28 529	34 651	31 289	31 736	47 000	45 511	48 958
Scooters à moteur	3 203	641	387	263	376	142	139	27	29	49
Bicyclettes sans moteur	30 417	41 616	43 077	53 620	48 209	27 750	25 680	29 960	55 966	126 951

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1969.* — Transport en commun : T.D. 8702.03 + 8702.13; autres : 8702.20 + 8702.25 + 8702.30; véhicules automobiles pour le transport de marchandises : T.D. 8702.60 + 8702.73 + 8702.83; motocyclettes : T.D 8709.20; bicyclettes à moteur : T.D. 8709.00; scooters à moteur : T.D. 8709.10; bicyclettes sans moteur : T.D. 8710.00. — Donées correspondantes pour les années antérieurs.

§ 2. — INDUSTRIE CHIMIQUE

L'industrie chimique a connu en 1969 une expansion remarquable. En 1966 et 1967, le taux de croissance de l'activité de cette industrie avait fléchi, n'atteignant que 3 et 4,5 %. En 1968, il a de nouveau augmenté et le volume de la production a progressé de 11 %. En 1969, selon la Fédération belge des industries chimiques son taux d'expansion se serait élevé à 18,6 % par rapport à 1968.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 26,9 % par rapport à 1968, atteignant ainsi 89,1 milliards de francs ; de 1955 à 1969, il a quadruplé.

De nouvelles productions liées aux importants investissements des trois dernières années, sont à l'origine de cette évolution mais des activités moins récentes ont aussi participé à l'expansion.

Un grand nombre d'entreprises, installées surtout dans la région anversoise, ont été à la base de l'accroissement considérable de la capacité de production. Au cours de l'année dernière, y était prévue une extension de la capacité de production du polyéthylène, de l'oxyde d'éthylène, du caprolactam, de l'amidon, de l'isobuthylène, de l'acide adipique, du polyisobuthylène, des isoxynates, et de l'alcool éthylique. Les matières premières nécessaires pour ces divers produits proviennent dans une large mesure du steamcracking du pétrole.

Des extensions dans la région gantoise, en Campine, à Jemeppe-sur-Sambre et à Tertre-Hautrage ont aussi contribué à l'accroissement du chiffre d'affaires du secteur chimique. Dans les prochaines années entreront en activité de nouvelles usines à Feluy et à Seneffe-Manage.

Le total des investissements effectués en 1969 s'est élevé à 11,3 milliards de francs, dont 7,9 milliards pour des activités entièrement nouvelles. Le niveau ainsi atteint est comparable à celui des années 1968 et 1967. La part de l'autofinancement dans le total des capitaux investis n'a plus été que de 54 %, contre 70 % en 1962.

Les exportations de produits chimiques se sont élevées à 52 milliards de francs, soit 24,6 % de plus qu'en 1968 ; en volume, l'augmentation est de 11,2 %. L'expansion a été considérable surtout pour les produits de la chimie inorganique (+ 75,8 % en tonnage et 53,7 % en valeur), les éléments chimiques, comme les acides inorganiques, les oxydes et les sels hallogènes (+ 36 % en tonnage et + 30,8 % en valeur), les produits pharmaceutiques (respectivement + 32,9 % et + 41,3 %) et les matières plastiques artificielles, la cellulose régénérée et les résines artificielles (respectivement + 62,9 % et + 43,1 %). Par contre les exportations d'engrais artificiels et naturels ont fléchi, aussi bien en valeur qu'en tonnage.

De la valeur totale des exportations, 61 % sont allés vers les autres pays de la C.E.E., contre seulement 36,9 % en 1961.

Les importations ont augmenté de 21,1 % en valeur et de 13 % en quantité. En tonnage, ont surtout progressé les achats à l'étranger de produits chimiques organiques (+ 26,3 %), d'éléments comme les acides inorganiques, les oxydes et les sels hallogènes (+ 2,4 %), d'autres éléments chimiques et de leurs composés

(+ 69,3 %), de produits pharmaceutiques (+ 5,6 %), de savons et produits d'entretien (+ 23 %) et d'objets en matières plastiques artificielles. Ont diminué, toujours en quantité, les importations d'engrais artificiels, de goudron minéral, d'allumettes et d'explosifs.

La consommation intérieure, apparente de produits chimiques s'est élevée à 78,2 milliards de francs en Belgique, d'après les évaluations de la Fédération des Industries chimiques, contre 62,7 milliards en 1968 et 45,6 milliards en 1965.

L'emploi a augmenté dans l'industrie chimique de 7 % en 1969, contre 3 % en moyenne pour la période 1960-1968. On trouve le plus grand nombre de travailleurs de ce secteur dans la province du Brabant (22 045), suivie par celle d'Anvers (20 808), la Flandre orientale (12 276), le Hainaut (9 214), Liège (4 625), le Limbourg (4 428), la Flandre occidentale (2 341), Namur (981) et le Luxembourg (86), ceci pour les entreprises affiliées à la Fédération qui, en 1968, représentaient 98 % de l'activité chimique. Le montant des investissements par emploi augmente toujours dans l'industrie chimique : 1,4 million en 1969, contre 1 million en 1966.

Les dépenses de recherches technologiques ont atteint 2 743 millions de francs, soit 3 % du chiffre d'affaires en 1969. La part du secteur public dans ces dépenses s'est élevée à 5,4 % en 1969, contre 5,1 % en 1968. Dans les autres pays de la C.E.E., la quote-part du secteur public dans les dépenses de recherches de l'industrie chimique a été de 18 % en 1968.

★
★ ★

Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique

DÉSIGNATION (a)	Valeur (en millions de francs)					Quantité (en tonnes)				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Sel	275	315	358	437	476	793 264	846 659	943 616	1 139 712	1 165 223
Soufre brut	391	441	475	657	595	274 393	219 030	224 113	288 424	303 507
Pyrites de fer	188	199	210	278	299	421 889	408 892	403 273	505 087	519 316
Phosphates bruts	922	883	993	1 179	1 186	1 286 315	1 199 514	1 469 463	1 805 151	1 840 330
Caoutchouc	1 112	1 125	1 053	1 257	1 550	54 542	55 708	58 204	78 420	89 691

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1969 :* Sel : C.T.C.I. 276.3; soufre brut : C.T.C.I. 274.1; pyrites de fer : C.T.C.T. 274.2 + 281.4; phosphates bruts : C.T.C.I. 271,3; caoutchouc : C.T.C.I. 23. — Données correspondantes pour les années antérieures

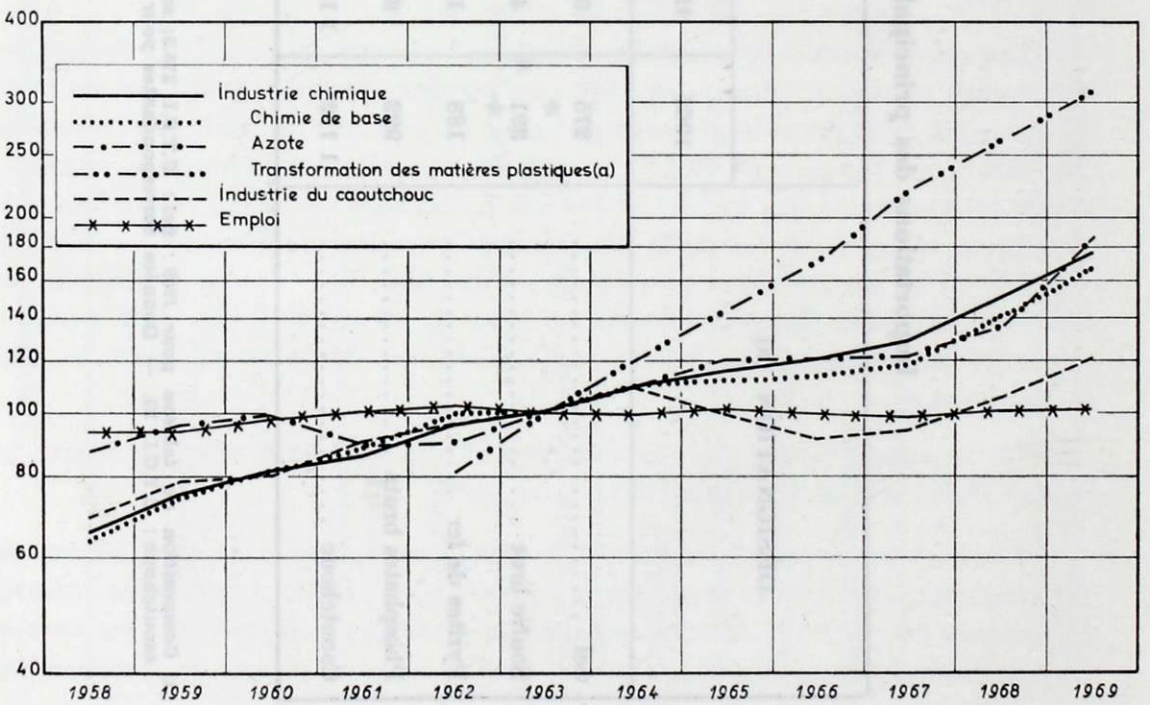
Production de quelques secteurs de l'industrie chimique
(en milliers de tonnes)

PÉRIODE	Industrie de l'azote		Acide sulfurique et oléum (c)	Goudron brut	Caoutchouc (d)
	Azote primaire (a)	Engrais composés (b)			
1962 Moyenne mensuelle	**23,4**	**39,6**	**102,7**	**23,1**	**4,3**
1963 Moyenne mensuelle	**26,2**	**51,1**	**104,1**	**23,0**	**4,5**
1964 Moyenne mensuelle	**29,8**	**55,7**	**112,3**	**23,6**	**4,9**
1965 Moyenne mensuelle	**33,2**	**59,7**	**124,0**	**23,5**	**4,5**
1966 Moyenne mensuelle	**33,6**	**62,4**	**113,5**	**21,3**	**4,3**
1967 Moyenne mensuelle	**34,3**	**81,5**	**123,7**	**21,2**	**4,2**
1968 Moyenne mensuelle	**37,9**	**119,6**	**145,5**	**21,9**	**4,8**
1969 Moyenne mensuelle	**49,5**	**130,9**	**153,1**	**20,5**	**5,5**
1969 Janvier	53,3	135,8	156,3	19,5	5,6
Février	40,7	127,5	147,5	18,0	5,5
Mars	56,4	131,3	152,6	21,8	6,2
Avril	44,8	131,2	154,0	21,0	5,8
Mai	59,7	148,0	160,6	21,7	5,2
Juin	45,4	110,9	148,4	21,1	6,1
Juillet	53,2	113,7	156,2	20,9	4,1
Août	39,1	130,9	158,6	20,0	3,8
Septembre	51,4	137,7	138,9	21,3	6,5
Octobre	53,6	141,0	145,4	22,3	6,4
Novembre	45,7	129,5	154,8	16,8	5,5
Décembre	50,6	133,9	163,6	22,0	6,1

(a) En 1.000 t N.
(b) En 1.000 t marchandises.
(c) Ramenés à 100 % monohydratés.
(d) Non compris la production de chaussures, mais y compris la production de pneumatiques pour vélos.

Sources : Institut National de Statistique.
Distigoudron.

Industrie chimique et industrie du caoutchouc
Production et emploi
(1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données sont disponibles à partir de 1962.

Commerce extérieur de produits chimiques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Produits chimiques organiques	3 418	3 773	4 646	5 964	6 968	2 001	2 512	2 755	5 246	8 064
Eléments chimiques ; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	1 109	1 175	1 410	1 939	2 437	989	1 246	1 414	2 091	2 734
Autres éléments chimiques et composés	1 086	935	921	1 122	1 489	1 437	1 307	1 450	1 989	2 139
Produits pharmaceutiques	3 220	3 311	3 968	4 612	5 878	1 511	1 636	1 976	2 315	3 272
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas)	2 622	2 478	2 681	2 596	2 396	6 957	6 035	6 800	7 984	7 873
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel	115	131	95	119	120	25	32	24	32	26
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	107	113	127	157	144	254	241	244	248	228
Savons et produits d'entretien	499	579	687	859	1 058	806	940	1 218	1 280	1 545
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	653	739	830	954	1 078	236	262	323	384	566
Produits pour teinture, tannage et colorants	1 852	2 043	2 090	2 257	2 643	1 067	1 145	1 138	1 290	1 648
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	4 428	5 177	5 414	6 108	7 401	2 715	3 649	4 309	6 416	9 182
Articles en matières plastiques artificielles	1 339	1 586	1 687	2 021	2 748	1 169	1 561	1 711	1 929	2 333
Produits photographiques et cinématographiques	596	594	720	1 014	1 200	4 313	4 468	4 933	5 320	5 967
Allumettes	6	6	6	8	4	156	149	149	171	175
Explosifs	172	147	165	158	186	260	299	252	237	294
Articles en caoutchouc	2 597	3 005	2 900	3 148	4 211	1 733	1 945	2 104	2 554	3 124
Produits chimiques divers	2 433	2 901	2 917	3 741	4 560	1 467	1 843	1 955	2 312	2 911

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1969.* — Produits chimiques... : C.T.C.I. 512; éléments chimiques... : C.T.C.I. 513; autres éléments... : C.T.C.I 514 + 515; produits pharmaceutiques : C.T.C.I. 54; engrais manufacturés : C.T.C.I. 56; engrais naturels... : C.T.C.I. 271.1 + 271.2 + 271.4; goudron... : C.T.C.I. 52; savons... : C.T.C.I. 554; huiles essentielles... : C.T.C.I. 551 + 553; produ ts pour... : C.T.C.I. 53; matières plastiques... : C.T.C.I. 581; articles... : C.T.C.I. 893 + T.D. 4202.00 + 4202.15 + 4202.20 produits photographiques... : C.T.C.I. 862; allumettes : C.T.C.I. 899.32; explosifs : C.T.C.I. 571; articles en caoutchouc : C.T.C.I. 62 + 841.6; produits chimiques divers : C.T.C.I. 599. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de produits chimiques

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Produits chimiques organiques.	225 407	274 229	362 063	527 548	666 384	242 318	291 021	265 641	469 978	826 129
Eléments chimiques ; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	206 490	213 925	258 856	501 134	783 717	215 331	262 030	310 781	568 939	773 478
Autres éléments chimiques et composés	163 874	137 789	140 864	158 688	217 929	434 776	295 084	370 665	526 471	549 426
Produits pharmaceutiques ...	5 013	5 528	6 050	7 201	8 324	3 074	3 239	3 549	3 690	4 903
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas) ...	1 562 409	1 497 092	1 629 261	1 663 909	1 560 467	4 138 393	3 715 843	4 146 438	4 656 849	4 560 570
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel ..	151 424	137 763	96 694	105 391	109 980	9 704	12 500	10 723	13 057	8 755
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	65 057	72 536	81 214	114 078	105 111	133 647	129 394	123 376	116 830	118 685
Savons et produits d'entretien.	22 728	25 776	32 321	36 655	45 097	58 556	70 376	83 475	69 999	81 368
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	5 293	5 818	6 741	8 191	9 273	3 976	3 622	4 747	6 622	7 726
Produits pour teinture, tannage et colorants	44 335	50 775	51 185	52 642	60 460	52 198	50 490	39 608	43 067	51 422
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	182 588	223 363	248 379	292 577	346 604	68 251	89 946	130 837	231 482	376 974
Articles en matières plastiques artificielles	13 758	16 243	30 784	24 071	33 740	14 260	18 143	26 752	27 538	34 484
Produits photographiques et cinématographiques	4 489	4 281	4 916	7 722	9 077	20 016	20 579	23 577	23 301	25 789
Allumettes	336	289	270	325	67	5 129	4 662	4 524	5 075	5 045
Explosifs	1 743	1 648	1 744	3 202	1 661	5 385	5 019	3 784	3 885	4 496
Articles en caoutchouc	44 376	51 862	51 231	54 939	69 668	38 186	42 742	41 880	51 241	64 224
Produits chimiques divers ...	163 866	210 282	207 194	246 480	273 650	85 842	91 776	97 656	131 720	234 822

(a) *Composition du tableau* : voir note (a) page 119.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 3. — INDUSTRIE TEXTILE

La consommation mondiale des principales fibres textiles a progressé de 7 % en moyenne, par an, au cours des deux dernières décennies. Pour le coton l'expansion n'a toutefois été que de 1,5 % en moyenne, contre 13,5 % pour les fibres chimiques. En 1969, la consommation mondiale de fibres textiles a été évaluée à 21,2 millions de tonnes, soit 760 000 t de plus qu'en 1968 ; 90 % de cette augmentation ont concerné les fibres chimiques.

En Belgique, la reprise conjoncturelle, commencée fin 1968, s'est poursuivie en 1969. Elle a été soutenue surtout par la demande extérieure et, à partir du deuxième semestre, aussi par la demande intérieure.

La production globale a augmenté d'environ 11 %. L'évolution a cependant été différente selon les branches d'activité.

Dans le secteur de la préparation de la laine, le tonnage des laines lavées et carbonisées a progressé de 1,7 % et celui des laines peignées de 6,7 %.

L'activité des filatures a crû par rapport à 1968 pour le coton (+ 4,4 %), la laine cardée (+ 10,6 %), la laine peignée (+ 12,6 %) et les fibres dures (+ 4,7 %). Elle a diminué en ce qui concerne le lin (— 2,5 %), le jute (— 1,1 %) et les fibres et fils artificiels (— 6,7 %).

Le production a augmenté dans tous les secteurs des tissages, sauf le jute (— 1,4 %). Il faut retenir spécialement le progrès du tonnage des fibres synthétiques qui est passé de 14 262 t, en 1967, à 25 791 t, en 1968, et 36 557 t en 1969 (+ 41,7 %).

Dans l'ensemble, il y a eu, dans les filatures de coton, une réduction sensible des stocks de produits finis, un redressement des prix, un accroissement des ordres et une augmentation de la production. Le manque de main-d'oeuvre a empêché de travailler à pleine capacité.

Les tissages de coton ont marqué à peu près la même tendance, mais ici les prix de vente n'ont pas toujours pu suivre les prix de revient. La rentabilité demeure modérée. La concurrence des fibres synthétiques et de la bonneterie n'est pas négligeable.

L'activité a été intense dans l'industrie lainière. Le chômage a été progressivement résorbé. La concurrence des fibres synthétiques et la surproduction ont pesé sur les prix de la laine en 1969. En Australie, les prix sont tombés au niveau le plus bas depuis 10 ans.

Dans l'industrie du tapis, on a enregistré un recul de la production des articles de coton et de jute et une augmentation de 10,1 % de ceux de laine.

Fin 1969, on a caressé l'espoir que les droits de douane élevés, appliqués depuis 1962 aux Etats-Unis seraient réduit à 21 %. Entretemps, il est apparu, que l'abaissement des taux de 40 à 21 % ne concernait que les tapis à motifs orientaux, qui, avant l'instauration des droits, ne constituaient que 3 % des exportations aux Etats-Unis. En 1961 les ventes de tapis de laine se sont élevées à 650 millions de francs. En 1962, après l'instauration des mesures, elles ont

fléchi à 103 millions de francs. L'apparition de la C.E.E. a cependant donné la possibilité de compenser la perte subie par des ventes accrues aux pays voisins.

Les importations de matières textiles ont augmenté de 7,5 % en valeur et fléchi de 7,9 % en tonnage ; les exportations ont augmenté de 15,2 % en valeur et de 9,2 % en tonnage. Les importations de produits textiles ont augmenté davantage : 27,6 % en valeur et 24,1 % en quantité. Les exportations se sont accrues respectivement de 20 % et de 13 % par rapport à 1968.

Estimées en valeur, les données du commerce extérieur des matières textiles révèlent que le principal poste que constitue la laine a augmenté à l'importation, sans rattraper le niveau d'avant 1967, alors qu'à l'exportation il s'est accru suivant un rythme plus rapide qui lui redonne la même importance qu'en 1967. Toutefois la balance reste déficitaire.

Une autre catégorie de matières, qui se place au second rang, c'est-à-dire les fibres synthétiques et artificielles ont marqué une augmentation de 30 % à l'importation et de 50 % à l'exportation, toujours moins importante, en chiffre absolu que la première. Mais, dans ce cas il s'agit de progrès quasi continus depuis 1964 à l'entrée et à la sortie du pays.

Les produits textiles autres que les filés et les tissus ont, en valeur, tellement progressé qu'en 1969, à l'importation, comme à l'exportation, ils représentent la moitié du total des produits textiles. Comme en 1968, le solde de ce commerce est très favorable à la Belgique : ventes de 80 % supérieures aux achats (100 % en 1968).

Les tissus ont continué à progresser suivant le même taux à l'importation et à l'exportation alors que les filés progressent plus dans le premier cas que dans le second et notamment le poste le plus important des filés en fibres synthétiques.

★

★ ★

Production textile

Filatures, tissages, préparation de la laine

(en tonnes)

DESIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Préparation de la laine :							
Lavage et carbonisage de la laine	26 677	23 245	21 155	20 072	20 488	21 236	21 561
Peignage de laine	31 898	31 120	32 772	32 088	27 013	29 538	31 530
Filatures :							
Coton	110 179	110 807	102 175	98 113	87 576	92 089	96 126
dont : coton fin et filés mixtes	(82 652)	(83 730)	(74 635)	(70 048)	(61 355)	(64 202)	(65 942)
fibres de rayonne	(15 579)	(15 490)	(16 976)	(18 233)	(16 829)	(19 560)	(20 829)
Laine cardée	21 496	23 207	21 700	22 207	18 484	21 551	23 840
Laine peignée	42 914	39 096	42 895	47 457	42 534	51 065	57 487
Lin	13 905	13 997	14 683	14 588	12 929	12 858	12 534
Jute	81 759	83 767	81 238	85 739	82 593	84 596	83 631
Fibres dures	45 131	50 414	48 980	57 062	43 539	49 222	51 532
dont : fils simples	(33 933)	(38 760)	(38 809)	(44 857)	(35 053)	(41 757)	(44 149)
ficellerie et cordages	(11 198)	(11 654)	(10 172)	(12 205)	(8 487)	(7 465)	(7 383)
Fils et fibres artificiels	36 084	38 009	36 590	39 867	39 373	43 511	40 604
dont : fils viscose	(11 361)	(11 688)	(11 593)	(11 664)	(11 190)	(9 466)	(7 710)
fils acétate	(1 962)	(2 033)	(2 002)	(5 580)	(6 959)	(7 666)	(7 787)
fibres	(22 761)	(24 288)	(22 995)	(22 623)	(21 224)	(26 379)	(25 108)
Tissages :							
Coton (a)	82 312	85 876	75 400	73 976	68 369	68 677	70 781
Lin	8 556	7 580	7 902	8 756	7 291	8 245	8 687
Laine (a)	36 311	38 936	38 284	40 813	36 082	35 041	37 631
Rayonne et fibres de rayonne (a)	16 065	17 677	16 877	21 105	20 939	23 166	26 476
Fibres synthétiques (a)	3 525	4 386	4 770	10 150	14 262	25 791	36 557
Jute (a)	34 426	34 521	35 699	37 525	35 804	36 100	35 595
Tapis :							
Coton	11 251	10 835	8 036	7 424	6 975	7 467	7 037
Laine	19 106	21 332	22 493	26 774	24 741	23 924	26 345
Jute	6 773	8 552	8 337	8 959	8 585	7 403	6 702
Couvertures (coton et laine) (b)	5 190	5 396	4 790	5 184	5 335	5 635	6 234
Tissus, velours et peluches d'ameublement	22 628	23 979	21 418	20 372	19 495	20 199	21 218
dont : coton	(17 959)	(18 202)	(16 373)	(15 242)	(14 225)	(14 445)	(14 835)

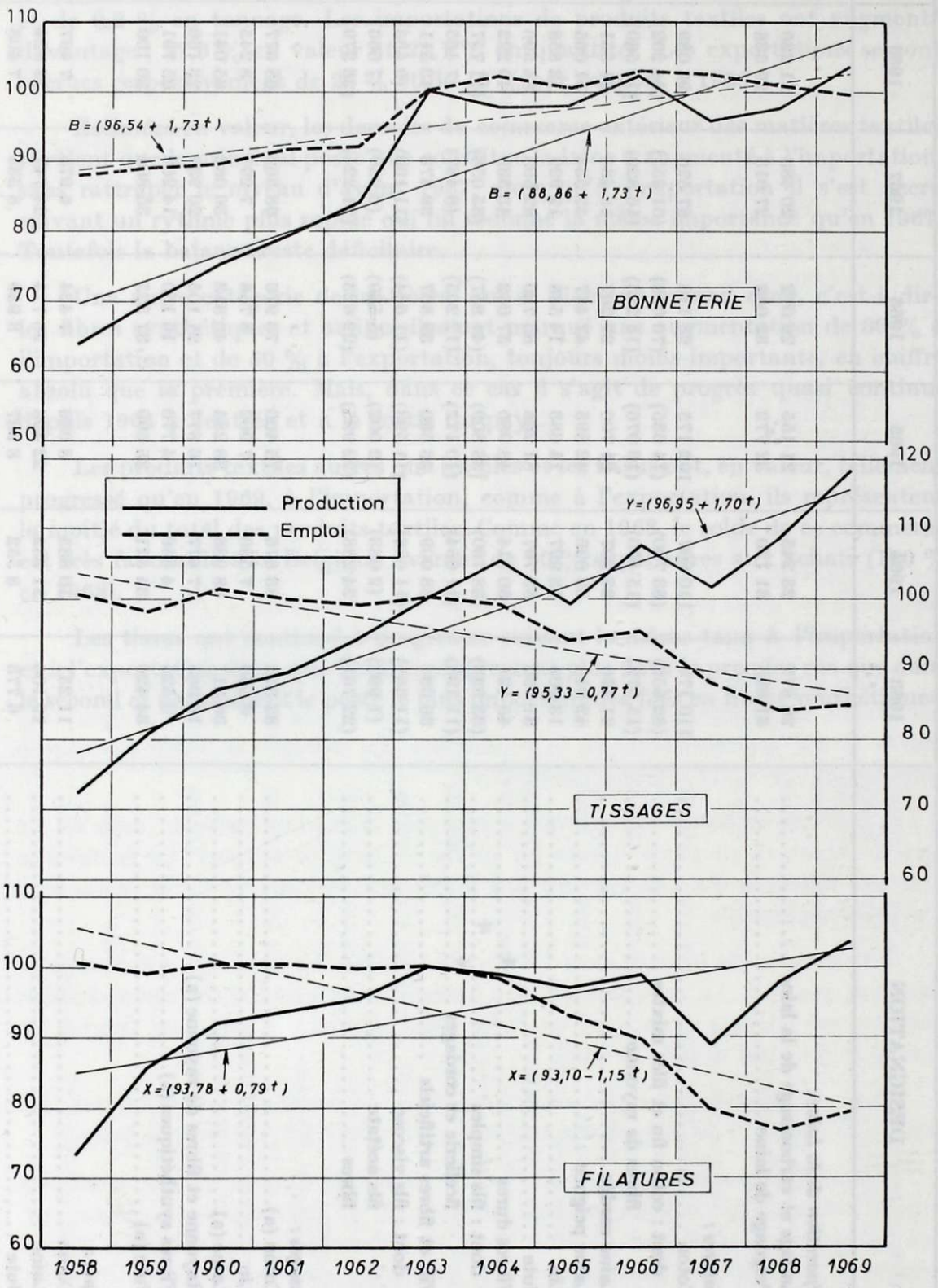
(a) Y compris tapis et couvertures.
(b) A partir de 1966, y compris les couvertures en fibres de rayonne et fibres synthétiques.

Source : Institut National de Statistique.

Industrie textile

Production et emploi

(1963 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Stocks de tissus

Situation au 31 décembre

(en tonnes)

NATURE DES TISSUS	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Coton	12 087	14 609	14 657	14 673	15 526	13 461	10 970
Lin	1 431	1 356	1 501	1 597	1 598	1 430	1 421
Laine	5 683	6 280	6 264	7 353	6 797	5 725	6 246
Rayonne et fibres de rayonne	2 506	3 484	3 260	4 982	3 059	3 160	3 500
Fibres synthétiques	612	830	848	2 027	3 210	4 910	6 896
Jute	2 814	2 715	2 633	2 619	3 131	3 155	3 273
Tapis de fibres dures	849	991	963	1 269	1 125	914	805

Source : Institut National de Statistique.

Production d'articles de bonneterie

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Tissus à mailles (en tonnes) :							
Sous-vêtements	6 165	6 331	5 968	6 194	5 623	5 996	5 982
Vêtements de dessus et autres	3 963	3 579	3 673	4 099	4 569	5 325	6 669
Articles finis :							
Sous-vêtements (1.000 douz.)	3 470	3 473	3 321	3 327	3 357	3 452	3 756
Bas pour dames en fils synthétiques (1.000 douz. de paires)	2 728	2 799	2 811	3 085	3 097	2 942	1 618
Chaussettes, bas 3/4, socquettes (1.000 douz. de paires)	1 826	1 821	1 773	2 029	2 239	2 340	2 323
Articles de vêtements de dessus (1.000 pièces)	23 249	22 248	23 255	24 285	21 343	21 197	22 304

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des matières textiles

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Laine et poils d'origine animale	8 533	8 790	6 972	6 955	7 588	4 670	4 585	4 036	3 776	4 003
Laine en suint ou lavée de dos	4 812	4 587	3 607	3 452	4 104	288	301	163	144	160
Laine lavée	445	396	321	335	325	1 220	1 148	1 095	963	1 054
Poils d'autres animaux	486	491	260	249	234	572	595	465	461	428
Laine et poils cardés ou peignés	2 370	2 834	2 358	2 528	2 570	1 648	1 571	1 390	1 376	1 574
Laine d'effilochage, déchets	420	482	426	391	355	942	970	923	832	787
Coton	2 536	2 509	1 928	2 427	2 293	192	218	203	148	149
Jute	1 240	1 257	1 402	1 385	1 087	309	275	228	190	165
Lin	1 312	1 028	906	973	815	2 208	1 804	1 575	1 544	1 674
Lin brut	695	502	420	376	273	—	—	—	1	2
Lin teillé et épeigné	356	296	276	334	252	1 830	1 389	1 192	1 132	1 170
Etoupes et déchets	261	230	210	263	290	378	415	383	411	502
Soie et autres fibres d'origine végétale	513	513	342	360	357	61	41	24	15	24
Fibres synthétiques et artificielles	2 058	2 408	1 981	2 778	3 838	1 034	1 170	1 003	1 598	2 352
Fibres synthétiques et déchets	1 725	2 101	1 759	2 453	3 368	869	963	814	1 185	1 859
Fibres artificielles et déchets	333	307	222	325	470	165	207	189	413	493
Friperie, drilles, chiffons	219	204	162	151	185	410	448	393	379	444
Total matières textiles	16 411	16 709	13 693	15 029	16 163	8 884	8 541	7 462	7 650	8 811

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1969.* — Laine et poils... : C.T.C.I. 262; laine en suint... : C.T.C.I. 262.1; laine lavée : C.T.C.I. 262.2; poils... : C.T.C.I. 262.3 + 262.51 + 262.59; laine et poils... : C.T.C.I. 262.7 + 262.8; laine d'effilochage... : C.T.C.I. 262.6 + 262.9; coton : C.T.C.I. 263; jute : C.T.C.I. 264; lin : C.T.C.I. 265.11 + 265.12 + 265.13; lin brut : C.T.C.I. 265.11; lin teillé... : C.T.C.I 265.12; étoupes... : C.T.C.I. 265.13; soie et autres... : C.T.C.I. 261 + 265.2 + 265.3 + 265.4 + 265.5 + 265.8;; fibres synthétiques et artificielles : C.T.C.I. 266; fibres synthétiques... : C.T.C.I. 266.21 + 266.22 + 266.23 + 266.4 — T.D. 5603.30 — 5603.50 — 5603.70 — 5603.90; fibres artificielles... : C.T.C.I. 266.31 + 266.32 + 266.33 + T.D. 5603.30 + 5603.50 + 5603.70 + 560390; friperie... : C.T.C.I. 267. Données correspon-

Commerce extérieur des matières textiles

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Laine et poils d'origine animale	**139 486**	**137 286**	**121 908**	**135 872**	**138 789**	**54 696**	**52 741**	**47 160**	**48 665**	**50 568**
Laine en suint ou lavée de dos	95 230	87 198	77 366	86 501	91 154	4 284	4 267	2 581	2 888	3 213
Laine lavée	6 302	5 532	5 190	6 471	5 581	15 453	13 160	12 543	12 821	13 489
Poils d'autres animaux	5 860	7 129	4 322	4 852	4 421	4 391	5 470	4 377	4 626	4 724
Laine et poils cardés ou peignés	20 325	24 101	21 521	26 353	26 180	12 946	11 557	10 706	11 949	13 063
Laine d'effilochage, déchets	11 769	13 326	13 509	11 695	11 453	17 622	18 287	16 953	16 381	16 079
Coton	**95 246**	**97 686**	**76 120**	**89 564**	**87 716**	**14 791**	**16 558**	**16 707**	**14 116**	**15 055**
Jute	**96 786**	**99 502**	**107 312**	**130 899**	**83 254**	**28 366**	**25 386**	**22 824**	**20 658**	**18 500**
Lin	**272 592**	**212 687**	**189 328**	**169 988**	**138 837**	**100 869**	**92 573**	**90 053**	**90 239**	**92 464**
Lin brut	221 708	164 103	137 457	110 825	86 849	19	6	—	25	348
Lin teillé et épeigné	16 622	13 380	13 467	17 276	12 713	61 793	47 475	43 119	44 573	43 090
Etoupes et déchets	34 262	35 204	38 404	41 887	39 275	39 057	45 092	46 934	45 641	49 026
Soie et autres fibres d'origine végétale	**44 030**	**47 633**	**35 611**	**43 463**	**42 701**	**5 085**	**3 752**	**2 471**	**1 654**	**2 324**
Fibres synthétiques et artificielles	**28 732**	**33 335**	**31 045**	**52 454**	**75 165**	**14 535**	**17 135**	**18 355**	**34 274**	**48 829**
Fibres synthétiques et déchets	17 191	22 888	23 060	39 970	56 312	8 297	11 382	12 774	19 950	33 589
Fibres artificielles et déchets	11 541	10 447	7 985	12 484	18 853	6 238	5 753	5 581	14 324	15 240
Friperie, drilles, chiffons	**35 250**	**33 626**	**29 221**	**27 478**	**31 666**	**34 315**	**33 756**	**31 477**	**33 701**	**37 881**
Total matières textiles	**712 122**	**661 755**	**590 545**	**649 718**	**598 128**	**252 657**	**243 901**	**229 047**	**243 307**	**265 621**

(a) *Composition du tableau* : voir note (a) page 126.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits textiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Filés	**4 476**	**5 664**	**5 107**	**6 773**	**8 924**	**9 382**	**10 592**	**9 788**	**10 927**	**12 233**
— en laine et poils	1 077	1 131	780	773	890	4 854	5 081	4 301	4 404	4 851
— en coton	712	946	900	1 053	1 286	1 278	925	751	859	906
— en lin	162	142	122	132	172	355	323	278	225	284
— en soie	41	41	37	41	42	24	23	22	26	23
— en jute	8	37	43	46	113	596	624	659	614	646
— en fibres synthétiques	1 717	2 393	2 360	3 651	5 120	1 523	2 711	2 565	3 556	4 264
— en fibres artificielles	717	921	805	1 018	1 243	728	868	1 187	1 221	1 242
— en autres fils n. d. a.	42	53	60	59	58	24	37	25	22	17
Tissus du type standard	**5 789**	**6 045**	**5 362**	**5 976**	**7 136**	**10 784**	**11 881**	**10 347**	**11 468**	**13 890**
— en laine et poils	1 406	1 581	1 330	1 341	1 380	1 941	2 051	1 459	1 359	1 241
— en coton	1 489	1 459	1 396	1 640	2 072	3 315	3 274	2 576	2 588	2 606
dont : écrus non mercerisés	(375)	(341)	(208)	(171)	(212)	(376)	(416)	(325)	(399)	(577)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(1 114)	(1 118)	(1 188)	(1 469)	(1 860)	(2 939)	(2 858)	(2 251)	(2 189)	(2 029)
— en lin, chanvre et ramie	23	25	23	33	53	614	643	505	592	652
— en soie	129	122	112	120	123	11	9	6	5	17
— en jute	150	208	280	418	519	422	518	542	594	774
— en fibres synthétiques	1 291	1 475	1 087	1 282	1 840	1 667	2 227	2 087	2 922	4 438
— en fibres artificielles	1 264	1 137	1 106	1 110	1 110	2 645	2 987	3 005	3 268	3 899
— autres tissus n. d. a.	37	38	28	32	39	169	172	167	140	263
Autres produits textiles	**8 341**	**10 135**	**9 941**	**11 856**	**15 325**	**16 448**	**19 097**	**18 591**	**22 215**	**27 388**
Etoffes de bonneterie, non élastique, ni caoutchoutée, en pièces	845	1 031	889	1 102	1 370	591	781	903	1 072	1 382
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie	781	1 044	1 100	1 374	2 044	1 425	1 861	1 834	2 574	3 691

Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie	1 895	2 333	2 543	3 144	4 254	2 882	3 368	2 913	3 030	3 485
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	103	107	92	130	121	185	185	159	146	164
Couverture et couvre-pieds	99	90	68	63	78	342	295	270	303	328
— de laine	(22)	(23)	(20)	(17)	(20)	(173)	(156)	(134)	(134)	(146)
— de coton	(4)	(6)	(7)	(6)	(5)	(38)	(29)	(29)	(24)	(36)
— d'autres	(73)	(61)	(41)	(40)	(53)	(131)	(110)	(107)	(145)	(146)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries	495	562	508	669	889	5 045	5 449	5 777	6 951	8 227
dont : tapis en laine ou poils fins	(280)	(299)	(265)	(311)	(414)	(3 237)	(3 476)	(3 364)	(3 597)	(3 937)
tapis en autres matières textiles	(54)	(35)	(28)	(26)	(23)	(1 109)	(1 084)	(993)	(942)	(890)
autres	(161)	(228)	(215)	(332)	(452)	(699)	(889)	(1 420)	(2 412)	(3 400)
Linoleum et couvre-parquets similaires	343	345	386	351	371	395	295	301	334	336
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	98	118	121	145	186	825	997	913	946	1 205
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	488	492	403	459	505	220	263	252	292	353
Articles en corde et ficelle	57	70	66	75	88	545	577	456	546	572
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	329	294	237	200	222	483	492	403	505	523
Ouates, mêches et articles en textile pour usages techniques	279	286	287	327	347	286	296	315	366	451
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	580	857	819	974	1 225	195	242	367	857	1 330
Autres articles en textile	267	399	454	551	679	480	698	697	1 045	1 236
Total produits textiles	18 606	21 844	20 410	24 605	31 385	36 614	41 570	38 726	44 610	53 511

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1969.* — Filés : C.T.C.I. 651 — 651.8; en laine... : C.T.C.I. 651.21 + 651.22 + 651.23 + 651.24 + 651.25; en coton : C.T.C.I. 651.3 + 651.41 + 651.42; en lin : C.T.C.I. 651.51 + 651.52 + 651.53; en soie : C.T.C.I. 651.11 + 651.12 + 651.13 + 651.14 + 651.15; en jute : C.T.C.I. 651.92; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 651.61 + 651.62 +651.63 + 651.64 + 651.65; en fibres artificielles : C.T.C.I. 651.71 + 651.72 +651.73 + 651.74 + 651.75; en autres... : C.T.C.I. 651.91 + 651.93 + 651.94; tissus du type standard : C.T.C.I. 652 + 653 — 653.7 — 653.8; en laine : 653.21 + 653.22, en coton : C.T.C.I. 652; écrus... : C.T.C.I. 652.11 + 652.12 + 652.13; mercerisés... : C.T.C.I. 652.21 + 652.22 + 652.23 + 652.29; en lin... : C.T.C.I. 653.31 + 653.32, en soie : C.T.C.I. 653.11 + 653.12 + 653.13; en jute : C.T.C.I 653.4; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 653.51 + 653.52 + 653.53; en fibres articielles : C.T.C.I. 653.61 + 653.62 + 653.63; autres... : C.T.C.I. 653.91 + 653.92 + 653.93 + 653.94 + 653.95 + 653.96; étoffes... : C.T.C.I. 653.7; vêtements de dessus pour hommes.. : C.T.C.I 841.11; vêtements de dessus pour femmes... : C.T.C.I. 841.12; linge de corps : C.T.C.I. 841.13 + 841.14; accessoires... : C.T.C.I. 841.21 + 841.22 + 841.23 + 841.24 + 841.25 + 841.26 + 841.29; vêtements et accessoires... : C.T.C.I. 841.41 + 841.42 + 841.43 + 841.44 + 841.45; cloches... : C.T.C.I. 655.71 + 655.72 + 841.51 + 841.53 + 841.54 + 841.59; couvertures... : C.T.C.I. 656.6; de laine : C.T.C.I. 656.61; de coton : C.T.C.I. 656.62; autres : C.T.C.I. 656.69; couvre-parquets. : C.T.C.I 657.51 + 657.52 + 657.6 + 657.7 + 657.8 ; tapis en laine... : C.T.C.I. 657.51 + T.D. 5802.05 +5802.08 +5802.10; tapis en autres... : C.T.C.I. 657.52 + T.D. 5802.20 + 5802.30 + 5802.40; autres : C.T.C.I. 657.6 + 657.7 + 657.8 — T.D. 5802.05 + 5802.08 — 5802.10 — 5802.20 — 5802.30 — 5802.40; linoleum... : C.T.C.I. 657.41 + 657.42; ligne de lit lit... : C.T.C.I. 656.91; tulles... : C.T.C.I. 654; articles en corde... : C.T.C.I. 655.61 + 655.62 + 655.63; sacs... : C.T.C.I. 656.1 + 656.2; ouates... : C.T.C.I. 655.81 + 655.82 + 655.83 + 655.91 + 655.92; tissus... : C.T.C.I. 655.41 + 655.42 + 655.43 + 655.44 + 655.45 + 655.46; autres... : C.T.C.I. 655.1 + 655.5 + 656.92 + T.D. 4202.75 + 4202.80 + 4202.90. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des produits textiles

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Filés	**43 397**	**57 355**	**53 677**	**74 607**	**98 797**	**94 571**	**100 305**	**97 568**	**109 338**	**114 855**
— en laine et poils	7 822	8 205	5 595	6 014	7 237	26 654	28 459	24 549	27 176	29 637
— en coton	11 765	15 666	14 885	17 785	20 819	17 477	12 048	9 790	11 073	11 263
— en lin	1 753	1 503	1 216	1 510	2 046	6 537	6 435	5 992	5 089	5 886
— en soie	52	49	44	42	42	49	31	25	33	105
— en jute	318	1 334	1 293	1 384	3 514	25 367	24 340	25 716	26 125	24 272
— en fibres synthétiques	10 345	14 506	15 981	28 391	41 882	7 591	16 371	16 575	25 507	30 403
— en fibres artificielles	9 925	14 364	13 047	17 229	21 155	9 934	11 144	14 015	13 367	12 598
— en autres fils n. d. a.	1 417	1 728	1 616	2 252	2 102	962	1 477	906	968	691
Tissus du type standard	**36 869**	**38 676**	**36 680**	**44 728**	**52 511**	**77 409**	**85 038**	**75 082**	**83 689**	**100 955**
— en laine et poils	5 009	5 844	4 837	5 016	4 785	6 904	6 942	5 042	4 505	3 875
— en coton	12 498	11 875	10 518	11 225	13 707	26 866	26 664	20 349	20 717	21 557
dont : écrus non mercerisés	(5 373)	(4 992)	(3 014)	(2 309)	(2 476)	(4 631)	(4 726)	(3 756)	(4 656)	(6 723)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(7 125)	(6 883)	(7 504)	(8 916)	(11 231)	(22 235)	(21 938)	(16 593)	(16 061)	(14 834)
— en lin, chanvre et ramie	118	129	154	228	515	5 526	5 840	4 439	5 351	5 865
— en soie	91	61	59	64	64	46	32	11	10	105
— en jute	6 918	8 202	10 355	15 877	17 493	12 704	14 779	14 760	16 242	18 941
— en fibres synthétiques	[illegible]	[illegible]	3 711	5 255	8 351	5 834	8 408	7 525	11 679	20 781
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	2 814	2 982	3 837	4 970

in caoutchoutée, en pièces	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie.	1 441	2 105	2 360
Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants, autres que de bonneterie	1 583	2 047	2 187
Linge de corps	1 225	1 649	1 075
Accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	659	786	700
Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie	3 708	4 251	4 688
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	231	197	168
Couvertures et couvre-pieds.....	637	549	587
— de laine	(127)	(140)	(143)
— de coton	(34)	(50)	(75)
— d'autres.....	(476)	(359)	(369)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries....	6 865	6 507	5 845
dont : tapis en laine ou poils fins	(1 305)	(1 278)	(1 168)
tapis en autres matières textiles.	(590)	(353)	(264)
autres	(4 970)	(4 876)	(4 413)
Linoleum et couvre-parquets similaires	12 578	12 317	13 769
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	467	617	516
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	961	994	815
Articles en corde et ficelle	940	1 315	1 646
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	13 264	10 559	10 667
Ouates, mêches et articles en textile pour usages techniques	1 870	1 753	1 804
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	10 723	11 907	8 753
Autres articles en textile	2 437	3 671	4 479
Total produits textiles ...	**143 433**	**161 951**	**154 517**

Source :

(a) *Composition du tableau* : voir note (a) page 129.

3 029	4 630	4 546	5 575	5 455	7 519	9 869
2 628	3 341	3 054	3 599	3 580	4 198	5 246
866	973	1 564	2 361	1 659	1 482	1 554
893	1 113	989	1 037	998	1 179	1 361
6 036	7 761	5 408	6 379	5 483	5 797	6 618
185	232	251	233	199	247	217
515	656	3 028	2 450	2 350	2 727	2 652
(120)	(155)	(776)	(636)	(608)	(580)	(629)
(50)	(42)	(873)	(666)	(635)	(617)	(566)
(345)	(459)	(1 379)	(1 148)	(1 107)	(1 530)	(1 457)
7 498	9 630	47 903	49 178	52 673	64 264	75 809
(1 317)	(1 831)	(21 007)	(21 970)	(21 653)	(23 380)	(25 413)
(262)	(182)	(16 150)	(15 239)	(14 100)	(13 421)	(12 667)
(5 919)	(7 617)	(10 746)	(11 969)	(16 920)	(27 463)	(37 729)
14 041	15 923	15 967	13 238	16 179	21 635	21 823
561	717	5 434	6 359	5 760	5 796	7 136
926	983	885	975	910	1 059	1 267
1 920	2 016	24 734	30 745	24 124	34 062	35 696
8 595	8 366	15 600	16 327	14 047	19 186	19 143
2 006	2 103	2 224	2 177	2 138	2 520	3 439
10 074	12 931	2 299	2 902	4 209	8 284	12 739
5 684	7 501	8 781	11 775	14 920	19 951	23 152
190 105	**235 860**	**316 750**	**343 467**	**330 316**	**396 770**	**448 501**

: Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 4. — INDUSTRIES ALIMENTAIRES ET FABRICATIONS CONNEXES

L'indice général brut de la production industrielle, établi par l'Institut national de Statistique (1963 = 100) pour le secteur alimentation et boissons a haussé de 5,8 % en 1969, contre 1,9 % l'année précédente ; sans les boissons, ces taux sont respectivement 6,5 % et 2,1 %.

La production a évolué de façon très diverse selon les branches d'activité. Pour la farine (+ 0,6 %), l'alcool (+ 9,7 %), la confiture (+ 8,6 %), les conserves de viande (+ 18,6 %), le sucre brut (+ 16,8 %), la margarine (+ 0,6 %), les biscuits, biscottes et pain d'épices (+ 9,2 %), le chocolat (+ 1,2 %), les sucreries (+ 4,6 %), les pâtes (+ 10,5 %), le café torréfié (+ 2,2 %), elle a augmenté ; tandis que pour la chicorée (— 3,2 %), le sucre raffiné (— 16,9 %), les produits du règne végétal et animal sauf les tourteaux et schroots (— 3,2 %), le vinaigre (— 5,1 %) elle a diminué. La situation est meilleure qu'en 1968, où elle avait enrégistré des reculs plus nombreux dans la production, spécialement des farines, des conserves de viande, du chocolat, du sucre, des pâtes, de la chicorée et des conserves de légumes. Ce dernier groupe a connu, en 1969, une évolution remarquable ; après avoir fléchi de 14,3 % en 1968, la production a augmenté de 37,6 %.

Les livraisons de lait et de crème ont diminué à la suite de changements structurels dans l'agriculture. Les agriculteurs s'orientent davantage vers la production de viande. Les laiteries ont donc reçu des quantités moins élevées, ce qui a influé aussi sur le secteur de la transformation du lait ; la production de beurre, par exemple, a enregistré un recul de 3,6 %. Celle de fromage frais a augmenté de 15,2 %, mais pour les autres fromages il y a un recul (— 2,4 %). La production de lait en poudre a fléchi de 6,6 % ; celle de lait en boîte est tombée de 45,7 %, contre 21,2 % en 1968.

La fabrication de glaces de consommation, de yoghourt, de produits diététiques, et spéciaux a progressé.

Dans le secteur de la préparation du lait, il n'y a eu qu'un léger recul pour le lait ordinaire, les autres sous-secteurs ont progressé.

Les exportations de toutes les industries alimentaires ont augmenté considérablement en valeur. Mais en quantités, il y a eu une diminution pour le chocolat à base de cacao et pour les produits de laiterie. L'augmentation des importations a aussi été importante. Seuls ont reculé le secteur du sucre et du miel (— 20,5 % en valeur et — 12,1 % en quantités) et les produits laitiers en volume (— 14,9 %).

* * *

Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire

DESIGNATION	Unité	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Production de farine	10^3 t	772,2	768,9	761,0	735,8	736,8	706,8	710,7
Matières premières déclarées par les brasseries (a)	10^3 t	175,9	188,3	187,1	194,3	200,1	205,0	54,7
Production d'alcool (alcool à 50°, temp. 15° C)	10^6 lit.	27,5	32,9	39,3	33,2	29,3	32,9	36,1
Production de sucre :								
a) dans les fabriques	10^3 t	339,6	534,4	410,3	391,7	539,1	544,6	636,2
b) par transformation dans les raffineries	10^3 t	197,4	203,9	200,1	199,7	220,2	285,6	237,3
Production de margarine (apte à la consommation)	10^3 t	120,4	127,1	130,0	127,9	129,3	130,9	131,7
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute	10^3 t	10,5	12,1	12,1	14,2	13,8	13,4	13,0
b) autres huiles brutes	10^3 t	89,0	91,2	90,2	93,0	102,4	115,0	95,4
c) huiles raffinées ou autrement transformées	10^3 t	173,9	179,8	189,1	198,4	217,7	229,0	235,0
d) tourteaux et schroots	10^3 t	160,6	177,6	193,3	206,6	255,1	280,7	270,6
Production de confitures, fruits confits, etc.	10^3 t	29,8	31,2	32,2	32,8	33,6	37,1	40,3
Conserves de légumes	10^3 t	113,3	106,1	71,2	94,9	117,0	100,3	138,0
Conserves de viande	10^3 t	12,0	12,0	12,3	13,9	15,7	14,0	16,6
Production de biscuits, biscottes, pains d'épice	10^3 t	76,2	80,9	78,0	80,8	81,2	81,1	88,6
Production de chocolat et autres produits à base de chocolat	10^3 t	59,7	65,1	70,6	73,8	76,8	74,5	75,4
Produits de la confiserie, sans chocolat	10^3 t	38,1	36,3	36,7	39,6	41,1	40,9	42,8
Production de pâtes alimentaires	10^3 t	17,2	18,0	19,3	19,7	18,2	15,2	16,8
Production de chicorée	10^3 t	13,9	14,0	13,5	13,4	13,4	12,6	12,2
Production de café torréfié	10^3 t	36,0	38,0	37,8	38,6	39,2	40,4	41,3
Production de vinaigre (ramené à 8°)	10^6 lit.	13,0	13,8	12,3	13,1	13,7	13,7	13,0

Source : Institut National de Statistique.

(a) A partir de 1969, les données concernent le nombre d'hectolitres-degré déclarés (en 10^6 hl).

Activité des laiteries et fromageries

DÉSIGNATION	Unités (a)	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Réception :								
Lait	10^3 lit.	1 644 396	1 711 893	1 952 724	2 198 759	2 402 602	2 581 828	2 475 411
Crème	tonnes	57 253	48 202	44 235	35 021	28 040	25 571	24 895
Préparation pour la consommation :								
Lait :								
a) Lait de laiterie avec marque de contrôle (b)	10^3 lit.	481 389	467 783	32 304	31 034	32 386	34 549	36 162
b) Lait ordinaire	10^3 lit.			457 143	465 277	476 612	478 083	477 369
c) Lait écrèmé	10^3 lit.	10 671	13 891	14 930	16 050	17 109	18 563	20 736
d) Lait battu	10^3 lit.	30 400	29 029	27 454	28 383	28 490	30 046	30 988
Crème	10^3 lit.	5 158	4 986	5 217	5 687	5 871	6 610	7 073
Fabrications :								
Beurre	tonnes	50 751	50 055	57 277	60 259	64 320	76 221	73 478
Fromages :								
a) Frais	tonnes	10 874	11 386	9 940	9 977	10 855	11 811	13 606
b) Autres (c)	tonnes	17 633	19 406	23 879	27 917	27 078	20 239	19 758
Poudre de lait	tonnes	56 894	64 581	86 698	104 760	120 401	140 830	131 513
Lait concentré	tonnes	28 308	30 952	27 520	34 931	46 150	36 363	19 759
Glace de consommation	10^3 lit.	17 156	20 037	20 692	22 956	27 544	26 383	32 987
dont : Crème glacée	10^3 lit.	11 214	8 916	10 584	11 634	14 011	14 500	16 861
Yoghourt	10^3 lit.	12 934	14 633	15 346	16 436	18 145	19 936	23 363
Aliments diététiques et spéciaux	tonnes	7 888	8 440	9 304	10 373	10 457	12 143	12 889

(a) Toutes teneurs d'eau ou de graisse.

(b) Lait à 32 g/l de matière grasse.

(c) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu.

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Boissons non alcooliques	273	336	402	470	496	103	125	139	172	215
dont : jus de fruits ou de légumes	(113)	(138)	(157)	(213)	(249)	(21)	(33)	(40)	(49)	(50)
Boissons alcooliques	2 755	2 785	2 871	2 942	3 127	760	905	910	940	1 046
dont : bière	(521)	(556)	(578)	(477)	(454)	(497)	(573)	(635)	(706)	(771)
vins	(1 589)	(1 650)	(1 728)	(1 850)	(2 010)	(234)	(311)	(255)	(205)	(228)
Préparations et conserves de viande	328	282	310	344	484	513	645	869	1 279	1 788
Préparations et conserves de poissons crustacés	1 056	1 077	1140	1 127	1 275	14	16	20	21	30
Préparations et conserves de fruits et de légumes	1 234	1 423	1 573	1 595	1 784	1 000	1 015	1 082	1 290	1 688
Sucre et miel	234	419	404	487	387	986	739	947	1 056	1 678
Préparation à base de sucre	340	327	340	361	415	356	368	411	436	521
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	788	765	947	1 089	1 629	36	25	9	17	85
Chocolat et préparations au cacao	418	475	674	649	734	736	775	1 013	1 206	1 400
Margarine et graisses alimentaires	367	300	241	326	530	373	263	211	289	563
Aliments pour animaux	3 367	4 081	4 179	4 502	5 383	983	1 352	1 191	1 405	1 686
Produits laitiers	2 288	3 608	3 854	4 093	4 098	2 695	2 638	3 058	2 852	2 925
Produits à base de céréales, de farines, de fécules	738	788	891	1 173	1 454	1 943	2 042	2 085	2 392	2 688
Huiles et graisses d'origine animale	649	625	509	386	567	154	167	156	169	272
Huiles d'origine végétale	1 160	1 093	1 125	1 351	1 639	486	475	619	667	761
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	898	992	1 180	1 333	1 606	522	1 205	1 097	769	906

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1969.* — Boissons non... : C.T.C.I. 053.5 + 111; jus de fruits... : C.T.C.I. 053.5; boissons alcooliques : C.T.C.I. 112; bière : C.T.C.I. 112.3; vins : C.T.C.I. 112.11 + 112.12 + 112.13; préparations et conserves de viande : C.T.C.I. 013; préparations et conserves... : C.T.C.I. 032; préparations et conserves de fruits... : C.T.C.I. 053 — 053.5 + 055; sucre et miel : C.T.C.I. 061; préparation à base de sucre : C.T.C.I. 062; cacao... : C.T.C.I. 072; chocolat... : C.T.C.I. 073; margarine... : C.T.C.I. 091; aliments... : C.T.C.I. 08 — 081.11 — 081.12 — 081.19; produits laitiers : C.T.C.I. 02 — 025; produits à base... : C.T.C.I. 046 + 047 + 048; huiles et graisses... : C.T.C.I. 411 — 411.31; huiles d'origine végétale : C.T.C.I. 42; extraits de café... : C.T.C.I. 071.3 + 099. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Boissons non alcooliques	313 778	386 110	213 477	81 038	96 517	198 405	193 312	79 288	18 755	23 516
dont : jus de fruits ou de légumes	(7 534)	(9 408)	(10 472)	(13 825)	(15 879)	(788)	(1 381)	(1 646)	(2 013)	(1 728)
Boissons alcooliques	185 200	174 652	182 817	191 190	198 985	79 569	94 418	92 381	94 439	108 177
dont : bière	(72 051)	(71 820)	(73 312)	(70 945)	(67 331)	(71 567)	(83 803)	(83 774)	(86 715)	(93 163)
vins	(100 796)	(92 369)	(98 779)	(107 024)	(117 689)	(7 257)	(10 052)	(7 842)	(6 490)	(13 346)
Préparations et conserves de viande	6 425	5 931	6 674	7 791	10 501	8 722	10 198	13 505	19 632	25 984
Préparations et conserves de poissons crustacés	24 628	23 599	23 371	22 384	23 364	297	309	374	332	423
Préparations et conserves de fruits et de légumes	78 064	86 395	93 377	87 730	93 567	85 589	79 816	86 525	104 595	142 758
Sucre et miel	123 444	190 144	151 858	165 572	145 589	145 930	118 923	174 540	219 639	229 126
Préparation à base de sucre	11 566	10 397	10 486	11 023	12 136	15 618	13 258	14 217	13 801	16 374
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	25 454	24 872	26 244	25 182	26 578	1 200	918	270	704	1 671
Chocolat et préparations au cacao	11 260	12 328	16 693	15 144	16 406	17 225	17 808	23 680	29 286	28 923
Margarine et graisses alimentaires	29 019	24 695	23 317	34 560	49 832	29 601	21 277	19 826	35 403	63 671
Aliments pour animaux	855 556	994 285	1 047 859	1 157 913	1 383 361	191 193	236 766	221 286	256 114	309 871
Produits laitiers	91 445	112 799	122 585	119 652	101 835	119 386	136 175	155 906	180 927	153 412
Produits à base de céréales, de farines, de fécules	38 445	39 885	45 622	67 279	100 404	179 877	190 047	189 359	226 088	280 669
Huiles et graisses d'origine animale	60 521	63 537	67 779	62 105	75 767	11 913	15 262	17 408	22 458	33 203
Huiles d'origine végétale	80 815	80 276	89 112	105 855	132 662	29 759	32 234	46 649	55 504	58 340
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	29 947	36 326	44 674	52 942	64 564	23 576	50 170	46 525	34 891	42 311

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau* : voir note (a) page 135.

§ 5. — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION, DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET SECTEURS CONNEXES

1. — *Industrie de la construction.*

La demande a augmenté dans ce secteur, en dépit de quelques facteurs défavorables, comme les taux d'intérêt élevés, la suppression de la tranche de conjoncture de 15 % et, plus tard, les restrictions de crédit.

L'indice brut de l'activité dans la construction, établi par l'Institut national de Statistique (1963 = 100), a fléchi, au premier trimestre, de 0,6 % par rapport à la période correspondante de 1968 ; il a haussé de 13,8 % au deuxième trimestre et de 4,3 % au cours du troisième, pour fléchir ensuite de 2,4 % au cours des trois derniers mois de 1969. Pour l'ensemble de l'année, l'activité a augmenté de 3,7 %, alors qu'en 1968 il y avait eu un recul de 5,8 %.

L'indice de l'emploi, calculé par l'I.N.S. sur base des moyennes mensuelles du nombre des travailleurs en activité (1958 = 100), s'est élevé à 108 en 1969, contre 108,3 en 1968.

Le nombre des chômeurs complets indemnisés, enregistrés à la fin de janvier 1969 était inférieur de 21,3 % à celui de janvier 1968 ; mais l'écart s'est accru en cours d'année et fin décembre, on n'en comptait plus que 12 011, soit 41,5 % de moins qu'au cours du mois correspondant de l'année antérieure. Pour les chômeurs à aptitude cette différence est encore plus grande ; fin décembre 1969, il y en avait 4 472, contre 12 383 en décembre 1968, soit 63,9 % en moins.

Le nombre total des demandes d'autorisation de bâtir des habitations a augmenté de 14,8 % pendant les onze premiers mois de 1969, par rapport à la même période en 1968 ; pour les constructions nouvelles, il s'est élevé à 41 649 pour le Royaume, dont 26 817 pour la Flandre, 10 322 pour la Wallonie et 4 510 pour Bruxelles ; il y en a eu 16 678 pour des transformations, dont 8 012 en Flandre, 7 034 en Wallonie et 1 632 à Bruxelles.

Les demandes relatives à des bâtiments industriels et commerciaux ont atteint 14 542 unités pour les 11 premiers mois de 1969, contre 10 487 pour la période correspondante de l'année précédente, soit 38,7 % en plus. Le nombre des constructions nouvelles s'est élevé, dans ce total, à 9 617 unités, dont 6 557 en Flandre, 2 526 en Wallonie et 534 à Bruxelles, tandis que celui des transformations a atteint, dans le même ordre, 4 709, 2 964, 1 325 et 420.

Le nombre des habitations nouvelles mises en chantier s'est élevé à 34 223 pour les onze premiers mois de 1969, contre 27 432 pour la même période en 1968, soit 24,8 % en plus. La répartition régionale est la suivante : 22 419 en Flandre, 8 249 en Wallonie et 3 555 à Bruxelles.

On compte 7 307 nouveaux bâtiments à usage industriel ou commercial commencés, soit 47,4 % de plus qu'au cours des onze premiers mois de l'année précédente ; par région ce nombre se décompose comme suit : 4 976 en Flandre, 1 944 enWallonie et 387 à Bruxelles.

Le nombre des habitations pour lesquelles a été accordée une prime à la construction, s'est élevé de 13 955 unités en 1968 à 18 577 en 1969, soit une augmentation de 33,1 %, contre un recul de 1 % l'année précédente.

En 1969, le montant des engagements pour des travaux de génie civil s'est élevé à 43 294 millions de F, soit 2 683 millions de plus qu'en 1968. Il comprend 27 059 millions de F pour le secteur public (dont 10 894 millions pour le Fonds des Routes et 3 630 millions pour le Fonds des Constructions scolaires) et 16 235 millions pour le secteur parastatal. Il faut y ajouter 21 792 millions pour les travaux exécutés par les administrations subordonnées et 8 248 millions pour les intercommunales E_3, E_5, E_{39} et $E_9/_{40}$, pour avoir une vue d'ensemble des montants engagés pour des travaux de génie civil par les autorités publiques.

L'importance des engagements concernant les autoroutes (Fonds des routes + intercommunales) montre l'effort qui a été réalisé dans ce domaine au cours des dernières années ; en 1969, ils ont atteint 19 142 millions de F, contre 18 599 millions en 1968, 13 675 millions en 1967 et 11 628 millions en 1966.

2. — *Industrie des matériaux de construction et secteurs connexes.*

En 1969, la consommation de ciment a augmenté de 10 % par rapport à 1968, la construction d'immeubles non résidentiels ayant été active, les travaux de génie civil, entrepris par les autorités publiques, importants et les conditions atmosphériques favorables ; l'accroissement est de 162 % par rapport à 1959.

L'année écoulée a été satisfaisante pour l'industrie cimentière. La production comme les expéditions ont dépassé pour la première fois 6 millions de tonnes.

La production s'est élevée à 6 269 388 t, soit 9,2 % de plus qu'en 1968. Les entreprises ont pu répondre aisément à l'augmentation de la demande. D'une part, grâce aux investissements importants réalisés dans ce secteur au cours des dernières années ; le Pays dispose d'installations modernes (la capacité des fours à ciment construits en 1950 s'élevait à environ 500 t par jour contre 3 500 t par jour pour ceux qui sont établis actuellement), d'autre part, un certain nombre d'unités de production moins récentes ont été maintenues en réserve.

En 1969, la production s'est répartie comme suit entre les principales qualités : 4 711 210 t de ciment Portland, 1 290 679 t de ciment métallurgique et 267 499 t de klinkers. Par rapport à 1968, ceci a représenté respectivement une augmentation de 10,2 %, une de 14,7 % et une diminution de 21,3 %.

En 1969, le volume des ventes de ciment a dépassé de 5,7 % le tonnage record de 1965 avec 6 255 000 t, soit 9,7 % de plus qu'en 1968. Les ventes outremer ont fort progressé au détriment des exportations vers les Pays-Bas : 544 000 t ou 141,8 % de plus qu'en 1968 alors que les expéditions aux Pays-Bas avec 840 000 t ont diminué de 23,2 % par rapport à l'année antérieure.

Le marché intérieur a absorbé 4 871 000 t soit 11,1 % de plus qu'en 1968.

Les exportations totales de ciment ont augmenté de 2,1 % en tonnage et fléchi de 4,6 % en valeur, contre respectivement des accroissements de 2,5 % et 0,8 % en 1968 ; les importations ont augmenté de 1,5 % en valeur et fléchi de 2,9 en tonnage.

L'indice brut de la production de l'*industrie de la terre cuite* établi par l'Institut national de Statistique (1963 = 100), est passé de 103,5 en 1967 à 89,7 en 1968 et 91,8 en 1969.

La production de briques a encore diminué, en dépit de l'importante demande du secteur de la construction. On a cuit en tout 1 298,7 millions de pièces, soit 5 % de moins qu'en 1968. Toutefois, il y a eu des progrès dans la catégorie des Waalvorm (+ 10 %), les formats Bruxelles (+ 4,5 %) et standard (+ 3,5 %). De plus la production de briques de façade et d'ornementation s'est élevée à 284,7 millions de pièces, soit 5,8 % de plus qu'en 1968, de sorte que le niveau de 1967 a presque été atteint. Les briques de façade faites à la main ont augmenté de 7,9 % et celles faites mécaniquement de 15,3 %. Il y a eu un recul pour les tuyaux de drainage, les protège-câbles et les briques creuses pour hourdis, mais une augmentation pour les autres briques creuses.

L'indice brut de la production de l'*industrie des carrières*, calculé par l'Institut national de Statistique (1963 = 100) est de 8,1 % supérieur en 1969, par rapport à 1968 alors qu'il y avait eu un recul de 1 % l'année précédente.

Il y a eu une hausse sensible de la production de petit granit (+ 13,2 %), de marbre (+ 17,2 %) et de sable de construction (+ 14,1 %) et un léger recul pour les concassés de porphyre (— 0,1 %) et de grès (— 2,7 %).

Si la production de carbonate de calcium naturel a fléchi de 21,9 %, celle de chaux, de pierres à chaux, de dolomites, de plâtre et d'agglomérés de plâtre a, au contraire, progressé.

Dans l'*industrie de la céramique*, il y a eu une amélioration de 8,5 % de la production de vaisselle de faïence et de porcelaine, de porcelaine électro-technique, de grès artistique et divers, de 4,1 % de celle des carreaux de revêtement en faïence et en grès et des carreaux de parement en demi-grès, de 22 % des produits silico-alumineux, siliceux et autres, de 4,5 % pour les pierres abrasives, de 1,1 % de la poterie, de 18,3 % pour les argiles et de 11,9 % du quartz et des quartzites.

La fabrication de dalles d'usines a encore fléchi en 1969, cette fois de 24,8 % (3 833 t, contre 5 097 t en 1968 et 6 574 en 1966). Celle de céramique architecturale a reculé, mais de 2,9 % seulement contre 17,9 % l'année précédente. La production de moellons a diminué de 4,4 %. Celle de tuiles et accessoires s'est élevée à 88 550 t en 1969, soit 15,2 % de plus qu'en 1968 où des grèves avaient influencé le niveau de l'activité. Les exportations de tuiles ont aussi progressé considérablement par rapport à 1968.

L'indice brut de la production de *verre plat* (1963 = 100) s'est élevé à 109,5, contre 105,9 en 1968, ce qui correspond à une augmentation de 3,4 %, selon les données de l'Institut national de Statistique. L'indice de l'*industrie du verre creux* a haussé de 164,6 en 1968 à 183,2 en 1969, soit une hausse de 11,3 %.

La production de verre à vitre est demeurée satisfaisante, en dépit des mesures du Gouvernement américain. Depuis 1962, leur importation aux Etats-Unis a souffert de mesures de protection particulièrement sévères ; les droits d'entrée avaient été portés cette année là de 15 à 30 %. En octobre 1967, cette mesure a été levée pour certaines qualités, mais une partie des droits relevés sont demeurés d'application. Ceux-ci ont été encore maintenus en vigueur pour au moins deux ans, de sorte qu en moyenne, ils atteignent 20 % ; mais pour les glaces, le « float glass » (1), le verre moulé, et les feuilles de verre trempé les mesures protectionnistes ont été renforcées. Pour la Belgique, pays producteur de verre à vitre le plus important du monde, cette mesure constitue une entrave, d'autant plus gênante que depuis 1968 une enquête anti-dumping est en cours aux Etats-Unis pour laquelle aucune décision n'a encore été prise. Celle-ci exerce une influence psychologique supplémentaire sur les acheteurs américains.

L'évolution favorable de l'industrie du verre plat est soutenue par une forte demande, qui a provoqué une utilisation maximale des moyens de production disponibles. Les quantités produites et exportées sont demeurées élevées et on a enregistré une légère progression des ventes par rapport à 1968. Les exportations de verre à vitre non travaillé ont augmenté de 5,3 % en tonnage par rapport à 1968 et celles de glaces non façonnées ont diminué de 0,3 % ; en valeur il y a eu une hausse respectivement de 4 et de 3,3 %. Celles de verres travaillés et spéciaux ont augmenté de 7 % en volume et de 7,9 % en valeur. L'expansion des ventes à l'étranger avait été plus forte en 1968, sauf pour les verres travaillés et spéciaux.

Les importations ont fort augmenté pour le verre à vitre non travaillé et les verres travaillés et spéciaux, mais elles ont fléchi en ce qui concerne le verre à glace façonné, aussi bien en valeur qu'en volume. Leur niveau demeure cependant très loin en-dessous de celui des exportations.

En cristallerie, la demande d'objets d'ornementation s'est développée, tandis que la demande de verres de table a diminué à cause de la concurrence et d'un changement dans les besoins de la clientèle. La reprise des exportations qui s'est fait sentir dans ce secteur au début de l'année, a disparu à la suite de l'instauration de la T.V.A. aux Pays-Bas, de la dévaluation du franc français et, enfin, d'une certaine faiblesse de la demande allemande.

En bouteillerie, l'activité a été soutenue par une demande accrue depuis le début de 1969. Les ventes ont été supérieures d'environ 10 % à celles de 1968, aussi bien en volume qu'en valeur. L'avance a été entièrement réalisée sur le marché intérieur. La limite de la capacité de production étant atteinte, aucune part n'a été prise à l'expansion de la demande à l'étranger. Un plan d'investissement important, destiné à accroître les possibilités de production, est cependant en cours d'exécution.

(1) Obtenu par un nouveau procédé de coulée continue.

En dépit d'une bonne demande, qui a permis une activité normale, la rentabilité de l'industrie de la gobeletterie non mécanique est demeurée insuffisante. Cette industrie, qui utilise un nombreux personnel, n'a pu adapter suffisamment ses prix à la hausse des salaires. Il y a eu aussi pénurie de main-d'œuvre qualifiée. La restructuration de ce secteur s'est poursuivie en 1969. En gobeletterie mécanique, il y a eu une amélioration générale.

Les exportations de verrerie ont augmenté de 25,1 % en valeur et de 9,7 % en tonnage ; les importations ont progressé de 24,8 % et 16,1 % respectivement.

Le mouvement de concentration de l'industrie du verre s'est poursuivi en 1969. Sa structure actuelle est le résultat de trois périodes de concentration. Entre 1920 et 1930 l'aspect de cette industrie a complètement changé par suite de la mécanisation. Après la crise de 1930, on a procédé à de nouvelles fusions et, à partir de 1960, à la suite de la création de la C.E.E., d'une part, et de l'évolution technologique, d'autre part, a débuté une troisième phase, de sorte qu'au début de 1970, on ne comptait qu'un nombre très faible d'entreprises. L'importance de celles-ci est remarquable pour ce secteur. Il y a eu en moyenne 152 personnes occupées par entreprise, contre 28 pour l'ensemble de l'industrie. Les très grosses entreprises exportent dans le monde entier et les entreprises moyennes se sont réservées des tâches spécialisées. Il faut mentionner la mise en activité, dans le Sud du pays, d'une importante unité de production de « float glass ». Cette mise en activité est liée à l'établissement d'un atelier d'assemblage de verre isolant.

★
★ ★

Production de ciment

(en milliers de tonnes)

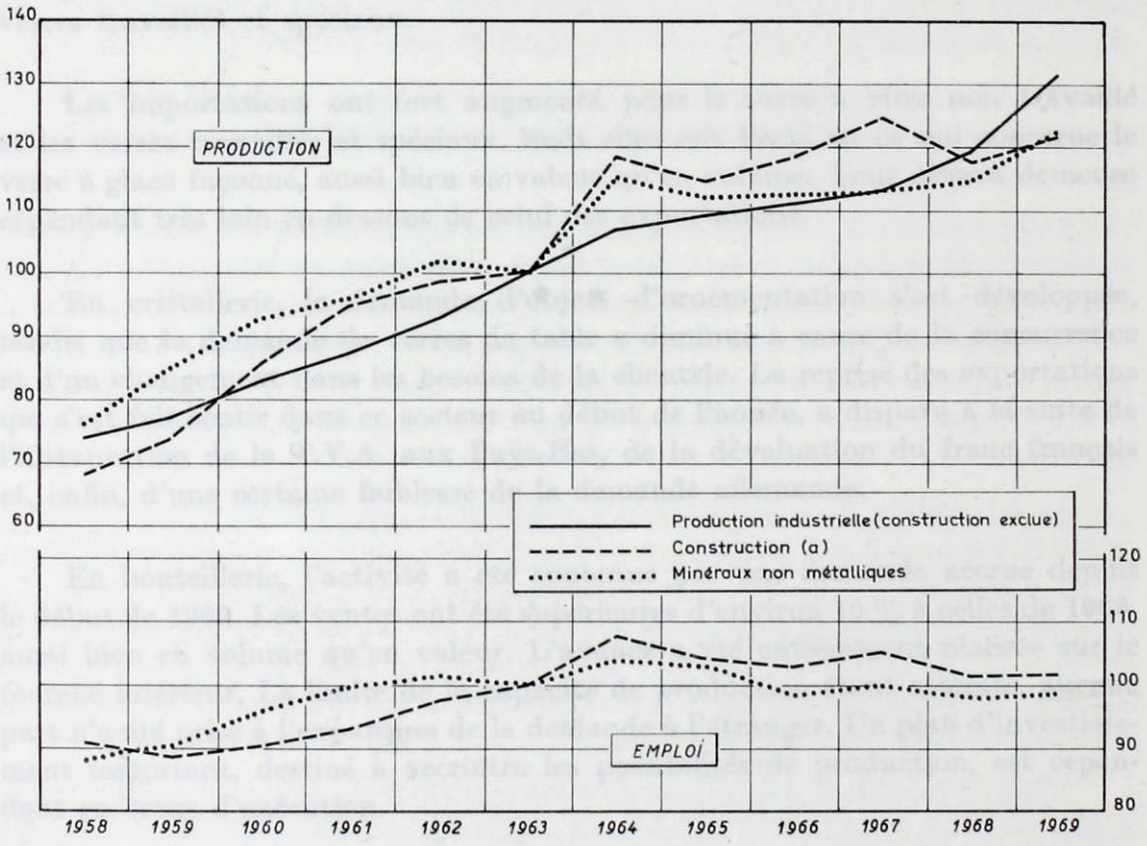
ANNÉE	Production
1958	4057,4
1959	4 438,6
1960	4 387,9
1961	4 753,9
1962	4 788,2
1963	4 709,4
1964	5 846,1
1965	5 904,9
1966	5 794,4
1967	5 820,3
1968	5 740,3
1969	6 269,0

Source : Institut National de Statistique.

Industrie de la construction et des minéraux non métalliques

Production et emploi

(1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Pour l'emploi : entreprises occupant 20 ouvriers ou plus en ce qui concerne les gros-œeuvre (génie civil, travaux routiers et travaux de bâtiment) et 10 ouvriers ou plus pour le parachèvement.

Production de l'industrie de la terre cuite

DÉSIGNATION	Unité	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Briques ord. tout format	10^6pi.	1 883,6	1 921,4	1 809,0	1 655,6	1 622,8	1 367,4	1 298,7
Briques de parement	10^6pi.	221,3	252,9	273,4	281,3	287,1	245,9	284,7
Tuyaux de drainage	10^3t	11,6	19,3	50,8	49,5	39,4	38,0	33,1
Protège-câbles	10^3t	28,7	32,5					
Briques creuses pour hourdis	10^3t	176,2	221,3	175,9	171,3	167,2	134,0	132,3
Autres briques creuses	10^3t	581,3	760,9	735,2	828,9	961,2	844,8	1 063,6

Source : Institut National de Statistique.

Production de chaux, calcaire et dérivés

DÉSIGNATION	Unité	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Chaux	10^3t	2 019,9	2 298,8	2 330,7	2 233,9	2 284,0	2 500,9	2 629,7
Calcaire	10^3t	7 344,4	9 899,4	10 200,5	11 217,0	14 086,9	14 903,1	17 882,7
Dolomies :								
crues	10^3t	692,4	908,5	867,7	841,0	989,6	1 151,5	1 351,5
frittées	10^3t	323,6	337,5	317,9	318,9	303,9	371,3	388,4
Plâtre	10^3t	81,6	91,2	75,1	77,1	73,3	81,4	79,0
Agglomérés de plâtre	10^3 m^2	4 539,4	5 061,7	7 927,3	8 742,6	8 166,3	9 116,3	9 928,0
Chaux hydraulique	10^3t	5,1	8,6	..	..	..	..	..
Carbonates naturels	10^3t	829,3	1 010,0	1 067,3	1 015,4	952,5	744,2	687,8
Phosphates	10^3t	13,6	22,1	18,0	..	..	..	..

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie céramique

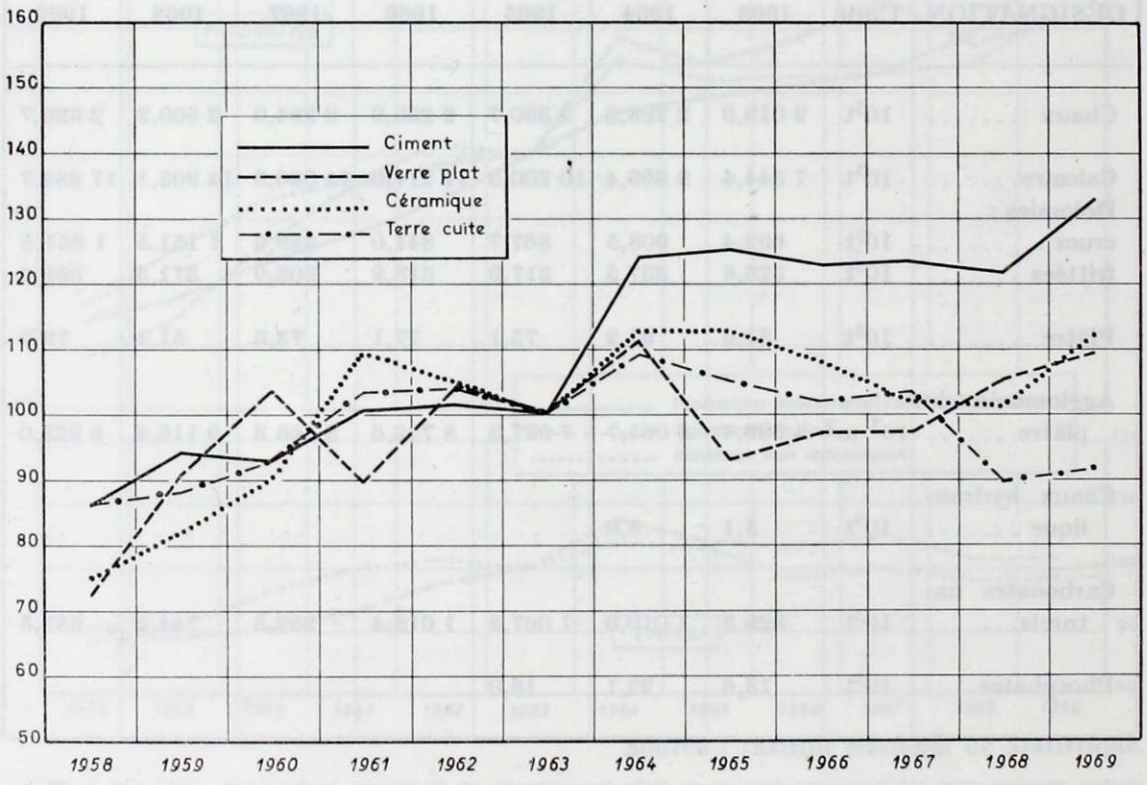
DÉSIGNATION	Unité	1967	1968	1969
Vaiselle de faïence et de porcelaine, porcelaine électro-technique, grès artistique et divers	t	8 315	8 386	9 096
Carreaux de revêtement en faïence et en grès, carreaux de parement en demi-grès	m²	1 925 957	2 085 518	2 170 510
Produits silico-alumineux, produits siliceux et autres	t	136 842	161 581	197 078
Dalles d'usines	t	5 175	5 097	3 833
Tuiles et accessoires	t	113 519	76 891	88 558
Meules abrasives	t	1 475	1 614	1 687
Céramique architecturale	t	30 168	24 782	24 066
Poterie	t	22 777	20 345	20 561
Argiles	t	160 648	185 673	219 672
Quartz et quartzites	t	297 769	351 749	391 408
Silex (broyé et pavé)	t	5 493	4 791	4 580

Source : Institut National de Statistique.

Matériaux de construction

Production

(1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Pierre de taille et de construction	467	469	488	511	562	370	352	381	422	396
Sable, gravier, autres pierres	563	686	665	658	734	932	892	915	995	1 176
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite	183	188	183	202	259	304	305	341	353	379
Argiles et autres minéraux réfractaires	332	369	329	430	551	191	194	217	245	261
Scories, laitiers, battitures et similaires, n. d. a.	76	74	66	84	122	190	188	187	218	218
Autres minéraux bruts similaires	748	717	766	814	1 018	126	135	192	219	210
Ciment	43	56	68	68	69	1 059	894	835	842	803
Ouvrages en amiante-ciment etc., pour bâtiment, sauf céramique	73	84	94	123	164	1 170	1 108	1 208	1 329	1 350
Briques et autres matériaux de construction réfractaires	417	414	422	562	825	158	147	160	202	282
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	310	399	472	570	758	489	434	427	433	485
Verre	829	919	985	1 060	1 218	5 331	5 599	6 379	7 172	7 605
dont : verre à vitres non travaillé	(106)	(115)	(58)	(95)	(143)	(1 685)	(1 650)	(1 619)	(2 056)	(2 139)
verre à glace non travaillé	(44)	(94)	(120)	(129)	(97)	(1 120)	(1 155)	(1 182)	(1 282)	(1 324)
verres travaillés et spéciaux	(473)	(527)	(623)	(631)	(732)	(2 301)	(2 519)	(3 370)	(3 620)	(3 906)
Verrerie	678	703	763	855	1 067	1 516	1 611	1 643	1 851	2 315
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(186)	(193)	(250)	(300)	(395)	(931)	(939)	(988)	(1 100)	(1 156)
Articles en matières céramiques	636	661	648	721	799	310	302	301	346	411
Autres articles en minéraux similaires, n.d.a.	828	908	905	1 086	1 302	576	799	848	1 041	1 402

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1969.* — Pierre de taille... : C.T.C.I. 273.11 + 273.12 + 273.13 + 661.31 + 661.32 + 661.33; sable... : C.T.C.I. 273.3 + 273.4; pierres à plâtre... : C.T.C.I. 273.21 + 273.22 + 661.1; argiles... : C.T.C.I. 276.21 + 276.22 + 276.23 + 276.24; scories... : C.T.C.I. 276.62 + 276.68 + 276.69; autres minéraux... : C.T.C.I. 275.22 + 276.1 + 276.4 + 276.51 + 276.52 + 276.53 + 276.54 + 276.91 + 276.92 + 276.93 + 276.94 + 276.95 + 276.97 + 276.99; ciment : C.T.C.I. 661.2; ouvrages en amiante... : C.T.C.I. 661.81 + 661.82 + 661.83; briques et autres... : C.T.C.I. 662.31 + 662.32 + 662.33; briques, tuiles... : C.T.C.I. 662.41 + 662.42 + 662.43 + 662.44 + 662.45; verre : C.T.C.I. 664; verre à vitres... : C.T.C.I. 664.3; verre à glace... : C.T.C.I. 664.4; verres travaillés... : C.T.C.I. 664.5 + 664.6 + 664.7 + 664.8 + 664.91 + 664.92 + 664.93 + 664.94; verrerie : C.T.C.I. 651.8 + 653.8 + 665; bouteilles... : C.T.C.I. 665.11 + 665.12; articles en... : C.T.C.I. 663.91 + 663.92 + 666 + 812.2; autres articles... : C.T.C.I. 663 — 663.91 — 663.92. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Pierre de taille et de construction	207 620	180 274	165 274	166 395	174 850	1 185 253	1 125 648	1 298 354	1 521 304	1 403 927
Sable, gravier, autres pierres	9 898 585	11 825 907	11 822 342	11 993 233	14 167 890	9 016 024	8 097 282	8 363 312	9 238 235	9 665 140
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite.	604 115	617 120	600 036	641 442	787 321	1 287 670	1 167 616	1 259 344	1 306 365	1 227 842
Argiles et autres minéraux réfractaires	388 145	432 801	388 827	454 180	521 371	589 717	503 714	638 518	793 724	882 009
Scories, laitiers, battitures et similaires, n. d. a.	280 205	232 003	228 958	341 609	313 684	2 034 651	1 872 805	2 224 488	2 562 175	2 585 318
Autres minéraux bruts similaires	374 017	411 850	350 145	354 264	428 228	229 577	203 239	268 542	300 260	265 569
Ciment	24 028	43 867	55 842	49 829	48 395	1 726 492	1 424 165	1 337 726	1 370 783	1 400 010
Ouvrages en amiante-ciment, etc., pour bâtiment sauf céramique	17 114	17 282	20 437	27 451	35 692	217 824	196 769	208 020	220 424	229 047
Briques et autres matériaux de construction réfract.	78 748	72 084	78 429	96 646	130 581	45 068	38 390	45 009	52 850	75 432
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	117 270	152 216	173 449	182 089	223 426	212 406	178 262	130 562	111 917	138 948
Verre	96 637	94 200	99 044	105 705	118 203	433 100	424 145	425 426	486 881	510 344
dont : verre à vitres non travaillé	(13 774)	(15 588)	(4 831)	(9 762)	(16 069)	(198 639)	(187 148)	(176 854)	(221 251)	(233 069)
verre à glace non travaillé	(7 213)	(13 790)	(18 835)	(18 294)	(11 428)	(79 360)	(75 742)	(72 230)	(78 528)	(78 291)
verres travaillés et spéciaux	(14 036)	(15 865)	(22 812)	(22 961)	(24 613)	(145 915)	(144 791)	(165 741)	(169 858)	(181 794)
Verrerie	42 694	43 141	51 977	63 327	73 521	120 288	114 726	111 589	127 628	139 999
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(26 220)	(27 799)	(36 410)	(46 253)	(56 443)	(108 027)	(99 865)	(99 536)	(114 065)	(116 883)
Articles en matières céramiques	18 457	17 378	17 836	18 784	20 560	16 032	14 307	13 946	16 922	19 325
Autres articles en minéraux, n. d. a.	182 427	216 240	247 344	262 463	276 334	193 739	270 285	264 385	289 015	412 105

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique

§ 6. — INDUSTRIES DIVERSES

1. — *Industrie du papier et du carton.*

En 1969, la consommation de papier et de carton a fort augmenté dans les pays de la C.E.E.

La capacité des moyens de production ayant été excédentaire, au cours des années 1966 et 1967, les investissements ont été freinés. A la suite de ce fait et aussi de l'expansion rapide de la demande de papier et de carton, l'équilibre a été rétabli sur le marché. Toutefois, le prix d'achat des matières premières a progressivement augmenté à partir de 1968, de sorte que la rentabilité des fabriques de papier de la C.E.E. a dû être assurée par leur réorganisation et leur rationalisation.

En Belgique, la production de papier et de carton a augmenté de 6,9 %, contre 16,2 % l'année précédente. Comme en 1968, c'est surtout la production de papier pour l'impression et l'écriture qui s'est accrue (+ 22,9 %). La rubrique papier Kraft, papier d'emballage, papier parchemin et parcheminé a progressé de 4 %, de sorte que le record de 1966 est dépassé. Le secteur « autres papiers » (papier blanc, papier cellulose et papiers spéciaux) a encore augmenté sa production, mais celle de papier journal a fléchi de 17,1 % et celle de carton de 0,8 %.

Enfin, l'activité de la transformation du papier, s'est accrue davantage qu'en 1968 (14,2 %, contre 7,7 %).

2. — *Industrie du cuir.*

L'évolution de la production a fort différé suivant les secteurs. En cuir lourd (cuir à semelle et cuir technologique) 2 412 tonnes ont été produites ; soit 8,3 % de plus en 1969, après un progrès de 22,1 % en 1968 et une diminution de 14 % en 1967. Le niveau de 1965 a ainsi de nouveau été atteint.

La production de cuir léger s'est accrue de 8 %, atteignant 64 750 tonnes. Celle des pantoufles a fléchi de 15 %, après avoir augmenté de 3,4 % en 1968 ; celle des chaussures a diminué de 31 % en 1969.

L'emploi a encore reculé en 1969 dans l'industrie de la chassure : de 7,9 % dans le secteur des chaussures et de 8,8 % dans celui des pantoufles, contre respectivement 8,2 % et 9,4 % en 1968. Le nombre des entreprises a continué à diminuer.

Les exportations de cuir et d'articles en cuir ont augmenté de 34,1 % en valeur et de 5,1 % seulement en tonnage, contre respectivement 5,5 % et 4,4 % en 1968. Il s'agit, en tonnage exporté, d'augmentations de 3,3 % pour les peaux non tannées, de 34,3 % pour les fourrures apprêtées tannées ou ouvrées, de 4,9 % pour le cuir et les peaux préparées, de 19,3 % pour les chaussures ou parties de chaussures, de 14,3 % pour les chaussures entièrement ou principalement en cuir, de 39,2 % pour les vêtements et accessoires en cuir ; mais il y a eu diminution pour les secteurs des pelleteries brutes (— 6,1 %) et des chaussures en caoutchouc ou en matières plastiques (— 6,6 %). Les importations ont continué de progresser.

L'avance a été cette fois de 19,5 % en valeur et de 5,4 % en tonnage. Il n'y a eu un recul que pour les pelleteries brutes, en quantités : pour tous les autres postes, il y a eu une augmentation.

3. — Industrie transformatrice du bois.

L'expansion de l'industrie transformatrice du bois s'est poursuivie en 1969. L'indice général brut de l'activité dans ce secteur, établi par l'Institut national de Statistique (1963 = 100) a atteint 154,4 points en 1969, contre 145,4 en 1968 et 128,7 en 1967 ; la hausse, par rapport à l'année précédente, est donc de 6,2 % en 1969, contre 13 % en 1968.

En 1969, 37 329 personnes ont travaillé, en moyenne, dans cette industrie, dont 33 617 ouvriers et 3 712 employés. L'augmentation de l'emploi global s'est élevée à 6,5 %.

Le nombre des heures prestées par les ouvriers a augmenté de 6 %, alors qu'il avait diminué de 0,6 % en 1968.

Les ventes ont augmenté de 18,5 %, contre 13,1 % en 1968 et 5,8 % en 1967. Il n'y eu un recul de la valeur des ventes facturées que pour la vannerie, les parquets et le contreplaqué. Dans le secteur du liège, le fléchissement, apparu en 1968, a été résorbé et le montant de 1967 a été dépassé. Cela a été le cas aussi pour la caisserie et la tonnellerie. L'expansion a continué dans les secteurs des meubles (+ 18,4 %), des sièges (+ 18,9 %), de la menuiserie (+23,1 %), de la boissellerie (+ 15,6 %), des cadres, moulures et raboteries (+ 20,4 %), de la brosserie (+ 6 %), des panneaux blocs ou panneaux lamellés (+ 18 %) et des panneaux comprimés (+ 27,3 %).

Les exportations de l'industrie transformatrice du bois ont augmenté pour tous les postes en valeur et en tonnage, sauf pour les objets en liège, pour lesquels on relève un recul de 28,8 % en tonnage et le statu quo en valeur. Pour le liège brut et les déchets de liège, le tonnage est passé de 20 à 27, mais, en 1967, ces exportations s'élevaient à 121 t, et à 202 t en 1966.

Ce sont surtout les exportations de meubles en bois et en bambou qui ont augmenté. Depuis 1964, elles ont presque triplé en tonnage, passant de 25 777 t à 71 084 t. Les exportations de bois de placage, de bois artificiel et d'autres bois travaillés ont aussi poursuivi leur expansion régulière. Après un fléchissement en 1968, les ventes sur les marchés extérieurs de bois ronds, bruts ou simplement équarris ou sciés ont augmenté, sans cependant atteindre le niveau des années 1964, 1965 et 1966.

Les importations de meubles en bois ou en bambou ont relativement plus progressé que les exportations (+ 58,2 % en valeur et 47,7 % en tonnage), mais elles sont demeurées bien en dessous du niveau de celles-ci.

4. — Industrie du tabac.

La quantité de tabac travaillée en 1969 a diminué de 1 245 t par rapport à 1968, soit 3,9 %. Il faut remonter à 1963 pour trouver un volume aussi bas.

La production de cigares a fléchi de 74 t (— 3,5 %). Celle de cigarillos a augmenté de 47 t (+ 1,8 %), mais sans atteindre la quantité des années antérieures. Le nombre des cigarettes fabriquées a continué d'augmenter, mais la production de tabac à fumer a diminué.

Les exportations ont diminué globalement de 15,3 % en valeur et de 18,6 % en tonnage. Contrairement à la tendance générale, celles de cigarillos, par contre, ont augmenté de 9,7 % et de 11,2 % respectivement. L'ensemble des importations a progressé de 4,6 % en valeur et de 8,9 % en volume.

La consommation est demeurée, en 1969, à peu près au niveau des années précédentes. Les achats ont atteint 1 727 cigarettes par habitant, en Belgique, contre 1 646 l'année précédente ; 625 grammes de tabac, contre 684 grammes en 1968 ; 30 cigares comme en 1968 et 82 cigarillos, contre 83 en 1968.

La consommation des cigarettes représente 66,8 % du tabac utilisé dans le pays ; la part des cigarettes à filtre a encore progressé.

5. — Industrie diamantaire.

En 1969, les ventes de diamants de joaillerie bruts et de diamants industriels ont atteint 34,6 milliards de francs dans le monde, contre 30 milliards en 1968 et 24,6 milliards en 1967, soit une augmentation de 13,8 % en 1969 et de 15 % en 1968.

La situation n'a pas été trop défavorable en Belgique en 1969. Les importations de diamants bruts ont augmenté de 19,8 % et celles de diamants taillés de 50,5 %. Les statistiques des ventes à l'étranger de diamants taillés ne sont pas aussi favorables. Bien que les exportations aient augmenté de 5,7 % en valeur pour le diamant brut et de 5,3 % pour le diamant taillé, leur progression en carats n'a été que de 4,7 % pour le brut et il y a eu un fléchissement de 5,5 % pour le diamant taillé. Si l'on tient compte, en outre, de l'accroissement important des importations de diamants taillés on peut en déduire un recul de l'industrie belge.

La concurrence de l'Inde augmente, en effet, continuellement, les bas salaires la rendent très dangereuse. Les importations en provenance de ce pays ont pratiquement doublé en 1969, par rapport à 1967. L'industrie israélienne reste également un concurrent non négligeable.

La demande américaine a diminué sous l'effet de la politique anti-inflationniste et des restrictions de crédit rigoureuses, de sorte qu'un certain malaise est apparu, spécialement dans la petite branche, c'est-à-dire surtout en Campine.

D'après les données de l'O.N.S.S., l'emploi s'élevait à 13 221 travailleurs, au 30 juin 1969, contre 13 289 un an auparavant. Il y a eu 812 nouveaux contrats d'apprentissage, contre environ un millier en 1968.

★

★ ★

Industrie du papier et du carton

Production et transformation

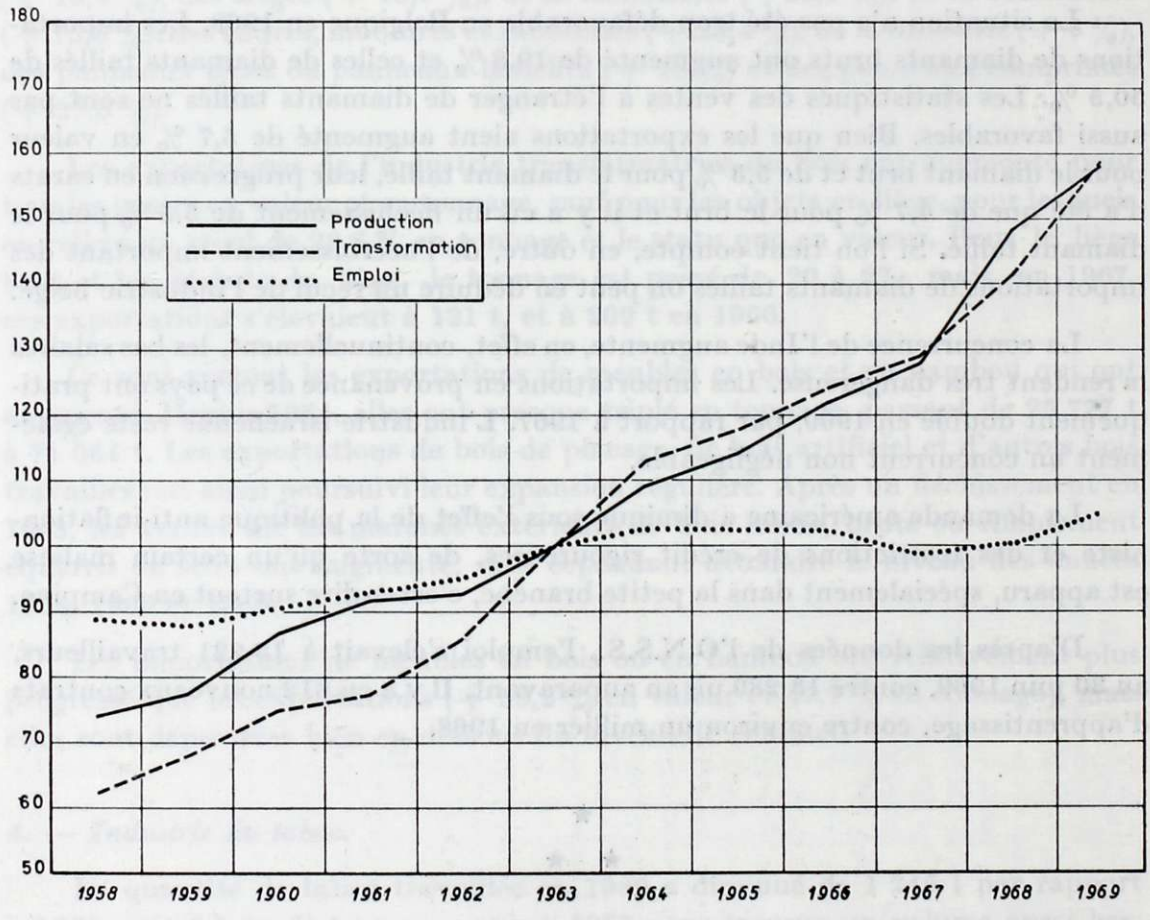
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969
Production :					
Papier journal	88,6	94,1	86,8	101,3	84,0
Papier d'écriture et d'impression	127,8	146,4	169,7	231,7	284,7
Papier kraft, d'emballage, papier parchemin et parcheminé	139,1	143,5	137,9	138,8	144,3
Autres papiers (a)	57,8	61,2	68,9	77,3	82,5
Carton	102,0	102,6	100,8	106,2	105,3
Total...	**515,4**	**547,8**	**564,2**	**655,4**	**700,8**
Transformation :					
Par les producteurs	64,6	68,9	88,6	102,5	110,9
Par les industries transformatrices	467,2	491,2	425,4	450,9	520,8
dont : Emballages	(263,1)	(277,2)	(284,7)	(303,2)	(336,7)
Papiers et cartons imprégnés	(122,7)	(127,6)	(138,4)	(141,4)	(174,4)
Total...	**531,8**	**560,1**	**514,0**	**553,4**	**631,8**

(a) La rubrique « autres papiers » comprend le papier blanc à autre usage que le papier d'écriture et d'impression, le papier cellulose et les papiers spéciaux.

Production, transformation et emploi

(1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

DÉSIGNATION (a)	Importation					Exportation				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois à pâte	370	360	407	435	542	4	6	3	8	5
Pâte à papier et déchets de papier	1 718	1 891	1 931	2 269	2 595	439	543	649	778	1 012
Papier et carton	4 558	5 110	5 084	5 808	7 038	2 736	3 318	3 781	4 798	6 693
dont : papier journal	(551)	(589)	(637)	(638)	(749)	(265)	(135)	(257)	(228)	(105)
papier et carton kraft	(929)	(968)	(939)	(1 130)	(1 412)	(162)	(177)	(231)	(235)	(252)
papier pour l'impression, l'écriture ou le dessin	(1 028)	(1 076)	(1 043)	(1 046)	(1 429)	(238)	(577)	(640)	(775)	(979)
Produits de papier et de carton	1 148	1 326	1 461	1 794	2 296	921	1 020	956	1 174	1 799
dont : sacs, boîtes et autres emballages	(381)	(453)	(513)	(667)	(893)	(373)	(403)	(343)	(415)	(537)
Imprimés	2 244	2 463	2 505	2 814	3 218	2 255	2 586	2 545	2 867	3 327
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Bois à pâte	342 371	369 529	440 310	479 863	619 329	4 693	4 528	3 168	10 559	4 395
Pâte à papier et déchets de papier	250 905	286 654	297 376	366 268	397 685	128 672	155 140	187 742	217 342	245 682
Papier et carton	463 813	490 149	498 602	570 850	670 402	175 956	205 416	243 266	302 951	382 902
dont : papier journal	(76 616)	(79 606)	(86 729)	(88 277)	(103 202)	(32 369)	(17 313)	(30 918)	(29 919)	(14 519)
papier et carton kraft	(104 029)	(104 166)	(102 375)	(128 296)	(157 977)	(13 707)	(14 809)	(23 062)	(18 790)	(20 260)
papier pour l'impression, l'écriture ou le dessin	(103 434)	(102 315)	(97 014)	(96 918)	(127 412)	(17 409)	(55 015)	(65 046)	(85 474)	(105 408)
Produits de papier et de carton	42 468	49 392	55 859	71 713	92 013	42 522	43 182	39 783	51 825	69 208
dont : sacs, boîtes et autres emballages	(20 008)	(23 405)	(25 264)	(33 659)	(43 363)	(28 632)	(27 140)	(22 479)	(27 214)	(31 722)
Imprimés	42 260	45 897	48 025	52 412	59 863	52 187	57 073	56 611	59 926	65 733

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1969.* — Bois à pate : C.T.C.I. 242.1; pate à papier et... : C.T.C.I 251; papier et carton : C.T.C.I. 641 — 641.6; papier-journal : C.T.C.I. 641.1; papier et carton Kraft : C.T.C.I. 641.3; papier pour l'impression... : C.T.C.I. 641.21; produits de papier... : C.T.C.I. 642; sacs, boîtes... : C.T.C.I. 642.11 + 642.12; imprimés : C.T.C.I. 892. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Production de cuirs, chaussures et pantoufles

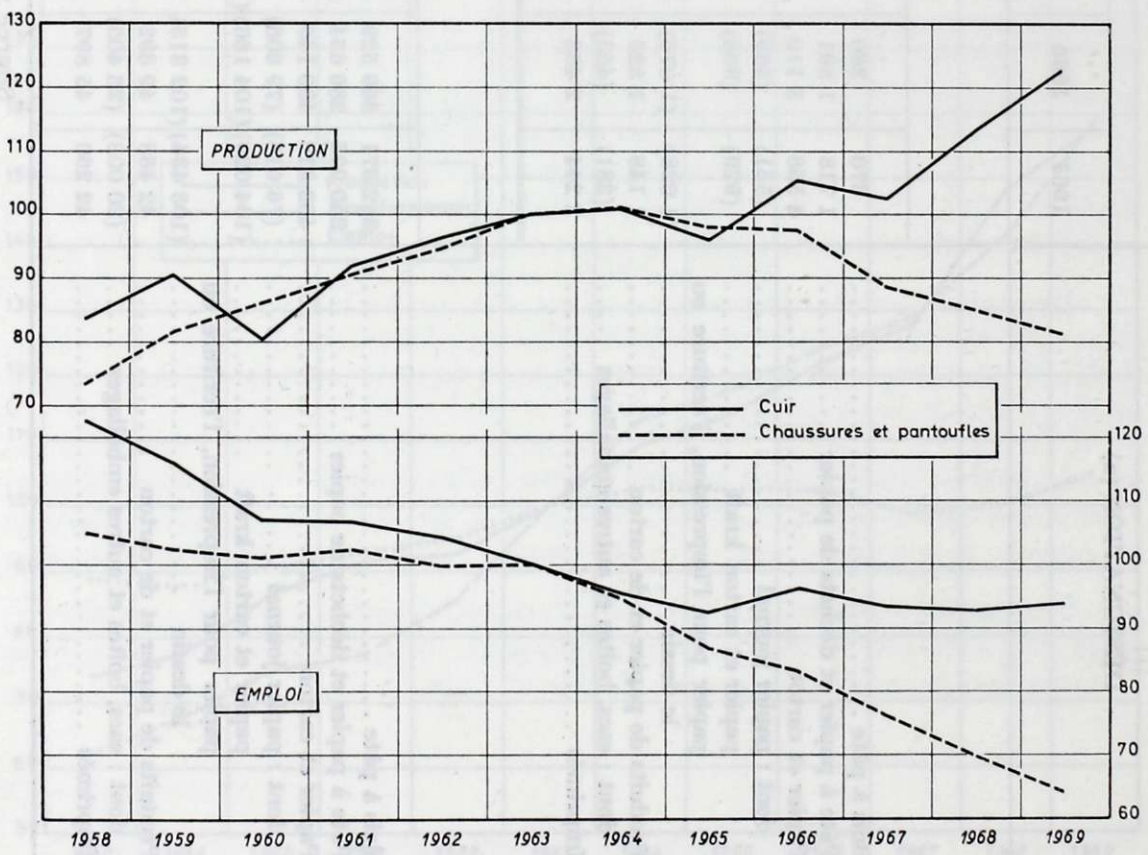
ANNÉE	Cuirs lourds de bovins (en tonnes)	Cuirs légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures (en milliers de paires)	Pantoufles (en milliers de paires)
1960	2 085	41 028	14 400	7 945
1961	2 612	46 152	14 959	8 829
1962	2 654	48 498	15 763	8 859
1963	2 403	51 822	16 152	10 592
1964	2 406	52 278	16 328	10 283
1965	2 455	49 329	15 907	9 303
1966	2 174	55 557	15 437	8 863
1967	1 870	54 841	13 952	8 571
1968	2 283	59 952	13 074	8 860
1969	2 472	64 750	12 664	7 527

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du cuir, de chaussures et pantoufles

Production et emploi

(1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
	VALEUR (en millions de francs)									
Peaux brutes	839	927	768	879	1 129	585	640	602	593	734
Pelleteries brutes	573	661	639	647	953	129	106	70	68	76
Fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées	353	318	278	357	474	356	498	453	573	957
Cuirs et peaux préparés	1 017	1 061	829	896	961	737	931	979	1 092	1 466
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	1 534	1 806	1 954	2 362	2 628	736	739	762	730	884
Chaussures en caoutchouc ou en matière plastique	137	177	196	253	313	45	42	35	41	54
Chaussures ou parties n.d.a.	122	142	144	137	159	109	138	127	137	173
Vêtements et accessoires en cuir	84	110	96	126	165	348	408	358	363	486
Autres articles manufacturés en cuir	238	241	213	251	280	212	202	146	129	168
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Peaux brutes	30 837	29 273	29 970	34 722	36 835	31 697	28 404	32 645	32 676	33 756
Pelleteries brutes	4 329	4 574	4 618	4 258	3 955	1 008	917	472	700	657
Fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées	345	307	293	413	455	572	564	459	659	885
Cuirs et peaux préparés	5 446	5 487	3 763	3 919	4 233	3 903	4 214	4 103	5 148	5 398
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	6 889	7 698	8 305	10 286	10 517	2 966	2 618	2 459	2 453	2 804
Chaussures en caoutchouc ou en matière plastique	2 125	2 408	2 450	2 997	3 551	736	576	453	636	594
Chaussures ou parties n.d.a.	1 319	1 331	1 373	1 351	1 497	1 375	1 342	1 174	1 355	1 617
Vêtements et accessoires en cuir	118	131	124	150	209	311	334	302	311	433
Autres articles manufacturés en cuir	645	478	431	466	501	406	408	387	392	446

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1969* — Peaux brutes : C.T.C.I. 211; pelleteries brutes : C.T.C.I. 212; fourrures... : C.T.C.I. 613 + 842; cuirs et peaux préparés : C.T.C.I. 611 — T.D. 4102.20 — 4102.27: chaussures entièrement... : C.T.C.I. 851.02; chaussures en caoutchouc... : C.T.C.I. 851.01; chaussures ou parties n.d.a. : C.T.C.I. 851 + 612.3 — C.T.C.I. 851.01 — 8501.02; vêtements... : C.T.C.I. 841.3 + T.D. 6506.30 + 6506.90; autres articles... : C.T.C.I. 612.1 + 612.2 + 612.9 + T D. 4202.30 + 4202.65 + 4202.83. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Industries du bois et des produits connexes (a)

DÉSIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Valeur des ventes facturées (en millions de francs)				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
Meubles	29 112	30 942	30 879	30 929	33 216	5 648	6 655	6 981	8 103	9 592
Sièges	7 330	8 376	8 724	8 922	10 039	1 375	1 850	1 956	2 379	2 828
Menuiserie	6 161	6 148	6 232	6 256	6 447	1 446	1 546	1 755	1 857	2 286
Boissellerie	4 387	4 646	4 495	4 332	4 391	772	828	899	948	1 096
Cadres, moulures, raboteries	1 673	1 894	1 744	1 921	2 053	269	335	351	402	484
Liège	141	144	114	94	114	39	44	38	32	42
Vannerie et rotin	455	413	356	331	289	73	76	73	80	76
Saboterie	77	57	54	41	38	8	8	6	4	4
Brosserie	1 128	1 096	1 093	1 021	1 003	306	299	322	333	353
Caisserie et tonnellerie	2 790	2 802	2 819	2 470	2 280	494	562	627	592	640
Parquets	430	427	380	333	280	98	98	97	108	95
Contre plaqué	2 959	2 854	2 333	2 004	1 963	748	743	680	656	626
Panneaux blocs ou panneaux lamellés	679	556	458	524	544	197	177	167	200	236
Panneaux comprimés	3 797	3 804	3 900	4 000	4 294	1 945	2 103	2 259	2 637	3 358
Total ...	**61 120**	**64 159**	**63 581**	**63 178**	**66 950**	**13 417**	**15 326**	**16 210**	**18 330**	**21 716**

(a) Entreprises occupant 5 ouvriers et plus.

Sources : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de bois, liège et autres matières utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis

ainsi que leurs produits finis

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b)....	788	863	799	1 084	1 175	576	551	401	377	536
Bois façonnés ou simplement travaillés	2 759	2 825	2 780	2 738	3 597	373	325	295	328	396
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n. d. a.	792	892	922	1 006	1 260	1 488	1 502	1 530	1 615	2 143
Articles manufacturés en bois, n. d. a.	582	603	656	605	695	324	373	382	449	530
Liège brut et déchets	9	9	7	7	6	1	1	1	—	—
Articles manufacturés en liège	161	158	128	108	102	22	32	12	4	4
Matières animales ou végétales pour la brosserie et la vannerie	133	117	110	118	103	56	60	45	40	53
Articles de vannerie et de brosserie	266	226	230	248	341	99	102	97	115	138
Meubles en bois, en bambou ou produits similaires	879	1 066	1 064	1 393	2 204	1 804	2 183	2 930	3 797	4 967
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b).....	394 722	368 455	379 987	396 527	540 477	320 867	296 310	233 643	215 027	273 593
Bois façonnés ou simplement travaillés	595 242	616 147	645 820	622 645	760 123	71 420	62 280	54 519	59 372	63 832
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n. d. a.	74 526	85 511	91 253	94 986	111 071	220 153	226 845	239 407	254 809	333 441
Articles manufacturés en bois, n. d. a.	28 732	29 569	32 052	30 806	36 877	14 206	17 348	17 445	19 721	23 158
Liège brut et déchets	1 154	1 204	899	872	796	247	202	121	20	27
Articles manufacturés en liège	5 373	5 198	4 480	3 498	3 158	595	908	350	111	79
Matières animales ou végétales pour la brosserie et la vannerie	7 749	6 496	6 012	6 328	5 111	2 756	3 016	3 032	3 183	3 239
Articles de vannerie et de brosserie	5 448	4 553	4 463	4 463	5 965	1 588	1 713	1 498	1 968	2 269
Meubles en bois, en bambou et produits similaires .	16 902	19 280	20 118	28 027	41 388	28 921	31 462	40 194	54 465	71 084

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1969.* — Bois ronds... : C.T.C.I. 242 — 242.1; bois façonnés... : C.T.C.I. 243; bois de placage... : C.T.C.I. 631 + T.D. 4809.00 + 4809.10; articles... : C.T.C.I. 632 + T.D. 4413.00 + 6403.00 + 6403.10; liège... : C.T.C.I. 244; articles manufacturés... : C.T.C.I. 633; matières animales... : C.T.C.I. 291.92 + 292.3 + 292.93; articles de vannerie... : C.T.C.I. 657.8 + 841.52 + 899.21 + 899.22 + 899.23 + 899.24 + 899.25 + 899.26 + 899.27 + T.D. 4202.83; meubles en bois... : C.T.C.I. 821.01 — T.D. 9401.00 — 9401.10 — 9401.20 + 9403.40 + 9403.45 + 9403.50 + 9403.55 + 9403.60 + 9403.65 + 9403.70. — Données correspondantes pour les années antérieures.

(b) Sauf bois à pâtes.

Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
	VALEUR (en millions de francs)									
Tabacs bruts	1 939	1 769	2 229	1 797	2 032	120	110	82	141	94
Cigares	216	208	200	382	204	363	496	546	792	649
Cigarillos	63	68	85	101	102	173	167	145	155	170
Cigarettes	153	260	261	245	299	587	472	634	738	633
Tabacs à fumer	59	61	50	61	67	38	54	51	65	55
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	51	47	52	49	52	1	4	3	4	5
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Tabacs bruts	33 334	29 768	37 315	30 172	32 728	1 981	1 931	1 084	2 069	1 328
Cigares	580	549	507	784	503	1 453	1 781	1 968	2 488	2 340
Cigarillos	129	134	180	205	203	662	661	601	538	598
Cigarettes	1 039	1 746	1 612	1 343	1 916	4 118	3 275	4 144	4 413	3 443
Tabacs à fumer	679	585	568	729	813	363	492	496	619	537
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	430	455	643	515	579	15	39	21	46	37

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1969.* — Tabacs bruts : C.T.C.I. 121; cigares : T.D. 2402.10; cigarillos : T.D. 2402.20; cigarettes : C.T.C.I. 122.2; tabacs à fumer : T.D. 2402.40 + 2402.50; autres produits... : T.D. 2402.60 + 2402.70 + 2402.90. — Données correspondantes pour le années antérieures.

Industrie du tabac

Quantités mises en œuvre

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Cigares	1 301	1 986	1 571	1 578	1 816	2 094	2 020
Cigarillos	2 866	3 305	3 623	2 959	2 701	2 550	2 597
Cigarettes	16 083	17 144	18 474	18 762	18 617	19 134	19 250
Tabac à fumer	8 504	8 087	7 938	7 179	7 669	7 852	6 512
Autres tabacs	78	79	63	70	124	51	57
Total ...	**28 832**	**30 602**	**31 669**	**30 548**	**30 927**	**31 681**	**30 436**

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de diamants (a)

Moyennes mensuelles

(en millions de francs)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés
1961	390,0	146,8	62,4	455,8
1962	390,6	150,4	48,9	543,4
1963	442,5	200,6	75,3	596,6
1964	566,8	219,2	152,2	733,8
1965	575,5	229,7	146,2	817,6
1966	713,6	307,2	180,2	920,5
1967	642,8	290,6	222,8	920,8
1968	920,4	425,6	324,0	1 058,2
1969	1 102,9	640,4	342,6	1 104,6

Source : Ministère des Affaires économiques, Office Central des Contingents et Licences (Anvers).

(a) A l'exclusion du trafic de consignation.
Seules figurent dans le tableau ci-dessus les importations et exportations qui ont donné lieu à une transaction financière réelle.

SECTION IV.

APPROVISIONNEMENT EN EAU

L'utilisation et la consommation d'eau par les diverses branches d'industrie, en 1968, n'ont pas toujours été en corrélation étroite avec l'évolution de l'activité économique dans ces secteurs. Elles accusent même parfois des évolutions divergentes.

Tandis que l'utilisation de l'eau a augmenté dans l'ensemble — l'industrie des fabrications métalliques, les tanneries et les charbonnages ont toutefois accusé un recul — sa consommation a diminué dans plus de la moitié des secteurs.

Par suite de la forte augmentation de la consommation d'eau en sidérurgie et dans l'industrie chimique, qui avec l'industrie des métaux non ferreux, représentent plus de 60 % de la consommation globale, celle-ci a augmenté de 8,8 %.

Par région, c'est dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale et de Flandre orientale que l'augmentation est la plus forte en ce qui concerne l'utilisation de l'eau, ce qui s'explique par les progrès de l'industrialisation. Cependant, la province de Liège prend encore à son compte trois quarts de la quantité globale utilisée.

En ce qui concerne l'eau consommée, c'est dans les provinces du Hainaut, d'Anvers et surtout de Flandre orientale que l'accroissement est le plus considérable ; par suite de l'établissement d'une usine sidérurgique il est de plus de 100 % dans cette dernière région.

★

★ ★

Utilisation et consommation de l'eau dans l'industrie (a)

(en 1 000 m³)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1967			1968		
	Utilisation (1)	Eau rejetée (2)	Consommation (1) — (2) (3)	Utilisation (4)	Eau rejetée (5)	Consommation (4) — (5) (6)
Mines de houille	145 761	131 829	13 932	136 801	125 174	11 627
Carrières et industries connexes	27 905	25 984	1 921	40 334	38 015	2 319
Industries alimentaires (y compris la fabrication de la margarine, des huiles et des boissons)	120 345	101 690	18 655	120 596	105 661	14 935
Industrie de la préparation du lin et de la laine, fabrication de fibres artificielles et synthétiques, achèvement (à façon et pour compte propre)	56 337	51 771	4 566	58 256	53 543	4 713
Industrie du bois	2 420	1 549	871	2 457	1 787	670
Industrie du papier (établissements producteurs)	89 536	82 253	7 283	92 269	81 485	10 784
Tanneries	4 993	4 771	222	4 893	4 585	308
Industrie chimique	485 590	453 244	32 346	634 416	596 255	38 161
Industrie du caoutchouc	6 826	6 072	754	7 399	6 718	681
Raffineries de pétrole	290 663	290 533	130	309 650	309 517	133
Cokeries	79 998	71 887	8 111	86 355	77 548	8 807
Industrie de la terre cuite	1 425	548	877	1 454	577	877
Industrie du verre (établissements producteurs)	22 343	20 287	2 056	22 997	21 348	1 649
Industrie de la céramique	982	685	297	1 003	727	276
Industrie du ciment (y compris agglomérés de ciment)	16 087	10 869	5 218	16 465	11 469	4 996
Industrie sidérurgique	1 011 072	972 297	38 775	1 076 332	1 002 916	53 416
Industrie des métaux non ferreux	193 223	154 509	38 714	196 369	157 616	38 753
Industrie des fabrications métalliques	66 278	61 350	4 928	65 237	60 726	4 511
Centrales électriques :						
hydrauliques	13 809 931	13 809 931	—	13 758 847	13 758 846	1
thermiques	3 343 228	3 327 464	15 764	3 429 099	3 413 949	15 150
Total...	19 774 943	19 579 522	195 421	20 061 229	19 848 462	212 767

(a) Estimations fournies par les établissements occupant 5 ouvriers ou plus, sauf pour les secteurs suivants : industries alimentaires, industries des métaux non-ferreux et du bois, cimenteries, raffineries de pétrole (20 ouvriers ou plus) et fabrications métalliques (100 ouvriers et plus).

Les données relatives à 1969 ne sont pas encore disponibles.

Institut National de Statistique.

Répartition des quantités d'eau utilisées par province et par origine (a)

(en 1 000 m³)

PROVINCE	Origine de l'eau utilisée					Eau rejetée			Consommation nette (5) — (8)	Destination			
	Puits	Cours d'eau ou canaux	Distribution publique	Autres	Total	Aux cours d'eau	Aux égouts	Total		Production	Refroidissement	Autres usages	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
	1967												
Anvers	29 296	1 222 813	21 758	11 944	1 285 811	1 197 876	31 302	1 229 178	56 633	44 285	1 211 191	30 335	1 285 811
Brabant	26 124	562 646	8 633	2 658	600 061	532 369	40 520	572 889	27 172	67 409	509 005	23 647	600 061
Hainaut	17 878	1 185 391	4 031	23 827	1 231 127	1 185 044	13 434	1 198 478	32 649	28 510	1 140 277	62 340	1 231 127
Liège	18 339	14 987 186	11 458	6 124	15 023 107	14 932 472	59 171	14 991 643	31 464	91 436	993 988	13 937 683	15 023 107
Limbourg ...	19 500	135 343	572	4 950	160 365	127 142	20 016	147 158	13 207	19 810	122 602	17 953	160 365
Luxembourg	52	25 789	252	236	26 329	22 960	442	23 402	2 927	2 791	22 251	1 287	26 329
Namur	5 522	134 258	1 877	849	142 506	136 964	789	137 753	4 753	17 007	118 759	6 740	142 506
Flandre orientale	14 364	1 149 543	7 566	3 308	1 174 781	1 140 490	15 283	1 155 773	19 008	46 896	1 115 095	12 790	1 174 781
Flandre occidentale	6 992	119 253	4 470	141	130 856	115 328	7 920	123 248	7 608	12 140	112 631	6 085	130 856
Le Royaume..	**138 067**	**19 522 222**	**60 617**	**54 037**	**19 774 943**	**19 390 645**	**188 877**	**19 579 522**	**195 421**	**330 284**	**5 34 5799**	**14 098 860**	**19 774 943**
	1968												
Anvers	30 668	1 313 227	30 253	13 409	1 387 557	1 277 267	47 262	1 324 529	63 028	50 896	1 299 925	36 736	1 387 557
Brabant	27 228	539 016	7 804	1 882	575 930	515 474	33 224	548 698	27 232	62 675	491 130	22 125	575 930
Hainaut	17 440	1 188 338	4 084	24 117	1 233 979	1 185 555	13 751	1 199 306	34 673	29 122	1 137 561	67 296	1 233 979
Liège	18 222	14 970 252	11 949	5 193	15 005 616	14 904 185	77 343	14 981 528	24 088	104 381	1 013 195	13 888 040	15 005 616
Limbourg ...	18 574	137 215	635	5 103	161 527	122 106	26 896	149 002	12 525	20 021	122 549	18 957	161 527
Luxembourg	109	27 310	129	220	27 768	24 389	353	24 742	3 026	2 911	23 465	1 392	27 768
Namur	5 179	128 180	1 703	845	135 907	129 638	2 266	131 904	4 003	31 185	98 654	6 068	135 907
Flandre orientale	14 884	1 362 923	7 245	3 709	1 388 761	1 069 338	279 359	1 348 697	40 064	47 738	1 328 180	12 843	1 388 761
Flandre occidentale	7 188	132 103	4 778	115	144 184	127 349	12 707	140 056	4 128	12 356	125 670	6 158	144 184
Le Royaume..	**139 492**	**19 798 564**	**68 580**	**54 593**	**20 061 229**	**19 355 301**	**493 161**	**19 848 462**	**212 767**	**361 285**	**5 640 329**	**14 059 615**	**20 061 229**

(a) Les données relatives à 1969 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique

CHAPITRE III

TRANSPORTS

Les transports de marchandises par voie ferrée exprimés en tonnes-kilomètre, ont augmenté globalement de 11,1 % en 1969, alors qu'ils avaient progressé de 9,8 % en 1968 et fléchi de 2,4 % en 1967. Comme les années précédentes, le nombre des tonnes-kilomètre a été très différent selon les destinations. Le tonnage total transporté par wagons complets a augmenté de 9,4 %, contre 6,5 % en 1968. Cette progression était un peu moins forte que celle exprimée en tonnes-kilomètre, on peut en déduire que les marchandises ont été transportées en moyenne sur une distance plus grande. Cela ressort, du reste, du fait que l'augmentation la plus forte a concerné, en 1969, le trafic de transit (20,5 % contre 12,2 % l'année précédente) ; à l'exportation, l'avance a été de 14,7 %, et à l'importation de 7,6 % (contre respectivement 13,5 % et 8,8 % en 1968). L'augmentation la plus faible a concerné le trafic intérieur : 4 %, mais en 1968 on avait enregistré ici un léger recul.

Par contre, les transports intérieurs absorbent environ un tiers du tonnage total confié à la S.N.C.B. et réparti dans les quatre catégories (importation, exportation, transit et intérieur).

Bien que leur quote-part ait légèrement fléchi au cours des dernières années, les produits métalliques, les combustibles solides et les minerais représentent encore 73 % de la quantité globale transportée par les chemins de fer. Sauf les combustibles solides et les produits textiles, agricoles et alimentaires pour lesquels les données statistiques sont demeurées à peu près inchangées par rapport à 1968, le trafic des produits de toutes les autres catégories, exprimé en tonnes-kilomètre, a augmenté ; l'expansion a atteint 10 % pour les minerais et les matériaux de construction, près de 16 % pour les produits métalliques, 20 % pour les produits chimiques et 34 % pour les huiles industrielles et le pétrole.

Jusqu'ici, depuis une dizaine d'années, ces transports de marchandises par chemin de fer n'ont pas marqué de progrès rapides, malgré les nouvelles possibilités qui s'ouvrent a eux surtout grâce à la technique des containers, qui connaît depuis 1965 un développement remarquable. Celle-ci doit sa naissance à la concurrence tenace entre les principales sociétés de navigation maritime.

L'accroissement continu du nombre des navires adaptés au transport par containers et l'augmentation de leur capacité unitaire ont accru les possibilités du chemin de fer. Celui-ci peut, en effet, mettre en circulation des trains complets de wagons-containers et ainsi, plus facilement que les autres transporteurs, assu-

rer les transports non prévus de marchandises de et vers la mer et leur acheminement sur terre à grande vitesse.

Le trafic portuaire a aussi connu, en 1969, une expansion relativement rapide, surtout si l'on tient compte de l'accroissement considérable du tonnage des ports secondaires de Gand et de Zeebrugge. Globalement, le tonnage traité à l'importation, à l'exportation et en transit, dans les trois ports nationaux, a augmenté de 14 % par rapport à l'année précédente. En 1968, l'accroissement avait été de 19 %. Au port d'Anvers l'expansion a en effet été beaucoup plus faible en 1969 que l'année précédente (1 % contre 16 %). Par contre, le tonnage traité dans le port de Zeebrugge a augmenté de 200 % et, dans le port de Gand, de près de 350 %. Les trafics portuaires de Gand et Zeebrugge mis ensemble ont atteint 23 % de celui d'Anvers, contre 9,2 % en 1968.

En 1969, le nombre des navires entrés au port d'Anvers a fléchi de 47 unités, l'année précédente il avait déjà diminué de 318. Ce recul est la conséquence de l'utilisation de navires de plus en plus grands. D'ailleurs, de 1967 à 1969 le tonnage total des navires entrés au port d'Anvers est passé de 46 181 000 t à 60 532 000 t. Aux ports de Gand et de Zeebrugge, qui sont en pleine expansion à la suite des récentes améliorations des structures, le nombre des navires entrés en 1969 a augmenté de 830 et 236 unités respectivement.

En 1969, la flotte marchande belge a été enrichie de cinq nouveaux navires, de sorte que leur nombre a été porté à 97. Le tonnage brut total est passé de 885 708 t à 965 250 t, soit une augmentation de 9 %. En outre, il y avait, au 1er janvier 1970, encore 10 nouveaux navires en commande pour compte des armements belges.

L'évolution favorable de la conjoncture n'a plus stimulé l'activité de la navigation intérieure. Le tonnage transporté par celle-ci qui, depuis 1963, a connu une expansion constante, a enregistré, pour la première fois en 1969, un léger recul bien que le nombre des tonnes kilomètre ait encore progressé de 3,3 %, contre 6,2 % en 1968 et 5 % en 1967. La réduction de l'activité de la navigation intérieure s'est fait surtout sentir à l'exportation.

Dans l'ensemble des marchandises transportées, les produits minéraux et les matériaux de construction occupent la place principale : 36,6 % ; c'est d'ailleurs ces catégories de marchandises (dont le trafic a encore augmenté de 7,7 % en 1969) qui ont permis à la navigation intérieure de garder son importance relative actuelle. Elle est en effet axée surtout sur le transport de produits de masse, ne pouvant concurrencer les transports par route et par fer en vitesse. Depuis l'apparition du transport par containers, elle a perdu une part importante du marché, car les bâtiments intérieurs ne peuvent être chargés bord à bord dans les ports avec les grues à containers existantes. Elle s'efforce néanmoins de s'adapter progressivement à cette technique. D'autres problèmes réclament en outre aussi une solution, notamment le vieillissement du matériel ; plus de 50 % de la capacité de transport disponible date d'avant 1950 et la plus grande partie de la flotte se compose de bâtiments de moins de 400 t. D'autre part, plus de la moitié des bâteaux sont la propriété de petits indépendants qui n'ont pas les moyens de s'adapter assez vite aux nouvelles techniques de transport.

La flotte intérieure de bateaux de charge comptait encore 5 159 unités au 31 décembre 1969, avec un tonnage total de 2 535 592 t, ce qui signifie une diminution de 3,5 % du nombre des bateaux et de 3 % du tonnage par rapport à 1968.

Le parc de camions était, selon les estimations de l'Institut national de Statitstique, de 246 000 unités au 31 décembre 1969, contre 242 000 l'année précédente. En 1969, il a été immatriculé 5 025 camions de plus qu'en 1968. Le tonnage des marchandises transportées par la route pour compte d'autrui en 1968 (dernier renseignement connu) s'est élevé à 86 512 000 t, soit 5,4 % de plus que l'année précédente. Cette augmentation est à rapprocher de celles enregistrées la même année par les chemins de fer, la navigation intérieure et la navigation maritime soit 6,5 %, 9,4 % et 14 % respectivement.

Sur une plus longue période, soit depuis 1960, l'évolution des transports de marchandises par les voies intérieures se caractérise comme suit : le chemin de fer a à peine augmenté son tonnage transporté, le transport par route a progressé d'environ 40 % (évaluation) et la navigation intérieure de 52 %. En 1955, le chemin de fer était encore le transporteur le plus important, alors qu'en 1969 il ne vient qu'à la troisième place, après la navigation intérieure et la route.

C'est le trafic aérien qui a connu la progression relative la plus considérable depuis 1960 : 251 % pour le transport de passagers et 289 % pour celui des marchandises. En 1969, le nombre des arrivées et départs dans les aéroports belges s'est élevé à 79 393 (+ 9,7 % par rapport à 1968). Malgré le recul du nombre des vols irréguliers, le nombre des passagers transportés à l'occasion de ceux-ci a fort augmenté : la capacité de transport des avions a donc été considérablement accrue.

Globalement, le nombre des passagers qui ont fait escale, en 1969, dans les aéroports belges a augmenté de 13 % par rapport à l'année précédente ; le fret et la poste, chargés et déchargés, exprimés en tonnes, ont tous deux augmenté de plus de 23 %. En 1968, ces progrès s'étaient élevés respectivement à 13 %, 18 % et 17 %.

A la Sabena, le nombre des passagers-kilomètre a augmenté de 5,8 % en 1969 et celui des tonnes-kilomètre de 17 % ; l'année précédente, le premier avait légèrement fléchi et l'autre augmenté seulement de 7,7 %. Le coefficient de chargement n'a guère varié (59,6 % contre 59,8 % l'année précédente) en raison de l'accroissement des possibilités de transport offertes par la Sabena.

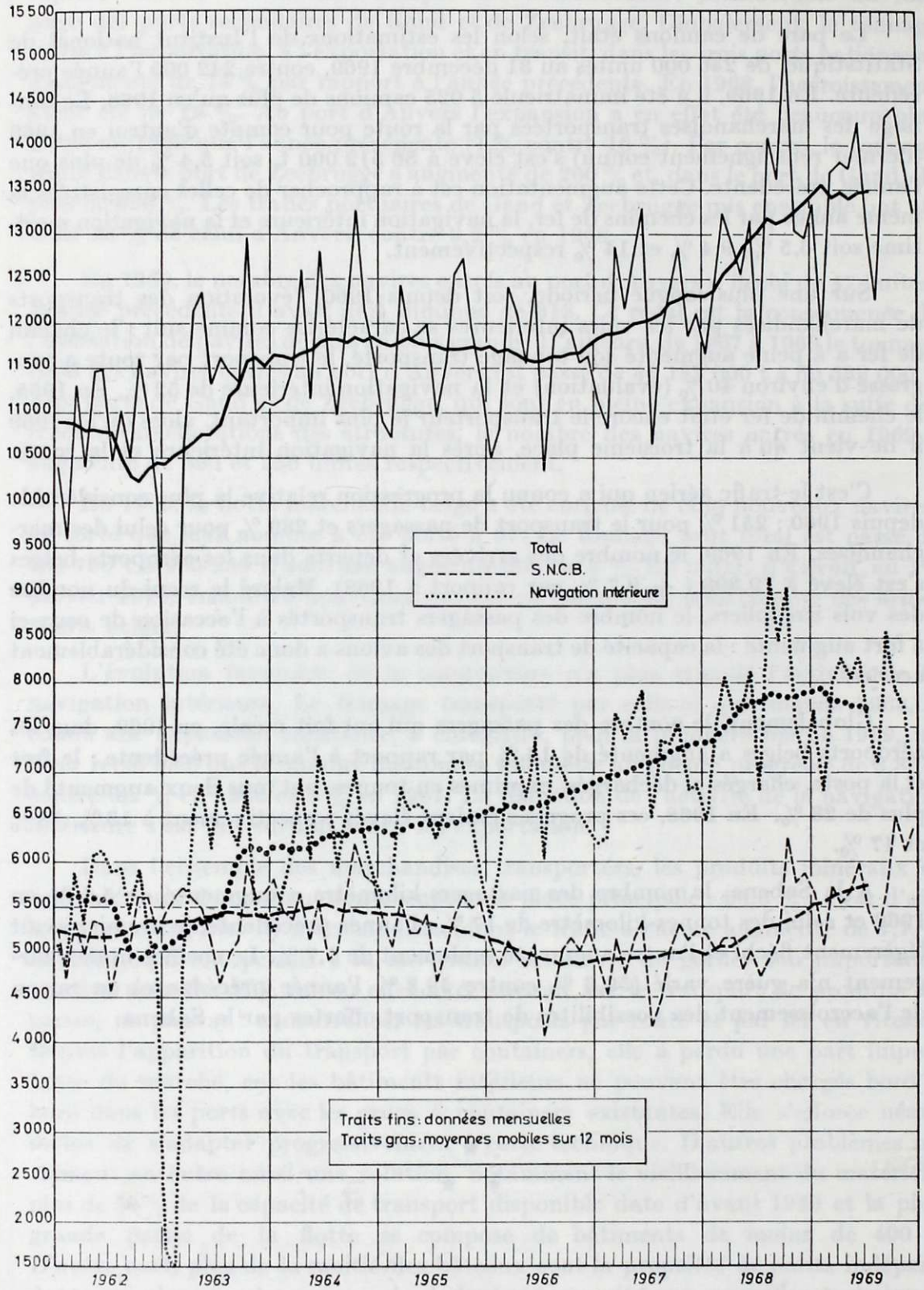
★

★ ★

Chemins de fer et navigation intérieure

Transport des marchandises

(en milliers de tonnes)



Sources : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
Institut National de Statistique.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1962	27 718	16 910	9 134	8 517	62 273	6 467
1963	27 171	17 733	10 133	10 290	65 327	6 825
1964	26 647	19 054	10 742	10 151	66 594	6 925
1965	24 493	19 165	10 793	9 428	63 879	6 758
1966	22 389	18 978	9 693	8 253	59 313	6 234
1967	22 492	19 096	9 808	8 035	59 431	6 082
1968	22 350	20 772	11 134	9 018	63 274	6 675
1969	23 248	22 345	12 769	10 864	69 226	7 416

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des marchandises par wagons complets :
répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Produits agricoles et alimentaires ...	213	221	210	208	225	237	240
Combustibles solides	2 211	1 953	1 859	1 642	1 519	1 706	1 691
Minerais	1 819	2 018	1 993	1 885	1 901	2 000	2 200
Produits métallurgiques	1 225	1 324	1 367	1 268	1 215	1 341	1 552
Matériaux de construction et produits de carrières	662	696	646	575	595	626	688
Produits textiles	23	23	23	22	21	24	25
Produits chimiques	398	386	351	323	327	396	476
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons	149	159	158	159	132	122	164
Divers	125	145	151	152	147	223	880
Total ...	6 825	6 925	6 758	6 234	6 082	6 675	7 416

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des voyageurs
(en millions d'unités)

ANNÉE	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements sociaux	Avec tout autre abonnement (a)
1962	273	8 958	2 964	3 911	2 083
1963	276	9 009	3 107	3 962	1 940
1964	275	9 041	3 106	4 115	1 820
1965	274	8 975	3 080	4 145	1 750
1966	270	8 708	3 005	3 961	1 742
1967	265	8 534	2 977	3 915	1 642
1968	255	8 177	2 906	3 828	1 443
1969	248	8 238	2 943	3 810	1 485

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, abonnements de 5, 10 et 15 jours.

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

Nombre de voyageurs
(en milliers)

ANNÉE	Total	Services électriques	Services d'automotrices	Services d'autobus
1962	294 621	100 063	154	194 404
1963	298 581	93 347	157	205 077 (a)
1964	294 763	86 931	165	207 667 (a)
1965	288 306	78 730	158	209 418
1966	276 361	70 973	169	205 219
1967	271 217	58 106	187	212 924
1968	261 466	47 758	179	213 529
1969	255 951	41 774	176	214 001

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

(a) Données corrigées.

Parc de véhicules routiers

(en milliers d'unités)

ANNÉE	Voitures automobiles (a)	Autobus et autocars (a)	Camions et camionnettes (a)	Motocycles (a) (b)	Bicyclettes à moteur (c)	Bicyclettes
1963	1 022 (d)	7 (d)	204 (d)	189 (d)	446	2 813
1964	1 151	7	214	168	435	2 801
1965	1 340 (d)	9 (d)	225 (d)	150 (d)	418	2 809
1966	1 503	13	237	97	394	2 805
1967	1 653 (d)	13 (d)	239 (d)	79 (d)	379	2 872
1968	1 813	14	242	62	371	2 897
1969	1 921 (d)	15 (d)	246 (d)	51 (d)	380	2 807

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Situation au 1er août.
(b) Cylindrée de plus de 50 cm³.
(c) Cylindrée de 50 cm³ ou moins.
(d) Estimation.

Transports fluviaux

Marchandises transportées

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1962	25 523	22 157	15 711	3 255	66 642	5 421
1963	22 778	22 600	16 157	3 268	64 801	5 202
1964	26 356	26 195	18 522	4 235	75 308	6 107
1965	25 778	27 806	18 867	4 580	77 032	6 087
1966	26 455	28 865	19 785	4 488	79 594	5 968
1967	27 110	32 601	20 999	4 619	85 331	6 262
1968	28 169	37 645	22 657	4 861	93 332	6 650
1969	29 213	36 926	20 916	5 602	92 657	6 870

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES (nomenclature N.S.T.)	1966	1967	1968	1969
Produits agricoles et animaux vivants	518	540	588	711
Denrées alimentaires et fourrages	225	245	278	295
Combustibles minéraux solides	896	894	781	708
Produits pétroliers	645	672	787	826
Minerais et déchets pour la métallurgie ...	436	464	542	461
Produits métallurgiques	563	619	657	652
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	2 172	2 258	2 337	2 518
Engrais	132	150	178	168
Produits chimiques	316	353	434	460
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	65	67	69	70
Total ..	**5 968**	**6 262**	**6 650**	**6 870**

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Trafic par bassin

(en millions de tonnes-kilomètre)

BASSIN	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Escaut maritime	965	951	1 055	1 116	1 197	1 269	1 329	1 267
Canaux de la Campine	2 099	1 995	2 469	2 474	2 288	2 314	2 496	2 621
Canaux brabançons ...	394	374	397	398	434	416	520	535
Meuse et Sambre	841	777	962	822	748	833	873	916
Haut-Escaut	934	943	1 040	1 098	1 146	1 275	1 282	1 380
Centre et Borinage	131	117	138	134	119	124	120	119
Yser et Côte	57	45	46	44	36	34	31	31
Total ...	**5 421**	**5 202**	**6 107**	**6 087**	**5 968**	**6 262**	**6 650**	**6 870**

Source : Institut National de Statistique.

Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge (a)

Situation au 31 décembre

ANNÉE	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Total	
	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes
1961	4 809	1 908 338	854	575 608	5 663	2 483 946
1962	4 842	1 981 693	780	551 547	5 622	2 533 240
1963	4 766	1 984 474	752	551 517	5 518	2 535 991
1964	4 808	2 068 181	709	530 241	5 517	2 598 422
1965	4 837	2 132 077	674	508 978	5 511	2 641 055
1966	4 871	2 183 070	660	507 620	5 531	2 690 690
1967	4 834	2 186 742	611	480 313	5 445	2 667 055
1968	4 772	2 170 453	569	441 334	5 341	2 611 787
1969	4 660	2 142 052	499	393 540	5 159	2 535 592

(a) Non compris les bateaux citernes.

Source : Ministère des Communications.

Nature de la flotte belge

DÉSIGNATION	1er janvier 1969		1er janvier 1970	
	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)
Paquebots mixtes	1	10 530	1	10 530
Cargos	64	419 663	72	501 392
Navires fruitiers	6	30 645	6	30 645
Pétroliers	16	296 488	15	295 699
Chalutier usine	1	1 398	—	—
Minéraliers	4	126 984	4	126 984
Total ...	**92**	**885 708**	**98**	**965 250**

Source : Ministère des Communications.

Marine marchande belge (a)

Situation au 31 décembre

DÉSIGNATION	Année	Navires à vapeur	Navires à moteur	Total
Nombre de navires	1963	18	81	99
	1964	15	85	100
	1965	10	87	97
	1966	9	80	89
	1967	9	84	93
	1968	9	83	92
	1969	9	88	97
Tonnage brut belge	1963	217 066	480 656	697 722
	1964	218 853	508 998	727 851
	1965	169 175	591 327	760 502
	1966	161 362	609 675	771 037
	1967	161 480	673 891	835 371
	1968	161 480	724 228	885 708
	1969	161 480	797 216	965 250(b)
Tonnage net belge	1963	158 312	358 621	516 933
	1964	160 801	379 067	539 868
	1965	124 341	424 547	548 888
	1966	118 726	437 674	556 400
	1967	119 184	470 755	589 939
	1968	119 184	509 752	628 936
	1969	119 184	565 253	689 993

Source : Ministère des Communications.

(a) Non compris les navires de l'Etat.
(b) Y compris une allège maritime.

Port d'Anvers

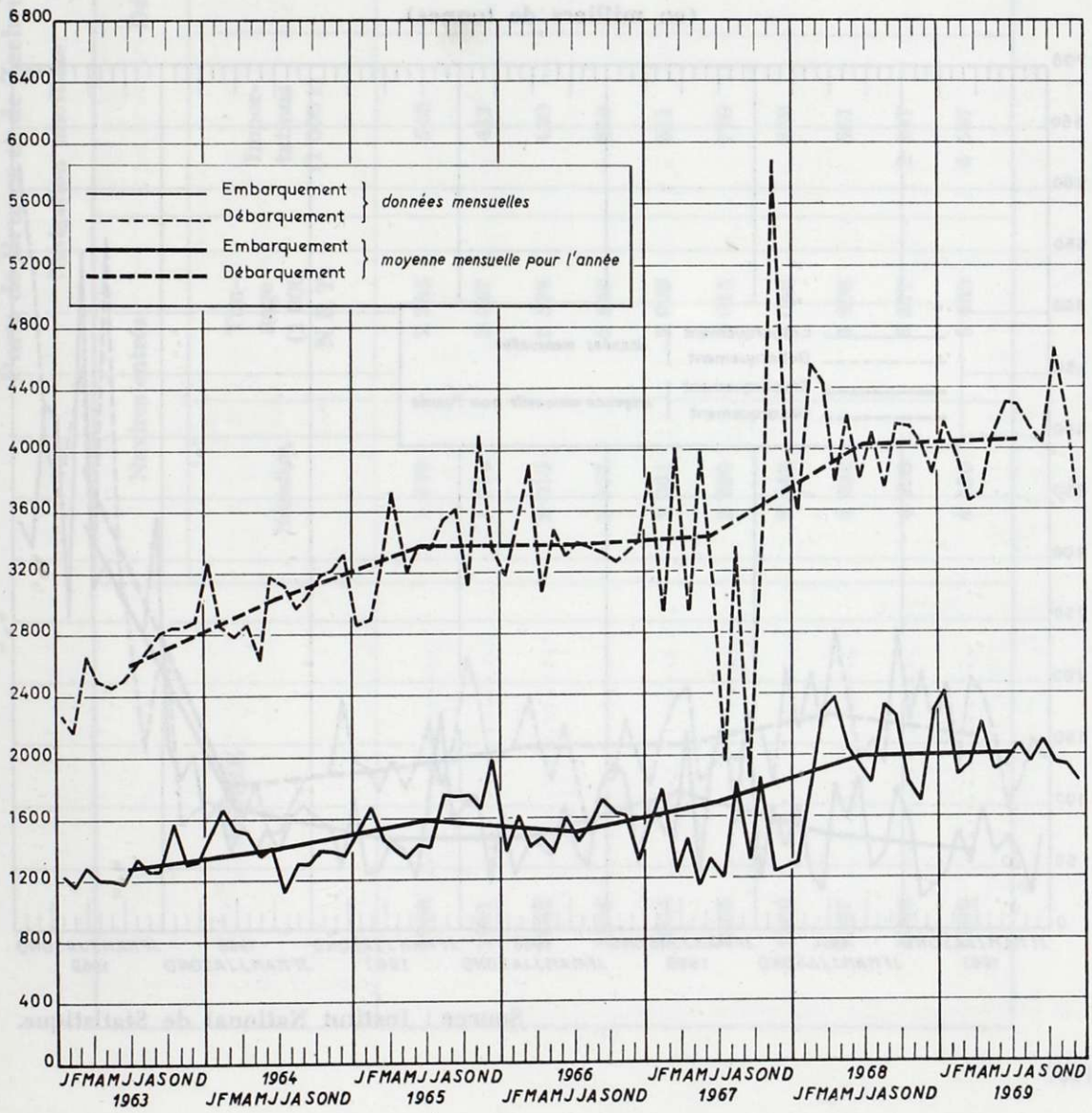
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1962	17 966	39 507	19 898	942	5 070	10 915	4 687
1963	17 856	41 298	24 079	846	6 296	11 212	4 171
1964	18 550	43 207	29 245	989	6 196	11 393	5 505
1965	18 065	44 753	33 004	1 099	6 287	12 563	6 487
1966	18 082	45 140	33 319	1 263	5 936	11 758	6 412
1967	18 250	46 181	35 112	1 127	5 077	11 795	5 530
1968	17 932	49 164	39 746	647	8 115	13 980	9 914
1969	17 885	60 532	40 646	611	7 635	15 209	8 920

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port d'Anvers

(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Port de Gand

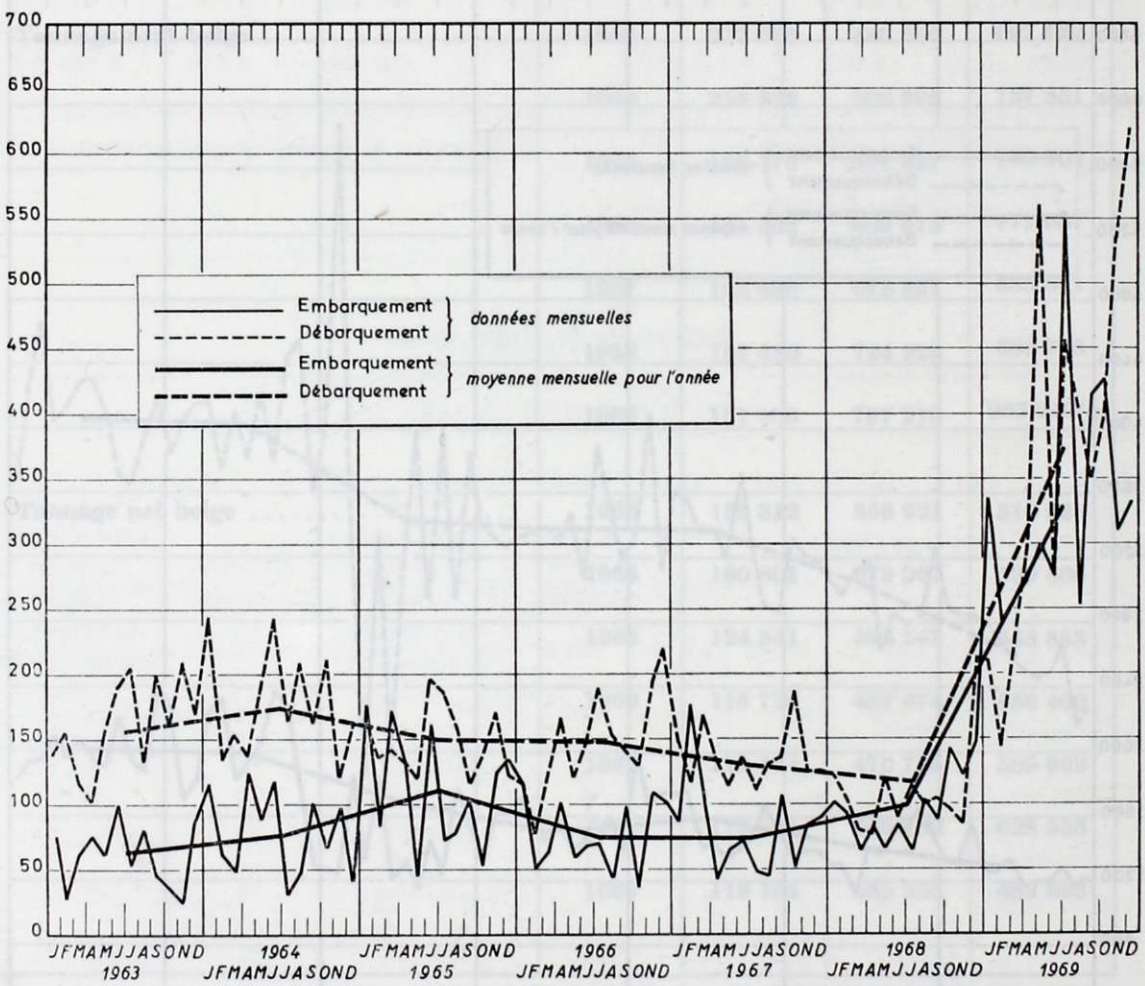
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1962	2 216	1 296	1 314	35	369	674	163
1963	2 408	1 433	1 465	45	428	614	185
1964	2 705	1 579	1 629	46	456	668	267
1965	2 494	1 525	1 499	52	232	990	345
1966	2 233	1 361	1 447	63	268	655	261
1967	2 299	1 197	1 204	61	368	628	258
1968	2 415	1 251	893	78	334	899	263
1969	3 245	3 995	3 533	124	874	3 727	339

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port de Gand

(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Ports de Bruges et de Zeebrugge

Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1960	1 679	2 265	549	—	126	225	170
1961	1 774	2 057	417	4	70	219	155
1962	2 012	2 578	430	138	132	260	192
1963	1 917	2 549	659	200	212	247	191
1964	2 061	2 929	651	149	225	238	186
1965	2 280	3 015	720	293	234	284	177
1966	2 543	4 046	689	384	206	252	234
1967	3 232	5 008	661	258	186	207	311
1968	4 200	6 677	2 897	356	356	237	363
1969	4 436	9 430	6 587	270	758	305	499

Source : Institut National de Statistique.

Trafic commercial des aérodromes belges (a)

DÉSIGNATION	Trafic		
	Régulier	Irrégulier	Total
Avions (unités)			
1961	57 577	1 600	59 177
1962	60 110	824	60 934
1963	55 119	2 475	57 594
1964	58 064	3 798	61 862
1965	60 924	3 765	64 689
1966	61 856	3 190	65 046
1967	58 959	10 278	69 237
1968	63 585	8 751	72 336
1969	72 236	7 157	79 393
Passagers (unités)			
1961	1 198 570	19 882	1 218 452
1962	1 418 790	11 924	1 430 714
1963	1 438 145	63 149	1 501 294
1964	1 679 615	71 794	1 751 409
1965	1 869 351	54 975	1 924 326
1966	2 024 002	60 747	2 084 749
1967	2 097 957	256 645	2 354 602
1968	2 368 653	206 025	2 574 678
1969	2 597 032	315 036	2 912 068
Fret (tonnes)			
1961	47 676	577	48 253
1962	50 669	455	51 124
1963	53 840	1 143	54 983
1964	60 933	1 886	62 819
1965	68 295	1 810	7 0105
1966	76 146	3 296	79 442
1967	82 670	2 910	85 580
1968	96 861	4 185	101 046
1969	118 540	6 316	124 856
Courrier (tonnes)			
1961	2 469	14	2 484
1962	2 496	3	2 499
1963	2 433	34	2 467
1964	2 577	40	2 617
1965	3 212	40	3 252
1966	4 173	157	4 330
1967	4 913	63	4 976
1968	5 762	53	5 815
1969	7 116	71	7 187

Sources : Ministère des Communications.
Institut National de Statistique.

(a) Ensemble du trafic : arrivées et départs, vols locaux non compris.

Trafic de la SABENA

ANNÉE	Tonnes-kilomètre offertes (milliers)	Voyageurs transportés (milliers)	Voyageurs-kilomètre (milliers)	Fret (en milliers de tonnes-kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	Tonnes-kilomètre transportées (milliers)	Coefficient de chargement (en pourcent)
1960 ...	300 773,2	928,7	1 900 165,1	38 425,0	5 459,3	220 902,3	73,4
1961(a).	323 460,1	751,4	1 318 002,9	36 004,9	4 223,4	162 046,9	50,1
1962 ...	344 688,2	875,2	1 524 910,1	36 162,6	4 184,8	179 072,3	52,0
1963 ...	393 227,0	935,7	1 684 475,1	44 326,0	4 922,5	203 375,6	51,7
1964 ...	385 812,9	1 056,6	1 888 823,8	52 529,2	5 241,4	230 574,7	59,8
1965 ...	424 157,5	1 144,6	2 077 462,5	60 975,2	6 014,5	255 689,2	60,3
1966 ...	458 351,5	1 175,7	2 152 489,5	71 981,1	6 180,0	273 261,7	59,6
1967 ...	542 674,1	1 243,1	2 323 224,2	105 976,6	6 701,0	322 588,4	59,4
1968 ...	581 121,8	1 257,5	2 314 712,5	130 277,6	6 268,0	347 441,8	59,8
1959 ...	682 148,9	1 375,0	2 448 762,0	176 777,6	7 797,0	406 632,1	59,6

(a) Nouvelle série à partir de 1961.

Sources : Ministère des Communications.
SABENA.

CHAPITRE IV

DISTRIBUTION

Parallèlement à l'unification européenne s'est développé, dans la distribution, un processus d'adaptation qui se poursuivra au cours des prochaines années. Cette évolution se manifeste surtout par deux phénomènes apparemment contradictoires : d'une part, la diminution continuelle du nombre des entreprises commerciales et des points de vente et, d'autre part, le nombre croissant des travailleurs occupés dans le commerce.

Le recul du nombre des commerces de détail peut se mesurer à partir des recensements de 1947 et de 1961. Ils montrent que le nombre d'habitants par entreprise a presque doublé au cours de cette période. Des recensements annuels partiels, relatifs au nombre des épiceries, confirment cette tendance : de 175, en 1963, le nombre des habitants par épicerie est passé à 364 à la fin de 1969. Parallèlement, le nombre des points de vente augmente pour certaines formes de distribution, dans le commerce de détail en alimentation (supermarchés, superettes, etc.). Au 1er janvier 1969, on comptait 2.405 points de vente en self service, contre seulement 1.679 en janvier 1967 ; en outre, il y avait alors 359 supermarchés, contre 188 au 1er janvier 1967.

Les statistiques des inscriptions et des radiations au registre du commerce confirment, encore, l'évolution qui se produit dans le commerce de détail : le nombre d'inscriptions d'entreprises individuelles a fléchi de 3,9 % par rapport à 1968 et le nombre des radiations a augmenté de 7,9 %. En 1969, les radiations d'affaires individuelles au registre du commerce ont dépassé de 6,6 % le nombre des inscriptions de l'année 1968. Pour les sociétés, les inscriptions (4.349) ont dépassé les radiations (1.516) de 2.833 ; elles concernent cependant aussi certaines entreprises artisanales, de même que le commerce de gros outre les entreprises industrielles.

Après avoir augmenté de façon inquiétante au cours de trois années successives, le nombre des faillites a diminué de 14 % en 1969 ; le nombre total des faillites prononcées par les trois cours d'appel ne s'est en effet élevé qu'a 1.089. Le nombre des concordats judiciaires a fléchi de 209 à 155. Par contre, on a créé 793 sociétés commerciales nouvelles au cours des huit premiers mois, contre seulement 720 pour les huit premiers mois de 1968. Leur capital nominal s'est élevé à 882 millions, contre 756 millions. En 1969, ce capital a concerné, à concurrence de 77 %, des sociétés commerciales du secteur du commerce de gros

ou du commerce avec l'étranger. Le capital retiré de sociétés liquidées par remboursement ou par fusion ne s'est élevé qu'à 425 millions, alors qu'en 1968 il avait atteint 674 millions de francs.

Chez les grossistes en denrées alimentaires, les ventes ont de nouveau augmenté plus rapidement en 1969 : l'indice des ventes des 26 entreprises soumises au recensement a haussé de 10 %, contre 6 % seulement en 1968.

Les chiffres d'affaires des divers groupes d'entreprises de commerce de détail accusent, comme les années précédentes des évolutions fort divergentes. L'augmentation des ventes fluctue d'après la nature de l'entreprise, de 0,8 à 27 %. L'expansion la plus forte concerne des magasins à succursales, tandis que celle des coopératives de consommation n'a été que de 0,8 %. Pour les supermarchés, l'augmentation a été à peu près aussi forte que pour les magasins à succursales (26,6 %) ; la vente des grands magasins a progressé de 8,8 %. L'importance croissante de la distribution dans l'économie, se mesure d'abord, comme on l'a déjà indiqué ci-avant, par la part toujours grandissante de ce secteur dans l'emploi global : en 1969, le nombre des travailleurs des entreprises commerciales assujettis à la sécurité sociale a augmenté de 4,7 %, contre 3,5 % pour ceux des entreprises industrielles ; d'autre part, l'effectif global des travailleurs occupés dans le commerce atteint 23,4 % de celui de l'industrie ; en 1960 il n'en représentait que 17,9 %. Elle apparaît ensuite dans le fait que, suivant divers renseignements statistiques, la part des frais globaux de la distribution dans le chiffre d'affaires du commerce de détail s'accroît en liaison avec le niveau de vie de la population. La valeur ajoutée brute par personne active dans le commerce reste néanmoins en retard sur celle des autres activités tertiaires.

★

★ ★

Entreprises commerciales

Effectifs assujettis à la sécurité sociale

Situation au 30 juin

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Employeurs						Travailleurs					
	1967		1968		1969		1967		1968		1969	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Vente des produits des industries :												
Agricoles	1 742	6,7	1 695	6,4	1 777	5,5	5 790	2,4	6 464	2,6	6 436	2,5
Des mines, minières et carrières	2 107	8,1	2 099	7,9	2 115	6,6	12 535	5,1	12 720	5,1	13 038	5,0
Alimentaires, de la pêche et de l'agriculture, destinés à la consommation immédiate	6 125	23,7	6 292	23,8	7 448	23,2	43 355	17,7	45 050	18,1	47 826	18,4
Du tabac	168	0,6	167	0,6	216	0,7	838	0,3	865	0,3	1 250	0,5
Chimiques	2 088	8,1	2 210	8,4	2 575	8,0	22 889	9,3	23 864	9,6	23 968	9,2
Du bois, de l'ameublement et de la construction (et location)	1 388	5,3	1 457	5,5	1 721	5,3	9 644	3,9	10 004	4,0	10 353	4,0
Du papier	406	1,6	416	1,6	435	1,4	2 890	1,2	3 005	1,2	3 109	1,2
Polygraphiques (et location)	476	1,8	473	1,8	563	1,8	3 803	1,6	3 967	1,6	4 300	1,6
Des cuirs et peaux	851	3,3	878	3,3	1 045	3,2	3 920	1,6	4 106	1,7	4 823	1,8
Textiles, du vêtement et des articles de mode (et location)	3 617	14,0	3 657	13,8	4 310	13,4	18 998	7,7	19 302	7,8	21 892	8,4
Céramiques et verrières	203	0,8	216	0,8	238	0,7	1 714	0,7	1 805	0,7	2 039	0,8
Des métaux bruts et façonnés	3 571	13,8	3 632	13,7	4 011	12,5	41 002	16,7	38 962	15,7	41 073	15,8
D'art et de précision	2 168	8,4	2 289	8,6	2 698	8,4	18 830	7,7	19 909	8,0	21 317	8,2
Commerce en articles divers	977	3,8	1 000	3,8	2 978	9,3	59 191	24,1	58 584	23,6	58 861	22,6
Total	**25 887**	**100,0**	**26 481**	**100,0**	**32 130**	**100,0**	**245 399**	**100,0**	**248 607**	**100,0**	**260 285**	**100,0**

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Entreprises commerciales proprement dites

Personnel assujetti à la sécurité sociale

Situation au 30 juin

DÉSIGNATION	Salariés			Appointés			Total général
	Ouvriers	Ouvrières	Total	Employés	Employées	Total	
1962 Nombre	67 522	19 426	86 948	54 148	63 807	117 955	204 903
Pourcentage	33	9	42	27	31	58	100
1963 Nombre	68 812	19 811	88 623	56 255	66 761	123 016	211 639
Pourcentage	33	9	42	27	31	58	100
1964 Nombre	71 890	20 859	92 749	60 185	70 784	130 969	223 718
Pourcentage	32	9	41	27	32	59	100
1965 Nombre	74 051	22 147	96 198	63 415	73 339	136 754	232 952
Pourcentage	32	10	41	27	31	59	100
1966 Nombre	76 399	22 375	98 774	66 653	76 657	143 310	242 084
Pourcentage	32	9	41	27	32	59	100
1967 Nombre	75 627	22 645	98 272	68 252	78 875	147 127	245 399
Pourcentage	31	9	40	28	32	60	100
1968 Nombre	76 269	22 545	98 814	69 966	79 827	149 793	248 607
Pourcentage	31	9	40	28	32	60	100
1969 Nombre	76 828	24 696	101 524	74 753	84 008	158 761	260 285
Pourcentage	30	9	39	29	32	61	100

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Commerce ambulant

Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce (a)

DATE ET RÉSIDENCE DU COMMERÇANT	Marché public		Voie publique		De porte en porte		Marché public et voie publique		Marché public et de porte en porte		Voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Ensemble		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
1er janvier 1968 :																	
Anvers	2 718	47	399	2	651	37	670	15	201	9	374	12	1 919	55	6 932	177	7 109
Brabant	1 156	118	423	41	363	22	687	87	134	11	284	12	1 091	69	4 138	360	4 498
Hainaut	440	87	136	26	365	23	643	81	176	31	172	23	1 183	241	3 115	512	3 627
Liège	786	112	135	23	534	30	492	98	182	30	279	23	1 095	219	3 503	535	4 038
Limbourg.....	472	5	51	—	385	12	145	5	94	4	273	12	1 073	67	2 493	105	2 598
Luxembourg	81	6	5	—	43	3	28	3	19	—	32	3	95	10	303	25	328
Namur	118	10	17	2	73	5	54	5	30	3	41	5	191	17	524	47	571
Fl. Orientale	2 612	9	357	12	479	12	653	8	251	7	486	10	1 936	31	6 774	89	6 863
Fl. Occidentale ..	1 191	5	246	—	765	4	330	4	223	2	532	8	1 695	9	4 982	32	5 014
Pays étrangers ...	2	35	—	4	2	80	4	18	—	6	1	1	5	27	14	171	185
Le Royaume...	**9 576**	**434**	**1 769**	**110**	**3 660**	**228**	**3 706**	**324**	**1 310**	**103**	**2 474**	**109**	**10 283**	**745**	**32 778**	**2 053**	**34 831**
1er janvier 1964 : *Le Royaume*...	**12 597**	**389**	**2 408**	**114**	**4 405**	**223**	**4 188**	**279**	**1 649**	**98**	**3 184**	**124**	**11 646**	**576**	**40 077**	**1 803**	**41 880**
1er janvier 1966 : *Le Royaume*...	**12 646**	**400**	**2 554**	**123**	**4 617**	**218**	**4 606**	**311**	**1 668**	**113**	**2 854**	**103**	**12 111**	**677**	**41 056**	**1 945**	**43 001**

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans. Les données au 1er janvier 1970 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique

DÉSIGNATION	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital	Dissolutions de sociétés par liquidation et fusion	
	Anonymes et en commandite par actions		De personnes à responsabilité limitée		Ensemble		Ensemble	Ensemble	
	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Montant nominal net (en milliers de francs)	Nombre	Capital (en milliers de francs)
Commerce de détail :									
1953.....	49	23 325	271	62 318	320	85 643	19 920	102	15 764
1964.....	39	36 421	292	73 011	331	109 432	260 768	139	48 473
1965.....	36	31 700	354	85 178	390	116 878	79 620	158	40 154
1966.....	42	28 010	432	101 075	474	129 085	27 389	140	252 851
1967.....	28	19 075	372	95 287	400	114 362	33 731	206	39 827
1968.....	52	35 205	435	159 574	487	194 779	41 094	178	414 024
1968 - 8 mois	41	29 305	274	106 824	315	136 129	9 539	110	395 337
1969 - 8 mois	42	47 685	348	153 815	390	201 500	309 338	106	35 031
Commerce de gros et commerce extérieur :									
1953.....	148	114 313	314	118 493	462	232 806	239 412	168	102 974
1964.....	183	281 331	432	168 994	615	450 325	543 946	265	331 835
1965.....	217	303 153	507	208 408	724	511 561	1 052 255	318	291 216
1966.....	238	453 615	518	245 761	756	699 376	501 904	293	253 699
1967.....	223	347 172	477	255 554	700	602 726	579 915	282	722 809
1968.....	281	669 057	361	261 318	642	930 375	973 709	357	433 641
1968 - 8 mois	186	464 418	219	155 300	405	619 718	331 365	217	278 659
1969 - 8 mois	174	513 392	229	167 074	403	680 466	244 997	186	390 473

Source : Institut National de Statistique.

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce

DÉSIGNATION	1967	1968			1969		
	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total
Immatriculations principales (a) :							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles	18 713	17 278	2 223	19 501	16 358	2 540	18 898
Gand	9 203	8 803	679	9 482	8 736	1 176	9 912
Liège	8 342	7 740	531	8 271	7 407	633	8 040
Total ...	**36 258**	**33 821**	**3 433**	**37 254**	**32 501**	**4 349**	**36 850**
Radiations par suite de cessation, cession, transfert ou décès :							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles	17 416	16 410	796	17 206	17 397	965	18 362
Gand	9 143	8 906	226	9 132	9 706	263	9 969
Liège	7 003	6 794	139	6 933	7 557	288	7 845
Total ...	**35 562**	**32 110**	**1 161**	**33 271**	**34 660**	**1 516**	**36 176**
Différence	**+2 696**	**+1 711**	**+2 272**	**+3 983**	**—2 159**	**+2 833**	**+ 674**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Y compris les immatriculations principales par reprise d'une affaire radiée ou transportée, comme suite à une cession, un transport, un décès, etc.

Déclarations de faillite et concordats judiciaires

DÉSIGNATION	Déclarations de faillite (a)				Concordats judiciaires (b)			
	1938	1967	1968	(c) 1969	1938	1967	1968	(c) 1969
Cour d'Appel de :								
Bruxelles	417	693	749	642	158	91	109	69
Gand	149	200	252	222	56	34	35	37
Liège	89	266	265	226	51	56	65	49
Le Royaume ...	**655**	**1 159**	**1 266**	**1 089**	**265**	**181**	**209**	**155**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données de ce tableau ne correspondent pas toujours avec celles des faillites traitées, relevées dans la statistique judiciaire.
(b) Avant la guerre, concordats préventifs à la faillite.
(c) Données provisoires.

Ventes à la consommation
(1964 = 100)

ANNÉE	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Magasins à succursales (alimentation)	Total des ventes en supermarchés (a)
1961	83	86	69	. .
1962	87	90	77	. .
1963	92	96	88	. .
1964	100	100	100	100
1965	109	108	113	119
1966	115	112	134	143
1967	118	115	156	171
1968	125	118	194	207
1969	136	119	247	262

Source : Institut National de Statistique.
Banque Nationale de Belgique.

(a) Indice publié à partir de 1964.

Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale
(1953 = 100)

PÉRIODE	1964 (a)	1965 (a)	1966 (a)	1967 (a)	1968 (a)	1969 (a)
Janvier	182	187	196	213	237	262
Février	168	184	194	220	232	244
Mars	192	216	229	246	244	276
Avril	195	208	207	232	252	290
Mai	183	204	208	249	270	280
Juin	204	221	241	299	252	288
Juillet	200	206	204	213	246	273
Août	196	206	233	248	264	272
Septembre	199	231	231	236	258	296
Octobre	203	215	219	246	278	307
Novembre	197	230	226	251	259	279
Décembre.....	233	252	254	272	312	351
L'année (b) ...	**196**	**213**	**221**	**244**	**259**	**285**

Sources : Fédération des Distributeurs Grossistes en Alimentation.
Institut National de Statistique.

(a) Nombre de firmes recensées pour l'indice mensuel comme pour l'indice annuel :
en 1964 : 33;
en 1965 : 30;
en 1966 : 29;
en 1967 : 26;
en 1968 : 26;
en 1969 : 26.

(b) Le chiffre d'affaires total des 48 firmes recensées en 1948 s'élève à 1.229 millions de francs. Sur base 1953 = 100, l'indice annuel de 1948 est de 89.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés

ANNÉE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen par contrat
1960	9 612	2 223 995	231,4
1961	10 045	2 414 244	240,3
1962	11 218	2 811 220	250,6
1963	12 506	3 391 320	271,2
1964	10 712	2 738 254	255,6
1965	11 260	3 074 842	272,7
1966	11 896	3 546 056	298,0
1967	12 170	4 043 111	329,4
1968	12 834	5 080 953	395,9
1969	12 174	5 592 032	459,3

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre

MOIS	1967	1968			1969		
	Données absolues (en millions de francs)	Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1967 = 100		Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1968 = 100	
			Indice brut	Indice net (a)		Indice brut	Indice net (a)
Janvier	5 730	6 307	110	111	6 845	109	106
Février	5 906	6 360	108	110	6 228	98	94
Mars	6 785	6 697	99	101	7 618	114	110
Avril	6 311	6 828	108	109	7 483	110	105
Mai	6 157	6 752	110	111	7 239	107	102
Juin	6 546	6 298	96	97	7 549	120	113
Juillet	5 724	6 431	112	112	7 110	111	105
Août	5 831	5 983	103	102	6 846	114	108
Septembre	6 476	6 905	107	105	7 122	103	98
Octobre	6 575	7 327	111	108	7 824	107	102
Novembre	6 534	6 663	102	99	7 348	110	105
Décembre	6 533	7 111	109	106	8 251	116	109
L'année...	**75 108**	**79 662**	**106**	**106**	**87 463**	**110**	**105**
Indice des prix de gros (1953 = 100).....	**113,2**	**113,5**			**119,1**		

Sources : Ministère des Finances.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Obtenu en divisant l'indice brut par l'évolution comparable de l'indice des prix de gros.

CHAPITRE V

TOURISME

Le tourisme a joué un rôle important dans l'évolution de certaines structures économiques et sociales de l'après-guerre et, de ce point de vue, son importance n'est plus mise en doute actuellement.

Ceci ressort notamment des statistiques relatives au tourisme international : on évalue à 153 millions le nombre des touristes étrangers entrés dans les divers pays du monde en 1969, soit 8 % de plus qu'en 1968. Les recettes provenant du tourisme international sont évaluées globalement à 765 milliards de francs, soit 9 % de plus que l'année précédente. Un peu plus de 2 % de l'ensemble de ces recettes (16,2 milliards) sont revenues à la Belgique, tandis que les Belges ont dépensé 22,7 milliards de francs à l'étranger.

Le nombre des nuitées a augmenté de 1,6 % dans les hôtels belges, alors qu'il avait fléchi de 2 % en 1968. Dans le total (20 875 000), nos compatriotes interviennent pour environ les trois quarts et les étrangers pour un peu moins d'un quart. Cette proportion a peu varié au cours des années. Les Anglais et les Français ont encore fourni la plus grosse part des nuitées d'étrangers malgré que leur nombre, surtout pour les Français, ait un peu diminué à cause des restrictions qui leur étaient imposées en matière de devises. Ils représentent environ 40 % des touristes étrangers mais au cours des quinze dernières années, le nombre des Allemands a proportionnellement le plus augmenté. Ils sont suivis par les touristes venant du Grand-Duché, des Etats-Unis et d'Italie.

Le choix fait par les Belges et les étrangers demeure stable en ce qui concerne les régions touristiques visitées : 80 % des premiers vont à la côte, 11 % vers les Ardennes, 3 % vers les villes d'art et environ 6 % passent leurs vacances dans les autres régions du pays. La préférence des touristes étrangers va toujours à nos villes d'art (44 %), suivies par le littoral (41,5 %) et les Ardennes (6 %) ; l'intérêt de 8,5 % d'entre eux va à d'autres parties du pays.

Du total des nuitées enregistrées dans nos hôtels, 72 % environ concernent la période des vacances, du 1er juin au 30 septembre, et 28 % sont répartis sur les huit autres mois de l'année.

En dépit d'une légère augmentation des nuitées et du regain de faveur que les chemins de fer connaissent pendant les périodes de vacances, le nombre des voyageurs utilisant le train pour leurs déplacements est resté pratiquement inchangé au cours des dix dernières années.

Dans les établissements de vacances populaires, subsidiés par le Ministère des Communications, le nombre des nuitées a augmenté de 3,2 %, contre 2 % en 1968. Du nombre total des nuitées de ces établissements, 72 % concernent les maisons de vacances, le solde étant réparti entre les quatre autres espèces d'institutions qui présentent une importance nettement plus faible. En 1969, on comptait 30 maisons de vacances, pourvues de 14 320 lits et 33 auberges de jeunesse disposant de 3 567 lits ; les trois autres catégories d'institutions comptaient 57 établissements avec 4 517 lits.

Le taux d'occupation moyen de l'année, des maisons de vacances, s'est élevé à 51,2 %, contre 48,6 % en 1968. Il a été le plus faible en mai (22 %) et le plus élevé en juillet (80 %). La durée moyenne du séjour a été de 7,6 jours par personne.

Enfin, c'est sur les terrains de camping que le tourisme social acquiert actuellement toute son importance. Environ cinq millions de nuitées y ont été enregistrées en 1969. Ce nombre est énorme, comparé à celui enregistré par l'ensemble des autres établissements de vacances populaires (1,6 million).

Il est apparu par conséquent nécessaire aux Autorités de réglementer cette nouvelle forme de tourisme social : un projet de loi sur le camping a été votée par le parlement en vue d'assurer aux campeurs plus de confort et de sécurité (1).

★

★ ★

(1) Le projet est devenu la loi du 30 avril 1970 (*Moniteur belge* du 6 juin 1970).

Répartition des nuitées par pays de provenance (a)

PAYS DE PROVENANCE	1953		1963		1964		1965		1966		1967		1968		1969 (c)	
	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)
Etranger :																
Grande-Bretagne	535	100	1 276	239	1 330	249	1 380	258	1 345	251	1 293	242	1 098	205	1 084	203
France	497	100	1 069	215	1 223	246	1 272	256	1 212	244	1 234	248	1 150	231	1 001	201
Pays-Bas	336	100	465	138	500	149	543	162	573	171	611	182	629	187	690	205
Allemagne (Occidentale)	168	100	578	344	637	379	729	434	810	482	818	487	801	477	860	512
Italie	74	100	140	189	156	211	161	218	167	226	194	262	179	242	173	234
Grand-Duché de Luxembourg	48	100	128	267	141	294	152	317	162	338	162	338	164	342	173	360
Suisse	55	100	62	113	63	115	72	131	71	129	67	122	70	127	73	133
U. S. A.	189	100	325	172	352	186	371	196	400	212	470	249	418	221	458	242
Autres pays	306	100	641	209	717	234	736	241	787	257	779	255	760	248	825	270
Total ...	**2 208**	**100**	**4 684**	**212**	**5 119**	**232**	**5 416**	**245**	**5 527**	**250**	**5 628**	**255**	**5 269**	**239**	**5 337**	**242**
Belgique	**6 926**	**100**	**12 877**	**186**	**13 809**	**199**	**14 522**	**210**	**14 710**	**212**	**15 329**	**221**	**15 275**	**221**	**15 538**	**224**
Total général ...	**9 134**	**100**	**17 561**	**192**	**18 928**	**207**	**19 938**	**218**	**20 237**	**222**	**20 957**	**229**	**20 544**	**225**	**20 875**	**229**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Sont seulement reprises dans la statistique, les personnes ayant logé en Belgique moyennant paiement, ailleurs qu'en maisons de cure et à l'exclusion du camping.
(b) Sur base 1953 = 100.
(c) Estimations.

Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1969 (a)

RÉGION TOURISTIQUE	Selon le pays de résidence		En fonction du total des nuitées		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
Littoral	80,3	41,5	59,8	10,6	70,4
Villes d'art.....	2,9	44,2	2,1	11,3	13,4
Ardennes-Meuse	11,1	5,9	8,2	1,5	9,7
Autres régions.....	5,7	8,4	4,3	2,2	6,5
Le Royaume ...	**100,0**	**100,0**	**74,4**	**25,6**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Estimations.

Répartition des nuitées par saison

(en pour-cent)

PÉRIODE	Belges		Etrangers		Total	
	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)
1959	19,2	80,8	38,2	61,8	23,5	76,5
1960	19,5	80,5	32,0	68,0	22,7	77,3
1961	19,5	80,5	34,5	65,5	23,1	76,9
1962	19,0	81,0	34,4	65,6	22,8	77,2
1963	19,3	80,7	35,5	64,5	23,6	76,4
1964	21,1	78,9	35,7	64,3	25,0	75,0
1965	20,7	79,3	34,2	65,8	24,9	75,1
1966	22,3	77,7	36,7	63,3	26,2	73,8
1967	22,4	77,6	38,3	61,7	26,7	73,3
1968	22,0	78,0	38,2	61,8	26,1	73,9
1969 (c).....	23,9	76,1	40,2	59,8	28,1	71,9

Source : Institut National de Statistique.

(a) Il s'agit principalement de « week-ends » et d'événements touristiques situés en dehors de la saison proprement dite.
(b) Du 1er juin au 30 septembre.
(c) Estimations.

Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs

(en milliards de francs)

ANNÉE	Tourisme et voyageurs			Total des transactions sur services		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1962	6,8	9,0	— 2,2	51,3	47,5	+ 3,8
1963	7,9	11,1	— 3,2	53,9	54,5	— 0,6
1964	8,7	12,1	— 3,4	61,4	63,2	— 1,8
1965	10,6	14,4	— 3,8	70,7	70,1	+ 0,6
1966 (a)	11,5	16,0	— 4,5	77,8	77,0	+ 0,8
1967 (a)	12,1	18,5	— 6,4	89,2	83,5	+ 5,7
1968 (a)	13,7	19,9	— 6,2	101,7	97,5	+ 4,2
1969 (a) (b).....	16,2	22,7	— 6,5	117,3	119,1	— 1,8

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.
(b) Données provisoires.

Mouvement et recettes du trafic voyageurs (a)

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

(moyenne mensuelle)

ANNÉE	Voyageurs			Voyageurs/km			Recettes		
	Période non touristique (b) (en milliers d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en millions d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique(b) (en milliers de francs)	Période touristique (c)	
		En milliers d'unités	En % de la période non touristique		En millions d'unités	En % de la période non touristique		En milliers de francs	En % de la période non touristique
1961.....	5 913	6 788	115	202	286	142	148 603	216 816	146
1962.....	5 937	6 696	113	205	285	139	152 194	217 154	143
1963.....	6 483	7 048	109	217	299	138	162 088	227 192	140
1964.....	6 537	7 026	107	223	285	128	178 562	238 945	134
1965.....	6 604	7 005	106	219	287	131	182 705	243 919	134
1966.....	6 633	7 112	107	215	276	128	204 711	268 299	131
1967.....	6 581	6 986	106	210	279	133	210 258	275 545	131
1968.....	6 451	6 859	106	205	271	132	205 883	271 446	132
1969.....	5 771	6 296	109	207	277	134	213 810	280 438	131

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A l'exclusion des voyageurs avec abonnement.
(b) L'année, période juin-septembre exclue.
(c) Période juin-septembre.

Etablissements de vacances populaires

DÉSIGNATION	Nombre d'installations				Nombre de lits			
	1966	1967	1968	1969	1966	1967	1968	1969
Maisons et centres de vacances	31	31	31	30	14 863	14 670	14 832	14 320
Auberges de jeunesse	36	35	34	33	3 533	3 465	3 701	3 567
Établissements des Amis de la Nature	17	17	15	15	1 332	1 345	1 214	966
Gîtes d'étapes	33	34	37	41	2 352	2 514	2 613	3 145
Relais Patros (a).....	—	1	1	1	—	406	406	406
Total...	**117**	**118**	**118**	**120**	**22 080**	**22 400**	**22 766**	**22 404**

	Nombre de nuitées			
	1966	1967	1968	1969
Maisons et centres de vacances	1 081 669	1 105 960	1 106 792	1 122 752
Auberges de jeunesse	187 921	183 406	187 838	188 110
Établissements des Amis de la Nature	60 444	63 703	64 380	45 288
Gîtes d'étapes	112 008	114 289	126 506	179 541
Relais Patros (a).....	—	7 815	21 172	20 050
Total...	**1 442 042**	**1 475 173**	**1 506 688**	**1 555 741**

	Nombre de nuitées (en pour-cent)			
	1966	1967	1968	1969
Maisons et centres de vacances	75,0	75,0	73,4	72,2
Auberges de jeunesse	13,0	12,4	12,5	12,1
Établissements des Amis de la Nature	4,2	4,3	4,3	2,9
Gîtes d'étapes	7,8	7,7	8,4	11,5
Relais Patros (a).....	—	0,6	1,4	1,3
Total...	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Commissariat général au Tourisme.

(a) Nouvel établissement de vacances populaires ouvert depuis 1967.

TROISIEME PARTIE

FINANCES, MONNAIE ET CRÉDIT

CHAPITRE PREMIER

APERÇU GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

Comme celui des autres pays de la Communauté Economique Européenne, le produit national de la Belgique a enrégistré, au cours de l'année 1969, une forte progression, grâce à une expansion vigoureuse de la demande extérieure et à une nette reprise de la demande des consommateurs. En outre, les investissements se sont intensifiés dès le début de l'année, grâce à un climat psychologique favorable et aux facilités de crédit accordées. En effet, il est apparu que, d'une manière générale, la progression des dépenses des entreprises et particuliers s'appuyait sur un large recours aux crédits des intermédiaires financiers. L'ampleur croissante de la demande totale a, dès lors, stimulé l'activité économique, laquelle a rapidement atteint un niveau élevé par rapport aux capacités de production.

Les tensions provoquées par l'accélération de la conjoncture ont amené les autorités à mettre progressivement en place, en cours d'année, un dispositif destiné à éviter que la demande ne surpasse l'offre au point de provoquer des augmentations de coûts et de prix supérieures à celles qui se produisaient à l'étranger.

L'équilibre de la balance des paiements a également retenu l'attention. L'équilibre des relations commerciales n'a pas posé de problème particulier, car, si l'on enregistrait une vive progression des importations, celle-ci était couverte par l'accroissement concomitant des exportations. Par contre, il n'en a pas été de même pour les opérations en capital.

Divers facteurs ont largement contribué à favoriser les mouvements de fonds belgo-luxembourgeois vers l'étranger. Parmi eux, il convient de citer l'écart créé entre les taux pratiqués sur les marchés intérieurs et internationaux, les facilités d'accès aux crédits bancaires et les mouvements de capitaux à court terme.

Les facilités d'accès aux crédits bancaires, de même qu'un taux d'escompte modéré avaient été maintenus, au début de 1969, afin de ne pas contrarier la reprise conjoncturelle. Dans le même temps, la Belgique n'a pu échapper aux tensions qui, depuis plusieurs années, affectent le système monétaire international. Au cours de l'année 1969, ces tensions ont revêtu une acuité telle qu'elles

ont contribué à précipiter une crise, dont le foyer se trouvait, depuis 1968, en France et en République Fédérale d'Allemagne.

La dévaluation de la monnaie française est intervenue au mois d'août et a été fixée à 11,1 %. Elle poursuivait un triple but, à savoir ajuster la parité du franc aux cours réellement pratiqués sur le marché, restaurer l'équilibre commercial et enfin endiguer l'hémorragie des réserves de change.

Au lendemain de la dévaluation de la monnaie française, le franc belge a résisté avec succès aux assauts de la spéculation qui escomptait une opération similaire en Belgique.

Au mois de septembre, la Bundesbank a choisi, avant de modifier la parité du deutsche mark, la technique des changes flottants. Pendant trois semaines, elle a laissé fluctuer le cours du mark et en a ensuite fixé la nouvelle parité sur base des cours ainsi dégagés. Le taux de 9,3 % a finalement été retenu. A la suite de cette opération, les mesures de taxation des exportations et de détaxation des importations ont été abolies.

En fin d'année, les taux d'intérêt pratiqués en République fédérale d'Allemagne avaient tendance à rejoindre les niveaux internationaux. La réévaluation du mark a entrainé un reflux considérable de capitaux, lequel a conduit les autorités monétaires de la République Fédérale d'Allemagne à effectuer des tirages sur le Fonds Monétaire International pour plus d'un milliard de dollars.

Aux Etats-Unis, le problème du retour à l'équilibre des comptes extérieurs est resté posé. En effet, la ballance commerciale qui, jadis, était largement excédentaire, n'a plus présenté, en fin d'année, qu'un solde faiblement positif, hors de proportion avec le montant toujours plus élevé des sorties de capitaux occasionnés par les investissements privés et les dépenses publiques à l'étranger.

C'est dans ce contexte que se situe la politique de restriction monétaire poursuivie par les autorités américaines. En raison du resserrement du crédit qui en découle, les banques américaines ont fait appel massivement au marché des Euro-devises. Ces rentrées de fonds ont largement soutenu la balance américaine des paiements. Cette situation reste toutefois précaire, car un tassement de la conjoncture ou une baisse des taux d'intérêt pourrait facilement entraîner leur reflux hors des Etats-Unis.

L'instabilité du système monétaire international a eu, dans les relations entre pays, deux conséquences importantes : d'une part, elle a provoqué, à travers les frontières, des mouvements de fonds d'une ampleur considérable et d'autre part, elle a contribué à porter à des niveaux encore jamais atteints les taux d'intérêt pratiqués sur les marchés financiers et monétaires.

Le volume des liquidités qui ont reflué d'un pays à l'autre à la suite des remous d'ordre monétaire et des différences dans le loyer de l'argent témoigne du degré de fluidité atteint par les marchés à la suite du développement du commerce et de l'internationalisation des affaires. Les mouvements de devises et de capitaux ont été favorisés par l'existence du marché des euro-devises, dont l'ampleur s'est considérablement accrue au cours des dernières années : de fin juin 1967 à fin 1969, le volume des transactions effectuées sur ce marché, selon

la Banque des Règlements Internationaux, est passé de 19 milliards de dollars à environ 37 milliards de dollars.

Les taux d'intérêt des euro-devises et en particulier des euro-dollars qui, depuis deux ans, se situaient déjà à des niveaux élevés, ont encore connu, en 1969, une hausse sensible sous l'effet conjugué de la haute conjoncture et de la lutte contre l'inflation aux Etats-Unis. Le sommet semble avoir été atteint au cours de l'été, lorsque le coût des emprunts d'euro-dollars à trois mois a dépassé 12,50 % l'an. En octobre, une détente passagère s'est manifestée à l'occasion du reflux de capitaux provoqué par la réévaluation du deutsche mark. En fin d'année, le taux de l'euro-dollar a remonté, notamment du fait que les principaux emprunteurs ne s'attendaient pas à un relâchement de la politique monétaire des Etats-Unis.

Tous ces facteurs ont contraint la plupart des pays industrialisés à prendre des mesures de restriction visant soit à combattre les sorties trop considérables de capitaux, soit à prévénir une surchauffe de l'économie, en freinant la forte expansion du crédit.

En raison de l'évolution monétaire et financière qui se manifestait tant en Belgique qu'à l'étranger, les autorités monétaires belges ont été amenées à modifier leur politique jusqu'alors libérale.

A la suite de six relèvements successifs, le taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique, qui était encore de 3,75 % au 18 décembre 1968, est passé à 7,50 % au 18 septembre 1969.

Au cours du premier trimestre de 1969, certaines banques avaient acquis une position importante au comptant en monnaies étrangères du marché réglementé et pour les avances en francs belges ou luxembourgeois en comptes convertibles. En vue, notamment, de limiter la spéculation sur le marché des euro-devises, l'Institut belgo-luxembourgeois du Change a fixé, en avril, pour plusieurs dizaines de banques, des plafonds à atteindre au plus tard au 30 juin. En septembre, ces plafonds ont été abaissés pour les ramener, à peu près, à la moitié de ceux fixés pour juin. Ces nouveaux plafonds ont été étendus à toutes les banques. En outre, l'Institut belgo-luxembourgeois du Change a fixé un plafond distinct pour la position au comptant et pour les avances en comptes étrangers convertibles.

A fin avril, la Banque Nationale de Belgique a donné aux banques des directives en matières d'encadrement des crédits bancaires. Les plafonds initialement prévus ont été ultérieurement abaissés et leur durée de validité prorogée jusqu'à fin juin 1970. Des directives analogues ont été données par les instances compétentes, aux intermédiaires financiers, autres que les banques.

A la même époque, la Banque Nationale de Belgique a aussi introduit un système de plafond de réescompte et de visa. Les dispositions primitives ont été revues par après afin de ramener, au 31 mars 1970, le plafond à 10 % des ressources bancaires concernées (dépôts en francs belges, à l'exclusion des comptes des banques, obligations, bons de caisse, fonds propres).

Au cours du mois de mai, la Commission bancaire a prescrit aux banques le respect, jusqu'au 31 mai 1970, d'un « coefficient de remploi », c'est-à-dire d'un rapport minimum progressant de mois en mois entre leurs actifs aisément négociables et leur passif à court terme en francs belges.

En novembre, la Banque Nationale de Belgique a donné de nouvelles directives aux banques concernant les priorités à observer dans le contingent de crédit qui leur est alloué. Les demandes de crédits destinés à contribuer directement à l'activité productrice, industrielle, agricole et artisanale devraient bénéficier d'un degré élevé de priorité, particulièrement dans les régions déprimées à désigner par le Gouvernement. Parmi les crédits à l'exportation, priorité devrait être accordée aux crédits destinés à des fabrications pour lesquelles ce financement est pratiquement indispensable, surtout s'il s'agit de programmes dont l'exécution est étalée dans le temps. Un traitement prioritaire devrait également être réservé aux crédits finançant des investissements fixes, principalement ceux bénéficiant de la garantie ou des subsides de l'Etat. Par contre, un effort rigoureux de modération devrait s'imposer en matière de crédits finançant les transactions immobilières en particulier la construction, et de crédits à la consommation.

Parallèlement à ces mesures d'ordre monétaire, le Gouvernement a renoncé à engager la tranche conjoncturelle du budget extraordinaire de 1969. Il a postposé l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) au 1er janvier 1971. En vue d'assurer un développement équilibré de l'économie, il a renforcé la sélectivité en matière d'aides de l'Etat aux investissements privés. Des mesures plus restrictives ont frappé les ventes à tempérament et les prêts personnels. Les limitations à l'importation de certains produits ont été assouplies et les ristournes fiscales accordées à diverses exportations ont été réduites.

En 1969, a encore été débattue la question du volume des liquidités internationales et du rôle que l'or devait y jouer.

Entre 1957 et 1969, le commerce mondial s'est développé d'une manière remarquable, en passant de 110,3 à 237,2 milliards de dollars. Pendant la même période, les réserves monétaires internationales n'ont progressé que de 57,2 à 78,5 milliards de dollars. Leur montant n'est donc plus égal qu'à un tiers à peine de la valeur des transactions effectuées dans le monde, allors qu'il en représentait la moitié en 1957.

Très schématiquement, on découvre dans cette proportion un des aspects importants du problème des liquidités internationales. A cela, il faut ajouter que le total mondial des réserves, qui à fin 1969, s'élevait à 78,5 milliards de dollars consistait pour près de 41 milliards de dollars en or (soit 52 % du total contre 60 % à fin 1958), pour 31 milliards de dollars en devises convertibles (40 % contre 30 % à fin 1958) et pour 6,5 milliards de dollars en positions de réserves au Fonds Monétaire International. Il en résulte que la part relative de l'or dans les encaisses des Instituts d'Emission n'a cessé de se réduire.

Le développement des liquidités internationales a été alimenté, dans sa plus grande partie, par les crédits que les institutions financières et les grandes banques centrales s'octroient entre elles, dans le cadre de leur coopération. L'aug-

mentation des réserves étant négociée, le règlement en devises ou en or des soldes des balances et l'acquisition par les banques centrales d'or nouvellement extrait n'en constituent plus, comme par la passé, les points essentiels.

La mise en œuvre des « Droits de tirage spéciaux » (D.T.S.), décidée en juillet 1969, s'inscrit dans cette tendance. Ils constituent un moyen de créer délibérément, par une action collective, des montants déterminés de réserves. L'unité de valeur des D.T.S. équivaut à 0,888671 gramme d'or fin ; on les a qualifiés « d'or-papier ». En échange des D.T.S. qu'elle détient, chaque institution peut demander que lui soit fournie de la monnaie effectivement convertible, utilisable soit directement, soit après conversion, comme instrument de soutien sur le marché des changes. En octobre 1969, il a été décidé de créer 9,5 milliards de dollars de D.T.S. à répartir sur une période de trois ans partant du 1er janvier 1970. Ce montant correspond au quart du montant des avoirs officiels en or. La première tranche portera sur un montant de 3,5 milliards de dollars.

Par la loi du 9 juin 1969, la Belgique a approuvé les modifications apportées aux statuts du Fonds Monétaire International par suite notamment de la création des D.T.S. En conséquence, le statut monétaire de la Belgique a dû être adapté. Jusqu'à présent, l'or constituait le seul élément définissant la couverture légale minimum de 33 1/3 %. Dorénavant, la couverture des engagements à vue de la Banque Nationale de Belgique comprendra :

1° l'or métallique appartenant à la Banque ;

2° les créances en or de la Banque sur les institutions financières internationales ;

3° les créances de la Banque sur le Fonds Monétaire International (tranche or et supertranche or) ;

4° les droits de tirage spéciaux sur le Fonds Monétaire International ;

5° les créances en or résultant des avances consenties au Fonds Monétaire International par application des Accords Généraux d'Emprunts.

Il est à remarquer que tous ces éléments permettent inconditionnellement à la Banque Nationale de Belgique d'acquérir à tout moment des monnaies étrangères nécessaires à l'exécution des paiements internationaux.

Au 31 décembre 1969, le taux de la couverture-or était de 40,31 % contre 40,74 % au 31 décembre 1968. Suivant la nouvelle définition élargie de la couverture des engagements à vue de la Banque Nationale de Belgique, la proportion était de 44,44 % au 31 décembre 1969 contre 48,90 % au 31 décembre 1968.

En dépit des vicissitudes internationales et de la forte poussée spéculative qui l'a atteint, notamment au mois d'août, le franc belge est resté, en 1969, une monnaie très solide.

★

★ ★

CHAPITRE II

FINANCES PUBLIQUES

SECTION I. – FINANCES DE L'ÉTAT

Du fait de l'importance croissante de son rôle dans le produit national brut, le budget de l'Etat forme un instrument fondamental de la politique économique. Il s'indique, dès lors, que ce budget s'insère correctement dans le cadre tant de la politique conjoncturelle que de l'action menée par les pouvoirs publics pour favoriser l'adaptation des structures.

Les propositions budgétaires et l'évolution des recettes ordinaires de 1969 ont été effectuées au départ d'une conjoncture plus dynamique dont les signes de reprise s'étaient nettement affirmés en 1968. L'augmentation du produit national brut avait été estimée, dans le contexte budgétaire, à 4 % en volume auquel s'ajoute une estimation de hausse des prix implicite de 3,3 %.

Comme la plupart des dépenses ordinaires sont en grande partie inéluctables en raison de dispositions légales et réglementaires, c'est surtout par le biais des dépenses d'investissement que la politique budgétaire peut répondre aux impératifs conjoncturels. A cette fin, le programme d'engagement des dépenses d'investissement a été scindé en 1969, en une tranche de base de 85 % et une tranche conditionnelle de 15 %. La mise en oeuvre de cette dernière tranche devait être conditionnée par l'évolution de la conjoncture, l'état du marché des capitaux et les exigences de l'équilibre budgétaire et financier général.

L'activité économique a connu, au premier semestre de 1969, une accélération très vive réduisant sérieusement les marges de manoeuvre tant du point de vue des capacités de production que du marché de l'emploi et du système des prix. Les autorités ont dès lors été amenées à mettre en place un dispositif visant à garantir un développement équilibré de l'économie.

Au niveau des finances de l'Etat, cela impliquait une limitation du rythme de croissance des dépenses de consommation, entre autres par un contrôle renforcé en ce qui concerne le recrutement du personnel, des économies en matière d'achats de biens et de services, la postposition, d'une manière générale, de l'exécution de toute dépense susceptible de l'être. Quant au budget d'investissement, il fut décidé de ne pas mettre en vigueur la tranche conditionnelle de 15 % et de supprimer le régime de financement du Fonds des Routes par des traites réescomptables auprès de la Banque Nationale.

Par ailleurs, eu égard aux tensions conjoncturelles qui semblaient devoir prévaloir au début de 1970, après avoir décidé en mai 1969, de réduire le taux normal et le taux intermédiaire envisagés pour la taxe sur la valeur ajoutée, le Gouvernement proposa, en septembre, de postposer d'une année la mise en vigueur de cette importante réforme fiscale.

Grâce à la politique budgétaire ainsi adaptée aux exigences de la conjoncture, l'expansion, par rapport à 1968, de l'ensemble des dépenses budgétaires ayant une incidence directe sur la demande, compte tenu des variations des recettes sous l'optique des modifications autonomes et de la progressivité, n'a guère dépassé le taux de 7,3 % en valeur, soit une expansion inférieure à celle enregistrée par le produit national qui peut être estimée à environ 11 % en prix courants.

Un développement plus vif de l'activité économique que celui escompté initialement, a favorisé la situation budgétaire ; pour le budget ordinaire, considéré dans l'optique des imputations budgétaires, l'équilibre sera probablement atteint, contre un déficit de 7,8 milliards en 1968. Le budget prévoyait, au moment de son dépôt, 264,6 milliards de dépenses, soit un accroissement de 9,9 % par rapport au budget initial de 1968 ; mais les crédits supplémentaires s'élèvent à 4,6 milliards pour l'année courante et à 2,6 milliards pour les années antérieures. Les majorations de dépenses concernent surtout la dette publique, les rémunérations, la politique charbonnière et la réfection des routes ; elles sont compensées par les plus values de recettes fiscales.

En situation de trésorerie, le budget ordinaire clôture par un déficit de 5,1 milliards, niveau équivalent à celui de l'année 1968. Cependant à cet égard également, il y a une amélioration réelle si l'on rectifie les recettes de 1969 par l'incident technique dû au retard dans la perception de la taxe de circulation à concurrence de 2,8 milliards ; par ailleurs, les dépenses de 1969 ont été gonflées de 2,3 milliards au titre d'amortissement de la dette publique par une récupération du retard subi en 1968. Corrigé de ces deux facteurs, le budget ordinaire en situation de caisse, dénote l'équilibre en 1969.

Les dépenses ordinaires totales sur base des décaissements dépassent de 11,3 % le niveau de 1968, contre 10 % en cette dernière année par rapport à 1967. L'expansion plus vive du taux de croissance est imputable à l'effet précité de l'amortissement de la dette publique. L'ensemble des dépenses ordinaires relatives à l'amortissement et aux intérêts de dette publique représentait, en 1969, environ 18,1 % des dépenses ordinaires totales. Leur expansion par rapport à 1968 est, en partie, imputable au relèvement des taux d'intérêt qui influence immédiatement le coût de la dette flottante.

Les dépenses en salaires et charges sociales ont accusé une augmentation de 8,3 % imputable aux efforts en matière de programmation sociale et à l'évolution des prix à la consommation, qui ont déclenché l'échelle mobile à deux reprises en faveur du secteur public.

Parmi les transferts de revenus, des dépenses accrues ont été effectuées au profit des provinces et communes, de l'industrie charbonnière et de l'éducation

nationale. Par contre, les subventions à l'Office national de l'Emploi ont fléchi dans une large mesure grâce à la forte diminution du chômage.

Parmi les fonds budgétaires, les accroissements de dépenses concernent surtout l'expansion économique et le Fonds agricole.

Sur base des encaissements effectifs, les recettes ordinaires ont atteint 266,3 milliards dont 253,5 milliards de recettes fiscales. Celles-ci ont dépassé la prévision initiale à concurrence de 1,9 milliard et de 4,7 milliards, si l'on réincorpore les recettes de taxe de circulation de 2,8 milliards comptabilisés tardivement en 1970.

Pour pouvoir mesurer la croissance conjoncturelle des recettes fiscales, celles-ci doivent subir des rectifications en vue d'éliminer l'incidence des modifications autonomes de la fiscalité. Ainsi par exemple, en 1969, ces modifications ont porté sur la réduction des termes de crédit pour certains droits d'accises, sur les délais de paiement en matière de taxe sur les contrats d'assurance, etc. Abstraction faite de tous ces facteurs, mais en réintégrant la taxe de circulation dans les données de 1969, on constate que les recettes fiscales de 1969 accusent une progression de 12,4 % contre 7,3 % en 1968. Le taux d'expansiou des recettes fiscales dépasse celui du produit national brut, en valeur, par le jeu de la progressivité des impôts qui est surtout perceptible dans les impôts sur les revenus. Parmi ceux-ci, le précompte professionnel et les versements anticipés sont particulièrement sensibles aux mouvements de la conjoncture.

En 1969, les recettes de précompte professionnel ont augmenté de 16 % contre 11,9 % en 1968 par rapport à 1967. La hausse plus rapide des rémunérations, l'extension de l'emploi et le relèvement des taux de retenue des revenus élevés pour l'exercice d'imposition 1970 sont à l'origine de cette évolution.

Les versements anticipés sur le revenu des non salariés sont passés de 17,5 milliards en 1967 à 19,8 milliards en 1968 et à 25,3 milliards en 1969. La vive progression, en 1969, résulte essentiellement de l'amélioration des bénéfices ; mais d'autres facteurs ont agi, tels l'accroissement des versements et le décime additionnel à l'impôt des sociétés pour les exercices d'imposition 1969 et 1970.

Parmi les impôts indirects, les droits de douane sont inférieurs au niveau de l'année 1968, en dépit de l'expansion conjoncturelle des importations. La suppression, au 1er juillet 1968, des droit en trafic intracommunautaire et la réduction du tarif extérieur commun conformément aux engagements pris lors des négociations G.A.T.T. (Kennedy Round) sont les causes principales de cette évolution.

Les accises globales enregistrent une augmentation de 14,8 %, contre 7,3 % en 1968, par rapport à 1967. Outre le développement de la consommation de produits soumis à l'accise, les recettes ont été influencées positivement par la réduction des termes de crédit consentis à certains assujettis pour le paiement de leurs redevabilités et par l'établissement d'un droit spécial sur véhicules utilisant le gasoil moteur.

Les recettes du timbre et des taxes assimilées ont évolué assez parallèlement à la conjoncture économique, compte tenu de la progressivité de cet impôt. En 1969, elle se sont accrues de 9,8 % contre 6,1 % en 1968.

L'exécution du budget d'investissements physiques et financiers a été conditionnée par le cadre conjoncturel qui, eu égard aux tensions existantes, n'a pas justifié la mise en oeuvre de la tranche additionnelle de 15 %. Le programme initial d'engagements à 85 % s'élevait à 59,4 milliards. Il a été réalisé à concurrence de 58 milliards dont 34,8 milliards pour le budget extraordinaire proprement dit, 10,8 milliards pour le Fonds des Routes et 12,4 milliards pour le secteur débudgétisé.

Les décaissements effectifs à charge du budget extraordinaire ont atteint 33 milliards, soit un montant quasi équivalent à celui de 1968.

Les investissements au titre de travaux publics ont encore dénoté une certaine expansion par rapport à 1968, tandis que les avances et participations ont légèrement fléchi.

Les dépenses d'investissement du Fonds des Routes, qui ne sont pas comptabilisées au budget extraordinaire, se sont élevées à 11,2 milliards, en 1969, contre 9,3 milliards en 1968.

On constate donc que les efforts d'investissement de l'Etat en vue d'améliorer l'infrastructure du pays, ont persisté en 1969 nonobstant l'action de certains facteurs limitatifs.

L'ensemble des dépenses budgétaires, tant ordinaires qu'extraordinaires a finalement laissé, en décaissements, un solde négatif de 37,8 milliards contre 37,5 milliards en 1968. Quant à l'impasse totale de trésorerie, elle s'est élevée à 50,3 milliards contre 47,2 milliards en 1968. Cet élargissement de l'impasse résulte de la conjugaison de plusieurs facteurs parmi lesquels il faut noter le renversement positif, d'une année à l'autre, des mouvements de fonds de tiers et l'augmentation très substantielle des avances au Fonds des Routes.

Par le jeu des amortissements, les besoins nets de financement de l'Etat ont atteint 30,8 milliards contre 33,8 milliards en 1968, données qui représentent l'augmentation de la dette publique, abstraction faite des opérations avec le Fonds Monétaire International, lesquelles sont purement comptables et n'ont aucune relation avec les décaissements effectifs à charge du Trésor public.

Cependant, l'amélioration réelle, constatée en 1969 par rapport à 1968, est plus sensible si l'on tient compte de certains correctifs. En effet, pour comparer valablement l'accroissement de la dette publique en 1969 et en 1968, il y a lieu de diminuer l'accroissement réel de la dette en 1969, d'une part, d'une somme de 2,8 milliards résultant du retard apporté au paiement de la taxe de circulation et, d'autre part, d'un montant de 1,8 milliard représentant l'encours au 31.12.1968 des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes, les dernières lettres de change ayant été acquittées en septembre 1969. Par contre, il convient de majorer de 1,1 milliard l'accroissement de la dette en 1968, pour tenir compte des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes au cours de cette année. Dès lors, à un accroissement de 34,9 milliards en 1968, correspond en réalité une augmentation de 26,2 milliards en 1969.

La couverture des besoins de financement de l'Etat a surtout été opérée par la voie d'appels publics au marché des capitaux. Ces appels devaient non seulement satisfaire le financement de l'impasse de trésorerie, mais également

permettre le remboursement des emprunts à échéances facultatives ou à échéance finale qui ont porté respectivement sur 23,7 et 4,8 milliards. Finalement, la dette consolidée en francs belges s'est accrue de 18,0 milliards, les amortissements contractuels ayant atteint 18,8 milliards. Ces mouvements de fonds montrent le caractère aigu des problèmes de financement auxquels l'Etat peut être confronté, lorsque à un déficit budgétaire global viennent s'ajouter des opérations importantes de renouvellement de dettes.

Outre l'emprunt consolidé, l'Etat a couvert ses besoins de financement, d'une part, par des disponibilités à moyen terme en francs belges pour un montant de 4,8 milliards et, d'autre part, par des disponibilités à court terme. Compte non tenu des opérations avec le F.M.I., la dette intérieure à court terme s'est accrue de 2,2 milliards. Les avoirs des particuliers aux comptes de chèques postaux ont diminué de 1,6 milliard. Les autres formes de la dette à court terme ont consisté en placement de certificats à la Banque Nationale pour 0,9 milliard, aux banques pour 2,6 milliards et aux parastataux pour 0,1 milliard.

La dette en devises étrangères a augmenté de 6,3 milliards. La couverture des besoins de l'Etat a donc pu être assurée, pour la plus grande partie, par les secteurs nationaux.

L'accroissement de la dette de l'Etat en francs belges a été couvert grâce au concours apporté par les secteurs non monétaires. Par contre, les apports des organismes monétaires se sont fortement réduits.

Au niveau de 598,4 milliards, la dette publique représente environ 52 % du produit national brut contre 55 % en 1968 et 71 % en 1961.

Si, dans cette optique on constate une amélioration relative des finances publiques et si, par ailleurs, la pression sur la demande globale exercée en 1969 par l'exécution du budget de l'Etat ne semble pas avoir exacerbé les tensions existantes, il n'en reste pas moins vrai que l'appel de l'Etat à l'épargne publique demeure très élevé et contribue à renchérir le loyer de l'argent. Il faut noter en outre que contrairement aux sommets conjoncturels précédents, celui de 1969 n'a pas permis de dégager d'excédents au budget ordinaire. L'Etat est contraint de recourir à l'épargne pour le financement intégral de son budget d'investissement qui, structurellement et à long terme, est appelé à devoir se développer dans le contexte général des impératifs de croissance économique. La dette publique est ainsi condamnée à gonfler ce qui, par le biais des charges financières qu'elle implique, limite les marges de manoeuvre au niveau du budget ordinaire.

Le fait que, depuis 1957 à l'exception de l'année 1964, le budget ordinaire a toujours été déficitaire ou en simple équilibre comme en 1969 soulève le problème de l'adéquation soit des recettes, soit des dépenses, soit des deux simultanément. Dans la mesure où l'Etat doit remplir des tâches de plus en plus importantes dans la vie économique et sociale, les moyens financiers indispensables à remplir ce rôle doivent lui être dévolus afin que son action ne gêne pas l'équilibre économique général.

★

★ ★

La situation de caisse du Trésor (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969
Opérations budgétaires	— 28 821	— 27 315	— 30 386	— 37 500	— 37 778
a) Ordinaire	— *3 780*	— *3 322*	— *2 124*	— *5 144*	— *5 121*
b) Extraordinaire	— *25 041*	— *23 993*	— *28 262*	— *32 356*	— *32 657*
Fonds de tiers	— 773	+ 3 053	+ 1 516	— 1 345	+ 2 619
Opérations de caisse et de Trésorerie	+ 249	— 94	— 643	+ 766	— 1 886
Avances « Fonds des Routes »	— 6 275	— 6 450	— 6 750	— 9 075	— 13 250
Total...	**— 35 620**	**— 30 806**	**— 36 263**	**— 47 154**	**— 50 295**
FINANCEMENT					
Solde dette flottante	+ 8 518	+ 9 771	+ 2 870	+ 10 168	+ 13 311
Banque Nationale	— *800*	+ *550*	— *6 925*	+ *12 025*	+ *875*
Secteur bancaire	+ *5 776*	+ *3 404*	— *7 637*	— *5 480*	+ *1 729*
Parastataux	+ *4 382*	— *3 238*	+ *14 320*	— *4 912*	+ *5 743*
Comptes chèques postaux et particuliers	+ *182*	+ *3 070*	— *3 774*	+ *7 798*	— *1 822*
Monnaies étrangères	— *1 183*	+ *5 629*	+ *7 076*	+ *902*	+ *6 510*
Divers	+ *161*	+ *356*	— *190*	— *165*	+ *276*
Produits des emprunts consolidés	+ 27 102	+ 21 035	+ 33 393	+ 36 986	+ 36 984
Total...	**+ 35 620**	**+ 30 806**	**+ 36 263**	**+ 47 154**	**+ 50 295**
Rapprochement avec les résultats de la dette :					
Amortissements (b)	— 14 691	— 14 747	— 15 460	— 15 505	— 21 924
Différences (c)	+ 1 155	+ 1 105	+ 1 742	+ 2 195	+ 2 414
Opérations du F.M.I. (d)	— 1 639	+ 1 265	— 1 046	+ 7 558	+ 2 685
Total...	**+ 20 445**	**+ 18 429**	**+ 21 499**	**+ 41 402**	**+ 28 100**

Source : Ministère des Finances.

(a) Situation par année civile des encaissements et décaissements du Trésor relatives aux opérations budgétaires et aux opérations hors budget (opérations de caisse de trésorerie, et fonds de tiers).
(b) Les amortissements sont repris parmi les opérations budgétaires.
(c) Il s'agit entre autres de différences d'émission (différences entre le produit brut et le produit net) et d'amortissement (différence entre l'amortissement nominal et l'amortissement réel).
(d) L'évolution des certificats F.M.I. n'ont pas d'incidence directe sur la situation de caisse.

Exécution des budgets de 1960 à 1969 (a)

(en millions de francs)

ANNÉES	Budget ordinaire							Budget extraordinaire				Résultats
	Recettes					Dépenses	Solde	Recettes		Dépenses	Solde	
	Contributions directes	Douanes et Accises	Enregistrement	Non fiscales	Total			Emprunts consolidés (c)	Autres			
1960	41 370	22 011	38 501	7 796	109 678	115 876	— 6 198	28 147	560	29 516	— 809	— 7 007
1961	44 021	23 751	44 614	7 973	120 359	124 865	— 4 506	14 807	721	16 818	— 1 290	— 5 796
1962	51 419	24 505	48 501	7 942	132 367	134 025	— 1 658	41 348	612	17 914	+24 046	+22 388
1963	54 208	25 896	52 509	9 035	141 648	148 002	— 6 354	17 438	567	22 209	— 4 204	—10 558
1964	60 458	28 179	60 040	9 396	158 073	154 949	+ 3 124	23 991	403	23 941	+ 453	+ 3 577
1965	69 602	30 111	65 632	10 161	175 506	184 301	— 8 795	22 203	447	25 776	— 3 126	—11 921
1966 (x)	77 856	34 250	78 656	10 464	201 226	199 013	+ 2 213	21 015	683	30 605	— 8 907	— 6 694
1966 (y)	67 128	33 653	78 647	9 348	188 776	193 062	— 4 286	21 016	643	33 910	—12 251	—16 537
1967	87 205	37 094	86 032	12 652	222 983	225 515	— 2 532	21 656	257	29 874	— 7 961	—10 943
1968 (b)	95 770	38 596	92 433	12 709	239 508	247 443	— 7 935	29 206	599	35 728	— 5 923	—13 858
1969 (b)	109 699	42 792	100 971	14 030	267 492	268 388	— 896	28 084	465	36 336	— 7 787	— 8 683

Source : Ministère des Finances.

(a) Système de l'exercice jusqu'en 1966. Le système de gestion a été introduit par la loi du 28 juin 1963 (*Moniteur belge* du 31 juillet 1963) et mis en application à partir du 1er janvier 1967. De ce fait l'exercice 1966 a commencé suivant l'ancien système mais a perdu une partie notable des opérations en recettes et dépenses de la période complémentaire. Les résultats définitifs (y) sont donc incomplets par rapport aux résultats des exercices précédents. Pour sumonter la difficulté de comparaison, la loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1967 (*Moniteur belge* du 30 décembre 1966) prévoyait la publication d'un aperçu au 31 mars 1967 suivant le système de l'exercice (x).

(b) Résultats provisoires.

(c) Produit net des émissions.

Recettes budgétaires ordinaires

Recouvrements effectués

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Système de l'exercice			Système de gestion			
	1964	1965	1966 (a)	1966	1967 (b)	1968 (b)	1969 (b)
A. — Recettes fiscales :							
I. *Contributions directes*	**60 458,0**	**69 601,6**	**77 855,5**	**67 127,8**	**87 204,5**	**95 770,5**	**109 698,5**
Impôt versé par voie de précomptes .	32 965,3	37 961,4	42 906,0	36 896,8	47 792,8	53 721,4	62 690,8
a) Précompte immobilier	*955,6*	*999,6*	*981,0*	*815,3*	*1 060,0*	*1 164,8*	*1 055,2*
b) Précompte mobilier	*5 396,2*	*6 678,1*	*7 068,0*	*6 128,6*	*8 071,6*	*9 300,1*	*11 402,0*
c) Précompte professionnel	*26 613,5*	*30 283,7*	*34 857,0*	*29 952,9*	*38 661,0*	*43 256,5*	*50 233,6*
Impôt sur le revenu global versé par anticipation par les non-salariés ..	13 418,0	15 513,7	16 126,0	14 018,9	17 522,3	19 759,6	25 272,0
Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge	4 137,6	9 875,2	1 382,0	8 858,2	14 279,2	16 107,4	18 157,3
a) des personnes physiques	*2 748,9*	*7 249,2*	*8 771,0*	*6 920,9*	*11 463,2*	*13 540,8*	*15 092,3*
b) des sociétés	*1 375,0*	*2 593,8*	*2 485,0*	*1 848,2*	*2 595,7*	*2 371,9*	*2 885,4*
c) des non-résidents	*13,7*	*32,2*	*126,0*	*89,1*	*220,3*	*194,7*	*179,6*
Impôt sur les revenus perçus sous le régime des lois coordonnées relatives à ces impôts	3 722,8	418,6	81,0	24,9	154,0	97,4	193,5
Taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3 572,8	3 925,4	4 192,0	4 192,5	6 317,0	4 981,8	1 920,4
Taxe sur les jeux et paris	314,1	391,8	456,0	433,6	486,0	534,8	569,8
Autres	94,8	251,2	286,0	284,4	362,6	547,6	871,5
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
II. *Douanes et Accises*	5 345,1	8 335,2	8 230,0	8 230,0	8 380,0	8 013,0	7 920,8
Droits d'entrée	18 662,3	20 424,7	24 552,6	23 987,0	27 118,3	29 110,8	33 407,0
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	1 473,9	1 609,3	1 642,0	1 724,1

Droits d'accise	18 662,3	20 424,7	24 552,0	28 987,0	27 118,3	29 110,3	33 401,0
a) Bières	*1 499,4*	*1 532,6*	*1 551,9*	*1 473,9*	*1 609,3*	*1 642,0*	*1 724,1*
b) Boissons fermentées	*621,1*	*763,8*	*616,4*	*615,0*	*691,3*	*749,2*	*795,0*
c) Eaux-de-vie	*794,8*	*949,8*	*960,0*	*943,0*	*951,1*	*1 024,1*	*1 087,7*
d) Eaux minérales	*408,2*	*421,0*	*580,1*	*575,3*	*622,3*	*643,8*	*727,8*
e) Huiles minérales, benzol et gaz naturel	*10 318,2*	*11 201,6*	*14 931,6*	*14 922,9*	*16 689,6*	*18 025,5*	*20 762,9*
f) Sucres et sirops de raffinage	*196,6*	*200,1*	*182,2*	*180,0*	*202,4*	*205,1*	*197,6*
g) Tabacs	*4 824,0*	*5 355,8*	*5 730,4*	*5 276,9*	*6 352,3*	*6 821,1*	*8 111,9*
Taxes de consommation (alcools et eaux-de-vie)	890,5	1 050,6	1 225,1	1 193,4	1 233,0	1 288,2	1 349,4
Taxes sur les débits de boissons	56,7	58,7	68,9	69,0	66,2	90,1	96,0
Taxes et produits divers	224,2	241,6	172,8	172,8	189,9	94,0	9,8
III. *Enregistrement et domaines*	**60 040,2**	**65 632,5**	**78 655,9**	**78 647,6**	**86 031,9**	**92 432,9**	**100 971,5**
Droits d'enregistrement	6 003,9	6 419,3	6 766,7	6 766,7	6 621,0	7 874,1	8 666,4
Droits de greffe	62,0	69,7	75,0	75,0	83,1	87,9	—
Droits d'hypothèque	94,3	93,2	108,2	108,2	117,7	122,0	—
Droits de succession	2 567,5	2 797,7	3 228,4	3 220,1	3 430,5	4 044,2	3 892,1
Droits de timbres et taxes assimilées au timbre	50 846,9	55 747,4	67 902,0	67 902,0	75 107,7	79 654,0	87 462,9
Amendes et divers	465,6	505,2	575,6	575,6	671,8	650,7	950,1
Total des recettes fiscales	**148 677,5**	**165 344,9**	**190 761,4**	**179 428,2**	**210 330,8**	**226 799,5**	**253 462,0**
B. — Recettes non fiscales :							
Taxes, péages et redevances	5 838,7	6 230,2	6 626,3	6 636,2	8 084,9		
Revenus patrimoniaux, d'exploitation et financiers	1 651,6	1 791,1	2 361,2	1 263,5	1 929,3	12 709,0	14 030,2
Remboursements	1 194,7	1 309,5	1 171,1	1 153,7	1 519,7	(c)	(c)
Produits divers	640,5	717,2	255,0	245,1	1 118,6		
Total des recettes non fiscales	**9 325,5**	**10 048,0**	**10 413,6**	**9 298,5**	**12 652,5**	**12 709,0**	**14 030,2**
C. — Recettes résultant de la guerre	**69,5**	**113,3**	**50,7**	**50,0**	—	—	—
Total des recettes ordinaires	**158 072,4**	**175 506,2**	**201 225,7**	**188 776,7**	**222 950,4**	**239 508,5**	**267 492,2**

Source : Ministère des Finances.

(a) Résultat théorique au 31 mars 1967 établi en exécution de l'article 10 de la loi du 28 décembre 1966 (*Moniteur belge* du 20 mai 1967).
(b) Résultats provisoires.
(c) Classification économique depuis le 1er janvier 1968.

Dépenses budgétaires par budget

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Dépenses ordinaires			Dépenses extraordinaires		
	1967	1968 (a)	1969 (a)	1967	1968 (a)	1969 (a)
Dette publique	38 502	42 422	47 482	459	460	408
Pensions	27 481	28 729	30 405	—	—	—
Dotations	658	705	745	—	—	—
Services du Premier Ministre	542	598	740	—	—	—
Ministère de la Justice	4 069	4 547	4 996	2	5	14
Ministère de l'Intérieur	13 254	15 728	16 175	55	24	19
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et Assistance technique	5 253	4 443	5 614	612	600	641
Ministère de la Défense nationale	18 796	18 224	20 443	4 608	5 605	6 945
Gendarmerie	2 715	3 019	3 322	144	148	176
Ministère de l'Agriculture	3 861	6 808	8 297	463	590	562
Ministère des Affaires économiques et Ministère des Classes moyennes	8 858	8 198	8 986	667	322	571
Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones	16 153	17 266	19 114	6 108	7 238	7 055
Ministère des Travaux publics et Reconstruction	4 149	4 033	4 669	13 135	16 185	15 079
Ministère de l'Emploi et du Travail	3 684	4 932	3 215	—	—	—
Ministère de la Prévoyance sociale	17 493	20 907	22 827	—	—	—
Ministère de l'Education nationale et Ministère de la Culture	45 255	49 625	53 903	1 210	1 158	1 284
Ministère de la Santé publique et de la Famille	7 690	9 728	9 495	1 570	1 830	1 981
Ministère des Finances	7 102	7 531	7 960	841	1 563	1 602
Total...	**225 515**	**247 443**	**268 388**	**29 874**	**35 728**	**36 337**

(a) Résultats provisoires.

Source : Ministère des Finances.

Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses

(en millions de francs)

DESIGNATION	1966		1967		1968 (b)		1969 (b)	
	Ordinaires	Extra-ordinaires	Ordinaires	Extra ordinaires	Ordinaires	Extra-ordinaires	Ordinaires	Extra-ordinaires
Classification économique (a)								
Dette publique	35 026	409	38 502	459	42 421	461	47 482	408
Pensions	25 173	—	27 481	—	—	—	(a)	—
Dotations	555	—	658	—	—	—	(a)	—
Salaires	40 465	—	45 158	—	51 800	—	55 742	—
Services	9 980	247	13 698	736	13 578	1 942	15 364	1 060
Matériel	729	4 553	1 156	4 838	1 427	5 181	1 862	7 172
Intérêts-pertes	4 384	1 180	5 243	31	5 731	15	6 900	40
Transferts de revenus	69 630	1 076	86 145	979	124 620	91	132 508	374
Transferts de capitaux	2 989	7 645	3 599	7 930	3 200	10 956	2 982	10 166
Investissements	421	8 849	1 232	7 657	1 138	8 231	1 180	8 265
Avances-participations	16	9 414	57	6 467	47	8 293	79	8 250
Divers	3 694	537	2 586	777	3 481	558	4 289	602
Total ...	**193 062**	**33 910**	**225 515**	**29 874**	**247 443**	**35 728**	**268 388**	**36 337**

Source : Ministère des Finances.

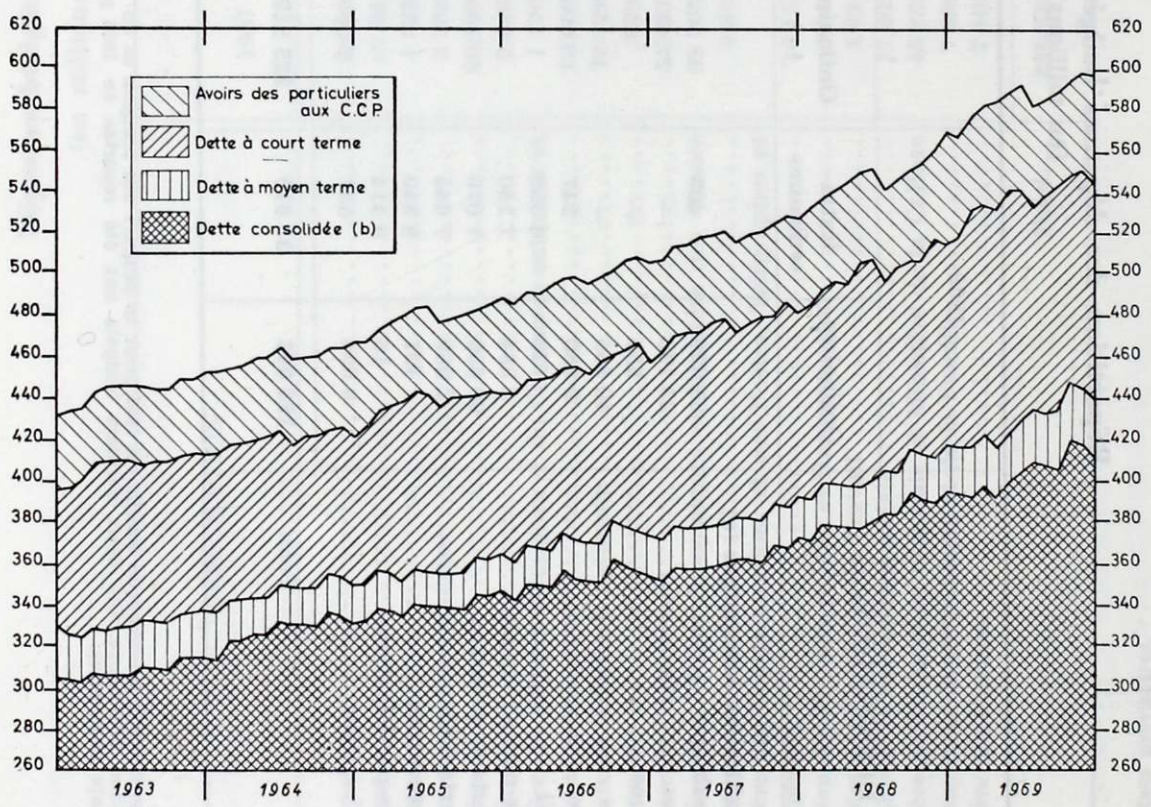
(a) La classification économique établie en 1966 pour la plupart des budgets et en 1968 pour les Pensions et les Dotations ne permet aucune comparaison avec la répartition antérieure. Ces deux derniers budgets ont été reportés en 1968 parmi les autres chapitres.
(b) Résultats provisoires.

Dette publique (a)

Situation à fin d'année
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Dette en francs belges	**412,5**	**437,7**	**452,3**	**468,1**	**510,4**	**532,7**
Dette consolidée	308,7	326,0	335,1	355,9	380,6	398,6
Dette à moyen terme.....	6,3	6,8	7,8	8,5	9,1	13,9
Dette à court terme	51,3	58,6	60,0	57,8	66,2	67,3
Avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux..	46,2	46,3	49,4	45,9	54,5	52,9
Dette en monnaies étrangères ..	**49,6**	**46,9**	**51,2**	**57,3**	**56,8**	**63,1**
Dette consolidée	18,6	17,1	15,8	14,8	13,4	13,1
Dette à moyen terme.....	12,1	11,4	12,2	11,6	12,9	12,3
Dette à court terme	18,9	18,4	13,2	30,9	30,5	37,7
Total...	**462,1**	**484,6**	**503,5**	**525,4**	**567,2**	**595,8**
Dette congolaise garantie (b) ..	**6,4**	**4,4**	**3,9**	**3,5**	**3,1**	**2,6**
Total général...	**468,5**	**489,0**	**507,4**	**528,9**	**570,3**	**598,4**

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)



(a) Non compris les dettes interalliées résultant de la guerre 1914-1918, soit 21,1 milliards de francs au 31 décembre 1965.

(b) Les données représentant uniquement les emprunts repris par la Belgique suite à la convention belgo-congolaise du 5 février 1965 approuvée par la loi du 23 avril 1965 (*Moniteur belge* du 27 mai 1965).

Source : Ministère des Finances.

Evolution de la dette publique

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Dette consolidée.....	+ *10,7*	+ *18,0*	+ *15,6*	+ *7,8*	+ *19,8*	+ *23,3*	+ *17,7*
dont : directe en francs belges.....	+ 10,0	+ 15,3	+ 16,7	+ 12,0	+ 11,5	+ 17,9	+ 12,7
directe en monnaies étrangères	— 1,0	— 1,2	— 1,5	— 1,3	— 1,4	— 1,4	— 0,3
indirecte en francs belges...	+ 1,8	+ 4,0	+ 0,6	— 2,9	+ 9,3	+ 6,8	+ 5,3
indirecte en monnaies étrangères	—	—	—	—	+ 0,4	—	—
Dette flottante (a) sans le F.M.I. (b)	+ *12,4*	— *1,8*	+ *8,4*	+ *9,9*	+ *3,2*	+ *10,9*	+ *13,5*
Total ...	+ **23,2**	+ **16,2**	+ **24,1**	+ **17,7**	+ **23,0**	+ **34,2**	+ **31,2**
Dette congolaise garantie.....	— *1,1*	— *1,2*	— *2,0*	— *0,5*	— *0,5*	— *0,4*	— *0,4*
Total ...	+ **22,1**	+ **15,0**	+ **22,1**	+ **17,2**	+ **22,5**	+ **33,8**	+ **30,8**
Opérations avec le F.M.I. (b).....	— *0,3*	— *0,1*	— *1,6*	+ *1,2*	— *1,0*	+ *7,6*	— *2,7*
Total général ...	+ **21,8**	+ **14,9**	+ **20,5**	+ **18,4**	+ **21,5**	+ **41,4**	+ **28,1**

Source : Ministère des Finances.

(a) Dette à court et moyen termes.

(b) Depuis la convention du 14 octobre 1959 entre le Trésor et la Banque Nationale de Belgique, c'est cette d rnière et non pas le Trésor qui fournit les francs belges lorsque le F.M.I. mobilise les certificats du Trésor qu'il détient en portefeuille. Dans ce cas, la Banqu Nationale devient créditrice du F.M.I. des francs belges versés. Il s'en suit qu'une mobilisation de certificats du Trésor par le F.M.I. entraîne une diminution de la dette publique sans sortie de fonds. Dans le cas opposé, lorsque le F.M.I. rembourse des francs belges, ceux-ci n'entrent pas dans la Caisse de l'Etat mais viennent en déduction de la créance de la Banque sur le F.M.I. Ce dernier reçoit de nouveaux certificats; la dette publique augmente donc sans qu'il y ait des rentrées de fonds pour le Trésor.
Dès lors, les opérations avec le F.M.I. n'affectant pas la Trésorerie de l'Etat et la Dette publique étant pa excellence le reflet de la situation de la Trésorerie de l'Etat, les opérations avec le F.M.I. doivent ête éliminées de cette statistique.
Il faut remarquer que les mêmes opérations auraient lieu dans le cadre du fonctionnement de l'accord de Paris (General Arrangements to Borrow).

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES

Par rapport à la situation de 1968, l'état des finances provinciales ne s'est pas complètement amélioré. En effet, pour l'ensemble des provinces, le solde négatif des recettes et des dépenses globales, qui s'était élevé en 1968, à environ 100 millions, n'a pu être réduit à moins de 27 millions. Anvers et Liège ont déposé un budget global en boni, le Brabant, le Limbourg, le Luxembourg, la Flandre orientale et la Flandre occidentale en équilibre ; mais par contre, le Hainaut et Namur presentaient un budget déficitaire. Si l'on ne tient compte que des seules opérations de l'exercice, le déficit des finances provinciales s'élève à 231 millions, contre 244 millions en 1968. Seuls, le Hainaut, Namur et la Flandre occidentale présentent un budget exécédentaire pour l'exercice 1969.

Le taux de croissance élevé des dépenses ordinaires des provinces aide à expliquer cette évolution. En 1967 et 1968, elles ont augmenté respectivement de 19,5 % et 25,5 %. Le rythme de croissance de 1969 se fixe encore à 10,1 %. Les accroissements les plus importants sont dus à l'enseignement (+ 10,3 %) et aux charges de la dette (+ 15,7 %). Ces deux postes absorbent plus de la moitié des dépenses ordinaires.

La part des rentrées d'impôt dans l'ensemble des recettes est passée, graduellement de 36 % en 1964 à 31 % en 1968 et à 28,1 % en 1969. L'explication de ce recul réside dans le fait que la base des impôts provinciaux n'a pas été relevée au cours de ces dernières années. L'accroissement de la dotation des autorités au Fonds des provinces a été de 10,2 %. La part de ce poste dans l'ensemble des recettes qui était de 22,6 % en 1968 a été ramenée à 20,9 %.

D'après l'enquête du Crédit Communal de Belgique, les investissements communaux calculés sur la base des dépenses extraordinaires de l'exercice 1969, se seraient élevés à 16,9 milliards. De leur côté, les provinces et organismes communaux auraient investi 10,5 milliards. Les investissements totaux auraient ainsi atteint le montant de 27,4 milliards. Le financement des investissements locaux a été effectué à concurrence de 18,4 milliards par des prêts accordés par le Crédit Communal de Belgique et de 2,5 milliards par des émission publiques des quatre grandes villes. Les subventions de l'Etat se sont élevées à 2,6 milliards et les prêts « part Etat » à 3,0 milliards.

Le montant total des subsides et des prêts est passé de 18,8 milliards en 1968, à 21,0 milliards en 1969, soit une augmentation de 11,7 %. Les subventions liquidées en capital ont été réduites de 12,1 % par rapport à 1968. Par contre, les prêts « part Etat » et les autres prêts ont augmenté respectivement de 9,5 % et de 18,3 %.

La répartition des prêts et subventions pour investissements entre les divers bénéficiaires fait apparaître que la part des communes a été de 56,6 % et celle des provinces de 27,3 %. Les intercommunales, y compris la Société Nationale de Distribution d'Eau, ont vu leur part se fixer à 7,8 % et les autres organismes,

c'est-à-dire les Commissions d'Assistance publique, les fabriques d'église, les polders, les wateringues, ..., à 27,3 %.

L'utilisation des subventions et des emprunts montre que l'effort entrepris au cours des années antérieures dans le domaine des travaux routiers, s'est poursuivi. Par rapport à 1968, la croissance a été de 0,4 milliard, soit 5,9 %. Ils représentent d'ailleurs plus du quart du total des subventions et emprunts. Certains postes ont vu leur part s'accroître. Il en est ainsi notamment de l'expansion économique (+ 26,3 %), des travaux de distribution d'eau (+ 70,6 %), des travaux d'électrification et d'installation du gaz (+ 39,0 %), des centres culturels, musées, bibliothèques et théâtres (+ 37,4 %), des plaines de jeux et de sports, des bassins de natation (+ 57,0 %), de la collecte et du traitement des immondices (+ 98,9 %), des transports en commun (+ 180,6 %).

Fin décembre 1969, la dette des administrations publiques s'élevait à 123,3 milliards, contre 105,4 milliards à fin décembre 1968. Le taux de croissance a été de 17,0 %, contre 10,8 % un an auparavant. La dette à court terme et à moyen terme et la dette à long terme, ont augmenté respectivement de 30,5 % et de 10,1 %. En ce qui concerne les prêts à long terme, dont l'Etat rembourse les charges aux emprunteurs, l'augmentation a été de 17,4 %. La dette des administration publiques se répartit comme suit parmi les utilisateurs : communes : 66,7 % ; provinces : 8,4 % ; intercommunales : 18,4 % ; organismes divers : 6,5 %.

Ces investissements importants on pu être réalisés grâce à l'accroissement des moyens financiers dont le Crédit Communal de Belgique a pu disposer en 1969. Le montant des bons de caisse est passé de 78,9 milliards à 90,0 milliards, soit une augmentation de 15,5 %. Le montant global des dépôts des administrations publiques et comptes courants s'est accru d'environ 6,5 milliards, soit 31,3 %. Les avoirs déposés par les particuliers ont augmenté de 0,9 milliard. Par contre, le montant total des obligations a échoir a subi une diminution d'environ 0,4 milliard.

A la suite de l'application généralisée du plan comptable fonctionnel et économique depuis l'exercice 1969 et aux difficultés qu'elle a entraînées, l'Institut National de Statistique n'a pu rassembler et coordonner en temps utile, pour l'exercice 1969, les données budgétaires concernant les communes (1).

★

★ ★

(1) Ces données, de même que le commentaire, seront publiés en septembre dans l'annexe traitant de la comptabilité nationale.

Relations financières : Etat - Pouvoirs publics subordonnés

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969 (a)
DÉBIT				
A. *Transferts de revenus*	22 112	23 791	25 729	28 475
1. Contributions à l'enseignement	*9 076*	*9 696*	*10 329*	*11 980*
a) Salaires et pensions	(8 123)	(8 700)	(9 251)	(9 930)
b) Frais de fonctionnement	(953)	(996)	(1 073)	(1 150)
2. Contributions à la charge d'intérêts.	*610*	*880*	*1 039*	*1 207*
3. Autres contributions spéciales	*300*	*516*	*509*	*898*
4. Contributions à des fins générales .	*12 126*	*12 699*	*13 852*	*15 290*
B. *Transferts de capitaux*	1 420	2 051	2 217	2 795
1. Bâtiments et équipement pour l'enseignement	*481*	*510*	*625*	*540*
2. Autres bâtiments et routes	*646*	*1 129*	*1 105*	*1 606*
3. Autres transferts	*293*	*412*	*487*	*649*
Total ...	**23 532**	**25 842**	**27 946**	**31 270**
CRÉDIT				
A. *Transferts de revenus*	92	120	236	273
B. *Transferts de capitaux*	135	137	107	65
Total ...	**227**	**257**	**343**	**338**
Solde ...	**23 305**	**25 585**	**27 603**	**30 932**

Source : Ministère des Finances.

(a) Prévisions de recettes; en dépenses, crédits votés (y compris les lois spéciales), rectifiés par le feuilleton d'ajustement.

Aperçu général des finances provinciales

Service ordinaire — Ensemble des provinces

(en millions de francs)

EXERCICES	Total propre à l'exercice			Total général		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1960 (a, c)	3 151	2 977	+ 174	3 563	3 223	+ 340
1961 (a, c)	3 380	3 139	+ 241	3 978	3 419	+ 559
1962 (a, c)	3 267	3 508	— 241	4 057	3 862	+ 195
1963 (a, c)	3 739	3 693	+ 46	4 291	4 037	+ 254
1964 (b, c)	3 527	3 488	+ 39	3 937	3 666	+ 271
1965 (b, c)	4 340	4 567	— 227	4 786	5 018	— 232
1966 (b, c)	4 165	4 564	— 399	4 617	5 027	— 410
1967 (b, c)	5 710	5 455	+ 256	6 177	6 039	+ 138
1968 (d)	6 777	7 021	— 244	7 159	7 255	— 96
1959 (e).....	7 497	7 728	— 231	7 956	7 983	— 27

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs.
(b) Comptes provisoires.
(c) Recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnées.
(d) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(e) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes

Principales subdivisions du chapitre Fonds des provinces et impositions provinciales

(en millions de francs)

SECTIONS	1965 (a)	1966 (a)	1967 (a)	1968 (b)	1969 (c)
Quotes-parts dans le Fonds des Provinces	860	1 024	1 355	1 507	1 661
Centimes additionn. au précompte immobilier	950	561	1 154	1 393	1 537
Impositions directes et indirectes..	497	471	674	657	715
Recettes fiscales diverses	1	1	—	—	—
Autres recettes	48	24	51	18	19
Total...	**2 356**	**2 081**	**3 234**	**3 575**	**3 932**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes provisoires; droits constatés.
(b) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(c) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Répartition géographique des finances provinciales

Service ordinaire

(en millions de francs)

PROVINCES	Exercices (a)	Total propre à l'exercice			Total général		
		Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Anvers	1965	603	634	— 31	721	655	+ 66
	1966	689	662	+ 27	760	683	+ 77
	1967	759	739	+ 20	914	862	+ 52
	1968	998	1 070	— 72	1 075	1 074	+ 1
	1969	1 047	1 129	— 82	1 185	1 184	+ 1
Brabant	1965	796	817	— 21	816	830	— 14
	1966	592	941	— 349	605	952	— 347
	1967	1 099	1 020	+ 79	1 099	1 029	+ 70
	1968	1 149	1 185	— 36	1 194	1 194	—
	1969	1 224	1 271	— 47	1 274	1 274	—
Hainaut	1965	973	894	+ 79	991	1 174	— 183
	1966	841	865	— 24	868	1 155	— 287
	1967	1 157	1 074	+ 83	1 157	1 420	— 263
	1968	1 214	1 221	— 7	1 214	1 343	— 129
	1969	1 412	1 340	+ 72	1 412	1 471	— 59
Liège	1965	700	796	— 96	773	860	— 127
	1966	767	753	+ 14	844	774	+ 70
	1967	973	943	+ 30	1 060	960	+ 100
	1968	[illegible]	[illegible]	[illegible]	1 266	1 212	+ 54
	1969	731	734	— 3	731	748	— 17
	1967	838	870	— 32	873	873	—
	1968	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	992	—

	1968	838	870	— 32	873	873	—
	1969	935	990	— 55	992	992	—
Luxembourg	1965	77	68	+ 9	86	70	+ 16
	1966	103	63	+ 40	105	64	+ 41
	1967	128	89	+ 39	169	103	+ 66
	1968	133	146	— 13	146	146	—
	1969	143	164	— 21	165	165	—
Namur	1965	180	203	— 23	192	245	— 53
	1966	198	213	— 15	235	275	— 40
	1967	204	210	— 6	214	248	— 34
	1968	281	280	+ 1	288	309	— 21
	1969	293	292	+ 1	295	314	— 19
Flandre orientale	1965	254	319	— 65	300	329	— 29
	1966	277	280	— 3	348	319	+ 29
	1967	378	391	— 13	454	395	+ 59
	1968	637	690	— 53	695	695	—
	1969	753	798	— 45	809	809	—
Flandre occidentale	1965	198	232	— 34	300	242	+ 58
	1966	203	226	— 23	299	242	+ 57
	1967	282	255	+ 27	379	274	+ 105
	1968	367	384	— 17	409	409	—
	1969	449	446	+ 3	468	468	—

Source : Institut National de Statistique.

(a) Exercices 1964 à 1967 : comptes provisoires; recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnancées.
Exercice 1968 : Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
Exercice 1969 : Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Répartition des finances provinciales par chapitre administratif

Service ordinaire

(en millions de francs)

CHAPITRES	1965 (a)		1966 (a)		1967 (a)		1968 (b)		1969 (c)	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Patrimoine	79	55	58	60	89	76	88	75	98	80
Fonds et Imp. - Administrat. générale	2 356	219	2 081	219	3 234	305	3 575	432	3 932	454
Justice - Cultes	2	17	1	16	—	22	3	34	2	40
Régies	583	580	565	572	743	731	834	806	936	903
Assistance publique	40	185	45	186	47	200	50	254	53	282
Hygiène	217	386	190	412	234	461	270	535	284	580
Voirie et Travaux publics	69	361	72	379	94	447	104	574	69	584
Economie	3	101	5	107	5	125	9	190	11	198
Enseignements	940	1 736	1 071	1 717	1 151	1 961	1 277	2 226	1 430	2 455
Beaux-Arts - Folklore	12	140	11	141	17	180	26	220	26	249
Pensions	10	149	31	134	35	168	36	194	51	219
Dette	26	631	33	605	62	764	489	1 424	601	1 648
Transferts	3	7	2	16	—	15	16	57	4	36
Total propre à l'exercice	4 340	4 567	4 165	4 564	5 711	5 455	6 777	7 021	7 497	7 728
Soldes des exercices antérieurs	446	451	452	463	466	584	382	234	459	255
Total général...	4 786	5 018	4 617	5 027	6 177	6 039	7 159	7 255	7 956	7 983

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes provisoires; recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnancées.
(b) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(c) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

CHAPITRE III

MONNAIE ET CRÉDIT

SECTION I. — STOCK MONÉTAIRE ET MARCHÉ DE L'ARGENT

En 1968, la reprise conjoncturelle avait été accompagnée d'un développement des liquidités recensées auprès des organismes monétaires. Par suite de l'accélération de la conjoncture, la Belgique s'est trouvée confrontée, dès les premiers mois de l'année 1969, au double problème du maintien de l'équilibre intérieur, d'une part, et de la surveillance du mouvement des capitaux, d'autre part. Les Autorités ont dû prendre des mesures sévères, qui ont eu pour résultat, notamment, de raréfier les fonds sur les marchés intérieurs. Les liquidités recensées auprès des organismes monétaires ont ainsi connu, en 1969, un développement moins grand qu'en 1968. En effet, ces liquidités se sont accrues de 39,2 milliards de francs en 1969, alors qu'au cours de l'année précédente, l'augmentation avait atteint 44,3 milliards de francs. Par rapport à 1968, le fléchissement se chiffre à 11,5 %, alors que, par rapport à 1967, l'augmentation constatée en 1968 s'était élevée à 35,9 %.

Les crédits aux entreprises et particuliers, de même que le financement de l'Etat sont restés les principales contreparties de la création des liquidités détenues auprès des organismes monétaires.

Les crédits aux entreprises et particuliers qui, en 1968, avaient connu une augmentation de 25,6 milliards de francs, ont subi un net ralentissement en 1969. En effet, l'augmentation n'a été que de 9,9 milliards de francs. Cette progression s'est inégalement répartie sur l'ensemble de l'année, car, si l'on enregistrait, au cours des premiers mois, un net accroissement par rapport à la période correspondante de 1968, il n'en a plus été de même à partir du mois de mai, date à laquelle furent prises les premières mesures d'encadrement du crédit.

Le financement monétaire de l'Etat qui, en 1968, s'était accru de 23,7 milliards de francs, s'est aussi ralenti puisque l'accroissement de 1969 n'a porté que sur 18,4 milliards de francs. Les autres pouvoirs publics ont connu un accroissement de 2,6 milliards de francs, en 1969, contre 3,1 milliards de francs en 1968.

Les balances des transactions courantes et des opérations en capital des entreprises et particuliers de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sont aussi intervenues dans la création des liquidités monétaires, alors qu'en 1968, on avait constaté une situation inverse. Le solde positif de la balance des transactions courantes de l'U.E.B.L. avec l'étranger qui, en 1968, avait atteint 1,7 milliards de francs, est passé, en 1969, à 4,0 milliards de francs. De même, le solde du mouvement des capitaux des entreprises et particuliers, qui avait été négatif, en 1968, à concurrence de 4,8 milliards de francs, est devenu positif en 1969. Il s'est élevé à 3,2 milliards de francs. Les rentrées de fonds en provenance de l'étranger et se rapportant aux deux rubriques precitées se sont donc accrues de 10,3 milliards de francs.

L'accroissement des crédits accordés aux intermédiaires financiers non-monétaires a aussi contribué, mais dans une moindre mesure, à l'expansion monétaire. Ces crédits se sont accrus de 5,7 milliards de francs en 1969, contre 4,0 milliards de francs en 1968.

Le refinancement des crédits en dehors des organismes monétaires s'est réduit de 0,7 milliard de francs, en 1969. Alors que ce mode de refinancement appliqué aux créances commerciales sur l'étranger s'est accru de 2,8 milliards de francs, celui appliqué aux crédits accordés aux entreprises et particuliers a subi une réduction de 3,5 milliards de francs.

Le stock monétaire a augmenté de 9,8 milliards de francs en 1969, contre 26,1 milliards en 1968. Le rythme de croissance, qui avait été de 7,4 % en 1968, a été ramené à 2,6 % en 1969.

D'une année à l'autre, le volume de monnaie fiduciaire est resté stationnaire. En effet, les billets de la Banque Nationale en circulation ont atteint 183,0 milliards de francs contre 183,2 milliards de francs en 1968. Les billets et monnaies du Trésor ne se sont accrues, que de 0,5 milliard de francs, en passant de 6,5 milliards de francs, à fin 1968, à 7,0 milliards de francs à fin 1969.

L'accroissement de la monnaie scripturale a été la principale cause de l'expansion du stock monétaire. En passant de 191,1 milliards de francs, à fin 1968, à 201,1 milliards de francs à fin 1969, le volume de monnaie scripturale s'est accru de 10,0 milliards de francs. Son rythme de croissance a été de 5,2 % en 1969 contre 12,2 % en 1968. A fin 1969, la monnaie scripturale représentait 52,1 % du stock monétaire global, alors qu'en 1968, sa part n'avait été que de 50,8 %.

Les dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et les organismes parastataux ont progressé de 7,9 milliards de francs, ce qui représente 6,4 % de l'accroissement du stock monétaire. Par contre, la monnaie scripturale détenue par les entreprises et particuliers sous forme d'avoirs en comptes chèques postaux s'est réduite de 2,3 milliards de francs, alors qu'en 1968, elle avait enregistré une augmentation de 7,2 milliards. La monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés s'est accrue de 4,8 milliards contre 3,4 milliards en 1968.

Les liquidités quasi-monétaires ont enregistré une plus forte progression qu'en 1968 : 29,4 milliards de francs contre 12,8 milliards de francs. L'expansion

de la quasi-monnaie s'est portée aussi bien sur les dépôts en francs belges (24,5 milliards de francs en 1969 contre 17,9 milliards de francs en 1968) que sur les dépôts en devises (5,9 milliards de francs en 1969 contre 0,4 milliard de francs en 1968).

La croissance, tant du stock monétaire que des liquidités quasi-monétaires, n'a pas été répartie d'une manière égale, sur l'ensemble de l'année. Au cours des quatre premiers mois, l'expansion a été plus importante qu'au cours de la période correspondante de 1968. Les mesures restrictives prises à partir du mois de mai ont ensuite provoqué un net ralentissement. Le fléchissement du rythme de croissance du stock monétaire a été causé, notamment, par la hausse des taux d'intérêt. A l'accroissement limité observé, a toutefois correspondu une augmentation sensible de la vitesse de circulation de la monnaie. Par contre, la forte progression des liquidités quasi-monéraires donne à penser qu'en raison du niveau élevé des taux d'intérêt, l'épargne s'est orientée vers des formes de placement à rendement élevé et que les encaisses ont été autant que possible limitées, alors qu'elles ont été utilisées au maximum.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale ont augmentés de 5,4 milliards de francs, alors qu'en 1968, ils avaient régressé de 14,0 milliards de francs.

L'encaisse-or de la Banque Nationale s'est réduite de 0,2 milliard de francs, alors qu'elle avait augmenté de 2,2 milliards de francs en 1968.

Les avoirs en monnaies étrangères convertibles ont augmenté de 17,5 milliards de francs. En 1968, ils avaient diminué de 18,0 milliards de francs. Ces avoirs constituent la contrepartie des engagements de la Banque Nationale de livrer des monnaies étrangères à terme, soit au Trésor pour couvrir les échéances de la dette en monnaies étrangères, soit à des banques belges ou étrangères en vertu d'opérations « swap ».

Les créances sur le Fonds Monétaire International ont diminué de 7,5 milliards, alors qu'en 1968 la réduction n'avait porté que sur 1,3 milliards de francs. Cette situation résulte essentiellement de trois séries d'opérations. D'abord, des remboursements ont été effectués pour près de 6,0 milliards de francs par divers pays, notamment par le Royaume-Uni. Ensuite, la Belgique a effectué un prélèvement de 5,8 milliards de francs à fin juillet, d'une part, sous forme d'un tirage sur la tranche or de la quote-part de la Belgique à concurrence de 2,3 milliards de francs et d'autre part, sous forme du recouvrement de 3,5 milliards de francs de crédits consentis antérieurement au Fonds Monétaire International en exécution des Accords Généraux d'Emprunts. Ce prélèvement a été affecté au remboursement des tirages de la Banque Nationale sur les accords de « swap » conclus avec la Federal Reserve Bank of New-York. Enfin, au cours du quatrième trimestre, la participation de la Belgique au Fonds Monétaire International s'est accrue de 4,3 milliards de francs, d'une part, par suite notamment du rachat de francs belges au Fonds Monétaire International et, d'autre part, par la mise à la disposition de la République Fédérale d'Allemagne, par le même Fonds, de 2,5 milliards de francs belges. A la suite de ces opérations, la Belgique disposait à nouveau, en fin d'année, de l'intégralité de sa

tranche or et d'une super-tranche or de 2,5 milliards de francs auprès du Fonds Monétaire International.

Les dépôts bancaires ont continué à progresser à un rythme soutenu. Avec 41,2 milliards de francs, ils ont enrégistré un accroissement de 14,6 %, contre 15,1 % en 1968 et 14,7 % en 1967. Cette hausse des dépôts bancaires s'est répartie sur toute l'année, avec cependant, une légère régression au cours des deuxième et troisième trimestres.

En ce qui concerne les dépôts en monnaie nationale, les carnets de dépôts n'ont progressé que de 2,1 milliards de francs contre 12,1 milliards de francs en 1968.

Les dépôts à vue et à un mois au plus ont accusé une progression de 7,5 milliards de francs contre 10,4 milliards de francs en 1968.

Les dépôts à plus d'un mois sont passés de 57,3 milliards de francs, en 1968, à 78,3 milliards de francs en 1969, soit une progression de 21,0 milliards de francs ou 38,4 %.

L'accroissement considérable des dépôts à terme indique que la position des entreprises en matière de liquidités s'est améliorée. Les taux d'intérêt bonifiés sur les gros dépôts ont accusé une forte hausse en raison de la concurrence des marchés étrangers.

L'augmentation qu'avaient connue les dépôts en devises, au cours de l'année 1968, s'est encore amplifiée en 1969 en passant de 7,1 milliards de francs à 10,8 milliards de francs. La progression qui s'est surtout manifestée au cours des deuxième et troisième trimestres, est due à l'évolution des avoirs libres qui ont bénéficié, notamment pour les dépôts importants, de taux alignés sur ceux du marché des Euro-dollars. Les comptes réglementés sont restés en dehors du mouvement, du fait qu'aucune rémunération ne leur est allouée.

La demande de crédits du secteur privé s'est considérablement ralentie en 1969. Pour l'ensemble de l'année, les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers et à l'étranger accordés à l'origine par les organismes monétaires n'ont progressé que de 15,8 milliards de francs, alors qu'en 1968, l'augmentation avait atteint 39,5 milliards de francs.

L'accroissement des encours utilisés des crédits bancaires accordés aux entreprises et particuliers (crédits à l'étranger exclus) ont été ramenés à 13,6 milliards de francs. Ces mêmes crédits financés en dehors des organismes monétaires ont subi une réduction de 3,6 milliards de francs.

Bien que l'expansion de l'industrie et du commerce ait persisté, le rythme de croissance de l'octroi de crédits par les banques aux entreprises et particuliers a accusé un net ralentissement. Les taux d'intérêt élevés et les mesures restrictives du crédit ont joué à cet égard un rôle important. En outre, mention doit être faite, en tant que facteur explicatif, de l'élargissement des moyens des entreprises en raison de l'évolution favorable des bénéfices et du revirement opéré dans les «leads and lags» de la balance des paiements au cours du quatrième trimestre de 1969.

Le ralentissement de l'expansion des crédits aux entreprises et particuliers a affecté toutes les catégories de crédits ventilés d'après leur destination économique apparente.

L'encours utilisé des crédits d'investissements industriels agricoles et artisanaux n'a pas augmenté, contrairement à ce qui s'était passé en 1968. Les investissements ont cependant été en nette expansion. Ils ont été financés par l'épargne interne des entreprises, devenue plus abondante, et par le recours aux crédits des organismes financiers non-monétaires. En outre. il semble qu'en raison du niveau élevé des taux d'intérêt, les entreprises aient hésité à s'endetter à long terme. Pour faire face à une partie des dépenses d'investissement, elles ont eu recours à des crédits à court terme, lesquels ne sont pas repris dans les crédits d'investissement.

L'encours des crédits finançant la construction et les transactions immobilières a connu une augmentation moindre qu'en 1968, au cours des quatre premiers mois. Jusqu'à fin septembre, leur expansion a atteint le double de celle de 1968. Cet accroissement doit être mis en rapport avec la reprise de la construction. Au cours du dernier trimestre, leur encours n'a guère changé à la suite des directives données par la Banque Nationale.

Pendant la majeure partie de l'année 1969, l'encours des prêts personnels et des crédits finançant les ventes à tempérament a progressé à un rythme rapide, comparable à celui de 1968. Suite aux directives gouvernementales, un léger recul a été constaté au cours du dernier trimestre.

Les crédits liés aux importations ont diminué, alors qu'ils avaient augmenté en 1968. Ce renversement s'est surtout manifesté au cours du dernier trimestre.

Au cours des quatre premiers mois de 1969, l'expansion des crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée a été nettement plus marquée qu'en 1968. Elle a reflété le développement de l'activité économique et aussi, selon toute vraisemblance, un déplacement vers la Belgique du financement du commerce extérieur provoqué par la disparité des taux d'intérêt. Pendant le reste de l'année, le mouvement s'est renversé, en liaison avec les directives de la Banque Nationale. Pour l'ensemble de l'année, l'expansion a été nettement inférieure à celle de 1968.

A partir du 1er mai 1969, un nouveau protocole régissant le marché du « call money » garanti est entré en vigueur. Ces emprunts ont pour fonction d'équilibrer la trésorerie des organismes qui peuvent éventuellement avoir à faire face à d'importants mouvements journaliers de leurs dépôts. La nouvelle réglementation stipule que sont seuls admis au marché, les établissements financiers, du secteur public ou privé, qui reçoivent des dépôts en carnets ou à des termes n'excédant pas trois mois. Du fait que ces établissements doivent avoir, en principe, une trésorerie positive, sous réserve des fluctuations journalières normales, ils sont obligés désormais de prêter chaque trimestre un montant au moins égal à celui qu'ils empruntent. Par suite de leur mission spéciale, le Fonds des Rentes et l'Institut de Réescompte et de Garantie ne sont pas soumis à cette règle. En effet, le Fonds des Rentes est investi d'une mission régulatrice sur le marché monétaire, tandis que l'Institut de Réescompte et de Garantie

a pour fonction d'utiliser les trésoreries excédentaires apportées au marché pour mobiliser, aux meilleures conditions, les crédits finançant le commerce extérieur.

Compte tenu de cette réglementation, les apports nets des banques et des autres organismes ont été plus élevés qu'en 1968. Afin d'appuyer la hausse des taux d'intérêt souhaitée par les autorités monétaires, la décision a été prise de financer, par priorité, les besoins du Fonds des Rentes au moyen d'emprunts effectués sur le marché de l'argent au jour le jour, alors qu'en 1968, cet organisme avait été prêteur net sur ce marché, grâce à des avances de la Banque Nationale. De la sorte, les ressources mises, durant les trois premiers trimestres, à la disposition de l'Institut de Réescompte et de Garantie, ont été moins abondantes qu'en 1968.

La moyenne journalière, par mois, du taux d'intérêt de l'argent « on call » s'est accru progressivement jusqu'à atteindre plus de 7,10 % en août pour terminer en décembre à 6,07 %. Alors qu'en 1968, la moyenne pondérée des taux journaliers moyens était de 2,84 %, elle s'est fixée à 5,40 % en 1969. Malgré la détente intervenue sur le marché monétaire au cours du quatrième trimestre de 1969, la baisse des taux est demeurée modérée. En revanche, les apports accrus de fonds ont été utilisés principalement par l'Institut de Réescompte et de Garantie. Quant au Fonds des Rentes, il a continué à pratiquer une politique propre à empêcher une baisse trop marquée des taux sur le marché belge. Elle aurait eu pour conséquence de créer, à nouveau, un écart entre ce marché et les marchés internationaux.

Au cours des trois premiers trimestres de 1969, le niveau des taux d'intérêt s'est considérablement relevé à la suite des tensions intervenues sur les marchés de fonds. Ce mouvement a affecté tous les compartiments du marché monétaire. Durant le quatrième trimestre, une détente s'est manifestée sur le marché monétaire belge par suite du ralentissement de l'expansion des crédits, des directives de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change en matière d'opérations de change et surtout de la normalisation intervenue sur le marché des changes après la réévaluation du mark allemand. Cette détente s'est traduite par une stabilisation des taux d'intérêt.

L'encours du portefeuille commercial de la Banque Nationale s'est gonflé fortement au cours des trois premiers trimestres, puis s'est résorbé progressivement par la suite.

★
★ ★

(en milliards de francs)

MOIS	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						Total du stock monétaire	Mouvements du stock monétaire par période
					Détenue par les entreprises et particuliers (b)						
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (a)	Détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	Comptes-courants à la Banque Nationale de Belgique (a)	Avoirs en comptes chèques postaux (a)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements parastataux (a)	Total	Stock de monnaie scripturale		
1961 Décembre	5,5	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	+ 17,0
1962 Décembre	5,8	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	+ 17,1
1963 Décembre (c)	6,1	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	+ 23,3
1964 Décembre	6,4	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	+ 19,6
1965 Décembre	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	+ 21,2
1966 Décembre	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	+ 21,1
1967 Décembre	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	+ 10,8
1968 Décembre	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	+ 26,0
1969 Janvier	6,6	178,1	180,5	21,8	0,5	44,8	114,8	160,1	181,9	362,4	— 14,1
Février	6,6	180,5	183,0	21,8	0,5	41,1	118,5	160,1	181,9	364,9	+ 2,5
Mars	6,5	180,4	182,1	22,6	0,5	41,9	125,0	167,4	190,0	372,1	+ 7,2
Avril	6,6	183,2	185,2	20,9	0,3	48,9	122,6	171,8	192,7	377,9	+ 5,8
Mai	6,7	186,3	188,4	22,4	0,5	44,5	125,7	170,7	193,1	381,5	+ 3,6
Juin	6,8	188,9	190,4	23,2	0,6	48,0	131,6	180,2	203,4	393,8	+ 12,3
Juillet	6,9	188,1	189,9	19,6	0,4	47,0	122,3	169,7	189,3	379,2	— 14,6
Août	6,8	184,9	187,3	21,4	0,6	43,4	123,8	167,8	189,2	376,5	— 2,7
Septembre	6,8	182,5	184,7	22,0	0,6	43,0	123,6	167,2	189,2	373,9	— 2,6
Octobre	6,9	178,6	181,0	22,0	0,4	45,3	123,8	169,5	191,5	372,5	— 1,4
Novembre	6,9	178,0	180,3	21,2	0,4	44,4	124,1	168,9	190,1	370,4	— 2,1
Décembre	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	+ 15,9

(a) Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.
(b) Y compris certains organismes paraétatiques administratifs.
(c) A partir de juin 1963 nouvelle série. Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, voir « Organismes monétaires. Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » (*Bulletin d'information et de Documentation* [Banque Nationale de Belgique], XXXVIIIe année, vol. II, n° 3, septembre 1963, p. 174 à 176).

Source : Banque Nationale de Belgique.

Bilans intégrés

(en milliard

FIN DE PÉRIODE		Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avoirs extérieurs nets
			Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor		
			Dépôts en francs belges (a)	Dépôts en devises			
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1963	Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8
	Juin (b)	270,9	51,3	8,2	—	330,5	83,2
	Septembre	266,8	53,1	8,4	—	328,3	80,7
	Décembre	277,8	55,1	9,1	—	342,0	79,2
1964	Mars	273,3	58,3	10,1	—	341,7	78,3
	Juin	285,6	58,3	8,1	—	352,0	79,4
	Septembre	283,8	64,1	5,0	—	352,9	81,0
	Décembre	297,4	65,1	5,2	—	367,7	88,0
1965	Mars	292,9	70,6	4,5	—	368,0	87,0
	Juin	309,5	71,1	5,1	—	385,7	92,4
	Septembre	306,4	74,8	3,9	—	385,1	90,4
	Décembre	318,6	77,4	4,4	—	400,4	94,8
1966	Mars	314,6	82,4	4,2	—	401,2	93,7
	Juin	329,3	81,1	4,9	—	415,3	93,4
	Septembre	322,4	86,4	5,1	—	413,9	89,5
	Décembre	339,7	89,0	5,7	—	434,4	89,2
1967	Mars	326,4	97,7	6,0	—	430,1	90,8
	Juin	347,5	98,9	7,5	—	453,9	92,9
	Septembre	343,2	105,7	6,9	—	455,8	90,9
	Décembre	350,5	107,9	8,4	—	466,8	97,1
1968	Mars	350,0	115,9	7,5	—	473,4	94,5
	Juin	372,7	118,3	7,9	—	498,9	97,2
	Septembre	361,8	123,3	9,1	—	494,2	90,6
	Décembre	376,5	125,8	8,8	—	511,1	86,1
1969	Mars	372,1	135,0	9,7	—	516,8	83,6
	Juin	393,8	135,5	12,6	—	541,9	88,5
	Septembre	373,9	142,2	15,3	—	531,4	85,3
	Décembre	386,3	149,3	14,7	—	550,3	94,7

(a) Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.
(b) Nouvelle série. Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, voir : « Organisation monétaire. Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » (*Bulletin d'information et de documentation* [Banque Nationale de Belgique], XXXVIIIe année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176).

mes monétaires

ncs)

Créances sur les pouvoirs publics			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	*Pour mémoire* : Financés par et hors des organismes monétaires			
(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
7,2	6,0	**173,0**	74,5	*88,6*	— 11,1	+ 10,3	— 9,7
7,5	5,0	**179,5**	76,9	*86,6*	— 11,2	+ 10,0	— 7,9
6,9	5,1	**177,8**	79,9	*89,7*	— 11,3	+ 10,6	— 9,4
7,4	5,8	**183,8**	88,8	*97,5*	— 11,4	+ 11,5	— 9,9
7,0	4,8	**185,8**	88,4	*101,3*	— 11,2	+ 10,6	— 10,2
8,9	5,2	**191,9**	92,2	*104,3*	— 11,2	+ 10,0	— 10,2
7,8	5,0	**188,7**	94,3	*105,4*	— 11,3	+ 11,2	— 11,1
7,8	6,3	**193,8**	98,2	*108,5*	— 11,4	+ 11,0	— 12,0
6,8	7,3	**192,8**	98,5	*108,8*	— 11,3	+ 12,9	— 11,9
7,1	7,6	**200,2**	102,4	*113,4*	— 11,3	+ 12,1	— 10,1
4,2	7,0	**200,2**	106,9	*116,5*	— 11,3	+ 11,8	— 12,9
4,7	6,6	**205,2**	112,5	*124,5*	— 11,4	+ 12,6	— 13,3
7,2	8,3	**206,8**	114,0	*126,8*	— 11,5	+ 12,4	— 14,2
8,8	9,5	**215,7**	119,0	*130,8*	— 11,5	+ 13,4	— 14,7
5,1	10,5	**211,2**	125,2	*135,5*	— 11,7	+ 15,2	— 15,5
4,6	12,0	**220,5**	134,9	*144,5*	— 12,0	+ 15,7	— 13,9
5,0	8,5	**214,0**	136,4	*149,3*	— 12,4	+ 15,3	— 14,0
8,6	11,1	**227,6**	140,4	*155,8*	— 12,6	+ 17,7	— 12,1
3,8	11,4	**229,5**	145,6	*158,8*	— 13,1	+ 18,8	— 15,9
4,1	13,0	**225,0**	156,9	*170,5*	— 13,5	+ 17,5	— 16,2
3,8	12,9	**228,8**	159,3	*175,0*	— 14,7	+ 20,4	— 14,9
7,9	12,7	**245,9**	166,0	*181,1*	— 15,3	+ 19,7	— 14,6
7,8	13,1	**247,7**	168,0	*182,3*	— 15,8	+ 20,6	— 16,3
6,8	16,8	**255,1**	182,5	*196,0*	— 16,5	+ 21,0	— 17,1
5,6	13,9	**255,8**	189,4	*203,8*	— 17,2	+ 20,4	— 15,2
8,7	17,3	**269,1**	198,4	*210,6*	— 19,0	+ 22,5	— 17,6
9,2	18,3	**270,1**	195,8	*206,4*	— 20,3	+ 26,4	— 25,9
5,4	19,3	**276,4**	196,0	*206,0*	— 21,1	+ 27,0	— 22,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

Origines des variat

(en milli

PÉRIODE	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (4)	Crédits aux entr prises e particuli (5)	(6)
1964 1er trimestre	— 4,5	+ 4,3	— 0,2	— 0,8	+ 3,	—1
2e trimestre	+ 12,2	— 2,0	+ 10,2	— 0,6	+ 3,	+1
3e trimestre	— 1,9	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1	+0
4e trimestre	+ 13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3	—0
Total . . .	+ 19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11	—
1965 1er trimestre	— 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0	—
2e trimestre	+ 16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4	+
3e trimestre	— 3,1	+ 2,5	— 0,6	+ 0,9	+ 3	—
4e trimestre	+ 12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 7	+
Total . . .	+ 21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 15	—
1966 1er trimestre	— 4,0	+ 4,8	+ 0,8	— 0,3	+ 2	+
2e trimestre	+ 14,8	— 0,6	+ 14,2	—	+ 4	+
3e trimestre	— 6,9	+ 5,5	— 1,4	— 2,8	+ 4	+
4e trimestre	+ 17,3	+ 3,1	+ 20,4	— 0,9	+ 9	—
Total . . .	+ 21,2	+12,8	+ 34,0	— 4,0	+ 20	+
1967 1er trimestre	— 13,1	+ 9,0	— 4,1	+ 4,9	+	—
2e trimestre	+ 21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+	—
3e trimestre	— 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+	—
4e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 1	+
Total . . .	+ 11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 2	—
1968 1er trimestre	— 0,5	+ 7,1	+ 6,6	— 0,7	+	—
2e trimestre	+ 22,7	+ 2,8	+ 25,5	+ 2,8	+	
3e trimestre	— 10,9	+ 6,2	— 4,7	— 6,0	+	
4e trimestre	+ 14,8	+ 2,1	+ 16,9	— 4,2	+ 1	
Total . . .	+ 26,1	+18,2	+ 44,3	— 8,1	+ 2	
1969 1er trimestre	— 4,4	+10,2	+ 5,8	— 0,7	+	
2e trimestre	+ 21,7	+ 3,4	+ 25,1	+ 4,3	+	
3e trimestre	— 19,9	+ 9,4	— 10,5	— 2,9	—	
4e trimestre	+ 12,4	+ 6,4	+ 18,8	+13,2	—	
Total . . .	+ 9,8	+29,4	+ 39,2	+13,9	+	

tock monétaire

·ancs)

ancement en dehors des organismes monétaires igmentation : —)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
éances om- ciales ur anger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
· 1,4	— 4,2	+ 3,7	— 0,1	— 0,2	— 0,9	+ 0,3	— 0,2	— 0,2
1,1	+ 0,8	+ 5,8	+ 0,4	— 0,3	+ 0,5	— 0,1	— 0,5	+ 0,1
0,9	+ 1,0	— 0,7	— 0,1	— 1,0	— 0,7	— 0,1	— 0,7	— 0,8
· 0,6	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,3	— 0,7	+ 0,1	— 0,1	+ 1,6	— 0,9
—	— 1,6	+ 12,6	+ 1,5	— 2,2	— 1,0	—	+ 0,2	— 1,8
· 2,3	—	— 3,9	+ 1,0	+ 0,5	—	—	— 0,1	+ 0,1
· 1,9	— 0,7	+ 5,1	+ 1,1	— 0,4	— 0,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 1,9
· 2,2	+ 1,4	+ 2,2	— 1,2	— 0,9	— 1,4	—	— 0,1	— 2,4
· 1,4	— 2,3	+ 3,6	+ 1,5	— 0,3	— 0,2	— 0,1	+ 0,9	— 0,8
· 1,2	— 1,6	+ 7,0	+ 2,4	— 1,1	— 2,0	—	+ 1,3	— 1,2
· 0,3	— 0,8	+ 2,1	— 0,4	— 1,0	— 0,3	— 0,1	— 0,1	— 0,9
· 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	— 0,5	—	—	+ 0,7	— 0,3
· 0,6	+ 1,5	— 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	— 0,2	+ 1,7	— 0,8
· 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	— 0,1	— 0,7	— 0,3	+ 0,1	+ 1,4
· 1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	— 1,1	— 0,6	— 0,6	+ 2,4	— 0,6
0,3	— 3,4	— 2,7	— 3,9	— 1,1	— 1,7	— 0,4	— 0,3	—
0,9	— 2,4	+ 9,6	+ 2,2	— 0,3	+ 0,8	— 0,3	+ 1,0	+ 2,0
2,4	+ 2,2	— 0,6	+ 0,3	— 0,4	+ 0,4	— 0,4	+ 0,6	— 3,4
0,9	— 0,3	— 4,9	+ 1,3	— 0,1	— 0,4	— 0,5	+ 0,2	— 0,8
· 2,7	— 3,9	+ 1,4	— 0,1	— 2,0	— 0,9	— 1,6	+ 1,5	— 2,2
— 1,9	— 2,2	+ 4,4	— 0,4	— 0,8	—	— 1,2	+ 3,3	+ 1,5
— 1,3	+ 0,5	+ 18,0	— 0,5	+ 0,3	— 1,1	— 0,6	— 0,6	— 0,7
+ 0,4	+ 0,9	— 3,1	+ 0,3	— 1,1	+ 2,1	— 0,5	+ 1,3	— 0,2
+ 1,0	+ 0,8	+ 4,4	+ 3,7	— 0,5	— 0,3	— 0,7	—	— 1,0
+ 0,8	—	+ 23,7	+ 3,1	— 2,1	+ 0,7	— 3,0	+ 4,0	— 0,4
— 1,0	— 0,9	+ 6,5	— 2,8	— 1,8	— 1,8	— 0,7	— 0,6	+ 1,9
— 0,4	+ 2,1	+ 13,0	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,3	— 1,7	+ 1,9	— 5,9
+ 0,9	+ 1,6	— 0,9	+ 1,2	— 0,8	+ 0,9	— 1,3	+ 3,8	— 4,8
— 2,3	+ 0,7	+ 3,8	+ 0,9	+ 0,7	— 1,1	— 0,8	+ 0,6	+ 3,6
— 2,8	+ 3,5	+ 18,4	+ 2,6	— 1,6	— 0,7	— 4,5	+ 5,7	— 5,2

Source : Banque Nationale de Belgique.

Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Encaisse-or	Avoirs sur l'étranger en monnaies convertibles	Créances nettes sur l'Union Européenne de Paiement	Créances sur le Fonds Monétaire International	Autres avoirs ou engagements nets	Total des avoirs extérieurs	Evolution des avoirs extérieurs
1961 Décembre	62,4	20,4	0,4	8,0	1,5 (a)	92,7	+ 12,1
1962 Décembre	68,2	12,8	0,3	6,7	3,0 (a)	91,0	— 1,7
1963 Décembre	68,6	21,5	0,1	7,1	4,9 (a)	102,2	+ 11,2
1964 Décembre	72,6	27,0	0,1	10,2 (b)	4,9 (a)	114,8	+ 12,6
1965 Décembre	77,9	21,9	—	15,6 (c)	7,4 (a)	122,8	+ 8,0
1966 Décembre	76,2	21,4	—	18,6 (c)	8,3 (a)	124,5	+ 1,7
1967 Décembre	74,0	36,1	—	16,6 (d)	10,2 (e)	136,9	+ 12,4
1968 Décembre	76,2	18,1	—	15,2	13,4	122,9	+ 0,1
1969 Janvier	76,2	18,7	—	15,3	10,4	120,5	— 2,4
Février	76,1	18,4	—	14,2	9,8	118,5	— 2,0
Mars	76,1	17,9	—	11,3	12,6	117,9	— 0,6
Avril	76,1	21,4	—	11,3	12,1	120,9	+ 3,0
Mai	76,1	23,9	—	9,6	8,5	118,1	— 2,8
Juin	76,1	25,0	—	9,6	11,0	121,7	+ 3,6
Juillet	76,1	25,5	—	3,5	18,1	123,2	+ 1,5
Août	76,0	28,9	—	3,5	6,1	114,5	— 8,7
Septembre	76,0	29,3	—	3,5	5,5	114,3	— 0,2
Octobre	75,9	34,1	—	3,6	11,4	125,0	+ 10,7
Novembre	75,9	34,1	—	6,3	8,6	124,9	— 0,1
Décembre	75,9	35,6	—	7,8	9,0	128,3	+ 3,4

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Y compris depuis mai 1963, 1.500 millions de francs belges d'« avoirs à l'étranger en FB » représentant des certificats à deux ans de la Trésorerie américaine, libellés en francs belges.
(b) Y compris 1.500 millions de francs belges de Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4 janvier 1963. Convention du 1er février 1963).
(c) Y compris 3.375 millions de francs belges de Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4 janvier 1963. Convention du 1er février 1963).
(d) Y compris 1.875 millions de francs belges de Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4 janvier 1963. Convention du 1er février 1963).
(e) Y compris 3.000 millions de francs belges d' « avoirs à l'étranger en francs belges » représentant des certificats à deux ans de la Trésorerie américaine, libellés en francs belges.

Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et crédits commerciaux à l'étranger accordés à l'origine par les organismes monétaires

(en milliards de francs)

FIN DE MOIS	Crédits aux entreprises et particuliers			Créances commerciales sur l'étranger			Total général
	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	
1960 Décembre	53,0	12,4	65,4	6,2	1,1	7,3	72,7
1961 Décembre	61,2	14,0	75,2	7,3	2,3	9,6	84,8
1962 Décembre	72,9	13,8	86,7	10,8	2,5	13,3	100,0
1963 Décembre (a)	88,8	8,7	97,5	14,5	4,1	18,6	116,1
1964 Décembre	98,2	10,3	108,5	17,0	4,2	21,2	129,7
1965 Décembre	112,5	12,0	124,5	23,0	5,3	28,3	152,8
1966 Décembre	134,7	9,8	144,5	24,5	4,3	28,8	173,3
1967 Mars	136,3	13,0	149,3	24,5	4,7	29,2	178,5
Juin	140,4	15,4	155,8	27,1	5,6	32,7	188,5
Septembre	145,5	13,3	158,8	24,2	7,9	32,1	190,9
Décembre	156,8	13,7	170,5	27,4	7,1	34,5	205,0
1968 Mars	159,3	15,7	175,0	28,5	9,0	37,5	212,5
Juin	166,0	15,2	181,2	32,8	7,6	40,4	221,6
Septembre	166,4	15,9	182,3	34,6	7,2	41,8	224,1
Décembre	181,9	14,1	196,0	42,3	6,2	48,5	244,5
1969 Mars	188,8	15,0	203,8	43,4	7,2	50,6	254,4
Juin	198,1	12,5	210,6	50,5	7,6	58,1	268,7
Septembre	195,4	11,0	206,4	55,3	6,7	62,0	268,4
Décembre	195,5	10,5	206,0	45,3	9,0	54,3	260,3

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) A partir de juin 1963, nouvelle série, Les acceptations bancaires non visées représentatives d'exportations ont été transférées des « crédits aux entreprises et particuliers » aux « créances commerciales sur l'étranger ».

Situation globale des banques

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	Au 31 décembre								A fin de trimestre			
	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1er trimestre 1969	2e trimestre 1969	3e trimestre 1969	4e trimestre 1969
ACTIF												
Liquidités	30,6	34,0	41,7	51,4	57,5	81,2	92,4	122,2	135,0	174,3	172,2	182,5
Crédits	148,5	158,5	187,7	206,8	234,0	264,4	306,2	351,1	359,6	382,3	389,7	393,6
au secteur public	*90,7*	*88,5*	*97,8*	*102,3*	*115,1*	*127,2*	*144,1*	*157,8*	*158,8*	*172,4*	*176,9*	*180,8*
au secteur privé	*57,8*	*70,0*	*89,9*	*104,5*	*118,9*	*137,2*	*162,1*	*193,3*	*200,8*	*209,9*	*212,8*	*212,8*
Divers	20,8	25,6	27,4	31,9	39,2	42,9	46,2	54,5	56,0	60,3	59,9	57,0
dont acceptations	*14,3*	*17,9*	*18,8*	*21,3*	*26,9*	*28,8*	*29,5*	*32,0*	*33,2*	*34,8*	*32,6*	*29,3*
Total	**199,9**	**218,1**	**256,8**	**290,1**	**330,7**	**388,5**	**444,8**	**527,8**	**550,6**	**616,9**	**621,8**	**633,1**
PASSIF												
Dépôts	121,2	131,0	150,3	164,6	189,5	213,1	244,4	281,4	294,3	304,8	306,6	322,6
en francs belges :												
— à un mois au plus	*68,7*	*73,4*	*83,4*	*91,5*	*100,8*	*109,4*	*120,1*	*130,4*	*132,4*	*138,9*	*129,7*	*137,8*
— carnets de dépôts	*14,6*	*17,9*	*27,4*	*33,7*	*40,2*	*46,8*	*57,7*	*69,8*	*73,3*	*73,6*	*73,5*	*71,9*
— à plus d'un mois	*28,1*	*29,5*	*27,3*	*30,7*	*36,7*	*41,9*	*50,6*	*57,3*	*62,8*	*62,5*	*69,6*	*78,3*
en devises	*9,8*	*10,2*	*12,2*	*8,7*	*11,8*	*15,0*	*16,0*	*23,8*	*25,8*	*29,8*	*33,8*	*34,6*
Moyens propres	11,0	12,9	14,0	16,0	18,4	20,6	23,4	27,5	28,2	31,9	32,0	32,4
Divers	67,8	74,2	92,6	109,5	122,8	154,8	177,0	218,9	228,1	280,2	283,2	278,1
dont : acceptations	*14,3*	*17,9*	*18,8*	*21,3*	*26,9*	*28,8*	*29,5*	*32,0*	*33,2*	*34,8*	*32,6*	*29,3*
obligations et bons de caisse	*8,6*	*11,1*	*11,4*	*11,4*	*11,4*	*12,0*	*13,5*	*16,5*	*17,3*	*17,5*	*18,0*	*18,7*
Total	**199,9**	**218,1**	**256,8**	**290,1**	**330,7**	**388,5**	**444,8**	**527,8**	**550,6**	**616,9**	**621,8**	**633,1**

Source : Commission bancaire

Crédits aux entreprises et aux particuliers nourris par les banques de dépôt

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Escompte effets commerciaux (a)	Avances		Total
		Débiteurs divers	Reports et avances sur titres (b)	
1960 Décembre	21,5	26,1	1,2	48,8
1961 Décembre	25,9	30,7	1,2	57,8
1962 Décembre	30,1	38,6	1,3	70,0
1963 Décembre	43,0	45,7	1,2	89,9
1964 Décembre	52,5	50,8	1,1	104,4
1965 Décembre	57,4	60,2	1,3	118,9
1966 Décembre	67,6	68,3	1,2	137,1
1967 Décembre	77,9	82,7	1,5	162,1
1968 Décembre	81,3	110,3	1,7	193,3
1969 Janvier	78,9	97,9	1,6	178,4
Février	78,7	99,7	1,6	180,0
Mars	80,6	100,7	1,6	182,9
Avril.....	82,0	104,1	1,6	187,7
Mai	81,0	103,7	1,6	186,3
Juin	83,9	102,7	1,6	188,2
Juillet	81,4	104,1	1,5	187,0
Août	80,7	102,0	1,4	184,1
Septembre	87,2	98,3	1,4	186,9
Octobre	92,2	98,8	1,4	192,4
Novembre	95,7	95,3	1,4	192,4
Décembre	94,4	97,8	1,4	193,6

Source : Commission bancaire.

(a) Non compris tous les effets réescomptés.
(b) Y compris les opérations spéciales de mobilisation (arrêté royal du 22 mars 1952, *Moniteur belge* du 23 mars 1952).

Réescompte du portefeuillle commercial par les banques de dépôt

Situation fin de mois

(en milliards de francs)

MOIS	Auprès de la B.N.B.	Auprès de l'I.R.G.	Auprès des autres para-stataux	Total partiel	Auprès d'autres rées-compteurs (a)	Total général (b)
1960 Décembre ...	1,9	1,8	2,8	6,5	2,4	8,9
1961 Décembre ...	0,6	2,7	3,6	6,9	3,9	10,8
1962 Décembre ...	1,6	2,5	4,4	8,5	3,6	12,1
1963 Décembre ...	1,2	1,5	6,0	8,7	2,4	11,1
1964 Décembre ...	0,9	3,0	7,1	11,0	2,5	13,5
1965 Décembre ...	1,2	5,5	7,8	14,5	2,9	17,4
1966 Décembre ...	1,5	6,1	9,7	17,3	2,3	19,6
1967 Décembre ...	2,8	9,6	11,6	24,0	2,7	26,7
1968 Décembre ...	6,7	12,9	13,3	32,9	3,7	36,6
1969 Janvier	6,0	13,0	13,4	32,4	4,3	36,7
Février.....	4,9	12,6	13,9	31,4	4,1	35,5
Mars	6,6	10,8	13,8	31,2	4,3	35,5
Avril	7,6	10,3	6,5	24,4	4,5	28,9
Mai	11,7	11,0	6,7	29,4	4,6	34,0
Juin	10,5	10,8	6,7	28,0	4,3	32,3
Juillet	13,7	11,0	7,2	31,9	4,1	36,0
Août.....	14,5	10,8	7,2	32,5	3,9	36,4
Septembre ..	9,2	10,8	7,4	27,4	4,0	31,4
Octobre	6,5	10,3	7,2	24,0	4,1	28,1
Novembre ..	4,1	9,6	7,4	21,1	4,2	25,3
Décembre ...	3,5	10,1	7,5	21,1	3,9	25,0

Source : Commission bancaire.

(a) En francs belges uniquement.
(b) Montant non compris dans le portefeuille commercial de la situation globale des banques.

Marché de l'argent « on call »

Moyennes journalières

(en milliards de francs)

PÉRIODE (a)	Total des capitaux traités «on call»	Capitaux prêtés			Capitaux empruntés			
		Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes (b)	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G. (emprunts nets)	Autres organismes (c)
1961	6,0	2,5	1,8	1,7	1,8	—	3,2	1,0
1962	4,2	1,5	0,9	1,7	1,5	—	1,4	1,3
1963	3,6	1,6	0,2	1,8	1,6	0,1	1,1	0,8
1964	4,6	1,9	—	2,7	1,3	0,5	1,7	1,1
1965	5,0	1,8	0,7	2,5	1,4	—	2,4	1,3
1966	4,8	1,9	0,3	2,7	1,2	0,8	1,7	1,1
1967	6,4	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0
1968	6,6	2,1	1,4	3,0	2,4	—	3,1	1,1
1969	7,2	3,8	—	3,4	1,3	1,8	3,4	0,7
1969 Janvier	5,4	1,6	0,5	3,3	2,4	0,2	2,1	0,7
Février	8,1	4,5	0,1	3,5	2,3	0,2	4,8	0,8
Mars	8,3	4,6	—	3,7	1,8	0,6	3,8	2,1
Avril	6,7	3,0	—	3,7	1,1	1,0	3,6	1,0
Mai	6,3	3,3	—	3,0	1,4	1,7	2,9	0,3
Juin	6,1	3,6	—	2,5	1,0	1,5	3,4	0,2
Juillet	5,0	2,2	—	2,8	1,1	0,9	1,8	1,2
Août	6,0	2,4	—	3,6	1,1	2,9	1,8	0.2
Septembre	8,4	5,6	—	2,8	0,6	5,6	1,8	0,4
Octobre	11,0	6,7	—	4,3	0,5	4,7	5,5	0,3
Novembre	7,4	4,0	—	3,4	1,0	2,4	3,6	0,4
Décembre	8,3	4,7	0,1	3,5	1,0	0,4	6,5	0,4

Source : Banque Nationale de Belgique.

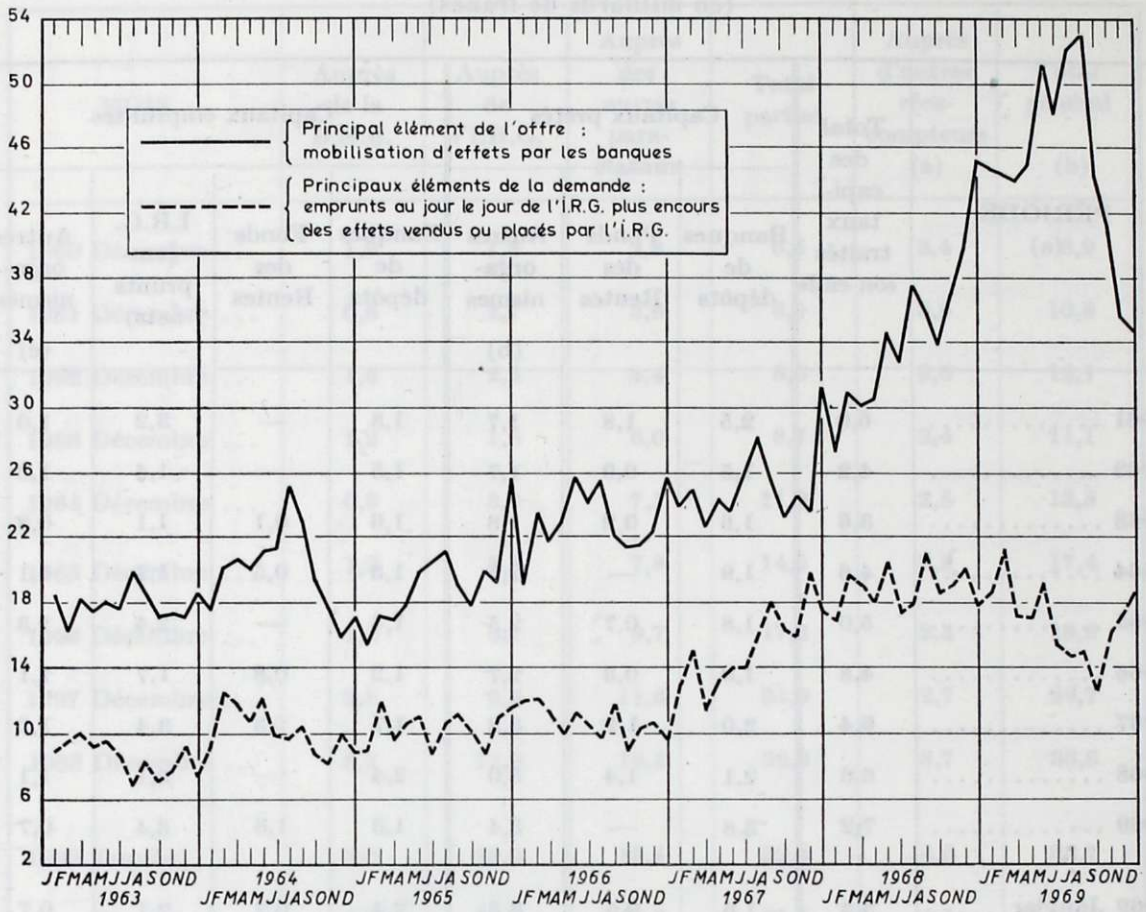
(a) Depuis la réorganisation du marché, le 17 novembre 1959, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti » Ce tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

(b) Depuis le 17 novembre 1959, cette colonne comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N C.B. et, depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

(c) Depuis le 17 novembre 1959, cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

Principaux déterminants de la tendance sur le marché hors banque

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)



Sources : Commission bancaire.
Institut de Réescompte et de Garantie.

Synthèse de l'activité de l'I. R. G.

Encours moyens journaliers
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Effets à nourrir par l'I.R.G.	3,9	2,4	3,8	4,0	5,0	7,5	7,8	10,2	18,0
dont réescomptés à la B.N.B.	*0,4*	*0,8*	*2,5*	*1,9*	*2,4*	*5,5*	*4,0*	*6,8*	*14,3*
Emprunts au jour le jour de l'I.R.G	*3,3*	*1,4*	*1,2*	*1,9*	*2,6*	*1,9*	*3,7*	*3,3*	*3,6*
Encours des effets vendus ou placés par l'I.R.G.	7,3	7,7	8,4	9,4	8,5	10,5	12,9	17,8	15,0
Encours total des effets traités par l'I.R.G. ..	11,2	10,1	12,3	13,4	13,5	18,0	20,7	28,0	33,0

Source : Institut de Réescompte et de Garantie.

Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (a)
1960 Décembre	3,3	3,5	—	6,8
1961 Décembre	2,5	2,6	—	5,1
1962 Décembre	6,4	3,7	—	10,1
1963 Décembre	5,7	3,6	—	9,3
1964 Décembre	4,2	2,8	—	7,0
1965 Décembre	9,2	3,1	—	12,3
1966 Décembre	11,2	4,3	—	15,5
1967 Mars	7,4	2,6	—	10,0
Juin	6,3	3,2	—	9,5
Septembre	2,7	2,3	—	5,0
Décembre	7,9	5,8	—	13,7
1968 Mars	4,8	3,3	—	8,1
Juin	7,7	3,9	—	11,6
Septembre	8,7	3,8	—	12,5
Décembre	13,2	12,3	—	25,5
1969 Mars	14,0	11,9	—	25,9
Juin	16,2	14,3	0,2	30,7
Septembre	16,0	15,0	—	31,0
Décembre	10,4	7,9	—	18,3

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Essentiellement le réescompte des banques et de l'Institut de Réescompte et de Garantie.

Crédits consentis à l'Etat par la Banque Nationale de Belgique

Conventions des 14 septembre 1948, 15 avril 1952 et 1 février 1963
(en milliards de francs)

Moyenne hebdomadalre par année	Montant	Moyenne hebdomadaire par mois		Montant
1958	7,4	1969	janvier	11,8
1959	8,0		février	12,2
1960	8,4		mars	15,4
1961	8,0		avril	15,1
1962	7,5		mai	15,5
1963	8,3		juin	15,6
1964	8,7		juillet	12,6
1965	9,0		août	15,0
1966	9,4		septembre	15,4
1967	6,9		octobre	13,7
1968	8,9		novembre	8,8
1969	13,8		décembre	12,9

Source : Banque Nationale de Belgique.

Evolution des principaux taux d'intérêt sur le marché monétaire

Situation fin de période

PÉRIODE	Marché de l'escompte			Argent au jour le jour	Adjudications du Fonds des Rentes
	B.N.B. (a)	I.R.G. (acheteur) (b)	I.R.G. (courtier) (c)	(d)	
1965	4,75	4,500	5,375	3,17	5,15
1966	5,25	5,200	6,600	3,88	6,15
1967	4,00	3,600	5,100	3,19	4,90
1968	4,50	4,000	6,500	2,84	5,25
1969	7,50	7,500	9,100	5,40	8,75
1969 janvier	4,50	4,000	5,700	3,90	5,60
février	4,50	4,000	6,250	3,16	5,90
mars	5,00	4,500	6,500	3,47	6,20
avril	5,50	5,000	6,500	3,75	6,30
mai	6,00	5,500	6,500	4,25	6,45
juin	6,00	5,500	7,700	4,28	6,80
juillet	7,00	5,500	7,700	6,39	7,75
août	7,00	7,000	9,000	7,10	8,00
septembre	7,50	7,500	9,400	7,48	8,75
octobre	7,50	7,500	9,750	6,66	8,75
novembre	7,50	7,500	9,000	6,89	8,75
décembre	7,50	7,500	9,100	6,07	8,75

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Taux de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque et les acceptations bancaires visées à l'importation.
(b) Taux d'achat de l'I.R.G. pour les acceptations bancaires visées à l'importation, à 120 jours maximum.
(c) Taux des acceptations bancaires non visées, à 120 jours environ, négociées à l'intervention de l'I.R.G.
(d) Les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période.

SECTION II. — MARCHÉ DES CAPITAUX

En 1969, la hausse générale des taux d'intérêt a constitué le trait dominant des marchés belges, tant monétaires que des capitaux. La forte différence qui avait subsité, en 1968 et au début de 1969, entre les taux belges et internationaux, a provoqué une exportation nette importante des capitaux. Celle-ci a été amplifiée par une certaine méfiance qui s'est répandue, surtout à l'étranger, au sujet de la solidité du franc belge après la dévaluation française du 11 août. Les pouvoirs publics ont, alors, eu des difficultés pour couvrir les besoins de financement en recourant au marché des capitaux. Dès que la réévaluation du deutsche mark est intervenue, les liquidités internes ont augmenté et le marché des obligations en a subi la répercussion favorable.

L'encours global des crédits de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est passé de 93,2 milliards en 1968 à 106,0 milliards en 1969, soit une augmentation de 12,8 milliards ; le taux de croissance a été de 13,7 % contre 16,3 % en 1968 et 1967. Les prélèvements sur crédits ont représenté 22,5 milliards et les remboursements, 10,1 milliards. L'encours, particulièrement élevé, se répartit entre plusieurs catégories : les crédits d'investissement à long terme (94,9 milliards), ceux de restauration (0,9 milliard), de warrantage (charbonnages) garantis par l'Etat (0,08 milliard), les crédits commerciaux (1,8 milliard), d'exportation (2,7 milliards) et ceux gérés pour compte de l'Etat belge (5,6 milliards). Les crédits accordés et non prélevés se montent à 31,0 milliards.

Les ressources que la Société Nationale de Crédit à l'Industrie a pu, en 1969, se procurer sur le marché proviennent, en ordre principal, d'obligations en circulation, dont le volume a augmenté de 10,0 milliards, de bons de caisse (3,1 milliards d'augmentation), d'effets réescomptés (5,2 milliards). L'ensemble des moyens recueillis en monnaies étrangères s'est élevé, en 1969, à 14,2 milliards contre 4,3 milliards en 1968.

La Caisse Nationale de Crédit professionnel a accordé des crédits pour un montant global de 5,6 milliards, soit une progression de 9,8 % par rapport à 1968, année qui avait connu un accroissement de 25,7 %. Leur montant moyen demeure cependant relativement peu élevé, du fait que la clientèle de cette institution se recrute parmi les classes moyennes. Leur nombre a légèrement baissé, en revenant de 12.834, en 1968, à 12.174 en 1969.

Le montant total des inscriptions hypothécaires a été de 71,0 milliards en 1969 contre 61,0 milliards en 1968.

Les besoins nets de financement de l'Etat, de 34,1 milliards en 1968 ont été ramenés, en 1969, à 28,1 milliards. Les recettes fiscales ont bénéficié de la forte expansion, en valeur, du produit national. En outre, le Gouvernement a freiné, pour des raisons conjoncturelles, les dépenses extraordinaires. En 1969, le montant brut des emprunts publics du secteur public (Etat, Fonds des Routes, Institutions paraétatiques, associations intercommunales, villes et communes) a totalisé 84,8 milliards contre 65,3 milliards en 1968. Le rythme de croissance a donc été de 30,0 %. Ce montant ne tient pas compte des émissions permanentes

de bons de caisse et d'obligations ni des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Le total des remboursements effectués par le secteur public (à l'exclusion des villes et communes) s'est élevé à environ 54 milliards contre environ 29 milliards en 1968. Le recours net à des emprunts publics par le secteur public (à l'exclusion des villes et communes) a représenté environ 31 milliards, soit approximativement 5 milliards de moins qu'en 1968.

Ce secteur a pratiquement maintenu sa demande de financement et a épongé la plus grande partie de l'épargne offerte sur le marché des capitaux. L'amélioration sensible des taux alloués aux souscripteurs d'obligations a contribué à ce résultat.

En 1969, le marché boursier a enregistré des progrès, malgré les remous monétaires qui se sont manifestés en cours d'année. La croissance a cependant été irrégulière, car, si la cote a été en progrès durant les cinq premiers mois, elle à fléchi par saccades jusqu'à la fin de l'année. Toutefois, en décembre, l'indice des cours des actions belges aux bourses de Bruxelles et d'Anvers, était, pour le terme, encore supérieur en 1969 par rapport à 1968, tandis que, pour le comptant, il était légèrement inférieur. A la bourse de Bruxelles, fin décembre, l'indice général des valeurs belges du comptant a gagné, 1,1 % par rapport à 1968 et celui des industrielles, 5 % ; par contre, influencé par les valeurs étrangères et par le comportement de la Bourse de Nex York, l'indice du terme a rétrogradé de 3,4 %. A fin 1969, la capitalisation boursière enregistrée dans la capitale est passée à 298,7 milliards contre 282,2 milliards à fin 1968, soit un accroissement de 5,8 %. Mais, dans l'ensemble, le taux de capitalisation a été en recul par rapport à l'année précédente, tout en restant à un niveau plus élevé en Belgique que dans les principaux pays étrangers.

Les compartiments suivants ont été mis en vedette : les papeteries (+ 76,7 %), la sidérurgie (+ 71,2 %), l'alimentation (+ 44,6 %) et les textiles (+ 35,4 %). Les banques ont été à la traîne par suite des tensions monétaires qui ont prévalu en cours d'année.

Les titres représentatifs des sociétés établies au Congo-Kinshasa qui, en 1968, avaient réalisé une nette avance l'ont consolidée en 1969.

Les émissions nettes d'actions n'ont que peu progressé au cours des dix premiers mois de 1969, seuls résultats connus à l'heure actuelle.

★

★ ★

Epargne globale des particuliers et des entreprises (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
I. *Particuliers :*									
Thésaurisation (b)	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Épargne - dépôts	14,8	8,9	15,0	18,8	21,8	18,8	27,8	25,7	36,9
Épargne - réserves	9,5	8,5	8,0	7,5	7,9	10,8	10,7	12,4	11,5
Épargne immobilière et hypothécaire	11,3	12,9	14,7	17,8	17,4	24,0	32,8	22,3	27,9
Acquisition de titres	18,0	18,9	13,6	15,9	9,0	21,8	19,6	26,6	35,8
Mutat. de créances et de dettes diverses	— 0,5	— 1,5	— 0,9	— 0,8	— 1,9	— 1,8	— 1,9	— 1,4	— 2,0
Épargne nette totale	*53,1*	*47,7*	*50,4*	*59,2*	*54,2*	*73,6*	*89,0*	*85,6*	*110,01*
Amortissements sur habitations	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8	12,6	13,8
Épargne brute totale	*60,7*	*55,5*	*58,5*	*68,0*	*63,8*	*84,2*	*100,8*	*98,2*	*123,9*
II. *Entreprises :*									
Entreprises privées :									
Épargne nette	*9,6*	*10,1*	*11,0*	*9,2*	*15,8*	*16,1*	*15,3*	*11,6*	*13,0*
Amortissements	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	47,7	52,4	60,6
Épargne brute	*40,7*	*44,4*	*46,7*	*47,9*	*57,5*	*63,2*	*63,0*	*64,0*	*73,6*
Entreprises publiques autonomes :									
Épargne nette	*1,3*	*1,7*	*1,5*	*1,3*	*1,7*	*1,7*	*0,5*	*1.8*	*1,8*
Amortissements	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,8	4,7	4,5
Épargne brute	*3,3*	*3,9*	*3,7*	*4,0*	*4,8*	*5,0*	*4,3*	*6,5*	*6,3*
Total général net	**64,0**	**59,5**	**62,9**	**69,7**	**71,7**	**91,4**	**104,8**	**99,0**	**124,9**
Total général brut	**104,7**	**103,8**	**108,9**	**119,9**	**126,1**	**152,4**	**168,1**	**168,7**	**203,8**

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Les données ont été rectifiées pour les années 1959 à 1966. Elles ne sont pas encore disponibles pour 1968 et 1969.
(b) Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

Emissions nettes de valeurs mobilières (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
État et pouvoirs subordonnés	15,6	14,9	8,6	20,3	5,9	11,1	19,0	12,3	25,3
République du Congo	— 0,5	— 1,5	—	—	—	—	—	—	—
Organismes parastataux de crédit	11,1	12,1	12,8	12,0 (b)	8,8 (b)	9,0 (b)	14,5 (b)	13,2	23,9
Organismes de sécurité sociale	2,3	2,3	1,7	2,7	2,4	3,4	2,4	2,0	2,0
Organismes publics d'exploitation et intercommunales	3,9	— 0,7	— 0,4	1,7	1,8	0,8	3,6	7,4	3,6
Organismes divers (c)	0,6	0,6	0,4	0,3	0,2	0,1	0,3	0,2	0,3
Total du secteur public	**33,0**	**27,7**	**23,1**	**37,0**	**19,1**	**24,4**	**39,8**	**35,1**	**55,1**
Sociétés industrielles et commerciales belges	4,1	4,7	5,3	8,0	8,3	8,9	12,5	11,9	11,3
— actions (montant versé en numéraire)	*2,2*	*4,1*	*3,5*	*4,9*	*4,6*	*6,7*	*5,2*	*7,3*	*7,3*
— appel de fonds	*0,3*	*0,8*	*1,8*	*1,7*	*1,2*	*1,4*	*3,5*	*3,9*	*3,8*
— obligations	*1,6*	*— 0,2*	—	*1,4*	*2,5*	*0,8*	*3,8*	*0,7*	*0,2*
Sociétés financières belges	2,5	4,3	2,8	6,2	2,1	5,3	3,9	5,3	8,4
— actions	*1,1*	*2,4*	*0,7*	*1,8*	*0,7*	*3,0*	*2,0*	*2,4*	*2,8*
— appels de fonds	*0,1*	*0,3*	*0,2*	*0,1*	*0,1*	*0,4*	*0,3*	*0,3*	*0,2*
— obligations	*0,1*	*— 0,1*	*0,1*	*0,6*	*0,5*	*0,6*	*0,2*	*0,3*	*0,1*
— bons de caisse au robinet	*1,2*	*1,7*	*1,8*	*3,7*	*0,8*	*1,3*	*1,4*	*2,3*	*5,3*
Sociétés exploitant à l'étranger	0,7	0,2	— 0,1	—	— 0,3	—	0,5	0,7	0,1
Sociétés coopératives	0,2	0,6	0,6	0,5	0,9	0,6	0,5	0,9	1,5
Fonds communs de placement	1,6	2,2	1,2	0,2	0,3	0,1	— 0,7	0,4	0,7
Actions étrangères et certificats représentatifs de titres étrangers	0,9	0,5	0,4	0,3	0,1	0,2	0,3	0,5	0,2
Certificats fonciers	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1
Total du secteur privé	**10,0**	**12,5**	**10,2**	**15,2**	**11,4**	**15,1**	**17,1**	**19,7**	**22,3**
Total général	**43,0**	**40,2**	**33,3**	**52,2**	**30,5**	**39,5**	**56,9**	**54,8**	**77,4**
Souscriptions des particuliers	18,0	18,5	13,4	15,9	9,0	21,8	19,6	26,6	35,8

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Les données pour 1968 et 1969 ne sont pas disponibles.
(b) Y compris les émissions de la Société Nationale d'Investissement (400 millions).
(c) R.T.B., Centre d'Etudes de l'Energie Nucléaire, Fondation Nationale pour le financement de la Recherche Scientifique.

Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Émissions nettes d'actions			Accroissement de la dette obligataire des sociétés (b)	Total des émissions nettes
	Constitutions de sociétés	Augmentations de capital	Total		
1953	529	636	1 165	2 018	3 183
1954	589	2 531	3 120	5 210	8 330
1955	636	4 142	4 778	4 902	9 680
1956	703	3 319	4 022	3 597	7 619
1957	1 217	3 606	4 823	5 864	10 687
1958	648	3 049	3 697	9 223	12 920
1959	897	2 440	3 337	7 980	11 317
1960	1 510	5 035	6 545	6 025	12 571
1961	1 213	2 918	4 131	8 574	12 705
1962	2 193	4 521	6 715	8 095	14 810
1963	1 092	4 192	5 284	6 774	12 058
1964	1 444	8 331	9 775	4 434	14 209
1965	1 425	5 809	7 234	10 570	17 804
1966	1 343	8 382	9 725	6 273	15 998
1967	1 955	8 160	10 115	13 909	24 024
1968	2 202	15 469	17 671	17 103	34 774
1968 (8 mois) (c)	1 358	9 328	10 686	..	..
1969 (8 mois) (c)	1 702	6 537	8 239	..	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ces données ne comprennent pas les émissions congolaises.

(b) Y compris la S.N.C.I.
Y compris les émissions privées, c'est-à-dire qui n'ont pas fait l'objet d'une offre sur le marché

(c) Données provisoires.

Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges (a)

(en milliers de francs)

PRINCIPAUX SECTEURS	1965	1966	1967 (b)	1968 (b)	1968 — 8 mois (c)		1969 — 8 mois (c)	
					(d)	Total (e)	(d)	Total (e)
Banques	823 680	1 601 539	3 142 418	4 874 100	225 826	225 826	2 614 274	2 614 274
Commerce de détail	88 211	84 884	104 114	177 327	18 895	95 705	341 302	443 215
Commerce de gros et commerce extérieur	1 254 900	807 524	824 168	1 435 344	505 534	621 447	385 835	499 313
Fabrications métalliques	916 323	561 924	764 108	848 762	481 181	491 930	470 494	491 325
Métallurgie du fer	637 319	1 247 439	387 725	210 000	10 000	10 000	232 374	232 474
Métaux non ferreux	45 212	3 616	20 854	1 641 635	4 000	9 055	65 020	67 802
Industrie textile	207 802	222 896	197 486	249 048	219 606	230 573	99 454	116 647
Industrie alimentaire	43 738	205 258	269 389	488 919	232 459	244 313	143 296	152 002
Industrie du bois	15 079	140 116	40 594	104 014	71 109	79 717	17 798	34 932
Industrie chimique	684 032	910 313	2 850 796	2 590 775	534 965	541 739	615 317	626 993
Électricité	3 566 505	1 813 158	386 116	3 747 747	3 133 295	3 133 295	649 501	649 501
Gaz	342 800	—	—	120 000	120 000	120 000	—	—
Papier et imprimerie	306 533	109 428	357 755	121 666	76 073	82 170	47 759	53 922
Transports	— 23 448	161 664	131 641	142 401	54 204	75 553	86 036	111 935
Construction	136 554	264 198	149 088	163 989	63 728	116 367	117 012	189 877
Charbon	— 31 337	—	20	—	—	—	—	—
Ciment	— 3 085	73 994	155 975	81 216	60 830	63 543	95 371	97 027
Tabac	— 5 692	—	35 000	300	—	—	—	—
Artisanat	66 340	77 471	79 819	148 575	49 085	99 993	34 537	81 597

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) La statistique des émissions nettes d'obligations comprend aussi les émissions « continues »; il est fait déduction des remboursements.
(b) Données provisoires.
(c) Non compris les émissions continues et les remboursements.
(d) Sociétés anonymes et en commandite par actions.
(e) Le total comprend, outre les émissions nettes des sociétés mentionnées sous (e), celles des sociétés de personnes à responsabilité limtée.

Emissions du secteur public en francs belges (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Montant	MOIS	Montant
1962	35 380		
		1969	
1963	27 049		
		Janvier	5 000
1964	38 085	Février	17 250
		Mars	3 500
1965	43 715	Avril	9 200
		Mai	—
1966	46 810	Juin	15 000
		Juillet	—
1967	65 100	Août	—
		Septembre	2 500
1968	65 350	Octobre	24 345
		Novembre	3 500
1969	84 795	Décembre	4 500

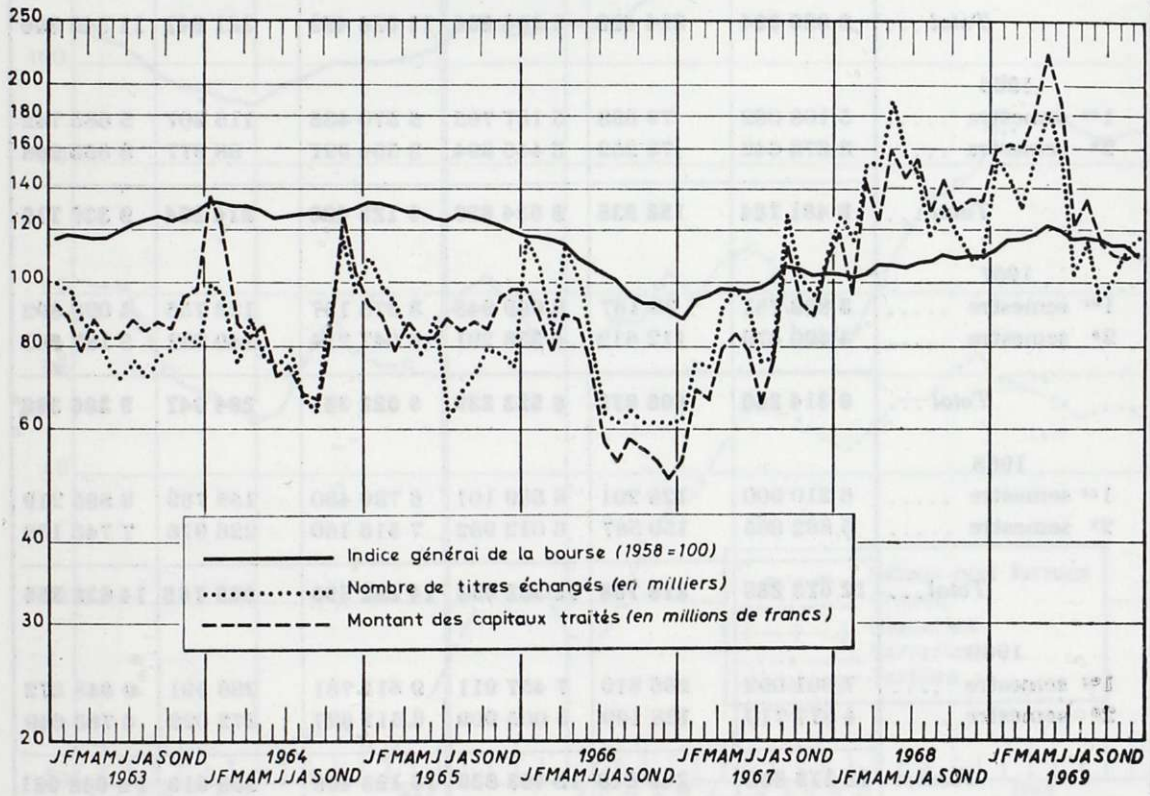
Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, la Société nationale de Distrbution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exclusion des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

Bourse de Bruxelles

Activité

(moyenne par séance)



Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Bourse de Bruxelles

Volume des opérations

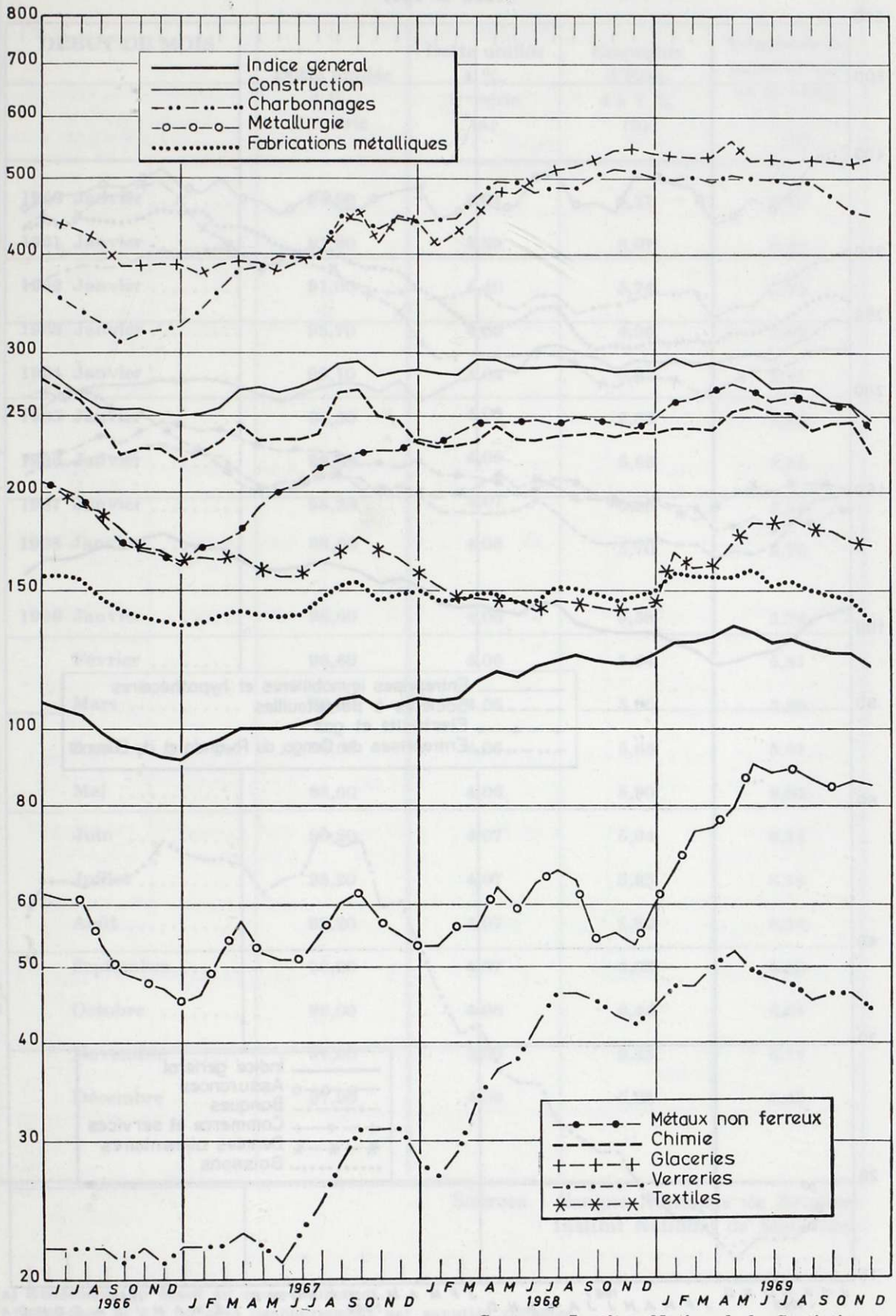
PÉRIODE	Nombre de titres traités			Montant des capitaux traités (en milliers de francs)		
	Actions	Obligations	Total	Actions	Obligations	Total
1962						
1er semestre	9 470 566	81 873	9 552 439	12 321 922	94 533	12 416 455
2e semestre	7 509 834	67 926	7 577 760	7 906 969	82 332	7 989 301
Total ...	**16 980 400**	**149 799**	**18 130 199**	**20 228 891**	**176 865**	**20 405 756**
1963						
1er semestre	4 751 783	94 355	4 846 138	5 687 254	107 396	5 794 650
2e semestre	4 918 058	84 839	5 002 897	6 465 512	95 358	6 560 870
Total ...	**9 669 841**	**179 194**	**9 849 035**	**12 152 766**	**202 754**	**12 355 520**
1964						
1er semestre	5 046 797	83 565	5 130 362	6 654 215	104 179	6 758 394
2e semestre	4 289 433	118 504	4 407 937	5 633 193	160 099	5 793 292
Total ...	**9 336 230**	**202 069**	**9 538 299**	**12 287 408**	**264 278**	**12 551 686**
1965						
1er semestre	4 581 543	120 789	4 702 332	6 052 811	187 860	6 240 671
2e semestre	4 308 841	93 693	4 402 534	4 973 648	133 987	5 107 635
Total ...	**8 890 384**	**214 482**	**9 104 866**	**11 026 459**	**321 847**	**11 348 306**
1966						
1er semestre	5 108 082	79 683	5 187 765	5 570 435	115 307	5 685 742
2e semestre	3 373 642	73 252	3 446 894	3 554 991	98 977	3 653 968
Total ...	**8 481 724**	**152 935**	**8 634 659**	**9 125 426**	**214 284**	**9 339 710**
1967						
1er semestre	3 893 781	96 167	3 989 948	3 975 137	123 755	4 098 892
2e semestre	4 420 479	112 812	4 533 291	5 047 214	140 292	5 187 506
Total ...	**8 314 260**	**208 979**	**8 523 239**	**9 022 351**	**264 047**	**9 286 398**
1968						
1er semestre	6 210 900	128 201	6 339 101	6 736 430	158 789	6 895 219
2e semestre	5 862 365	150 587	6 012 952	7 516 160	226 976	7 743 136
Total...	**12 073 265**	**278 788**	**12 352 053**	**14 252 590**	**385 765**	**14 638 355**
1969						
1er semestre	7 301 092	156 819	7 457 911	9 611 781	236 591	9 848 372
2e semestre	4 877 710	128 199	5 005 909	6 511 627	272 022	6 783 649
Total..	**12 178 802**	**285 018**	**12 463 820**	**16 123 408**	**508 613**	**16 632 021**

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers

Début du mois

(1953 = 100)

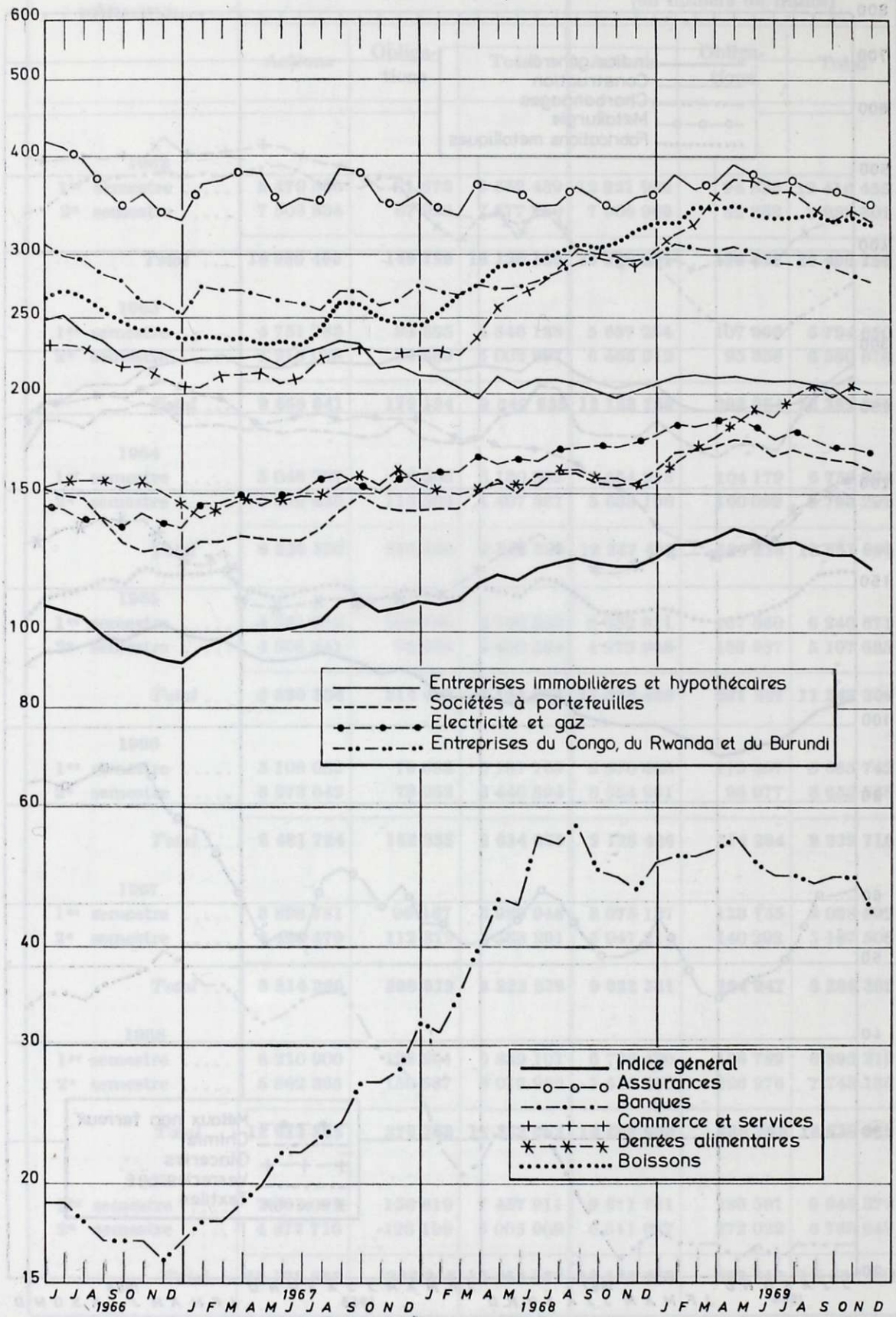


Source : Institut National de Statistique.

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers (suite)

Début du mois

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles

DÉBUT DE MOIS	Cours	Rendement		
	Dette unifiée 4 %, 1re série	Dette unifiée 4 %, 1re série (a)	Emprunts d'Etat 4 à 7 % (b)	Emprunts de paraétatiques et de villes 3 à 7 % (b)
1960 Janvier	94,90	4,21	5,21	5,10
1961 Janvier	91,20	4,39	6,07	5,80
1962 Janvier	91,00	4,40	5,74	5,70
1963 Janvier	98,70	4,05	4,96	5,02
1964 Janvier	99,10	4,04	5,32	5,21
1965 Janvier	98,50	4,06	5,62	5,60
1966 Janvier	98,60	4,06	5,66	5,64
1967 Janvier	98,20	4,07	5,85	5,84
1968 Janvier	98,60	4,06	5,70	5,70
1969 Janvier	98,60	4,06	5,58	5,76
Février	98,60	4,06	5,64	5,81
Mars	98,60	4,06	5,66	5,86
Avril	98,60	4,06	5,68	5,91
Mai	98,60	4,06	5,90	6,04
Juin	98,20	4,07	5,94	6,18
Juillet	98,20	4,07	5,95	6,16
Août	98,20	4,07	5,96	6,16
Septembre	98,20	4,07	6,00	6,28
Octobre	98,00	4,08	6,44	6,54
Novembre	97,90	4,09	6,45	6,71
Décembre	97,90	4,09	6,25	6,66

Sources : Banque Nationale de Belgique.
Institut National de Statistique.

(a) Rendement eu égard au cours seulement.
(b) Echéance de 5 à 20 ans; remboursement par annuités variables

Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public

Emprunts en francs belges

DATE D'ÉMISSION ET ORGANISME ÉMETTEUR	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs en % (précompte non déduit)	Montants émis (en millions de francs)
8 janvier 1968 ..... (Ville de Gand)	12	6,75	6,97 (12 ans)	1 000
11 janvier 1968 ..... (C.N.C.P.)	12	6,75	6,93 (12 ans)	500
7 février 1968..... (Etat belge)	10	6,75	6,82 (10 ans)	10 000
20 mars 1968 ..... (Interc. Autor. E-3)	12	6,75	6,88 (12 ans)	5 000
16 avril 1968 ..... (S.N.C.B.)	15	6,75	6,78 (15 ans)	2 500
13 mai 1968 ..... (Ville d'Anvers)	15	6,75	6,78 (15 ans)	2 000
13 mai 1968 ..... (Ville de Liège)	15	6,75	6,78 (15 ans)	1 000
17 juin 1968 ..... (Etat belge)	7 ou 15	6,50 (a) 6,75 (b)	6,59 (7 ans) 6,70 (15 ans)	10 000
9 septembre 1968 ..... (Etat belge)	6 ou 12	6,50 (c) 6,75 (b)	6,60 (6 ans) 6,72 (12 ans)	8 665
9 septembre 1968 ..... (Etat belge)	12	6,75	6,84 (12 ans)	12 185
24 octobre 1968 ..... (R.T.T.)	14	6,75	6,86 (14 ans)	4 500
2 décembre 1968 ..... (Fonds des Routes)	15	6,75	6,86 (15 ans)	8 000

(suite à la page 253)

Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public (suite)

Emprunts en francs belges

DATE D'ÉMISSION ET ORGANISME ÉMETTEUR	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs en % (précompte non déduit)	Montant émis (en millions de francs)
9 janvier 1969 ..... (Interc. Autor. E-3)	12	6,75	6,99 (12 ans)	5 000
17 février 1969..... (Etat belge)	6 ou 13	6,50 (c) 6,75 (b)	6,71 (6 ans) 6,88 (13 ans)	5 650
17 février 1969..... (Etat belge)	11 a. 6 m. 22 j.	6,75	6,93 (11 a. 6 m. 22 j.)	11 600
20 mars 1969 ..... (S.N.C.B.)	8 ou 15	6,75	6,88 (8 ans) 7,07 (15 ans)	3 500
28 avril 1969 ..... (Fonds des Routes)	12	7,00	7,19 (12 ans)	9 200
16 juin 1969 ..... (Etat belge)	6 ou 12	7,00 (c) 7,25 (b)	7,21 (6 ans) 7,34 (12 ans)	9 450
16 juin 1969 ..... (Etat belge)	18	7,50	7,55 (18 ans)	5 550
1 septembre 1969 ..... (Interc. Autor. E-5)	15	5,00	emprunt à lots (15 ans)	2 000
9 septembre 1969 ..... (C.N.C.P.)	6	7,10	7,45	500
13 octobre 1969 ..... (Etat belge)	5 a. 6 m. ou 11 a. 6 m.	8,00 (d) 8,25 (e)	8,13 (5 a. 6 m.) 8,51 (11 a. 6 m.)	24 345
24 novembre 1969 ..... (R.T.T.)	12	8,25	8,44	3 500
10 décembre 1969 ..... (Ville de Liège)	14	8,25	8,64	1 000
10 décembre 1969 ..... (Ville d'Anvers)	14	8,25	8,64	2 000
15 décembre 1969 ..... (S.N.C.I.)	11	8,25	8,45	1 500

Source : Fonds des Rentes.

(a) Les 7 premières années.
(b) Les dernières années.
(c) Les 6 premières années.
(d) Pendant 5 ans et 6 mois
(e) Les 6 dernières années.

Emissions et rendement des emprunts à long et moyen terme des pouvoirs publics et des institutions d'intérêt public

Emprunts en monnaies étrangères (a)

DATE DE L'ARRÊTÉ ET ORGANISME ÉMETTEUR (b)	Durée	Taux nominal (en %)	Rendement moyen à l'émission	Montant émis (en millions d'unités de monnaies étrangères)
12 juillet 1961 ..... (S.N.C.B.)	2, 3 et 4 ans	5,00	5,00 (c)	U.S. $ 3
12 juillet 1961 ..... (S.N.C.B.)	15 ans	5,25	5,32 (c)	U.S. $ 20 ou D.M. 80
3 octobre 1961 ..... (Sabena)	20 ans	4,75	4,92	Fl. P.B. 22
14 novembre 1961 ..... (État belge)	3 ans	5,50	5,61 (c)	U.S. $ 30
28 novembre 1961 ..... (État belge)	15 ans	5,50	5,88	U.S. $ 25
12 décembre 1961 ..... (Sabena)	20 ans	5,00	5,06	Flux. 250
27 mars 1962 ..... (État belge)	15 ans	5,25	5,55	U.S. $ 30
10 mai 1963 ..... (État belge)	3, 4 et 5 ans	4,875	4,97 (c) (d)	U.S. $ 20
20 septembre 1963..... (État belge)	35 mois	5,00	5,24 (d)	U.S. $ 11
31 août 1964 ..... (État belge)	35 mois	5,25	5,60 (d)	U.S. $ 16,5
29 janvier 1965 ..... (Sabena)	7 ans 6 mois	5,00-5,125 5,25-5,50	5,17	U.S. $ 8
20 mai 1965 ..... (R.T.T.)	5 ans	6,00	6,00	U.S. $ 20
6 janvier 1966 ..... (Sabena)	8 ans	5,75	5,83	U.S. $ 7,2
31 janvier 1966 ..... (Sabena)	5 ans	5,375-5,50	5,50	U.S. $ 7,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Il n'y a pas d'emprunts en monnaies étrangères pour les années 1967, 1968 et 1969.
(b) La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant un emprunt est émis ou commence à être émis peu après que l'arrêté y relatif a été pris.
(c) Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
(d) Ces emprunts sont exempts de tous impôts et taxes présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes

Opérations du Fonds des Rentes

Situation fin d'année

DÉSIGNATION	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Financement des opérations (en millions de francs) :									
— « Call money »	—	—	877	—	—	1 563	—	1 256	631
— Certificats du Fonds des Rentes .	10 996	6 440	6 549	7 357	5 884	4 524	6 348	8 892	8 377
— Avances de la N. B.	—	589	600	389	—	320	—	—	—
Total ...	**10 996**	**7 029**	**8 026**	**7 746**	**5 884**	**4 933**	**6 424**	**8 972**	**9 008**
Portefeuille titres (en millions de francs) :									
— Montant (a)	6 892	7 759	8 383	6 827	6 299	6 426	5 943	7 959	7 833
— Certificats de trésorerie : tranche B	1 086	2 226	2 711	4 099	2 728	3 269	3 560	5 124	4 654

Source : Fonds des Rentes.

(a) Valeur nominale.

Evolution du montant des inscriptions hypothécaires
(en millions de francs)

ANNÉE	Montant des inscriptions
1962	36 302
1963	39 969
1964	47 134
1965	46 625
1966	54 115
1967	58 869
1968	61 025
1969	70 950

Source : Banque Nationale de Belgique.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite
Relevé général des placements
(en millions de francs)

OBJET OU MODALITÉ DE FINANCEMENT	Opérations nouvelles en		Solde au 31 décembre (a)	
	1968 (b)	1969 (b)	1968 (g)	1969 (b) (g)
Crédit à l'État	2 181,2	4 069,1	29 969,1	31 250,1
Crédit au Congo (c)	—	0,1	174,4	174,5
Provinces, villes, communes et Crédit communal de Belgique	197,5	—	2 947,1	2 840,6
Organismes de sécurité sociale (d)	2 292,6	1 925,6	17 010,1	16 883,2
Transport et communications	1 046,3	2 182,8	6 573,9	8 269,4
Distribution d'eau	297,5	392,0	2 668,1	2 977,4
Crédit industriel	4 725,7	5 761,1	27 707,6	30 115,4
Énergie nucléaire	—	—	316,0	223,7
Recherche scientifique et Universités	782,6	2 007,7	3 965,5	5 812,1
Crédit hypothécaire	6 316,7	8 129,7	36 480,0	41 742,0
Prêts sur nantissement	6,2	14,9	10,1	18,0
Crédit à l'habitation sociale	6 477,0	7 130,7	48 044,0	51 944,3
Crédit agricole	1 868,3	1 559,5	8 250,3	8 898,4
Crédit artisanal et professionnel	620,1	1 357,2	2 715,4	3 686,4
Crédit fluvial et maritime	280,5	358,3	2 170,2	2 205,6
Opérations d'escompte (e)	41,5	52,1	613,4	440,9
Caisses publiques de prêts	4,5	—	60,3	58,1
Œuvres en faveur des invalides	159,6	215,0	940,8	1 072,1
Valeurs diverses garanties par l'État	10,0	10,0	187,8	188,7
Prêts personnels et prêts à tempérament ..	138,0	491,2	126,7	430,3
Total...	27 445,8	35 657,0	190 930,8	209 231,2
Placements à court terme (f)	5 573,0	2 349,0	19 639,7	16 258,4
Total...	33 018,8	38 006,0	210 570,5	225 489,6

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Y compris les valeurs venues à échéance dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.
(b) Y compris les placements provisoires
(c) Solde encore dû sur la dette coloniale, converti en obligations du Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion.
(d) Fonds de dotation, destiné au financement des pensions de guerre, Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie et Fonds des Maladies professionnelles.
(e) A l'exclusion des opérations d'escompte incluses dans le « crédit hypothécaire », dans le « crédit artisanal et professionnel », dans le « crédit industriel » et dans le « crédit fluvial et maritime ».
(f) Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes, acceptations bancaires et prêts au jour le jour.
(g) Compte tenu de l'affectation des amortissements sur portefeuille à la constitution du « Fonds de réserve » pour dépréciation du portefeuille.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Mouvement de l'épargne des particuliers
(en milliers de francs)

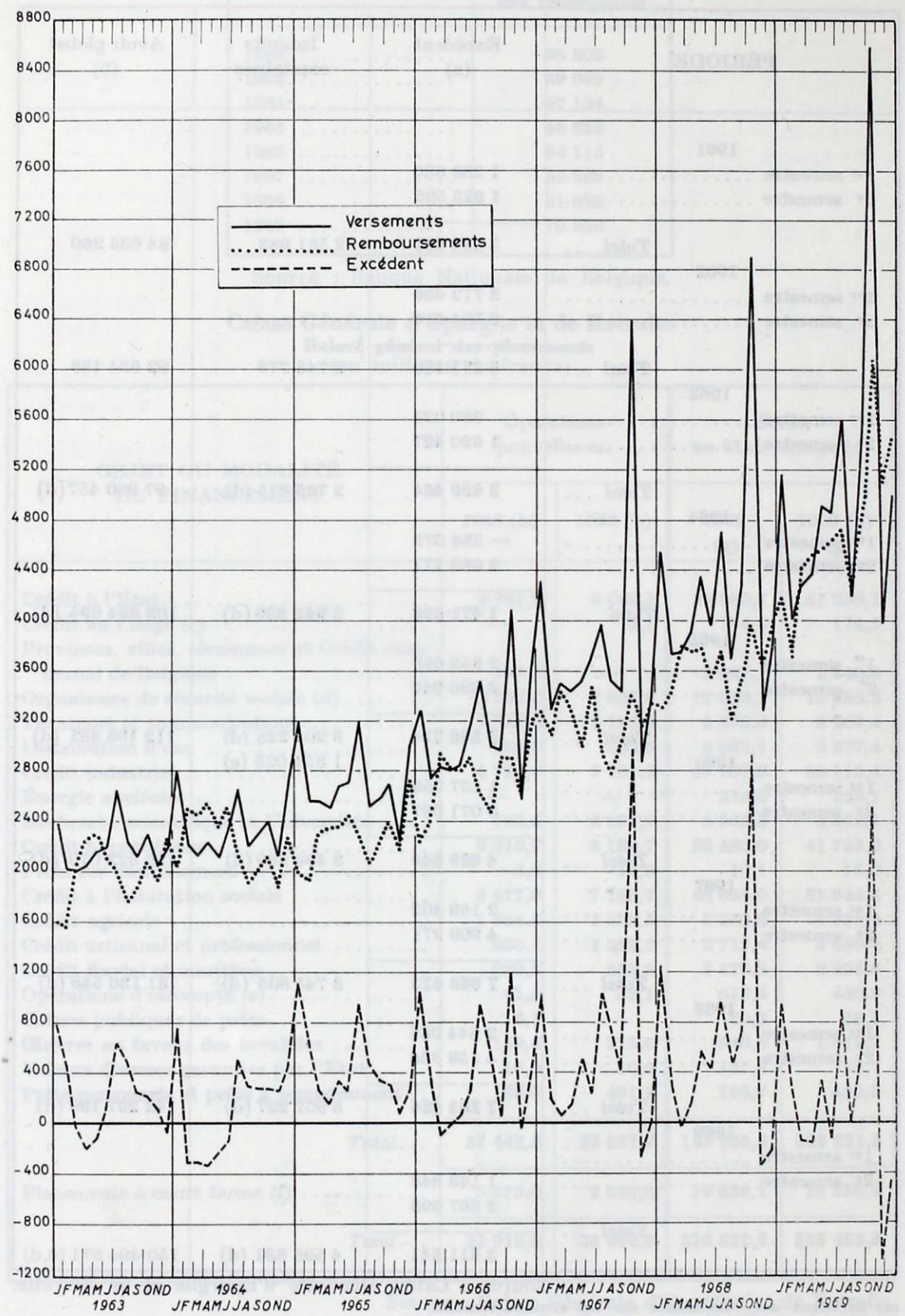
PÉRIODE	Excédent (a)	Intérêts capitalisés	Avoir global (b)
1961			
1er semestre	1 288 836		
2e semestre	1 925 595		
Total ...	**3 214 431**	2 531 982	84 633 260
1962			
1er semestre	2 772 636		
2e semestre	2 504 514		
Total ...	**5 277 150**	2 743 778	92 654 188
1963			
1er semestre	980 027		
2e semestre	1 620 427		
Total ...	**2 600 454**	2 725 815 (d)	97 980 457 (d)
1964			
1er semestre	— 588 573		
2e semestre	2 060 171		
Total ...	**1 471 598**	2 942 839 (d)	102 394 894 (d)
1965			
1er semestre	2 842 688		
2e semestre	2 398 046		
Total ...	**5 240 734**	3 204 228 (d)	112 193 881 (d)
1966		1 354 025 (e)	
1er semestre	1 557 953		
2e semestre	3 071 687		
Total ...	**4 629 640**	3 498 549 (d)	120 322 070 (d)
1967			
1er semestre	2 159 402		
2e semestre	4 909 271		
Total ...	**7 068 673**	3 745 805 (d)	131 136 548 (d)
1968			
1er semestre	2 644 088		
2e semestre	4 559 336		
Total ...	**7 203 424**	3 957 227 (d)	142 297 199 (d)
1969			
1er semestre	1 143 843		
2e semestre	2 367 698		
Total ...	**3 511 541**	4 595 831 (d)	150 404 571 (c,d)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Excédent des versements sur les remboursements.
(b) Situation au 31 décembre, intérêts capitalisés compris.
(c) Chiffres approximatifs.
(d) Précompte déduit.
(e) Répartition d'une partie du fonds de réserve de la Caisse d'Epargne et de la Caisse d'Assurances.

Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne

(en millions de francs)



Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés (en millions de francs)		Répartition des crédits accordés par secteur économique (en % du total)		
ANNÉE	Montant	SECTEUR (a)	1968	1969
1955	1 126	Commerce de gros et de détail	21,74	20,40
1956	1 234	Industrie alimentaire	15,21	15,75
1957	898	Industrie textile	0,88	0,94
1958	1 025	Industrie de la confection	1,97	2,59
1959	1 363	Industrie du bois	2,70	2,94
1960	2 224	Industrie de la construction	12,21	13,00
1961	2 414	Industrie des fabrications métalliques	5,06	4,66
1962	2 811	Industrie du cuir	0,55	0,44
1963	3 391	Industries diverses	4,15	4,00
1964	2 738	Transports	8,32	9,13
1965	3 075	Professions libérales	11,38	10,07
1966	3 546	Agriculture, élevage et pêche	2,04	2,70
1967	4 043	Services	4,39	3,98
1968	5 081	Autres secteurs	9,40	9,40
1969	5 592	*Total*	100,00	100,00

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

(a) Depuis 1965 un certain nombre de nouveaux secteurs économiques a été incorporé dans la statistique.

CHAPITRE IV

ASSURANCES

Depuis quelques années, les assurances sont devenues dans les pays industrialisés un élément important des structures économiques et sociales. Près de deux cents « compagnies » exercent une activité sur le marché belge et plus de deux cents sociétés différentes sont affiliées à la fédération professionnelle.

Ensemble, ces sociétés ont encaissé en 1968 des primes pour un montant de 36 milliards (sans les réassurances), soit 10 % de plus que l'année antérieure ; en 1967, la progression avait été de 8 %. L'accroissement annuel des encaissements de primes dépasse sensiblement l'augmentation du produit national brut, si bien que l'importance économique des assurances s'accentue proportionnellement d'année en année.

L'accroissement du total des encaissements se répartit inégalement entre les différentes branches de l'assurance. La plus grande part des primes encaissées provient des assurances automobiles (toutes catégories) et s'élève à 12,2 milliards de francs. Elle est suivie par celle des assurances sur la vie, qui atteint 11,1 milliards. Cette dernière fut, rappelons-le, toujours la plus importante jusqu'il y a quelques années. La troisième branche se situe à un niveau beaucoup plus bas. Il s'agit des assurances contre l'incendie, dont les primes encaissées se montent à un total de 4,2 milliards. Viennent ensuite les assurances contre les accidents du travail, avec 3,6 milliards, et enfin, les autres assurances contre les accidents, avec 3,4 milliards de francs.

Les problèmes posés aux assurances automobiles ont continué, en 1969, à préoccuper les Autorités. L'arrêté royal du 24 décembre 1968 (*Moniteur belge* du 7 janvier 1969) et celui du 8 avril 1969 (*Moniteur belge* du 17 avril 1969) comportent de nouvelles dispositions concernant les autorisations et le contrôle des compagnies pratiquant les assurances obligatoires de la responsabilité civile en matière de véhicules automobiles. Un autre arrêté royal du 28 avril 1969 (*Moniteur belge* du 9 mai 1969) contient la liste des compagnies ayant obtenu l'autorisation de conclure les contrats d'assurances cités ci-dessus.

En ce qui concerne les assurances de la responsabilité civile on a pu noter, en 1968, un accroissement de 14,3 % du total des primes encaissées, tandis que la progression du montant global des dédommagements n'a été que de 5,7 %, bien qu'elle atteigne 6,9 % pour les seules voitures.

Grâce à l'augmentation des tarifs, on nota une amélioration sensible du rapport entre les quittances de prime délivrées et le montant des payements pour sinistres en 1968. Cette amélioration est perceptible surtout en ce qui concerne les voitures, dont le rapport progresse de 1,77 à 1,97 ; l'avance fut moins forte dans les cinq autres catégories de véhicules, où elle passe de 1,60 à 1,62.

En ce qui concerne la deuxième en importance des branches des assurances, celle des assurances sur la vie, il y a lieu de prendre en considération qu'à partir du 1er janvier 1969, les calculs des primes furent basés sur les nouvelles tables de mortalité. On a relevé notamment que, d'après les calculs traditionnels des primes, les réserves mathématiques - que l'on pourrait appeler « l'avoir commun » des assurés constitué par la compagnie en vue de pouvoir respecter dans tous les cas ses engagements contractuels - augmentaient à une cadence beaucoup plus rapide que celle normalement requise. En quatre ans, les réserves mathématiques des compagnies belges ont progressé de 41 % et au 1er janvier 1969 le total des réserves de toutes les compagnies pratiquant en Belgique atteignait 88,7 milliards de francs.

La restructuration des assurances sur la vie a provoqué une baisse de 10 à 15 % des primes des contrats ordinaires. Les données statistiques relatives à 1968 reflètent déjà ces baisses des tarifs, puisque le total des primes encaissées n'a progressé que de 2,2 % contre un accroissement de 5,8 % en 1967. Ce sont surtout les assurances de groupe qui ont été la cause de cette progression plus faible ; bon nombre de sociétés ont attendu l'application des nouveaux tarifs avant de conclure de nouveaux contrats.

Le solde restant dû des prêts hypothécaires, qui s'était accrû de 16 % en 1966 et de 13 % en 1967, a encore augmenté de 9,6 % en 1968. La part des prêts hypothécaires à intervention dans le total des prêts consentis continue de décroître d'année en année, surtout à cause des frais élevés qui caractérisent ce genre de prêts : cette part ne fut plus que de 1,96 % en 1968, contre 2,02 % l'année précédente.

Au sujet des autres branches des assurances, entre autres celle des assurances contre les incendies et les accidents, qui ne sont pas contrôlées par l'Inspection des Assurances, peu de renseignements sont disponibles.

★

★ ★

Assurances sur la vie (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Primes encaissées				Réserves mathématiques (b)			
	1965	1966	1967	1968	1965	1966	1967	1968
Sociétés belges	7 778	8 978	9 429	9 559	54 103	59 186	64 062	69 220
Sociétés étrangères .	2 219	2 387	2 591	2 724	15 418	16 492	17 707	19 518

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1969 ne sont pas encore disponibles.
(b) Comprend les réserves pour sinistres à régler, les réserves pour la participation aux bénéfices, les fonds de répartition, ainsi que les réserves pour les contrats souscrits en monnaies étrangères.

Assurances sur la vie

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

NATURE DES VALEURS	1965	1966	1967	1968
Sociétés belges :				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés congolaises (b)	6 675,6	7 508,6	7 720,4	8 436,6
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B., S.N.C.I., provinces et communes belges	9 412,1	10 025,4	11 526,4	12 853,1
Obligations de sociétés belges	10 822,3	11 439,6	11 852,9	11 982,2
Actions de sociétés belges	3 202,4	3 253,0	3 530,1	3 986,1
Emprunts d'Etats étrangers	1 938,8	2 182,5	29,1	26,7
Emprunts d'organismes internationaux			906,7	1 175,1
Emprunts de sociétés étrangères			233,9	536,2
Actions de sociétés étrangères			1 059,7	1 291,5
Prêts sur polices	1 635,2	1 879,3	2 052,4	2 207,8
Immeubles	4 181,1	5 084,0	6 212,9	7 230,4
Prêts hypothécaires	15 370,7	16 747,1	18 150,2	19 200,1
Espèces - Divers	1 136,6	1 334,0	1 520,5	1 473,1
Fonds communs de placement	56,3	47,9	55,5	78,8
Sociétés étrangères :				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés congolaises (b)	3 952,2	4 307,3	4 667,7	4 988,0
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B., S.N.C.I., provinces et communes belges	2 423,9	2 518,6	2 760,9	2 941,0
Obligations de sociétés belges	691,8	815,7	870,3	948,1
Actions de sociétés belges	756,1	669,1	711,8	843,1
Emprunts d'Etats étrangers	356,4	418,3	84,4	69,4
Emprunts d'organismes internationaux			232,6	269,2
Emprunts de sociétés étrangères			40,4	157,5
Actions de sociétés étrangères			215,8	231,1
Prêts sur polices	561,4	586,6	619,5	637,9
Immeubles	2 353,5	2 468,4	2 619,7	2 725,5
Prêts hypothécaires	4 442,9	4 841,5	5 241,3	5 644,4
Espèces - Divers	117,8	137,8	161,7	34,5
Fonds communs de placement	28,8	27,1	18,9	28,1

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1969 ne sont pas encore disponibles.
(b) Depuis 1967 les titres de sociétés congolaises sont repris dans la rubrique « Emprunts d'organismes internationaux ».

Opérations de capitalisation (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968
Primes encaissées	**58,4**	**63,6**	**103,7**	**70,1**
Valeur nominale des contrats souscrits :				
Capitalisation pure	1 282,1	1 306,0	1 283,9	1 298,6
Capitalisation immobilière	41,9	38,4	34,7	28,1
Total ...	**1 324,0**	**1 344,4**	**1 318,6**	**1 396,8**
Réserves mathématiques :				
Capitalisation pure	721,0	698,3	609,5	555,8
Capitalisation immobilière	34,2	32,6	29,9	25,1
Total ...	**755,2**	**730,9**	**639,4**	**580,9**
Cautionnements	9,3	9,6	10,1	10,4
Total général ...	**764,5**	**740,5**	**749,5**	**591,3**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1969 ne sont pas encore disponibles.

Opérations de capitalisation

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968
Fonds d'Etats étrangers et organismes internationaux	—	—	1,4	1,2
Fonds publics belges et valeurs garanties par l'Etat	97,3	89,7	83,2	74,2
Titres de sociétés congolaises (b)	2,2	1,1	—	—
Obligations institutions parastatales	35,0	43,8	51,7	46,4
Obligations provinces et communes	4,6	4,4	2,9	3,5
Obligations sociétés belges	0,1	0,3	0,8	0,3
Actions sociétés belges	3,3	3,3	3,1	3,5
Immeubles	78,1	74,1	76,0	70,7
Prêts hypothécaires	553,0	556,0	471,8	419,9
Prêts sur polices	2,7	3,3	3,0	2,5
Espèces	0,1	0,1	0,1	0,1
Divers (c)	2,7	1,3	1,2	1,5
Total ...	**779,1**	**777,4**	**695,2**	**623,8**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1969 ne sont pas encore disponibles.
(b) Titres de l'emprunt émis par le Fonds belgo-congolais d'Amortissement et de Gestion. Depuis 1967 ces titres sont repris dans la rubrique « Fonds d'Etat étrangers ».
(c) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Prêts hypothécaires (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968
Prêts hypothécaires par intervention :				
Valeur nominale des prêts	**1 437,0**	**1 593,7**	**1 783,3**	**1 901,9**
Fonds de reconstitution	203,5	212,6	214,8	233,7
Cautionnements	3,2	3,3	3,9	4,0
Total	**206,7**	**215,9**	**218,7**	**237,7**
Prêts hypothécaires sans intervention :				
Solde restant dû	**67 088,2**	**77 694,3**	**88 085,1**	**96 546,7**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1969 ne sont pas encore disponibles.

Prêts hypothécaires par intervention

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968
Fonds publics belges	28,2	29,5	27,7	30.2
Obligations institutions parastatales	8,4	9.7	12,9	13,4
Valeurs étrangères		—	—	—
Organismes internationaux	—	—	0,3	0,3
Valeurs congolaises (b)	0,3	0.3	—	—
Obligations de sociétés belges	1,9	1,9	2,0	0,1
Obligations provinces et communes	1,8	1,2	2,3	2,1
Actions de sociétés belges	0,1	0,1	—	—
Immeubles	16,6	28,7	38,8	30,9
Prêts hypothécaires	162,6	154 2	158,9	176,1
Divers (c)	2,1	1,6	2,1	2,3
Total	**222,0**	**227,2**	**245,0**	**255,4**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1969 ne sont pas encore disponibles.
(b) Titres de l'emprunt émis par le Fonds belgo-congolais d'Amortissement et de Gestion. Depuis 1967 ces titres sont repris dans la rubrique « Organismes internationaux ».
(c) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Services publics d'autobus, services spéciaux d'autobus, services d'autocars		Taxis et fiacres automobiles		Transports de choses pour compte de tiers		Transports de choses pour compte propre		Voitures (d)		Motos et cyclomoteurs (d)	
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
Affaires directes :												
Nombre de véhicules assurés (b)	11,7	11,8	7,5	7,5	30,5	31,1	395,6	393,4	1 486,0	1 646,8	422,0	403,1
Primes émises	201,6	211,3	73,3	81,4	612,6	659,4	1 802,8	1 924,1	5 953,2	7 061,7	281,3	268,6
Montant des sinistres payés (c)	117,3	103,4	59,2	59,6	374,1	409,3	1 125,0	1 168,5	3 361,0	3 591,8	191,2	195,4
Evaluation des sinistres en suspens	278,3	315,8	124,5	130,5	862,4	938,2	2 265,1	2 424,2	6 757,5	7 930,3	532,3	594,6
Réserves pour risques en cours	48,3	50,4	27,2	32,7	221,1	262,0	722,7	791,5	2 370,1	2 813,4	137,0	136,5
Commissions payées	24,3	26,0	8,8	9,6	71,1	82,3	303,5	336,7	1 140,1	1 406,5	56,4	55,0
Frais généraux	31,0	34,0	12,6	12,8	95,5	108,7	310,1	326,4	1 000,6	1 132,6	48,4	44,3
Affaires cédées en réassurance :												
Primes cédées	63,9	71,3	25,4	27,9	158,6	156,7	364,9	390,5	1 482,7	1 540,4	58,1	56,7
Commissions reçues	16,0	15,8	6,1	6,5	37,4	35,1	85,1	88,5	354,9	369,4	16,5	15,1
Quote-part des réassureurs dans sinistres réglés	46,9	29,6	19,0	19,7	117,4	126,1	283,1	307,7	988,0	984,9	54,2	42,7
Quote-part des réassureurs dans réserve pour sinistres à régler	141,5	144,3	51,7	53,0	317,3	351,9	734,7	730,6	2 252,6	2 502,6	139,1	159,0
Quote-part des réassureurs dans réserve pour risques en cours	13,7	14,2	8,1	8,8	48,5	45,0	118,1	111,8	432,6	451,0	33,4	15,4
Affaires acceptées en réassurance :												
Primes acceptées	21,0	16,3	2,6	2,3	7,9	3,4	23,4	17,1	113,5	102,8	2,8	1,9
Commissions payées	5,7	4,3	0,7	0,6	2,7	1,1	7,5	5,2	33,7	52,1	1,5	0,5
Quote-part dans sinistres réglés	10,9	14,4	2,3	1,1	5,4	4,1	16,2	12,4	59,2	59,3	2,3	2,0
Quote-part dans réserve pour sinistres à régler	58,7	54,6	10,3	8,6	14,5	6,9	38,2	39,8	206,1	198,5	9,4	9,2
Quote-part dans réserve pour risques en cours	2,1	1,9	0,8	0,6	3,2	1,5	10,7	8,1	46,8	47,1	1,4	0,9

(a) Les données relatives à 1969 ne sont pas encore disponibles.
(b) En milliers d'unités.
(c) Pendant l'année de l'intitulé.
(d) Contrôle instauré depuis 1967 par arrêté royal du 5 juillet 1967 (*Moniteur belge* du 8 juillet 1967).

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles

Valeurs représentatives des réserves techniques (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967 (b)	1968
Fonds publics belges	1 829	1 993	4 149	4 940
Titres Congolais (c)	14	16	—	—
Parastataux	417	417	830	900
Parastataux de crédit	529	598	1 525	1 863
Provinces et communes	128	138	530	638
Valeurs étrangères	178	171	385	514
Immeubles	853	847	2 172	2 628
Prêts hypothécaires	259	294	906	1 235
Obligations de sociétés belges	481	601	1 304	1 542
Actions de sociétés belges	350	358	1 042	1 306
Espèces	—	—	82	130
Divers	115	73	322	57
Fonds communs de placement	12	6	13	15
Organismes internationaux	—	—	167	193
Total ...	**5 162**	**5 512**	**13 427**	**15 961**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1969 ne sont pas encore disponibles.
(b) L'augmentation soudaine en 1967 des valeurs représentatives des réserves techniques est due à l'application de l'arrêté royal du 5 juillet 1967 (*Moniteur belge* du 8 juillet 1967). Cet arrêté étend notamment aux voitures pour personnes, le contrôle des entreprises qui pratiquent l'assurance obligatoire en matière de responsabilité civile concernant les véhicules à moteur.
(c) Titres de l'emprunt émis par le Fonds belgo-congolais d'Amortissements et de Gestion. Depuis 1967 ces titres sont repris dans la rubrique « Valeurs étrangères ».

QUATRIÈME PARTIE

PRIX ET REVENUS

CHAPITRE PREMIER

PRIX

Dans le domaine des prix également, certaines tensions n'ont pas manqué de se manifester dans l'économie belge. Elles trouvent leur origine dans l'amélioration sensible de la conjoncture économique des pays avec lesquels la Belgique entretient des relations commerciales, dans les adaptations des parités monétaires et dans l'évolution favorable de la conjoncture intérieure. La croissance de la demande tant intérieure qu'étrangère, l'expansion de la production, le recul sensible du chômage et le rythme d'accroissement du volume monétaire ont, en effet, activé la hausse des prix du commerce de gros et de détail.

Il faut revenir à la période de la guerre de Corée (1950-1951) pour retrouver une hausse générale *des prix de gros* de la même importance que celle enregistrée en 1969. En 1964, la première des trois années de haute conjoncture, on note cependant une montée de l'indice (+ 4,6 %) approchant celle de 1969 (+ 4,9 %).

C'est surtout à partir de la fin de 1968 que les prix industriels et agricoles ont haussé. Les prix agricoles ont, toutefois, accusé des fluctuations beaucoup plus importantes que ceux de l'industrie. Ils ont augmenté de 8,2 % en moyenne en 1969, alors qu'ils avaient baissé de 1,1 % en 1968 et progressé de 2,7 % seulement en 1964 ; au cours de cette dernière année, la hausse n'avait pas été plus élevée à la suite de la forte progression enregistrée durant les deux années précédentes et due notamment à l'hiver particulièrement rigoureux que venait de connaître toute l'Europe. Il est vrai qu'ils ont ensuite monté davantage en 1965 et 1966 sans cependant atteindre, et de loin, le taux d'augmentation de 1969.

Selon le Ministère de l'Agriculture, l'indice général des prix de la production intérieure a augmenté de 5,7 % environ, contre une progression insignifiante en 1968 et un recul de 3,6 % en 1967. Les prix au producteur des produits des cultures indigènes se situent à un niveau supérieur de 14,4 % à celui de 1968, année pendant laquelle ils étaient restés de 9 % inférieurs à ceux de 1967. Les produits de l'élevage indigène ont été 3,2 % plus chers qu'en 1968, année au cours de laquelle ils avaient monté d'environ 2,5 % par rapport à 1967.

L'indice des prix industriels a augmenté en 1969 de 4,1 % en moyenne, contre 0,6 % en 1968, 5,2 % en 1964 et une hausse restreinte ou même une baisse au cours des trois années intermédiaires.

L'expansion économique à l'étranger, jointe à la spéculation sur les marchés internationaux entretenue par des troubles sociaux dans les pays producteurs de matières premières ou dans certains grands ports, a entraîné une hausse de 5,2 % des prix à l'importation en 1969, contre une baisse respectivement de 1,1 % et 5,1 % en 1968 et 1967 et une augmentation de 1,8 % et 3,5 % en 1965 et 1966. Le taux de hausse de 1969 n'a été dépassé que par celui de 1964 qui a atteint 7,8 %.

L'augmentation des prix à l'importation, de même que l'accroissement des besoins intérieurs et la vive demande étrangère ont provoqué une hausse des prix des produits demi-finis de 7 % en moyenne, contre 1,5 % l'année précédente, 5,6 % en 1964, 0,4 % en 1965, 3,2 % en 1966 et une baisse de 1,6 % en 1967. Il faut aussi remonter à la guerre de Corée pour trouver une hausse plus importante de l'indice des produits demi-finis.

Dépendant de la demande étrangère dans une moindre mesure que les produits demi-finis, les produits finis ont connu une évolution des prix plus modérée : + 3 %, contre environ 0,6 % en 1968, 4,4 % en 1964 et entre 1 et 2,5 % en 1965, 1966 et 1967.

Quant au mouvement des indices particuliers, il se présente comme suit. Sauf en ce qui concerne les peaux, les cuirs et les produits textiles, les indices particuliers ont monté plus entre le mois de décembre 1968 et le mois de décembre 1969 qu'entre les mêmes dates de l'année précédente ; ce fut le cas pour les graisses, les produits minéraux, les produits chimiques, le bois, le papier et le carton, les matériaux de construction, le caoutchouc et les métaux. De décembre 1968 à décembre 1969, l'indice des métaux et des produits métalliques a progressé de 16,2 %, contre 6,4 % de décembre 1963 à décembre 1964 et une assez nette stabilité de décembre 1964 à décembre 1968. Les non-ferreux ont aussi connu une très forte hausse de décembre 1968 à décembre 1969 (+ 26 %). Malgré la vive concurrence des produits de substitution synthétiques, la hausse des prix du caoutchouc est remarquable : 14,5 %.

A l'exception de quelques produits, la hausse s'est donc accélérée sur le marché de gros. Il est cependant difficile de déterminer dans quelle mesure les prix des denrées non périssables ou non susceptibles de se déprécier ont été influencés à la hausse par un accroissement temporaire de la demande dans la perspective de l'introduction de la T.V.A.

L'accélération de la hausse des *prix à la consommation*, entamée vers le milieu de 1968 s'est poursuivie jusqu'à la fin de 1969.

Comparé à l'année précédente, le rythme de la hausse fut de 3,8 % en moyenne en 1969, contre 2,7 % en 1968. Par rapport à l'année de base 1966, l'indice est supérieur de 11,75 % en décembre et de 9,66 % en moyenne pour toute l'année.

L'évolution des prix à la consommation, en 1969, varie assez bien d'après les diverses catégories de dépenses.

Aussi, au cours des années antérieures, les prix des services ont augmenté de plus de 5 % l'an ; en 1969, leur indice s'est accru de 4,6 %. De même, le rythme de l'avance de l'indice particulier des produits non comestibles est plus faible qu'au cours des années précédentes : 1,9 %, contre 2 à 3 % entre 1963 et 1969 (sauf en 1967 où la hausse n'atteignit que 1,7 %). Par contre, en 1969, la hausse des produits alimentaires a rejoint celle des services, 4,6 %, contre 1,8 % seulement en 1968 ; pour ce groupe, l'évolution des prix est comparable à celle des années 1964, 1965 et 1966.

Toutefois, si l'on excepte un nombre relativement faible de produits, l'ensemble accuse une hausse modérée.

Ainsi, dans le groupe des produits alimentaires, seuls quelques-uns ont connu un mouvement de prix très important. Par ailleurs les prix des pommes de terre accusent une hausse spectaculaire ; ils furent en moyenne 50 % plus élevés qu'en 1968. Il est vrai que l'année précédente ils avaient été particulièrement bas ; au surplus, l'indice moyen de 1969 n'atteint que 81,5 points, soit 18,5 % de moins que la moyenne de l'année de base et l'indice de décembre 100,28 points, soit 0,28 % de plus.

La viande fut aussi à l'origine de l'augmentation du coût de la vie en 1969. Ses prix ont crû en moyenne de 7,8 % et, de décembre 1968 à décembre 1969, leur hausse est de 8,3 %, contre 3,9 % l'année précédente.

Il faut retenir aussi quelques autres augmentations de prix comme celles du chocolat, du café, du lait et du pain, ainsi que de certains poissons en conserve et surtout des poissons frais.

L'indice particulier du groupe des produits non comestibles a monté légèrement: 1,8 % en moyenne. Cette limitation de la hausse est due sans doute au niveau élevé des prix atteint antérieurement. Le progrès a toutefois été plus marqué pour les combustibles domestiques et quelques articles comme le tabac, certains textiles et les chaussures.

Ce sont surtout des services fournis par le secteur privé qui ont contribué à la hausse de l'indice particulier et principalement les honoraires des médecins, les prix des chambres dans les maternités, les tarifs des coiffeurs, le prix des places des cinémas, les primes des assurances automobiles, les tarifs des restaurants, etc.

Devant ce rythme de croissance des prix à la consommation, comme aussi pour atténuer les heurts au moment du passage au régime de la T.V.A., le gouvernement a tenté d'établir une collaboration plus étroite avec les entreprises. La loi du 23 décembre 1969 leur donne la possibilité de conclure des contrats de programme, individuellement ou en groupe, avec le Ministre des Affaires économiques.

Dans d'autres pays également, parmi lesquels on compte les partenaires de la C.E.E., des mesures ont été prises pour endiguer la hausse des prix. Ces mesures ont porté sur les taux de la T.V.A., sur un contrôle plus rigoureux des hausses de prix ou sur leur blocage temporaire.

La hausse des prix est moins forte en Belgique qu'aux Pays-Bas, où le système de la T.V.A. a été instauré le 1er janvier 1969, et qu'en France, dont la monnaie a été dévaluée et les pourcentages de la T.V.A. augmentés. Elle est également de loin inférieure à l'accroissement enregistré au Royaume-Uni et aux Etats-Unis d'Amérique.

*
* *

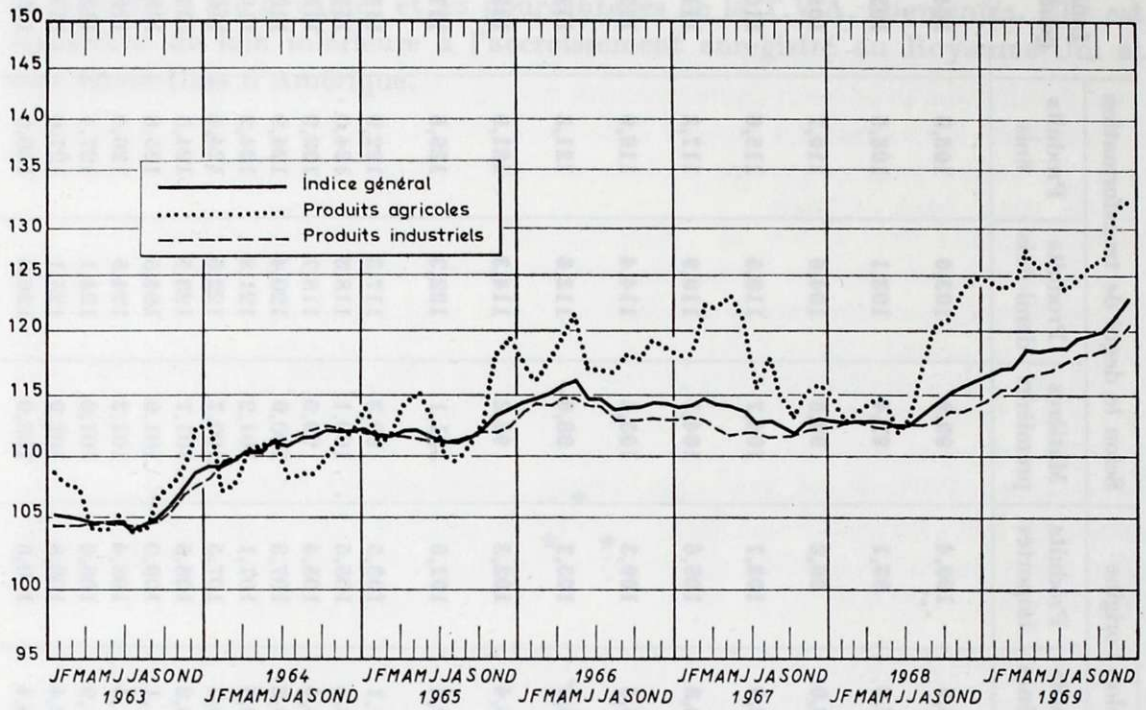
(1953 = 100) (a)

PÉRIODE	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels					
		Selon l'origine		Indice général	Selon l'origine		Selon le degré de transformation			Indice général
		Produits indigènes	Produits importés		Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits demi-finis	Produits finis	
1961 Moyenne	**102,4**	**101,7**	**81,2**	**94,3**	**106,6**	**100,4**	**99,9**	**103,0**	**108,5**	**104,5**
1962 Moyenne	**103,2**	**112,3**	**84,1**	**100,8**	**107,6**	**96,1**	**97,4**	**103,1**	**108,6**	**103,8**
1963 Moyenne	**105,8**	**114,2**	**90,3**	**107,0**	**110,0**	**96,2**	**98,8**	**104,6**	**110,7**	**105,4**
1964 Moyenne	**110,7**	**126,1**	**91,2**	**109,9**	**113,9**	**103,7**	**104,7**	**110,5**	**115,6**	**110,9**
1965 Moyenne	**111,9**	**131,4**	**91,7**	**113,2**	**113,8**	**105,6**	**104,1**	**110,9**	**117,2**	**111,5**
1966 Moyenne	**114,5**	**136,2**	**95,9**	**118,2**	**115,0**	**109,3**	**103,6**	**114,4**	**119,9**	**113,5**
1967 Moyenne	**113,2**	**135,2**	**97,7**	**118,1**	**115,0**	**103,7**	**98,6**	**112,6**	**121,2**	**112,0**
1968 Moyenne	**113,5**	**131,7**	**99,8**	**116,8**	**116,4**	**102,3**	**98,2**	**114,3**	**121,9**	**112,7**
1969 Moyenne	**119,1**	**144,7**	**103,3**	**126,4**	**120,4**	**107,6**	**101,1**	**122,3**	**125,5**	**117,3**
1969 Janvier	116,4	141,8	103,3	124,7	118,1	103,5	99,3	117,5	122,9	114,4
Février	117,0	141,5	102,1	123,9	118,4	105,5	100,1	118,3	124,0	115,3
Mars	117,1	142,9	101,3	124,4	118,4	105,4	99,9	118,7	123,9	115,3
Avril	118,6	147,8	101,4	127,4	119,2	107,3	100,9	120,4	124,9	116,5
Mai	118,5	145,8	100,3	125,7	119,5	107,1	101,2	121,8	124,2	116,7
Juin	118,7	147,0	100,7	126,6	119,7	107,5	100,7	122,5	124,4	116,8
Juillet	118,7	142,2	100,9	123,8	120,2	108,5	101,7	123,5	124,5	117,5
Août	119,6	142,1	102,8	124,8	121,1	109,0	101,9	124,5	125,6	118,3
Septembre	119,9	142,6	104,8	126,0	121,4	108,4	101,2	124,5	126,4	118,3
Octobre	120,2	143,4	106,0	126,7	121,9	108,6	101,0	124,1	127,4	118,6
Novembre	121,5	148,7	108,4	130,9	122,4	109,8	101,9	125,1	127,6	119,3
Décembre	123,1	150,6	108,0	132,0	124,4	110,6	103,0	126,4	130,0	120,9

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

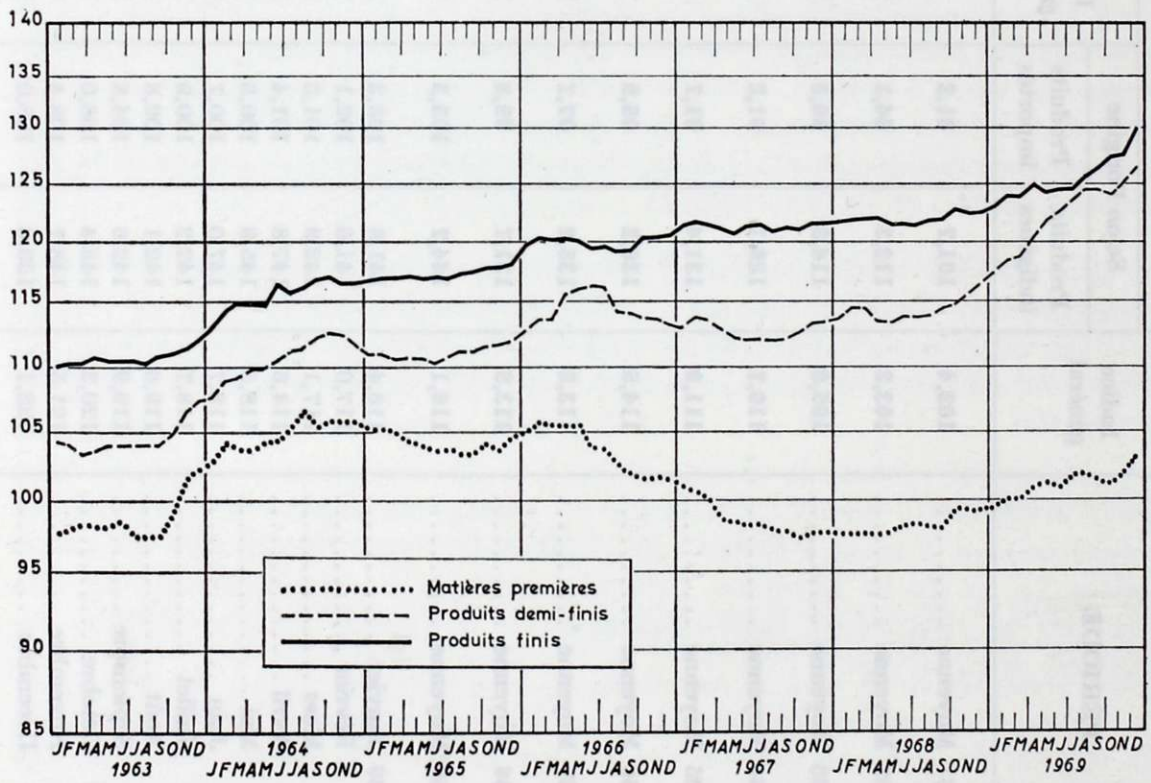
Indices des prix de gros
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

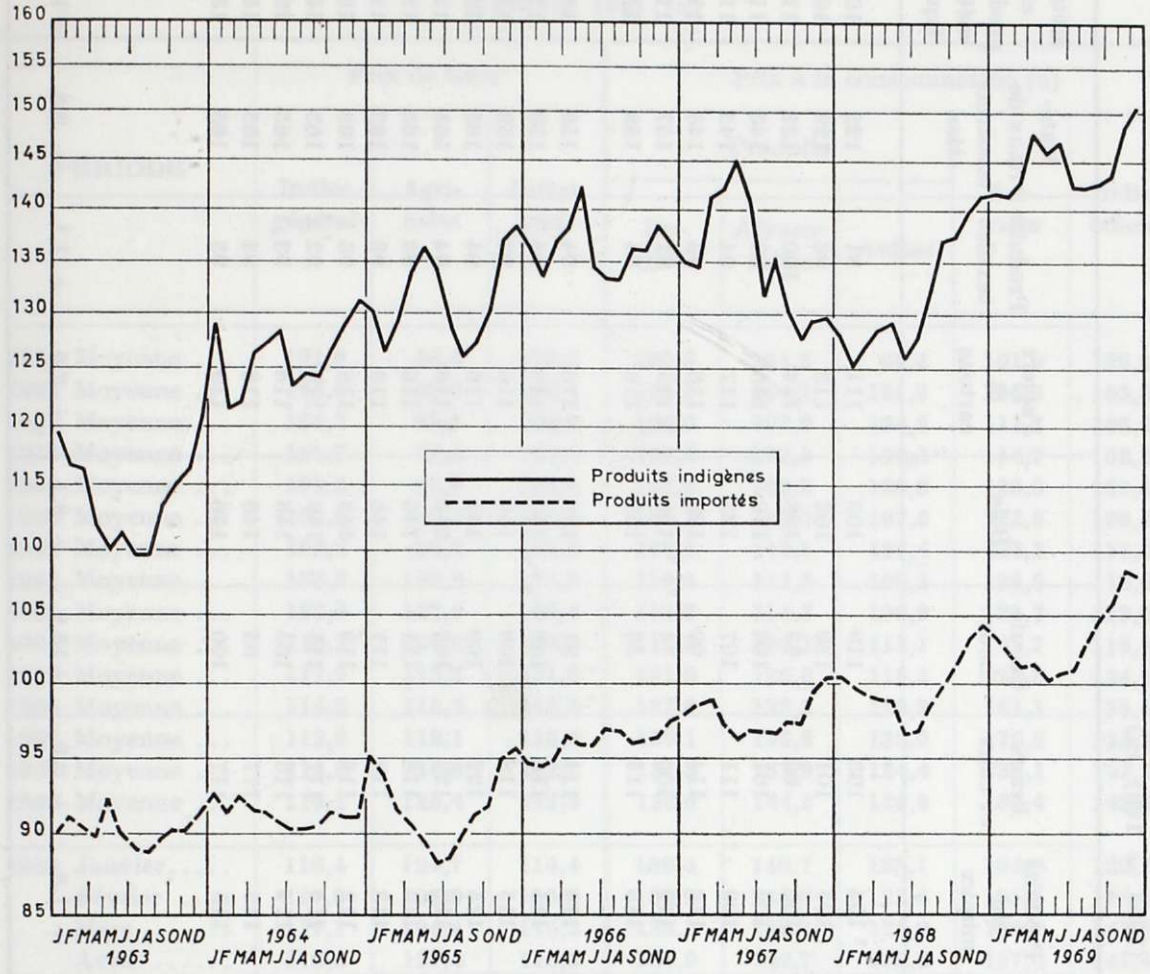
Indices des prix de gros des produits industriels
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

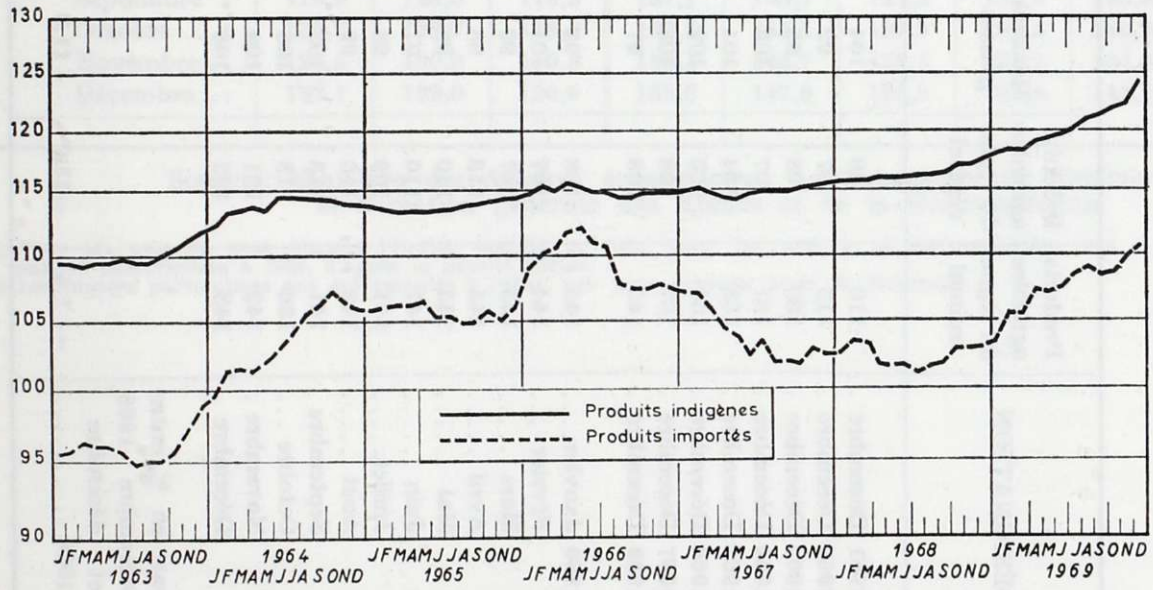
(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.
(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.
(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices particuliers des prix de gros

(1953 = 100) (a)

DÉSIGNATION	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques
1961 Décembre .	110	89	104	99	104	103	119	103	111	91	122	108
1962 Décembre .	113	97	92	99	105	101	120	102	113	93	129	108
1963 Décembre .	130	98	95	103	106	96	98	108	114	100	132	111
1964 Décembre .	131	97	103	107	109	101	106	119	116	96	143	118
1965 Décembre .	138	104	104	107	109	111	107	123	117	94	145	118
1966 Décembre .	138	103	102	106	112	114	90	130	116	93	148	118
1967 Décembre .	137	98	103	105	112	106	74	128	115	91	157	118
1968 Décembre .	145	108	97	105	113	114	88	135	116	94	159	118
1969 Janvier....	145	108	98	105	114	114	91	136	116	94	159	118
Février ...	144	107	101	107	115	116	103	140	116	94	159	119
Mars	145	107	99	107	115	118	109	140	116	93	159	119
Avril	145	113	98	106	115	122	109	144	116	94	163	121
Mai	145	110	98	107	112	122	106	144	116	94	163	123
Juin	147	110	97	107	113	118	111	146	116	93	163	125
Juillet.....	141	109	98	108	113	118	117	146	118	93	163	126
Août	143	110	99	108	112	118	119	146	118	93	163	130
Septembre	141	113	102	108	114	117	115	146	118	92	163	130
Octobre ...	136	118	105	107	114	116	104	146	118	93	165	130
Novembre .	142	121	109	108	115	117	95	146	118	94	165	131
Décembre .	143	122	108	109	115	117	100	146	119	95	165	137
Ecart en % entre décembre 1968 et décembre 1969	— 1,4	+13,0	+11,3	+ 3,8	+ 1,8	+ 2,6	+13,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 1,1	+ 3,8	+16,1

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Evolution des prix par catégorie

(1953 = 100) (a)

PÉRIODE	Prix de Gros			Prix à la consommation (b)				
				Produits				
	Indice général	Agricoles	Industriels	Ensemble	Alimentaires	Autres	Services	Indice officiel
1955 Moyenne ...	101,0	94,0	102,8	100,5	101,5	99,2	101,0	100,8
1956 Moyenne ...	103,6	97,2	105,3	103,1	104,2	101,5	105,5	103,65
1957 Moyenne ...	106,3	98,7	108,2	106,0	107,0	104,5	111,7	106,93
1958 Moyenne ...	101,7	96,0	103,2	107,2	107,9	106,2	114,7	108,31
1959 Moyenne ...	101,3	95,0	103,0	108,3	109,5	106,6	120,0	109,64
1960 Moyenne ...	102,6	92,2	105,4	108,3	109,3	107,0	122,6	109,97
1961 Moyenne ...	102,4	94,3	104,5	109,2	110,5	107,4	125,7	111,06
1962 Moyenne ...	103,2	100,8	103,8	110,8	112,5	108,3	128,5	112,62
1963 Moyenne ...	105,8	107,0	105,4	112,7	114,7	109,9	136,3	115,04
1964 Moyenne ...	110,7	109,9	110,9	117,3	120,3	113,1	145,7	119,84
1965 Moyenne ...	111,9	113,2	111,5	121,9	126,0	116,2	153,8	124,71
1966 Moyenne ...	114,5	118,2	113,5	127,0	132,2	119,8	161,1	129,92
1967 Moyenne ...	113,2	118,1	112,0	129,1	135,5	122,0	170,5	133,70
1968 Moyenne ...	113,5	116,8	112,7	131,5	137,9	124,4	180,1	137,31
1969 Moyenne ...	119,1	126,4	117,3	136,0	144,2	126,8	188,4	142,47
1969 Janvier.....	116,4	124,7	114,4	133,4	140,7	125,1	184,6	139,72
Février	117,0	123,9	115,3	133,9	141,3	125,6	185,4	140,31
Mars	117,1	124,4	115,3	134,5	142,1	125,9	186,7	141,07
Avril	118,6	127,4	116,5	134,9	142,7	126,2	187,0	141,44
Mai	118,5	125,7	116,7	135,4	143,8	125,9	188,0	141,87
Juin	118,7	126,6	116,8	135,7	144,3	126,1	188,3	142,25
Juillet.....	118,7	123,8	117,5	136,3	144,9	126,7	188,8	142,77
Août	119,6	124,8	118,3	136,6	145,1	127,0	189,1	142,98
Septembre .	119,9	126,0	118,3	137,1	145,7	127,5	189,5	143,39
Octobre	120,2	126,7	118,6	137,5	146,1	127,9	190,4	143,96
Novembre ..	121,5	130,9	119,3	138,1	146,7	128,4	191,2	144,61
Décembre ..	123,1	132,0	120,9	138,6	147,3	128,8	192,4	145,19

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Pour les prix de gros d'après l'indice 1936/38 = 100; pour les prix à la consommation des années postérieures à 1966, d'après le nouvel indice.
(b) Les indices particuliers ont été calculés à l'aide des prix moyens pour le Royaume.

Ecarts par rapport à l'année précédente des moyennes annuelles des indices des prix

(en pour-cent)

PÉRIODE	Prix de Gros			Prix à la consommation				
				Produits				
	Indice général	Agricoles	Industriels	Ensemble	Alimentaires	Autres	Services	Indice officiel
1955	+ 2,0	— 3,9	+ 3,6	— 0,7	— 1,2	—	+ 1,0	— 0,5
1956	+ 2,6	+ 3,4	+ 2,4	+ 2,6	+ 2,7	+ 2,3	+ 4,5	+ 2,8
1957	+ 2,6	+ 1,5	+ 2,8	+ 2,8	+ 2,7	+ 3,0	+ 5,9	+ 3,2
1958	— 4,3	— 2,7	— 4,6	+ 1,1	+ 0,8	+ 1,6	+ 2,7	+ 1,3
1959	— 0,4	— 1,0	— 0,2	+ 1,0	+ 1,5	+ 0,4	+ 4,6	+ 1,2
1950	+ 1,3	— 2,9	+ 2,3	—	— 0,2	+ 0,4	+ 2,2	+ 0,3
1961	— 0,2	+ 2,3	— 0,9	+ 0,8	+ 1,1	+ 0,4	+ 2,5	+ 1,0
1962	+ 0,8	+ 6,9	— 0,7	+ 1,5	+ 1,8	+ 0,8	+ 2,2	+ 1,4
1963	+ 2,5	+ 6,2	+ 1,5	+ 1,7	+ 2,0	+ 1,5	+ 6,1	+ 2,1
1964	+ 4,6	+ 2,7	+ 5,2	+ 4,1	+ 4,9	+ 2,9	+ 6,9	+ 4,2
1965	+ 1,1	+ 3,0	+ 0,5	+ 3,9	+ 4,7	+ 2,7	+ 5,6	+ 4,1
1966	+ 2,3	+ 4,4	+ 1,8	+ 4,2	+ 4,9	+ 3,1	+ 4,7	+ 4,2
1967	— 1,1	— 0,1	— 1,3	+ 1,7	+ 2,5	+ 1,8	+ 5,8	+ 2,9
1968	+ 0,3	— 1,1	+ 0,6	+ 1,9	+ 1,8	+ 2,0	+ 5,6	+ 2,7
1969	+ 4,9	+ 8,2	+ 4,1	+ 3,4	+ 4,6	+ 1,9	+ 4,6	+ 3,8

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Indice des prix à la consommation (a)

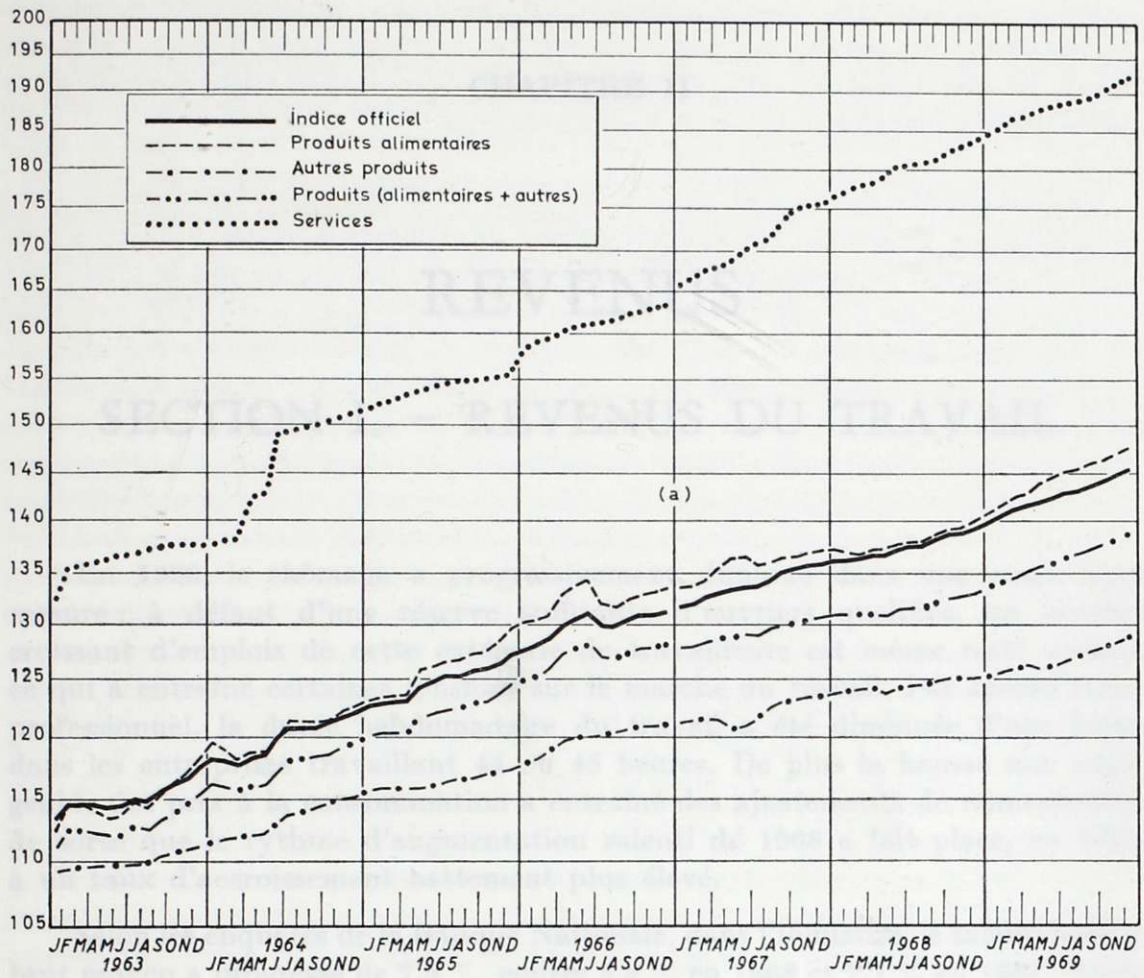
(1966 = 100)

PÉRIODE	Produits			Services	Indice officiel
	Ensemble	Alimentaires	Autres		
1967 Moyenne	**102,2**	**102,5**	**101,8**	**105,8**	**102,91**
1968 Moyenne	**104,1**	**104,3**	**103,8**	**111,8**	**105,69**
1969 Moyenne	**107,6**	**109,1**	**105,8**	**117,0**	**109,66**
1969 Janvier	105,1	106,4	104,4	114,6	107,54
Février	105,9	106,9	104,8	115,1	108,00
Mars	106,4	107,5	105,1	115,8	108,58
Avril	106,7	108,0	105,4	116,1	108,87
Mai	107,0	108,8	105,1	116,7	109,20
Juin	107,4	109,2	105,3	116,9	109,49
Juillet	107,8	109,6	105,7	117,2	109,89
Août	108,0	109,8	106,0	117,4	110,05
Septembre	108,4	110,2	106,4	117,7	110,37
Octobre	108,8	110,6	106,8	118,2	110,81
Novembre	109,2	110,9	107,2	118,7	111,31
Décembre.....	109,6	111,4	107,5	119,4	111,75

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce

(a) Les indices particuliers ont été calculés à l'aide des prix moyens pour le Royaume.

Indices des prix à la consommation
(1953 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

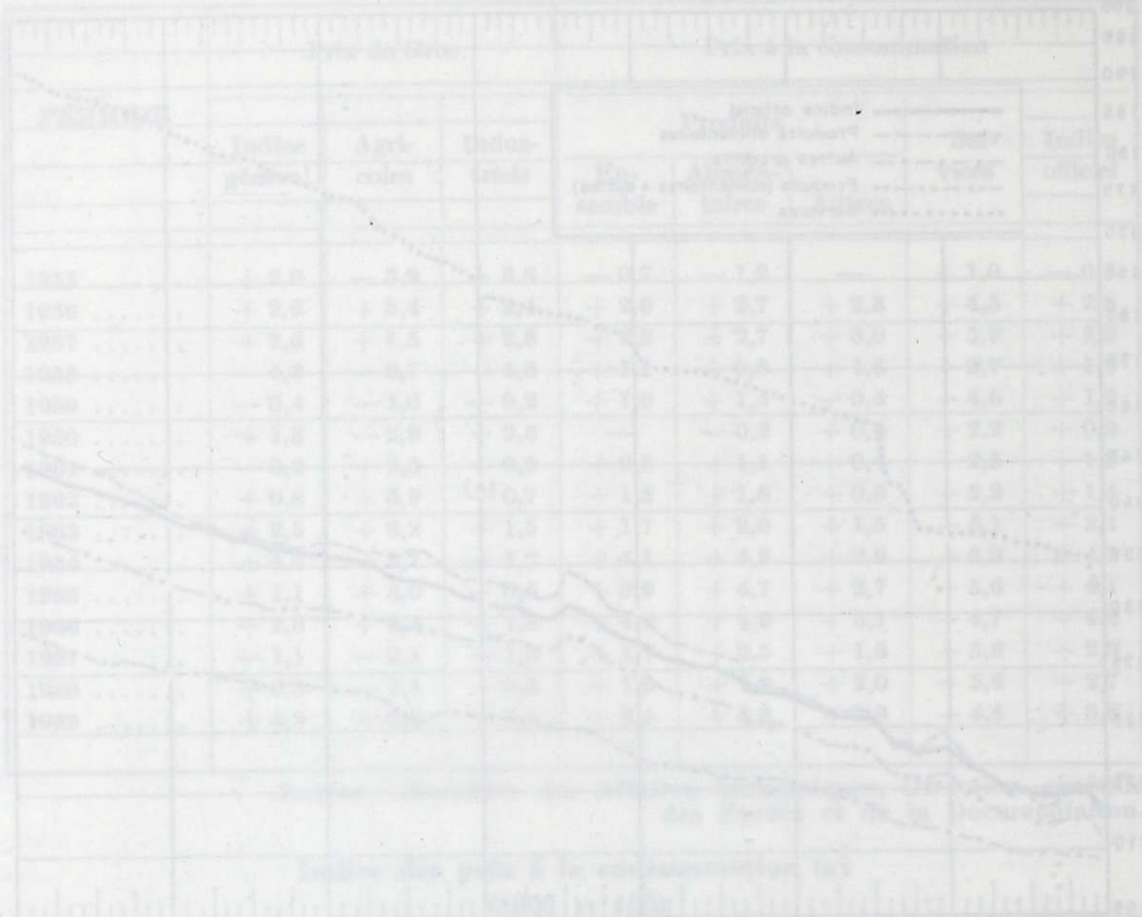
(a) Pour les années postérieures à 1966, d'après le nouvel indice.

Indices des prix dans quelques pays
(1963 = 100)

PAYS	Prix à la consommation				Prix de gros			
	1966	1967	1968	1969	1966	1967	1968	1969
Belgique	113(a)	116(a)	119(a)	124(a)	108	107	107	113
Pays-Bas	117	121	126	135	115	115	116	117
République Fédérale..	110	111	113	116	105	104	109	103
France	109	112	117	124	105	105	106	115
Italie	113	117	119	122	107	106	107	111
Royaume-Uni	112	115	121	127	108(b)	107(b)	116(b)	121(b)
Etats-Unis	106	109	114	120	106	106	108	113

Source : Bulletin Mensuel de Statistique des Nations Unies.

(a) Loyer non compris.
(b) Matières de base.



CHAPITRE II

REVENUS

SECTION I. – REVENUS DU TRAVAIL

En 1969, le chômage a progressivement diminué dans une assez large mesure ; à défaut d'une réserve suffisante d'ouvriers qualifiés, un nombre croissant d'emplois de cette catégorie de travailleurs est même resté vacant, ce qui a entraîné certaines tensions sur le marché du travail. Par accord interprofessionnel, la durée hebdomadaire du travail a été diminuée d'une heure dans les entreprises travaillant 44 ou 45 heures. De plus la hausse non négligeable des prix à la consommation a entrainé des ajustements de rémunération de sorte que le rythme d'augmentation ralenti de 1968 a fait place, en 1969, à un taux d'accroissement nettement plus élevé.

Selon les enquêtes de la Banque Nationale, dans l'industrie, le salaire horaire brut moyen a progressé de 7,9 %, contre 5,3 % en 1968 et 7,1 % en 1967, tandis qu'en 1964, 1965 et 1966 le rythme d'accroissement n'avait été plus élevé (10 %). Plus de la moitié de la hausse de 1969 est attribuable au jeu de l'échelle mobile des salaires.

Selon les indications fournies par le Ministère du Travail et de l'Emploi, le salaire horaire moyen conventionnel s'est accrû de 7,1 %, contre 5 % en 1968. Cette hausse provient d'une part des augmentations de salaires autonomes et d'autre part du raccourcissement de la durée du travail. En classant les secteurs industriels d'après l'importance du pourcentage de l'augmentation autonome, les métaux non ferreux arrivent en tête (+ 5,7 %) suivis par la sidérurgie (+ 5 %), la construction navale (+ 5 %), l'industrie hôtellière (+ 4 %), la fabrication de papier (+ 3,8 %), l'industrie du pétrole et la transformation du bois (chacun + 3,5 %), la transformation du papier (+ 3,4 %), les fabrications métalliques (+ 2 à 3,5 %), le secteur de la confection (+ 2,5 %), l'industrie alimentaire et les exploitations de tramways (chacun + 2 %). Par suite du raccourcissement de la durée du travail, dans quelques-uns de ces secteurs les pourcentages précités sont à augmenter : de 2,38 % dans les entreprises des métaux non ferreux, de 2,32 % dans la fabrication et la transformation du papier, les fabrications métalliques et les tramways et de 2,27 % dans la transformation du bois, l'industrie alimentaire et la confection.

L'évolution favorable de la conjoncture, l'affluence des commandes intérieures et étrangères, de même que la pénurie relative de la main-d'œuvre qualifiée ont entraîné une application intensive des systèmes des primes et gratifications et des heures supplémentaires, creusant ainsi l'écart entre les rémunérations effectives et les rémunérations conventionnelles, surtout dans les industries transformatrices et manufacturières.

Une enquête menée par l'I.N.S. en avril 1969 fait ressortir la persistance de différences de niveau considérables entre les salaires horaires moyens payés dans les diverses branches de l'industrie. Le salaire horaire moyen le plus élevé est enregistré dans les entreprises des non ferreux (70,2 F), il est suivi par celui des charbonnages (68,4 F), de la chimie (64,8 F), des fabrications métalliques (61,5 F) et de la construction (61,1 F) ; le salaire horaire moyen le plus bas reste celui des industries textiles (49,9 F) où la proportion de la main-d'œuvre féminine est d'ailleurs assez élevée. Considéré à plus long terme, le pourcentage de la hausse est sensiblement égal dans tous les secteurs. Par rapport à 1961 le salaire horaire moyen par secteur a environ doublé en 1969 sauf dans les branches dont le salaire horaire moyen se situait déjà en 1961 à un niveau très élevé par rapport à celui des autres secteurs. En huit ans et pour l'ensemble des secteurs, la hausse est de 85 % ; du mois d'avril 1964 jusqu'au même mois de 1969, la croissance oscille aux alentours de 50 % dans la plupart des secteurs ; pour l'ensemble, le pourcentage de hausse est de 47 %.

Classé selon le sexe du travailleur, le salaire moyen horaire a progressé; d'avril 1961 à avril 1969, de 107 % pour les ouvrières et de 81 % pour les ouvriers , d'avril 1964 à avril 1969, le progrès est respectivement de 53 % et de 46 %. Néanmoins, le salaire horaire moyen de l'ouvrière en 1969, considéré pour l'ensemble des secteurs (42,6 F), reste de 20 F inférieur à celui de l'ouvrier (62,7 F) ; l'écart varie toutefois selon les secteurs.

Sur la base des déclarations faites à l'Office National de la Sécurité Sociale au 30 juin 1969, la rémunération journalière moyenne masculine, par province, est la plus élevée à Anvers (influence des salaires des dockers), puis à Liège, au Brabant, dans le Hainaut, ex-aequo à Namur et au Limbourg, en Flandre orientale, en Flandre occidentale et au Luxembourg. Pour la main-d'œuvre féminine, l'ordre décroissant des niveaux de la rémunération se présente comme suit : Anvers, Liège, Brabant, Flandre orientale, Flandre occidentale, Hainaut, Limbourg, Luxembourg et Namur.

D'après le niveau des rémunérations payées dans les entreprises commerciales, les ouvriers gagnent le plus à Anvers, puis à Liège, au Brabant, en Flandre orientale, au Luxembourg, en Flandre occidentale, à Namur, dans le Hainaut et au Limbourg. L'ordre est tout différent en ce qui concerne les ouvrières : la Flandre occidentale, le Limbourg et la Flandre orientale viennent en tête, suivis par Anvers, le Brabant, le Hainaut et Liège.

Les rémunérations des employés ont augmenté moins fort que celles des ouvriers : 6,2 % au total dont quelque 4 % sont dus à l'échelle mobile. D'après

les branches industrielles, l'augmentation la plus considérable a été acquise en 1969 dans la sidérurgie, suivie par les entreprises de transport, le secteur commercial, les industries de la confection et des chaussures.

Les rémunérations mensuelles les plus élevées des employés masculins se rencontrent dans les entreprises de transport, diverses agences, les exploitations de carrières et les usines ; les plus basses sont enregistrées dans les services officiels et les entreprises agricoles. Les employées seraient le mieux payées dans les entreprises de transport, diverses agences, les entreprises de crédit, les mines de même que là ou la règle « à travail égal salaire égal » est d'application généralisée, notamment dans les services publics et l'enseignement.

D'après le classement par province, fin juin, les employés masculins de l'industrie auraient gagné en moyenne le plus au Brabant, puis à Anvers, Liège, en Flandre orientale, dans le Hainaut, au Limbourg, à Namur, en Flandre occidentale et au Luxembourg. Pour les employées, l'ordre se présente comme suit : Brabant, Anvers, Flandre orientale, Hainaut, Liège, Limbourg, Namur, Flandre occidentale et Luxembourg. Dans le secteur du commerce et pour les deux sexes, le Brabant, Anvers et Liège se classent en tête, tandis que le Limbourg et le Luxembourg sont en queue.

Selon les calculs de l'I.R.E.S.P. (Louvain), la hausse des charges salariales est de 8,5 % contre 6,5% en 1968. Cette évolution résulte en partir de l'augmentation de la cotisation patronale aux assurances sociales ; à la fin de 1969 elle était supérieure de 1 % à celle de fin 1968. Le plafond salarial sur lequel s'opèrent certaines retenues a également été relevé quelque peu en 1969.

Si en 1969 la hausse des salaires fut dans l'ensemble assez importante en Belgique, les revenus du travail ont également progressé dans les autres pays. Au sein de la C.E.E. la Belgique occupe à cet égard la troisième place, après la France et les Pays-Bas et avant l'Italie et la République Fédérale Allemande.

★
★ ★

Indices des salaires conventionnels

Ouvriers, hommes + femmes

(1966 = 100)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	Coefficients de pondération	1968				1969			
		Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Agriculture, sylviculture	1,29	108,3	108,4	108,6	110,3	111,2	112,6	113,4	115,3
Industries extractives	5,37	107,7	107,8	112,7	112,9	115,1	115,4	117,6	117,9
Industries manufacturières	66,14	110,2	111,3	113,1	114,5	118,1	119,7	122,0	123,3
dont : produits alimentaires	(4,14)	(112,1)	(112,4)	(115,0)	(116,8)	(120,0)	(121,8)	(124,9)	(126,5)
textiles	(9,55)	(113,3)	(114,4)	(116,7)	(116,7)	(117,2)	(119,6)	(119,7)	(122,0)
confection, chaussures	(4,60)	(112,4)	(114,1)	(114,3)	(116,7)	(119,9)	(122,2)	(126,5)	(128,0)
chimie	(2,26)	(109,2)	(115,6)	(115,6)	(115,6)	(117,9)	(123,1)	(123,1)	(125,9)
métallurgie	(7,42)	(106,3)	(107,2)	(109,8)	(110,5)	(113,0)	(114,5)	(116,8)	(117,5)
fabrications métalliques	(18,89)	(107,3)	(107,4)	(109,7)	(111,8)	(117,5)	(117,8)	(120,5)	(120,6)
Construction	13,59	109,9	112,7	113,1	114,2	117,4	118,5	120,1	121,1
Electricité, gaz, eau	1,46	111,2	116,7	116,7	122,4	122,4	124,4	124,4	139,1
Commerce	3,54	110,0	110,7	112,7	114,1	117,6	119,8	121,9	122,3
Transports	3,65	109,0	111,2	111,6	113,1	114,1	118,4	119,4	121,9
Services	4,96	115,4	115,8	116,4	119,2	119,8	123,2	125,1	126,9
Indice général	**100,00**	**110,2**	**111,5**	**113,2**	**114,6**	**117,7**	**119,4**	**121,4**	**122,9**

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Indices des salaires

(1953 = 100)

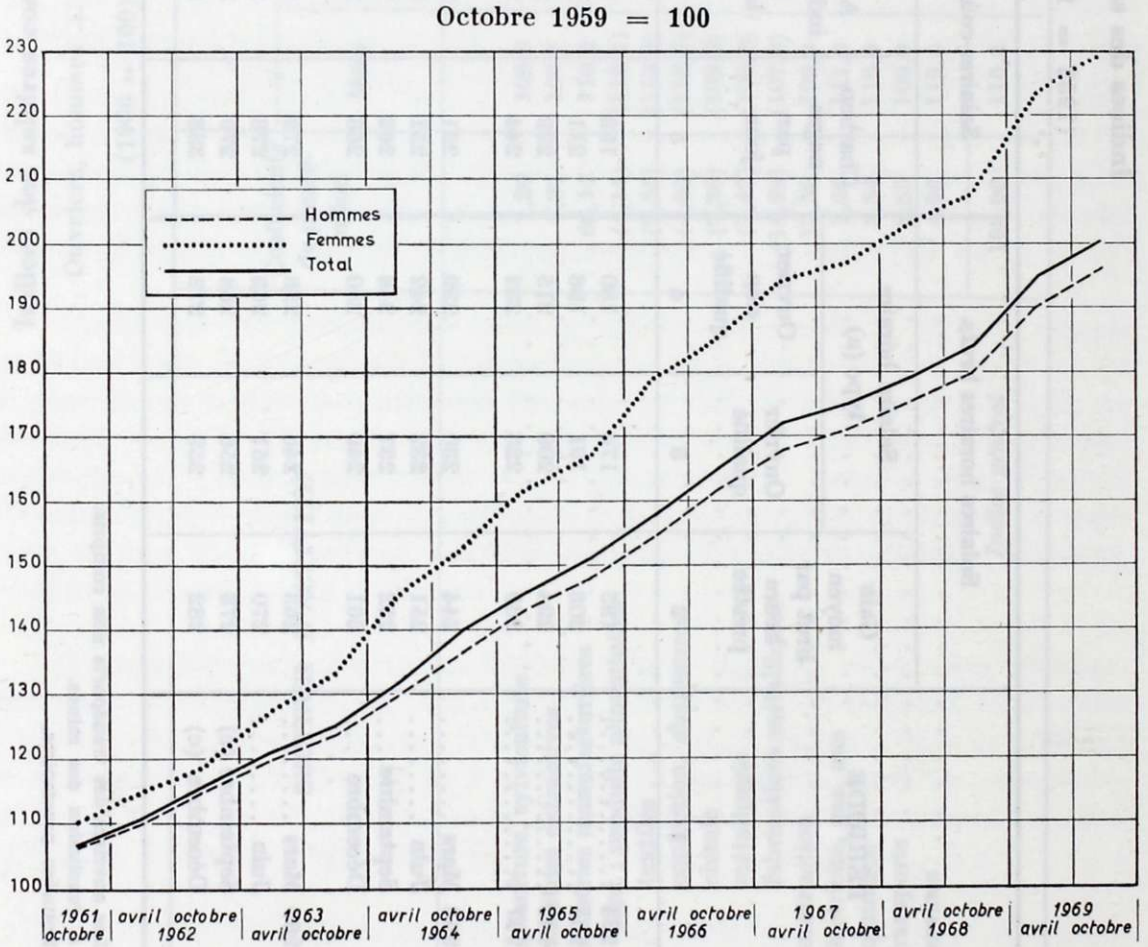
PÉRIODE	Salaires horaires bruts			Salaires-coût		Appointements-coût		Salaires sociaux dans l'industrie (b)		
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type (a)		Charbonnages par jour	Autres industries par heure	Industries par heure	Commerce par heure	Célibataire ou marié sans enfants	Marié et 2 enfants	Marié et 4 enfants
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1964	185	176	180	192	200	180	179	176	175	183
1965	203	191	196	211	223	197	196	192	193	200
1966	224	209	215	229	246	213	213	211	213	219
1967	239	223	232	244	267	228	227	228	229	237
1968 Mars	244	230	239	251	274	234	236	232	234	242
Juin	251	232	242	251	283	244	244	240	241	249
Septembre ...	252	237	246	262	284	240	239	239	241	249
Décembre ...	261	240	250	266	295	260	255	248	248	256
1969 Mars	263	246	258	272	297	250	253	250	249	258
Juin	270	251	263	273	305	259	263	257	256	264
Septembre (c)	273	256	268	279	311	..	..	259	259	268
Décembre (c)	282	259	272	383	321	..	..	268	268	275

(a) Les ouvriers des transports non compris.
(b) A l'exclusion des mines.
(c) Données provisoires.

Sources : Banque Nationale de Belgique (col. 2 à 4).
Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques, Louvain (col. 5 à 11).

Evolution des salaires horaires bruts

SECTEUR	Sexe des travailleurs	Gain horaire brut moyen (en francs)			Indices (octobre 1959 = 100)		
		Octobre 1967	Octobre 1968	Octobre 1969	Octobre 1967	Octobre 1968	Octobre 1969
Industries extractives	hommes	62,97	66,20	69,35	160	168	176
Industries manufacturières	hommes	55,92	59,04	64,79	174	183	201
	femmes	37,67	39,79	43,82	197	208	229
	hommes + femmes	51,36	54,22	59,54	180	190	208
Industrie de la construction	hommes	55,71	57,89	62,22	181	188	203
Moyenne ...	hommes	**56,42**	**59,34**	**64,59**	**171**	**180**	**196**
	femmes	**37,67**	**39,79**	**43,82**	**197**	**208**	**229**
	hommes + femmes	**52,84**	**55,60**	**60,62**	**175**	**184**	**200**



Source : Institut National de Statistique.

Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale (a)

ANNÉE	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	% des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1957	130,0	33,9	26,1
1958	131,4	34,9	26,6
1959	131,3	34,3	26,1
1960	139,0	37,7	27,1
1961	146,7	41,2	28,1
1962	159,4	45,2	28,4
1963	174,7	51,4	29,4
1964	199,4	64,6	32,4
1965	218,7	72,7	33,2
1966	240,6	80,6	33,5
1967	254,0	88,1	34,7
1968	269,3	94,6	35,2

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Y compris les mineurs; non compris les marins de la marine marchande. Les données pour 1969 ne sont pas encore disponibles.

(b) Retenues fiscales et sociales non déduites; non comprise, la cotisation patronale à la sécurité sociale.

Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale (a)

(en millions de francs)

SECTEURS PRINCIPAUX	1965	1966 (b)	1967 (b)	1968
Vieillesse et décès prématuré	27 687	29 506	31 090	34 350
Maladie-invalidité	25 648	31 508	32 942	34 585
Chômage	5 462	5 820	7 523	9 812
Allocations familiales	21 288	22 669	23 973	25 496
Vacances annuelles	9 995	10 807	13 791	14 450
Maladies professionnelles	371	1 161	1 506	1 244
Total ...	**90 451**	**101 471**	**110 825**	**119 937**

(a) Les données pour 1969 ne sont pas encore disponibles

(b) Données rectifiées.

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

SECTION II. — REVENUS DES SOCIÉTÉS

Les données relatives au rendement des sociétés recensées par l'Institut national de Statistique n'étaient pas encore disponibles fin mai 1970, sur base des bilans publiés en 1969. On a toutefois pu disposer des résultats basés sur les bilans parus en 1968.

Le bénéfice global s'élève à 38,3 milliards, contre 32,2 milliards en 1967 ; pour les sociétés en perte, celle-ci ne s'est élevée qu'à 8,7 milliards de francs, contre 13,1 milliards l'année précédente. Pour les sociétés dont l'activité principale s'exerce en Belgique, le bénéfice s'est élevé à 33,8 milliards de francs et la perte à 8,1 milliards. En 1967, les sociétés en bénéfice ont gagné 29,3 milliards de francs et pour les autres la perte a été de 7,9 milliards. Ce sont surtout les entreprises belges exerçant leur activité principale à l'étranger qui ont pu augmenter sensiblement leurs bénéfices : celles en bénéfice ont atteint un résultat global de 4,47 milliards, contre seulement 2,71 milliards en 1967, tandis que pour les sociétés en perte, celle-ci n'a atteint globalement que 615 millions en 1968. L'année précédente ces entreprises avaient subi une perte de 5.164 millions de francs, due surtout aux mauvais résultats du secteur minier ; pour la même année ces entreprises étrangères n'avaient pas globalement enregistré de bénéfice, mais leur rentabilité (rapport bénéfice moyens propres) a de nouveau atteint 5,58 % en 1968. Pour les sociétés belges dont l'activité principale est exervée en Belgique, le solde bénéficiaire net a augmenté de 20 % au cours de la même période et la rentabilité de 3 %. L'amélioration relativement faible de la rentabilité trouve sa cause dans le fait que les moyens propres (capital + réserves) des sociétés recensées a accusé en 1968 un accroissement de 16,7 % par rapport à 1967.

Si l'on examine en particulier les divers secteurs d'activité, on arrive, pour 1968, aux constatations suivantes : outre les charbonnages, où la perte est due à des causes structurelles, ont aussi terminé l'année avec un résultat négatif, l'industrie du cuir et celle de la céramique. Les bénéfices sont demeurés à peu près au même niveau que l'année précédente dans le commerce de gros et d'import-export, dans l'industrie des fabrications métalliques et en sidérurgie (dans ce dernier secteur les bénéfices auraient cependant considérablement augmenté en 1969) ; enfin, le secteur bancaire a enregistré une progression de 10 % et les sociétés immobilières de 11 %.

Les industries alimentaires, la construction, les assurances et l'industrie chimique ont accusé des bénéfices en progression, respectivement de 14 %, 25 %, 27 % et 49 %.

Pour ce qui concerne l'évolution des bénéfices des sociétés sur la base des bilans publiés en 1969, nous disposons de statistiques de source privée qui englobent les résultats de 317 sociétés dont les titres sont cotés en bourse, soit 2 % seulement du nombre total des sociétés recensées par l'Institut national de Statistique. Les indications fournies par ces statistiques sont cependant d'une grande utilité quand on doit former un jugement sur l'évolution récente des

bénéfices des entreprises, car il s'agit ici de très grosses sociétés dont l'ensemble des moyens propres atteint la moitié de celui de toutes les sociétés recensées.

Les bénéfices de ces entreprises ont dépassé de 22 % ceux enregistrés en 1968 ; leur rendement est passé de 4,9 % à 5,6 %. En outre, les rapports annuels publiés au cours du deuxième semestre accusent encore une amélioration considérable des résultats sur ceux du premier. L'élargissement des marges bénéficiaires en 1969 a été rendu possible surtout par une augmentation de 9 % de la production industrielle, (construction inclue) et par l'évolution favorable des coûts, de la productivité et des prix de vente. En outre, l'augmentation toujours plus rapide de la consommation des ménages et l'amélioration de la situation d'un certain nombre d'entreprises, où la rentabilité pour des raisons diverses, était devenue très faible, ont sûrement encore exercé une influence favorable. Les mesures de rationalisation instaurées, soutenues par une haute conjoncture persistante, ont permis à beaucoup d'entreprises d'améliorer sensiblement leurs résultats.

Dans les rapports annuels, on constate aussi un accroissement important des amortissements : on peut en déduire que les efforts des entreprises dans le domaine des investissements ont été considérables. Les efforts apparaissent particulièrement significatifs à la lumière de l'amélioration encore relativement faible du rendement des sociétés. En effet, une rentabilité de 5,6 % n'est pas si brillante, si l'on tient compte de la hausse des prix à la consommation et de la rentabilité beaucoup plus forte des capitaux investis, obtenue au cours des années 1953 à 1966.

On a distribué en 1968 aux actionnaires, 3,49 % de dividendes sur le total des moyens propres, contre 3,36 % l'année précédente. A plus long terme (20 ans), 1967 et 1968 apparaissent encore toujours comme les années où l'on a distribué les dividendes les plus faibles aux actionnaires des sociétés belges exerçant leur activité principale en Belgique.

★
★ ★

Rendement des sociétés par actions belges (a)

Exploitant en Belgique, au Congo et à l'étranger

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1936/1938	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 (c)
Nombre de sociétés recensées (b)	**7 594**	**14 265**	**14 447**	**14 550**	**14 817**	**15 011**	**15 215**	**15 266**	**15 357**
dont : en gain	5 748	10 596	10 929	10 854	11 105	11 172	11 272	10 785	10 645
en perte	1 846	3 669	3 518	3 696	3 712	3 839	3 943	4 481	4 712
Moyens d'action propres	**63 952**	**345 554**	**362 595**	**388 354**	**406 779**	**434 525**	**455 741**	**476 724**	**536 981**
dont : capital versé	46 397	216 030	226 604	236 904	248 915	265 209	274 836	283 632	321 473
réserves	17 555	129 524	135 991	151 450	157 864	169 317	180 905	193 092	215 508
Résultats d'exploitation :									
Solde bénéficiaire net	**4 537**	**27 080**	**28 453**	**24 254**	**24 901**	**28 363**	**29 528**	**19 049**	**29 573**
Bénéfices	5 228	32 079	33 358	28 587	30 261	33 820	34 665	32 176	38 297
Pertes	691	4 999	4 905	4 333	5 360	5 457	6 137	13 127	8 724
Dividendes bruts mis en paiement	**3 651**	**17 792**	**17 550**	**14 523**	**14 111**	**15 547**	**15 930**	**15 913**	**19 039**
Taux par rapport aux moyens d'action propres (en %) :									
Solde net	7,1	7,84	7,85	6,25	6,12	6,53	6,48	4,00	5,51
Dividendes	5,7	5,15	4,84	3,74	3,47	3,58	3,50	3,34	3,55
Dette obligataire au 31 décembre	**9 297**	**84 840**	**92 798**	**99 499**	**104 010**	**115 080**	**120 829**	**134 955**	**154 006**
Coupons d'obligations bruts	**476**	**3 910**	**4 408**	**4 862**	**5 261**	**5 624**	**6 405**	**6 792**	**7 980**

Sources : Banque Nationale de Belgique (années 1936/1938).
Institut National de Statistique (années 1954 et suivantes).

(a) La statistique pour 1936/1938 n'est pas établie exactement sur la même base que les suivantes. En outre, indépendamment de l'augmentation progressive du nombre des sociétés, le pourcentage de sociétés publiant effectivement leur bilan est sujet à variations. Les données pour 1969 ne sont pas encore disponibles.
(b) En unités.
(c) Données provisoires.

Sociétés belges par actions en bénéfice (a)

Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1969 des sociétés recensées ayant leur siège d'exploitation en Belgique

SECTEUR	Bénéfices moyens (en millions de francs)	Dividendes moyens mis en paiement	
		En millions de francs	En % des bénéfices
Electricité	1 668	1 405	84,2
Opérations financières et immobilières	2 888	1 857	64,3
Carrières	156	97	62,2
Charbonnages	577	435	75,4
Industrie verrière	323	210	65,0
Métallurgie du fer	1 307	721	55,2
Cimenteries et industries connexes	540	321	59,4
Assurances	628	361	57,5
Banques	1 423	726	51,0
Non ferreux	832	468	56,3
Industrie alimentaire	1 199	545	45,5
Fabrications métalliques	2 819	1 260	44,7
Industrie chimique	1 788	911	51,0
Céramiques	51	25	49,0
Commerce de détail	418	199	47,6
Industrie du papier	365	140	38,4
Industrie de la terre cuite commune	90	33	36,7
Industrie textile	1 040	361	34,7
Commerce de gros et extérieur	1 470	322	21,9
Autres secteurs	2 290	837	36,6
Total moyen	**21 872**	**11 234**	**51,4**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'attention est attirée sur le fait que les sociétés sans bénéfices ou en perte ne sont pas reprises dans cette statistique.

DÉSIGNATION	En Belgique						
	1953	1963	1964	1965	1966	1967	19((c
Nombre de sociétés recensées	12 396	14 237	14 501	14 709	14 916	14 989	15 0
dont : en bénéfice	8 711	10 688	10 937	10 980	11 085	10 605	10 4
en perte	3 685	3 549	3 564	3 729	3 831	4 384	4 6
Moyens d'action propres	183 067	318 731	336 265	360 194	381 312	401 093	468
dont : capital versé	109 464	195 026	207 493	222 007	233 259	241 909	281
réserves	73 603	123 705	128 772	138 187	148 053	159 184	186
Résultats d'exploitation :							
Solde bénéficiaire net	13 891	22 045	22 775	25 319	25 945	21 364	25
Bénéfices	15 721	25 693	27 253	30 169	31 157	29 306	33
Pertes	1 830	3 648	4 478	4 850	5 212	7 942	8
Dividendes bruts mis en paiement	8 833	13 305	12 738	13 825	13 817	13 462	16
Dette obligataire	30 937	98 976	103 299	113 984	119 012	133 116	150
Coupons d'obligations bruts	1 432	4 832	5 226	5 592	6 344	6 680	7
Rapport $\frac{\text{nombre de sociétés en perte}}{\text{nombre de sociétés recensées}}$	29,73	24,93	24,58	25,35	25,68	29,25	30,
Rapport $\frac{\text{solde bénéficiaire net}}{\text{moyens d'action propres}}$	7,59	6,92	6,77	7,03	6,80	5,33	5,
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{moyens d'action propres}}$	4,83	4,17	3,79	3,84	3,62	3,36	3,
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{bénéfices réalisés}}$	56,19	51,78	46,74	45,83	44,35	45,94	48,
Rapport $\frac{\text{coupons d'obligations bruts}}{\text{montant de la dette obligataire}}$	4,64	4,88	5,06	4,91	5,33	5,02	5,
Rapport $\frac{\text{montant de la dette obligataire}}{\text{moyens d'action propres}}$	16,90	31,05	30,72	31,65	31,21	33,19	32,

(a) Les données pour 1969 ne sont pas encore disponibles.
(b) Les sociétés belges dont le lieu de l'exploitation principale se situe au Congo, sont reprises à partir de 1961 so
rubrique « à l'étranger ».
(c) La dette obligataire n'est plus recensée pour les sociétés qui ont choisi le droit congolais (loi du 17 juin 1960,
teur belge du 18 juin 1960).
(d) Données provisoires.

rès le lieu de leur exploitation (a)

incipale exploitation

Au Congo (b)				A l'étranger (b)							
1957	1958	1959	1960	1953	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 (d)
Unités											
501	**495**	**494**	**384**	**80**	**302**	**313**	**316**	**302**	**299**	**277**	**265**
395	394	360	288	58	192	166	168	192	187	180	**169**
106	101	134	96	22	110	147	148	110	112	97	**96**
En millions de francs											
50 534	**54 619**	**60 517**	**58 217**	**7 479**	**58 205**	**68 046**	**69 966**	**71 756**	**74 129**	**73 001**	**68 964**
36 093	38 619	42 202	40 993	3 836	38 822	40 710	41 009	41 282	41 447	40 281	40 257
14 441	16 000	18 315	17 224	3 643	19 383	27 336	28 957	30 474	32 682	32 720	28 707
10 614	**8 246**	**6 862**	**8 562**	**1 033**	**5 221**	**2 198**	**2 126**	**2 937**	**2 563**	**– 2 452**	**3 851**
10 870	8 491	7 258	8 871	1 088	5 865	2 862	2 976	3 537	3 484	2 712	4 466
256	245	396	309	55	644	664	850	600	921	5 164	615
6 623	**5 542**	**5 571**	**6 520**	**456**	**3 048**	**1 196**	**1 358**	**1 632**	**2 110**	**2 336**	**2 703**
2 772	**3 150**	**3 324**	.. (c)	**63**	**834**	**523**	**711**	**1 097**	**1 817**	**1 839**	**3 788**
105	**124**	**150**	**77**	**3**	**36**	**30**	**35**	**32**	**60**	**112**	**122**
En pour-cent											
21,16	20,40	27,13	25,00	27,50	36,42	46,96	46,84	36,42	37,46	35,02	36,23
21,00	15,10	11,34	14,71	13,81	8,97	3,23	3,04	4,09	3,46	—	5,58
13,11	10,15	9,21	11,20	6,12	5,24	1,76	1,94	2,27	2,85	3,20	3,92
60,93	65,27	76,76	73,50	42,10	51,97	41,79	45,63	46,14	60,56	86,14	60,52
3,79	3,94	4,51	..	4,76	4,32	5,74	4,92	2,92	3,30	6,09	3,22
5,49	5,77	5,49	..	0,84	1,43	0,77	1,02	1,53	2,45	2,52	5,49

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des soldes bénéficiaires n t des div

Sociétés ayant leur princ ège d'exp

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité	Industrie du cuir	Industrie du papier et arts graphiques
Nombre de sociétés recensées (unités) :																
1964	54	145	1 713	655	3 385	1 264	100	76	912	685	330	542	53	29	122	32
1965	56	149	1 779	629	3 253	1 379	100	82	981	723	337	601	55	28	123	33
1966	55	153	1 820	635	3 320	1 396	96	82	986	725	337	606	57	24	120	33
1967	51	160	1 866	642	3 380	1 391	93	85	976	729	331	607	57	16	117	33
1968 (b)	51	161	1 893	634	3 465	1 361	90	88	957	717	330	627	58	17	116	34
Capitaux et réserves (en millions de francs) :																
1960	9 389	3 092	40 041	4 005	11 777	26 217	26 546	8 614	21 991	15 095	1 708	19 751	3 068	20 761	073	5 3
1961	9 922	3 311	45 079	4 544	13 014	27 013	29 706	9 000	22 607	15 909	1 822	21 122	2 796	22 841	098	5 6
1962	11 118	3 486	52 774	5 240	15 698	28 519	31 561	9 198	21 129	16 342	1 937	22 995	3 773	23 376	156	6 3
1963	12 434	3 930	53 977	6 544	16 619	31 085	31 172	9 679	21 240	17 527	1 846	24 771	5 063	24 042	192	6 8
1964	13 748	4 485	57 145	7 607	19 514	32 227	34 021	10 139	21 582	18 523	1 911	25 544	5 591	27 130	150	6 6
1965	15 860	5 119	60 041	8 114	21 538	35 808	37 063	9 133	23 147	20 287	2 069	28 036	6 620	27 879	081	7 0
1966	17 422	5 647	62 891	8 392	21 698	38 786	39 409	10 461	23 922	21 594	2 279	29 927	7 019	27 786	116	7 5
1967	19 714	6 129	71 575	8 298	28 323	42 199	42 414	10 734	24 539	23 769	2 521	32 952	7 339	16 723	083	8 3
1968 (b)	21 130	6 528	76 442	9 157	28 138	45 195	45 453	10 845	25 135	24 967	3 364	60 975	7 780	33 728	057	8 6
Soldes bénéficiaires nets (en millions de francs) :																
1960	1 177	687	2 783	435	1 134	2 120	1 903	945	844	1 202	107	1 394	523	1 808	35	
1961	1 547	724	3 486	443	1 072	2 596	2 198	1 115	995	1 169	128	1 389	370	1 797	31	
1962	1 783	830	4 382	413	1 357	2 957	1 499	892	782	1 359	159	1 679	430	2 053	48	
1963	1 917	820	3 472	442	1 147	3 039	1 257	580	667	1 395	95	1 772	453	2 163	19	
1964	1 996	801	3 659	378	1 982	3 063	353	632	896	1 194	135	2 016	420	2 200	36	
1965	2 327	866	3 668	474	2 173	3 634	616	845	689	1 469	168	2 486	480	2 303	31	
1966	2 470	921	4 139	610	2 078	3 849	398	659	542	1 568	164	2 430	328	2 275	—	
1967	2 400	849	4 115	467	1 584	2 646	397	526	591	1 823	162	2 110	438	1 335	— 62	
1968 (b)	2 646	1 078	4 511	557	1 596	2 629	396	359	357	2 083	81	3 145	485	2 598	— 55	
Moyenne 1960/1968 ..	**2 029**	**842**	**3 802**	**469**	**1 569**	**2 948**	**1 002**	**728**	**707**	**1 474**	**133**	**2 047**	**436**	**2 059**	15	
Dividendes mis en paiement (en millions de francs) :																
1960	680	420	2 032	229	275	1 533	992	581	452	720	38	711	290	1 539	10	
1961	751	431	2 166	280	387	1 670	1 277	620	492	695	41	927	263	1 608	11	
1962	808	478	3 233	287	341	1 795	940	590	405	667	48	1 065	255	1 680	12	
1963	892	498	2 327	281	426	2 063	546	425	319	622	10	1 132	306	1 657	13	
1964	1 006	518	2 404	185	487	1 129	345	429	376	617	25	1 222	354	1 813	14	
1965	1 135	539	2 460	228	473	1 612	668	501	305	632	13	1 228	352	1 972	11	
1966	1 263	579	2 567	293	510	1 284	253	518	377	742	27	1 525	326	1 865	6	
1967	1 340	593	2 876	243	556	1 307	233	562	343	794	30	1 492	292	1 219	3	
1968 (b)	1 410	656	2 922	309	634	1 506	250	599	291	930	33	2 216	350	2 308	3	
Moyenne 1960/1968 ..	**1 032**	**524**	**2 554**	**259**	**454**	**1 544**	**612**	**536**	**373**	**713**	**29**	**1 280**	**310**	**1 740**	10	

(a) Les données pour 1969 ne sont pas encore disponibles.
(b) Données provisoires.

dividendes mis en paiement (a)

'exploitation en Belgique

Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
320	624	325	732	498	36	92	116	127	35	46	32	206	217	566	14 501
334	631	330	779	500	35	87	135	128	49	39	31	208	217	580	14 709
335	633	334	812	514	30	91	140	129	48	40	33	220	213	585	14 916
338	648	331	822	513	30	88	139	127	49	36	33	216	197	584	14 989
342	640	334	860	513	26	88	139	123	47	40	32	223	191	568	15 092
319	9 854	958	816	4 659	12 897	1 397	6 768	1 368	620	1 120	1 338	939	439	1 523	267 652
638	9 456	1 044	935	4 785	11 127	1 461	7 417	1 491	682	1 057	1 407	1 036	450	1 575	282 172
378	10 486	1 007	1 069	5 348	9 745	1 508	7 710	1 520	761	1 022	1 458	1 111	470	1 680	303 300
813	10 764	1 064	1 216	5 594	9 235	1 409	7 962	1 671	830	1 106	1 492	1 214	449	1 828	318 731
612	9 725	1 082	1 228	5 884	8 063	1 754	8 504	1 697	918	1 148	1 595	1 440	428	1 818	336 265
085	10 155	1 187	1 497	6 270	9 558	1 847	8 747	2 001	1 191	1 142	1 422	1 480	446	1 692	360 194
546	10 262	1 253	1 811	7 114	8 945	1 993	9 078	2 236	1 322	1 105	1 798	2 015	365	1 861	381 312
352	10 821	1 304	2 139	8 303	8 829	2 057	8 193	2 252	1 373	1 210	1 773	2 112	412	2 085	401 093
668	11 232	1 456	2 323	9 092	6 597	2 182	9 493	2 328	1 447	1 092	1 956	3 053	410	2 229	468 017
350	229	6	71	348	— 917	78	593	145	77	— 21	132	147	53	81	18 744
418	391	11	106	324	— 1 326	83	705	148	116	47	113	124	27	111	20 711
497	136	76	120	316	— 564	138	860	181	82	69	92	139	11	134	23 138
358	18	69	146	503	— 35	119	725	127	105	39	87	156	— 43	159	22 045
380	93	69	145	601	67	89	709	203	109	40	33	172	1	136	22 775
320	173	68	174	783	— 471	148	833	301	145	50	117	236	— 32	157	25 319
265	368	93	123	1 025	— 390	92	793	240	98	28	150	275	24	173	25 945
67	— 146	66	190	972	— 726	82	663	206	111	38	73	272	10	139	21 364
295	115	65	88	1 219	— 418	90	550	258	130	— 21	159	402	5	143	25 722
328	**153**	**58**	**129**	**677**	**— 531**	**102**	**715**	**201**	**108**	**30**	**106**	**214**	**6**	**137**	**22 863**
154	326	11	35	135	63	34	373	112	22	29	42	35	24	19	12 061
196	330	17	30	145	93	38	418	100	28	30	48	37	20	19	13 279
216	276	19	39	170	106	44	522	119	31	34	44	42	20	35	14 440
176	272	23	37	208	184	38	448	113	26	21	52	50	8	25	13 305
149	220	27	34	174	268	32	486	123	26	32	45	72	14	16	12 738
158	239	25	43	173	145	44	475	143	29	35	54	83	5	18	13 825
116	231	34	49	199	81	32	471	149	28	31	75	96	9	13	13 817
116	247	34	49	242	69	37	453	135	35	22	41	90	9	20	13 462
130	234	38	61	230	55	40	503	156	46	20	83	134	7	13	16 336
157	**264**	**25**	**42**	**186**	**118**	**38**	**461**	**128**	**30**	**28**	**54**	**71**	**13**	**20**	**13 696**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des rendements, de la det

Sociétés ayant leur siè

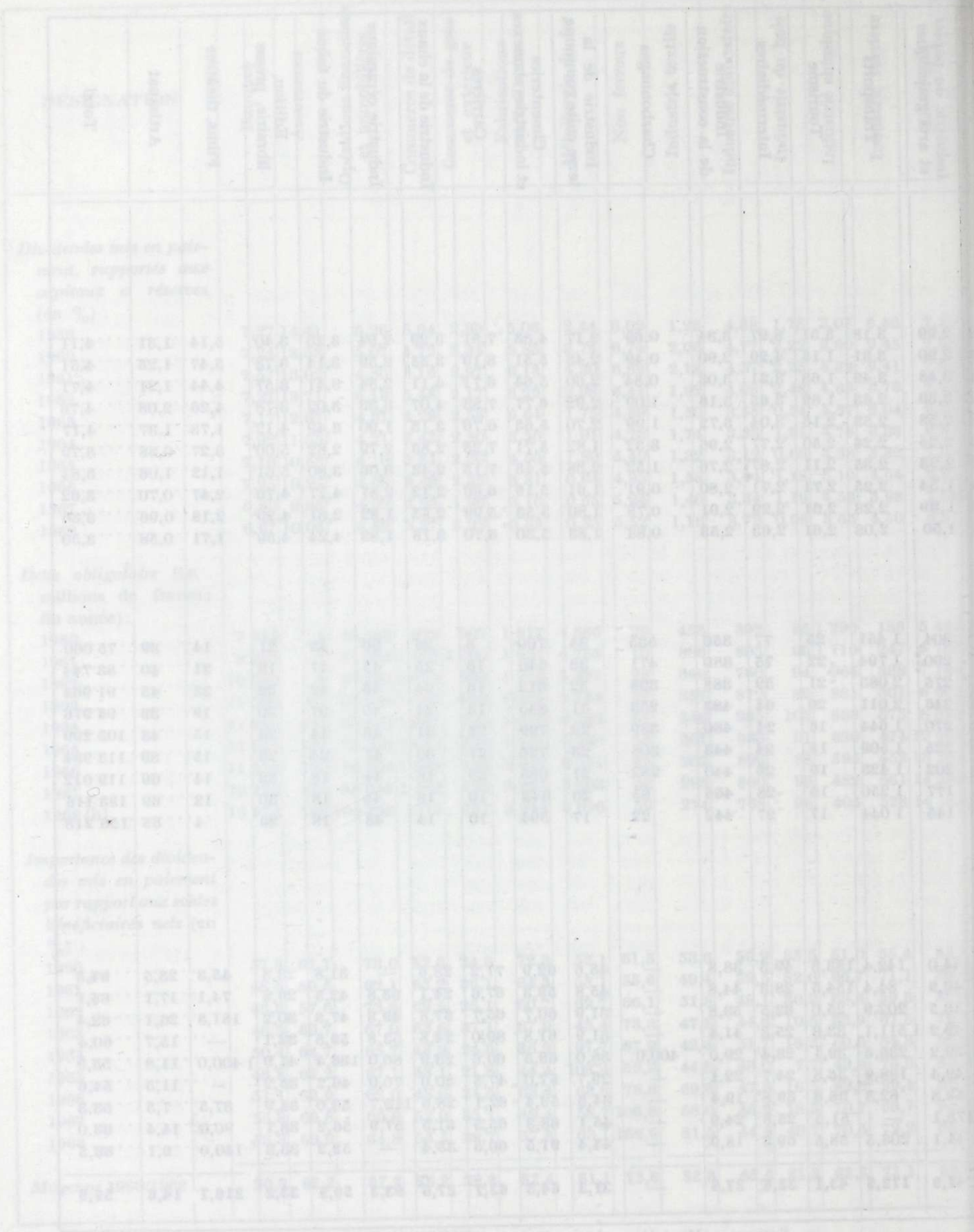
DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité	Gaz
Dividendes mis en paiement, rapportés aux capitaux et réserves (en %) :															
1959	7,27	14,41	5,26	5,64	2,39	5,06	2,44	6,02	1,23	4,39	1,78	3,07	6,86	7,18	4
1960	7,24	13,58	5,07	5,72	2,34	5,85	3,74	6,74	2,06	4,77	2,22	3,60	9,45	7,41	3
1961	7,57	13,02	4,80	6,16	2,97	6,18	4,30	6,89	2,18	4,37	2,25	4,39	9,41	7,04	4
1962	7,27	13,71	6,13	5,48	2,17	6,29	2,98	6,41	1,92	4,08	2,48	4,63	6,76	7,19	4
1963	7,17	12,67	4,31	4,29	2,56	6,64	1,75	4,39	1,50	3,55	0,54	4,57	6,04	6,89	3
1964	7,32	11,55	4,21	2,43	2,50	3,50	1,01	4,23	1,74	3,33	1,31	4,78	6,33	6,68	3
1965	7,16	10,53	4,10	2,81	2,20	4,50	1,80	5,49	1,32	3,12	0,63	4,38	5,32	7,07	3
1966	7,25	10,25	4,08	3,49	2,35	3,31	0,64	4,95	1,58	3,44	1,18	5,10	4,64	6,71	1
1967	6,80	9,68	4,02	2,93	1,96	3,10	0,55	5,24	1,40	3,34	1,19	4,53	3,98	7,29	3
1968	6,67	10,05	3,82	3,37	2,25	3,33	0,55	5,52	1,16	3,72	0,98	3,63	4,50	6,84	5
Dette obligataire (en millions de francs ; fin année) :															
1960	7 264	8	46 598	972	907	1 917	4 886	26	453	892	65	1 290	188	5 441	
1961	8 293	9	54 034	1 102	1 000	1 937	4 763	10	386	805	96	1 110	247	5 703	
1962	10 700	9	57 663	1 072	968	1 918	5 427	28	340	760	94	964	338	7 188	
1963	11 096	97	61 639	1 529	930	1 881	5 764	47	357	872	89	881	301	8 602	
1964	11 066	113	65 423	1 561	770	1 812	6 343	61	346	995	103	838	375	8 899	
1965	11 055	118	72 548	1 515	749	1 851	6 930	58	361	933	91	690	474	12 202	
1966	11 610	152	76 304	1 648	742	2 087	6 551	65	302	896	88	595	452	13 281	
1967	13 129	155	88 649	1 562	782	2 365	5 603	62	286	860	99	482	561	14 230	1
1968 (b)	15 972	199	104 243	1515	757	2 244	5 096	59	274	768	96	405	528	14 183	1
Importance des dividendes mis en paiement par rapport aux soldes bénéficiaires nets (en %) :															
1960	57,8	61,1	73,0	52,6	24,3	72,3	52,1	61,5	53,6	59,9	35,5	51,0	55,4	85,1	
1961	48,5	59,5	62,1	63,2	36,1	64,3	58,1	55,6	49,4	59,5	32,0	66,7	71,1	89,5	
1962	45,3	57,6	73,8	69,5	25,1	60,7	62,7	66,1	51,8	49,1	30,2	63,4	59,3	81,8	
1963	46,5	60,7	67,0	63,6	37,1	67,9	43,4	73,3	47,8	44,6	10,5	63,9	67,5	76,6	
1964	50,4	64,7	65,7	48,9	24,6	36,9	97,7	67,9	42,4	51,7	18,5	60,6	84,3	82,4	
1965	48,8	62,2	67,1	48,1	21,8	44,4	108,4	59,3	44,3	43,0	7,7	49,4	73,3	85,6	1
1966	51,1	62,9	62,0	48,0	24,5	33,4	63,6	78,6	69,6	47,3	16,5	62,8	99,4	82,0	
1967	55,8	69,8	69,9	52,0	35,1	49,4	58,7	106,8	58,0	43,6	18,5	70,7	66,7	91,3	1
1968	53,3	60,9	64,8	55,5	39,7	57,3	63,1	166,9	81,5	44,6	40,7	70,5	72,2	88,8	1
Moyenne 1960/1968	**50,9**	**62,2**	**67,2**	**55,2**	**28,9**	**52,4**	**61,1**	**73,6**	**52,8**	**48,4**	**21,8**	**62,5**	**71,1**	**84,5**	

(a) Les données pour 1969 ne sont pas encore disponibles.
(b) Données provisoires.

;ataire et de l'autofinancement net (a)
loitation en Belgique

Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
2,99	3,18	3,31	3,97	3,34	0,69	2,17	4,83	7,51	3,29	2,94	3,23	3,40	5,14	1,31	4,11
2,90	3,31	1,15	4,29	2,90	0,49	2,43	5,51	8,19	3,55	2,59	3,14	3,73	5,47	1,25	4,51
3,48	3,49	1,63	3,21	3,03	0,84	2,60	5,64	6,71	4,11	2,84	3,41	3,57	4,44	1,21	4,71
3,39	2,63	1,89	3,65	3,18	1,09	2,92	6,77	7,83	4,07	3,33	3,02	3,78	4,26	2,08	4,76
2,58	2,53	2,16	3,04	3,72	1,99	2,70	5,63	6,76	3,13	1,90	3,49	4,12	1,78	1,37	4,17
2,25	2,26	2,50	2,77	2,96	3,32	1,82	5,71	7,25	2,83	2,79	2,82	5,00	3,27	0,88	3,79
2,23	2,35	2,11	2,87	2,76	1,52	2,38	5,43	7,15	2,43	3,06	3,80	5,61	1,12	1,06	3,84
1,54	2,25	2,71	2,71	2,80	0,91	1,61	5,19	6,66	2,12	2,81	4,17	4,76	2,47	0,70	3,62
1,39	2,28	2,61	2,29	2,91	0,78	1,80	5,53	5,99	2,55	1,82	2,31	4,26	2,18	0,96	3,36
1,50	2,08	2,61	2,63	2,53	0,83	1,83	5,30	6,70	3,18	1,83	4,24	4,39	1,71	0,58	3,50
304	1 451	25	77	350	535	34	700	8	26	30	52	21	14	39	75 060
290	1 794	22	75	380	471	33	640	16	25	45	47	19	21	40	83 744
275	2 083	21	59	388	398	32	612	16	24	45	42	32	23	45	91 964
246	2 011	20	64	483	253	31	845	13	24	45	37	30	19	39	98 976
270	1 644	16	24	480	339	22	799	25	31	46	14	23	15	43	103 299
225	1 509	18	24	443	308	23	726	27	30	47	24	28	15	39	113 984
202	1 423	19	26	440	282	21	688	29	18	44	18	32	14	69	119 012
177	1 250	19	28	465	85	20	643	10	16	44	18	30	12	69	133 116
145	1 044	17	27	442	22	17	594	10	14	43	18	29	4	65	150 218
44,0	142,4	183,3	49,3	38,8	—	43,6	62,9	77,2	28,6	—	31,8	23,8	45,3	23,5	64,3
46,9	84,4	154,5	28,3	44,8	—	45,8	59,3	67,6	24,1	63,8	42,5	29,8	74,1	17,1	64,1
43,5	202,9	25,0	32,5	53,8	—	31,9	60,7	65,7	37,8	49,3	47,8	30,2	181,8	26,1	62,4
49,2	1 511,1	33,3	25,3	41,4	—	31,9	61,8	89,0	24,8	53,8	59,8	32,1	—	15,7	60,4
39,2	236,6	39,1	23,4	29,0	400,0	36,0	68,5	60,6	23,9	80,0	136,4	41,9	1 400,0	11,8	55,9
49,4	138,2	36,8	24,7	22,1	—	29,7	57,0	47,5	20,0	70,0	46,2	35,2	—	11,5	54,6
43,8	62,8	36,6	39,8	19,4	—	34,8	59,4	62,1	28,6	110,7	50,0	34,9	37,5	7,5	53,3
173,1	—	51,5	25,8	24,9	—	45,1	68,3	65,5	31,5	57,9	56,2	33,1	90,0	14,4	63,0
44,1	203,5	58,5	69,3	18,9	—	44,4	91,5	60,5	35,4	—	52,2	33,3	140,0	9,1	63,5
47,9	**172,5**	**43,1**	**32,6**	**27,5**	—	**37,3**	**64,5**	**63,7**	**27,8**	**93,3**	**50,9**	**33,2**	**216,7**	**14,6**	**59,9**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.



CINQUIEME PARTIE

INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION

CHAPITRE PREMIER

INVESTISSEMENTS

Depuis la parution du précédent rapport, l'Institut national de Statistique a révisé les comptes nationaux pour les adapter aux résultats du tableau « Entrées - sorties » élaboré pour l'année 1965 sous les auspices de la C.E.E. ; la révision qui s'est faite fin mars 1970, a porté sur la période 1959-1968. En ce qui concerne les investissements, la tendance fondamentale des années 1959 à 1967, commentée dans le précédent rapport, n'est en rien improuvée par les nouvelles données qui, sauf en 1959, sont globalement quelque peu supérieures aux anciennes ; l'écart, qui grandit entre 1964 et 1966 pour atteindre cette dernière année 8 milliards, est dû essentiellement au secteur « immeubles d'habitation » pour lequel il s'élève à 7,1 milliards ; pour les secteurs « agriculture », « eau, gaz, électricité » et « industries » (sauf en 1967), les données anciennes et révisées coïncident, tandis que les investissements dans les services sont légèrement supérieurs et ceux dans les transports et communications, un peu inférieurs.

En 1968, la formation brute de capital fixe, défense nationale exclue, s'est élevée, à prix courants, à 218,7 milliards de francs, ce qui représente un accroissement de 2,9 milliards ou 1,4 %.

Après avoir plafonné en 1967, les investissements industriels ont marqué en 1968 un recul de 6 % ou 3,7 milliards, qui correspond exactement en valeur à celui des industries chimiques ; celles-ci enregistraient, depuis 1963, un taux d'accroissement élevé, dépassant même 50 % en 1966 et en 1967. Le deuxième secteur industriel par ordre d'importance, celui des fabrications métalliques et des constructions navales, régresse pour la deuxième année consécutive, la baisse se limitant à 10,7 % en 1968 contre 24,9 % en 1967. D'autres secteurs ont également réduit leurs investissements, notamment ceux du vêtement et de la chaussure (— 14,5 %), du papier, de l'impression et de l'édition (— 15,1 %), du fer, de l'acier et des métaux non ferreux (— 7,9 %) et des industries diverses (— 3,1 %). Par contre, les secteurs manufacturiers qui ont progressé en 1968, atteignent un niveau record : l'alimentation, les boissons et le tabac (+ 14,6 %), les textiles (+ 15,6 %), le bois et les meubles (+ 27,7 %) le verre, la céramique, le ciment et la terre cuite (+ 6 %). Les industries manufacturières, dans leur ensemble, ont réduit leurs investissements de 4 milliards en 1968 (— 7,3 %) et la construction de 0,1 milliard (— 1,2 %), tandis que les industries extractives les augmentaient de 0,3 milliard (+ 20,3 %).

Les investissements en immeubles d'habitation ont progressé, en 1968, au même rythme que l'année précédente, soit 1,6 %, après avoir régressé en 1966.

D'après les données révisées, ceux-ci ont été supérieurs en 1964 et 1965 à ceux réalisés dans l'industrie.

Dans les services, où sont englobés le commerce, les banques et les assurances, l'enseignement officiel et libre, les professions médicales et autres services aux ménages et aux entreprises, la formation brute de capital fixe s'est accrue de 3,5 % en 1968 contre 1,1 % en 1967.

Dans les transports et les communications, où l'on a intégré la rubrique « services des pouvoirs publics », la hausse a été de 10,2 %, grâce précisément au soutien des investissements publics, dont la progression s'inscrit à 21,2 %.

Après les progrès considérables enregistrés de 1964 à 1967, le secteur « électricité, gaz et eau » recule de 4,3 % en 1968, au contraire de celui regroupant l'agriculture, la sylviculture et la pêche qui avance de 14,8 % en 1968, après une régression de 4,2 % en 1967.

La part de la formation brute de capital fixe dans le produit national brut a augmenté d'année en année de 1959 à 1962, où elle atteignait 20,8 % ; elle a fléchi en 1963 (20,4 %), repris en 1964 et plafonné en 1965 (21,9 et 21,8 %) pour atteindre son maximum en 1966 (22,4 %) ; elle a ensuite baissé légèrement en 1967 (22,1 %) et un peu plus fort en 1968 (21,1 %).

D'après les premières estimations, la formation brute de capital fixe a très fort augmenté en 1969 ; son taux de croissance attendu — plus de 16 % — n'a été dépassé, au cours des dix dernières années, qu'en 1964 et sa part relative dans le produit national brut sera à nouveau supérieure à 22 %.

L'expansion de la production au fil des mois a fait diminuer la capacité de production disponible et a contribué à orienter favorablement la propension à investir. L'augmentation des commandes de biens d'équipement, apparue dans les derniers mois de 1968, s'est répercutée sur les livraisons, qui ont globalement augmenté de 15,6 % en 1969, les livraisons des industries nationales ayant progressé de 13,8 % et les importations de 18,1 % ; les taux correspondants de 1968 étaient de + 0,5 %, — 0,7 % et + 2,2 %. Comme le rythme des commandes a évolué plus rapidement encore — la hausse a atteint en 1969 le taux exceptionnel de 22,7 % — l'écart entre le niveau des commandes et celui des livraisons est passé de 5,5 % en 1968 à 14 % en 1969.

Par ailleurs, le nombre des mises en chantier de construction non résidentielles (nouvelles et reconstructions totales) s'est accru de 36,4 % ; la hausse est de 40,6 % dans la région flamande, 26,8 % dans la région wallonne et 32,4 % à Bruxelles-Capitale. Des 11 627 bâtiments commencés, 70,5 % l'on été en Flandre ; 26,6 % en Wallonie ; 2,9 % à Bruxelles-Capitale. La demande de logements privés s'est également fort développée en 1969 : le nombre de bâtiments résidentiels nouveaux commencés a augmenté de 22,7 % ; la hausse est de 19,4 % en Flandre, 35,8 % en Wallonie et 11,8 % à Bruxelles-Capitale. Des 35 439 bâtiments commencés, 74,5 % l'ont été en Flandre, 23,7 % en Wallonie et 1,8 % à Bruxelles-Capitale. Pour l'ensemble du Royaume, 100 bâtiments nouveaux comprennent 158 logements ; cette moyenne s'élève à 908 à Bruxelles-Capitale, 148 en Flandre et 130 en Wallonie. La répartition régionale des logements commencés est donc très

différente de celle des bâtiments : 10,3 % à Bruxelles-Capitale, 70,1 % en Flandre et 19,6 % en Wallonie.

Si les investissements publics ont été ces dernières années l'un des instruments principaux de la politique de soutien conjoncturel des pouvoirs publics, l'expansion de l'économie en 1969 n'a plus nécessité le maintien d'un soutien aussi vigoureux et la tranche conjoncturelle prévue au budget extraordinaire n'a pas été engagée, ce qui explique le ralentissement de la progression des investissements des pouvoirs publics centraux en 1969.

Les départements ministériels au sens strict ont toutefois engagé, en 1969, 12,5 milliards de francs au titre de travaux de génie civil, ce qui représente par rapport à 1968 une hausse de 7,6 %, due au niveau élevé des engagements des Ministères de la Santé publique et des Communications (+ 1 milliard ensemble), à l'inverse du Ministère des Travaux publics (— 0,1 milliard).

Si les engagements du Fonds des Constructions scolaires sont passés de 2,9 milliards, en 1968, à 3,6 milliards en 1969 (+ 25,3 %), ceux du Fonds des Routes ont baissé de 11,9 à 10,9 milliards, soit un recul de 8,7 %. Au total, les engagements des Ministères et des Fonds précités se sont élevés à 27,1 milliards contre 26,5 milliards en 1968, soit une hausse de 2,1 % contre 9,3 % en 1968.

Le bilan des investissements publics serait toutefois incomplet si l'on ne mentionnait pas ceux des organismes paraétatiques, des pouvoirs publics subordonnés et des intercommunales créées pour la construction d'autoroutes.

Les montants engagés en faveur du logement social par les principaux organismes parastataux (Société nationale du Logement, Société nationale de la Petite Propriété terrienne, Fonds national des Familles nombreuses et Caisse générale d'Epargne et de Retraite) ont atteint selon les données provisoires 14,2 milliards de francs, soit 2,2 milliards ou 18,2 % de plus qu'en 1968 et 72,2 % de plus qu'en 1967. Par contre, les engagements résultant de l'effort propre des ports d'Anvers et de Gand et ceux de la R.T.T., de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la R.V.A. sont un peu inférieurs en 1969.

L'Etat et les organismes parastataux ont donc engagé 43,3 milliards. Pour donner un aperçu complet de l'importance des investissements du secteur public il faut y ajouter 21,8 milliards au titre de travaux exécutés par les pouvoirs subordonnés et 8,2 milliards d'engagements effectués par les intercommunales « autoroutières ». L'importance des travaux communaux et provinciaux ne cesse de s'accroître depuis 1965, passant de 10,8 milliards à 21,8 milliards en 1969. D'autre part, si les engagements du Fonds des Routes ont, comme il l'est signalé ci-avant, diminué en 1969, ce recul est plus que compensé par l'avance de ceux des Intercommunales E 3, E 5, E 39 et E 9/40, qui se sont élevés à 8,2 milliards contre 6,7 milliards en 1968 ; au total, l'effort en faveur de la construction d'autoroutes ne s'est dont pas relâché, puisque les engagements globaux s'inscrivent à 19,1 milliards en 1969, contre 18,6 en 1968, 13,7 en 1967 et 11,6 en 1966.

L'Institut national de Statistique publie désormais des données sur la répartition par province et par région linguistique des investissements et des amortis-

sements des établissements industriels, classés par secteurs d'activité (1). La statistique porte sur les établissements occupant au moins 20 personnes, à l'exclusion toutefois du secteur « Electricité, gaz et eau », qui n'est pas repris, car certains investissements de ce secteur sont déclarés globalement par un siège social, alors qu'ils intéressent plus d'une province.

Comme l'indique le tableau ci-après, les investissements ont fortement augmenté en 1966 et n'ont pratiquement plus progressé depuis.

Dans la région flamande du pays, non compris les arrondissements de Hal-Vilvorde et de Bruxelles-communes périphériques, le montant des investissements est passé de 16,5 milliards en 1964 ou 45,5 % du total du Royaume à 27,8 milliards en 1968 ou 59,1 %, ce dernier pourcentage a été dépassé en 1966 et 1967. Cette évolution satisfaisante résulte d'une part de très gros investissements (11 milliards) dans le secteur de la sidérurgie, des métaux non ferreux et des fabrications métalliques, en 1966, dans les provinces d'Anvers et de Flandre orientale ; d'autre part, le retour à un niveau plus normal dans ce secteur en 1967 et 1968, a été compensé par l'accroissement des investissements dans les industries chimiques, notamment la pétrochimie et la raffinage du pétrole, qui sont passés de 4,8 milliards en 1966 à plus de 11 milliards en 1967 et de 10 milliards en 1968.

En 1968, les industries chimiques et leurs activités connexes (caoutchouc, plastiques, pétrole) recueillaient 36,5 % des investissements implantés en Flandre, la métallurgie 22,1 % et les industries alimentaires 13 %.

Dans la région wallonne, le niveau des investissements a baissé de 1964 à 1966, pour se relever ensuite, sans toutefois atteindre, en 1968, le montant de 1964. Les investissements en Wallonie représentaient, avec 14,9 milliards, 40,9 % du total du pays en 1964, 24,9 % en 1966 avec 11,5 milliards et 29,2 % en 1968 avec 13,7 milliards. Les variations globales des investissements dans cette région sont étroitement liées à celles de la métallurgie, dont le recul de 1964 à 1966 n'a pu être compensé complètement par d'autres secteurs.

En 1968, les industries métallurgiques absorbaient 40,6 % des investissements dans la région wallonne, les industries chimiques et connexes, 13,6 % et celles des minéraux non métalliques, 11,2 %.

Dans la région bruxelloise enfin, dans laquelle sont regroupés les arrondissements de Bruxelles-capitale, des six communes périphériques et de Hal-Vilvorde, il n'y a pas eu d'aussi grandes variations dans le montant absolu des investissements, avec un minimum de 5 milliards ou 13,6 % du pays en 1964 et un maximum de 6,1 milliards ou 16,2 % en 1965 ; en 1968, ils s'élevaient à 5,5 milliards, soit 11,7 % du total du pays. Depuis 1967, c'est le secteur de la construction qui mobilise le plus d'investissements dans la région bruxelloise : 29,4 % en 1968 ; les industries métallurgiques en recueillaient 23,1 %, les industries alimentaires, des boissons et du tabac, 14,2 % et les industries chimiques et connexes 10,8 %.

---

(1) Pour les anneés 1964 à 1967, voir *Bulletin de Statistique*, 1969, n° 9-10; pour 1968, *Bulletin de Statistique*, 1970, n° 3.

Le délai d'application des mesures prévues par la loi du 18 juillet 1959 en faveur des régions de développement a été successivement prorogé jusqu'aux 30 juin 1969, 31 décembre 1969 et 30 juin 1970 (1). La durée d'application de la loi du 14 juillet 1966 a été prolongée jusqu'aux mêmes dates (2).

Les investissements ayant bénéficié des avantages prévus par ces lois et par la loi du 17 juillet 1959, dont le montant s'était accru de 84,4 % de 1966 à 1967 et de 27,4 % de 1967 à 1968 pour atteindre le niveau record de 39,5 milliards de francs, augmentent encore jusqu'à 54,2 milliards en 1969, soit une nouvelle progression de 37,2 %. Les hausses sectorielles les plus marquantes, en 1969, concernent la métallurgie (+ 9,4 milliards ou 191,4 %), les industries chimiques et connexes (+ 2,3 milliards ou 14,8 %) et les fabrications métalliques (+ 3,4 milliards ou 63,3 %) ; par contre, on note un recul des industries textiles (— 0,2 milliard), alimentaires (— 0,5 milliard) et des matériaux de construction et de l'industrie de la construction (— 0,6 milliard). Les industries chimiques et connexes enregistrent, depuis 1966, les montants d'investissement les plus élevés ; pour l'ensemble de la période 1959-1969, elles dépassent, avec 77,6 milliards ou 29,1 % du total, la métallurgie (73,2 milliards ou 27,4 %) et les fabrications métalliques (57,9 milliards ou 21,7 %).

Des 54,2 milliards d'investissements bénéficiaires en 1969, 58,25 % ont été réalisés dans la région flamande du pays, 41,33 % dans la région wallonne et 0,42 % à Bruxelles-Capitale, soit approximativement la même répartition que l'année précédente. Par rapport à celle-ci, la hausse, de 36,9 % en Flandre, est de 38,4 % en Wallonie, tandis que Bruxelles-Capitale enregistre un recul de 10,7 %. La hausse est particulièrement marquée dans les provinces d'Anvers (167,3 %), de Flandre occidentale (42,4 %), du Limbourg (109,4 %), de Liège (104,0 %) et dans l'arrondissement de Nivelles (158,1 %) ; elle est plus mesurée dans le Hainaut (13,4 %), tandis que les investissements bénéficiaires ont diminué dans les provinces de Luxembourg (79,0 %), de Namur (27,2 %), de Flandre orientale (40,4 %), dans les arrondissements de Louvain, Hal-Vilvorde et Bruxelles-Périphérie (ensemble 33,0 %) et à Bruxelles-Capitale (10,7 %).

Le montant cumulé des investissements ayant bénéficié des avantages prévus s'élevait, au 31 décembre 1969, à 267 milliards de francs, soit 155,1 milliards en Flandre (58,1 %), 107,1 milliards en Wallonie (40,1 %), et 4,8 milliards à Bruxelles-Capitale (1,8 %).

Les crédits afférents à ces investissements ont atteint, en 1969, 27,1 milliards de francs, contre 19,7 milliards en 1968, (+ 37,9 %), soit 14 milliards en Flandre (+ 19,9 %), 13 milliards en Wallonie (+ 65,7 %) et 56 millions à Bruxelles-Capitale (— 41,8 %). Le montant cumulé des crédits s'inscrivait à fin 1969, à 130,3 milliards, soit, dans l'ordre précité des régions, 74,1, 52,8 et 3,4 milliards (56,9 %, 40,5 % et 2,6 %).

---

(1) Arrêtés royaux des 15 janvier 1969, 27 juin 1969 et 10 décembre 1969 (*Moniteur belge* des 21 janvier 1969, 3 juillet 1969 et 30 décembre 1969).

(2) Arrêtés royaux des 15 janvier 1969 et 27 juin 1969 et loi du 23 décembre 1969 publié dans les mêmes *Moniteur belge*, cités dans la note (1).

Les décisions prises en 1969 concernant l'octroi de bonifications d'intérêt représentent pour l'Etat une dépense maximum de 3,7 milliards, dont les entreprises situées en Flandre bénéficient à concurrence de 1,4 milliards(38,4 %) et celles de Wallonie à concurrence de 2,3 milliards (61,6 %) ; le montant cumulé depuis 1962 s'élève à 12,4 milliards, soit respectivement 6,8 et 5,6 milliard pour les régions précitées (55 % et 44,7 %) et 33 millions pour Bruxelles-Capitale (0,3 %). En outre, des primes et subventions d'un montant total de 1,2 milliard ont été accordées en 1969, à raison de 594 et 604 millions en faveur d'entreprises situées respectivement en Flandre et en Wallonie ; à la fin de 1969, le montant cumulé des primes et des subventions s'inscrivait à 2,2 milliards, soit respectivement 0,9 et 1,3 milliard (42,2 % et 57,8 %).

Les investissements étrangers prévus en 1969 s'élèvent au niveau record de 33,2 milliards de francs, soit plus que le triple du niveau de 1968 (9,9 milliards) et presque le double de celui de l'année - record précédente (1965 : 17,8 milliards).

Comme cela a déjà été le cas en 1959, 1961, 1964 et de 1966 à 1968, le secteur chimie-pétrole-papier a recueilli, en 1969, plus de la moitié des investissements étrangers : 17,3 milliards ou 52,2 % ; le secteur textile a bénéficié d'un regain d'intérêt, puisqu'il a attiré, en 1969, 6,8 milliards de francs d'investissements (20,3 % du total), soit davantage qu'au cours de la période 1959-1968 ; la part du secteur du métal se chiffre à 6,7 milliards ou 20,2 % et celle des autres branches à 2,4 milliards ou 7,3 %.

Les investissements dans l'industrie représentent en 1969, 94 % du total, ceux dans les services (commerce inclus) 6 %.

Les investissements en provenance des Etats-Unis, qui avaient été freinés en 1968 par les mesures prises par le Gouvernement de ce pays, ont été importants en 1969, atteignant 11,1 milliards contre 3 milliards l'année précédente ; l'importance relative de ce pays dans le montant total n'a toutefois pas fortement évolué : 33,4 % en 1969 contre 30,1 % en 1968, alors qu'elle s'établit à 55,7 % pour la période 1959-1969. La République fédérale d'Allemagne, en doublant ses apports, se maintient à la deuxième place avec 5,4 milliards ou 16,2 %, suivie par le Royaume-Uni qui, avec 5,1 milliards ou 15,4 %, a investi davantage en 1969 qu'au cours de la décennie précédente. La Suisse occupe, de façon inattendue, la quatrième place avec 3,6 milliards ou 11 %, précédant les Pays-Bas (2,6 milliards ou 7,7 %). Seuls les investissements français ont régressé, passant de 2 à 1 milliard ; enfin, les investissements des autres pays s'élèvent à 4,4 milliards ou 13,3 %.

Des 33,2 milliards d'investissements étrangers prévus en 1969, 38,4 % se fixeront dans la province de Hainaut, 21,7 % dans celle d'Anvers, 14,9 % à Liège, 14,0 % dans le Brabant et 8,9 % dans le Limbourg.

La Société nationale d'Investissement arrêtant ses comptes fin juin, le tableau ci-après renseigne les montants pour lesquels elle est intervenue de 1963 à la fin du premier semestre de 1969. La société a poursuivi au cours de l'exercice 1968-1969, sa politique de sélection plus poussée des projets qui lui sont présentés, ce qui a conduit à écarter beaucoup de propositions, après examen. Treize

décisions, représentant un montant de 542,7 millions de francs, ont été prises. D'autre part, treize décisions, dont certaines prises au cours de l'exercice antérieur, ont été exécutées pour un montant global de 271,8 millions, soit 203,9 millions en actions et 67,9 millions en obligations convertibles. Dix autres décisions, dont une a déjà partiellement été exécutée, portant sur 413,2 millions de francs, étaient en voie d'application ou d'exécution à la fin de l'exercice. En outre, la Société Nationale d'Investissements (S.N.I.) a cédé des participations dans 7 sociétés différentes.

Des 13 décisions exécutées entre le 1er juillet 1968 et le 30 juin 1969, quatre d'un montant global de 76,1 millions concernent le secteur des fabrications métalliques, soit 28 % du total des participations de la S.N.I., trois visent les industries textiles (21,7 %), deux les services (35,5 %) et une les secteurs de l'alimentation (4,4 %), des produits minéraux (5,3 %), des dérivés du pétrole et du charbon (1,4 %) et de la construction (3,7 %).

Depuis la constitution de la S.N.I. jusqu'à fin juin 1969, 119 décision d'intervention ont été prises dans 91 sociétés pour un montant global de 2 488,2 millions de francs, dont 110 étaient exécutées, pour une somme de 2 075 millions de francs ; la part des fabrications métalliques est désormais la plus importante (19,4 %), devançant le secteur électricité, eau et gaz (18,4 %), les services (14,3 %), le textile (13,1 %) et le papier et l'impression (10,6 %).

★
★ ★

Investissements dans l'ensemb l'éc

Défense nationa lue

(en millions de franc rix c

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	196
1. Agriculture, sylviculture et pêche	4 185	3 500	4 039	3
2. Industries extractives	1 849	1 537	2 049	1
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques	*1 479*	*931*	*805*	
b) Autres industries extractives	*370*	*606*	*1 244*	
3. Industries manufacturières	18 563	26 423	32 163	37
a) Alimentation, boissons, tabac	*3 646*	*3 838*	*4 100*	4
b) Textiles	*1 716*	*2 804*	*3 202*	2
c) Vêtements et chaussures	*325*	*613*	*682*	1
d) Bois et meubles	*595*	*1 032*	*1 006*	1
e) Papier, impression, édition	*1 228*	*1 556*	*1 743*	2
f) Chimie et activités connexes	*2 966*	*3 250*	*5 246*	6
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	*1 118*	*1 738*	*2 075*	2
h) Fer, acier et métaux non ferreux	*3 982*	*7 277*	*7 503*	9
i) Fabrications métalliques et constructions navales	*2 557*	*3 815*	*5 906*	6
j) Activités diverses n.d.a.	*430*	*500*	*700*	
4. Construction	2 317	2 554	3 256	
5. Electricité, gaz et eau	5 923	4 838	4 550	
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	34 546	41 307	46 285	4
a) Commerce, banque et assurances	*10 000*	*11 100*	*12 200*	1
b) Immeubles d'habitation	*24 546*	*30 207*	*34 085*	3
7. Transports et communications	11 406	12 393	12 560	1
a) Transports par voie ferrée	*4 609*	*3 884*	*4 075*	
b) Transports par route	*580*	*920*	*810*	
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports	*2 833*	*3 236*	*3 125*	
d) Transports aériens	*977*	*1 913*	*2 105*	
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision	*2 407*	*2 440*	*2 445*	
8. Services	14 709	15 297	16 831	
a) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	*7 680*	*6 974*	*7 189*	
b) Enseignement	*4 321*	*5 448*	*6 392*	
c) Autres	*2 708*	*2 875*	*3 250*	
Formation intérieure brute de capital fixe (1 à 8)	93 498	107 849	121 733	1
9. Variations de stocks	*4 030*	*— 181*	*4 201*	
a) Cheptel	*869*	*— 181*	*1 401*	
b) Autres stocks	*3 161*	*—*	*2 800*	
Total (de 1 à 9)	97 528	107 668	125 934	
Adaptation statistique	— 434	— 122	— 161	
Formation intérieure brute de capital	97 094	107 546	125 773	

(a) Données adoptées aux résultats du tableau « Entrées - Sorties » élaboré sous les auspices de la C.E.E. Les donn pour 1969 ne sont pas encore disponibles.

'économie (a)

e

x courants)

1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
3 917	4 197	4 921	5 344	5 983	5 731	6 579
1 522	1 956	1 988	1 974	1 686	1 555	1 870
782	*1 080*	*900*	*671*	*500*	*570*	*680*
740	*876*	*1 088*	*1 303*	*1 186*	*985*	*1 190*
37 617	38 940	40 698	46 289	54 264	54 039	50 080
4 863	*4 995*	*5 392*	*5 248*	*5 885*	*6 197*	*7 100*
2 849	*3 375*	*3 148*	*3 176*	*3 670*	*3 286*	*3 800*
1 149	*1 162*	*1 376*	*1 142*	*1 200*	*1 181*	*1 010*
1 165	*1 195*	*1 398*	*1 192*	*1 460*	*1 402*	*1 790*
2 272	*2 280*	*2 603*	*2 549*	*2 584*	*3 217*	*2 730*
6 202	*4 766*	*5 843*	*7 565*	*11 817*	*18 227*	*14 490*
2 200	*2 367*	*3 389*	*3 474*	*3 694*	*3 511*	*3 720*
9 189	*9 369*	*7 933*	*9 720*	*8 812*	*5 243*	*4 830*
6 928	*8 531*	*8 616*	*11 123*	*13 942*	*10 475*	*9 350*
800	*900*	*1 000*	*1 100*	*1 200*	*1 300*	*1 260*
5 691	5 595	5 114	5 541	6 506	6 942	6 860
7 598	6 727	7 761	9 386	11 303	14 321	13 700
45 347	47 948	67 628	74 376	74 600	75 400	76 800
13 000	*14 600*	*15 400*	*15 650*	*18 100*	*18 000*	*18 500*
32 347	*33 348*	*52 228*	*58 726*	*56 500*	*57 400*	*58 300*
13 573	14 639	15 361	18 618	20 527	23 353	23 571
4 156	*4 768*	*4 497*	*4 515*	*5 804*	*5 323*	*6 033*
800	*1 000*	*1 060*	*1 030*	*1 065*	*1 020*	*1 020*
5 002	*5 144*	*5 776*	*7 829*	*7 268*	*8 740*	*8 596*
690	*670*	*619*	*1 165*	*1 447*	*1 751*	*1 189*
2 925	*3 057*	*3 409*	*4 079*	*4 943*	*6 519*	*6 733*
19 332	21 893	27 073	23 796	29 720	34 411	39 212
8 364	*10 555*	*15 819*	*12 374*	*15 388*	*19 635*	*23 802*
7 568	*7 638*	*7 354*	*7 362*	*9 432*	*9 376*	*9 910*
3 400	*3 700*	*3 900*	*4 060*	*4 900*	*5 400*	*5 500*
34 597	**141 895**	**170 544**	**185 324**	**204 589**	**215 752**	**218 672**
1 490	*944*	11 005	4 408	7 754	2 871	8 775
390	*—2 456*	*305*	*1 106*	*254*	*871*	*1 575*
1 100	*3 400*	*10 700*	*3 302*	*7 500*	*2 000*	*7 200*
36 087	**142 839**	**181 549**	**189 732**	**212 343**	**218 623**	**227 447**
—1 086	711	967	—	1 061	896	1 845
35 001	**143 550**	**182 516**	**189 732**	**213 404**	**219 519**	**229 292**

Source : Institut National de Statistique.

Répartition des investissements industriels des établissements en activité (a)

A prix courants

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1964		1965		1966		1967		1968	
	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%
Industries extractives :										
Houillères et activités connexes	887	2,0	643	1,4	331	0,6	278	0,5	278	0,5
Minières, carrières et industries connexes	689	1,6	825	1,7	753	1,3	663	1,1	766	1,2
Industries alimentaires	2 432	5,5	2 356	5,0	2 847	5,0	2 897	4,7	3 321	5,6
Industrie des boissons	1 590	3,6	1 740	3,7	1 569	2,8	1 870	3,1	2 076	3,5
Industrie du tabac	272	0,6	222	0,5	197	0,3	262	0,4	227	0,3
Industries chimiques	3 014	6,8	4 253	9,0	4 973	8,7	9 110	14,9	7 673	12,9
Industrie du caoutchouc	604	1,4	739	1,6	462	0,8	161	0,3	226	0,3
Industrie du bois	762	1,7	649	1,4	817	1,4	811	1,3	1 011	1,7
Industrie du papier	1 308	3,0	995	2,1	1 420	2,5	1 085	1,8	1 229	2,2
Impression	834	1,9	1 088	2,3	838	1,5	752	1,2	967	1,6
Industrie des cuirs et peaux	80	0,2	81	0,2	104	0,2	54	0,1	71	0,1
Industries textiles	2 544	5,7	2 472	5,2	3 124	5,5	2 634	4,3	2 962	5,3
Industries de l'habillement	639	1,4	544	1,1	561	1,0	583	0,9	502	0,8
Raffinage de pétrole	623	1,4	640	1,3	1 162	2,0	3 429	5,6	4 152	7,2
Industries des minéraux non métalliques	2 987	6,7	2 810	5,9	3 152	5,5	2 974	4,9	2 927	4,9
Industries métallurgiques :										
Sidérurgie	5 472	12,4	3 623	7,6	7 314	12,8	4 141	6,8	3 674	6,2
Métaux non ferreux	1 189	2,7	1 325	2,8	986	1,7	997	1,6	975	1,6
Industrie des fabrications métalliques	7 577	17,0	9 639	20,2	11 593	20,4	9 130	14,9	8 327	14,1
Transformation des matières plastiques	384	0,9	419	0,9	590	1,0	433	0,7	563	0,9
Industries manufacturières non visées ailleurs	370	0,8	461	1,0	378	0,7	825	1,3	839	1,4
Industrie de la construction (b)	2 151	4,9	2 348	4,9	2 878	5,1	4 420	7,2	4 253	7,2
Electricité, gaz, eau :										
Electricité (sauf autoproduction)	5 681	12,8	7 153	15,0	7 834	13,8	8 503	13,8	7 844	13,2
Gaz	1 356	3,1	1 264	2,7	1 710	3,0	4 175	6,8	2 752	4,6
Chaleur et vapeur	(c)	(c)	81	0,2	52	0,1	52	0,1	29	0,04
Eau	824	1,9	1 092	2,3	1 298	2,3	1 053	1,7	1 384	2,3
Total...	**44 269**	**100,0**	**47 462**	**100,0**	**56'943**	**100,0**	**61 292**	**100,0**	**59 028**	**100,0**

(a) Etablissements occupant 20 personnes ou plus. Les données pour 1969 ne sont pas encore disponibles.
(b) Avant 1967, établissements occupant 50 personnes ou plus.
(c) Groupé avec l'électricité.

Source : Institut national de Statistique.

Répartition par province et région linguistique des investissements industriels (a)

PROVINCE, ARRONDISSEMENT ET RÉGION LINGUISTIQUE	1964		1965		1966		1967		1968		
	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%	1964 = 100
Anvers	5 783	15,9	7 256	19,2	10 526	22,9	15 996	33,7	11 653	24,8	201,5
Brabant	6 986	19,2	7 812	20,6	7 222	15,7	7 426	15,6	8 158	17,3	116,8
Hainaut	5 894	16,2	4 753	12,6	4 748	10,3	6 578	13,8	6 342	13,5	107,6
Liège	5 764	15,8	5 389	14,2	4 550	9,9	3 646	7,7	4 323	9,2	75,0
Limbourg	3 020	8,3	3 340	8,8	3 843	8,3	2 130	4,5	1 903	4,1	63,0
Luxembourg	592	1,6	277	0,7	229	0,5	327	0,7	376	0,8	63,5
Namur	1 511	4,2	1 257	3,3	1 120	2,4	994	2,1	1 639	3,5	108,5
Flandre orientale	3 803	10,4	4 426	11,7	10 732	23,3	6 898	14,5	8 802	18,7	231,4
Flandre occidentale	3 053	8,4	3 361	8,9	3 105	6,7	3 514	7,4	3 824	8,1	125,3
Le Royaume...	**36 406**	**100,0**	**37 871**	**100,0**	**46 075**	**100,0**	**47 509**	**100,0**	**47 020**	**100,0**	**129,2**
Région flamande, non compris arr. de Hal-Vilvorde et de Bruxelles-communes périphériques	16 544	45,5	19 264	50,9	28 954	62,8	29 582	62,3	27 797	59,1	168,0
Région wallonne	14 897	40,9	12 470	32,9	11 465	24,9	12 605	26,5	13 705	29,2	92,0
Bruxelles-Capitale, communes périphériques, Hal-Vilvorde	4 965	13,6	6 137	16,2	5 656	12,3	5 322	11,2	5 518	11,7	111,1
Renseignements complémentaires concernant la province de Brabant											
Bruxelles-Capitale	3 542	9,7	4 411	11,6	4 205	9,1	4 095	8,6	4 091	8,7	115,5
Communes périphériques	146	0,4	72	0,2	84	0,2	81	0,2	125	0,2	85,6
Hal-Vilvorde	1 277	3,5	1 654	4,4	1 367	3,0	1 146	2,4	1 302	2,8	102,0
Nivelles	1 136	3,1	794	2,1	818	1,8	1 060	2,2	1 025	2,2	90,2
Louvain	885	2,5	881	2,3	748	1,6	1 044	2,2	1 615	3,4	182,5

Source : Institut National de Statistique.

(a) Etablissements en activité ayant occupé 20 personnes ou plus au cours de l'année de compte. Le groupe « Electricité, gaz et eau » n'est pas repris. Les données pour 1969 ne sont pas encore disponibles.

Investissements des établissements industriels nouveaux (a)

A prix courants

SECTEURS	1964		1965		1966		1967		1968	
	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%
Industries alimentaires .	68	2,5	106	1,3	142	2,1	84	1,2	142	4,3
Industrie du bois	48	1,8	51	0,6	76	1,1	44	0,6	66	2,0
Industrie chimique (b) ..	886	32,9	1 598	19,6	4 871	73,7	5 798	83,5	1 794	53,6
Industries du métal	1 244	46,2	5 373	65,8	857	12,9	534	7,7	636	19,0
Industrie textile et confection	144	5,3	292	3,6	230	3,5	134	1,9	252	7,5
Autres industries	304	11,3	741	9,1	445	6,7	352	5,1	454	13,6
Total...	**2 694**	**100,0**	**8 161**	**100,0**	**6 621**	**100,0**	**6 946**	**100,0**	**3 344**	**100,0**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Certain établissements, dont on ne savait pas qu'ils avaient déjà entamé leur programme d'investissement, n'ont pas été interrogés lors de l'élaboration de la statistique de l'année en cause. Leurs investissements se sont élevés à 235 millions en 1964, 514 en 1965, 175 en 1966 et 252 en 1967. Les données pour 1969 ne sont pas encore disponibles.

(b) Y compris le caoutchouc, le papier et la transformation des matières plastiques et, en plus : pour 1964, la fabrication de fils et de fibres artificiels synthétiques; pour 1966 et 1967 le raffinage du pétrole.

Société Nationale d'Investissement

Répartition sectorielle des décisions d'intervention exécutées de 1963 à fin juin 1968 (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ (b)	Montants	
	en millions de francs	en %
Agriculture, Sylviculture, pêche	12,8	0,62
Alimentation	152,1	7,33
Textile	272,3	13,12
Industrie de la fibre de verre	25,5	1,23
Bois, liège et plastique	39,7	1,91
Papier et imprimerie	220,7	10,64
Cuir	16,0	0,77
Industrie métallique de base	147,2	7,09
Fabrications métalliques	403,2	19,43
Industrie des produits minéraux (autres que des dérivés du pétrole et du charbon)	18,9	0,91
Industrie des dérivés du pétrole et du charbon	18,3	0,88
Construction	44,5	2,14
Electricité, gaz, eau et vapeur	382,6	18,44
Services	296,2	14,28
Divers (c)	25,0	1,21
Total (d)	**2 075,0**	**100,00**

Source : Société Nationale d'Investissement.

(a) Les données ne sont pas encore disponibles au-delà de cette date.
(b) D'après le classement de l'Institut national de Statistique.
(c) Cette rubrique concerne des sociétés ayant des activités relevant de plusieurs rubriques.
(d) Somme initialement souscrite ou libérée indépendamment des fluctuations de valeur, des amortissements ou de la cession ultérieure de participations ou d'obligations convertibles.

Répartition des investissements industriels par région linguistique et par branche d'activité en 1968 (a)

(en pour-cent)

BRANCHE D'ACTIVITE	Région flamande	Région wallonne	Bruxelles-capitale, communes périphériques, arrondissement Hal-Vilvorde	Le Royaume
Industries extractives	14,7	84,9	0,4	100,0
Industries alimentaires, boissons, tabac	64,2	21,9	13,9	100,0
Industries chimiques	71,9	22,2	5,9	100,0
Industrie du caoutchouc	38,6	22,7	38,7	100,0
Industries du bois et du liège	80,7	11,0	8,3	100,0
Industrie du papier et du carton	53,1	33,5	13,4	100,0
Industrie de l'impression	33,7	20,6	45,7	100,0
Industrie des cuirs et peaux	42,5	35,8	21,7	100,0
Industrie textile	74,8	23,1	2,1	100,0
Industrie de l'habillement	79,3	7,2	13,5	100,0
Industrie du raffinage du pétrole	100,0	—	—	100,0
Industrie des minéraux non métalliques	41,7	52,2	6,1	100,0
Industries métallurgiques	47,4	42,8	9,8	100,0
Ind. de la transform. des matières plastiques	70,1	20,5	9,4	100,0
Industries manufacturières n.v.a.	43,0	29,8	27,2	100,0
Industrie de la construction	40,5	21,3	38,2	100,0
Tous les secteurs	**59,1**	**29,2**	**11,7**	**100,0**

(a) Les données relatives à 1969 ne sont pas encore disponibles. Source : Institut National de Statistique.

Répartition par branche d'activité des investissements réalisés dans chaque région linguistique en 1968 (a)

(en pour-cent)

BRANCHE D'ACTIVITE	Région flamande	Région wallonne	Bruxelles-capitale, communes périphériques, arrondissement Hal-Vilvorde	Le Royaume
Industries extractives	0,6	6,5	0,1	2,2
Industries alimentaires, boissons, tabac	13,0	9,0	14,2	12,0
Industries chimiques	19,9	12,4	8,2	16,3
Industrie du caoutchouc	0,3	0,4	1,6	0,5
Industries du bois et du liège	2,9	0,8	1,5	2,2
Industrie du papier et du carton	2,3	3,0	3,0	2,6
Industrie de l'impression	1,2	1,4	8,0	2,1
Industrie des cuirs et peaux	0,1	0,2	0,3	0,2
Industrie textile	8,0	5,0	1,1	6,3
Industrie de l'habillement	1,4	0,3	1,2	1,1
Industrie du raffinage du pétrole	14,9	—	—	8,8
Industrie des minéraux non métalliques	4,4	11,2	3,2	6,2
Industries métallurgiques	22,1	40,6	23,1	27,5
Ind. de la transform. des matières plastiques	1,4	0,8	1,0	1,2
Industries manufacturières n.v.a.	1,3	1,8	4,1	1,8
Industrie de la construction	6,2	6,6	29,4	9,0
	100,0	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Les données relatives à 1969 ne sont pas encore disponibles. Source : Institut National de Statistique.

Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficiés des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959 et du 14 juillet 1966

(en millions de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1963	1964	1965	1966	1967	1968 (a)	1969	Total (b)
Mines et carrières	24	—	—	288	136	88	351	2 091
Energie	—	—	—	—	—	—	342	635
Métallurgie	1 839	17 753	1 914	2 206	606	4 896	14 266	73 169
Sidérurgie	*1 441*	*17 216*	*1 902*	*2 055*	*283*	*4 711*	*12 623*	*67 881*
Métaux non ferreux	*398*	*537*	*12*	*151*	*324*	*185*	*1 643*	*5 288*
Fabrications métalliques	7 830	1 426	11 362	5 463	7 218	5 297	8 655	57 913
Industries chimiques	1 424	4 747	2 191	5 840	16 322	15 716	18 046	77 612
Chimie proprement dite	*717*	*3 844*	*1 853*	*4 489*	*11 967*	*7 670*	*16 035*	*52 733*
Pétrole	—	*341*	—	*1 093*	*1 877*	*5 755*	*13*	*11 351*
Caoutchouc	*252*	*557*	*28*	—	*50*	*649*	*658*	*3 616*
Papier et impression	*454*	*5*	*309*	*258*	*2 428*	*1 641*	*1 340*	*9 912*
Industries du textile et de la confection	912	1 477	1 257	1 210	1 581	3 619	3 431	16 869
Industrie alimentaire	317	31	43	456	1 234	2 173	1 712	10 096
Industrie du bois	318	99	20	220	465	997	1 293	4 196
Matériaux de construction, etc.	1 429	125	1 097	744	2 313	4 482	3 887	16 340
Matériaux, verre	*1 429*	*125*	*1 097*	*683*	*2 076*	*3 769*	*3 150*	*14 291*
Industrie de la construction	—	—	—	*61*	*237*	*713*	*738*	*2 049*
Divers	455	24	205	406	1 164	2 273	2 268	8 126
dont :								
équipement des terrains par les pouvoirs publics	*44*	*24*	*143*	*96*	*574*	*1 263*	*1 511*	*3 894*
Total ...	**14 548**	**25 681**	**18 089**	**16 833**	**31 041**	**39 541**	**54 250**	**267 046**

(a) Données revisées.
(b) A partir de 1959.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition régionale des investissements ayant bénéficiés des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959 et du 14 juillet 1966

(en millions de francs)

PROVINCE, ARRONDISSEMENT ET RÉGION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969		Total (a)	
							Données absolues	%	Données absolues	%
Anvers	3 171	2 208	5 167	3 390	10 872	6 384	17 064	31,5	59 623	22,3
Flandre occidentale	240	1 031	533	884	947	3 107	4 426	8,2	16 018	6,0
Flandre orientale	1 466	18 340	1 419	2 528	1 976	10 946	6 526	12,0	48 227	18,1
Limbourg	4 095	1 291	4 169	4 844	3 556	1 272	2 664	4,9	24 712	9,3
Louvain (arrond.)	80	41	57	81	65	854	598	1,1	3 061	1,1
Hal-Vilvorde	571	55	31	606	359	343	276	0,5	3 168	1,2
Bruxelles (communes périphér.)	—	—	—	—	—	176	47	0,1	312	0,1
Région flamande	*9 623*	*22 966*	*11 376*	*12 334*	*17 775*	*23 083*	*31 599*	*58,3*	*155 121*	*58,1*
Hainaut	2 628	886	2 979	1 135	9 027	8 630	9 784	18,0	46 968	17,6
Liège	553	1 512	3 200	2 600	1 867	4 108	8 379	15,4	42 530	15,9
Luxembourg	37	—	50	62	188	482	101	0,2	2 615	1,0
Namur	805	74	72	186	1 340	1 909	1 389	2,6	6 735	2,5
Nivelles (arrond.)	365	244	338	431	568	1 073	2 769	5,1	8 264	3,1
Région wallonne	*4 389*	*2 715*	*6 638*	*4 413*	*12 989*	*16 201*	*22 422*	*41,3*	*107 112*	*40,1*
Bruxelles-Capitale	*536*	—	*75*	*86*	*277*	*256*	*229*	*0,4*	*4 813*	*1,8*
Le Royaume...	**14 548**	**25 681**	**18 089**	**16 833**	**31 041**	**39 541**	**54 250**	**100,0**	**267 046**	**100,0**

(a) A partir de 1959.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus

(en millions de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1965	1966	1967	1968	1969		Total de 1959 à 1969	
					Données absolues	%	Données absolues	%
Industrie métallique	10 479	1 356	974	2 211	6 696	20,2	33 867	29,9
Industries chimiques, pétrole et papier	5 813	3 038	10 047	5 121	17 342	52,2	56 409	49,7
Industrie textile	917	234	37	876	6 762	20,3	10 013	8,8
Autres industries	548	1 114	1 885	1 695	2 415	7,3	13 140	11,6
Total...	**17 757**	**5 742**	**12 943**	**9 903**	**33 215**	**100,0**	**113 429**	**100,0**
dont :								
industrie	*17 074*	*4 789*	*11 182*	*8 096*	*31 232*	*94,0*	*103 885*	*91,6*
commerce	*269*	*374*	*284*	*699*	*501*	*1,5*	*9 544*	*8,4*
services	*414*	*579*	*1 477*	*1 108*	*1 482*	*4,5*		

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance

(en millions de francs)

PAYS	1965	1966	1967	1968	1969		Total de 1959 à 1969	
					Données absolues	%	Données absolues	%
Républ. fédér. d'Allemagne	187	38	120	2 754	5 380	16,2	14 373	12,7
Etats-Unis	15 789	2 496	10 347	2 976	11 087	33,4	63 190	55,7
France	108	117	888	2 029	1 009	3,0	5 297	4,7
Royaume-Uni	128	288	129	488	5 101	15,4	8 788	7,7
Pays-Bas	1 118	1 641	376	363	2 556	7,7	7 324	6,5
Italie	4	5	174	13	26	0,1	247	0,2
Suède	30	3	3	43	134	0,4	945	0,8
Suisse	123	61	52	141	3 649	11,0	4 200	3,7
Autres pays	270	1 093	854	1 096	4 273	12,8	9 065	8,0
Total...	**17 757**	**5 742**	**12 943**	**9 903**	**33 215**	**100,0**	**113 429**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition des investissements étrangers prévus par province

(en millions de francs)

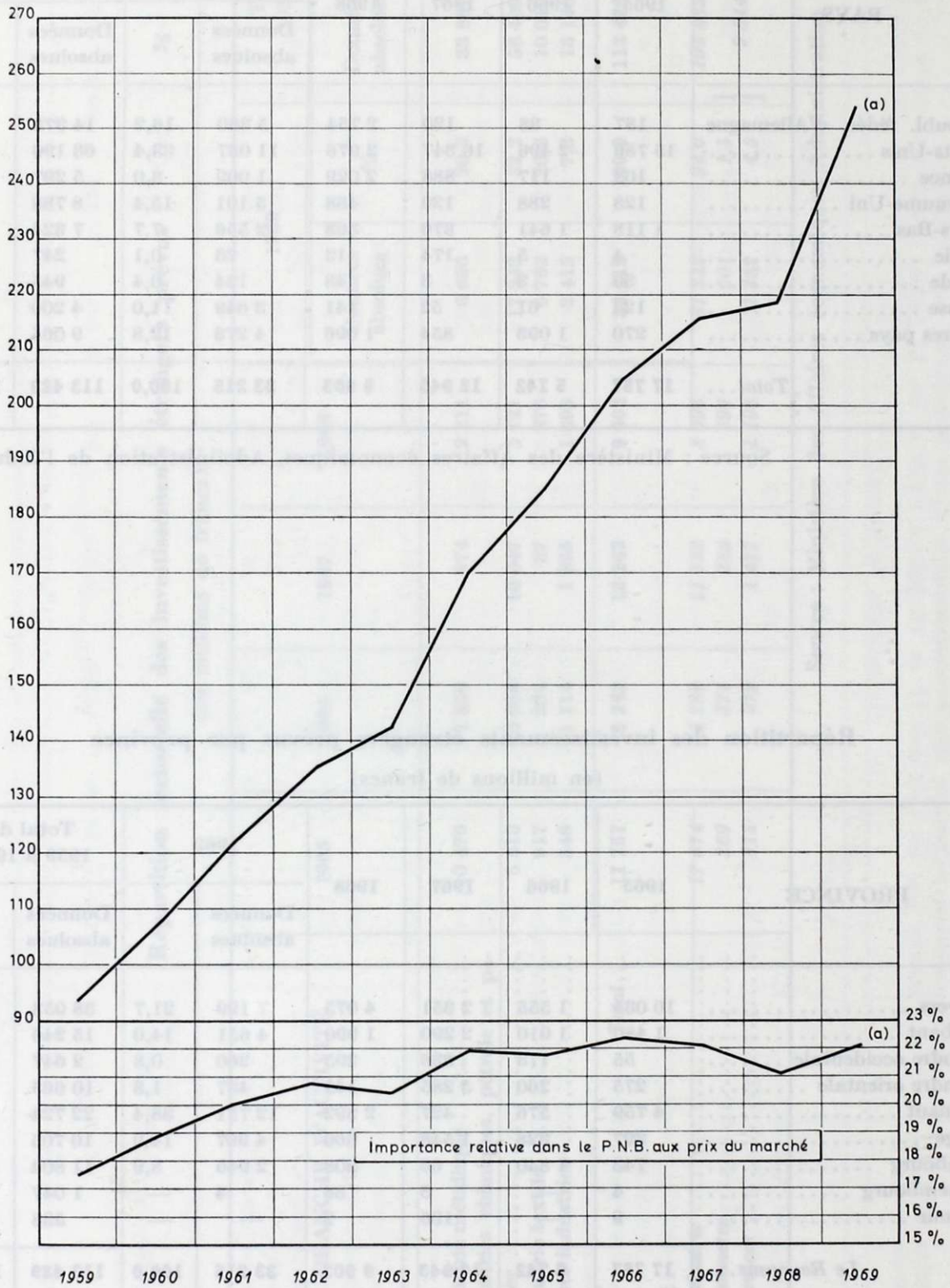
PROVINCE	1965	1966	1967	1968	1969		Total de 1959 à 1969	
					Données absolues	%	Données absolues	%
Anvers	10 035	1 555	2 351	4 075	7 199	21,7	38 053	33,6
Brabant	1 480	1 010	2 290	1 990	4 651	14,0	15 246	13,4
Flandre occidentale	55	173	836	395	260	0,8	2 647	2,3
Flandre orientale	275	260	5 285	145	437	1,3	10 665	9,4
Hainaut	4 759	576	427	2 392	12 751	38,4	22 724	20,0
Liège	397	328	1 548	660	4 967	14,9	10 705	9,5
Limbourg	743	1 840	66	208	2 946	8,9	11 804	10,4
Luxembourg	4	—	5	36	4	—	1 047	0,9
Namur	9	—	135	2	—	—	538	0,5
Le Royaume...	**17 757**	**5 742**	**12 943**	**9 903**	**33 215**	**100,0**	**113 429**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Formation intérieure brute de capital

Défense nationale et variations de stocks exclues

(en milliards de francs - à prix courants)



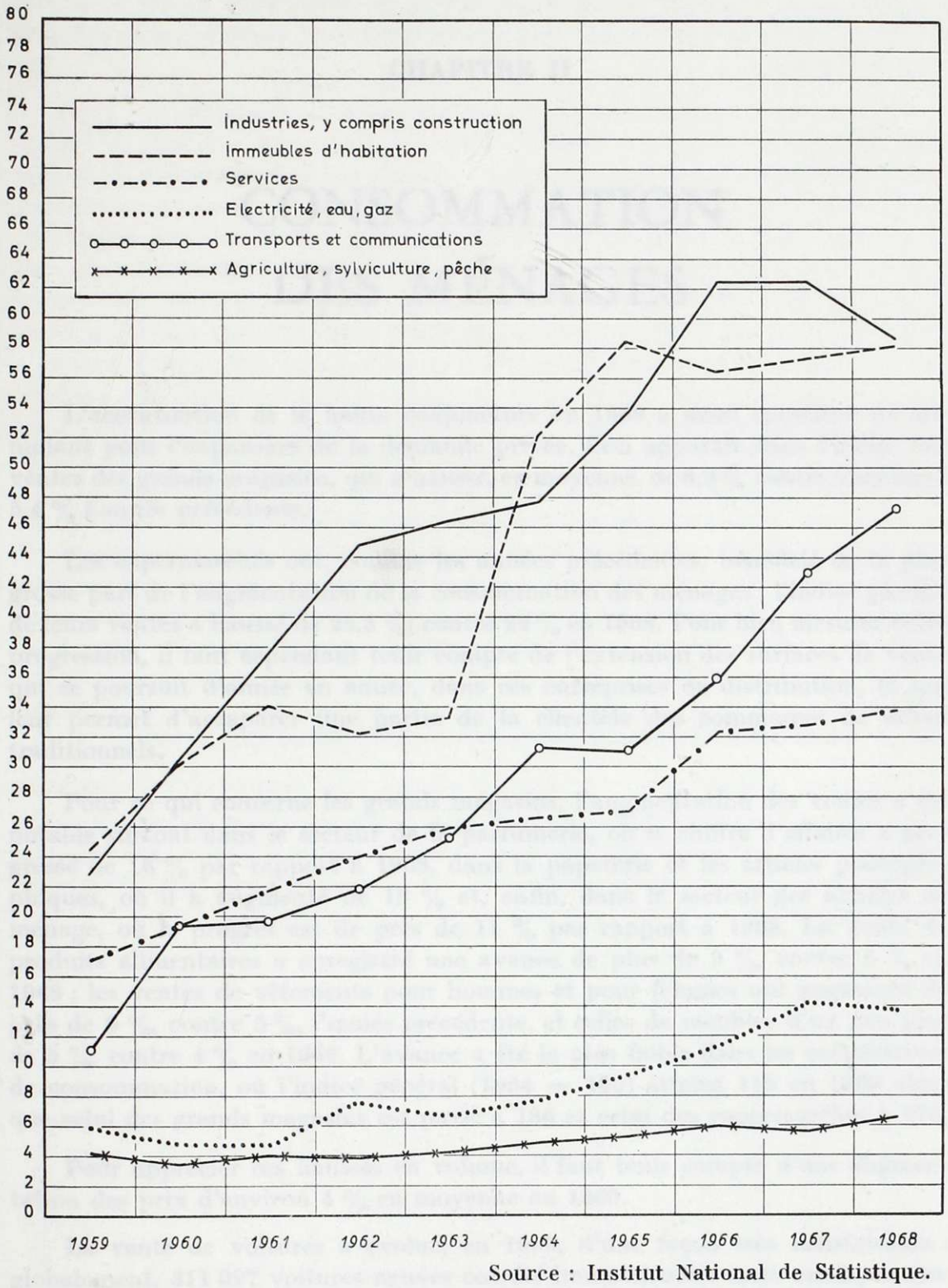
Source : Institut National de Statistique.

(a) Estimation pour 1969.

Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique (a)

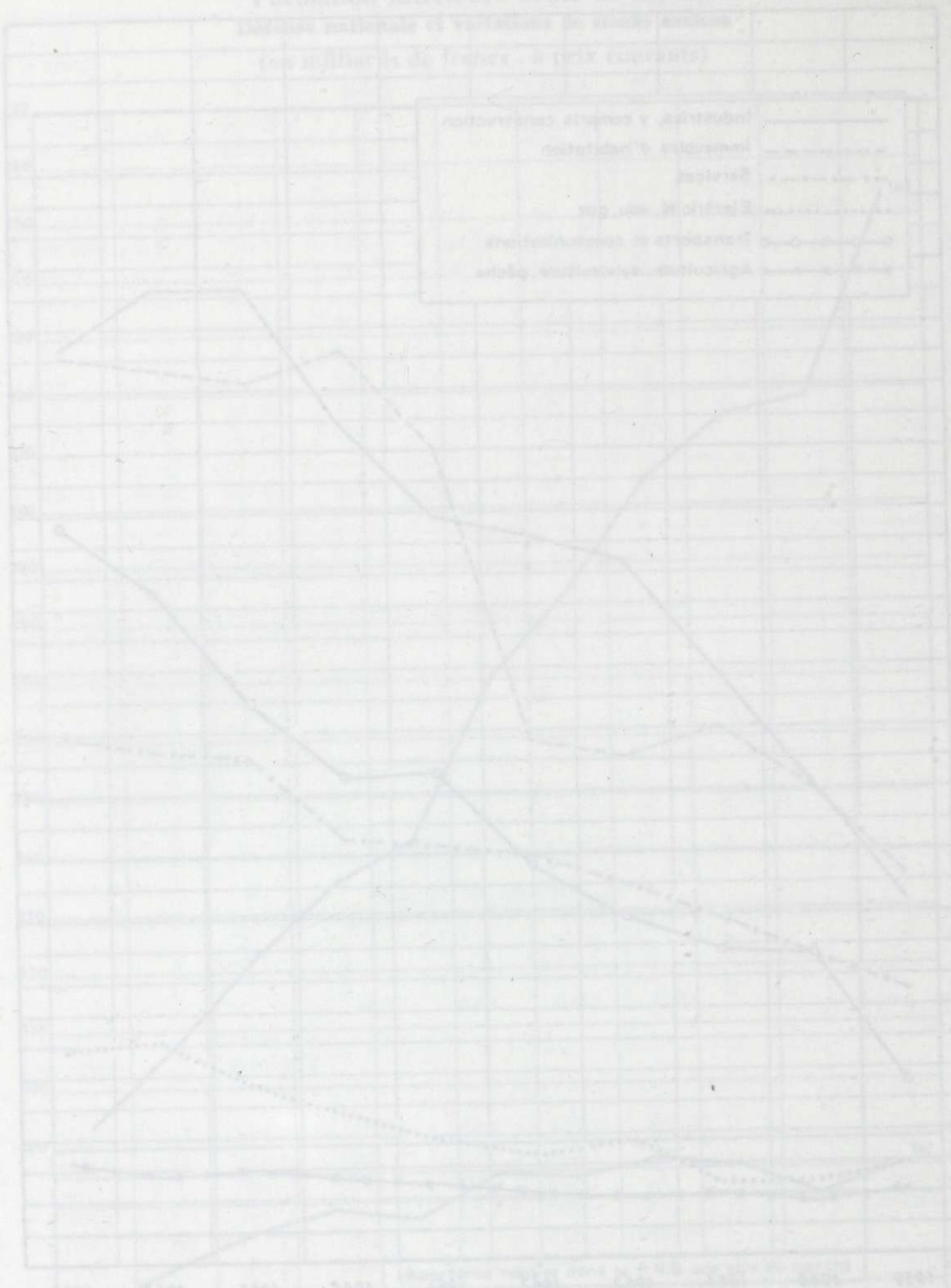
Défense nationale et variations de stocks exclues

(en milliards de francs - à prix courants)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Toutes les formes d'industrie ont été regroupées y compris celle de la construction, mais à l'exclusion de l'électricité, du gaz et de l'eau.
Les immeubles d'habitation sont considérés à part.
Les services regroupent la rubrique « Commerce, banques et assurances », ainsi que celles de l'« Enseignement » et des « Professions médicales et autres services aux ménages et aux entreprises ».
La rubrique « Service-Pouvoirs publics » intéressant en majeure partie les transports et communications, a été englobée dans ceux-ci.



CHAPITRE II

CONSOMMATION DES MÉNAGES

L'accentuation de la haute conjoncture en 1969 a aussi constitué un stimulant pour l'expansion de la demande privée. Ceci apparaît dans l'indice des ventes des grands magasins, qui a haussé, en moyenne, de 8,9 % contre seulement 5,4 % l'année précédente.

Les supermarchés ont, comme les années précédentes, bénéficié de la plus grosse part de l'augmentation de la consommation des ménages : l'indice général de leurs ventes a haussé de 25,5 %, contre 22 % en 1968. Pour bien mesurer cette progression, il faut cependant tenir compte de l'extension des surfaces de vente qui se poursuit d'année en année, dans ces entreprises de distribution, et qui leur permet d'accaparer une partie de la clientèle des commerces de détail traditionnels.

Pour ce qui concerne les grands magasins, l'augmentation des ventes a été notable surtout dans le secteur de la parfumerie, où le chiffre d'affaires a progressé de 16 % par rapport à 1968, dans la papeterie et les articles photographiques, où il a augmenté de 13 % et, enfin, dans le secteur des articles de ménage, où le progrès est de près de 11 % par rapport à 1968. La vente de produits alimentaires a enregistré une avance de plus de 9 %, contre 5 % en 1968 ; les ventes de vêtements pour hommes et pour femmes ont augmenté de près de 9 %, contre 5 %, l'année précédente, et celles de meubles d'un peu plus de 5 %, contre 4 % en 1968. L'avance a été la plus faible dans les coopératives de consommation, où l'indice général (1964 = 100) atteint 119 en 1969 alors que celui des grands magasins est passé à 136 et celui des supermarchés à 276.

Pour apprécier ces hausses en volume, il faut tenir compte d'une augmentation des prix d'environ 4 % en moyenne en 1969.

La vente de voitures a évolué, en 1969, d'une façon très satisfaisante : globalement, 311 097 voitures neuves ont été immatriculées cette année, contre 269 962 l'année précédente. L'augmentation atteint ainsi 15,2 % en 1969, contre 13,2 % en 1968 et 3 % en 1967.

La statistique des abattages dans les abattoirs publics et privés, corrigée du solde des importations et des exportations de viande permet de déterminer

approximativement la consommation intérieure globale de viande. Pour 1969, cette dernière est évaluée à 585 000 t, contre 567 000 t, l'année précédente ; l'augmentation n'atteint toutefois que 3,2 % en 1969, alors qu'elle avait été 5,7 % en 1968 ; la forte hausse des prix en 1969 peut partiellement expliquer cette évolution.

Les ventes à tempérament et les prêts personnels n'ont plus enregistré, en 1969, la même expansion que l'année précédente, d'une part, par suite de l'application de nouvelles mesures de restriction, entrées en vigueur à partir du 18 juin (raccourcissement des délais de paiement et relèvement de l'acompte minimum), et d'autre part, à cause de la pénurie apparue sur le marché monétaire, déjà en 1968 mais plus aiguë en 1969. Le montant total des crédits accordés en matière de ventes à tempérament s'est élevé à 19,7 milliards, soit encore 12 % de plus qu'en 1968 ; par contre, le nombre des contrats conclus a fléchi de 7 % au cours de la même période. Pour les prêts personnels, cette évolution a encore été plus marquée : alors qu'au premier semestre, le nombre des contrats conclus a encore augmenté de 8,5 %, par rapport à l'année précédente, et le total des crédits accordés de près de 23 %, ils ont fléchi au cours du second semestre respectivement de 14 % et de 3 %. Pour les ventes à tempérament aussi bien que pour les prêts personnels, on constate une nette tendance à l'augmentation du montant accordé par contrat. Celui-ci est passé, pour la première catégorie, de 10 259 F, en 1968, à 12 400 F, l'année suivante. En ce qui concerne les prêts personnels, le tableau, où les contrats sont répartis en quatre groupes, selon l'importance de la somme empruntée, révèle que les emprunts de 5 000 F ou moins ont diminué de 40 %, ceux de 5 001 à 10 000 F de 28 %, et ceux de 10 001 à 35 000 F de 18 % seulement ; par contre, le nombre des contrats du dernier groupe (de 35 001 à 150 000) a augmenté de 4,5 % par rapport à 1968.

On peut espérer que cette analyse pourra être complétée l'an prochain par le commentaire de l'indice des ventes des entreprises de commerce de détail qui ne tombent pas sous l'application de l'arrêté royal du 4 février 1965 (enquête sur les ventes dans les grands magasins, supermarchés, etc.), actuellement en voie d'élaboration.

*
* *

Ventes à la consommation (a)

Indices par secteur et par catégorie d'articles

(moyenne mensuelle 1964 = 100)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969
Grands magasins :			
Indice général	**118**	**125**	**136**
Alimentation	*123*	*129*	*141*
périssable	123	128	140
non périssable	121	128	140
restaurant	135	137	146
Textile et articles d'habillement	*110*	*115*	*125*
aunages	85	70	61
dessus hommes et garçonnets	131	146	174
dessus femmes, jeunes filles, fillettes	120	127	153
bonneterie, lingerie, chemiserie, chapellerie	110	115	121
mercerie, rubans, patrons	111	110	109
chaussures, pantoufles	105	110	122
articles divers de parure	100	102	109
Ameublement	*109*	*113*	*119*
textiles	107	112	117
meubles, lustrerie, ornementation	111	113	120
Ménage	*120*	*130*	*144*
articles de ménage	124	127	131
appareils ménagers et électroménagers	118	132	154
Tabacs, articles pour fumeurs	*147*	*160*	*202*
Librairie, papeterie, photographie, etc.	*128*	*137*	*155*
librairie	133	149	170
papeterie	121	125	141
articles de photographie et de cinématographie	177	200	234
Parfumerie, toilette	*130*	*142*	*164*
Jeux, jouets, sports, voyages	*124*	*140*	*134*
Ventes en libre service :			
Indice général	**178**	**216**	**276**
Ventes en supermarchés	*171*	*207*	*262*
alimentation périssable	171	210	265
alimentation non périssable et produits divers	171	204	260
Autres ventes en libre service des grandes entreprises de distribution	*197*	*258*	*341*
Coopératives de consommation :			
Indice général	**115**	**118**	**119**
Boulangerie	*108*	*110*	*108*
Alimentation (sauf boulangerie)	*115*	*115*	*115*
Habillement	*101*	*102*	*100*
Ameublement	*94*	*102*	*103*
Articles de ménage	*133*	*145*	*145*
Tabacs	*125*	*127*	*123*
Librairie-papeterie	*65*	*68*	*67*
Parfumerie, articles de luxe	*124*	*125*	*117*
Restaurant, tea-room	*110*	*112*	*108*
Divers	*137*	*154*	*167*
Entreprises à succursales :			
Alimentation générale	*156*	*194*	*247*
Produits non alimentaires	*128*	*160*	*185*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Calculées sur base des données établies par certaines entreprises de commerce de détail (voir : Arrêté royal du 4 février 1965, *Moniteur belge* du 3 mars 1965).

Ventes à la consommation en 1969

(moyenne mensuelle 1964 = 100)

MOIS	Grands magasins	Coopératives	Entreprises à succursales (alimentation)
Janvier	121	120	213
Février	108	110	208
Mars	129	121	236
Avril	130	119	237
Mai	142	125	252
Juin	130	115	230
Juillet	132	110	234
Août	128	112	248
Septembre	126	113	242
Octobre	141	121	269
Novembre	151	115	256
Décembre	192	145	335

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à la consommation en 1969

Produits alimentaires (a)

(mois correspondant de 1968 = 100)

MOIS	Indices mensuels des ventes à la consommation			Indices des prix de détail en alimentation	Indices mensuels corrigés par l'indice des prix de détail		
	Grands magasins (b)	Coopératives	Entreprises à succursales		Grands magasins	Coopératives	Entreprises à succursales
Janvier	111	100	124	106	105	94	117
Février	106	99	120	107	99	93	112
Mars	107	98	122	108	99	91	113
Avril	111	102	129	108	103	94	119
Mai	113	101	130	109	104	93	119
Juin	109	100	124	109	100	92	114
Juillet	108	100	128	110	98	91	116
Août	107	95	124	110	97	86	113
Septembre	114	103	133	110	104	94	121
Octobre	111	106	133	111	100	95	120
Novembre	103	94	124	111	93	85	112
Décembre	105	101	134	111	95	91	121

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Non compris la boulangerie.
(b) Y compris leurs restaurants.

Ventes à tempérament

Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises

NATURE DES MARCHANDISES	Nombre de contrats			Crédits accordés					
				En millions de francs			%		
	1967	1968	1969	1967	1968	1969	1967	1968	1969
Camions et camionnettes, autobus, matériel de transport lourd	10 618	9 989	10 488	1 424	1 301	1 643	9,3	7,4	8,3
Matériel agricole et tracteurs agricoles.	3 894	4 167	4 493	371	417	522	2,4	2,4	2,6
Autos pour le transport de personnes, excepté autobus	139 043	157 997	170 289	6 714	8 112	9 256	43,9	46,1	47,0
Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	15 715	19 057	18 914	108	149	143	0,7	0,9	0,7
Textiles, fourrures, vêtements	587 638	639 810	526 177	659	790	706	4,3	4,5	3,6
Livres	51 186	76 084	91 507	163	249	249	1,1	1,4	1,3
Equipement professionnel autre que les articles repris aux rubriques antérieures (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	15 082	16 803	16 286	1 531	1 626	2 035	10,0	9,2	10,3
Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	720 904	784 146	744 193	4 240	4 876	5 065	27,8	27,7	25,7
Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)	9 200	9 448	6 839	68	69	87	0,5	0,4	0,5
Total ...	**1 553 280**	**1 717 501**	**1 589 186**	**15 278**	**17 589**	**19 707**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament

Crédits annuels accordés

SYSTÈME DE FINANCEMENT	1968 (a)			1969		
	Nombre	Montant		Nombre	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Financement direct par les vendeurs	1 148 266	8 069	46	1 013 944	8 361	42
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	96 975	4 497	26	103 528	5 496	28
— d'organismes de financement ou de particuliers	469 260	5 023	28	471 714	5 850	30
Total ...	**1 714 501**	**17 589**	**100**	**1 589 186**	**19 707**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Données corrigées.

Ventes à tempérament

Retards de paiement de trois termes échus et plus

SYSTÈME DE FINANCEMENT	Nombre de contrats en cours au 30 juin		Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du 2e semestre			
			1968		1969	
	1968	1969	Nombre	%	Nombre	%
Financement direct par les vendeurs	1 022 808	1 004 005	30 869	64	32 990	64
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	141 947	169 638	1 578	3	1 920	4
— d'organismes de financement ou de particuliers	490 575	535 942	16 143	33	16 356	32
Total ...	**1 655 330**	**1 709 585**	**48 590**	**100**	**51 266**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

Prêts personnels

Crédits accordés par semestre

SYSTÈME DE FINANCEMENT	2e semestre 1968			1er semestre 1969			2e semestre 1969		
	Nombre de contrats	Montant		Nombre de contrats	Montant		Nombre de contrats	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Banques	43 355	1 501	42	44 878	1 681	43	35 997	1 454	42
Organismes de financements et particuliers ...	74 072	2 043	58	74 636	2 254	57	64 949	1 975	58
Total ...	**117 427**	**3 544**	**100**	**119 515**	**3 935**	**100**	**100 946**	**3 429**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

Prêts personnels financés par les banques, organismes de financement et particuliers

Répartition d'après le nombre de contrats et la valeur pendant le deuxième semestre

TERME	Nombre de contrats							
	jusque 5 000 F		de 5 001 à 10 000 F		de 10 001 à 35 000 F		de 35 001 à 150 000 F	
	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969
jusqu'à 6 mois	617	436	722	552	1 217	1 043	530	614
de 7 à 12 mois	2 002	1 144	7 125	9 178	10 757	10 302	3 281	4 680
de 13 à 24 mois	443	219	6 187	418	57 291	45 358	8 569	9 322
25 mois et plus	28	40	47	60	597	409	18 014	17 171
Total ...	**3 090**	**1 839**	**14 081**	**10 208**	**69 862**	**5 7112**	**30 394**	**31 787**

Source : Institut National de Statistique.

SIXIEME PARTIE

RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES

CHAPITRE PREMIER

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

SECTION I. – POLITIQUE COMMERCIALE

La part toujours et nécessairement croissante des exportations dans le produit national brut, a fait de la politique commerciale extérieure, le moteur de la vie économique. Le Comité permanent pour la promotion des exportations a été créé dans cette perspective et chargé de l'élaboration d'une politique d'exportation efficace et mieux coordonnée. Au cours de l'année écoulée, ce comité s'est occupé en priorité de l'établissement d'un système de garantie des investissements belges à l'étranger ; un projet de loi est en préparation. Il a aussi examiné les possibilités et les défauts du système de financement et de l'assurance-crédit actuel. Le Comité a aussi créé une Sous-Commission chargée de l'élaboration de programmes de publicité pour les produits belges à l'étranger.

Outre la promotion générale des exportations, la politique commerciale extérieure a été axée surtout, l'année dernière, sur une diversification accrue des marchés. Le financement des exportations, et la couverture des frais y afférents, ont spécialement l'attention les restrictions de crédit instaurées par la Banque Nationale en vue de lutter contre la surchauffe, ont gêné les opérations d'exportation à moyen terme.

En outre, certaines difficultés sont apparues dans l'exportation vers certains pays industrialisés. Ceci a été le cas notamment pour les ventes de tapis et de verre à vitre aux Etats-Unis. La menace sur le verre à vitre a toutefois pu être écartée, tandis qu'au cours de l'année écoulée « l'Escape clause » (1) a pu être abrogée pour un nombre très limité de tapis. En Grande-Bretagne, « l'import-deposit » a été prorogé d'un an, mais le montant du dépôt obligatoire a été ramené de 50 à 40 %. En Espagne, un « import-deposit » de 20 % a été instauré pour faire face aux difficultés de la balance des paiements.

(1) Clause échappatoire soumettant les produits importés à un régime spécial.

Dans les pays à commerce d'Etat qui forment un marché très important pour les biens d'équipement, l'U.E.B.L. est peu représentée. Aussi, au cours de l'année écoulée, les efforts ont été poursuivis en vue de stimuler le commerce avec ces pays. Au cours du premier semestre de 1969 et en exécution des accords économiques existants, les commissions mixtes se sont réunies pour la Roumanie (en février), la Bulgarie (en mars), la Pologne (en avril), la Hongrie (en mai) et la Tchécoslovaquie (en juin), en vue de l'extension des accords pendant leur dernière année d'application. Sauf pour la Polonge, toutes ces réunions ont été menées à bonne fin. D'autres commissions mixtes se sont réunies en vue d'atteindre les objectifs figurant aux accords avec la Roumanie (en juin), la Bulgarie (en juillet) et la Hongrie (en novembre).

D'autre part, une convention a été signée avec l'Union soviétique, le 26 juillet 1969. Elle prévoit une collaboration non seulement technique et économique mais aussi scientifique, plus particulièrement dans le domaine de la recherche scientifique fondamentale et appliquée.

Parmi les pays de l'Europe orientale, seule l'Albanie n'avait pas, en 1969, d'accord avec l'U.E.B.L.

A la suite de consultations dans le cadre du Benelux et de la C.E.E., dans l'attente d'une politique commerciale commune de la C.E.E. et compte tenu des obligations découlant du Traité de Rome, il a été décidé de conclure de nouveaux accords à moyen terme (1970-1974) avec la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et la Tchécoslovaquie et de négocier avec l'U.R.S.S. un accord de commerce et de paiement à moyen terme. On s'est efforcé de cette manière d'assurer la continuité et l'extension des relations commerciales.

De plus, en vue d'accroître les possibilités d'importation et d'exportation dans les secteurs encore contingentés, deux accords ont été signés par le Benelux avec la Roumanie et la Bulgarie.

Comme par le passé, la Belgique a eu, en 1969, une attitude positive à l'égard des pays qui désirent s'affilier au G.A.T.T. Cela a été le cas notamment pour la Roumanie.

En dépit de tous les efforts pour améliorer les relations avec les pays de l'Europe orientale un certain nombre de problèmes subsistent :

— la balance commerciale avec l'Allemagne orientale demeure déficitaire. La cause principale réside, entre autres, dans le fait qu'il n'a pas été conclu d'accord pour l'exportation vers ce pays de biens d'équipement ;

— des difficultés subsistent dans les relations commerciales avec la Pologne et l'U.R.S.S.

Pour les relations commerciales et principalement l'exportation vers les pays en voie de développement, les problèmes diffèrent d'un continent à l'autre.

a) Asie, Moyen Orient et Afrique du Nord.
La principale difficulté réside dans la concurrence que se font les principaux pays intéressés soit en matière d'aide financière accordée par les pays occidentaux, soit en matière d'accords de troc avec les pays à commerce d'Etat. Un accord industriel, économique et technologique a été conclu avec l'Algérie et l'Iran.

b) L'association des Etats africains et malgache et des pays et territoires d'outre-mer.
Les relations avec ces pays sont réglées par les accords d'association de Yaounde et d'Arusha, qui ont été prorogés pour une période de 5 ans, respectivement les 29 juillet et 24 septembre 1969.

c) Amérique latine.
Les relations commerciales avec ces pays se sont un peu améliorées au cours de l'année passée. Cependant, leur structure économique, associée à une assez grande misère de la population demeure un frein à l'expansion économique.

SECTION II. – ÉVOLUTION GÉNÉRALE DU COMMERCE SPÉCIAL

L'évolution très favorable de la conjoncture économique dans les pays du marché commun a fort influencé le commerce de l'U.E.B.L. Sans doute, dans certaines pays membres, l'évolution défavorable des prix et le déséquilibre des échanges extérieurs, ont contraint les gouvernements à prendre certaines mesures exceptionnelles ; c'est néanmoins la demande en provenance des pays partenaires qui a porté à un niveau record, le volume des opérations commerciales de l'U.E.B.L. avec l'étranger. Pour la première fois, la valeur des exportations a été de 503 millions de francs, soit 23,3 % de plus que l'année précédente. Les importations, avec 499,4 millions de francs, ont augmenté de 19,9 %. La comparaison de ces taux de croissance avec ceux des autres pays industrialisés, montre que l'U.E.B.L. occupe la deuxième place avec le Japon, après la France, en ce qui concerne l'expansion des relations commerciales avec l'étranger.

§ 1. — EXPORTATIONS

1. — *Répartition géographique.*

La répartition géographique des exportations belges accuse une double évolution. D'une part, il y a l'augmentation plus rapide des relations commerciales entre les pays industrialisés, ce qui a porté à 96 %, en 1969, leur part dans le total des exportations de l'U.E.B.L. D'autre part, comme il a déjà été indiqué, en dépit de certaines difficultés dans quelques pays membres, les exportations vers les partenaires de la Belgique au sein du Marché commun ont fait d'importants progrès ; la part de ce groupe de pays est passée de 64,3 %, en 1968, à 67,9 %, en 1969. On note, par ailleurs, un nouveau recul de la part des pays de

l'A.E.L.E. et de l'Europe de l'Est, ainsi que des Etats-Unis. Il en est de même pour le Canada, les pays de l'Amérique latine, et les pays sous-développés d'Afrique et d'Asie.

Parmi les pays industrialisés, l'augmentation relative la plus forte a été enregistrée pour le groupe « Reste de l'Europe » (49 %) suivi par la C.E.E. (29,4 %), et l'A.E.L.E. (23,4 %). Les exportations vers les pays à commerce d'Etat ont connu une légère amélioration (+ 1,5 %), après le fléchissement de l'année précédente.

Enfin, un ralentissement est apparu vers l'Afrique et même un léger recul vers l'Amérique, alors que les exportations vers le continent asiatique ont progressé.

Parmi les pays de la C.E.E., c'est vers l'Italie que les exportations belgo-luxembourgeoises ont le plus augmenté (+ 39,9 %), en dépit des événements sociaux qui l'ont troublée. La dévaluation monétaire de 11,11 % effectuée en France, le 11 août, ne semble pas avoir eu une très forte influence sur les ventes à ce pays, le progrès s'établit à 39,5 %. Vers la République Fédérale Allemande, il y a eu une accélération sensible (+ 34,8 %). Les Pays-Bas ont fait exception, en dépit de la conjoncture intérieure favorable ; le taux de croissance des exportations vers ce pays a fléchi de 13,3 % contre 13,9 % en 1968.

Les ventes aux pays scandinaves ont connu une forte amélioration, supérieure à celle enregistrée en moyenne pour l'ensemble de l'A.E.L.E. La diminution de 10 % de « l'import deposit » (1) a influencé favorablement les exportations vers la Grande-Bretagne ; par contre, le ralentissement temporaire de l'activité économique en Autriche, au début de l'année, a influencé défavorablement leur évolution (+ 7,5 % en 1969 contre + 17,6 % en 1968). Vers les pays industrialisés situés hors d'Europe, on note un fléchissement vers les Etats-Unis et la République sud-africaine, mais des progrès vers le Canada, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Vers les pays en voie de développement, l'amélioration est légère, sauf vers ceux d'Afrique, vers la Chine et Hong-Kong.

2. — *Composition des exportations.*

La composition des exportations s'est améliorée en ce sens que la part des matières premières et des produits demi-finis n'est plus que de 56,6 %, contre 62 % en 1962.

Les biens de consommation ont progressé de 27,7 %, les biens d'équipement de 26,2 % et, enfin, les matières premières et produits demi-finis de 20,4 %.

Parmi les biens de consommation, l'évolution est toutefois différente ; les biens de consommation durables atteignent, en 1969, 16,9 % du total des exportations ; par contre, pour la deuxième fois consécutivement, il y a fléchissement pour les biens de consommation non durables en raison de l'expansion moins rapide des produits alimentaires.

---

(1) Dépôt exigé à l'importation par les autorités britanniques.

La part des biens d'investissement s'établit à peu près au même niveau qu'en 1962 (12,7 % en 1969, contre 12,8 % en 1962).

On enregistre une augmentation supérieure à la moyenne pour les appareils scientifiques et médicaux et pour les moteurs et investissements fixes.

L'accroissement des ventes de biens de consommation et d'équipement vers les pays membres de la C.E.E. s'est élevé, respectivement, à 30,4 % et 30,1 %. Pour les biens d'équipement, l'expansion se situe surtout vers l'Allemagne occidentale et la France, tandis que pour les biens de consommation l'accroissement le plus fort est enregistré vers l'Italie et la France, avec respectivement 49,4 % et 46,2 %, surtout grâce aux biens durables. Vers les Pays-Bas, le progrès n'est que de 11,7 % pour les biens de consommation.

En ce qui concerne les matières premières et les produits demi-finis, les avances les plus fortes ont été enregistrées vers l'Italie et la France, avec respectivement 42,5 % et 38 %. L'augmentation des ventes doit être imputée surtout aux produits industriels, sauf pour les Pays-Bas où elle s'est concentrée principalement sur les produits agricoles.

Les mesures restrictives prises par le Royaume-Uni en novembre 1969, ont eu une influence défavorable sur les exportations belgo-luxembourgeoises des biens de consommation qui ont fléchi de 2,2 % ; par contre, grâce au climat conjoncturel favorable, les exportations de bien d'investissements de ce secteur ont augmenté de 46,6 %. Aux Etats-Unis, ce sont les biens de consommation durables qui ont constitué l'élément dynamique des ventes belgo-luxembourgeoises.

Une analyse des diverses sections de marchandises montre que toutes ont accusé une expansion. La plus forte a concerné les armes et munitions (+ 74,2 %), ensuite le plastique et le caoutchouc (+ 38,1 %) et, enfin, les graisses et les huiles (+ 37,6 %). Parmi les secteurs dont les progrès ont été inférieurs à la moyenne il faut citer : les perles et pierres précieuses (+ 22,8 %), les métaux et ouvrages en métal (+ 20,3 %), les chaussures (+ 19,9 %) et les produits du règne animal (+ 18,3 %). Pour le textile, cela a été le statu quo tandis que les produits alimentaires, les pierres, le verre et les ouvrages en faïence ont reculé.

§ 2. — IMPORTATIONS

1. — *Répartition géographique.*

Contrairement à l'année précédente, les importations en provenance des pays industrialisés ont augmenté plus rapidement, tandis que celles en provenance des pays en voie de développement ont ralenti. La part de ces derniers est revenue de 16,7 % en 1968 à 15,5 % en 1969.

On note aussi une concentration sur les autres pays membres de la C.E.E. mais de façon moins marquée que pour les exportations ; la part de ces pays a atteint 57,4 % au cours de l'année écoulée, mais n'a pu être plus grande en raison surtout de l'accroissement de la demande interne dans ces pays ; le progrès a été de 25,2 % en 1969 par rapport à 1968.

En dépit des mesures de restriction des exportations prises en R.F.A. et de la réévaluation du DM, ce sont les importations en provenance de ce pays qui ont le plus augmenté (+ 33,7 %). Les achats en France, aux Pays-Bas et en Italie, ont marqué une légère accélération.

La part des pays de l'A.E.L.E. du Royaume-Uni notamment, dans l'ensemble des importations belgo-luxembourgeoises, a accusé une tendance au recul. Pour le Danemark, il s'agit du deuxième recul successif.

Les importations en provenance des pays scandinaves, sauf le Danemark, d'Autriche et de Suisse ont augmenté considérablement. Par rapport à l'année dernière, on a enregistré un ralentissement du rythme d'expansion des achats au Royaume-Uni. Malgré une augmentation très légère des importations en provenance des pays de l'Est de l'Europe, leur quote-part a été ramenée à 1,5 %. L'importance relative des importations des Etats-Unis et du Canada a fléchi ; mais cela n'a pas été le cas pour le Japon.

2. — *Composition des importations.*

Pendant l'année écoulée, les matières premières et les produits demi-finis ont constitué 57 % de l'ensemble des importations. La part des biens de consommation est passée de 16,2 % en 1962 à 20,3 % en 1969 ; les biens de consommation durables y prennent une place de plus en plus grande. Celle des biens d'équipement est demeurée à peu près inchangée par rapport à l'année précédente. L'évolution a été à peu près similaire pour ces diverses catégories de biens ; en 1969, l'augmentation a été de 19,8 % pour les matières premières et les produits demi-finis, de 20,1 % pour les biens de consommation et, enfin, de 19,7 % pour les biens d'équipement. Parmi ces derniers, on trouve une forte progression surtout du poste « autres investissements ».

Les achats de matières premières et de produits demi-finis ont augmenté surtout en provenance des pays de la C.E.E. (+ 31,7 %) et principalement de l'Allemagne de l'Ouest (+ 49,9 %) ; pour les biens de consommation et d'équipement, elles ont augmenté respectivement de 22,4 % et de 19,2 %.

La demande de biens de consommation en provenance d'Allemagne occidentale a augmenté de 30,8 %, tandis que la France a été en tête pour les biens d'équipement avec 30,1 %.

Dans cette dernière catégorie, il y a un faible progrès des importations d'appareils scientifiques et médicaux en provenance d'Allemagne occidentale et d'Italie (respectivement 2,1 % et 6,0 %). Une même évolution est apparue dans les importations de moteurs et d'équipements fixes en provenance des Pays-Bas (+ 2,4 %). Parmi les matières premières et les produits demi-finis, on n'a constaté qu'une très légère augmentation des importations de produits agricoles des pays de la C.E.E. (+ 9,1 %), due surtout à l'important accroissement d'achats aux Pays-Bas (+ 52,2 %) ; pour les autres partenaires de la C.E.E., cette catégorie a diminué.

L'accroissement des achats au Royaume-Uni a été surtout marqué par l'acquisition de biens de consommation non durables. Pour ce qui concerne l'évolu-

tion par section de marchandises, l'avance relative la plus importante a été enregistrée pour le matériel de transport (+ 39,7 %), suivi par les meubles et les jouets (+ 30,8 %), les huiles et graisses (+ 28,9 %). La part des métaux et ouvrages en métal, dans l'ensemble des importations, s'est élevée à 19 %. Ils sont suivis par les produits minéraux avec 12,8 %, les machines et appareils avec 12,6 % et, enfin, le matériel de transport, 11,5 %.

§ 3. — BALANCE COMMERCIALE

Pour la première fois, depuis 1951, la balance commerciale s'est soldée par un surplus de 4,3 milliards de francs. Son amélioration à l'égard des pays du Marché commun a continué cette année. L'excédent de 33 759 millions de francs en 1968 est passé à 53 134 millions. Ceci est dû surtout à l'important surplus enregistré avec la France et les Pays-Bas et dans une moindre mesure avec l'Italie. La balance commerciale avec l'Allemagne occidentale, quoique encore déficitaire a accusé une légère amélioration. Avec les pays de l'A.E.L.E., elle s'est améliorée au cours de l'année écoulée, tout en restant négative. Ce solde défavorable découle surtout du déficit très important avec le Royaume-Uni et il s'est établi en dépit de l'amélioration enregistrée avec les autres pays de l'A.E.L.E., sauf l'Autriche.

Bien qu'encore déficitaire, le bilan du commerce avec les pays de l'Est de l'Europe s'est amélioré, tandis qu'avec les autres pays de l'Europe, le solde favorable s'est encore accru.

Les échanges commerciaux avec les autres pays industrialisés situés hors d'Europe se sont soldés défavorablement : c'est le cas pour les Etats-Unis, le Canada, le Japon et l'Australie.

Le déficit vis-à-vis des pays en voie de développement s'est encore accru. Cela a été le cas notamment avec le Congo (Kinshasa) et les autres pays en voie de développement d'Afrique. Avec l'Amérique latine et les pays sous-développés d'Asie, il a un peu fléchi.

★

★ ★

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Commerce spécial

MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)		Solde (en millions de francs)	Coefficient de couverture (pourcentage)
	Importations	Exportations	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)		
1960 Moyenne mensuelle	**5 281**	**2 695**	**16 539**	**15 797**	**— 742**	**95,5**
1961 Moyenne mensuelle	**5 477**	**2 818**	**17 597**	**16 375**	**— 1 222**	**93,1**
1962 Moyenne mensuelle	**5 799**	**3 083**	**19 036**	**18 051**	**— 985**	**94,8**
1963 Moyenne mensuelle	**6 311**	**3 443**	**21 368**	**20 168**	**— 1 200**	**94,4**
1964 Moyenne mensuelle	**7 010**	**3 868**	**24 709**	**23 336**	**— 1 373**	**94,4**
1965 Moyenne mensuelle	**7 348**	**4 029**	**27 090**	**26 640**	**— 450**	**98,3**
1966 Moyenne mensuelle	**7 504**	**3 796**	**29 925**	**28 465**	**— 1 460**	**95,1**
1967 Moyenne mensuelle	**7 740**	**4 027**	**30 361**	**29 511**	**— 850**	**97,2**
1968 Moyenne mensuelle	**9 016**	**4 611**	**34 980**	**34 047**	**— 933**	**97,3**
1969 Moyenne mensuelle	**10 177**	**5 226**	**41 619**	**41 938**	**+ 319**	**100,8**
1968 Janvier	7 919	3 654	31 072	31 167	+ 95	100,3
Février	8 830	4 320	35 076	33 514	— 1 562	95,6
Mars	9 190	4 433	35 313	35 010	— 303	99,1
Avril	8 608	4 706	32 264	35 023	+ 2 759	108,6
Mai	8 732	4 408	35 165	33 142	— 2 023	94,3
Juin	8 121	4 275	30 884	31 434	+ 550	101,8
Juillet	8 418	4 757	31 259	34 330	+ 3 071	109,8
Août	8 999	4 571	31 889	27 479	— 4 410	86,2
Septembre	9 501	4 912	33 524	33 741	+ 217	100,7
Octobre	10 394	5 701	40 833	39 634	— 1 199	97,1
Novembre	9 420	4 714	35 382	35 080	— 302	99,2
Décembre	9 319	4 753	37 066	37 939	+ 873	102,4
Total (a)	**108 190**	**55 335**	**419 758**	**408 559**	**— 11 199**	**97,3**
1969 Janvier	10 364	5 250	37 141	42 043	+ 4 902	113,2
Février	8 707	4 434	36 813	34 881	— 1 932	94,8
Mars	10 001	4 803	41 298	40 147	— 1 151	97,2
Avril	9 791	5 258	40 556	40 123	— 433	98,9
Mai	10 749	5 203	41 615	41 243	— 372	99,1
Juin	10 394	5 191	44 764	41 808	— 2 956	93,4
Juillet	10 086	6 163	40 440	43 091	+ 2 651	106,6
Août	9 981	4 543	36 404	30 477	— 5 927	83,7
Septembre	10 340	5 798	43 358	45 291	+ 1 933	104,5
Octobre	11 082	5 761	48 545	48 899	+ 354	100,7
Novembre	10 666	5 059	41 443	45 341	+ 3 898	109,4
Décembre	9 846	4 982	46 006	47 056	+ 1 050	102,3
Total (a)	**122 123**	**62 706**	**499 432**	**503 251**	**+ 3 819**	**100,8**

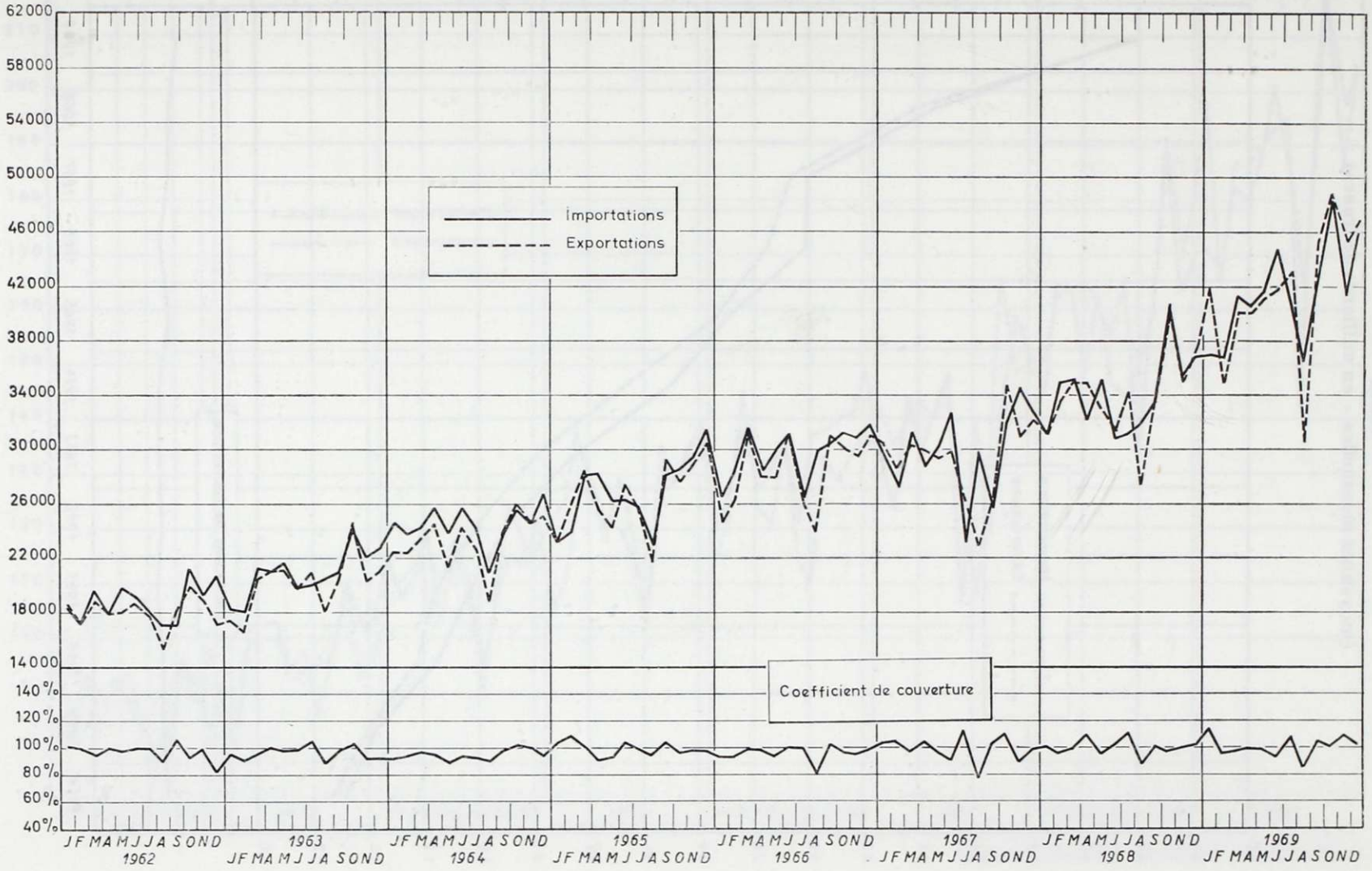
Source : Institut National de Statistique.

(a) Les totaux annuels comprennent des rectifications qui ne sont pas reprises dans les chiffres mensuels, lesquels doivent être considérés comme provisoires. En outre, les totaux annuels et les moyennes mensuelles correspondantes ne comprennent pas toutes les rectifications qui sont ultérieurement apportées aux chiffres provisoires de chaque année.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(données mensuelles - en milliards de francs)

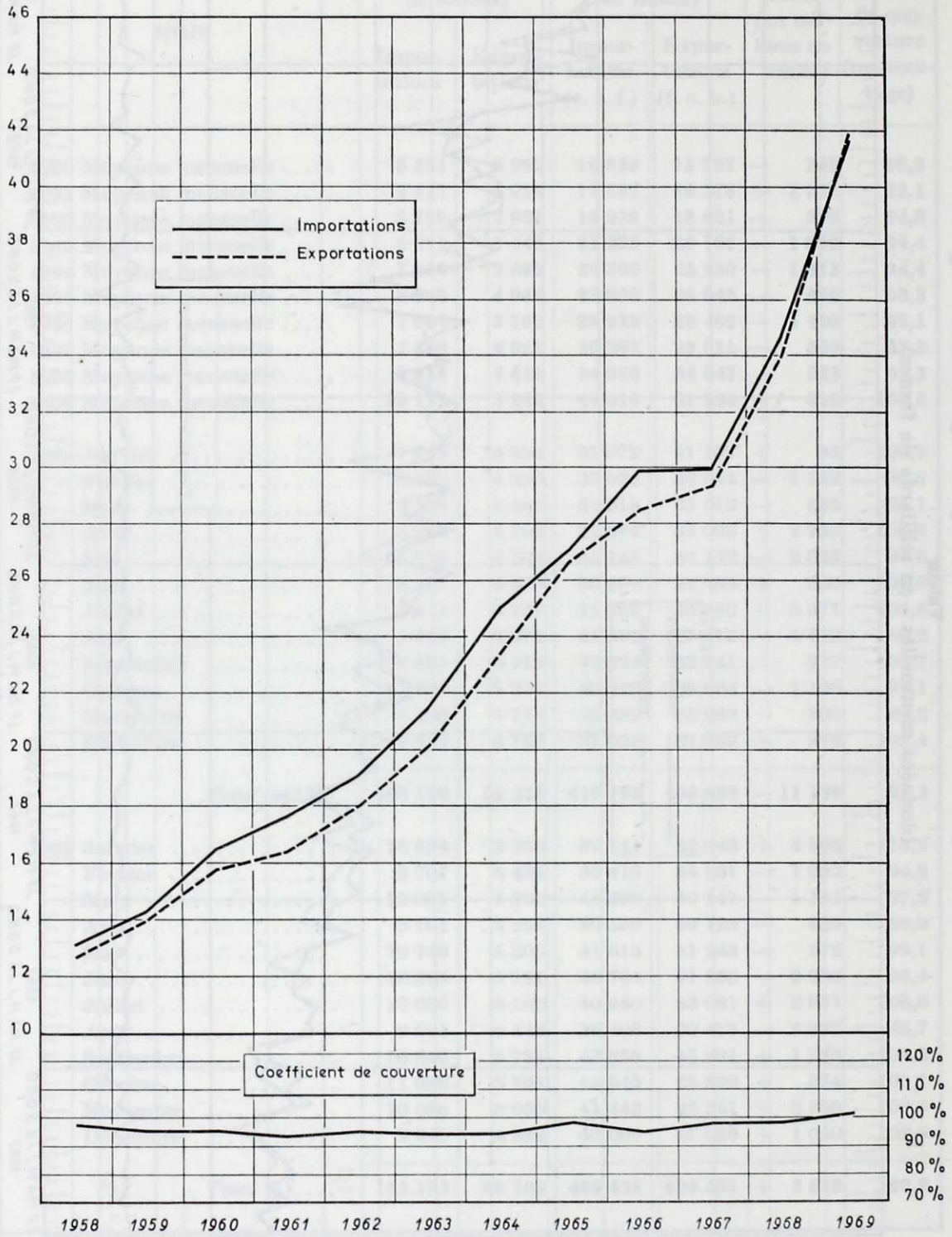


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(moyennes mensuelles - en milliards de francs)

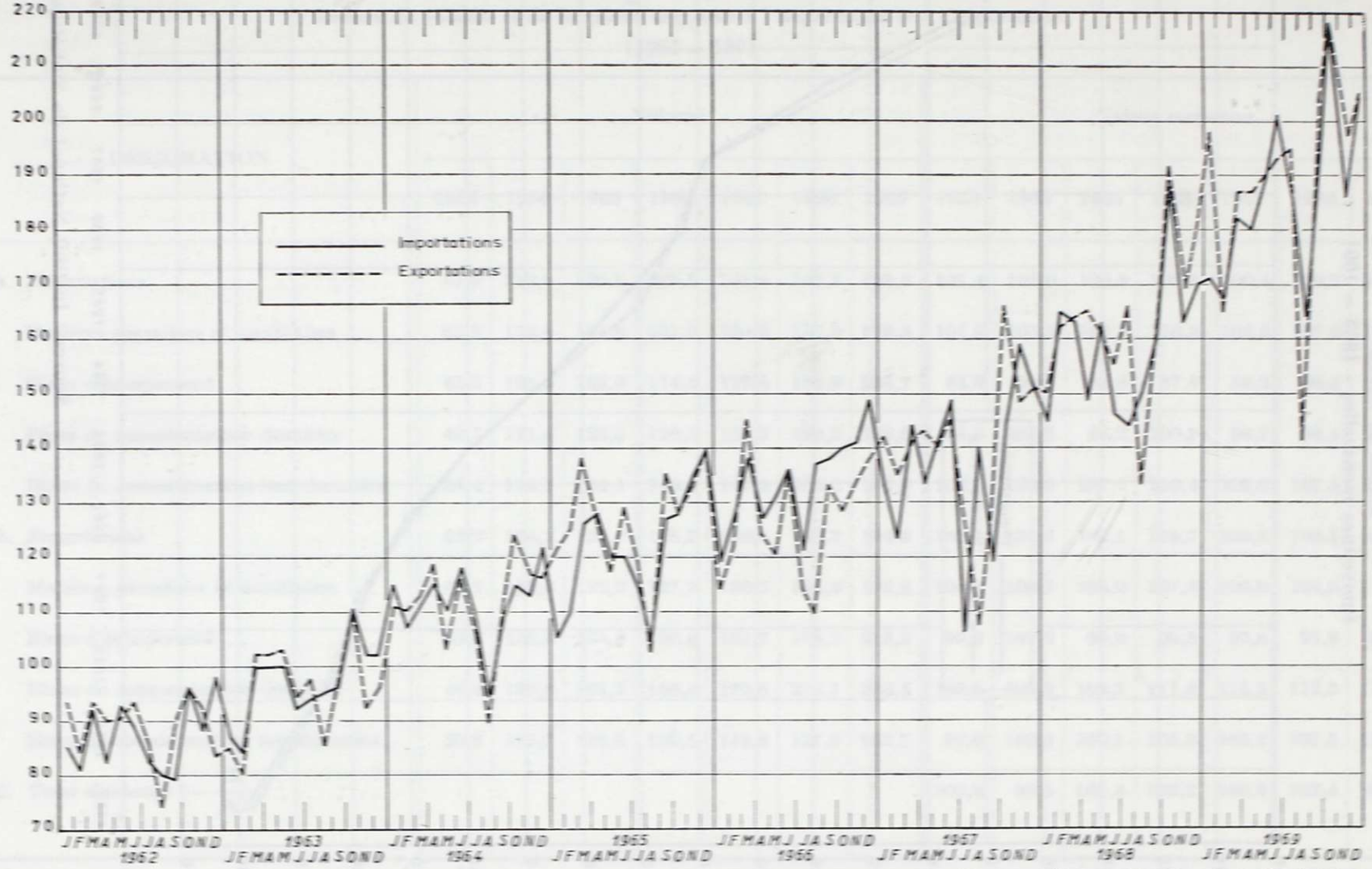


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume

(données mensuelles - 1963 = 100)

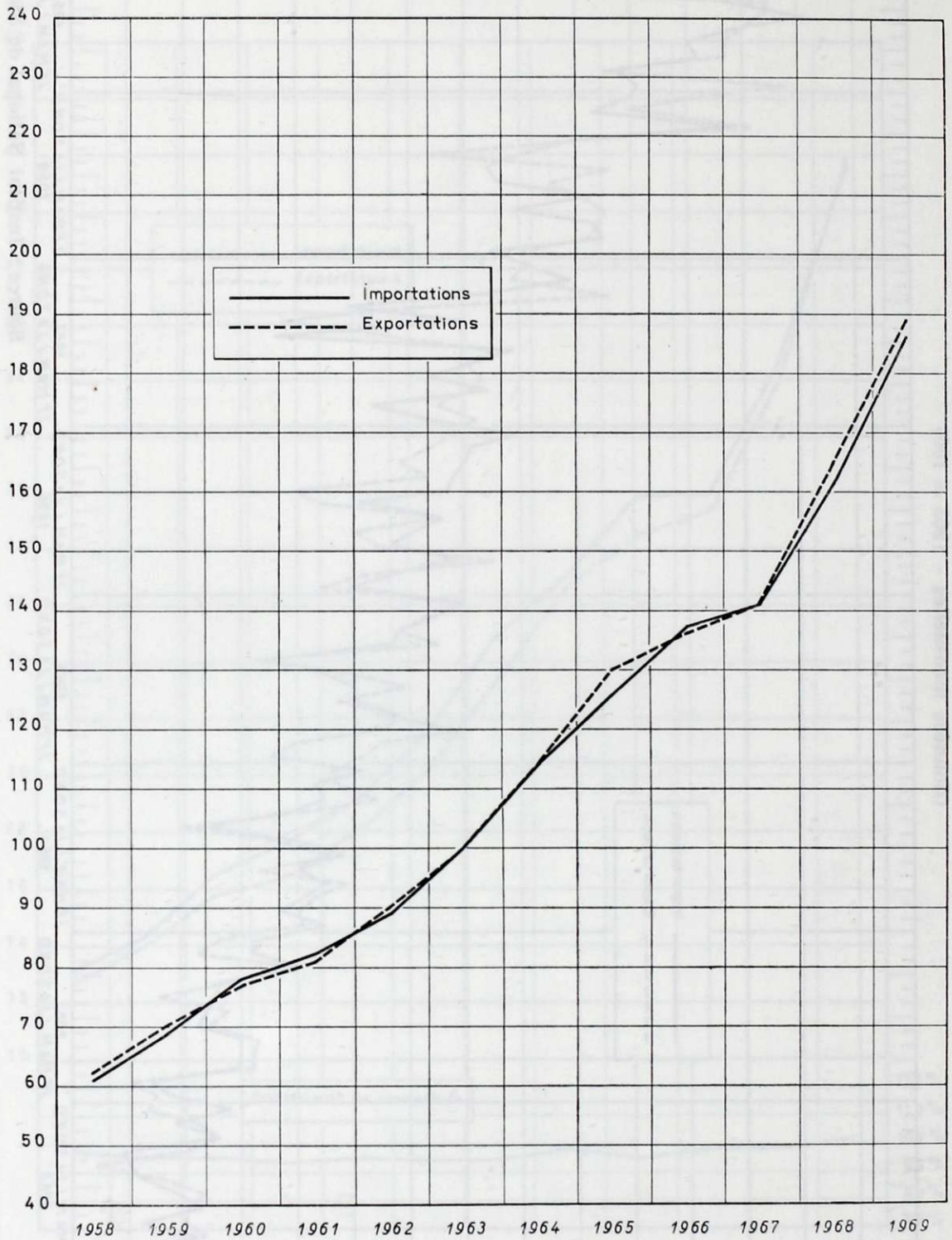


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume

(moyennes mensuelles - 1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation

(1953 = 100)

DÉSIGNATION	Volume							Valeur moyenne						
	1958	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1958	1964	1965	1966	1967	1968	1969
A. *Importations*	61,0	113,8	126,3	137,5	141,4	162,2	188,9	101,4	102,0	100,8	102,4	100,4	100,7	103,8
Matières premières et auxiliaires	62,2	112,4	121,0	131,0	134,3	157,9	176,8	101,0	105,5	105,5	110,3	106,5	107,0	112,3
Biens d'équipement	61,2	125,6	152,9	174,3	173,8	184,9	238,7	84,9	93,1	88,8	87,6	86,3	86,0	86,9
Biens de consommation durables	49,1	111,4	125,5	126,5	138,2	160,2	192,6	94,6	101,1	98,2	100,9	96,7	96,4	100,0
Biens de consommation non durables	64,4	114,1	126,1	140,3	147,8	165,2	187,2	106,0	102,9	107,1	110,4	109,6	107,8	111,5
B. *Exportations*	62,2	114,2	129,9	135,7	140,5	165,2	194,6	103,8	101,5	102,1	104,7	104,3	103,1	107,9
Matières premières et auxiliaires	66,1	113,3	122,3	127,7	130,5	154,6	176,8	104,1	100,8	104,0	107,5	106,0	104,6	110,6
Biens d'équipement	55,8	115,8	154,0	160,8	161,7	178,1	213,3	98,5	101,6	89,9	90,8	92,6	91,9	94,3
Biens de consommation durables	44,4	130,8	161,2	166,4	170,6	216,1	283,8	103,2	105,3	109,1	111,6	115,5	112,0	113,6
Biens de consommation non durables	50,2	113,7	126,6	136,5	143,8	157,0	182,7	96,6	100,3	103,1	105,3	105,1	107,5	113,6
C. *Taux d'échange* $(= \frac{B}{A})$								102,4	99,5	101,4	102,2	103,9	102,4	104,0

Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par secteur industriel

(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale					
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1964	1965	1966	1967	1968	1969
A. *Sidérurgie*	**51,6**	**57,2**	**55,0**	**58,1**	**65,6**	**81,7**	**18,5**	**17,9**	**16,1**	**16,4**	**16,1**	**16,2**
1. Formes primaires	5,2	6,1	6,2	5,7	6,7	9,2	1,9	1,9	1,8	1,6	1,7	1,8
2. Produits mi-finis	46,4	51,1	48,8	52,4	58,9	72,5	16,6	16,0	14,3	14,8	14,4	14,4
B. *Fabrications métalliques*	**60,5**	**73,6**	**76,4**	**80,7**	**90,1**	**115,7**	**21,6**	**23,1**	**22,4**	**22,8**	**22,1**	**23,0**
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs	8,0	8,5	8,9	9,3	10,2	12,2	2,9	2,7	2,6	2,6	2,5	2,4
2. Machines (sauf électriques)	18,7	21,1	22,0	22,9	25,7	32,1	6,7	6,6	6,5	6,5	6,3	6,4
dont : machines pour le travail des métaux	(1,6)	(1,7)	(1,7)	(1,8)	(1,9)	(2,1)	(0,6)	(0,5)	(0,5)	(0,5)	(0,5)	(0,4)
machines textiles	(2,4)	(2,4)	(2,3)	(2,5)	(2,4)	(3,0)	(0,9)	(0,8)	(0,7)	(0,7)	(0,6)	(0,6)
3. Machines et appareils électriques	11,7	12,9	12,8	13,1	14,5	17,7	4,2	4,0	3,7	3,7	3,5	3,5
4. Matériel de transport	21,5	30,2	31,8	34,4	38,6	52,5	7,7	9,5	9,3	9,7	9,5	10,4
dont : matériel ferroviaire	(1,2)	(1,2)	(0,8)	(0,7)	(0,5)	(0,8)	(0,4)	(0,4)	(0,2)	(0,2)	(0,1)	(0,2)
véhicules à moteur	(14,1)	(24,2)	(28,4)	(30,4)	(34,3)	(47,1)	(5,0)	(7,6)	(8,3)	(8,6)	(8,4)	(9,0)
bateaux et navires	(1,3)	(0,9)	(1,1)	(1,2)	(0,7)	(1,1)	(0,5)	(0,3)	(0,3)	(0,3)	(0,2)	(0,2)
5. Armes et munitions	0,6	0,9	0,9	1,0	1,1	1,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
C. *Métaux non ferreux*	**20,2**	**24,7**	**31,5**	**29,6**	**35,0**	**39,5**	**7,2**	**7,7**	**9,2**	**8,4**	**8,6**	**7,8**
1. Non travaillés	13,6	16,6	21,5	20,9	23,8	25,8	4,9	5,2	6,3	5,9	5,8	5,1
2. Travaillés	6,6	8,1	10,0	8,7	11,2	13,7	2,3	2,5	2,9	2,5	2,8	2,7
D. *Industrie textile*	**43,2**	**45,8**	**50,5**	**46,8**	**52,8**	**63,4**	**15,5**	**14,4**	**14,8**	**13,2**	**12,9**	**12,6**
1. Fibres	8,6	8,9	8,5	7,5	7,7	8,8	3,1	2,8	2,5	2,1	1,9	1,8
2. Fils	8,9	9,4	10,6	9,9	11,1	12,6	3,2	3,0	3,1	2,8	2,7	2,5
3. Tissus et cordages	19,4	20,3	22,3	21,1	24,6	29,9	6,9	6,3	6,5	6,0	6,0	5,9

1. Produits inorganiques	2,1	2,4	2,6	3,0	4,1	4,6	0,8	0,8	0,8	0,8	1,0	0,9
2. Produits organiques	1,7	2,3	2,8	3,0	5,5	8,3	0,6	0,7	0,8	0,9	1,3	1,6
3. Teintures, tannants et colorants	0,9	1,1	1,1	1,1	1,3	1,6	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
4. Produits pharmaceutiques	1,2	1,5	1,6	2,0	2,3	3,3	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
5. Engrais manufacturés	5,8	7,0	6,0	6,8	8,0	7,9	2,1	2,2	1,8	1,9	2,0	1,6
6. Divers	4,0	5,4	7,0	8,1	10,6	14,5	1,4	1,7	2,0	2,3	2,6	2,9
F. *Produits alimentaires, boissons, tabacs*	**16,4**	**21,5**	**23,3**	**27,9**	**32,0**	**39,0**	**5,9**	**6,7**	**6,8**	**7,9**	**7,8**	**7,8**
dont : sucre et sucreries	(1,1)	(1,3)	(1,1)	(1,5)	(1,5)	(2,2)	(0,4)	(0,4)	(0,3)	(0,4)	(0,4)	(0,4)
viandes fraîches ou préparées	(1,5)	(2,5)	(3,5)	(5,5)	(6,3)	(7,6)	(0,5)	(0,8)	(1,0)	(1,6)	(1,5)	(1,5)
produits laitiers	(1,8)	(3,7)	(3,4)	(4,2)	(4,3)	(5,1)	(0,6)	(1,2)	(1,0)	(1,2)	(1,1)	(1,0)
G. *Industrie diamantaire*	**11,7**	**12,4**	**15,2**	**15,6**	**17,8**	**20,1**	**4,2**	**3,9**	**4,5**	**4,4**	**4,4**	**4,0**
H. *Charbonnages et cokeries*	**3,2**	**2,1**	**1,4**	**1,6**	**1,4**	**1,4**	**1,1**	**0,7**	**0,4**	**0,5**	**0,3**	**0,3**
I. *Industrie du pétrole*	**7,7**	**8,1**	**7,9**	**8,3**	**11,3**	**15,1**	**2,8**	**2,5**	**2,3**	**2,3**	**2,8**	**3,0**
J. *Industries diverses*	**20,1**	**22,3**	**24,3**	**26,3**	**30,7**	**37,7**	**7,2**	**7,0**	**7,1**	**7,4**	**7,5**	**7,5**
1. Matériaux de construction	2,6	2,9	2,8	2,9	3,1	3,2	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7	0,6
dont : ciment	(0,9)	(1,1)	(0,9)	(0,8)	(0,8)	(0,8)	(0,3)	(0,3)	(0,3)	(0,2)	(0,2)	(0,2)
2. Industrie verrière	6,8	6,8	7,2	7,9	8,9	9,5	2,4	2,1	2,1	2,3	2,2	1,9
dont : verre plat	(4,1)	(3,4)	(3,3)	(3,3)	(3,8)	(3,9)	(1,5)	(1,1)	(1,0)	(0,9)	(0,9)	(0,8)
3. Papier et ouvrages	3,3	4,1	5,0	5,4	6,8	9,5	1,2	1,3	1,5	1,5	1,7	1,9
4. Caoutchouc et ouvrages	1,6	1,9	2,1	2,2	2,7	3,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
5. Bois et ouvrages	4,3	5,0	5,6	6,1	7,2	9,8	1,5	1,5	1,7	1,7	1,8	1,9
6. Huiles et graisses	0,7	0,8	0,8	1,0	1,2	1,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
7. Chaussures	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Total (A à J)	**250,3**	**287,4**	**306,6**	**318,9**	**368,5**	**454,1**	**89,6**	**90,1**	**89,8**	**90,1**	**90,3**	**90,2**
K. *Autres secteurs*	**29,7**	**32,3**	**35,0**	**35,2**	**40,1**	**49,2**	**10,4**	**9,9**	**10,2**	**9,9**	**9,7**	**9,8**
Total général	**280,0**	**319,7**	**341,6**	**354,1**	**408,6**	**503,3**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des exportations par catégorie de produits
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Matières premières et produits demi-finis	**134 032**	**146 248**	**166 598**	**184 135**	**198 888**	**202 319**	**236 743**	**284 988**
Produits agricoles	6 629	7 172	7 559	9 165	8 624	9 298	10 649	10 936
Produits industriels	127 403	139 076	159 039	174 970	190 264	193 021	226 094	274 052
dont : Matières premières	*14 890*	*17 911*	*18 168*	*19 611*	*20 143*	*19 602*	*22 437*	*27 386*
Produits demi-finis	*112 513*	*121 165*	*140 872*	*155 359*	*170 122*	*173 419*	*203 746*	*246 666*
Combustibles et énergie	**8 270**	**10 906**	**11 017**	**10 366**	**9 489**	**10 068**	**12 760**	**16 636**
Biens de consommation	**41 058**	**47 597**	**58 554**	**74 652**	**80 981**	**89 551**	**101 515**	**129 626**
Produits durables	24 028	27 888	37 050	47 823	51 880	55 404	64 328	84 808
Produits non durables	17 030	19 709	21 505	26 829	29 102	34 147	37 187	44 818
dont : Produits alimentaires	*10 073*	*12 108*	*12 830*	*16 992*	*18 484*	*22 438*	*24 385*	*29 062*
Produits non alimentaires	*6 957*	*7 601*	*8 674*	*9 837*	*10 617*	*11 709*	*12 802*	*15 756*
Biens d'équipement	**27 737**	**31 551**	**37 009**	**43 578**	**45 549**	**46 124**	**50 535**	**63 766**
Moteurs et investissements finis	15 106	16 790	20 329	22 921	23 482	24 441	27 397	35 182
Matériel de transport	5 619	7 492	8 130	10 476	11 623	11 144	11 198	13 491
Appareils scientifiques et médicaux	375	398	699	917	1 056	967	941	1 243
Autres	6 638	6 871	7 851	9 265	9 388	9 572	10 999	13 850
Autres produits	**5 516**	**5 710**	**6 850**	**6 953**	**6 671**	**6 070**	**7 006**	**8 235**
Total général	**216 613**	**242 012**	**280 028**	**319 684**	**341 578**	**354 132**	**408 559**	**503 251**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des exportations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Matières premières et produits demi-finis	**62,0**	**60,4**	**59,6**	**57,7**	**58,2**	**57,1**	**57,9**	**56,6**
Produits agricoles	3,1	3,0	2,7	2,9	2,5	2,6	2,6	2,2
Produits industriels	58,9	57,5	56,9	54,8	55,7	54,5	55,3	54,4
dont : Matières premières	*6,9*	*7,4*	*6,5*	*6,1*	*5,9*	*5,5*	*5,5*	*5,4*
Produits demi-finis	*52,0*	*50,1*	*50,4*	*48,7*	*49,8*	*49,0*	*49,8*	*49,0*
Combustibles et énergie	**3,8**	**4,5**	**3,9**	**3,2**	**2,8**	**2,8**	**3,1**	**3,3**
Biens de consommation	**19,0**	**19,7**	**21,0**	**23,4**	**23,7**	**25,3**	**24,9**	**25,8**
Produits durables	11,1	11,5	13,3	15,0	15,2	15,6	15,8	16,9
Produits non durables	7,9	8,1	7,7	8,4	8,5	9,7	9,1	8,9
dont : Produits alimentaires	*4,7*	*5,0*	*4,6*	*5,3*	*5,4*	*6,4*	*6,0*	*5,8*
Produits non alimentaires	*3,2*	*3,1*	*3,1*	*3,1*	*3,1*	*3,3*	*3,1*	*3,1*
Biens d'équipement	**12,8**	**13,0**	**13,2**	**13,7**	**13,3**	**13,0**	**12,4**	**12,7**
Moteurs et investissements finis	7,0	6,9	7,3	7,2	6,9	6,9	6,7	7,0
Matériel de transport	2,6	3,1	2,9	3,3	3,4	3,1	2,7	2,7
Appareils scientifiques et médicaux	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Autres	3,1	2,8	2,8	2,9	2,7	2,7	2,7	2,8
Autres produits	**2,4**	**2,3**	**2,3**	**2,0**	**1,9**	**1,8**	**1,7**	**1,6**
Total général	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economi

Répartition géographique des exporta

(en mill

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	C.E.E.	Royaume-Uni	Autres pays de l'Europe	Euro
Matières premières et produits demi-finis	**62 063**	**45 228**	**68 965**	**12 741**	**188 997**	**12 928**	**32 410**	**234**
Produits agricoles	4 132	905	1 732	295	7 064	364	1 962	9
Produits industriels	57 931	44 323	67 233	12 446	181 933	12 564	30 448	224
dont : Matières premières	*8 286*	*5 178*	*6 371*	*1 951*	*21 786*	*1 310*	*2 052*	*25*
Produits demi-finis.	*49 645*	*39 145*	*60 862*	*10 495*	*160 147*	*11 254*	*28 396*	*199*
Combustibles et énergie	**1 119**	**2 072**	**3 542**	**175**	**6 908**	**2 185**	**3 537**	**12**
Biens de consommation	**29 148**	**37 527**	**31 076**	**5 182**	**102 933**	**2 971**	**8 336**	**114**
Produits durables	16 881	27 276	21 250	3 340	68 747	1 427	5 323	75
Produits non durables	12 267	10 251	9 826	1 842	34 186	1 544	3 013	38
dont : Produits alimentaires	*8 837*	*6 836*	*7 826*	*1 305*	*24 804*	*1 008*	*922*	*26*
Prod. non alimentaires	*3 430*	*3 415*	*2 000*	*537*	*9 382*	*536*	*2 091*	*12*
Biens d'équipement	**12 530**	**12 166**	**10 455**	**2 987**	**38 138**	**1 876**	**10 824**	**50**
Moteurs et investissements finis	6 169	6 444	5 283	1 875	19 771	1 174	6 312	27
Matériel de transport	3 203	1 991	2 384	465	8 043	428	2 843	11
Appareils scientifiques et médicaux	367	150	275	69	861	43	167	1
Autres	2 791	3 581	2 513	578	9 463	231	1 502	11
Autres produits	**900**	**391**	**1 195**	**533**	**3 019**	**283**	**1 468**	**4**
Total général	**105 760**	**97 384**	**115 233**	**21 618**	**339 995**	**20 243**	**56 575**	**416**

-Luxembourgeoise
tégorie de produits en 1969
ncs)

ou- ue fri- e ud	Autres pays d'Afrique	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amérique	Amérique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie	Total général
25	**5 749**	**6 574**	**23 099**	**1 859**	**4 273**	**29 231**	**2 839**	**11 196**	**14 035**	**813**	**284 988**
61	265	326	82	15	363	460	155	569	724	36	10 936
64	5 484	6 248	23 017	1 844	3 910	28 771	2 684	10 627	13 311	777	274 052
91	*714*	*805*	*542*	*23*	*161*	*726*	*266*	*384*	*650*	*57*	*27 386*
73	*4 770*	*5 443*	*22 475*	*1 821*	*3 749*	*28 045*	*2 418*	*10 243*	*12 661*	*720*	*246 666*
26	**332**	**358**	**396**	**1**	**121**	**518**	**2**	**79**	**81**	**3 049**	**16 636**
48	**2 763**	**3 011**	**8 282**	**567**	**1 102**	**9 951**	**440**	**1 713**	**2 153**	**271**	**129 626**
05	1 117	1 222	6 652	286	215	7 153	145	662	807	129	84 808
43	1 646	1 789	1 630	281	887	2 798	295	1 051	1 346	142	44 818
18	*869*	*887*	*480*	*52*	*255*	*787*	*187*	*418*	*605*	*49*	*29 062*
25	*777*	*902*	*1 150*	*229*	*632*	*2 011*	*108*	*633*	*741*	*93*	*15 756*
63	**3 406**	**4 069**	**2 562**	**359**	**2 786**	**5 707**	**277**	**2 492**	**2 769**	**383**	**63 766**
38	1 833	2 271	779	291	2 086	3 156	202	2 030	2 232	266	35 182
26	715	841	848	1	253	1 102	56	128	184	50	13 491
3	53	56	71	4	13	88	2	24	26	2	1 243
96	805	901	864	63	434	1 361	17	310	327	65	13 850
94	**376**	**470**	**415**	**31**	**746**	**1 192**	**245**	**1 278**	**1 523**	**280**	**8 235**
56	**12 626**	**14 482**	**34 754**	**2 817**	**9 028**	**46 599**	**3 803**	**16 758**	**20 561**	**4 796**	**503 251**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des exportations de 1969 par rapport à 1968

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	C.E.E.	Royaume-Uni	A.E.L.E.	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	+ **38,0**	+ **14,6**	+ **29,2**	+ **42,5**	+ **28,8**	+ **11,6**	+ **21,6**	+ **27,0**	— **18,7**	— **14,1**	+ **16,7**	+ **19,2**	+ **20,4**
Produits agricoles	+ 3,2	+ 17,4	+ 12,7	— 5,8	+ 6,7	— 29,9	— 11,7	+ 7,6	— 61,5	— 21,2	— 22,0	— 18,3	+ 2,7
Produits industriels	+ 41,4	+ 14,6	+ 29,7	+ 44,2	+ 29,8	+ 13,5	+ 23,5	+ 27,9	— 18,4	— 14,0	+ 19,8	+ 22,2	+ 21,2
dont : Matières premières	+ *37,0*	+ *40,6*	+ *4,2*	+ *35,0*	+ *26,0*	+ *18,7*	+ *12,1*	+ *23,1*	— *17,0*	— *11,5*	+ *39,3*	+ *39,8*	+ *22,5*
Produits demi-finis.	+ *42,2*	+ *11,9*	+ *33,1*	+ *46,1*	+ *30,4*	+ *12,9*	+ *24,4*	+ *28,6*	— *18,4*	— *14,1*	+ *17,3*	+ *21,4*	+ *21,1*
Combustibles et énergie	+ **3,6**	— **3,2**	+ **52,1**	— **13,8**	+ **20,1**	+ **35,8**	+ **46,1**	+ **30,6**	+ **59,7**	+ **66,0**	+ **29,7**	— **23,6**	+ **30,4**
Biens de consommation	+ **46,2**	+ **11,7**	+ **41,7**	+ **49,4**	+ **30,4**	— **2,2**	+ **8,7**	+ **28,1**	+ **44,1**	+ **36,2**	+ **15,0**	— **2,1**	+ **27,7**
Produits durables	+ 60,5	+ 8,3	+ 45,9	+ 81,3	+ 32,0	— 9,0	+ 10,7	+ 30,0	+ 62,0	+ 57,2	+ 36,2	+ 15,0	+ 31,8
Produits non durables	+ 30,3	+ 21,7	+ 33,4	+ 13,2	+ 27,4	+ 5,0	+ 5,7	+ 24,6	— 0,9	+ 1,6	+ 3,9	— 10,2	+ 20,5
dont : Produits alimentaires	+ *34,2*	+ *14,4*	+ *33,5*	+ *7,9*	+ *26,4*	+ *1,2*	— *4,8*	+ *23,6*	+ *9,1*	— *15,7*	— *12,3*	— *22,4*	+ *19,2*
Prod. non alimentaires	+ *21,2*	+ *39,5*	+ *32,9*	+ *28,5*	+ *30,3*	+ *13,1*	+ *16,1*	+ *26,7*	— *4,6*	+ *10,5*	+ *26,9*	+ *3,2*	+ *23,1*
Biens d'équipement	+ **37,1**	+ **16,3**	+ **41,7**	+ **27,4**	+ **30,1**	+ **46,6**	+ **47,2**	+ **34,6**	— **31,5**	— **13,1**	+ **22,6**	+ **10,8**	+ **26,2**
Moteurs et investissements finis	+ 30,3	+ 15,7	+ 40,1	+ 28,8	+ 27,3	+ 34,0	+ 31,3	+ 29,8	— 2,3	+ 18,5	+ 29,5	+ 25,6	+ 28,4
Matériel de transport	+ 40,4	+ 21,2	+ 35,5	+ 6,7	+ 31,4	+ 135,2	+136,8	+ 50,2	— 55,4	— 53,9	+ 0,6	— 40,8	+ 20,5
Appareils scientifiques et médicaux	+ 49,8	+ 12,8	+ 32,2	+ 68,3	+ 37,3	—	+ 15,7	+ 31,4	+102,9	+ 46,7	+ 64,7	— 13,3	+ 32,1
Autres	+ 48,8	+ 15,0	+ 53,1	+ 40,6	+ 34,4	+ 29,8	+ 39,2	+ 33,1	— 13,9	— 6,7	+ 29,1	— 14,4	+ 25,9
Autres produits	+ **40,6**	+ **54,5**	+ **160,3**	+ **6,8**	+ **63,0**	— **14,8**	+ **23,4**	+ **48,9**	+ **16,2**	— **9,4**	— **46,6**	+ **53,9**	+ **23,9**
Total général	+ **39,6**	+ **13,4**	+ **34,8**	+ **39,9**	+ **29,5**	+ **13,4**	+ **23,9**	+ **28,5**	— **10,0**	— **5,9**	+ **13,8**	+ **17,0**	+ **23,2**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des importations de 1969 par rapport à 1968
(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	C.E.E.	Royaume-Uni	A.E.L.E.	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	+ 22,7	+ 22,9	+ 49,9	+ 16,0	+ 31,7	+ 14,7	+ 16,1	+ 26,6	+ 5,4	+ 2,6	+ 20,4	+ 4,7	+ 19,8
Produits agricoles	— 0,5	+ 52,2	— 5,0	— 75,5	+ 9,1	—	— 15,9	+ 5,0	+ 10,2	+ 15,7	+ 12,5	+ 4,8	+ 8,8
Produits industriels	+ 24,2	+ 21,9	+ 51,3	+ 17,1	+ 32,6	+ 14,8	+ 16,5	+ 27,4	+ 5,2	+ 1,7	+ 20,8	+ 4,7	+ 20,2
dont : Matières premières	+ *30,7*	+ *17,2*	+ *28,2*	— *8,6*	+ *26,0*	+ *55,7*	+ *19,5*	+ *22,1*	— *3,3*	— *1,9*	— *6,5*	+ *8,9*	+ *11,8*
Produits demi-finis.	+ *20,3*	+ *23,2*	+ *53,6*	+ *20,8*	+ *34,6*	+ *12,4*	+ *15,9*	+ *28,9*	+ *11,3*	+ *5,7*	+ *30,1*	+ *2,4*	+ *23,7*
Combustibles et énergie	+ 49,3	+ 10,0	+ 11,0	— 20,8	+ 11,1	+ 20,3	+ 27,4	+ 10,0	+ 7,0	— 7,8	+ 36,1	+ 13,3	+ 12,5
Biens de consommation	+ 27,0	+ 14,8	+ 30,8	+ 12,5	+ 22,4	+ 23,3	+ 10,9	+ 20,7	+ 25,0	+ 13,2	+ 14,8	+ 30,8	+ 20,1
Produits durables	+ 31,8	+ 17,7	+ 34,7	+ 13,6	+ 26,6	+ 13,4	+ 15,1	+ 25,6	+ 36,0	+ 36,1	+ 11,1	+ 36,6	+ 26,1
Produits non durables	+ 21,1	+ 12,7	+ 18,8	+ 9,0	+ 15,9	+ 34,8	+ 7,7	+ 14,1	+ 17,2	+ 8,1	+ 14,8	+ 21,7	+ 13,3
dont : Produits alimentaires	+ *24,8*	+ *8,9*	+ *12,7*	+ *6,0*	+ *13,4*	+ *23,7*	— *2,0*	+ *10,7*	+ *10,8*	+ *5,2*	+ *14,9*	+ *19,3*	+ *10,1*
Prod. non alimentaires	+ *14,2*	+ *26,3*	+ *23,5*	+ *28,7*	+ *21,5*	+ *49,7*	+ *26,0*	+ *22,1*	+ *23,6*	+ *23,9*	—	+ *63,9*	+ *22,5*
Biens d'équipement	+ 30,1	+ 7,7	+ 20,3	+ 15,6	+ 19,2	+ 13,8	+ 21,0	+ 21,2	+ 27,0	+ 26,8	— 77,3	+ 20,6	+ 19,7
Moteurs et investissements fixes	+ 28,6	+ 2,4	+ 19,4	+ 21,4	+ 17,9	+ 8,5	+ 15,2	+ 18,0	+ 27,5	+ 28,6	+ 92,9	+ 45,0	+ 17,8
Matériel de transport	+ 27,5	+ 18,9	+ 24,1	+ 26.5	+ 23,8	+ 62,6	+ 86,6	+ 40,9	— 13,9	— 13,5	— 82,5	— 81,2	+ 17,9
Appareils scientifiques et médicaux	+ 17,3	+ 15,7	+ 2,1	+ 6,0	+ 7,2	+ 14,0	+ 14,1	+ 7,9	+ 37,5	+ 37,0	—	+ 28,2	+ 11,7
Autres	+ 39,6	+ 14,9	+ 26,7	— 6,0	+ 23,8	+ 9,2	+ 19,4	+ 23,9	+ 99,8	+ 86,9	+ 250,0	+ 66,7	+ 30,4
Autres produits	— 7,7	+ 80,6	— 75,7	+ 31,0	— 48,1	— 32,7	+ 2,1	— 40,4	— 32,0	— 30,0	+ 22,2	+ 100,0	— 38,5
Total général...	+ 23,6	+ 17,1	+ 33,1	+ 11,8	+ 24,6	+ 15,3	+ 16,2	+ 22,5	+ 6,0	+ 3,2	+ 20,7	+ 12,0	+ 19,0

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des importations par catégorie de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Matières premières et produits demi-finis	**133 981**	**145 995**	**166 010**	**179 772**	**206 033**	**202 681**	**237 551**	**284 548**
Produits agricoles	6 115	6 227	6 797	7 793	8 260	8 709	9 197	10 010
Produits industriels	127 866	139 768	159 213	171 979	197 774	193 972	228 354	274 538
dont : Matières premières	*45 574*	*46 075*	*55 423*	*57 613*	*59 686*	*57 986*	*66 534*	*74 383*
Produits demi-finis	*82 292*	*93 693*	*103 790*	*114 366*	*138 088*	*135 986*	*161 820*	*200 155*
Combustibles et énergie	**22 555**	**27 986**	**29 209**	**29 403**	**28 206**	**31 122**	**39 941**	**44 950**
Biens de consommation	**37 751**	**43 654**	**54 967**	**65 337**	**71 040**	**75 160**	**84 234**	**101 155**
Produits durables	17 378	20 706	27 778	33 624	36 574	38 415	44 894	56 597
Produits non durables	20 373	22 947	27 189	31 713	34 466	36 745	39 340	44 558
dont : Produits alimentaires	*15 903*	*18 005*	*21 367*	*24 666*	*26 777*	*28 398*	*29 229*	*32 171*
Produits non alimentaires	*4 469*	*4 942*	*5 821*	*7 047*	*7 689*	*8 347*	*10 111*	*12 387*
Biens d'équipement	**33 353**	**37 643**	**45 172**	**49 373**	**52 798**	**54 813**	**56 836**	**68 043**
Moteurs et investissements finis	21 842	24 926	30 654	30 885	34 725	34 750	36 000	42 410
Matériel de transport	4 641	4 635	4 998	8 443	6 310	7 268	8 090	9 540
Appareils scientifiques et médicaux	1 830	2 267	2 617	2 214	2 701	2 726	2 838	3 170
Autres	5 040	5 816	6 903	7 831	9 062	10 069	9 908	12 923
Autres produits	**795**	**1 143**	**1 153**	**1 189**	**1 027**	**561**	**1 196**	**736**
Total général	**228 434**	**256 421**	**296 511**	**325 074**	**359 104**	**364 337**	**419 758**	**499 432**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des importations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Matières premières et produits demi-finis	**58,6**	**56,9**	**55,9**	**55,3**	**57,4**	**55,6**	**56,6**	**57,0**
Produits agricoles	2,7	2,4	2,3	2,4	2,3	2,4	2,2	2,0
Produits industriels	55,9	54,5	53,6	52,9	55,1	53,2	54,4	55,0
dont : Matières premières	*20,0*	*18,0*	*18,7*	*17,7*	*16,6*	*15,9*	*15,8*	*14,9*
Produits demi-finis	*35,9*	*36,5*	*34,9*	*35,1*	*38,5*	*37,3*	*38,6*	*40,1*
Combustibles et énergie	**9,9**	**10,9**	**9,9**	**9,0**	**7,9**	**8,5**	**9,5**	**9,0**
Biens de consommation	**16,6**	**17,1**	**18,6**	**20,1**	**19,8**	**20,6**	**20,1**	**20,3**
Produits durables	7,6	8,1	9,4	10,4	10,2	10,5	10,7	11,4
Produits non durables	8,9	9,0	9,2	9,8	9,6	10,1	9,4	8,9
dont : Produits alimentaires	*7,0*	*7,0*	*7,2*	*7,6*	*7,5*	*7,8*	*7,0*	*6,4*
Produits non alimentaires	*2,0*	*1,9*	*2,0*	*2,2*	*2,1*	*2,3*	*2,4*	*2,5*
Biens d'équipement	**14,6**	**14,7**	**15,2**	**15,2**	**14,7**	**15,1**	**13,5**	**13,6**
Moteurs et investissements finis	9,6	9,8	10,3	9,5	9,7	9,5	8,5	8,5
Matériel de transport	2,0	1,8	1,7	2,6	1,8	2,0	1,9	1,9
Appareils scientifiques et médicaux	0,8	0,9	0,9	0,7	0,8	0,8	0,7	0,6
Autres	2,2	2,3	2,3	2,4	2,5	2,8	2,4	2,6
Autres produits	**0,3**	**0,4**	**0,4**	**0,4**	**0,2**	**0,2**	**0,3**	**0,1**
Total général	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition géographique des importati égor
(en mill fran

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	C.E.E.	Royaume-Uni	Autres pays de l'Europe	Euro	épu-blique Afri-que Sud
Matières premières et produits demi-finis	**48 391**	**34 591**	**56 170**	**5 546**	**144 698**	**25 623**	**26 873**	**197**	082
Produits agricoles	2 273	1 403	893	13	4 582	38	995	5	209
Produits industriels	46 118	33 188	55 277	5 533	140 116	25 585	25 878	191	873
dont : Matières premières	*17 881*	*6 894*	*4 330*	*556*	*29 661*	*1 913*	*10 114*	*41*	951
Produits demi-finis.	*28 237*	*26 294*	*50 947*	*4 977*	*110 455*	*23 672*	*15 764*	*149*	922
Combustibles et énergie	**1 506**	**6 806**	**8 868**	**754**	**17 934**	**374**	**1 132**	**19**	7
Biens de consommation	**20 318**	**21 418**	**24 329**	**10 250**	**76 315**	**3 962**	**7 462**	**87**	684
Produits durables	11 720	9 388	18 876	7 841	47 825	1 952	2 654	52	1
Produits non durables	8 598	12 030	5 453	2 409	28 490	2 010	4 808	35	683
dont : Produits alimentaires	*5 780*	*9 103*	*2 232*	*2 032*	*19 147*	*1 058*	*3 952*	*24*	682
Prod. non alimentaires	*2 818*	*2 927*	*3 221*	*377*	*9 343*	*952*	*856*	*11*	1
Biens d'équipement	**9 110**	**8 345**	**26 388**	**3 491**	**47 334**	**4 724**	**6 302**	**58**	120
Moteurs et investissements fixes	5 614	4 929	17 239	2 299	30 081	3 060	3 803	36	14
Matériel de transport	1 140	1 231	3 252	458	6 081	608	1 195	7	10
Appareils scientifiques et médicaux	406	354	1 177	141	2 078	260	316	2	—
Autres	1 950	1 831	4 720	593	9 094	796	988	10	
Autres produits	**120**	**65**	**137**	**93**	**415**	**70**	**87**		
Total général...	**79 445**	**71 225**	**115 892**	**20 134**	**286 696**	**34 753**	**41 856**	**363**	489

ɔ-Luxembourgeoise

ɛgorie de produits en 1969

rancs)

ı- ıe ri- ɛ ıd	Autres pays d'Afrique	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amérique	Amérique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie	Total général
2	**28 401**	**32 483**	**24 649**	**4 664**	**9 644**	**38 957**	**2 166**	**9 043**	**11 209**	**4 705**	**284 548**
9	1 151	1 360	944	8	1 929	2 881	1	152	153	1	10 010
3	27 250	31 123	23 705	4 656	7 715	36 076	2 165	8 891	11 056	4 704	274 538
1	*5 173*	*6 124*	*9 121*	*3 512*	*5 408*	*18 041*	*251*	*3 889*	*4 140*	*4 390*	*74 383*
2	*22 077*	*24 999*	*14 584*	*1 144*	*2 307*	*18 035*	*1 914*	*5 002*	*6 916*	*314*	*200 155*
7	**6 864**	**6 871**	**1 131**	**70**	**1 745**	**2 946**	—	**15 595**	**15 595**	**98**	**44 950**
4	**848**	**1 532**	**3 841**	**315**	**3 891**	**8 047**	**2 005**	**1 711**	**3 716**	**121**	**101 155**
1	29	30	1 734	28	10	1 772	1 651	703	2 354	10	56 597
3	819	1 502	2 107	287	3 881	6 275	354	1 008	1 362	111	44 558
2	*817*	*1 499*	*1 003*	*270*	*3 876*	*5 149*	*305*	*957*	*1 262*	*104*	*32 171*
1	*2*	*3*	*1 104*	*17*	*5*	*1 126*	*49*	*51*	*100*	*7*	*12 387*
0	**20**	**140**	**8 585**	**158**	**25**	**8 768**	**696**	**65**	**761**	**14**	**68 043**
4	13	27	4 827	90	6	4 923	490	16	506	10	42 410
5	—	105	1 512	14	—	1 526	9	15	24	1	9 540
	1	1	418	4	—	422	87	4	91	2	3 170
1	6	7	1 828	50	19	1 897	110	30	140	1	12 923
1	**10**	**11**	**117**	**4**	**5**	**126**	—	**28**	**28**	**1**	**736**
94	**36 143**	**41 037**	**38 323**	**5 211**	**15 310**	**58 844**	**4 867**	**26 442**	**31 309**	**4 937**	**499 432**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Analyse de la balance commerciale

suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International

(en millions de francs)

SECTIONS ET DIVISIONS	1964	1965	1966	1967	1968	1969
0. Produits alimentaires	— 16 491	— 16 511	— 18 217	— 17 722	— 15 578	— 15 651
1. Boissons et tabacs	— 2 985	— 3 272	— 3 102	— 3 488	— 2 871	— 3 313
2. Matières autres que les combustibles minéraux	— 30 743	— 29 946	— 31 233	— 28 017	— 36 080	— 38 337
dont : 26. Fibres textiles et déchets d'articles textiles	(— 9 900)	(— 7 528)	(— 8 167)	(— 6 220)	(— 7 382)	(— 7 352)
28. Minerais et déchets de métaux	(— 10 141)	(— 12 261)	(— 12 029)	(— 11 067)	(— 16 321)	(— 16 498)
3. Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	— 18 098	— 18 954	— 18 550	— 20 849	— 26 943	— 28 024
4. Corps gras, graisses et huiles d'origine animale ou végétale	— 1 026	— 1 225	— 1 033	— 899	— 958	— 1 361
5. Produits chimiques	— 2 843	— 1 900	— 2 254	— 1 980	+ 1 289	+ 4 216
6. Articles manufacturés	+ 66 082	+ 74 243	+ 69 566	+ 73 891	+ 80 241	+ 96 763
61. Cuirs et peaux tannés, articles en cuir, pelleteries apprêtées	(— 427)	(— 218)	(+ 95)	(+ 341)	(+ 458)	(+ 1 038)
62. Articles en caoutchouc, non dénommés ailleurs	(— 783)	(— 732)	(— 1 025)	(— 835)	(— 590)	(— 1 052)
63. Articles en bois et en liège (sauf les meubles)	(+ 34)	(+ 307)	(+ 295)	(+ 261)	(+ 435)	(+ 742)
64. Papier et ses applications	(— 2 163)	(— 2 149)	(— 2 234)	(— 1 966)	(— 1 808)	(— 1 045)
65. Fils, tissus, articles confectionnés en textiles et articles similaires	(+ 15 210)	(+ 15 303)	(+ 16 643)	(+ 16 311)	(+ 18 083)	(+ 20 482)
66. Articles en matières minérales autres qu'en métaux, non dénommés ailleurs	(+ 7 685)	(+ 7 758)	(+ 7 017)	(+ 9 019)	(+ 6 252)	(+ 3 514)
67. Fonte, fer et acier	(+ 41 445)	(+ 46 678)	(+ 43 139)	(+ 44 628)	(+ 52 458)	(+ 64 300)
68. Métaux non ferreux	(+ 3 899)	(+ 6 973)	(+ 5 663)	(+ 5 203)	(+ 3 862)	(+ 7 658)
69. Articles manufacturés en métal	(+ 1 182)	(+ 323)	(— 25)	(+ 929)	(+ 1 091)	(+ 1 126)
7. Machines et matériel de transport	— 17 315	— 15 022	— 21 127	— 19 197	— 18 078	— 20 198
71. Machines non électriques	(— 11 570)	(— 9 382)	(— 13 757)	(— 13 893)	(— 11 652)	(— 12 950)
72. Machines et appareils électriques	(— 2 992)	(— 2 613)	(— 3 025)	(— 2 403)	(— 2 929)	(— 3 978)
73. Matériel de transport	(— 2 753)	(— 3 027)	(— 4 345)	(— 2 901)	(— 3 497)	(— 3 270)
8. Articles manufacturés divers	+ 1 787	+ 2 111	+ 2 492	+ 2 420	+ 2 307	+ 2 218
9. Marchandises diverses non dénommées ailleurs	+ 5 149	+ 5 086	+ 5 932	+ 5 636	+ 5 472	+ 7 506
Balance générale	**— 16 483**	**— 5 390**	**— 17 526**	**— 10 205**	**— 11 199**	**+ 3 819**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par pays de destination

PAYS DE DESTINATION (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1. Allemagne Occidentale	44,8	57,9	69,8	72,0	69,8	85,5	115,2	18,5	20,7	21,8	21,1	19,7	20,9	22,9
2. France	35,2	42,3	46,5	55,2	63,2	75,8	105,8	14,5	15,1	14,5	16,2	17,8	18,6	21,0
3. Pays-Bas	54,6	64,2	70,5	76,0	75,8	85,9	97,4	22,6	22,9	22,1	22,2	21,4	21,0	19,4
4. Etats-Unis	20,6	22,6	26,7	29,6	29,4	38,6	34,8	8,5	8,1	8,4	8,7	8,3	9,4	6,9
5. Italie	12,4	10,6	10,9	11,3	14,2	15,5	21,6	5,1	3,8	3,4	3,3	4,0	3,8	4,3
6. Royaume-Uni	13,9	13,9	15,3	16,1	16,7	17,9	20,2	5,7	4,9	4,8	4,7	4,7	4,4	4,0
7. Suisse	6,9	6,7	7,1	7,4	7,8	8,2	10,3	2,9	2,4	2,2	2,2	2,2	2,0	2,0
8. Suède	4,8	5,2	6,3	6,1	5,9	7,0	10,0	2,0	1,9	2,0	1,8	1,7	1,7	2,0
9. Danemark	3,2	3,9	4,4	4,0	4,1	4,0	5,5	1,3	1,4	1,4	1,2	1,2	1,0	1,1
10. Espagne	1,7	1,8	3,7	3,7	3,2	3,4	5,2	0,8	0,6	1,2	1,1	0,9	0,8	1,0
11. Congo, Rwanda et Burundi	1,9	3,4	3,5	3,6	2,9	3,9	4,6	1,0	1,2	1,1	1,1	0,8	1,0	0,9
12. Norvège	2,2	2,5	2,8	2,8	3,2	3,4	4,5	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9
13. Japon	2,5	1,6	1,7	2,4	3,0	2,8	3,8	0,7	0,6	0,5	0,7	0,8	0,7	0,8
14. Canada	2,2	2,7	3,3	3,0	2,6	2,6	2,8	0,9	1,0	1,0	0,9	0,7	0,6	0,6
15. Hong-Kong	0,7	1,4	1,5	2,1	1,8	2,3	2,7	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5
16. Autriche	1,7	1,8	2,0	2,1	2,2	2,4	2,6	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5
17. U.R.S.S.	1,6	0,7	1,1	1,3	2,0	2,4	2,6	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,6	0,5
18. Grèce	0,6	1,9	2,4	2,2	2,3	2,2	2,5	0,7	0,7	0,8	0,6	0,6	0,5	0,5
19. Israël	1,1	1,7	1,3	1,4	1,5	2,1	2,3	0,3	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
20. Finlande	1,2	1,4	1,9	1,7	1,7	1,5	2,1	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
21. Inde	1,1	1,1	1,6	1,9	2,0	1,8	2,0	0,5	0,4	0,5	0,6	0,6	0,4	0,4
22. Portugal	0,8	1,3	1,6	1,7	1,9	1,5	1,9	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
23. République d'Afrique du Sud	1,3	1,5	1,7	1,3	1,6	1,9	1,9	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4
24. Yougoslavie	0,6	0,8	0,8	1,0	2,0	1,0	1,7	0,2	0,3	0,3	0,3	0,6	0,2	0,3
25. Brésil	1,3	1,0	0,9	1,1	1,5	1,6	1,6	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3
Autres pays	23,1	26,1	30,4	30,6	31,8	33,4	37,7	9,6	9,2	9,4	8,8	9,0	8,2	7,5
Total ...	**242,0**	**280,0**	**319,7**	**341,6**	**354,1**	**408,6**	**503,3**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1969.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par pays de provenance

PAYS DE PROVENANCE (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1. Allemagne Occidentale	49,2	58,8	69,1	77,6	78,1	87,0	115,9	19,2	19,8	21,3	21,6	21,4	20,7	23,2
2. France	38,5	43,8	49,8	55,8	55,8	64,3	79,4	15,0	14,8	15,3	15,6	15,3	15,3	15,9
3. Pays-Bas	37,7	44,0	48,3	52,5	54,2	60,8	71,2	14,7	14,8	14,9	14,6	14,9	14,5	14,3
4. Etats-Unis	23,6	26,3	27,6	28,5	29,6	36,2	38,3	9,2	8,9	8,5	7,9	8,1	8,6	7,7
5. Royaume-Uni	21,1	22,8	24,4	26,6	25,1	30,1	34,8	8,2	7,7	7,5	7,4	6,9	7,2	7,0
6. Congo, Rwanda et Burundi	8,3	10,0	10,5	15,7	13,1	16,5	21,6	3,2	3,4	3,2	4,4	3,6	4,0	4,3
7. Italie	8,8	11,3	12,6	14,6	16,2	17,9	20,1	3,4	3,8	3,9	4,1	4,4	4,3	4,0
8. Suède	6,7	7,5	7,5	7,7	7,9	8,8	10,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,2	2,1	2,1
9. Suisse	4,1	4,4	5,0	5,2	4,7	5,4	6,5	1,6	1,5	1,5	1,5	1,3	1,3	1,3
10. Iran	3,6	5,0	5,1	3,5	2,9	3,8	5,8	1,4	1,7	1,6	1,0	0,8	0,9	1,2
11. Canada	2,7	3,8	4,4	4,2	4,6	5,4	5,2	1,1	1,3	1,4	1,2	1,3	1,3	1,0
12. Libye	0,7	1,1	1,6	2,0	3,9	3,7	5,0	0,3	0,4	0,5	0,6	1,1	0,9	1,0
13. République d'Afrique du Sud	2,7	2,6	3,2	4,1	3,9	4,3	4,9	1,1	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0
14. Japon	1,8	1,8	2,2	2,6	3,1	3,5	4,9	0,7	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	1,0
15. Arabie Seoudite	0,1	0,3	0,7	1,0	0,6	3,1	4,3	—	0,1	0,2	0,3	0,2	0,7	0,9
16. Argentine	3,3	3,1	3,1	3,9	4,2	3,7	4,0	1,3	1,0	1,0	1,1	1,2	0,9	0,8
17. Brésil	1,4	2,1	2,3	2,0	1,7	2,4	3,5	0,5	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,7
18. Australie	2,9	3,8	2,9	2,9	2,9	2,8	3,5	1,1	1,3	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7
19. Koweit	3,0	1,7	2,6	2,6	2,2	2,7	3,0	1,2	0,6	0,8	0,7	0,6	0,6	0,6
20. U.R.S.S.	2,6	2,5	2,3	3,0	3,0	3,3	2,9	1,0	0,8	0,7	0,8	0,8	0,8	0,6
21. Finlande	2,1	2,5	2,5	2,4	2,0	2,3	2,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,5	0,5	0,6
22. Espagne	1,1	1,5	1,6	1,6	1,6	2,1	2,7	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5
Autres pays	30,4	35,8	35,8	39,1	43,0	49,7	48,4	12,0	12,1	10,8	10,8	11,7	11,8	9,6
Total ...	**256,4**	**296,5**	**325,1**	**359,1**	**364,3**	**419,8**	**499,4**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des importations en 1969.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1968 et 1969 (a)

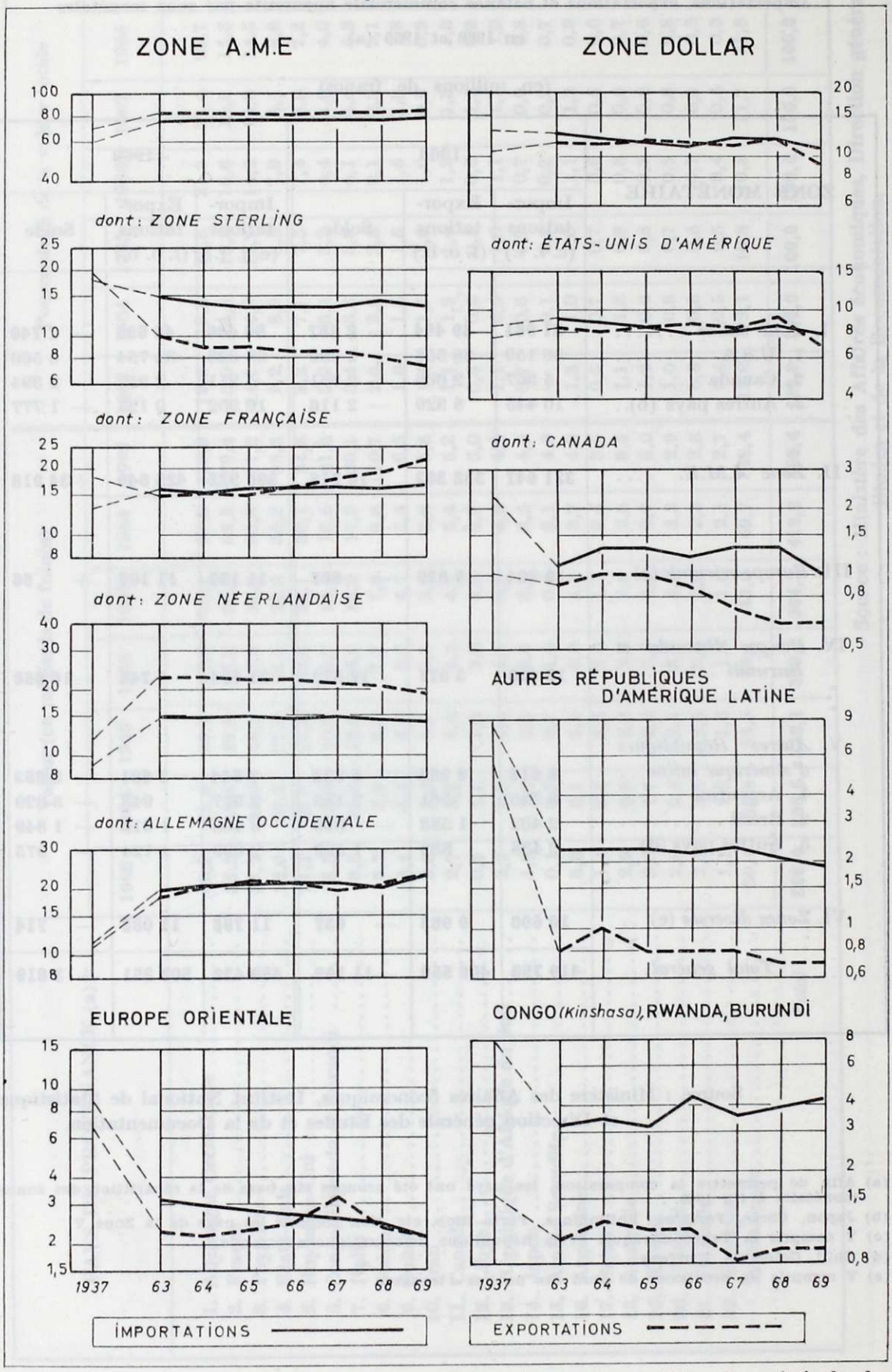
(en millions de francs)

ZONE MONÉTAIRE	1968			1969		
	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)	Solde	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)	Solde
I. *Zone dollar*	**51 961**	**49 494**	**— 2 467**	**54 436**	**46 696**	**— 7 740**
1. U.S.A.	36 159	38 558	+ 2 399	38 323	34 754	— 3 569
2. Canada	5 357	2 606	— 2 751	5 211	2 817	— 2 394
3. Autres pays (b)..	10 445	8 329	— 2 116	10 902	9 125	— 1 777
II. *Zone A.M.E.*	**321 647**	**332 363**	**+10 716**	**390 922**	**425 840**	**+34 918**
III. *Europe orientale* (c) .	**10 484**	**9 879**	**— 605**	**11 130**	**11 196**	**+ 66**
IV. *Congo, Rwanda et Burundi*	**16 450**	**3 877**	**—12 573**	**21 604**	**4 746**	**—16 858**
V. *Autres Républiques d'Amérique latine* ..	**8 616**	**2 983**	**— 5 633**	**9 544**	**3 691**	**— 5 853**
1. Argentine	3 746	561	— 3 185	3 977	948	— 3 029
2. Brésil	2 432	1 583	— 849	3 468	1 619	— 1 849
3. Autres pays (d)..	2 438	839	— 1 599	2 099	1 124	— 975
VI. *Zones diverses* (e) ..	**10 600**	**9 963**	**— 637**	**11 796**	**11 082**	**— 714**
Total général...	**419 758**	**408 559**	**—11 199**	**499 432**	**503 251**	**+ 3 819**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaire à fin 1969.
(b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la Zone V.
(c) Y compris la Tchécoslovaquie et la République démocratique allemande.
(d) Chili, Colombie, Uruguay.
(e) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Importations et exportations par zone monétaire
(en pour-cent du total)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques

(en millions de francs)

PAYS	1968			1969		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
1. *Communauté Economique Européenne*	**230 147**	**262 691**	**+32 544**	**286 696**	**339 995**	**+53 299**
Pays-Bas	60 814	85 931	+25 117	71 225	97 384	+26 159
Allemagne Occidentale	87 049	85 499	— 1 550	115 891	115 233	— 658
France	64 273	75 804	+11 531	79 446	105 760	+26 314
Italie	18 011	15 457	— 2 554	20 134	21 618	+ 1 484
2. *Association Européenne de Libre-Echange*	**51 131**	**44 360**	**— 6 771**	**59 340**	**54 886**	**— 4 454**
Royaume-Uni	30 151	17 873	—12 278	34 753	20 243	—14 510
Norvège	2 021	3 428	+ 1 407	2 551	4 454	+ 1 903
Suède	8 806	7 047	— 1 759	10 707	10 001	— 706
Danemark	2 501	3 964	+ 1 463	2 082	5 461	+ 3 379
Portugal	1 108	1 503	+ 395	1 245	1 879	+ 634
Suisse	5 393	8 158	+ 2 765	6 525	10 281	+ 3 756
Autriche	1 151	2 387	+ 1 236	1 477	2 567	+ 1 090
3. *Autres pays membres de l'O.C.D.E.*	**52 687**	**54 037**	**+ 1 350**	**57 888**	**55 786**	**— 2 102**
— en Amérique du Nord :						
Etats-Unis	36 159	38 558	+ 2 399	38 323	34 754	— 3 569
Canada	5 357	2 606	— 2 751	5 211	2 817	— 2 394
— en Asie :						
Japon	3 461	2 766	— 695	4 867	3 803	— 1 064
— en Europe :						
Grèce	821	2 212	+ 1 391	1 006	2 512	+ 1 506
Irlande	1 036	830	— 206	1 581	1 616	+ 35
Islande	51	183	+ 132	38	150	+ 112
Turquie	808	929	+ 121	789	1 178	+ 389
Espagne	2 123	3 392	+ 1 269	2 694	5 173	+ 2 479
Yougoslavie (a)	576	1 016	+ 440	602	1 723	+ 1 121
Finlande (a) (b)	2 295	1 545	— 750	2 777	2 060	— 717
Total O.C.D.E.	**333 965**	**361 088**	**+27 123**	**403 924**	**450 667**	**+46 743**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Statut particulier au sein de l'O.C.D.E.
(b) Membre associé de l'A.E.L.E.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Soldes de la balance commerciale par zone monétaire (a)

(en pourcentage du total des importations)

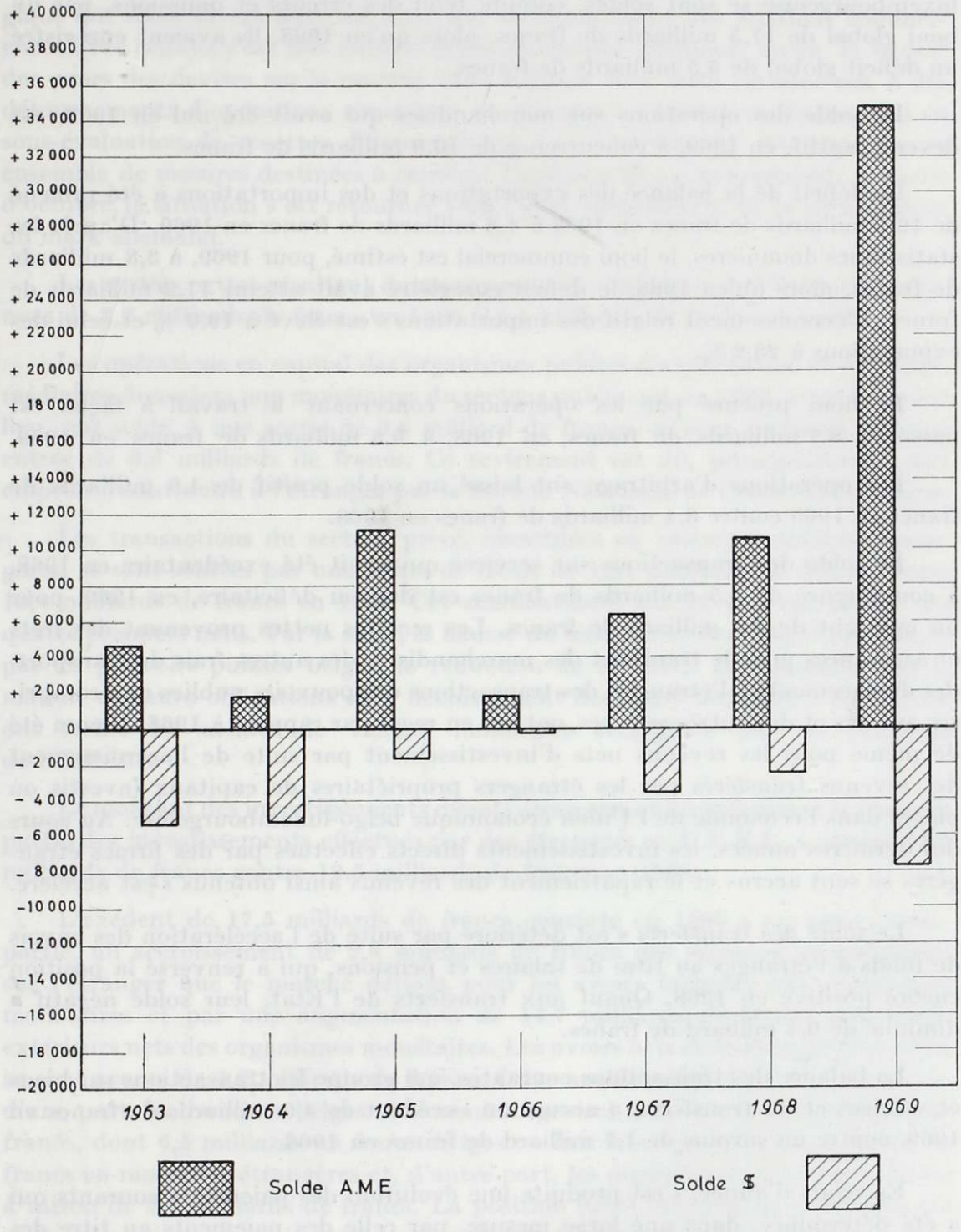
ZONE MONÉTAIRE	1964	1965	1966	1967	1968	1969
I. *Zone dollar*	— 1,7	— 0,5	— 0,1	— 1,0	— 0,6	— 1,5
1. U. S. A.	— 1,2	— 0,3	+ 0,3	—	+ 0,6	— 0,7
2. Canada	— 0,4	— 0,3	— 0,3	— 0,6	— 0,7	— 0,5
3. Autres pays (b)	— 0,1	+ 0,1	— 0,1	— 0,4	— 0,5	— 0,3
II. *Zone monétaire des pays membres de l'Accord Monétaire Européen* (c)	+ 0,6	+ 3,4	+ 0,6	+ 1,8	+ 2,6	+ 7,0
1. Zone sterling	— 5,8	— 5,0	— 5,6	— 5,2	— 6,7	— 6,5
dont : Royaume-Uni	(— 3,0)	(— 2,8)	(— 2,9)	(— 2,3)	(— 2,9)	(— 2,9)
Australie	(— 0,9)	(— 0,6)	(— 0,5)	(— 0,5)	(— 0,4)	(— 0,5)
2. Zone monétaire française	— 0,8	— 1,3	— 0,5	+ 1,6	+ 2,3	+ 5,1
dont : France	(— 0,5)	(— 1,0)	(— 0,2)	(+ 2,0)	(+ 2,7)	(+ 5,3)
3. Zone monétaire néerlandaise	+ 6,4	+ 6,6	+ 6,4	+ 5,7	+ 5,9	+ 5,1
dont : Pays-Bas	(+ 6,8)	(+ 6,8)	(+ 6,6)	(+ 5,9)	(+ 6,0)	(+ 5,2)
4. Danemark	+ 0,9	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,7
5. Norvège	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,4
6. Suède	— 0,8	— 0,4	— 0,4	— 0,6	— 0,4	— 0,2
7. Italie	— 0,2	— 0,5	— 0,9	— 0,5	— 0,6	+ 0,3
8. Suisse	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,8
9. Allemagne Occidentale	— 1,2	+ 0,2	— 1,6	— 2,3	— 0,4	— 0,1
10. Grèce, Portugal et Territoires d'Outre-Mer, Autriche, Turquie.	+ 0,8	+ 1,0	+ 0,9	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,8
11. Espagne et Territoires d'Outre-Mer	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,6
III. *Europe orientale* (d)	— 0,9	— 0,5	— 0,3	+ 0,6	— 0,1	+ —
IV. *Congo (Léo), Rwanda et Burundi*	— 2,3	— 2,1	— 3,4	— 2,8	— 3,0	— 3,4
V. *Autres républiques d'Amérique latine*	— 1,4	— 1,6	— 1,5	— 1,5	— 1,4	— 1,2
1. Argentine	— 0,9	— 0,8	— 1,0	— 1,0	— 0,8	— 0,6
2. Brésil	— 0,4	— 0,4	— 0,3	—	— 0,2	— 0,4
3. Autres pays (e)	— 0,1	— 0,4	— 0,2	— 0,5	— 0,4	— 0,2
VI. *Zones diverses* (f)	— 0,8	— 0,5	— 0,1	+ 0,1	— 0,2	— 0,1
Total général...	— 6,5	— 1,8	— 4,8	— 2,8	— 2,7	+ 0,8

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaires à fin 1969.
(b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la zone V.
(c) L'Espagne est comprise dans le total depuis l'année 1960.
(d) Y compris la Tchécoslovaquie et la République démocratique allemande.
(e) Chili, Colombie, Uruguay.
(f) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

Solde des balances commerciales de l'U. E. B. L. avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. (a) et la zone dollar

(en millions de francs)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'A. M. E. a remplacé l'U. E. P. depuis le 27 décembre 1958.

SECTION III. — BALANCE DES PAIEMENTS

Pour l'année 1969, les comptes extérieurs de l'Union économique belgo-luxembourgeoise se sont soldés, compte tenu des erreurs et omissions, par un boni global de 17,5 milliards de francs, alors qu'en 1968, ils avaient enregistré un déficit global de 5,5 milliards de francs.

Le solde des opérations sur marchandises qui avait été nul en 1968, est devenu positif, en 1969, à concurrence de 10,3 milliards de francs.

Le déficit de la balance des exportations et des importations a été ramené de 12,1 milliards de francs en 1968 à 4,3 milliards de francs en 1969. D'après les statistiques douanières, le boni commercial est estimé, pour 1969, à 3,8 milliards de francs, alors qu'en 1968, le déficit enregistré avait atteint 11,2 milliards de francs. L'accroissement relatif des importations s'est élevé à 19,0 % et celui des exportations à 23,2 %.

Le boni procuré par les opérations concernant le travail à façon est passé de 8,7 milliards de francs, en 1968, à 9,8 milliards de francs en 1969.

Les opérations d'arbitrage ont laissé un solde positif de 4,8 milliards de francs en 1969 contre 3,4 milliards de francs en 1968.

Le solde des transactions sur services qui avait été excédentaire en 1968, à concurrence de 5,5 milliards de francs est devenu déficitaire, en 1969, pour un montant de 0,9 milliard de francs. Les recettes nettes provenant des frêts et assurances pour le transport des marchandises, des autres frais de transport, des déplacements à l'étranger, des transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs et des autres services, ont été en recul par rapport à 1968. Il en a été de même pour les revenus nets d'investissement par suite de l'accroissement des revenus transférés par les étrangers propriétaires de capitaux investis ou placés dans l'économie de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Au cours des dernières années, les investissements directs effectués par des firmes étrangères se sont accrus et le rapatriement des revenus ainsi obtenus s'est accéléré.

Le solde des transferts s'est détérioré par suite de l'accélération des envois de fonds à l'étranger au titre de salaires et pensions, qui a renversé la position encore positive en 1968. Quant aux transferts de l'Etat, leur solde négatif a diminué de 0,4 milliard de francs.

La balance des transactions courantes, qui groupe les transactions sur biens et services et les transferts, a accusé un excédent de 4,0 milliards de francs en 1969, contre un surplus de 1,7 milliard de francs en 1968.

En cours d'année, s'est produite une évolution des paiements courants qui a été déterminée, dans une large mesure, par celle des paiements au titre des opérations sur marchandises. Durant les trois premiers trimestres, les variations du solde de ces paiements ont été très différentes de celles des mouvements effectifs de marchandises. Plusieurs causes ont concouru à cette divergence d'évolution. Comme le délai moyen du paiement des exportations est habituellement plus long que celui des importations, le développement des courants d'échange

a eu pour effet d'accroître la masse des créances commerciales des entreprises sur l'étranger. En outre, les délais à l'importation sont devenus plus courts tandis qu'ils se sont allongés à l'exportation. Il faut ajouter que pendant les premiers mois de l'année, le crédit a été moins coûteux et plus abondant en Belgique que dans divers pays, de sorte que le financement des relations commerciales avec ceux-ci s'est fait surtout grâce au marché intérieur. Enfin, la hausse des cours des devises sur le marché libre a donné lieu, dans certains cas, à des détournements d'opérations consistant en paiement d'opérations fictives ou en sous-évaluation de recettes d'exportations. Les autorités ont, dès lors, pris un ensemble de mesures destinées à contenir l'ampleur de ce mouvement. A partir d'octobre, la situation s'est retournée sous l'effet, notamment, de la réévaluation du mark allemand.

Les sorties nettes résultant du mouvement des capitaux de l'Etat sont revenues de 3,2 milliards de francs en 1968 à 2,4 milliards de francs en 1969.

Les opérations en capital des organismes publics d'exploitation et des intermédiaires financiers non monétaires du secteur public qui, en 1968, avaient donné lieu, par solde, à une sortie de 0,6 milliard de francs, se sont traduites par une entrée de 9,5 milliards de francs. Ce revirement est dû, principalement, aux emprunts contractés à l'étranger par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

Les transactions du secteur privé, identifiées en valeurs mobilières étrangères, se sont soldées par une sortie de fonds de 15,1 milliards de francs contre 13,4 milliards de francs en 1968. Cet accroissement est dû aux opérations des quatre premiers mois. Par la suite, la hausse du rendement des obligations émises par les pouvoirs publics belges, la réduction du montant des émissions sur le marché des euro-obligations et le fléchissement des cours boursiers à New-York ont freiné les achats de valeurs mobilières étrangères par les résidents de l'U.E.B.L.

Le montant des investissements directs étrangers qui représentent la majeure partie des investissements effectués par des étrangers en U.E.B.L. a atteint 13,3 milliards de francs contre 12,5 milliards de francs en 1968.

L'exédent de 17,5 milliards de francs constaté en 1969 a eu, pour contrepartie, un accroissement de 2,8 milliards de francs des créances commerciales sur l'étranger que le marché détient pour les avoirs rachetés aux organismes monétaires et par une augmentation de 14,7 milliards de francs des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires. Les avoirs nets de la Banque Nationale se sont accrus de 5,2 milliards de francs. Cette amélioration s'est répartie entre, d'une part, les banques belges et luxembourgeoises à raison de 7,4 milliards de francs, dont 6,5 milliards en francs belges ou luxembourgeois et 0,9 milliard de francs en monnaies étrangères et, d'autre part, les organismes monétaires divers à raison de 2,1 milliards de francs. La position nette vis-à-vis de l'étranger des autres organismes monétaires s'est améliorée de 9,5 milliards de francs.

★

★ ★

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1968 et 1969

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1968	1969 (a)	1968	1969 (a)	1968	1969 (a)
A. *Transactions sur biens et services :*						
1. Opérations sur marchandises	333,3	405,9	333,3	395,6	—	+10,3
a) Exportations et importations f. o. b.	*318,6*	*388,1*	*330,7*	*392,4*	*—12,1*	*— 4,3*
b) Travail à façon	*11,3*	*13,0*	*2,6*	*3,2*	*+ 8,7*	*+ 9,8*
c) Opérations d'arbitrage					*+ 3,4*	*+ 4,8*
2. Or non monétaire					*— 1,3*	*— 0,4*
3. Frets	15,4	17,3	14,2	16,6	+ 1,2	+ 0,7
4. Assurances pour le transport de marchandises	0,5	0,6	0,5	0,7	—	— 0,1
5. Autres frais de transport	6,0	6,6	5,5	6,7	+ 0,5	— 0,1
6. Déplacements à l'étranger	13,7	15,7	19,9	22,7	— 6,2	— 7,0
7. Revenus d'investissements	19,8	27,3	18,1	26,8	+ 1,7	+ 0,5
8. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	10,6	9,7	7,3	8,4	+ 3,3	+ 1,3
9. Autres services	34,7	39,6	29,7	35,8	+ 5,0	+ 3,8
a) Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteurs	*4,4*	*4,9*	*6,1*	*6,9*	*— 1,7*	*— 2,0*
b) Courtages et commissions	*13,0*	*15,2*	*12,1*	*14,3*	*+ 0,9*	*+ 0,9*
c) Ouvriers frontaliers	*6,0*	*7,1*	*1,8*	*2,7*	*+ 4,2*	*+ 4,4*
d) Primes et indemnités d'assurances	*3,8*	*3,1*	*3,6*	*4,3*	*+ 0,2*	*— 1,2*
e) Divers	*7,5*	*9,3*	*6,1*	*7,6*	*+ 1,4*	*+ 1,7*
Total des transactions sur biens et services (b)	**434,0**	**522,7**	**429,8**	**513,7**	**+ 4,2**	**+ 9,0**
(dont : services = 3 à 8)	(100,7)	(116,8)	(95,2)	(117,7)	(+ 5,5)	(— 0,9)
B. *Transferts :*						
10. Transferts privés	8,8	8,5	6,6	9,2	+ 2,2	— 0,7
11. Transferts de l'État	0,4	0,5	5,1	4,8	— 4,7	— 4,3
Total des transferts	**9,2**	**9,0**	**11,7**	**14,0**	**— 2,5**	**— 5,0**

(suite à la page 371)

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1968 et 1969 (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1968	1969 (a)	1968	1969 (a)	1968	1969 (a)
C. *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :*						
12. État	3,1	3,0	6,3	5,4	— 3,2	— 2,4
a) Long terme	*2,5*	*2,8*	*3,7*	*4,7*	— *1,2*	— *1,9*
— Participation à des organismes internationaux	(—)	(—)	(—)	(0,9)	(—)	(— 0,9)
— Prêts et emprunts	(2,5)	(2,8)	(0,3)	(0,4)	(+ 2,2)	(+ 2,4)
— Amortissements	(—)	(—)	(3,4)	(3,4)	(— 3,4)	(— 3,4)
b) Court terme	*0,6*	*0,2*	*2,6*	*0,7*	— *2,0*	— *0,5*
13. Autres pouvoirs publics	—	—	0,2	0,2	— 0,2	— 0,2
Total du mouvement des capitaux des pouvoirs publics	**3,1**	**3,0**	**6,5**	**5,6**	— **3,4**	— **2,6**
D. *Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :*						
14. Organismes publics d'exploitation	0,3	2,5	0,7	1,0	— 0,4	+ 1,5
15. Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	1,7	9,6	1,9	1,6	— 0,2	+ 8,0
16. Secteur privé (chiffres nets)	9,1	19,4	13,9	16,2	— 4,8	+ 3,2
a) Transactions identifiées en valeurs mobilières	—	—	*13,9*	*16,2*	—*13,9*	—*16,2*
— Belges	(—)	(—)	(0,5)	(1,1)	(— 0,5)	(— 1,1)
— Étrangères	(—)	(—)	(13,4)	(15,1)	(—13,4)	(—15,1)
b) Autres	*9,1*	*19,4*	—	—	+ *9,1*	+*19,4*
Total du mouvement des capitaux des entreprises et particuliers	**11,1**	**31,5**	**16,5**	**18,8**	— **5,4**	+**12,7**

(suite à la page 372)

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1968 et 1969 (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1968	1969 (a)	1968	1969 (a)	1968	1969 (a)
E. *Erreurs et omissions*					+ 1,6	+ 3,4
Total général . . .					— 5,5	+17,5
F. *Financement du total* :						
1. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger					— 0,8	+ 2,8
2. Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :						
— Banque Nationale de Belgique					—14,2	+ 5,2
— Banques belges et luxembourgeoises :						
Francs belges et luxembourgeois					+ 2,1	+ 6,5
Monnaies étrangères					+ 7,1	+ 0,9
— Organismes monétaires divers					+ 0,3	+ 2,1

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Données provisoires.
(b) Y compris en recettes le solde positif des opérations d'arbitrage et en dépenses le solde négatif de l'or non monétaire.

CHAPITRE II

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

SECTION I. — ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE (G. A. T. T.)

Le commerce international a encore connu une forte expansion en 1969. D'après les premières estimations du G.A.T.T., celle-ci a atteint 13,5 % en valeur, ce qui constitue le record d'après-guerre, contre 11 % en 1968 et 8,2 % en moyenne au cours de la période 1959-1968. Les exportations des pays occidentaux industrialisés (environ 80 % du total) se sont accrues de 15 %, celles des pays en voie de développement de 9 % et celles des pays de l'Est de 7,4 %. Toutefois, la progression n'est que de 11 % en volume contre 12 % en 1968, du fait qu'à une baisse des prix d'environ 1 % en 1968 a succédé une hausse de l'ordre de 2,5 %. La demande a été particulièrement vive dans les pays du Marché commun, qui ont absorbé plus de la moitié de l'accroissement des importations mondiales, alors que leurs importations totales ne représentent qu'environ 1/3 du total mondial ; par contre, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, dont les importations globales constituent 1/4 des importations mondiales n'ont contribué à l'accroissement des importations en 1969 qu'à concurrence de 1/8.

Conscientes que pour rester dynamique le commerce international doit être continuellement stimulé, les Parties contractantes du G.A.T.T. ont, immédiatement après la conclusion du « Kennedy Round » (mai 1967), chargé les Comités permanents de l'Organisation d'entreprendre des études préparatoires à la mise sur pied de négociations ultérieures, qui ne pourraient toutefois commencer qu'en 1972 au plus tôt, puisque, de l'avis des Parties contractantes, de nouvelles négociations ne pourront s'ouvrir que lorsque tous les pays auront mis en œuvre la dernière tranche des réductions tarifaires prévues par le « Kennedy Round », qui doit intervenir le 1er janvier 1972. A cet égard, les Etats membres de la C.E.E. ont appliqué, le 1er janvier 1970, la troisième tranche de réductions, les deux premières ayant été effectuées le 1er juillet 1968.

L'activité du Comité du commerce des produits industriels a essentiellement consisté en la poursuite des deux tâches principales qui lui ont été confiées en 1967 par les Parties contractantes, à savoir une étude tarifaire et une étude sur les obstacles non tarifaires et paratarifaires. L'étude tarifaire, toujours en cours, qui portera sur la situation en 1972, soit après la mise en vigueur des concessions consenties lors du « Kennedy Round », permettra de voir clairement la structure des taux des droits selon les industries et les pays, de mesurer l'importance des écarts entre les matières premières et les produits finis dans chaque secteur, de faire des comparaisons internationales et de déterminer ainsi l'influence de ces écarts sur la composition des importations. L'étude des obstacles non tarifaires et paratarifaires vise d'abord à déterminer ceux qui nécessiteraient les premiers efforts du G.A.T.T. et la nature de l'action à entreprendre, ensuite à permettre aux gouvernements d'apprécier les pouvoirs de négociation qui leur seraient nécessaires pour engager officiellement des négociations. Le « Kennedy Round » n'avait pas abordé ces problèmes, particulièrement difficiles à traiter ; ils devront cependant être englobés dans les futures négociations du G.A.T.T., du fait que certains pays se trouvent, au point de vue tarifaire, à un minimum tel que toute nouvelle concession mutuelle implique un marchandage sur les barrières non tarifaires.

En vue de remédier à la situation qui se dégrade de plus en plus dans le secteur agricole, où tout essai de mise en ordre a échoué depuis vingt ans, le Comité de l'agriculture a commencé, mais non terminé, une étude approfondie pour identifier, en quantifiant leur incidence, diverses mesures touchant à l'importation, l'exportation et la production de huit catégories de produits agricoles qui représentent ensemble les 3/4 du commerce agricole total. Le Comité avait déjà, l'an dernier, rassemblé une documentation sur ces produits et identifié les principaux problèmes. L'objectif final est de dégager des solutions mutuellement acceptables.

Le Comité des textiles de coton a procédé du 8 au 10 octobre 1969 au 7e examen annuel de l'application de l'Accord, auquel participent trente pays, dont les Etats membres des Communautés européennes. Le porte-parole de la Communauté a indiqué qu'en dépit de la mauvaise conjoncture qui a pesé sur l'industrie cotonnière dans la C.E.E. en 1967 et au début 1968, les Etats membres ont continué d'appliquer l'Accord conformément aux principes qui ont inspiré sa conclusion : d'une part, les majorations de contingents prévues lors du renouvellement de l'Accord ont été allouées à certains exportateurs et d'autre part, des accords bilatéraux conclus par des Etats membres avec des pays exportateurs (Inde, Pakistan, Hong-Kong) ont notablement amélioré le régime des échanges tant sur le plan des quantités que sur celui de la gestion. Le Comité a également examiné l'aménagement de l'industrie des textiles de coton. Bien que le processus ait commencé dans la C.E.E. avant la conclusion de l'Accord, ce mouvement s'est amplifié depuis l'entrée en vigueur de celui-ci. Le processus de rationalisation et d'adaptation du secteur aux nouvelles conditions techniques et économiques est donc fort avancé dans la C.E.E., mais pas encore achevé ; la Communauté dispose d'études qui permettront de prendre les mesures susceptibles de l'accélérer. Enfin, le Comité a commencé la discussion de la question de savoir

s'il convient de proroger ou de modifier l'Accord ou d'y mettre fin ; la C.E.E. reste ouverte à la possibilité d'un renouvellement.

L'« American Selling Price », qui consiste pour les Etats-Unis à taxer les importations de certains produits, essentiellement chimiques, sur la base du prix des produits américains compétitifs au lieu du prix réel, n'a toujours pas été aboli par le Congrès des Etats-Unis. L'abolition de ce système étant la condition préalable à l'entrée en vigueur de l'Accord sur les produits chimiques conclu entre la C.E.E., les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Suisse dans le cadre du « Kennedy Round », la date limite d'application de cet accord fixée primitivement au 1er janvier 1969, puis repoussée au 1er janvier 1970, a été à nouveau postposée, cette fois au 1er janvier 1971.

Section II. – Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.)

Le huitième conseil ministériel de l'O.C.D.E. s'est réuni à Paris les 13 et 14 février 1969 ; les Ministres y ont examiné les travaux de l'Organisation à la lumière de la situation économique et de ses perspectives, des transformations qui se produisent dans les structures de l'économie et de la société modernes, ainsi que des besoins des pays en voie de développement.

Le Ministre belge du Commerce extérieur a centré son intervention sur les problèmes que pose la réalisation d'un meilleur équilibre des balances de paiement ; il a relevé qu'actuellement les Etats membres se limitent à se communiquer les objectifs conçus unilatéralement dans chaque pays et à examiner leurs conséquences sur les pays voisins ; il a estimé que l'étape suivante devrait conduire les gouvernements à formuler une politique cohérente de balance des paiements. Il a affirmé que, parmi les moyens susceptibles d'être utilisés, les mesures commerciales restrictives doivent retenir une attention toute particulière mais le recours à de telles dispositions requerrait quatre conditions essentielles pour leur enlever tout caractère abusif : elles seraient exceptionnelles et temporaires, appliquées dans un contexte de coopération internationale et surtout accompagnées d'une action fondamentale destinée à agir sur la demande par une combinaison appropriée des moyens budgétaires et monétaires.

En février également, le Comité d'Aide au Développement (C.A.D.) a adopté une recommandation complémentaire nouvelle qui devrait amener un assouplissement des conditions financières de l'aide publique de ses membres aux pays en voie de développement ; cette recommandation est intervenue à la suite de l'examen par le Comité des mesures prises par ses membres au cours des trois années qui se sont écoulées depuis la précédente recommandation, datant de 1965 ; elle invite les membres soit à faire une large part aux dons dans le programme d'aide, soit à fournir une forte proportion de dons et/ou de prêts bénéficiant tous de conditions très favorables, soit encore d'assurer une combinaison de dons

et de prêts assortis de conditions diverses qui représentent dans leur ensemble un élément de concession considérable. En 1968 déjà, les conditions de prêts consentis par les organismes officiels des pays membres du C.A.D. aux pays en voie de développement avaient été adoucies, la moyenne des taux d'intérêt passant de 3,8 % en 1967 à 3,3 % et la durée moyenne des prêts de 23 à 25 ans.

En 1968, plus de 95 % de l'ensemble de l'aide technique et financière reçue par les pays en voie de développement provenaient des pays membres du C.A.D. c'est-à-dire les Six des Communautés européennes à l'exception du Luxembourg, les Sept de l'Association européenne de libre échange (A.E.L.E.), l'Australie, le Canada, les Etats-Unis et le Japon ; la Commission des Communautés européennes est également membre du C.A.D.

Le total des apports publics et privés a atteint, en 1968, 12,9 milliards de dollars contre 11,2 milliards en 1967, ce qui représente un progrès de 14 %. Celui-ci est dû uniquement à l'accroissement des flux financiers nets du secteur privé, qui passent de 4,2 à 5,9 milliards de dollars, dont 2,7 milliards d'investissements directs (2,0 en 1967), 0,8 et 0,6 milliard d'investissements de portefeuille respectivement bilatéral et multilatéral (0,8 et 0,3 en 1967) et 1,8 milliard de crédits à l'exportation (1,1 en 1967). Le niveau des flux du secteur public s'est maintenu à 7 milliards de dollars, et ne représente plus que 54 % du total, contre 62 % en 1967 et 65 % en moyenne pour toutes les années soixante antérieures.

Le montant de 12,9 milliards de dollars équivaut à 0,97 % des revenus nationaux totalisés des seize pays membres et 0,77 % des produits nationaux bruts. Il est donc encore légèrement inférieur à l'objectif de 1 % du revenu national fixé par la Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) en 1965 mais davantage à celui de la seconde conférence, qui s'est tenue en 1968 à New Delhi et qui avait recommandé de porter le plus rapidement possible l'objectif à 1 % du produit national brut. Six pays ont toutefois dépassé cet objectif : le Portugal (1,45 %) dont l'aide ne représente que 0,57 % du total C.A.D., la Suisse (1,43 %), la France et la République fédérale allemande (1,24 %), la Belgique (1,15 %) et les Pays-Bas (1,10 %).

Les principaux pays bénéficiaires de l'aide ont été, au cours de la période 1964-1967, l'Inde (18 %), le Pakistan (7 %), le Vietnam du Sud (6 %), le Brésil, la Corée du Sud et la Turquie (3 %).

Le Comité d'Aide au Développement (C.A.D.) a tenu sa réunion annuelle en novembre ; il a noté que plusieurs pays avaient commencé, en 1969, à prendre des mesures en vue de réduire l'incidence de la pratique de l'aide liée ; le programme de travail a été marqué par la préparation de la deuxième décennie du développement, pour laquelle l'objectif sera un taux de croissance annuel moyen de 6 %.

La Finlande est devenue le vingt-deuxième membre de l'Organisation le 28 janvier 1969.

SECTION III.
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

§ 1. — COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (C.E.E.)

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, *tenue à La Haye* les 2 et 3 décembre, a été l'événement majeur de l'année qui a permis aux institutions européennes de poursuivre et de relancer leur action. Elle a mis l'accent sur les finalités politiques de la Communauté, sur la volonté de faire progresser l'intégration économique et la coopération monétaire ainsi que sur le principe de l'élargissement de cette Communauté.

A l'occasion du passage de la période transitoire à la période définitive, les chefs d'Etat et de Gouvernement ont également décidé de remplacer progressivement les contributions financières des pays membres au budget de la Communauté par l'établissement de ressources propres, ce qui implique un accroissement parallèle des pouvoirs budgétaires du Parlement Européen.

Cette décision s'est traduite dans l'accord réalisé au Conseil de Ministres des 22 et 23 décembre.

En 1970, l'alimentation du Fonds de garantie et d'orientation agricole sera assurée par les Etats membres selon une clé de répartition modifiée par rapport à celle actuellement en vigueur. Mais à partir du 1er janvier 1971, le démarrage d'un mécanisme permettant l'alimentation de l'ensemble du budget par des recettes provenant des prélèvements et progressivement des ressources des tarifs extérieurs et de recettes fiscales, est décidé. Le principe de l'affectation d'une partie de la T.V.A. aux besoins budgétaires de la Communauté est acquis. L'objectif est d'en arriver, au 1er janvier 1975, à ce que toutes les dépenses de la Communauté (dépenses opérationnelles et administratives), gérées par la Commission et contrôlées par le Parlement Européen, soient couvertes par une espèce d'impôt communautaire multiforme dont la perception pratique est faite par les Etats membres, mais à ce que le versement soit effectué automatiquement dans la caisse commune.

*
* *

1. — *Marché intérieur.*

En vue d'assurer une interprétation uniforme du *Tarif Douanier Commun*, le Conseil a adopté, le 16 janvier 1969, le règlement instituant un Comité de la Nomenclature. Après avis favorable de ce Comité, la Commission est appelée à arrêter les dispositions nécessaires en vue de la classification de la marchandise. Quant à la mise au point du tarif applicable au 1er janvier 1970, le Conseil a arrêté un règlement modifiant celui du 28 juin 1968.

La liste, arrêtée en 1969, des produits pouvant bénéficier d'une suspension de droits pendant 7 ans porte sur 118 produits, en général des matières premières et des demi-produits. Il est à noter que la suspension des droits sur les avions de 15 T a été reconduite pour 1970.

La suspension est également reconduite pour certains produits intéressant les exportations d'Israël et de l'Inde. Les dérogations à l'application du Tarif Douanier Commun basées sur l'article 26 ont été limitées à certains tabacs fabriqués par les pays du Benelux, à l'aluminium brut et à des vins algériens pour l'Allemagne. Les contingents tarifaires nationaux prévus par l'article 25 et les protocoles annexés concernant les produits de la Liste G, ont été accordés dans neuf cas. Des contingents communautaires ont été octroyés pour satisfaire aux obligations de la Communauté vis-à-vis du GATT et à certaines dispositions visées dans des accords conclus avec des pays tiers et par ailleurs pour répondre à certains besoins des industries communautaires.

Le Conseil a arrêté les directives concernant les entrepôts douaniers et les zones franches ainsi que le trafic de perfectionnement et, d'autre part, celles sur le transit communautaire.

Dans le domaine des *restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent*, la Commission a adopté deux directives, l'une concernant les fournitures à l'Etat et à ses collectivités territoriales et aux personnes de droit public, l'autre ayant des effets équivalents à des restrictions quantitatives non visées par des dispositions spécifiques du Traité.

Pour ce qui concerne les *entraves techniques aux échanges*, le Conseil a adopté un programme organique dont l'achèvement est prévu avant le 1er janvier 1971, ce programme permettra aux milieux intéressés d'avoir conscience du problème posé par les entraves ainsi que des étapes de l'action à mener pour les éliminer.

La Commission a limité les *recours à l'article* 226, à la demande des Gouvernements allemand, néerlandais et belge, en faveur des céréales, en vue de combattre une spéculation que la perspective du changement de la parité de la monnaie allemande provoquait sur les prix.

En appliquant l'article 85 *du traité C.E.E.*, la Commission a poursuivi sa politique qui consiste à développer la coopération favorable à la productivité, tout en garantissant une concurrence effective grâce à l'application de l'article 85, paragraphe 1. Outre différentes décisions par lesquelles de nouveaux cas de coopération ont été exemptés de l'interdiction prévue à l'article 85, paragraphe 1, la Commission a statué pour la première fois sur le problème de la concurrence à l'intérieur d'un groupe d'entreprises (Christiani et Nielsen) juridiquement autonomes mais économiquement liées.

Dans deux cas, la Commission a infligé, pour la première fois, des amendes à des entreprises pour infraction à l'interdiction des ententes. L'un de ces cas est important notamment parce qu'il concerne, entre autres, des entreprises ayant leur siège dans des Etats tiers. La plupart des entreprises visées ont introduit un recours contre ces décisions auprès de la Cour de justice des Communautés européennes.

En fin d'année, la Commission a adressé à la France, à l'Allemagne et à l'Italie des recommandations au sujet de l'aménagement de divers *monopoles*.

Une directive du Conseil fixe, pour les *aides à la construction navale*, un taux plafond égal à 10 % du prix de vente des navires et un champ d'application maximum, valables pour l'ensemble de la Communauté.

Dans le *domaine fiscal*, la Belgique et l'Italie ont demandé le report de l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée. La Belgique a invoqué notamment des raisons d'ordre conjoncturel et budgétaire et le Gouvernement italien a fait valoir qu'introduire un tel système était lié à un projet de réforme fiscale générale sur lequel le Parlement italien ne s'était pas encore prononcé. Le Conseil a reporté au 1er janvier 1972 la date primitivement prévue. A cette occasion, les Etats membres n'appliquant pas encore la taxe à la valeur ajoutée se sont engagés à réduire forfaitairement certains taux moyens des majorations de taxes à l'importation ou des ristounes à l'exportation.

Les dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives aux franchises des taxes sur le chiffre d'affaires et des accises perçues à l'importation dans le trafic international des voyageurs ont fait l'objet d'une directive du Conseil visant à leur harmonisation.

Le Conseil a également adopté une directive concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux.

Dans le domaine du *droit d'établissement et de la libre prestation* de services, une directive du Conseil du 13 mars 1969 porte sur l'élimination des restrictions pour les activités concernant le pétrole et le gaz naturel.

2. — *Politiques communes.*

Pour la *conjoncture*, le Conseil a adopté, le 17 juillet 1969, un mémorandum relatif au maintien des conditions d'une croissance équilibrée. Lors de la dévaluation du franc français et de la réévaluation du DM, il a décidé de ne pas modifier la valeur de l'unité de compte utilisée pour la politique agricole commune. Cependant, dans le cas français, il convenait d'éviter un ajustement des prix vers le haut alors que dans le cas allemand l'adaptation vers le bas était conforme au but de stabilisation. Aussi, le Conseil a autorisé la France à réduire au maximum de 11,11 % les prix d'intervention ou d'achat exprimés en U.C., jusqu'à la fin de la campagne 1969-1970, et à prendre à la frontière des mesures compensatoires. Dans le cas de l'Allemagne, il a décidé que le manque à gagner subi par les agriculteurs serait pris en charge en partie par la Communauté, le solde pouvant être compensé au moyen de mesures prises par le Gouvernement allemand.

Une décision de la Commission a autorisé l'Allemagne à appliquer des mesures compensatoires à la frontière jusque fin 1969.

Dans le domaine monétaire le dérèglement de l'équilibre des paiements entre pays membres a mis en évidence la nécessité d'une *coordination des politiques économiques* et une décision du Conseil du 17 juillet 1969 a été prise pour renforcer les procédures de consultation à cet effet.

Les perturbations dans le fonctionnement du système monétaire international créent des difficultés plus sensibles dans un ensemble qui, comme la Communauté, vise à la réalisation d'une union économique. Il est apparu que le

renforcement de la cohésion monétaire des Etats membres ne peut être assuré que par une plus étroite coordination de leurs politiques économiques à court et à moyen terme.

C'est dans cette perspective, que sur base d'un memorandum de la Commission en date du 12 février 1969, le Conseil a pris, le 17 juillet 1969, une série de décisions. Un accord de principe est intervenu pour un système communautaire de soutien monétaire et, au surplus, le Conseil a donné mandat au Comité monétaire de lui faire rapport sur un système visant à assurer un concours financier à moyen terme.

Suite aux travaux du Groupe de *politique de la recherche scientifique et technique*, le Conseil a adopté certaines des propositions de ce groupe en vue de la mise en œuvre d'actions concrètes de coopération dans sept domaines : l'informatique, les nuisances, la météorologie, la métallurgie, les télécommunications, les nouveaux moyens de transport et l'océanographie.

Il a approuvé les modalités d'exécution proposées concernant d'abord les études préalables qui, suivant leur nature et l'engagement pris par les pays membres, peuvent être ventilées en études prospectives et en études de projets ; ensuite les actions intéressant la recherche fondamentale ou les services publics et enfin les actions industrielles.

En même temps, il a décidé de transmettre ses conclusions à un certain nombre de pays tiers européens, (Autriche, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Irlande, Norvège, Portugal, Suède, Suisse) en attirant l'attention de ces derniers sur le fait que les Etats membres de la Communauté souhaiteraient vivement qu'ils participent à la coopération envisagée. Entretemps, tous les pays invités ont fait part de l'intérêt qu'ils portaient à une telle coopération.

Quatre faits marquants ont dominé *le secteur agricole* : l'indicence des problèmes monétaires sur le marché commun agricole comme on l'a vu ci-dessus ; la discussion du memorandum sur la réforme de l'agriculture ; l'accroissement des excédents estimés, fin 1969, à 320 000 t de beurre et 350 000 t de lait écrémé en poudre et au début de la campagne 1969-1970, 8 000 000 t de blé et 2 000 000 t de sucre, enfin la discussion de nouveaux règlements financiers qui n'étaient pas encore définitivement arrêtés en fin d'année.

Dans le but de stabiliser la production laitière, le Conseil a adopté le règlement instaurant un système de primes pour engager les producteurs à renoncer à la production de lait et à diminuer la commercialisation du lait.

Au cours de la session des 15 au 22 décembre, le Conseil a convenu de mettre en place, avant le 28 février 1970, une organisation communautaire de marchés viti-vinicoles de nature à permettre la libre circulation des produits.

Quant à l'application du financement communautaire suite aux décisions prises en 1969, le montant des remboursements apparaît comme suit : *pour la section « garantie »* : 1 916 491 652 U.C. et *pour la section « orientation »* : 94 897 375 U.C.

Dans le domaine social, une nouvelle réglementation a été adoptée qui simplifie et améliore les procédures en faveur des travailleurs migrants.

En 1969, les remboursements du Fonds social se sont élevés à un peu plus de 35 millions d'u. de c. en faveur de 175 000 travailleurs.

Le Conseil a adopté un règlement pour appliquer les règles de concurrence aux trois modes de *transport* terrestres.

Pour la *route*, a été mis en vigueur le 1er janvier, le contingent communautaire ; celui-ci favorise une meilleure utilisation du matériel de transport par la possibilité qu'il donne d'effectuer des transports internationaux sur l'ensemble du territoire de la Communauté.

Ce processus de libération peut être développé grâce l'application, depuis le 1er novembre 1969, de la réglementation des prix et des conditions de transport.

Le Conseil a également arrêté une décision relative à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale.

Enfin, le Conseil a arrêté les mesures relatives aux interventions étatiques, dans les *transports ferroviaires*.

Elles visent les obligations envers chacun des Etats membres, dues à l'aspect de services publics que peuvent avoir les transports par chemin de fer, par route et par voies navigables. Elle portent aussi sur la normalisation des comptes des entreprises de chemin de fer.

L'un de ces règlements facilitera la suppression de ces obligations dans la mesure où elles n'apparaissent pas comme indispensables. Dans le cas où elles sont maintenues, les charges y afférentes doivent faire l'objet d'une compensation suivant des méthodes communes.

L'ensemble de ces mesures permettent de clarifier la situation économique et financière des entreprises ferroviaires et les résultats de leur exploitation.

Le Conseil ne s'est pas encore prononcé sur la propositions concernant l'accès au marché des *transports par voie navigable*. Pour éviter que des distorsions encore plus grandes que celles existant actuellement ne se créent par des actions non coordonnées des Etats membres, la Commission leur a adressé une recommandation relative à l'assainissement structurel du marché des transports de marchandises par voie navigable. Il s'agit de contribuer à la réduction des surcapacités structurelles, de favoriser en même temps l'élimination de la cale la plus vétuste et d'harmoniser les mesures que les Etats membres auront adoptées en la matière sur le plan national.

Dans l'établissement de la *politique commerciale commune*, il faut signaler, d'une part, un premier règlement, instaurant un régime commun applicable aux produits importés sans restriction quantitative des pays à commerce d'état, d'autre part, l'harmonisation des régimes d'exportation, pratiquement réalisée par la décision du Conseil du 20 décembre.

En ce qui concerne les accords commerciaux généraux, le Conseil a pris plusieurs décisions autorisant la reconduction ou la prorogation au delà de la

période transitoire pour plusieurs cas dans lesquels le contenu des accords conclus par les Etats membres ne fait pas obstacle à la mise en œuvre de la politique commerciale commune.

L'uniformisation progressive des accords concernant les relations commerciales et les négociations d'accords communautaires ont fait l'objet de discussions qui ont abouti à une décision du Conseil en décembre. Celle-ci reconnaît que la conduite des négociations incombe à la Commission et que la Communauté est compétente pour conclure des accords en conformité avec l'article 113.

A titre exceptionnel et dans des conditions précises, la susdite décision autorise les Etats membres à mener des négociations bilatérales pendant encore trois ans.

Un accord bilatéral a été conclu avec l'Inde sur le commerce des produits de coco et de jute. La Communauté a par ailleurs mis en œuvre des mesures tarifaires de caractère autonome pour des produits intéressant plus spécialement les pays de l'Asie.

Sur le plan multilatéral, le Conseil a marqué son accord sur une communication à l'O.C.D.E., définissant la position préliminaire de la C.E.E. en ce qui concerne la possibilité d'octroyer des préférences tarifaires générales. Le 28 octobre 1969, le Conseil a approuvé la transmission à la C.N.U.C.E.D. des offres préliminaires de la C.E.E.

L'aide alimentaire globale sollicitée par les pays du tiers monde au titre des actions communautaires, dépasse sensiblement le million 35 mille tonnes correspondant à l'engagement annuel de la Communauté. Le Conseil a, dans une première décision des 10 et 11 novembre, fixé à 323 mille tonnes de froment le montant des actions communautaires, les accords de fournitures ont déjà été signés avec le Mali, la Turquie, la Tunisie, le Pakistan et le Liban.

L'aide alimentaire en produits laitiers, à la différence de celle en céréales, a été conçue de façon autonome par la Communauté, dans le cadre de sa politique de résorption de certains excédents agricoles.

Deux actions ont déjà été décidées par le Conseil, l'une en faveur du Programme Alimentaire Mondial (P.A.M.), l'autre en faveur du Comité International de la Croix Rouge.

*
* *

3. — *Associations et relations extérieures.*

Le *renouvellement de la convention de Yaoundé* a eu lieu le 29 juillet 1969.

De nouvelles orientations lui ont été données.

Vu l'évolution de l'aide au développement et notamment des échanges, pour donner unité et cohérence à la politique de la Communauté sur le plan mondial et sur le plan régional, des mesures ont été prises en matière commerciale. Elles prévoient un abaissement du tarif extérieur commun pour quelques produits

tropicaux et la référence aux dispositions à prendre éventuellement dans un système de préférences généralisées.

La Communauté veut favoriser la coopération régionale parmi les associés et avec les pays tiers voisins, afin qu'ils puissent mieux affronter la concurrence internationale, soit dans le domaine des équipements soit dans celui de la promotion industrielle par l'élargissement des marchés. C'est pourquoi la promotion du secteur productif et notamment industriel constitue un des aspects les plus importants de la nouvelle Convention.

L'instrument essentiel de cette politique reste évidemment le Fonds Européen de Développement, dont le montant atteint le milliard de dollars répartis en 918 millions pour les Etats africains et malgache et 82 pour les pays, territoires et départements d'outre-mer. Les techniques financières de ce troisième Fonds ont été améliorées : augmentation des prêts normaux et des prêts spéciaux par l'intermédiaire de la Banque Européenne d'Investissements, amélioration du système de bonification d'intérêt, possibilité de prises de participation aux capitaux à risque des entreprises, utilisation des banques de développement locales. La gamme des interventions du Fonds s'est élargie afin de permettre à la fois les investissements classiques dans le domaine économique et social, mais aussi un ensemble de promotion commerciale sous forme de coopération technique, d'études de marchés, par exemple, s'ajoutant aux actions déjà entreprises.

Ces dispositions tendent à compenser les conséquences qui peuvent résulter pour les Associés de l'abaissement de certains tarifs préférentiels et de la suppression de l'aide sous forme de soutien des prix, encore que les négociations aient prévu une nouvelle forme d'aide pour répondre à des situations exceptionnelles au cas où, par exemple, la chute des prix mondiaux mettrait en danger l'économie d'un pays associé.

En contrepartie, il est demandé aux Associés de renforcer leur propre responsabilité dans leur développement économique, notamment leurs demandes de financement, en entretenant les réalisations financées par le Fonds européen de Développement (F.E.D.).

Les engagements pris en 1969 par la Commission sur les crédits du *deuxième F.E.D.* se sont élevés à environ 102 millions UC pour les EAMA et à environ 11 millions UC pour les PTOM.

Quant aux *aides à la production*, jusqu'au 31 mai 1969 — date de l'échéance de la Convention de Yaoundé — elles s'élèvent à 17 999 000 UC se répartissant en 16 642 000 UC destinés aux améliorations structurelles et en 1 357 000 UC destinés au soutien des prix. Les Etats associés suivants ont été les bénéficiaires : Dahomey - Madagascar - Mali - Sénégal - et Tchad.

L'*Accord d'Arusha avec les trois pays est-africains* expirant le 31 mai 1969 n'est pas entré en vigueur, les procédures de ratification n'ayant pas été accomplies. Son renouvellement a été signé le 24 septembre 1969.

Plus simple que la Convention de Yaoundé, cet accord porte pour l'essentiel sur les échanges commerciaux et prévoit la création d'institutions pour la gestion de l'association suivant le modèle de la Convention de Yaoundé. S'il n'est pas

substantiellement différent de l'accord conclu il y a un an, il comporte toutefois quelques différences.

Le régime de franchise pour les importations a été maintenu avec des exceptions pour les produits agricoles, homologues et concurrents, et comporte des limites quantitatives pour le café, les girofles et les conserves d'ananas. Il est plus libéral pour le café et les girofles.

La liste annexée au nouvel accord, sur base des chiffres de 1968, porte sur 7 % des importations totales de l'Est africain et 11 % de ces importations en provenance de la Communauté.

En ce qui concerne les *relations extérieures*, il faut signaler les faits suivants. Tout d'abord à partir de juillet 1969, l'examen des demandes d'adhésion a été repris dans le cadre des procédures prévues à l'article 237 par le Conseil qui a demandé à la Commission une mise à jour de l'Avis qu'elle avait rendu le 29 septembre 1967. Cet Avis, remis au Conseil le 2 octobre 1969, a constitué la base des travaux poursuivis depuis lors, notamment en préparation de la Conférence au Sommet tenue à La Haye les 1er et 2 décembre. Des négociations pour un accord avec l'Autriche avaient été suspendues en juin 1967. Au cours de sa réunion du 8 décembre 1969, le Conseil a invité la Commission à procéder, en contact avec le Gouvernement autrichien, à une étude de la demande de celui-ci en vue de conclure un accord partiel préférentiel avec la Communauté et à lui faire rapport dans les meilleurs délais. Les premiers contacts avec les Autorités autrichiennes ont eu lieu les 17 et 18 décembre 1969. Les négociations avec la Turquie en vue de l'établissement d'un nouveau protocole financier ainsi que du passage à la phase transitoire de l'Accord d'Ankara (réalisation progressive d'une union douanière avec la Communauté) se sont poursuivies au cours de l'année 1969. Pour les pays du MAGHREB, objet d'une déclaration d'intention annexée au Traité et visant leur association, les travaux entrepris par la Communauté ont abouti dans les cas du MAROC et de la TUNISIE à la conclusion d'accords qui sont entrés en application le 1er septembre 1969. La situation particulière de l'ALGÉRIE n'a encore donné lieu à aucune régularisation au plan communautaire, sauf une solution partielle et provisoire concernant les vins. Des négociations sont en voie d'achèvement avec l'ESPAGNE et ISRAEL dans le but de conclure un accord commercial préférentiel tandis que l'établissement de relations également préférentielles avec MALTE, la RAU et le LIBAN en est au stade des travaux préliminaires.

§ 2. — COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER (C.E.C.A.)

L'action de la Communauté sur *l'industrie charbonnière* repose sur les mécanismes d'interventions prévus par les décisions 3/65 et 1/67. Les aides directes octroyées par les Etats membres à leurs entreprises au titre de la décision 3/65, se sont élevées à 485 millions de dollars, soit 13 % de plus qu'en 1968. La décision 1/67, permet de favoriser l'approvisionnement de la sidérurgie communautaire en charbon à coke et en coke provenant de la Communauté. Elle venait à expiration à la fin de 1969 et a été remplacée par une nouvelle décision, applicable jusqu'à la fin de l'année 1972. En vertu de celle-ci, les Etats membres sont autorisés à accorder aux entreprises charbonnières, qui effectuent des livraisons de charbon à coke et de cokes destinés à la sidérurgie, une aide tendant à en faciliter la pro-

duction et l'écoulement. Pour la production, elle peut atteindre un montant de 1,50 dollar par tonne de charbon à coke ; elle est prise en charge par les gouvernements des pays producteurs. L'aide à l'écoulement, applicable en cas de livraison destinée à une zone éloignée du bassin de production ou faite dans le cadre des échanges intracommunautaires, porte sur un tonnage annuel maximum de 17 millions de tonnes. Cette aide, à taux dégressif de 1970 à 1972, est financée par un fonds spécial géré par la Commission et alimenté par des contributions versées par les Etats membres et par la Communauté.

L'année a été caractérisée par une pénurie relative *d'acier*, qui a entraîné des difficultés dans l'approvisionnement des industries transformatrices. Pour la plupart des produits sidérurgiques, des barèmes en hausse ont été enregistrés. En vue d'atténuer les tensions sur le marché, des mesures ont été prises pour favoriser les importations de produits sidérurgiques.

Une décision suspendant temporairement les droits pour certaines catégories (lingots, coils, ronds à béton, fil machine) a été prise à cet effet. En dérogation à la recommandation 1/64 instaurant pour l'acier un ensemble de droits de douane à la périphérie de la Communauté, l'importation de quelque 350 000 t a été autorisée pour 1970 au taux des anciens droits harmonisés. La limitation des importations de produits sidérurgiques en provenance des pays ou territoires à commerce d'Etat a été assouplie, tant par l'augmentation des « masses de manœuvre » que par l'élargissement des contingents et l'octroi d'un tonnage exceptionnel justifié par la situation conjoncturelle. L'interdiction générale d'exportation de la *ferraille* vers les pays tiers, en vigueur depuis 1963, a été maintenue. Toutefois, afin de remédier à la difficulté d'écoulement de certaines catégories de ferraille, des autorisations d'exportation ont été accordées pour 80 000 t, contre 40 000 t en 1968.

En vertu de l'article 66 du Traité, une *concentration* a été autorisée entre les entreprises sidérurgiques S.A. Cockerill-Ougrée-Providence (Seraing) et S.A. Métallurgique d'Espérance-Longdoz (Liège) ; les entreprises sidérurgiques concernées par cette opération représentent environ 15 % de la production d'acier brut et de tôles fines de la Communauté. La Commission a autorisé l'apport de patrimoines miniers à la société Ruhrkohle A.G. ; cette société disposera ainsi d'un peu plus de 90 % de la production de charbon du bassin de la Ruhr. Une aussi forte concentration n'a pu être autorisée que parce qu'elle s'opère sur un marché où le charbon de la Communauté a été progressivement supplanté par d'autres produits. La Commission a imposé à la Ruhrkohle A.G. l'obligation d'ouvrir avec les entreprises sidérurgiques de la Communauté qui le demandent, des négociations sur la conclusion de contrats de livraison à long terme.

Le taux du *prélèvement* a été maintenu à 0,30 %. Des *emprunts* ont été conclus pour un montant de près de 52 millions de dollars ; le total des emprunts contractés par la CECA depuis le début de son activité s'établit à 892 millions de dollars. Les *prêts* affectés en 1969 à des projets industriels ont atteint un montant de près de 41 millions de dollars, provenant exclusivement de ressources d'emprunts. Le montant global des prêts versés par la CECA depuis le début de son activité financière s'établit, en chiffres ronds, à 1 milliard de dollars ; de ce montant,

72 % ont été consacrés aux entreprises industrielles, 13 % aux maisons ouvrières, 13 % à la reconversion et le solde à la réadaptation et à la recherche.

La réduction des effectifs dans les industries de la CECA a eu pour conséquence un développement considérable des opérations de *réadaptation*. Le montant des crédits ouverts a atteint le chiffre le plus élevé depuis le début des opérations : quelque 26 millions de dollars ont été affectés à la réadaptation d'environ 31 000 travailleurs.

Dans le domaine de la construction de *logements* en faveur des travailleurs de la CECA, un 7e programme a été lancé à la fin de l'année ; au total, quelque 112 000 logements ont été financés par la CECA depuis 1954.

En matière de *reconversion*, des décisions ont été prises pour douze projets, représentant des demandes de prêts d'un montant de 14 millions de dollars. Ces prêts ont pour objet de faciliter des investissements d'un montant global de 147 millions de dollars et rendront possible le réemploi de près de 3 500 travailleurs.

A la fin de l'année 1968, la Commission avait transmis au Conseil une communication intitulée « Première orientation pour une *politique énergétique communautaire* ». Lors de sa session du 13 novembre 1969, le Conseil a approuvé les principes de base de cette communication. Pour suppléer à l'absence, dans le Traité CECA, de dispositions pour l'établissement d'une politique commerciale commune en matière de charbon, la Commission procédera à des échanges d'information sur les programmes d'importation en provenance des pays tiers. Il y a lieu de relever que la consommation intérieure d'énergie a atteint 722 millions de tonnes d'équivalent charbon, soit une augmentation de 7,5 %. Les besoins totaux qui comprennent, outre la consommation intérieure, les quantités destinées aux soutes et aux exportations, se sont élevés à 902 millions de tonnes d'équivalent charbon. Traduits en énergie primaire, ces besoins ont été couverts par la houille à raison de 23 %, les produits pétroliers 62 %, le gaz naturel 6 %, l'électricité hydraulique et nucléaire 5 % et le lignite 4 %.

Dans le domaine des *relations extérieures*, des réunions périodiques permettant l'échange d'informations économiques et techniques ont eu lieu entre la Commission et les représentants du Royaume-Uni, du Japon, de la Suède et de l'Autriche.

§ 3. — COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE (EURATOM)

En matière *d'approvisionnement* à long terme en uranium enrichi, la Commission a élaboré, en fin d'année, des propositions tendant, d'une part, à acquérir une capacité autonome d'enrichissement dans la Communauté et, d'autre part, à améliorer les conditions d'approvisionnement en provenance des Etats-Unis ; ces propositions comportent plusieurs phases s'étendant jusqu'à la fin de l'année 1978.

Dans le domaine de la *recherche*, il y a lieu de rappeler que le programme global de 1969 se composait d'un programme commun financé par les six pays membres (24,09 millions de dollars) et de programmes complémentaires auxquels

ne participent que les Etats qui y sont intéressés (24,60 millions de dollars). Au cours de l'année 1969, il s'est avéré impossible d'élaborer un nouveau programme pluriannuel ; aussi a-t-il été décidé de prolonger pour une durée d'un an le programme de recherche et d'enseignement de 1969. Le Centre commun de recherches, prévu à l'article 8 du Traité, s'est vu confier l'exécution de travaux dans le secteur nucléaire sous forme de programme commun ou de programmes spéciaux ainsi que de travaux sur demande et contre rémunération ; en outre, les moyens du Centre pourront dorénavant être utilisés pour des activités de recherche scientifique et technologique autres que nucléaires.

En vue d'encourager les premières réalisations *d'installations nucléaires* au stade précommercial, la Commission a mis en œuvre des promotions technologiques. Celles-ci comprennent : la participation à cinq centrales nucléaires de puissance et l'octroi du statut d'entreprise commune à quatre centrales nucléaires, l'échange systématique d'expériences technologiques avec les exploitants de centrales nucléaires ainsi que les transferts de connaissances et d'expériences concernant de nouveaux projets de centrales nucléaires. Six centrales nucléaires de puissance utilisant des réacteurs à eau légère et représentant une puissance d'environ 4 750 MW ont été commandées ; deux de ces centrales seront établies en Belgique (Doel et Tihange).

En matière de *protection sanitaire*, l'application des directives fixant les normes de base de l'Euratom, arrêtées par le Conseil en 1959 et revisées en 1962 et en 1966, a été poursuivie. En outre, des travaux en vue d'une revision générale des normes sont en cours.

Les travaux relatifs à l'élaboration d'un projet de « police-cadre » concernant la *responsabilité civile* afférente aux transports de matières nucléaires, ont été poursuivis.

L'effort de *diffusion* s'est surtout porté sur la mise en exploitation industrielle du patrimoine de connaissances d'Euratom. Des progrès ont été réalisés dans la conclusion de contrats de licence, de « know-how » et d'assistance technique portant sur les applications nucléaires ou non-nucléaires de procédés, produits ou appareils nouveaux. L'ensemble des informations scientifiques et techniques, mises en mémoire sur ordinateur, représente plus de 950 000 documents scientifiques et techniques d'intérêt nucléaire. Une centaine d'inventions ont fait l'objet du premier dépôt d'une demande de brevet.

En matière de *relations extérieures*, la coopération dans le domaine nucléaire a été poursuivie avec les principaux partenaires : Etats-Unis, Royaume-Uni et Canada.

SECTION IV. — UNION ÉCONOMIQUE BELGO-NÉERLANDO-LUXEMBOURGEOISE (BENELUX)

§ 1. — EVOLUTION DE L'UNION ÉCONOMIQUE

L'année 1969 a constitué une nouvelle étape importante de la réalisation du Benelux ; cette année pourrait être, pour les trois Etats membres, le point de

départ d'une présence commune réelle en Europe. La conférence gouvernementale Benelux des 28 et 29 avril, à La Haye, a soulevé un grand intérêt : les trois Gouvernements y ont mis l'accent sur l'importance qu'ils attachent à une coopération plus étroite dans le cadre du Benelux.

A cette conférence au sommet, et conformément aux stipulations du Traité, deux décisions importantes ont été prises :

— la première prévoit la suppression des formalités aux frontières communes, au plus tard le 1er novembre 1970. Cette disposition entraîne notamment : l'instauration d'un domaine douanier unifié ; l'unification des accises et des modalités de perception qui les concernent ; le déplacement vers l'intérieur du pays des formalités et des paiements à la frontière, afférents à l'impôt sur la valeur ajoutée ; la suppression des licences et des formalités pour les produits industriels et agricoles ; la suppression des contrôles statistiques aux frontières communes ; enfin, une collaboration administrative et judiciaire étroite ;

— la seconde tend au renforcement de la coordination en matière de politique économique, financière et sociale, spécialement de politique conjoncturelle et de politique économique à moyen terme, ainsi que dans les domaines de la promotion du progrès social, de la salubrité publique, de l'harmonisation des législations, de la politique industrielle, des investissements et de l'énergie ; de la politique portuaire, des liaisons routières, de l'organisation du territoire, du trafic des marchandises, de la navigation aérienne et du tourisme.

Des résultats importants sont d'ailleurs déjà acquis, dans le domaine de la politique extérieure où des consultations ont lieu avant l'adoption de positions nationales.

Afin de faciliter l'achèvement de l'Union économique et d'aider à la préparation des décisions gouvernementales, les trois Gouvernements ont décidé d'instituer un collège d'impulsion. Celui-ci, de caractère temporaire, a pour tâche de faire au Comité de Ministres les propositions les plus favorables à la réalisation complète de l'Union économique.

La conférence « Benelux » de La Haye constitue donc un événement important pour l'avenir des trois pays. Les décisions prises seront exécutées dans la perspective du renforcement de la Communauté européenne ; les trois gouvernements ont en effet confirmé solennellement leur volonté de s'efforcer de réaliser l'unification de l'Europe, aussi bien sur le plan politique, que sur les plans économique et technique. Ils sont convaincus que les progres effectués maintenant dans la réalisation de l'Union Benelux contribueront à la concrétisation de cet objectif.

§ 2. — RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L' U.E.B.L. ET LES PAYS-BAS

Le commerce extérieur des pays du Benelux, qui a déjà connu en 1968 un taux de croissance plus élevé que l'année précédente, a continué son expansion en 1969.

Selon le Bureau central néerlandais pour la statistique, en ce qui concerne les relations commerciales entre les Pays-Bas et l'U.E.B.L., le courant Nord-Sud a

progressé de 16,5 %, contre 11 % l'année antérieure et 5,5 % en 1967. Le courant Sud-Nord a accusé également une augmentation de 16,5 %, contre 8,6 % en 1968 et un statu-quo en 1967.

D'après les données de l'U.E.B.L., le courant Nord-Sud s'est accru de 17,1 % en 1969 et le courant Sud-Nord de 13,4 %. Si les ventes de l'U.E.B.L. aux Pays-Bas ont augmenté de 16,5 %, celles de l'Allemagne occidentale, le principal fournisseur des Pays-Bas, se sont accrues de 19,6 %. Dans l'ensemble des importations néerlandaises, le pourcentage des produits originaires de l'U.E.B.L. a fléchi de 19,6 % en 1965 à 17,7 % en 1969. Par contre, le pourcentage des produits allemands dans le total des importations néerlandaises a augmenté de 23,7 % en 1965 à 26,7 % en 1969.

On constate une évolution analogue en ce qui concerne les exportations : la part de l'U.E.B.L. dans le total des exportations néerlandaises accuse un léger fléchissement d'année en année, tandis que celle de la République fédérale allemande augmente régulièrement.

D'autre part, l'Allemagne occidentale est demeurée le principal partenaire commercial de l'U.E.B.L., aussi bien pour les importations que pour les exportations ; ensuite vient la France, et, seulement au troisième rang, les Pays-Bas. Dans le total des exportations de l'U.E.B.L., la part des Pays-Bas a encore été de 19,4 % et dans celui des importations, elle est de 14,3 %.

Le surplus des exportations de l'U.E.B.L. à l'égard des Pays-Bas s'est élevé à 26,2 milliards de francs, contre 25,1 milliards en 1968 et 21,5 milliards en 1967.

★

★ ★

Grand-Duché de Luxembourg

Indices corrigés de la production industrielle

BRANCHE INDUSTRIELLE	1947 = 100				1967 = 100	
	1965	1966	1967	1968	1968	1969
Industries extractives	**242**	**247**	**238**	**239**	**100,2**	**103,0**
Extraction de minerai de fer	318	328	318	321	101,0	100,5
Extraction de matériaux de construction	54	46	40	39	97,5	114,9
Industries manufacturières	**218**	**209**	**211**	**224**	**107,3**	**121,5**
Industrie des denrées alimentaires	142	144	136	125	101,7	99,5
Boissons et industrie du tabac	213	219	224	227	103,6	105,0
Industrie textile	18	15	12	9	89,6	84,4
Fabrication de chaussures et d'articles d'habillement	54	44	32	28		
Industrie du bois	35	28	16	7	84,9	90,4
Industrie du meuble et de l'ameublement	65	62	53	52	98,8	100,8
Impression et édition	142	134	139	138	102,4	103,6
Industries chimique et parachimique	192	180	181	192	124,4	140,7
Industrie des produits minéraux non métalliques	262	250	224	263	111,0	120,6
Industrie sidérurgique	253	241	246	263	105,8	121,1
Transformation des métaux	84	83	77	73	98,5	118,0
Electricité, gaz	**432**	**427**	**418**	**390**	**92,0**	**100,6**
Energie électrique	535	531	518	476	91,4	98,5
Production et distribution de gaz	151	146	148	161	104,9	129,8
Indice général	**225**	**216**	**217**	**229**	**106,1**	**119,6**

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Production sidérurgique

Données mensuelles

PÉRIODE	Nombre de hauts fourneaux à feu	Quantité (en milliers de tonnes)			Indice pondéré global (1947 = 100)
		Fonte	Acier	Laminés et demi-produits	
1964	**28**	**349,3**	**379,9**	**299,1**	**251**
1965	**26**	**345,4**	**382,1**	**300,2**	**253**
1966	**24**	**330,2**	**365,8**	**287,4**	**241**
1967	**23**	**330,2**	**373,4**	**294,3**	**244**
1968	**23**	**359,0**	**402,8**	**314,3**	**263**
1969	**24**	**406,0**	**460,1**	**359,3**	**300**
1969 Janvier	23	394,7	455.8	359,4	297
Février	23	367,0	423,3	334,0	275
Mars	23	408,2	461,7	366,9	303
Avril	25	393,3	455,1	350,4	293
Mai	25	406,4	449,8	340,1	292
Juin.....	24	397,9	444,8	345,3	291
Juillet	24	424,0	485,7	379,3	316
Août	24	390,8	434,5	337,2	284
Septembre ..	24	423,4	483,2	386,8	317
Octobre.....	25	436,0	502,8	386,7	324
Novembre ..	25	414,1	455,4	362,7	302
Décembre ..	25	416,4	468,9	362,9	305

Sources : Groupement des Industries sidérurgiques luxembourgeoises.
Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Production agricole

PRODUIT	Unité	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Céréales panifiables ..	10^3q.m.	453,2	572,7	440,3	594,2	514,0	515,9
Céréales secondaires ..	»	527,6	695,5	733,4	984,8	954,8	1 036,8
Légumineuses.....	»	15,3	5,8	5,9	11,2	10,5	9,9
Pommes de terre	»	743,3	743,4	676,9	905,9	655,0	618,6
Autres plantes racines	»	707,2	774,9	679,3	673,6	551,5	518,7
Plantes fourragères (y compris foin et regain)	»	1 532,4	1 712,2	2 116,0	2 334,0	1 701,7	2 139,5
Lait	10^6 kg	181,5	187,6	196,1	207,9	215,3	211,5

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Indice des prix à la consommation

MOIS	Indice du coût de la vie (1er janv. 1948 = 100)		Indice pondéré des prix à la consommation (1965 = 100)			
	1966	1967	1966	1967	1968	1969
Janvier	149,69	151,99	103,12	104,29	107,23	109,79
Février	148,57	151,50	102,96	104,25	107,79	109,90
Mars	148,07	150,74	102,87	104,37	107,90	110,11
Avril.....	148,26	151,08	103,39	104,73	108,13	110,36
Mai	148,97	151,25	103,84	105,02	108,03	110,84
Juin	149,93	152,61	102,96	104,80	108,13	110,71
Juillet	150,39	155,37	103,21	105,93	108,33	111,01
Août	151,09	155,87	103,03	105,96	108,32	110,87
Septembre	151,46	156,66	103,33	106,65	108,50	111,05
Octobre	151,12	155,91	103,59	106,75	109,00	111,13
Novembre	151,42	(a)	103,73	106,97(b)	109,16	111,49
Décembre	152,05	—	103,95	107,12	109,58	112,67
Moyenne annuelle ...	**150,09**	—	**103,33**	**105,57**	**108,34**	**110,83**

(a) Supprimé à partir du 1er novembre 1967.
(b) Nouvelle série à partir du 1er novembre 1967.

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Pays-Bas

Formation et utilisation du produit national (a)

(en milliards de florins)

DÉSIGNATION	1964 (c)	1965 (c)	1966 (c)	1967 (c)	1968 (c)	1969
Formation :						
Production des entreprises privées	43,7	48,6	52,3	57,1	63,0	70,3
Production du secteur public	6,7	7,7	8,8	9,7	10,5	11,7
Revenus nets en provenance de l'étranger	0,7	0,7	0,5	0,7	0,5	0,6
Revenu national (au coût des facteurs)	**51,1**	**57,0**	**61,6**	**67,5**	**74,0**	**82,6**
Impôts indirects moins subsides	5,6	6,4	7,2	8,2	9,5	10,8
Produit national (aux prix du marché)	**56,7**	**63,4**	**68,8**	**75,7**	**83,5**	**93,4**
Solde d'exportation (b)	+0,6	—0,3	+0,5	+0,1	—0,4	—0,3
Total des moyens disponibles	**57,3**	**63,1**	**69,3**	**75,8**	**83,1**	**93,1**
Utilisation :						
Consommation privée	35,8	40,0	43,7	47,3	51,2	56,7
Dépenses du secteur public	9,6	10,7	11,9	13,1	14,0	15,9
Investissements nets des entreprises	7,4	8,2	9,6	10,8	12,3	12,8
Investissements nets du secteur public	2,6	2,8	3,1	3,5	4,2	4,6
Stocks et fabrications en cours	1,9	1,4	1,0	1,1	1,4	3,1
Total des dépenses nationales	**57,3**	**63,1**	**69,3**	**75,8**	**83,1**	**93,1**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Prix courants.
(b) — surplus; + déficit.
(c) Données rectifiées.

Pays-Bas

Nombre de chômeurs

ANNÉE	Total	Chômeurs (ouvriers A.W. exclus)	Ouvriers A.W. inscrits (a)	Hommes	Femmes
1963	33 700	31 900	1 800	29 000	4 700
1964	30 300	28 300	2 000	25 800	4 500
1965	34 800	32 600	2 200	30 400	4 400
1966	44 700	42 900	1 800	39 700	5 000
1967	86 300	83 500	2 800	78 600	7 700
1968	80 600	78 400	2 200	72 300	8 300
1969	62 300	60 100	2 200	54 300	8 000

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Les ouvriers A.W. (Aanvullende Werken) sont les chômeurs mis au travail par les services publics. Ces statistiques reprennent en outre les chômeurs dont l'inactivité résulte du gel, les malades, les ouvriers indemnisés pour cause d'accident, ainsi qu'un certain nombre de personnes ayant trouvé du travail, sans que les bureaux de travail en aient été avisés en temps utile.

Pays-Bas

Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie (a)

(1963 = 100)

PÉRIODE	Production	Emploi (b)	Production par travailleur
1961	90	98	92
1962	95	100	95
1963	100	100	100
1964	110	101	109
1965	116	102	114
1966	123	101	121
1967	129	98	132
1968	143	96	149
1969	161	97	166
1969 : 1er trimestre	156	97	162
2e trimestre	159	97	165
3e trimestre	149	97	153
4e trimestre	179	97	184

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Industrie de la construction non comprise.
(b) Les indices trimestriels sont des moyennes de la situation au début et à la fin du trimestre; l'indice annuel se calcule à partir des quatre indices trimestriels.

Pays-Bas

Indices de la production par industrie

(1963 = 100)

INDUSTRIE	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Matériaux de construction et terre cuite	119	124	126	134	139	135
Industrie chimique	122	141	159	177	221	259
Cuir	107	103	102	94	102	101
Caoutchouc	111	116	125	122	138	141
Exploitation minière	102	108	110	123	163	209
Produits métalliques	111	116	121	125	133	151
Papier	112	120	129	133	145	160
Textile	105	101	106	96	108	113
Gaz, électricité et eau	111	124	141	160	196	236
Produits alimentaires, boissons et tabac	106	109	110	119	124	128
Indice général de l'industrie ...	**110**	**116**	**123**	**129**	**143**	**161**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Commerce extérieur

(en millions de florins)

PÉRIODE	1964	1965	1966	1967	1968	1969
	IMPORTATIONS					
1er trimestre	6 182	6 329	7 276	7 378	8 327	9 094
2e trimestre	6 620	6 535	7 293	7 673	8 019	9 933
3e trimestre	6 131	6 581	7 122	7 184	8 296	9 725
4e trimestre	6 615	7 565	7 333	7 946	8 996	11 045
Année....	**25 548**	**27 010**	**29 024**	**30 181**	**33 638**	**39 797**
	EXPORTATIONS					
1er trimestre	4 843	5 413	5 582	6 295	7 117	8 113
2e trimestre	5 157	5 644	6 241	6 574	7 187	8 927
3e trimestre.....	5 249	5 709	6 077	6 449	7 535	9 004
4e trimestre.....	5 776	6 378	6 543	7 062	8 358	10 030
Année...	**21 025**	**23 144**	**24 443**	**26 380**	**30 197**	**36 074**
	SOLDE					
1er trimestre	— 1 339	— 916	— 1 694	— 1 083	— 1 210	— 981
2e trimestre.....	— 1 463	— 891	— 1 052	— 1 099	— 832	— 1 006
3e trimestre.....	— 882	— 872	— 1 045	— 735	— 761	— 721
4e trimestre.....	— 839	— 1 197	— 790	— 884	— 638	— 1 015
Année...	**— 4 523**	**— 3 866**	**— 4 581**	**— 3 801**	**— 3 441**	**— 3 723**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Valeur des importations par pays de provenance

PAYS	1964	1965	1966	1967	1968	1969
	En millions de florins					
U. E. B. L.	4 911	5 299	5 508	5 567	6 046	7 045
Allemagne Occidentale	6 199	6 392	7 211	7 670	8 876	10 618
France	1 367	1 659	1 746	1 920	2 183	3 088
Italie	812	1 076	1 216	1 299	1 524	1 802
Royaume-Uni	1 829	1 758	1 771	1 674	1 844	2 264
Etats-Unis d'Amérique	2 813	2 768	3 295	3 208	3 671	3 862
	En pourcentage du total					
U. E. B. L.	19,2	19,6	19,0	18,4	18,0	17,7
Allemagne Occidentale	24,3	23,7	24,8	25,4	26,4	26,7
France	5,4	6,1	6,0	6,4	6,5	7,8
Italie	3,2	4,0	4,2	4,3	4,5	4,5
Royaume-Uni	7,2	6,5	6,1	5,5	5,5	5,7
Etats-Unis d'Amérique	11,0	10,2	11,4	10,6	10,9	9,7

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Valeur des exportations par pays de destination

PAYS	1964	1965	1966	1967	1968	1969
	En millions de florins					
U. E. B. L.	3 207	3 438	3 685	3 886	4 319	5 030
Allemagne Occidentale	5 661	6 428	6 576	6 885	8 393	10 712
France	1 865	1 955	2 185	2 423	3 180	4 167
Italie	971	1 071	1 128	1 296	1 451	1 781
Royaume-Uni	1 923	2 011	2 009	2 330	2 579	2 750
Etats-Unis d'Amérique	812	882	1 112	1 241	1 579	1 623
	En pourcentage du total					
U. E. B. L.	15,2	14,9	15,1	14,7	14,3	13,9
Allemagne Occidentale	26,9	27,8	26,9	26,1	27,8	29,7
France	8,9	8,4	8,9	9,2	10,5	11,6
Italie	4,6	4,6	4,6	4,9	4,8	4,9
Royaume-Uni	9,1	8,7	8,2	8,8	8,5	7,6
Etats-Unis d'Amérique	3,9	3,8	4,5	4,7	5,2	4,5

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Réserves de change

(en millions de florins)

ANNÉE	Or	Devises	Total
1962	5 698	462	6 160
1963	5 570	1 003	6 573
1964	6 080	1 372	7 452
1965	6 327	1 059	7 386
1966	6 234	1 121	7 355
1967	6 166	2 023	8 189
1968	6 115	951	7 066
1969	6 198	1 298	7 496

Source : « Nederlandsche Bank », N. V.

Pays-Bas

Salaires et prix

(1963 = 100)

PÉRIODE	Prix de gros	Coût de la vie	Salaires conventionnels
1964	107	106	117
1965	110	111	129
1966	115	117	143
1967	115	121	152
1968	116	126	163
1969	117	135	178
1969 : 1er trimestre	115	133	175
2e trimestre	116	135	179
3e trimestre	116	135	180
4e trimestre	119	136	180

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Consommation des particuliers

(1963 = 100)

ANNÉE	Valeur	Quantité	Quantité par habitant
1962	90	93	95
1963	100	100	100
1964	113	106	105
1965	126	114	111
1966	138	117	113
1967	149	124	117
1968 (a)	162	131	123
1969	175	133	125

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Données corrigées.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L.

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en milliards de francs)	En provenance des Pays-Bas		Total (en milliards de francs)	Vers les Pays-Bas	
		En milliards de francs	% du total		En milliards de francs	% du total
1958	156,0	24,6	15,8	152,1	31,5	20,7
1959	172,1	27,2	15,8	164,8	35,0	21,2
1960	197,9	29,4	14,9	188,8	40,1	21,3
1961	211,0	32,3	15,3	196,2	45,9	23,4
1962	227,8	33,7	14,8	216,2	49,3	22,8
1963	255,6	37,7	14,7	242,0	54,6	22,6
1964	299,0	44,0	14,7	279,5	64,1	22,9
1965	324,8	48,2	14,8	319,1	70,4	22,1
1966	358,7	52,4	14,6	341,5	76,0	22,3
1967	358,8	54,0	15,1	351,6	75,5	21,5
1968	416,7	60,8	14,6	408,2	85,9	21,0
1969	499,4	71,2	14,3	503,3	97,4	19,4

Source : Institut National de Statistique.

Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en millions de florins)	En provenance de l'U.E.B.L.		Total (en millions de florins)	Vers l'U.E.B.L.	
		En millions de florins	% du total		En millions de florins	% du total
1958	13 774	2 459	17,9	12 227	1 830	15,0
1959	14 968	2 747	18,4	13 703	2 009	14,7
1960	17 217	3 155	18,3	15 305	2 184	14,3
1961	18 652	3 549	19,0	15 712	2 373	15,1
1962	19 358	3 804	19,6	16 596	2 444	14,7
1963	21 601	4 162	19,3	17 962	2 694	15,0
1964	25 548	4 911	19,2	21 025	3 207	15,3
1965	27 010	5 299	19,6	23 144	3 438	14,9
1966	29 024	5 508	19,0	24 443	3 685	15,1
1967	30 181	5 567	18,4	26 380	3 886	14,7
1968	33 638	6 046	18,0	30 197	4 319	14,3
1969	39 797	7 045	17,7	36 074	5 030	13,9

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Répartition d'après le degré de transformation

ANNÉE	Produits alimentaires boissons et tabacs		Matières brutes et produits demi-finis		Produits manufacturés		Total
	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs
	IMPORTATIONS						
1962.....	5,9	17,5	7,4	22,0	20,4	60,5	33,7
1963.....	6,3	16,7	7,4	19,6	24,0	63,7	37,7
1964.....	7,2	16,4	8,0	18,2	28,8	65,4	44,0
1965.....	9,1	18,9	8,5	17,6	30,6	63,5	48,2
1966	9,2	17,5	9,2	17,6	34,0	64,9	52,4
1967.....	9,5	17,6	9,2	17,0	35,3	65,4	54,0
1968.....	10,7	17,6	11,4	18,7	38,7	63,7	60,8
1969.....	12,1	17,0	13,0	18,3	46,1	64,7	71,2
	EXPORTATIONS						
1962.....	2,8	5,7	4,9	9,9	41,6	84,4	49,3
1963.....	3,1	5,7	5,5	10,0	46,0	84,3	54,6
1964.....	4,0	6,3	5,8	9,0	54,3	84,7	64,1
1965.....	4,7	6,7	5,9	8,4	59,8	84,9	70,4
1966.....	5,4	7,1	5,4	7,1	65,2	85,8	76,0
1967.....	5,8	7,7	5,6	7,3	64,1	85,0	75,5
1968.....	7,0	8,1	5,8	6,8	73,1	85,1	85,9
1969.....	8,7	8,9	6,8	7,0	81,9	84,1	97,4

Source : Institut National de Statistique.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations				Exportations			
	1966	1967	1968	1969	1966	1967	1968	1969
Industrie métallurgique	**3 069**	**3 887**	**3 663**	**4 654**	**12 812**	**11 141**	**14 020**	**15 695**
Fer et acier	1 912	2 511	1 679	2 047	6 011	6 188	6 525	7 867
Métaux non ferreux	1 157	1 376	1 984	2 607	6 801	4 953	7 495	7 828
Industrie des fabrications métalliques	**11 252**	**11 738**	**12 116**	**13 161**	**19 114**	**20 795**	**23 364**	**25 213**
Machines	3 150	3 760	3 623	4 076	3 113	3 284	2 989	3 582
Construction électrique	4 052	3 890	4 281	4 190	5 745	5 863	6 381	7 094
Matériel de transport	2 678	2 594	2 658	3 118	7 844	9 134	11 279	11 570
Autres articles manufacturés en métal	1 372	1 494	1 554	1 777	2 412	2 514	2 715	2 967
Industries textiles et du vêtement	**7 194**	**6 688**	**7 925**	**9 944**	**16 720**	**14 727**	**16 438**	**17 842**
Filés	1 956	1 717	2 103	3 053	3 914	3 077	3 297	3 591
Tissus	2 741	2 519	2 799	2 906	5 225	4 646	5 155	5 301
Autres produits textiles	540	515	595	708	1 849	1 715	2 020	2 121
Vêtement	1 957	1 937	2 428	3 277	5 732	5 289	5 966	6 829
Industries chimiques	**4 077**	**4 709**	**5 830**	**7 033**	**4 000**	**4 852**	**5 589**	**7 415**
Produits chimiques proprement dits	876	1 071	1 602	1 726	919	1 025	1 382	2 017
Engrais manufacturés	35	46	60	105	573	588	338	321
Produits photographiques	97	110	86	78	286	280	280	304
Autres produits chimiques	3 069	3 482	4 082	5 124	2 222	2 959	3 589	4 773
Industrie charbonnière	**2 101**	**2 669**	**2 512**	**1 983**	**586**	**506**	**173**	**47**
Dérivés du pétrole	**1 544**	**1 514**	**2 531**	**2 776**	**2 045**	**1 724**	**1 934**	**1 999**
Produits alimentaires, boissons et tabacs	**3 935**	**4 359**	**5 190**	**5 968**	**3 363**	**3 363**	**3 814**	**3 853**
Matériaux de construction	**197**	**247**	**261**	**297**	**1 431**	**1 378**	**1 401**	**1 395**
Industrie du verre	**370**	**541**	**552**	**523**	**1 460**	**1 702**	**1 792**	**1 721**
Industrie du papier et du carton	**2 042**	**2 117**	**2 350**	**2 744**	**1 755**	**1 800**	**2 162**	**2 732**

Source : Institut National de Statistique.

SEPTIÈME PARTIE

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

Agriculture

GÉNÉRALITÉS

L'arrêté royal du 20 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 1er février 1969) abroge l'arrêté royal du 13 janvier 1954 relatif aux obligations de stockage des meuniers industriels agréés.

L'arrêté ministériel du 6 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 12 février 1969) institue une commission de génie rural chargée :

1° de l'étude des problèmes communs relatifs aux mesures d'amélioration de la structure en matière :
- — de constructions rurales et de technologie agricole et horticole ;
- — du remembrement et de l'aménagement de l'espace rural ;
- — du régime hydrologique des terres agricoles et des chemins ruraux ;

2° de la coordination des études faites dans ces divers domaines ;

3° de la programmation des mesures à prendre dans ces divers domaines en vue d'améliorer la structure.

Le « Moniteur belge » du 28 mars 1969 publie la dixième liste des produits phytopharmaceutiques agréés par le Ministre de l'Agriculture au cours de l'année 1968 en vertu de l'arrêté royal du 31 mai 1958 portant réglementation de la conservation, du commerce et de l'utilisation des pesticides et des produits phytopharmaceutiques.

La loi du 11 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 17 juillet 1969) concerne l'usage des pesticides et matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage.

L'arrêté ministériel du 14 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 24 octobre 1969) modifie l'arrêté ministériel du 21 mars 1958 fixant les conditions d'inscription de nouvelles sociétés sur la liste des sociétés des espèces agricoles, horticoles et forestières, susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles.

La loi du 4 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 25 novembre 1969) modifie la législation sur le bail à ferme et sur le droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux.

L'arrêté royal du 21 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 2 décembre 1969) octroie des primes à l'abattage des vaches et des primes à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers.

INDEMNITÉS, PRIMES ET SUBVENTIONS

L'arrêté royal du 20 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 8 mars 1969) modifie l'arrêté royal du 29 mars 1963 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine et portant règlement général des subsides aux sociétés d'élevage des bêtes bovines.

L'arrêté ministériel du 22 mai 1969 (« Moniteur belge » du 13 juin 1969) modifie l'arrêté ministériel du 20 janvier 1964 portant exécution de l'arrêté royal du 29 mars 1963 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine et portant règlement général des subsides aux sociétés d'élevage de bêtes bovines.

L'arrêté ministériel du 14 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 10 octobre 1969) modifie l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 attribuant une aide aux industries produisant, à base de lait belge, de la poudre de lait entier.

L'arrêté royal du 30 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 26 novembre 1969) modifie l'arrêté royal du 18 octobre 1966 relatif à l'octroi de subsides aux organismes agréés pour la détermination de la qualité du lait et de la crème.

RÉGLEMENTATION RELATIVE :

a) à la culture et aux produits végétaux.

L'arrêté royal du 20 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 1er février 1969) modifie l'arrêté royal du 17 septembre 1968 relatif à la dénaturation ou à l'incorporation dans les aliments pour animaux, de blé tendre originaire de la Communauté économique européenne.

L'arrêté ministériel du 18 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 11 mars 1969) fixe la liste des variétés des espèces agricoles, susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles.

L'arrêté ministériel du 5 mars 1969 (« Moniteur belge » du 23 avril 1969) fixe les modalités de l'octroi de subsides pour le lin.

L'arrêté ministériel du 20 mai 1969 (« Moniteur belge » du 29 août 1969) donne la liste des variétés des betteraves à sucre susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles.

b) au cheptel et aux produits animaux.

L'arrêté royal du 7 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 21 février 1969) modifie l'arrêté royal du 14 novembre 1963 instituant un classement officiel de la qualité du lait et de la crème fournis aux laiteries.

L'arrêté royal du 7 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 21 février 1969) modifie l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant l'agréation préalable des entreprises de transport, de préparation, de transformation ou de conditionnement des produits laitiers.

L'arrêté royal du 24 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 12 mars 1969) porte des mesures de police sanitaire relatives aux champs d'épandage de boues et d'immondices et à l'utilisation des déchets organiques et des déchets de cuisine pour l'alimentation des animaux domestiques.

L'arrêté ministériel du 24 juin 1969 (« Moniteur belge » du 9 juillet 1969) porte des mesures en vue de la lutte contre la tuberculose bovine.

L'arrêté royal du 18 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 24 juillet 1969) porte des mesures relatives à la dénaturation de lait écrémé en poudre destiné exclusivement à l'alimentation des porcs ou de la volaille.

L'arrêté royal du 31 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 22 août 1969) règle le commerce des œufs.

Les deux arrêtés ministériels du 28 août (« Moniteur belge » du 9 septembre 1969) prennent des mesures temporaires de lutte contre la fièvre aphteuse et la peste porcine.

L'arrêté royal du 8 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 13 septembre 1969) et l'arrêté ministériel du 9 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 16 septembre 1961) portent des mesures relatives à la lutte contre la brucellose bovine.

L'arrêté royal du 28 octobre (« Moniteur belge » du 26 novembre 1969) modifie l'arrêté royal du 18 juin 1968 portant des mesures de police sanitaire relatives à la peste porcine.

c) aux fruits et légumes.

L'arrêté ministériel du 24 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 15 mars 1969) fixe la liste des variétés des espèces horticoles, susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles.

Assurances

Au « Moniteur belge » du 7 janvier 1969 est paru l'arrêté royal du 24 décembre 1968, modifiant l'arrêté royal du 5 juillet 1967 portant règlement relatif à l'agrément et au contrôle des entreprises pratiquant l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

L'arrêté royal du 3 avril 1969 (« Moniteur belge » du 17 avril 1969) modifie l'arrêté royal du 5 juillet 1967 portant règlement général relatif

à l'agrément et au contrôle des entreprises pratiquant l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Benelux

Une convention a été signée à La Haye, le 29 avril 1969, concernant la coopération administrative et judiciaire dans le domaine des réglementations se rapportant à la réalisation des objectifs de l'Union économique Benelux.

Une conférence intergouvernementale s'est tenue les 28 et 29 avril 1969 à La Haye. Dans le but d'un renforcement de la coopération dans le cadre de Benelux, les trois Gouvernements ont pris les mesures suivantes : d'une part, la suppression des formalités aux frontières intérieures, au plus tard le 1er novembre 1970. Les formalités inhérentes à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) ne seront supprimées qu'au 1er juillet 1971. Cette décision implique particulièrement : l'instauration d'un territoire douanier unique, l'unification des droits d'accise et leurs modalités de perception, le déplacement vers l'intérieur des pays des formalités à la frontière et des paiements relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée, l'abolition des licences et formalités pour les produits industriels et agricoles, l'élimination du contrôle statistique aux frontières intérieures ainsi que l'organisation d'une étroite coopération en matière administrative et judiciaire. D'autre part, ces décisions contiennent le renforcement, de pair avec la suppression des frontières intérieures, de la coordination de leurs politiques économique, financière et sociale, notamment en matière de politique conjoncturelle et de politique économique à moyen terme, de la promotion du progrès social, de la santé publique, de l'harmonisation des législations, de la politique en matière d'industrialisation et d'énergie, de la politique portuaire, des routes, de l'aménagement du territoire, des transports de marchandises, de la navigation aérienne et du tourisme. Afin de faciliter le parachèvement de l'Union économique et de contribuer à la préparation des décisions gouvernementales en la matière, les trois Gouvernements ont décidé de créer un collège d'impulsion ayant pour mission de faire, au Comité de Ministres, les propositions les mieux appropriées à la réalisation intégrale de l'Union économique.

La Convention Benelux en matière de marques de produits, signée à Bruxelles le 19 mars 1962, est entrée en vigueur le 1er juillet 1969. Elle a pour effet d'instaurer dans chacun des trois pays une loi uniforme sur les marques de produits qui sera d'application à partir du 1er janvier 1971 et remplacera les lois nationales actuelles (loi du 30 juin 1969, « Moniteur belge » du 14 octobre 1969).

Le 3 juillet 1969, a été signé à Bruxelles le traité Benelux portant loi uniforme relative au droit international privé. Ce traité a pour but d'uniformiser les principes du droit international privé dans les trois

Etats membres. En même temps, il tend à une concordance dans les solutions juridiques.

Le 3 décembre 1969, le Comité de Ministres s'est réuni à Bruxelles. Ce Comité a examiné l'état d'avancement des travaux effectués en exécution des décisions de la Conférence intergouvernementale des 28 et 29 avril 1969. Il a été notamment décidé de supprimer, le 1er janvier 1970, de nombreuses licences d'importation et d'exportation pour les produits industriels. Les licences subsistant dans les échanges intra-Benelux de produits agricoles seront supprimées le 1er novembre 1970. En matière de coordination des politiques économique et sociale, un vaste programme de travail a été arrêté ; la politique conjoncturelle, la politique économique à moyen terme, la politique de l'emploi, la politique d'industrialisation, la politique énergétique et la politique régionale y figurent.

Chômage [Voir Travail (Relations du travail)]

Commerce extérieur

ACCORDS DE COMMERCE ET DE PAIEMENT

ACCORDS DU BENELUX AVEC :

La République Fédérale Allemande : à part quelques points de détail réglés par arrangements bilatéraux, les relations commerciales avec la République Fédérale Allemande sont régies par les seules stipulations du Traité de Rome et les règlements agricoles.

L'Autriche : l'accord commercial du 29 juin 1957 a été tacitement prorogé d'un an, le 1er avril 1969. Les protocoles additionnels des 24 novembre 1958, 3 novembre 1960 et 15 mars 1963 modifient les listes contingentaires.

La Bulgarie : en date du 15 décembre 1967, un accord commercial à long terme a été paraphé à Bruxelles entre les pays du Benelux et la Bulgarie. Cet accord est entré en vigueur le 1er janvier 1968.

Les listes contingentaires annexées à l'accord sont seulement valables pour un an. Le premier protocole additionnel à l'accord commercial entre le Benelux et la Bulgarie a été paraphé à Sofia, le 28 mars 1969.

Le Danemark : le 1er décembre 1969, l'accord commercial du 28 décembre 1956 a été reconduit tacitement pour un an.

L'Espagne : le 15 avril 1969 l'accord commercial du 2 juin 1960 a été reconduit tacitement pour une période d'un an. Un protocole additionnel, signé le 28 juillet 1961, modifie les listes contingentaires.

La Finlande : le protocole multilatéral en matière de commerce, signé à Helsinki le 16 février 1960 et valable pour un an à partir du 1er janvier 1960, a été prorogé jusqu'au 31 décembre 1969. En vertu de ce protocole,

l'accord commercial signé le 8 novembre 1955, par l'U.E.B.L. et la Finlande et venant à terme le 30 juin 1957, a été reconduit. L'accord de paiement entre l'U.E.B.L. et la Finlande, signé à Helsinki le 8 novembre 1955, est valable pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé moyennant un préavis de trois mois.

La France : l'accord commercial conclu avec ce pays, le 26 mars 1959, reste en vigueur pour une durée illimitée. Sauf pour quelques points de détail réglés par des arrangements bilatéraux, les relations avec la France sont entièrement régies par le Traité de Rome et par les règlements agricoles de la C.E.E.

La Grèce : le 1er février 1969, l'accord commercial, signé le 9 mars 1960, a été tacitement reconduit pour un an.

Le Honduras : l'accord commercial du 30 janvier 1959 a été reconduit tacitement pour une période d'un an, le 28 mai 1969. La clause de la nation la plus favorisée a perdu toute portée pratique par suite de la dénonciation, le 14 février 1961, par le Honduras de l'accord tarifaire préférentiel conclu, en 1936, avec les U.S.A. Cette dénonciation n'affecte en rien la situation contractuelle et juridique entre le Benelux et le Honduras.

La Hongrie : les échanges commerciaux entre le Benelux et la Hongrie sont fondés sur l'accord commercial signé à Budapest le 26 avril 1967. La convention, entrée en vigueur le 1er janvier 1967, est valable pour trois ans. Les listes contingentaires annexées à cet accord ont une durée de validité d'un an. L'article V de l'accord dispose que la Commission mixte peut proposer des nouvelles listes pour chacune des périodes contractuelles suivantes. Si les listes en cause ne sont pas dénoncées avant le 1er novembre, elles sont prorogées par tacite reconduction pour la période suivante.

L'accord de paiement du 28 mars 1959 est valable pour une durée indéterminée et peut être dénoncé moyennant un préavis de trois mois.

Israël : l'accord commercial du 29 août 1958 a été reconduit tacitement pour une période d'un an, le 1er septembre 1969.

L'Italie : l'accord commercial du 20 juin 1959 a été reconduit tacitement, pour une période d'un an, le 1er janvier 1969. Sauf pour quelques points de détail, les relations avec l'Italie sont entièrement régies par le Traité de Rome et par les règlements de la C.E.E.

Le Japon : l'accord commercial, signé à Tokyo le 8 octobre 1960, est entré en vigueur le 10 avril 1962. L'accord qui avait, à l'origine, une durée de validité de trois ans et pouvait être renouvelé par tacite reconduction, demeurera en vigueur aussi longtemps qu'une des parties

contractantes ne le dénoncera pas, moyennant un préavis de trois mois. La liste contingentaire, annexée à cet accord, a été mise en application depuis le 1er janvier 1961 et a fait l'objet de deux révisions (31 août 1962 et 23 décembre 1963).

Un protocole modifiant l'accord de commerce de 1960 a été signé à Tokyo, le 30 avril 1963. Ce protocole, approuvé par la loi du 28 septembre 1964 (« Moniteur belge » du 4 novembre 1964), est entré en vigueur le 21 octobre 1964. Il comporte l'établissement entre les pays du Benelux et le Japon des pleines relations du G.A.T.T. (Abandon, par les pays du Benelux, du recours à l'article XXXV du G.A.T.T. à l'égard du Japon). Une clause de sauvegarde bilatérale permet de prendre des mesures restrictives en cas de perturbation du marché due à des importations anormales en provenance du Japon. Cette clause ne peut, en pratique, être dénoncée unilatéralement par le Japon.

Les « Agreed-minutes » ont été signées avec le Japon, le 30 juillet 1969.

Le Maroc: l'accord commercial, signé le 5 août 1958, a été reconduit, pour une période d'un an, à partir du 1er juillet 1969. Un protocole confidentiel, de même qu'un protocole additionnel, adaptant les listes contingentaires, ont été signés à Rabat, le 24 février 1961.

La clause C.E.E. a été insérée dans l'accord commercial Benelux-Maroc par échange de lettres des 9 janvier et 2 février 1962, entre le Ministère des Affaires étrangères marocain et l'Ambassade de Belgique à Rabat.

La Norvège: le 1er mai 1969, l'accord commercial, signé le 28 mai 1957, a été reconduit pour un an.

Le Paraguay: un accord de commerce et de navigation a été signé à Assomption, le 13 août 1963, entre les pays du Benelux et le Paraguay.

L'accord entrera en vigueur après ratification par les gouvernements des parties contractantes. L'accord est valable pour une durée d'un an et sera renouvelable d'année en année, par tacite reconduction, si aucune des parties contractantes ne le dénonce par écrit, au plus tard trois mois avant la fin de la période de validité. Les dispositions de l'accord ont trait à l'octroi réciproque et inconditionnel du traitement de la nation la plus favorisée, en matière de douane et de navigation maritime.

La Pologne: le 20 décembre 1966, un accord commercial a été signé entre les pays du Benelux et la Pologne. Cet accord, valable pour une période de trois ans, est entré en vigueur le 1er janvier 1967.

L'accord de paiement du 3 mars 1959 est valable pour une durée indéterminée et peut être dénoncé à tout moment, moyennant un préavis de trois mois.

Le Portugal: le 1er octobre 1968, l'accord commercial du 24 mai 1961, valable pour une durée d'un an, a été reconduit jusqu'au 30 septembre 1970.

La Roumanie: l'accord commercial, signé le 30 septembre 1960, a été prorogé, en principe le 1er octobre 1967, pour une période d'un an.

L'accord de paiement du 30 septembre 1960 est valable pour une durée indéterminée.

Le 27 octobre 1967, un nouvel accord commercial Benelux-Roumanie a été paraphé. Il couvre la période du 1er janvier 1967 au 31 décembre 1969.

Le Royaume-Uni: un arrangement commercial a été conclu le 10 décembre 1959, à Londres, entre les pays du Benelux et le Royaume-Uni. Des pourparlers ont eu lieu à Londres, du 12 au 14 décembre 1967, afin de le mettre à jour. Ceci a conduit à la conclusion de nouvelles « Agreed minutes » qui constitueront le cadre permanent des échanges commerciaux en lieu et place des dispositions qui jusqu'à présent étaient mises à jour chaque année.

La Suède: le 1er mars 1969, l'accord commercial du 27 avril 1957 a été tacitement reconduit pour un an.

La Suisse: le 1er avril 1969, l'accord commercial signé le 21 juin 1957 a été reconduit pour un an.

La Tchécoslovaquie: l'accord commercial conclu entre le Benelux et la Tchécoslovaquie a été paraphé le 11 avril 1967.
L'accord de paiement du 15 juin 1959 est valable pour une durée indéterminée et peut être dénoncé à tout moment, moyennant un préavis de trois mois.

La Tunisie: l'accord commercial, signé le 1er août 1958 et les protocoles additionnels des 26 septembre 1960, 29 mars 1961 et 26 juin 1964 ont été tacitement reconduits, pour une période d'un an, à la date du 1er avril 1969.

La Yougoslavie: un accord commercial entre les pays du Benelux et la Yougoslavie a été signé, à La Haye, le 18 juin 1958. Entré en vigueur le 1er juillet 1958, il était valable pour une durée d'un an. Il est considéré comme renouvelé, d'année en année, par tacite reconduction, si aucune des parties contractantes ne le dénonce trois mois avant l'expiration de la période de validité. Il a été ainsi prorogé, par tacite reconduction, pour une nouvelle période d'un an, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 1970.
L'accord de paiement du 18 juin 1958 est valable pour une durée indéterminée à partir du 1er juillet 1958.

ACCORDS DE L'U.E.B.L. AVEC :

La République d'Afrique du Sud: l'accord commercial du 13 juillet 1937 est resté en vigueur jusqu'à présent. Il peut être dénoncé moyennant un préavis de trois mois. Il est basé sur l'octroi réciproque du traitement

de la nation la plus favorisée en matière d'échanges et de paiements, étant entendu que l'U.E.B.L. ne pourra pas réclamer les privilèges ou faveurs accordés aux membres de la Communauté des Nations britanniques ou des territoires limitrophes de la République d'Afrique du Sud.

La République démocratique allemande : un arrangement commercial a été conclu le 18 mai 1966 entre la « Kammer für Aussenhandel » de la République démocratique allemande et l'Office économique belge (Office de Récupération économique). Cet accord à caractère non officiel a été reconduit tacitement pour une période d'un an.

L'Argentine : l'accord de commerce et de paiement du 25 novembre 1957 a entériné la participation de l'U.E.B.L. au système multilatéral qui avait été mis en vigueur, à titre provisoire, le 2 juillet 1956.

L'Iran : une convention de commerce et de navigation, signée à Téhéran le 9 mai 1929, avait été conclue pour une période de cinq ans, avec possibilité de reconduction tacite. Elle a été reconduite de la sorte pour une durée indéterminée.

La Nouvelle-Zélande : l'accord commercial provisoire du 5 décembre 1933 est toujours valable.

Le Pakistan : l'arrangement commercial du 15 mars 1952 est prorogé, tacitement, pour une durée indéterminée, avec possibilité de dénonciation moyennant un préavis de trois mois.

Les Pays-Bas : le traité instituant l'Union économique Benelux est entré en vigueur le 1er novembre 1960.

L'Uruguay : l'accord du 17 août 1957, prévoyant la multilatéralisation des paiements, a été mis en application le 1er mars 1958.

Le Vietnam-Sud : par échange de lettres des 16 et 20 janvier 1956, l'U.E.B.L. et le Vietnam se sont accordés mutuellement le bénéfice de leur tarif minimum, en attendant la conclusion d'un accord commercial.

ACCORDS ÉCONOMIQUES

Accords de la C.E.E. avec :

a) *L'association de pays tiers à la Communauté.*

Grèce : depuis le coup d'Etat militaire survenu en Grèce le 21 avril 1967, seules les dispositions de l'accord d'Athènes ainsi que les décisions du Conseil d'association C.E.E.-Grèce comportant des obligations précises sont appliquées, notamment en ce qui concerne le régime des relations tarifaires et commerciales. Le Conseil d'association s'est borné à exa-

miner quelques questions techniques relatives à l'application de l'accord d'Athènes, notamment dans le domaine de l'élimination des obstacles aux échanges.

Turquie : l'année 1969 a été marquée par les négociations entre la Communauté et la Turquie en vue du passage à la phase transitoire de l'association. Les préférences commerciales dont bénéficie déjà la Turquie restent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur de la phase transitoire. La réduction tarifaire qui lui avait été accordée pour les agrumes a été portée de 20 à 30 %.

Tunisie et Maroc : les accords créant des associations avec la Tunisie et le Maroc ont été signés à Tunis le 28 mars 1969 et à Rabat le 31 mars 1969. Ces accords, entrés en vigueur le 1er septembre 1969, assurent dès à présent un régime préférentiel à la majeure partie des exportations de ces deux pays vers la Communauté. Pour certains produits sensibles, comme les agrumes et l'huile d'olive, des régimes particuliers d'importation ont été mis au point dont le but est de valoriser au maximum les recettes d'exportation des deux pays associés sans compromettre l'équilibre de ces marchés.

Pour les produits ne bénéficiant pas encore d'un régime communautaire, il a été prévu que les exportations de la Tunisie et du Maroc pourront continuer de bénéficier des avantages que la France leur accordait de façon autonome avant l'entrée en vigueur des accords.

L'association des Etats africains et malgache et des pays et territoires d'outre-mer (É.A.M.A. et P.T.O.M.) : entre ces États et la Communauté européenne, un accord a été conclu sur le renouvellement de la convention de Yaoundé. Cette deuxième convention est en grande partie comparable à la première ; en particulier, les articles concernant le droit d'établissement, les services, paiements et capitaux, les institutions et les dispositions générales et finales n'ont subi que peu de modifications.

Ce sont les articles concernant les échanges commerciaux et la coopération financière et technique qui ont subi le plus de changements.

En ce qui concerne les échanges commerciaux, les principes posés par la convention de Yaoundé I ont été confirmés : notamment la non-discrimination des Etats membres de la Communauté dans leurs rapports avec les E.A.M.A. et la constitution de zones de libre échange entre la Communauté et les Etats associés. Par ailleurs, chaque partenaire s'est réservé de faire quelques exceptions aux principes. La notion « nécessité de développement » à laquelle on pourrait faire appel en vue d'un rétablissement des droits de douane et des restrictions quantitatives a été précisée et étendue.

En ce qui concerne les produits agricoles homologues et concurrents en provenance des E.A.M.A., la Communauté s'est engagée à leur accorder un régime plus favorable qu'aux pays tiers. Dans cette deuxième

convention, une nouvelle notion a été introduite, notamment les aides à la commercialisation et à la promotion des ventes en vue de compléter les actions déjà entreprises et de faciliter l'écoulement des produits des E.A.M.A.

b) *Accords commerciaux dans le cadre de la Communauté Européenne.*

Liban : l'accord, signé le 21 mars 1965 sur les échanges commerciaux et la coopération technique, est entré en vigueur le 1er juillet 1968 dans le délai prévu à l'article XIV de l'accord.

Iran : l'accord commercial entre la Communauté et l'Iran a été encore prorogé d'un an au titre de l'article V de cet accord.

Israël : la Communauté a reconduit l'accord pour une nouvelle période d'un an à compter du 1er juillet 1969.

Espagne : au début de 1970 un accord commercial préférentiel a été conclu entre ce pays et la Communauté européenne.

ACCORD DE LA BELGIQUE AVEC :

L'Irlande : les Gouvernements belge et irlandais ont décidé que les dispositions de l'arrangement anglo-belge du 27 juillet 1898 demeurent jusqu'à nouvel ordre en vigueur en ce qui concerne l'Irlande. Cet accord n'a d'autre but que d'assurer à la Belgique le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée.

Des négociations sont envisagées pour conclure un accord commercial Benelux-Irlande.

CONTINGENTS TARIFAIRES

Le système des contingents tarifaires a été modifié par les arrêtés ministériels suivants :

— 7 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1969) : ouverture de contingents tarifaires à droits d'entrée réduits ou nuls pour le fil machine en acier fin au carbone ;

— 6 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 18 janvier 1969) : ouverture de contingents tarifaires à droits d'entrée réduits ou nuls pour les figues sèches, les raisins secs, les vins et les tissus de coton originaires et en provenance de Turquie ;

— 20 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 21 janvier 1969) : ouverture de contingents tarifaires à droits d'entrée réduits ou nuls pour les vins et raisins frais, le papier journal, les tissus de soie, de lin et de coton et le ferrosilicium ;

— 31 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 22 janvier 1969) : augmentation du volume des contingents tarifaires pour le magnésium brut, les figues sèches et les raisins secs ;

— 17 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 22 janvier 1969) : ouverture d'un contingent tarifaire à droits d'entrée réduits pour les fontes hématites spéciales ;

— 20 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 30 janvier 1969) : ouverture des contingents tarifaires à droits d'entrée réduits pour certaines sortes de poissons originaires et en provenance de Turquie ;

— 22 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 1er février 1969) : abolition des droits d'entrée sur certains contingents tarifaires pour thons et morues ;

— 29 mars 1969 (« Moniteur belge » du 10 avril 1969) : abolition du droit d'entrée sur les contingents tarifaires pour le plomb brut ;

— 25 juin 1969 (« Moniteur belge » du 28 juin 1969) : ouverture de contingents tarifaires à droits d'entrée réduits ou nuls pour le fil machine en acier fin au carbone ;

— 10 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 25 juillet 1969) : suspension des droits d'entrée sur les contingents tarifaires pour les harengs et le magnésium brut ;

— 14 août 1969 (« Moniteur belge » du 29 août 1969) : ouverture d'un contingent tarifaire pour certains produits textiles en trafic de perfectionnement passif ;

— 29 août 1969 (« Moniteur belge » du 30 août 1969) : ouverture d'un contingent tarifaire dans les limites d'une somme globale de 25 000 000 F pour les articles de voyage, certains produits textiles et les articles ménagers ;

— 15 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 19 septembre 1969) : suspension des droits d'entrée sur les contingents tarifaires pour thons et morues ;

— 30 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 5 novembre 1969) : complément au tableau des contingents tarifaires pour certains produits originaires et en provenance de Turquie ;

— 5 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 11 novembre 1969) : augmentation des contingents tarifaires pour le papier journal et pour les harengs frais ;

— 17 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 30 décembre 1969) : ouverture d'un contingent tarifaire à droit d'entrée réduit pour les raisins secs sous les conditions et dans les limites déterminées audit tableau.

DROITS D'ENTRÉE

Le tarif des droits d'entrée a été modifié par les arrêtés ministériels suivants :

— 30 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 31 janvier 1969) : modification du tarif des droits d'entrée pour une durée indéterminée sur les postes 18.06 D et 19.02 B ;

— 15 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 11 février 1969) : modification du tarif des droits d'entrée sur le saumon ; certains produits chimiques, les bardeaux pour toitures et le papier Japon ;

— 19 mars 1969 (« Moniteur belge » du 26 mars 1969) : suppression totale du droit d'entrée pour le poivre destiné à la fabrication industrielle ;

— 2 avril 1969 (« Moniteur belge » du 3 avril 1969) : établissement d'un nouveau tarif des droits d'entrée pour les postes 20.07 B III et B III b ;

— 24 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 5 août 1969) : réduction totale ou partielle du tarif des droits d'entrée pour les oranges et certains produits chimiques et textiles ;

— 6 août 1969 (« Moniteur belge » du 21 août 1969) : suspension partielle du tarif des droits d'entrée pour le pentoxyde de vanadium et les tissus de fibres textiles synthétiques ;

— 29 août 1969 (« Moniteur belge » du 30 août 1969) : suspension partielle du tarif des droits d'entrée pour les dattes, les oranges et les mandarines ;

— 24 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 30 septembre 1969) : suspension totale du droit d'entrée pour certains produits en acier ;

— 29 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 30 décembre 1969) : modification de l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée.

Le tarif des droits d'entrée a été en outre modifié par les arrêtés royaux suivants :

— 29 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 31 janvier 1969) : établissement d'un nouveau tarif des droits d'entrée comme mentionné dans l'annexe A pour le chocolat, les autres préparations alimentaires contenant du cacao, les préparations pour l'alimentation à base de farines, amidons, fécules ou extraits de malt ;

— 25 février 1969 (« Moniteur belge » du 28 février 1969) : établissement d'un nouveau tarif des droits d'entrée pour les fromages et la caillebotte ;

— 1er avril 1969 (« Moniteur belge » du 3 avril 1969) : modification du tarif des droits d'entrée annexé au protocole signé par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas pour les jus de fruits ou de légumes non fermentés. Les droits d'entrée sont en même temps perçus pour certains produits importés d'Algérie en libre pratique d'après les indications de l'annexe B ;

— 13 juin 1969 (« Moniteur belge » du 1er juillet 1969) : définition du régime d'accise des sucres ;

— 29 août 1969 (« Moniteur belge » du 30 août 1969) : modification du tarif des droits d'entrée, annexé au protocole signé par la Belgique,

le Luxembourg et les Pays-Bas pour les dattes, les agrumes et les légumes. Les droits d'entrée sont en même temps perçus pour certains produits importés d'Algérie en libre pratique d'après les indications de l'annexe C ;

— 23 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 26 septembre 1969) : modification des modalités en cas de changement éventuel du tarif des droits d'entrée, annexé au protocole signé par la Belgique, Luxembourg et Pays-Bas ;

— 18 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 28 octobre 1969), établissement d'un nouveau tarif des droits d'entrée comme mentionné dans l'annexe A pour le poste tarifaire 20.05 C I.

La loi du 12 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 13 février 1969) porte approbation de quatre protocoles « Benelux » relatifs au tarif des droits d'entrée, signés à Bruxelles respectivement les 22 mars 1966, 20 juin 1966, 2 novembre 1966 et 22 décembre 1966, et confirmation des arrêtés royaux des 28 mars 1966, 23 juin 1966, 3 novembre 1966 et 24 décembre 1966 également relatifs au tarif des droits d'entrée.

La loi du 24 mars 1969 (« Moniteur belge » du 19 avril 1969) porte approbation de deux protocoles Benelux signés à Bruxelles les 22 mars 1965 et 21 décembre 1965 et confirmation des arrêtés royaux des 22 mars 1965 et 27 décembre 1965 également relatifs au tarif des droits d'entrée.

L'arrêté ministériel du 26 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 27 septembre 1969) modifie l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée.

La loi du 31 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 10 septembre 1969) porte approbation de six protocoles Benelux signés à Bruxelles respectivement les 21 mars 1967, 16 mai 1967, 22 juin 1967, 24 novembre 1967 et 20 décembre 1967 et confirmation des arrêtés royaux des 23 mars 1967, 24 mai 1967, 29 mai 1967, 27 juin 1967, 4 juillet 1967, 30 novembre 1967, et 27 décembre 1967 également relatifs au tarif des droits d'entrée.

LICENCES D'IMPORTATION, D'EXPORTATION ET DE TRANSIT

L'arrêté ministériel du 27 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 3 janvier 1969) porte des mesures temporaires relatives à l'importation et au transit d'animaux vivants et de viandes.

L'arrêté royal du 29 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 15 janvier 1969) fixe les modalités pour l'importation d'animaux d'élevage ou de rente susceptibles de se reproduire.

L'arrêté ministériel du 20 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 5 avril 1969) modifie l'arrêté ministériel du 22 juin 1965 relatif à l'importation, au transit et à l'exportation des animaux vivants.

L'arrêté ministériel du 12 août 1969 (« Moniteur belge » du 9 septembre 1969) donne la liste des produits soumis à licence à l'importation et à l'exportation.

L'arrêté ministériel du 15 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 18 décembre 1969) modifie l'arrêté ministériel du 12 août 1969 soumettant à licence l'exportation de nickel brut et d'anodes pour nickelage.

La liste I, annexée à l'arrêté ministériel du 7 janvier 1966 a été modifiée par les arrêtés ministériels suivants :

— 13 février 1969 (« Moniteur belge » du 23 février 1969) ; abrogation de la licence pour l'exportation de sucreries, de chocolat, de cacao en poudre, de glaces de consommation et de yoghourts préparés à destination des pays partenaires de la C.E.E. ;

— 13 février 1969 (« Moniteur belge » du 22 février 1969) ; introduction d'une licence pour l'importation d'alcool éthylique non dénaturé ;

— 13 février 1969 (« Moniteur belge » du 22 février 1969) ; introduction d'une licence pour l'importation d'huile de ricin.

TAXE DE TRANSMISSION

L'arrêté royal du 21 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 28 novembre 1969) modifie le Code et le règlement général sur les taxes assimilées au timbre et l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation.

Communauté Economique Européenne

MESURES GÉNÉRALES

Adoption, par le Conseil, des propositions qui étaient présentées par la Commission.

I. La libre circulation intracommunautaire.

a) Achèvement de l'union douanière :

— approbation du programme général d'élimination des entraves techniques aux échanges de produits industriels ;

— adoption du programme pour l'élimination des entraves techniques aux échanges de denrées alimentaires ;

— adoption de deux règlements relatifs au régime définitif des échanges aux produits agricoles transformés ;

— adoption de la proposition de directive sur les modalités communes d'application de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations sur les produits agricoles ;

— décision sur les lignes directrices indiquées au mémorandum sur la gestion des contingents tarifaires communautaires.

b) La libre circulation des travailleurs, la liberté d'établissement et la libre prestation des services :

— adoption des propositions de directives en vue de la suppression des restrictions à la liberté d'établissement et de la coordination des conditions d'accès et d'exercice en matière d'assurances directes (autres que l'assurance sur la vie).

II. La politique économique commune.

a) La politique économique générale :

— adoption partielle des actions proposées dans le mémorandum du 12 février 1969 :

— amélioration de la coordination des politiques économiques à moyen et à court terme ;

— mise en place d'un mécanisme de coopération monétaire et financière.

b) La politique commerciale :

— adoption de la proposition concernant l'uniformisation progressive des accords relatifs aux relations commerciales des Etats membres avec les pays tiers et la négociation des accords communautaires ;

— adoption des propositions concernant la mise en œuvre progressive des mesures d'application des règlements de politique commerciale adoptés par le Conseil en décembre 1968 ;

— adoption des propositions tendant à adapter certaines dispositions de ces règlements eu égard à la fin de la période de transition ;

— adoption des propositions concernant l'application de ces règlements au commerce avec certains pays à commerce d'Etat ;

— adoption d'une proposition de règlement concernant l'uniformisation progressive des accords relatifs aux relations commerciales des Etats membres avec les pays tiers et la négociation des accords communautaires ;

— adoption des propositions de directives concernant l'harmonisation progressive de régimes nationaux d'aides à l'exportation.

c) La politique agricole :

— adoption des propositions concernant les règles de financement applicables à la politique agricole commune ;

— adoption des mesures à moyen terme pour différents marchés agricoles ;

— adoption des propositions visant la définition d'une politique commune de la pêche ;

— adoption des propositions relatives à l'harmonisation des législations dans le domaine agricole ;

— définition des principes d'une politique structurelle.

d) La politique industrielle :

— mise au point d'un système d'octroi du brevet européen ;

— adoption de la proposition de directive concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions et apports d'actifs intervenant entre sociétés d'Etats membres différents ;

— adoption de la proposition de directive concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés-mères et filiales d'Etats membres différents ;

— prise de position du Conseil sur le mémorandum sur la politique industrielle.

e) La politique énergétique :

— discussion du mémorandum « Première orientation pour une politique énergétique communautaire ».

f) La politique régionale :

— confrontation des politiques régionales des Etats membres.

DÉCISIONS CONCERNANT LA BELGIQUE

Une décision de la Commission du 19 décembre 1968 porte l'octroi du concours du F.S.E. au bénéfice du royaume de Belgique pour des dépenses relatives à des opérations de rééducation professionnelle effectuées par l'Office national de l'emploi (ONEM) (« Journal officiel des Communautés européennes » du 30 janvier 1969).

Une décision de la Commission du 13 décembre 1968 concerne le concours du F.E.O.G.A., section garantie, aux dépenses du royaume de Belgique pour les restitutions à l'exportation vers les pays tiers et les interventions sur le marché intérieur pour la période de comptabilisation 1964-1965 (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 11 février 1969).

Une décision de la Commission du 16 décembre 1968 fixe le montant d'un acompte à valoir sur le concours du F.E.O.G.A. aux dépenses du royaume de Belgique remboursables au titre de la section garantie pour la période de comptabilisation 1966-1967 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 11 février 1969).

Une décision de la Commission du 7 février 1969 autorise le royaume de Belgique à vendre à prix réduit du beurre de stock public à des institutions et collectivités sans but lucratif (« Journal officiel des Communautés européennes » du 3 mars 1969).

Une décision de la Commission du 28 février 1969 modifie la décision de la Commission du 17 décembre 1968 autorisant le royaume de Belgique à vendre à prix réduit du beurre de stock privé sous forme de beurre concentré (« Journal officiel des Communautés européennes » du 18 mars 1969).

Une décision de la Commission du 26 mars 1969 fixe l'acompte sur le concours du F.E.O.G.A. section garantie, aux dépenses du royaume de Belgique pour le deuxième semestre de la période de comptabilisation 1967-1968 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 30 avril 1969).

Une décision de la Commission du 8 mai 1969 autorise le royaume de Belgique à limiter les achats à l'intervention pour certaines céréales (« Journal officiel des Communautés européennes » du 9 mai 1969).

Une décision de la Commission du 19 mai 1969 autorise le royaume de Belgique à diminuer l'indemnité compensatoire pour le froment tendre (« Journal officiel des Communautés européennes » du 18 juin 1969).

Une décision de la Commission du 6 juin 1969 autorise la Belgique et la France à accorder des aides nationales pour le stockage de certains fromages (« Journal officiel des Communautés européennes » du 18 juin 1969).

Coopération économique internationale

L'arrêté royal du 22 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 8 janvier 1969) modifie celui du 15 janvier 1962 relatif à l'organisation de la coopération avec les pays en voie de développement.

La convention de coopération technique et scientifique entre la Belgique et le Pérou, signée à Lima le 22 janvier 1965, est entrée en vigueur le 25 mai 1969 (« Moniteur belge » du 22 mai 1969).

Le « Moniteur belge » du 6 juin 1969 publie l'accord sur la coopération économique, industrielle et technique entre l'U.E.B.L. et la Roumanie, signé à Bucarest le 16 septembre 1968, et entré en vigueur le 18 janvier 1969. La première session de la Commission mixte prévue par l'Accord s'est tenue à Bruxelles du 28 mai au 4 juin 1969.

La loi du 20 août 1969 (« Moniteur belge » du 1er octobre 1969) est relative à l'adhésion de la Belgique à la résolution concernant la deuxième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement. La loi autorise le paiement du premier des trois versements annuels de la contribution belge ; chaque versement est fixé à 6,8 millions de dollars ou 340 millions de francs belges.

Coordination économique (Voir Réglementation de la production et du commerce)

Emploi (Voir Travail)

Expansion économique

Le délai d'application des mesures prévues par la loi du 18 juillet 1959 en faveur des régions de développement définies par l'arrêté royal du 27 novembre 1959 a été successivement prorogé jusqu'aux 30 juin 1969, 31 décembre 1969 et 30 juin 1970 par les arrêtés royaux des 15 janvier 1969, 27 juin 1969 et 10 décembre 1969 (« Moniteur belge » des 21 janvier 1969, 3 juillet 1969 et 30 décembre 1969).

La durée d'application de la loi du 14 juillet 1966 a été successivement prolongée jusqu'aux 30 juin 1969, 31 décembre 1969 et 30 juin 1970 par les arrêtés royaux des 15 janvier 1969 et 27 juin 1969 et par la loi du 23 décembre 1969 (« Moniteur belge » des 21 janvier 1969, 3 juillet 1969 et 30 décembre 1969).

L'arrêté royal du 7 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 12 février 1969) fixe la liste des organismes privés de crédit agréés jusqu'à fin décembre 1971 pour consentir et gérer des crédits en application des lois des 17 et 18 juillet 1959.

L'arrêté royal du 14 février 1969 (« Moniteur belge » du 4 mars 1969) fixe à 700 millions de francs le montant à prélever au profit du Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale sur le produit du décime additionnel à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des non résidents.

Finances

DIVERS : ORGANISATION ET CONTRÔLE DE LA MONNAIE ET DU CRÉDIT

Un arrêté royal du 24 décembre 1968 modifie l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (« Moniteur belge » du 8 janvier 1969).

Un arrêté royal du 24 décembre 1968 porte augmentation du montant nominal des bons de caisse et obligations et des dépôts de fonds que la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre ou à accepter. Ce montant est porté à nonante-cinq milliards de francs (« Moniteur belge » du 8 janvier 1969).

Un arrêté royal du 18 février 1969 modifie l'article 23 de l'arrêté royal du 2 septembre 1960 portant règlement du Comité de la Cote de la Bourse de Fonds publics et de Change de Bruxelles (« Moniteur belge » du 4 mars 1969).

Un arrêté royal du 24 mars 1969 porte augmentation du montant nominal des bons de caisse et obligations et des dépôts de fonds que la

Société Nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre ou à accepter. Ce montant est porté à cent milliards de francs (« Moniteur belge » du 3 avril 1969).

Dans le « Moniteur belge » du 5 avril 1969 est paru un arrêté royal du 28 mars 1969 relatif à la frappe d'une pièce de dix francs en nickel.

Une loi du 1er avril 1969 modifie l'arrêté royal nº 56 du 10 novembre 1967 favorisant l'usage de la monnaie scripturale (« Moniteur belge » du 19 avril 1969).

Une loi du 17 avril 1969 modifie le statut de la Caisse Nationale de Crédit professionnel. Les engagements de la Caisse ne peuvent dépasser 22 milliards de francs. Toutefois, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, porter ce montant à 27 milliards de francs, par libération successive de cinq tranches de 1 milliard de francs chacune (« Moniteur belge » du 13 mai 1969).

Un arrêté royal du 21 avril 1969 porte le total des garanties accordées par l'Office national du Ducroire à maximum trente-six milliards de francs (« Moniteur belge » du 3 mai 1969).

Par arrêté ministériel du 23 avril 1969, le montant de six milliards de francs, à concurrence duquel la Caisse générale d'Epargne et de Retraite est autorisée à émettre des bons d'épargne est porté à onze milliards de francs (« Moniteur belge » du 3 mai 1969).

Par arrêté royal du 4 juin 1969, le montant global des garanties octroyées par l'Office national du Ducroire directement pour le compte de l'Etat peut être porté à maximum huit milliards de francs (« Moniteur belge » du 12 juin 1969).

L'arrêté royal du 13 juin 1969 modifie l'arrêté royal du 30 août 1967 relatif à la démonétisation de la pièce de vingt francs en argent (« Moniteur belge » du 25 juin 1969).

L'arrêté royal du 31 juillet 1969 porte relèvement du plafond de l'encours des engagements du Fonds de garantie, instauré auprès de la Caisse nationale de Crédit professionnel (« Moniteur belge » du 1er octobre 1969).

L'arrêté royal du 20 août 1969 porte règlement organique de la Monnaie royale de Belgique (« Moniteur belge » du 14 octobre 1969).

L'arrêté royal du 22 septembre 1969 approuve des modifications apportées aux statuts de la Banque Nationale de Belgique (« Moniteur belge » du 7 octobre 1969).

Dans le « Moniteur belge » du 14 novembre 1969 a paru la Convention du 7 novembre 1969 entre l'Etat belge et la Banque Nationale de Belgique, approuvée par le Conseil des Ministres.

L'arrêté royal du 15 octobre 1969 porte approbation d'une modification aux statuts de la Société nationale de Crédit à l'Industrie (« Moniteur belge » du 19 novembre 1969).

Au « Moniteur belge » du 22 novembre 1969 a paru l'arrêté royal du 12 novembre 1969 relatif au caractère public des opérations de sollicitation de l'épargne.

L'arrêté royal du 26 novembre 1969 concerne la démonétisation de la pièce de vingt centimes (« Moniteur belge » du 16 décembre 1969).

EMPRUNTS

Liste des lois et arrêtés autorisant leur émission :

— loi du 24 décembre 1968 autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à émettre, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'une somme de 837 200 000 F pour couvrir des dépenses de premier établissement (« Moniteur belge » du 30 janvier 1970) ;

— arrêté royal et arrêté ministériel du 5 février 1969, relatifs à l'émission de l'emprunt 6,75 % 1969-1980 (« Moniteur belge » du 11 février 1969) ;

— arrêté royal et arrêté ministériel du 5 février 1969, relatifs à l'émission de l'emprunt 1969-1975-1982 (« Moniteur belge » du 11 février 1969) ;

— arrêté royal et arrêté ministériel du 5 juin 1969, relatifs à l'émission de l'emprunt 1969-1975-1981 (« Moniteur belge » du 10 juin 1969) ;

— arrêté royal et arrêté ministériel du 5 juin 1969, relatifs à l'émission de l'emprunt 7,50 % 1969-1987 (« Moniteur belge » du 10 juin 1969) ;

— loi du 24 avril 1969 autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à émettre en Belgique ou à l'étranger, sous la garantie de l'Etat, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un montant global de quatre milliards de francs (« Moniteur belge » du 3 juin 1969) ;

— arrêté ministériel du 2 septembre 1969 approuvant l'émission par la Caisse nationale de Crédit professionnel d'un emprunt 7,10 % 1969-1975 de cinq cents millions de francs (« Moniteur belge » du 4 septembre 1969) ;

— arrêté ministériel du 17 septembre 1969 relatif à l'émission d'une dix-septième série d'obligations au porteur par la Caisse autonome de Dommages de guerre (« Moniteur belge » du 30 septembre 1969) ;

— arrêté royal et arrêté ministériel du 2 octobre 1969 relatifs à l'émission d'un emprunt 8 % - 8,25 % 1969-1975-1981 (« Moniteur belge » du 7 octobre 1969) ;

— arrêté ministériel du 13 novembre 1969 relatif à un emprunt de trois milliards cinq cents millions à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Régie des Télégraphes et des Téléphones (« Moniteur belge » du 18 novembre 1969) ;

— arrêté ministériel du 28 novembre 1969 relatif à un emprunt d'un milliard cinq cents millions de francs à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Société nationale de Crédit à l'Industrie (« Moniteur belge » du 9 décembre 1969) ;

— arrêté ministériel du 24 décembre 1969 approuvant l'émission par la Caisse nationale de Crédit professionnel d'un emprunt 8,25 % 1970-1978 de cinq cents millions de francs.

FISCALITÉ

Impôts sur les revenus et taxes assimilées

La loi du 22 janvier 1969 modifie les articles 54 et 71 du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 4 février 1969).

L'arrêté royal du 23 janvier 1969 concerne le décime additionnel à l'impôt des sociétés et à l'impôt des non-résidents (« Moniteur belge » du 4 février 1969).

La loi du 30 janvier 1969 modifie les articles 43 et 114 du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 12 février 1969).

La loi du 11 février 1969 modifie le Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 28 février 1969).

L'arrêté royal du 19 février 1969 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 4 mars 1969).

La loi du 26 février 1969 modifie le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 18 mars 1969).

L'arrêté ministériel du 26 février 1969 règle, pour l'exercice 1968, la répartition du Fonds spécial visé à l'article 358 du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 5 avril 1969).

L'arrêté royal du 24 mars 1969 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 9 avril 1969).

L'arrêté royal du 19 mars 1969 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 29 avril 1969).

L'arrêté royal du 27 mai 1969 complète l'arrêté royal du 18 juillet 1927 pris en exécution de la loi du 21 juin 1927 relative à l'imposition des sociétés et firmes congolaises (« Moniteur belge » du 5 juillet 1969).

L'arrêté royal du 2 juin 1969 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 5 juillet 1969).

La loi du 10 juillet 1969 modifie le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 31 juillet 1969).

L'arrêté royal du 15 juillet 1969 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 31 juillet 1969).

L'arrêté royal du 31 juillet 1969 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 15 août 1969).

L'arrêté royal du 15 septembre 1969 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 1er octobre 1969).

L'arrêté royal du 10 octobre 1969 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 1er novembre 1969).

La loi du 13 novembre 1969 modifie l'article 41, § 1er du Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne l'immunisation de l'indemnité d'adaptation (« Moniteur belge » du 2 décembre 1969).

DROITS D'ACCISES ET TAXES DE CONSOMMATION

L'arrêté ministériel du 28 février 1969 modifie le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs (« Moniteur belge » du 1er mars 1969).

L'arrêté royal du 17 avril 1969 concerne le régime d'accise des huiles minérales (« Moniteur belge » du 24 avril 1969).

La loi du 19 mars 1969 modifie l'article 4 de la loi du 11 décembre 1959 concernant la perception à l'importation de certains droits d'accise (« Moniteur belge » du 1er août 1970).

L'arrêté royal du 13 juin 1969 concerne le régime d'accise des sucres (« Moniteur belge » du 1er juillet 1969).

La loi du 2 juillet 1969 modifie l'article 2 de la loi du 11 décembre 1959 concernant la perception à l'importation de certains droits d'accise et de l'article 8*bis* de la loi du 7 juin 1926 modifiant le tarif des douanes ainsi que certains droits d'accise et établissant ou revisant des taxes de consommation (« Moniteur belge » du 1er août 1970).

La loi du 2 juillet 1969 modifie le régime d'accise du tabac (« Moniteur belge » du 1er août 1969).

La loi du 9 juillet 1969 modifie le régime d'accise des huiles minérales (« Moniteur belge » du 1er août 1969).

L'arrêté royal du 15 juillet 1969 concerne la décharge de l'accise pour l'alcool utilisé à des usages industriels (« Moniteur belge » du 1er août 1969).

L'arrêté ministériel du 3 octobre 1969 modifie l'arrêté ministériel du 6 décembre 1934 relatif au régime fiscal des alcools et boissons spiritueuses (« Moniteur belge, du 4 octobre 1969).

DROITS D'ENREGISTREMENT, D'HYPOTHÈQUE ET DE GREFFE

La loi du 10 juillet 1969 modifie le code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (« Moniteur belge » du 25 juillet 1969).

La loi du 30 juin 1969 modifie l'article 277 du code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et l'article 52 des lois relatives au registre de commerce, coordonnées le 20 juillet 1964 (« Moniteur belge » du 3 septembre 1969).

DROITS D'ENTRÉE

[Voir Commerce extérieur (Droits d'entrée)]

TAXES ASSIMILÉES AU TIMBRE

La loi du 19 février 1969 modifie le Code des taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 1er mars 1969).

L'arrêté royal du 19 mars 1969 modifie l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (« Moniteur belge » du 29 mars 1969).

L'arrêté ministériel du 19 mars 1969 modifie l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 29 mars 1969).

L'arrêté ministériel du 4 avril 1969 modifie l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 16 avril 1969).

L'arrêté royal du 25 juin 1969 modifie l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (« Moniteur belge » du 28 juin 1969).

L'arrêté ministériel du 25 juin 1969 modifie l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 28 juin 1969).

La loi du 10 juillet 1969 modifie le code des taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 15 octobre 1969).

L'arrêté royal du 7 novembre 1969 modifie le règlement général sur les taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 22 novembre 1969).

L'arrêté royal du 21 novembre 1969 modifie le code et le règlement général sur les taxes assimilées au timbre et l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission (« Moniteur belge » du 28 novembre 1969).

L'arrêté ministériel du 11 décembre 1969 modifie l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 16 décembre 1969).

L'arrêté ministériel du 23 décembre 1969 modifie l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 25 décembre 1969).

Au « Moniteur belge » du 25 décembre 1969 a paru l'arrêté ministériel du 24 décembre 1969 relatif aux taxes assimilées au timbre.

L'arrêté royal du 23 juin 1969 fixe des mesures exceptionnelles et temporaires en matière d'information générale des petites et moyennes entreprises au sujet de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 16 juillet 1969).

La loi du 3 juillet 1969 crée le code de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 17 juillet 1969).

Au « Moniteur belge » du 30 juillet 1969 a paru l'arrêté royal n° 1 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée.

Au « Moniteur belge » du 14 novembre 1969 a paru l'arrêté royal n° 2 relatif à l'établissement de bases forfaitaires de taxation à la taxe sur la valeur ajoutée.

Au « Moniteur belge » du 12 décembre 1969 a paru l'arrêté royal n° 3 relatif aux déductions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée.

Au « Moniteur belge » du 20 décembre 1969 a paru la loi du 19 décembre 1969 tendant à reporter au 1er janvier 1971 la date d'entrée en vigueur de la loi du 3 juillet 1969 créant le code de la taxe sur la valeur ajoutée, de la loi du 10 juillet 1969 modifiant le code des taxes assimilées au timbre et de la loi du 10 juillet 1969 modifiant le code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

L'arrêté royal du 19 décembre 1969 modifie l'arrêté royal n° 1 du 23 juillet 1969 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 20 décembre 1969).

Au « Moniteur belge » du 31 décembre 1969 a paru l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée.

Industrie (Voir Réglementation de la production et du commerce)

Investissements (Voir Expansion économique)

Législation commerciale

[Voir Réglementation de la production et du commerce (Législation commerciale)]

Monnaie et Crédit

MARCHÉ MONÉTAIRE

Au cours de l'année 1969, la Banque Nationale de Belgique a apporté plusieurs modifications à ses taux d'escompte et d'intérêt. Alors qu'au début de l'année, ils étaient fixés à 4,5 %, des augmentations successives sont intervenues : le 6 mars : + 0,50 % ; le 10 avril :

+ 0,50 % ; le 29 mai : + 0,50 % ; le 31 juillet : + 1 % ; le 18 septembre : + 0,50 %. A cette dernière date, les taux d'escompte et d'intérêt étaient donc portés à 7,5 %.

Dans des directives du 30 avril 1969, la Banque Nationale avait fixé à 14 % de l'encours au 31 décembre 1968, l'accroissement global autorisé, pour l'année 1969, de l'encours des crédits soumis à encadrement. Deux objectifs intermédiaires avaient été fixés, soit 10 % à fin juin 1969 et 10 % à fin septembre 1969. Le 18 août et le 18 septembre 1969, la Banque Nationale a réduit l'indice global d'accroissement autorisé respectivement à fin septembre et à fin décembre 1969. De plus, elle a prorogé le régime d'encadrement pour les deux premiers trimestres de 1970 et a fixé de nouvelles limites. Enfin, elle a décidé un abaissement progressif des plafonds de réescompte et de visa étalé de fin octobre 1969 à fin mars 1970.

La Banque Nationale a demandé au Ministre des Finances et à l'Office Central de la Petite Epargne d'adresser respectivement aux institutions paraétatiques et aux caisses d'épargne privées des directives comportant une limitation analogue de leurs octrois de crédit pour le premier semestre de 1970.

L'arrêté ministériel du 29 mai 1969 (« Moniteur belge » du 7 juin 1969) approuve l'arrêté de la Commission bancaire du 20 mai 1969 qui institue un coefficient de remploi.

L'arrêté royal du 27 mai 1969 modifie l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (acompte-délai de remboursement) (« Moniteur belge » du 3 juin 1969).

La loi du 9 juin 1969 concerne l'adhésion de la Belgique à l'amendement de l'accord ayant créé le Fonds monétaire international ainsi qu'au statut monétaire (« Moniteur belge » du 16 juillet 1969).

La loi du 10 juillet 1969 concerne la sollicitation de l'épargne publique, notamment en matière de valeurs mobilières (« Moniteur belge » du 24 juillet 1969).

L'arrêté royal du 27 juin 1969 concerne l'adhésion de la Belgique à l'amendement de l'accord ayant créé le Fonds monétaire international (« Moniteur belge » du 26 juillet 1969).

La loi du 10 juillet 1969 modifie l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Réescompte et de Garantie (« Moniteur belge » du 9 août 1969).

Le « Moniteur belge » du 7 août 1969 publie la décision du Conseil de l'Institut belgo-luxembourgeois du change concernant des modifications aux règlements de cet Institut.

L'arrêté royal du 20 août 1969 approuve les modifications aux statuts de l'Institut de Réescompte et de Garantie (« Moniteur belge » du 4 septembre 1969).

L'arrêté royal du 24 septembre 1969 concerne la mise en vigueur de l'article 2 de la loi du 1er avril 1969 modifiant l'arrêté royal nº 56 du 10 novembre 1967 favorisant l'usage de la monnaie scripturale (« Moniteur belge » du 30 septembre 1969).

L'arrêté royal du 10 décembre 1969 modifie l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (acompte-délai de remboursement) (« Moniteur belge » du 31 décembre 1969).

MARCHÉ DES CAPITAUX

Un arrêté ministériel du 4 avril 1969 porte approbation du règlement général de la Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virements de titres (« Moniteur belge » du 16 avril 1969).

Organisation de Coopération et de Développement Economiques

La Finlande est devenue le vingt-deuxième membre de l'Organisation le 28 janvier 1969.

Le Conseil ministériel de l'O.C.D.E. s'est réuni à Paris les 13 et 14 février 1969 ; les ministres ont examiné les travaux de l'Organisation à la lumière de la situation économique et de ses perspectives, des transformations qui se produisent dans les structures de l'économie et de la société modernes, ainsi que des besoins des pays en voie de développement.

En février également, le Comité d'Aide au Développement de l'O.C.D.E. (C.A.D.) a adopté une résolution supplémentaire qui devrait entraîner un assouplissement des conditions financières dont ses membres assortissent leur aide publique aux pays en voie de développement. En 1968 déjà, les conditions des prêts consentis par les organismes officiels avaient été adoucies, la moyenne des taux d'intérêt passant de 3,8 à 3,3 % et la durée moyenne des prêts de 23 à 25 ans. En 1968, plus de 95 % de l'ensemble de l'aide financière et technique reçue par les pays en voie de développement provenaient des pays membres du C.A.D., c'est-à-dire les Six des C.E.E. sauf le Luxembourg, les Sept de l'A.E.L.E., l'Australie, le Canada, les Etats-Unis, le Japon. Le total des apports publics et privés, soit 12,9 milliards de dollars, représente en moyenne 0,77 % du P.N.B. de ces Etats (1,15 % pour la Belgique).

Le C.A.D. a tenu sa réunion annuelle à Paris, les 27 et 28 novembre 1969.

Prévoyance sociale

ASSURÉS LIBRES

L'arrêté royal du 14 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1969) modifie l'arrêté royal du 10 mai 1963, relatif aux majorations des rentes de vieillesse et de veuve, prévues par la loi du 12 février 1963,

relative à l'organisation d'un régime de pension de retraite et de survie au profit des assurés libres.

L'arrêté royal du 8 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 15 juillet 1969) modifiant l'arrêté royal du 13 août 1965, règle l'attribution des subsides de l'Etat en faveur des services d'assurance mutualiste libre.

SALARIÉS ET APPOINTÉS

Les modalités d'application de la convention générale sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République de Turquie, signée à Bruxelles le 4 juillet 1966, ont été reprises dans un arrangement administratif (« Moniteur belge » du 28 mars 1969).

Les arrêtés ministériels des 24 février 1969 (« Moniteur belge » du 13 mars 1969), 24 mars 1969 (« Moniteur belge » du 29 mars 1969), 25 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 30 septembre 1969), 23 et 24 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1969) modifient l'arrêté ministériel du 22 mars 1968, fixant les rémunérations forfaitaires mensuelles pour le calcul des cotisations de sécurité sociale dues pour les travailleurs totalement ou principalement rémunérés au pourboire.

L'arrêté ministériel du 19 février 1969 (« Moniteur belge » du 14 mars 1969) modifie l'arrêté ministériel du 5 juillet 1956, relatif au paiement des cotisations de sécurité sociale dues pour compte des employeurs, par certains services de compensation, sur les salaires octroyés aux travailleurs pendant un certain nombre de jours fériés par an.

La loi du 7 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 5 décembre 1969) est relative à l'application de la sécurité sociale aux titulaires d'une licence de « coureur cycliste professionnel ».

L'arrêté du 12 juin 1969 (« Moniteur belge » du 21 juin 1969) modifie l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

L'octroi d'un double pécule de vacances pour la troisième semaine de vacances à différents groupes de travailleurs est réglé par la loi du 1er avril 1969 (« Moniteur belge » du 12 avril 1969) et par les arrêtés royaux des 6 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 29 janvier 1969 et du 6 août 1969), 20 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 10 janvier 1969), 24 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 25 janvier 1969), 20 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 12 février 1969), 29 janvier et 5 février 1969 (« Moniteur belge » du 14 mars 1969), 18 avril 1969 (« Moniteur belge » du 5 juin 1969) et 12 juin 1969 (« Moniteur belge » du 2 juillet 1969).

L'arrêté royal du 28 mars 1969 (« Moniteur belge » du 11 avril 1969) fixe les montants du pécule de vacances attribué aux anciens travailleurs salariés bénéficiaires d'une pension de retraite, aux veuves des travailleurs salariés bénéficiaires d'une pension de survie et aux ouvriers mineurs bénéficiaires d'une pension d'invalidité.

L'arrêté royal du 24 juin 1969 (« Moniteur belge » du 5 juillet 1969) fixe les modalités de reprise de l'actif et du passif de l'Office national de coordination des allocations familiales.

Concernant la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales des communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes, les arrêtés royaux suivants ont été pris :

— l'arrêté royal du 16 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 25 janvier 1969) concernant la quote-part dans les subventions de l'Etat pour 1968 ;

— les arrêtés royaux des 13 février 1969 (« Moniteur belge » du 21 février 1969) et 28 mai 1969 (« Moniteur belge » du 7 juin 1969) portant modification de l'arrêté royal du 4 janvier 1963, fixant le montant des cotisations à payer pour les travailleurs occupés qui ne sont pas soumis à la législation sur la sécurité sociale des travailleurs ;

— l'arrêté royal du 18 avril 1969 (« Moniteur belge » du 1er mai 1969) portant création d'un comité technique chargé de donner des avis concernant la mission de la Caisse en question ;

— l'arrêté royal du 1er septembre 1969 (« Moniteur belge » du 19 septembre 1969) réorganisant la dite Caisse.

Les arrêtés royaux des 24 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 8 février 1969) et 20 juin 1969 (« Moniteur belge » du 2 juillet 1969) augmentent le taux des cotisations fixées par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

La loi du 4 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 12 juillet et du 19 septembre 1969) modifie les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés. Les articles 40, 42, 44, 47, 50*bis* et 50*ter* des lois en question sont également modifiés par l'arrêté royal du 28 mai 1969 (« Moniteur belge » du 6 juin et du 1er août 1969).

L'arrêté royal du 4 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 12 juillet 1969) modifie l'arrêté royal du 10 mars 1964, fixant les conditions auxquelles un enfant handicapé doit satisfaire pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

L'arrêté royal du 4 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 12 juillet 1969) est relatif à l'octroi de prestations familiales en faveur de l'enfant incapable de travailler, visé à l'article 56*septies* des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours sont fixées dans l'arrêté royal du 10 juin 1969 (« Moniteur belge » du 19 juin 1969) et en faveur de l'enfant qui effectue un stage pour pouvoir être nommé à une charge dans l'arrêté royal du 19 août 1969 (« Moniteur belge » des 17 octobre et 7 novembre 1969).

La loi du 1er avril 1969 (« Moniteur belge » du 29 avril 1969) — règlement d'exécution repris dans l'arrêté royal du 29 avril 1969 (« Moniteur belge » du 1er mai 1969) — instaure le revenu garanti aux personnes âgées. Les hommes, à partir de 65 ans, et les femmes, à partir de 60 ans, bénéficient d'un revenu garanti de 30 000 F par ménage et de 20 000 F pour les personnes seules. Ces montants sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Deux arrêtés royaux des 23 avril 1969 (« Moniteur belge » du 6 mai 1969) et 27 mai 1969 (« Moniteur belge » du 4 juin 1969) modifient l'arrêté royal du 28 mai 1958, portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pensions de retraite et de veuve.

Le montant du supplément de pension d'invalidité accordé aux ouvriers mineurs et assimilés est fixé par l'arrêté royal du 25 avril 1969 (« Moniteur belge » du 1er mai 1969) ; il est modifié par l'arrêté royal du 24 juin 1969 (« Moniteur belge » du 4 juillet 1969).

L'arrêté royal du 21 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 11 décembre 1969) modifie l'arrêté-loi du 25 février 1947, coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

L'arrêté royal du 21 décembre 1967, portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés est modifié par l'arrêté royal du 10 juin 1969 (« Moniteur belge » du 25 juillet 1969) et par l'arrêté royal du 22 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1969) modifiant l'article 3*bis* de l'arrêté royal du 21 décembre 1967, inséré par l'arrêté royal du 10 juin 1969, et modifiant ce dernier arrêté.

La loi du 24 juin 1969 (« Moniteur belge » du 5 juillet 1969) majore de 4 % les pensions des travailleurs salariés, respectivement le 1er juillet des années 1969, 1970 et 1971.

L'arrêté royal du 21 juin 1969 (« Moniteur belge » du 4 juillet 1969) détermine le travail autorisé de travailleurs salariés pensionnés et de veuves, sur les plaines de jeux reconnues.

L'arrêté royal du 14 mai 1969 (« Moniteur belge » du 10 juin 1969) concerne l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs salariés visés par l'arrêté royal nº 50 du 24 octobre 1967, relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Un statut de reconnaissance nationale donne droit à une pension de retraite anticipée et non réduite de travailleur salarié dans les conditions fixées dans l'arrêté royal du 27 juin 1969 (« Moniteur belge » du 8 juillet 1969).

L'arrêté royal du 3 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 10 décembre 1969) détermine pour le personnel navigant de l'aviation civile, les règles spéciales pour l'ouverture du droit à la pension et les modalités

spéciales d'application de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

L'arrêté royal du 1er décembre 1969 (« Moniteur belge » du 17 décembre 1969) fixe le montant de la rémunération forfaitaire et fictive journalière afférente à l'année 1968 à prendre en considération pour le calcul de la pension de retraite des travailleurs salariés frontaliers et saisonniers et de la pension de survie de leur veuve.

L'arrêté royal du 29 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 3 octobre 1969) modifie l'arrêté royal du 9 décembre 1965, déterminant le montant et les conditions d'octroi d'une allocation complémentaire à certains travailleurs frontaliers ou saisonniers occupés en France et à leurs veuves.

La loi du 30 juin 1969 (« Moniteur belge » du 8 juillet 1969) modifie la législation sur les accidents de travail.

Deux arrêtés royaux, des 27 mars 1969 (« Moniteur belge » du 4 avril 1969) et 30 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 14 octobre 1969) modifient l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 concernant l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail.

La loi du 24 juin 1969 (« Moniteur belge » du 8 juillet 1969) est relative à la réparation des dommages résultant des accidents de travail survenus entre le 10 mai 1940 et le 30 septembre 1944, sous l'empire de la législation allemande, dans les territoires belges annexés par le Reich allemand.

L'arrêté royal du 11 août 1969 (« Moniteur belge » du 13 septembre 1969) modifie l'arrêté royal du 10 avril 1954, concernant l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail survenus aux gens de mer.

L'arrêté ministériel du 27 juin 1969 (« Moniteur belge » du 10 octobre 1969) fixe, pour 1967, le taux de répartition des frais de surveillance et de contrôle de la législation sur les accidents de travail et de l'élaboration de la statistique des accidents de travail.

L'arrêté royal du 9 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 17 décembre 1969) rend applicable la législation sur la réparation des dommages résultant des accidents de travail, aux personnes auxquelles est étendue l'application de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

L'arrêté royal du 24 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 8 février 1969) est relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des administrations et des autres services de l'Etat et de certains membres du personnel des établissements d'enseignement subventionnés, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

L'arrêté royal du 17 mars 1969 (« Moniteur belge » du 13 mai 1969) octroie une indemnité pour accidents survenus aux ouvriers portuaires sur le chemin de leur résidence aux bureaux d'embauchage et de ces bureaux d'embauchage à leur résidence, s'ils ne sont pas engagés.

L'arrêté royal du 24 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 1er janvier 1969) a été pris en exécution de l'article 54 de la loi du 24 décembre 1963 relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci.

L'arrêté royal du 28 mars 1969 (« Moniteur belge » des 4 et 24 avril 1969) et l'arrêté royal du 28 mai 1969 (« Moniteur belge » du 3 juin 1969) modifiant l'arrêté royal du 28 mars 1969, dressent la liste des maladies professionnelles donnant lieu à réparation.

L'arrêté royal du 11 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 15 juillet 1969) fixe la liste des industries, professions ou catégories d'entreprises dans lesquelles la victime d'une maladie professionnelle est présumée avoir été exposée au risque de cette maladie.

L'arrêté royal du 23 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1969) détermine la manière dont sont introduites et examinées, par le Fonds des maladies professionnelles, les demandes d'indemnisation et de revision des indemnités acquises.

L'arrêté royal du 30 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 22 octobre 1969) modifie l'arrêté du Régent du 23 mai 1949 octroyant des allocations supplémentaires à certains bénéficiaires de la loi du 24 juillet 1927 sur la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles.

En modification de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, les arrêtés royaux suivants ont été pris :

— l'arrêté royal du 6 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 21 janvier 1969) ;

— l'arrêté royal du 18 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 1er février 1969) ;

— l'arrêté royal du 12 février 1969 (« Moniteur belge » du 19 mars 1969) ;

— l'arrêté royal du 1er avril 1969 (« Moniteur belge » du 5 avril 1969) ;

— l'arrêté royal du 25 juin 1969 (« Moniteur belge » du 8 juillet 1969) ;

— l'arrêté royal du 8 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 15 juillet 1969) ;

— l'arrêté royal du 14 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 19 juillet 1969) ;

— l'arrêté royal du 26 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 2 décembre 1969) ;

— l'arrêté royal du 16 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 20 décembre 1969) ;

— l'arrêté royal du 22 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 25 décembre 1969).

L'arrêté royal du 29 avril 1969 (« Moniteur belge » du 6 mai 1969) modifie l'arrêté royal du 29 mars 1967, portant exécution de l'article 34, § 4 de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

La date d'entrée en vigueur de certains articles de la loi du 27 juin 1969, modifiant la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité a été fixée par l'arrêté royal du 10 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 17 juillet 1969), l'arrêté royal du 30 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 4 octobre 1969), l'arrêté royal du 19 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 25 décembre 1969).

La loi du 27 juin 1969 (« Moniteur belge du 5 juillet 1969) modifie la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des fournitures pharmaceutiques sont fixées dans :

— l'arrêté royal du 17 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 25 janvier 1969) ;

— l'arrêté royal du 29 avril 1969 (« Moniteur belge » du 14 mai 1969) modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 ;

— l'arrêté royal du 14 août 1969 (« Moniteur belge » du 26 août 1969) modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 ;

— l'arrêté royal du 10 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 13 décembre 1969) modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 ;

— l'arrêté royal du 19 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 25 décembre 1969) modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963.

L'arrêté royal du 10 avril 1969 (« Moniteur belge » du 12 avril 1969) et la circulaire ministérielle du 10 avril 1969 (« Moniteur belge » des 12 avril et 23 mai 1969) relative à l'application du même arrêté, fixent les montants maximums d'honoraires et de prix pour les prestations médicales et dentaires en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Un règlement (« Moniteur belge » du 12 avril 1969) modifie l'arrêté royal du 31 décembre 1963, portant règlement des indemnités d'assurance maladie-invalidité.

Un règlement du 2 juin 1969 (« Moniteur belge » du 24 juin 1969) modifie l'arrêté royal du 24 décembre 1963, portant règlement des

prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Différents arrêtés royaux du 28 juin 1969 (« Moniteur belge » du 5 juillet 1969) et l'arrêté royal du 18 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 22 novembre 1969) étendent le champ d'application de l'assurance-soins de santé obligatoire aux travailleurs domestiques, aux étudiants de l'enseignement supérieur, aux membres du clergé et des communautés religieuses et aux personnes non encore protégées.

Les arrêtés royaux des 18 août 1969 (« Moniteur belge » du 26 août 1969) et 11 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 20 septembre 1969) modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963, établissent la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

L'arrêté royal du 17 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 22 novembre 1969) fixe un pourcentage pour la redistribution d'une partie des cotisations de l'assurance-soins de santé obligatoire entre les organismes assureurs.

L'arrêté ministériel du 21 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 29 novembre 1969) modifie l'arrêté ministériel du 9 juin 1965, fixant le montant de l'intervention de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité dans le coût de la journée d'hospitalisation en préventorium et en colonie pour enfants débiles, et dans le placement des enfants dans l'entourage desquels vivent des tuberculeux contagieux.

En vertu de l'arrêté royal du 25 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 13 décembre 1969), un Office médico-social de l'Etat a été organisé.

L'arrêté royal du 26 février 1969 (« Moniteur belge » du 5 mars 1969) modifie l'arrêté royal du 22 mars 1965, étendant le champ d'application de l'assurance-soins de santé obligatoire au personnel du secteur public.

L'arrêté royal du 10 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 5 avril 1969) détermine les sanctions administratives applicables aux bénéficiaires du régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

L'arrêté royal du 24 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 9 janvier 1969) modifie l'arrêté royal du 24 octobre 1936, modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge pendant que l'arrêté royal du 27 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 8 juillet 1969) fixe le cadre organique de cette même Caisse.

La loi du 27 juin 1969 (« Moniteur belge » du 15 et du 18 juillet 1969, et du 19 septembre 1969) est relative à l'octroi d'allocations aux handicapés. La fixation de la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de cette loi et le règlement des modalités d'octroi d'une allocation complémentaire sont repris dans l'arrêté royal du 1er juillet 1969 (« Moniteur belge » du 15 juillet 1969).

L'arrêté ministériel du 12 mars 1969 (« Moniteur belge » du 25 mars 1969) modifie l'arrêté ministériel du 19 mars 1959, portant approbation du guide-barème médical des handicapés résultant des infirmités donnant droit aux allocations d'estropiés, mutilés, aveugles, sourds et muets, modifié par l'arrêté ministériel du 17 janvier 1963.

L'arrêté royal du 17 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 19 novembre 1969) porte le règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

L'arrêté royal du 6 août 1969 (« Moniteur belge » du 30 août 1969) modifie l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général, en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

L'arrêté royal du 23 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 18 mars 1969) modifie l'arrêté royal du 9 mars 1962, portant création d'un groupe de travail chargé de l'étude du statut social des travailleurs indépendants.

En exécution de l'article 35 de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967, organisant le statut social des travailleurs indépendants, l'arrêté royal du 9 juin 1969 (« Moniteur belge » du 17 juin 1969) a été pris.

L'incidence des fluctuations de l'indice des prix à la consommation sur la perception des cotisations dues pour 1970 dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants a été déterminée par l'arrêté royal du 28 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 6 décembre 1969).

Trois arrêtés royaux du 11 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 20 septembre 1969) instituent un régime d'avantages sociaux pour certains médecins, pour certains praticiens de l'art dentaire et pour certains pharmaciens.

Un arrêté royal du 28 mai 1969 (« Moniteur belge » du 6 juin et du 1er août 1969) et un arrêté royal du 10 juillet 1969 (« Moniteur belge » des 12 et 17 juillet 1969) modifient l'arrêté organique du 22 décembre 1938 prévu par la loi du 10 juin 1937, qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés.

La loi du 3 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 11 juillet 1969) augmente de 4 %, à partir du 1er juillet 1969, la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

L'arrêté royal du 6 août 1969 (« Moniteur belge » du 3 septembre 1969) modifie l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967, relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Les conditions dans lesquelles un statut de reconnaissance nationale donne droit à une pension de retraite anticipée et non réduite en qualité de travailleur indépendant ont été fixées dans l'arrêté royal du 26 juin 1969 (« Moniteur belge » du 15 juillet 1969), modifié par l'arrêté royal du 29 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 12 août 1969).

L'arrêté royal du 6 août 1969 (« Moniteur belge » du 21 août 1969) modifie l'arrêté royal du 22 décembre 1967, portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Les caisses de pensions créées à l'initiative d'une ou de plusieurs organisations représentatives du corps médical, des praticiens de l'art dentaire ou des pharmaciens ne peuvent être agréées que dans les conditions déterminées par l'arrêté royal du 25 août 1969 (« Moniteur belge » du 6 septembre 1969).

Trois arrêtés royaux des 1er avril 1969 (« Moniteur belge » du 5 avril 1969), 10 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 17 juillet 1969) et 22 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 25 décembre 1969) ont été pris en modification de l'arrêté royal du 30 juillet 1964, tandis que le règlement du 11 juin 1969 (« Moniteur belge » du 9 août 1969) a été pris en exécution de l'article 54*ter* du même arrêté royal du 30 juillet 1964, portant les conditions dans lesquelles l'application de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, est étendue aux travailleurs indépendants.

L'arrêté ministériel du 11 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 17 juillet 1969) modifie l'arrêté ministériel du 18 mars 1968 déterminant la destination de certaines cotisations arriérées de travailleurs indépendants, recouvrées par la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité-

Prix

L'arrêté royal du 3 juin 1969 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1969) remplace la Commission des Prix par la Commission pour la régulari. sation des prix.

Cette commission comprend deux sections dont la première a pour mission de donner, à la demande du Ministre des Affaires économiques, des avis sur toutes questions relatives aux prix et au coût de la vie ; de suivre la situation des prix et de faire des suggestions au Ministre des Affaires économiques sur la politique à adopter en matière de prix et d'étudier et de négocier l'application de contrats de programme entre le secteur privé et le Gouvernement et de faire des propositions au Ministre des Affaires économiques portant sur le contenu de ces contrats.

La seconde section a pour mission de surveiller l'exécution de ces contrats de programme et de suggérer au Ministre des Affaires économiques les mesures et les sanctions éventuelles à prendre pour en assurer le respect.

L'arrêté ministériel du 11 juin 1969 (« Moniteur belge » du 19 juin 1969) modifiant l'arrêté ministériel du 13 mars 1967 et l'arrêté ministériel du 15 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 23 octobre 1969) concernent la réglementation des prix du riz.

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 26 septembre 1969) complète l'arrêté ministériel du 8 octobre 1959 prescrivant la déclaration des hausses de prix. Ce complément consiste à réduire le délai de 6 à 3 mois du blocage des prix au niveau précédent dans le cas où la réglementation n'est pas respectée.

L'arrêté ministériel du 15 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 23 octobre 1969) fixe les prix maxima de briques de formats différents, aux négociants, aux entrepreneurs et aux particuliers.

L'arrêté ministériel du 8 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 17 décembre 1969) modifie l'arrêté ministériel du 27 septembre 1962 fixant le prix maximum de vente au consommateur de lait de consommation. Le prix maximum des laits en récipient ne peut dépasser 8,20 F le litre dans les magasins de détail et 9 F le litre remis à domicile. Le prix au demi-litre ne peut dépasser 4,75 F ; le prix de vente franco-colporteur ne peut dépasser 6,70 F le litre et 3,60 F le 1/2 litre.

La loi du 23 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 30 décembre 1969) modifie et complète l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-loi des 7 mai 1945, 14 et 18 mai 1946, 7 et 29 juin 1946 et par la loi du 14 février 1948 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. Le complément est en liaison avec la conclusion des contrats de programme, que le Ministre des Affaires économiques peut conclure avec des entreprises individuelles ou groupées et comportant des engagements relatifs notamment au niveau des prix pratiqués.

Recherche scientifique

L'arrêté royal du 20 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 28 janvier 1969) met à la disposition du Ministre des Affaires économiques une somme de 61 millions de francs prélevée sur le produit de l'emprunt émis par la Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique (F.N.F.R.S.), soit 39 millions au profit de l'Institut pour l'encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et dans l'Agriculture (I.R.S.I.A.) et 22 millions à titre de subvention à l'Office belge pour l'Accroissement de la Productivité (O.B.A.P.).

Les arrêtés royaux du 4 février 1969 et du 15 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 27 février 1969 et du 5 novembre 1969) mettent une somme de respectivement 16 353 000 F et 4 387 059 F, à la disposition du Ministre de la Politique et de la Programmation scientifiques en vue du financement de recherches de radiobiologie par des institutions belges en vertu des contrats placés par la Communauté européenne de l'Energie atomique.

L'arrêté royal du 23 avril 1969 (« Moniteur belge » du 6 juin 1969) met une somme de 116,5 millions de francs à la disposition du Ministre de la Politique et de la Programmation scientifiques, soit une

subvention de 71,5 millions de francs, dont 43 millions maximum payables en 1969, à l'Institut d'astrophysique de l'Université de Liège pour le financement de travaux de recherche spatiale et une subvention de 45 millions, dont 15 millions maximum payables en 1969, à l'Université de Louvain à titre d'intervention à concurrence de 50 % dans les frais d'achat et d'installation d'un cyclotron dans la région d'Ottignies.

L'arrêté ministériel du 8 mai 1969 (« Moniteur belge » du 15 mai 1969) est relatif à l'émission par la F.N.F.R.S. d'une dixième tranche de 300 millions de son emprunt de 3 milliards.

L'arrêté royal du 15 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 5 novembre 1969) met une somme de 4,2 millions de francs à la disposition du Ministre de la Politique et de la Programmation scientifiques en vue de l'attribution d'une subvention aux organisateurs des expéditions antarctiques belges.

L'arrêté royal du 1er décembre 1969 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1969) affecte 322 millions de francs, à prélever sur l'emprunt de la F.N.F.R.S., comme suit : 100 et 120 millions en vue de l'octroi de subventions pour la fabrication de prototypes et pour des recherches de technologie avancée ; 22 millions à titre de subvention à l'O.B.A.P. ; 60 et 20 millions au profit de l'I.R.S.I.A.

Réglementation de la production et du commerce

L'ACCÈS A LA PROFESSION ET LE CRÉDIT PROFESSIONNEL

L'arrêté ministériel du 21 février 1969 paru au « Moniteur belge » du 5 mars 1969, approuve les modifications apportées aux articles 7, 10 et 11 du règlement, fixant les règles et directives régissant l'intervention du Fonds, pris en application des articles 7 et 8 de la loi du 24 mai 1959 (par cette loi un organe de cautionnement, le « Fonds de garantie » a été instauré).

Par arrêté royal du 6 décembre 1968, paru au « Moniteur belge » du 31 janvier 1969, sont instaurées les conditions d'exercice de la profession d'entrepreneur carreleur dans les entreprises d'artisanat du petit et du moyen commerce et de la petite industrie.

Par arrêté royal paru à la même date, le même moniteur publie les conditions d'exercice de la profession d'installateur-électricien dans les entreprises d'artisanat du petit et du moyen commerce et de la petite industrie.

Au « Moniteur belge » du 27 mars 1969, est paru l'arrêté royal du 21 mars modifiant l'arrêté royal du 16 juin 1964 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux jeunes travailleurs indépendants et aidants qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle morale et sociale, modifié par les arrêtés royaux du 24 décembre 1965 et du 20 juin 1967.

Au « Moniteur belge » du 13 mai 1969, est parue la loi du 17 avril modifiant le statut de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

L'arrêté royal du 3 mars 1969 (« Moniteur belge » du 7 mai 1969) modifie et complète l'arrêté royal du 2 décembre 1965, portant des mesures de mise en œuvre de la Direction du Conseil de la Commission économique européenne du 7 juillet 1964, relative aux modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités non salariées de transformation relevant des classes 23-40 C.I.T.I. (industrie et artisanat).

Le « Moniteur belge » du 16 octobre 1969 publie l'arrêté royal du 6 août portant des mesures d'application de la directive du 15 octobre 1968 du Conseil des Ministres de la Commission économique européenne, concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées relevant du commerce de détail.

Au « Moniteur belge » du 22 octobre 1969 est paru l'arrêté royal du 14 août instaurant des conditions d'exercice de la profession de tapissier-poseur de revêtement des murs et du sol dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie.

Au « Moniteur belge » du 26 novembre 1969 ont paru les arrêtés royaux du 23 septembre portant des mesures d'application des directives du 15 novembre 1968 du Conseil des Ministres de la Commission économique européenne concernant la réalisation de la liberté d'établissement pour les activités non salariées dans divers secteurs de la vie économique.

LES PRODUITS DIVERS

Le 12 mars 1969, le « Moniteur belge » a publié l'arrêté royal du 20 janvier 1969 réglementant certaines dénominations employées dans le secteur du « bois ».

L'arrêté royal du 1er octobre 1969 (« Moniteur belge » du 7 novembre 1969) modifie l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquifiés commerciaux ou de leur mélanges.

Le « Moniteur belge » du 30 décembre 1969 publie la loi du 23 décembre portant assainissement de la meunerie industrielle.

LÉGISLATION COMMERCIALE

Le « Moniteur belge » du 8 juillet 1969 publie la circulaire ministérielle du 25 avril, relative aux activités commerciales soumises à autorisation préalable (ceci concerne les formalités devant accompagner une demande d'immatriculation au registre de commerce).

Le « Moniteur belge » du 17 septembre 1969 publie l'arrêté ministériel du 5 septembre relatif à l'exécution de l'article 53 des lois relatives

au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964 (obligation de réinscription).

Le « Moniteur belge » du 9 juillet publie la loi du 2 juillet modifiant l'article 518 du Code de Commerce.

Le 30 décembre 1969, le « Moniteur belge » a publié la loi du 23 décembre modifiant et complétant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 modifié et complété par les arrêtés-lois des 7 mai 1945, 14 et 18 mai 1946, 7 et 29 juin 1946 et par la loi du 14 février 1948, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

VENTES A TEMPÉRAMENT

Par l'arrêté royal du 24 décembre 1968, paru au « Moniteur belge » du 8 janvier 1969, l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement, est modifié.

Par l'arrêté royal du 18 août 1969 (« Moniteur belge » du 2 septembre 1969) des nouvelles modifications sont apportées à l'arrêté royal du 23 décembre 1957, relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (taux de chargement maximum).

Le « Moniteur belge » du 31 décembre 1969 publie l'arrêté royal du 10 décembre modifiant une nouvelle fois certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (relèvement de l'acompte et raccourcissement des délais de paiement).

Salaires (Voir aussi Prévoyance sociale et Travail)

CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL ET COMITÉS PARITAIRES NATIONAUX

La loi du 5 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 15 janvier 1969) concernant les conventions collectives de travail et les comités paritaires nationaux, couvre le champs d'application de cette loi ; la définition et le contenu de la convention collective de travail ; la conclusion et la fin de celle-ci ; l'institution, la composition, la compétence et le fonctionnement des commissions paritaires ; les sources des obligations dans les relations de travail entre employeurs et travailleurs.

L'arrêté royal du 11 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 4 octobre 1969) modifie l'arrêté royal du 5 janvier 1957 fixant la dénomination, la compétence et la composition des commissions paritaires instituées en exécution de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires.

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales :

— arrêté royal du 15 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 18 février 1969) — convention de travail du 31 octobre 1968, ouvriers et ouvrières des exploitations des services spéciaux d'autobus ;

— arrêté royal du 22 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 28 février 1969) — convention de travail du 19 décembre 1968 modifiant la convention de travail du 8 juin 1967, ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de garages ;

— arrêté royal du 21 février 1969 (« Moniteur belge » du 30 avril 1969) — convention de travail du 23 octobre 1968 modifiant celle du 22 juin 1967, fixant les salaires des ouvriers et ouvrières dans les entreprises d'horlogerie, de bijouterie, d'orfèvrerie et de joaillerie y compris le commerce et l'entretien y afférents ;

— arrêté royal du 8 avril 1969 (« Moniteur belge » du 13 mai 1969) — convention de travail du 11 mars 1969 modifiant celle du 23 octobre 1968, nettoyeurs de wagons de chemin de fer ;

— arrêté royal du 27 février 1969 (« Moniteur belge » du 24 mai 1969) — convention de travail du 28 novembre 1968, travailleurs occupés dans les entreprises de distribution de films ;

— arrêté royal du 5 mai 1969 (« Moniteur belge » du 8 juillet 1969) — conventions de travail des 16 octobre 1968 et 7 mars 1969, entreprises de fabrication de potterie ordinaire en terre commune ;

— arrêtés royaux des 16 mai 1969 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1969) et 30 mai 1969 (« Moniteur belge » du 1er août 1969) — convention de travail du 26 mars 1969, entreprises de montage de ponts et charpentes métalliques ;

— arrêté royal du 30 mai 1969 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1969) — décision du 5 mars 1969, l'industrie et le commerce du pétrole ;

— arrêté royal du 30 mai 1969 (« Moniteur belge » du 1 août 1969) — convention de travail du 21 avril 1969, entreprises de garage ;

— arrêté royal du 13 juin 1969 (« Moniteur belge » du 27 août 1969) — convention de travail du 6 mai 1969 qui modifie les conventions des 29 septembre 1966, 15 février 1967 et 14 novembre 1968, entreprises de dentellerie à la main, de broderie à la main et d'emperlage ;

— arrêté royal du 11 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 27 septembre 1969) — convention de travail du 29 mai 1969, entreprises d'installation électrique, entreprises de commerce en gros et en détail d'appareils électriques et entreprises de radio et télédistribution ;

— arrêté royal du 11 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 27 septembre 1969) — convention de travail du 29 mai 1969, entreprises de construction de carrosseries ;

— arrêté royal du 23 juin 1969 (« Moniteur belge » du 2 octobre 1969) — conventions de travail des 26 mars et 14 mai 1969, entreprises artisanales de la transformation des métaux ;

— arrêté royal du 17 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 2 octobre 1969) — convention de travail du 29 mai 1969, entreprises d'horlogerie, de bijouterie, d'orfèvrerie et de joaillerie, y compris le commerce et l'entretien y afférents ;

— arrêté royal du 17 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 2 octobre 1969) — convention de travail du 24 juin 1969, certaines entreprises relevant de la Commission paritaire nationale pour les entreprises de valorisation de matières premières de récupération ;

— arrêté royal du 13 juin 1969 (« Moniteur belge » du 7 octobre 1969) — convention de travail du 28 mars 1969, garages des entreprises de transport ;

— arrêté royal du 17 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 11 octobre 1969) — convention de travail du 28 mars 1969, exploitation de services spéciaux d'autobus ;

— arrêté royal du 28 août 1969 (« Moniteur belge » du 17 octobre 1969) — convention de travail du 21 avril 1969, entreprises de garages ;

— arrêté royal du 11 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 28 octobre 1969) — convention de travail du 23 juin 1969, entreprises de la préparation du lin ;

— arrêté royal du 30 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 31 octobre 1969) — convention de travail du 3 juillet 1969 modifiant celle du 11 juillet 1958, personnel de la prothèse dentaire ;

— arrêté royal du 2 septembre 1969 (« Moniteur belge du 20 novembre 1969) — convention de travail du 26 juin 1969, industrie des tabacs ;

— arrêté royal du 28 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 23 décembre 1969) — convention de travail du 16 avril 1969, entreprises horticoles.

SALAIRES MINIMA

La loi du 29 août 1968 (« Moniteur belge » du 14 mars 1969) porte approbation de la convention n° 99 concernant les méthodes de fixation des salaires minima dans l'agriculture, adoptée à Genève, le 28 juin 1951, par la Conférence internationale du Travail au cours de sa 34e session.

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales, concernant les salaires horaires minima des ouvriers et ouvrières :

— arrêté royal du 13 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 9 janvier 1969) — convention de travail du 4 juillet 1968, commerce de bières et eaux de boissons ;

— arrêté royal du 13 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 28 janvier 1969) — convention de travail du 12 juin 1968, entreprises de valorisation de matières premières de récupération ;

— arrêté royal du 22 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 5 mars 1969) — convention de travail du 25 juin 1968, entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles ;

— arrêté royal du 10 février 1969 (« Moniteur belge » du 21 mars 1969) — convention de travail du 31 octobre 1968, entreprises d'autocars ;

— arrêté royal du 5 février 1969 (« Moniteur belge » du 2 avril 1969) — convention de travail du 24 décembre 1968, industrie de l'habillement et de la confection ;

— arrêté royal du 21 février 1969 (« Moniteur belge » du 6 mai 1969) — convention de travail du 26 septembre 1968 modifiant celle du 10 février 1966, personnel roulant des exploitations de services publics d'autobus ;

— arrêté royal du 25 février 1969 (« Moniteur belge » du 10 mai 1969) — convention de travail du 16 janvier 1969, ouvriers de la viande (commerce alimentaire) ;

— arrêté royal du 5 mars 1969 (« Moniteur belge » du 10 mai 1969) — convention de travail du 9 janvier 1969, ouvriers et ouvrières occupés par les maîtres tailleurs, tailleuses et couturières ;

— arrêté royal du 10 février 1969 (« Moniteur belge » du 29 mai 1969) — convention de travail du 30 décembre 1968 modifiant celle du 12 février 1968, entreprises de la teinturerie, du nettoyage chimique ou du repassage de vêtements ou d'objets d'ameublement, ainsi que les dépôts et magasins (shops) s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur ;

— arrêté royal du 21 février 1969 (« Moniteur belge » du 30 mai 1969) — convention de travail du 30 décembre 1968 modifiant celles des 12 février et 6 mars 1968, blanchisseries, lavoirs et entreprises de repassage ainsi que les dépôts ou magasins (shops) s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur ;

— arrêté royal du 24 avril 1969 (« Moniteur belge » du 6 juin 1969) — convention de travail du 3 décembre 1968, l'industrie et le commerce des sacs en jute ;

— arrêté royal du 24 avril 1969 (« Moniteur belge » du 10 juin 1969) — convention de travail du 4 mars 1969, industrie des tabacs ;

— arrêté royal du 5 mai 1969 (« Moniteur belge » du 10 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, pâtisseries industrielles ;

— arrêté royal du 18 avril 1969 (« Moniteur belge » du 11 juin 1969) — convention de travail du 3 juillet 1968, entreprises de commerce de bois ;

— arrêté royal du 5 mai 1969 (« Moniteur belge » du 12 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, secteur biscotterie ;

— arrêté royal du 5 mai 1969 (« Moniteur belge » du 14 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, malteries ;

— arrêté royal du 5 mai 1969 (« Moniteur belge » du 14 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, entreprises de dérivés de céréales, pâtes alimentaires et rizeries ;

— arrêté royal du 5 mai 1969 (« Moniteur belge » du 14 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, secteur chocolaterie et pâtes à tartiner ;

— arrêté royal du 24 avril 1969 (« Moniteur belge » du 18 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, secteur biscuiterie, spéculoos, pain azyme et pain d'épices ;

— arrêté royal du 5 mai 1969 (« Moniteur belge » du 18 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, entreprises de torréfaction de café ;

— arrêté royal du 5 mai 1969 (« Moniteur belge » du 18 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, entreprises de crème glacée ;

— arrêté royal du 13 mai 1969 (« Moniteur belge » du 18 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969 modifiant celle du 21 mai 1968, boulangeries industrielles ;

— arrêté royal du 27 mai 1969 (« Moniteur belge » du 18 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, vinaigreries ;

— arrêté royal du 5 mai 1969 (« Moniteur belge » du 20 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, entreprises de conserves de viandes, saucissons, salaisons, viandes fumées et dérivés de viandes ;

— arrêté royal du 16 mai 1969 (« Moniteur belge » du 26 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, industrie du poisson ;

— arrêté royal du 16 mai 1969 (« Moniteur belge » du 26 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, amidonneries de maïs et de riz, glucoseries, féculeries et maïseries ;

— arrêté royal du 27 mai 1969 (« Moniteur belge » du 26 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, entreprises de fabrication de bouillons concentrés, de potages et de préparations diverses ;

— arrêté royal du 27 mai 1969 (« Moniteur belge » du 26 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, industrie des condiments ;

— arrêté royal du 5 mai 1969 (« Moniteur belge » du 27 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, levureries et distilleries ;

— arrêté royal du 27 mai 1969 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, fondoirs de graisse ;

— arrêté royal du 27 mai 1969 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, entreprises de conserves de légumes, légumes déshydratés, choucroute, légumes en saumure, préparation de légumes secs, légumes congelés et surgelés ;

— arrêté royal du 30 mai 1969 (« Moniteur belge » du 9 août 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, entreprises de l'industrie des boissons ;

— arrêtés royaux du 30 mai 1969 (« Moniteur belge » du 9 août 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, entreprises de l'industrie du froid, fabrication d'aliments de régime, de produits pour entremets, d'essences et extraits, de spécialités alimentaires et de cafés solubles ;

— arrêté royal du 12 juin 1969 (« Moniteur belge » du 9 août 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, secteur confiserie ;

— arrêté royal du 12 juin 1969 (« Moniteur belge » du 27 septembre 1969) — convention de travail du 30 avril 1969, entreprises de dérivés de céréales, pâtes alimentaires et rizeries ;

— arrêté royal du 1er juillet 1969 (« Moniteur belge » du 1er octobre 1969) — convention de travail du 18 mars 1969, diamant ;

— arrêté royal du 13 juin 1969 (« Moniteur belge » du 10 octobre 1969) — convention de travail du 30 avril 1969, brasseries ;

— arrêté royal du 23 juin 1969 (« Moniteur belge » du 10 octobre 1969) — convention de travail du 30 avril 1969, entreprises de conserves de fruits, fruits confits, pâtes de pommes, fruits congelés et surgelés et les confitureries, siroperies et pectineries ;

— arrêté royal du 23 juin 1969 (« Moniteur belge » du 10 octobre 1969) — convention de travail du 30 avril 1969, boulangeries industrielles ;

— arrêté royal du 1er juillet 1969 (« Moniteur belge » du 10 octobre 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, abattoirs ;

— arrêté royal du 11 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 11 octobre 1969) — convention de travail du 25 février 1969 modifiant celle du 4 juin 1963, entreprises de déménagement ;

— arrêté royal du 11 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 11 octobre 1969) — convention de travail du 25 février 1969 modifiant celle du 10 février 1966 et arrêté royal du 17 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 17 octobre 1969) — convention de travail du 28 mars 1969, entreprises de transport de choses ;

— arrêté royal du 12 juin 1969 (« Moniteur belge » du 11 octobre 1969) — convention de travail du 30 avril 1969, malteries ;

— arrêté royal du 23 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 18 octobre 1969) — convention de travail du 16 avril 1969, commerce de combustibles ;

— arrêtés royaux des 2 et 5 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 28 octobre 1969) — convention de travail du 10 juillet 1969, boulangeries artisanales et pâtisseries artisanales ;

— arrêté royal du 2 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 4 novembre 1969) — convention de travail du 10 juillet 1969, commerce alimentaire ;

— arrêté royal du 9 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 4 novembre 1969) — convention de travail du 24 juin 1969, entreprises de valorisation de matières premières de récupération ;

— arrêté royal du 5 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 19 novembre 1969) — convention de travail du 30 juin 1969, entreprises de la fabrication artisanale et de la fabrication industrielle de la fourrure ;

— arrêté royal du 2 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 20 novembre 1969) — convention de travail du 26 juin 1969, industrie des tabacs ;

— arrêté royal du 8 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 20 décembre 1969) — convention de travail du 24 juin 1969, certaines entreprises ressortissant de la Commission paritaire nationale des entreprises de valorisation de matières premières de récupération.

RATTACHEMENT DES SALAIRES A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales, concernant le rattachement des salaires des ouvriers et ouvrières à l'indice des prix à la consommation :

— arrêté royal du 6 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 18 janvier 1969) — convention de travail du 23 octobre 1968, entreprises de nettoyage et de désinfection ;

— arrêté royal du 13 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 28 janvier 1969) — convention de travail du 12 juin 1968, entreprises de valorisation de matières premières de récupération ;

— arrêté royal du 6 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 4 février 1969) — convention de travail du 14 novembre 1968 modifiant celle du 13 juin 1967, entreprises d'assurances ;

— arrêté royal du 22 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 5 mars 1969) — convention de travail du 25 juin 1968, entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles ;

— arrêté royal du 28 mars 1969 (« Moniteur belge » du 9 mai 1969) — convention de travail du 23 janvier 1969, entreprises de transformation du papier et du carton ;

— arrêté royal du 25 février 1969 (« Moniteur belge » du 10 mai 1969) — convention de travail du 16 janvier 1969, ouvriers de la viande (commerce alimentaire) ;

— arrêté royal du 5 mars 1969 (« Moniteur belge » du 10 mai 1969) — convention de travail du 9 janvier 1969, ouvriers et ouvrières occupés par les maîtres tailleurs, tailleuses et couturières ;

— arrêté royal du 21 février 1969 (« Moniteur belge » du 30 mai 1969) — convention de travail du 30 décembre 1968 modifiant celles des 12 février et 6 mars 1968, blanchisseries, lavoirs et entreprises de repassage ainsi que les dépôts et magasins (shops) s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur ;

— arrêté royal du 18 avril 1969 (« Moniteur belge » du 11 juin 1968) — convention de travail du 3 juillet 1968, entreprises de commerce de bois ;

— arrêté royal du 24 avril 1969 (« Moniteur belge » du 21 juin 1969) — convention de travail du 4 mars 1969, industrie des tabacs ;

— arrêté royal du 27 mai 1969 (« Moniteur belge » du 12 juillet 1969) — convention de travail du 29 janvier 1969, industrie des cuirs et peaux. Cette convention est modifiée par celle du 27 juin 1969 (arrêté royal du 22 octobre 1969, « Moniteur belge » du 28 novembre 1969) ;

— arrêté royal du 12 juin 1969 (« Moniteur belge » du 24 juillet 1969) — convention de travail du 29 janvier 1969, entreprises de tannerie, chamoiserie et mégisserie ;

— arrêté royal du 13 juin 1969 (« Moniteur belge » du 24 juillet 1969) — convention de travail du 29 janvier 1969, entreprises de la sellerie et de la fabrication de courroies en cuir, d'articles industriels en cuir et d'articles de sport en cuir et peau ;

— arrêté royal du 2 juin 1969 (« Moniteur belge » du 1er août 1969) — convention de travail du 15 avril 1969 modifiant celle du 23 octobre 1968, entreprises de nettoyage et de désinfection ;

— arrêté royal du 8 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 13 septembre 1969) — convention de travail du 12 mai 1969, blanchisseries, entreprises de teinturerie et de dégraissage ;

— arrêté royal du 8 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 11 octobre 1969) — convention de travail du 16 avril 1969, entreprises horticoles ;

— arrêté royal du 11 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 11 octobre 1969) — convention de travail du 25 février 1969 modifiant celle du 4 juin 1963, entreprises de déménagement ;

— arrêté royal du 11 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 11 octobre 1969) — convention de travail du 25 février 1969 modifiant celle du 10 février 1966 et arrêté royal du 17 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 17 octobre 1969), convention de travail du 28 mars 1969, entreprises de transport de choses ;

— arrêté royal du 11 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 16 octobre 1969) — convention de travail du 29 avril 1969, couture pour dames ;

— arrêté royal du 23 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 17 octobre 1969) — convention de travail du 23 juin 1969, entreprises de la préparation du lin ;

— arrêté royal du 11 août 1969 (« Moniteur belge » du 18 octobre 1969) — convention de travail du 4 avril 1969, travail de la fourrure et de la peau en poil ;

— arrêté royal du 2 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 4 novembre 1969) — convention de travail du 10 juillet 1969, commerce alimentaire ;

— arrêté royal du 9 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 4 novembre 1969) — convention de travail du 24 juin 1969, entreprises de valorisation de matières premières de récupération ;

— arrêté royal du 5 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 19 novembre 1969) — convention de travail du 30 juin 1969, entreprises de la fabrication artisanale et de la fabrication industrielle de la fourrure.

DURÉE DE TRAVAIL

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales, concernant la durée de travail :

— arrêté royal du 10 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 1er février 1969) — convention de travail du 11 juillet 1968, la construction ;

— arrêté royal du 29 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 18 mars 1969) modifiant l'arrêté royal du 13 mai 1968, entreprises de nettoyage et de désinfection ;

— arrêté royal du 10 mars 1969 (« Moniteur belge » du 17 avril 1969) — convention de travail du 19 décembre 1968, entreprises de garage ;

— arrêté royal du 8 avril 1969 (« Moniteur belge » du 13 mai 1969) — décision de la Commission paritaire nationale du 27 décembre 1968, industrie textile et de la bonnetterie ;

— arrêté royal du 18 avril 1969 (« Moniteur belge » du 21 mai 1969) — décision de la Commission paritaire nationale du 16 janvier 1969, commerce alimentaire ;

— arrêté royal du 18 avril 1969 (« Moniteur belge » du 5 juin 1969) — convention de travail du 3 décembre 1968, l'industrie et le commerce des sacs en jute ;

— arrêté royal du 24 avril 1969 (« Moniteur belge » du 5 juin 1969) — certains ouvriers occupés dans la pêche maritime ;

— arrêté royal du 5 mai 1969 (« Moniteur belge » du 14 juin 1969) — convention de travail du 21 mai 1968, entreprises de produits pour entremets et dessert ;

— arrêté royal du 16 mai 1969 (« Moniteur belge » du 18 juin 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, certains ouvriers occupés dans les chocolateries, confiseries et entreprises de pâtes à tartiner ;

— arrêté royal du 7 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 12 juillet 1969) — décision du 30 décembre 1968, blanchisseries, entreprises de teinturerie et de dégraissage ;

— arrêté royal du 5 mai 1969 (« Moniteur belge » du 8 juillet 1969) — conventions de travail des 16 octobre 1968 et 7 mars 1969, potterie ordinaire et terre commune ;

— arrêté royal du 27 mai 1969 (« Moniteur belge » du 24 juillet 1969) — modification de l'arrêté royal du 31 mars 1967, industrie textile et bonneterie ;

— arrêté royal du 12 juin 1969 (« Moniteur belge » du 3 septembre 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, biscuiteries, biscotteries, chocolateries, confiseries et entreprises de fabrication de spéculoos, de pain d'épices, de pain d'azyme et de pâtes à tartiner ;

— arrêté royal du 12 juin 1969 (« Moniteur belge » du 3 septembre 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, brasseries ;

— arrêté royal du 12 juin 1969 (« Moniteur belge » du 3 septembre 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, entreprises appartenant au secteur d'activité des crèmes glacées ;

— arrêté royal du 23 juin 1969 (« Moniteur belge » du 20 septembre 1969) — convention de travail du 12 mars 1969, certaines entreprises ressortissant de la Commission paritaire nationale des secteurs connexes aux constructions métallique, mécanique et électrique ;

— arrêté royal du 23 juin 1969 (« Moniteur belge » du 27 septembre 1969) — convention de travail du 9 janvier 1969, personnel occupé chez des maîtres tailleurs et tailleuses ;

— arrêté royal du 23 juin 1969 (« Moniteur belge » du 27 septembre 1969) — convention de travail du 21 avril 1969, entreprises de garages ;

— arrêté royal du 23 juin 1969 (« Moniteur belge » du 1er octobre 1969) — convention de travail du 15 avril 1969, entreprises de nettoyage et de désinfection ;

— arrêté royal du 1er juillet 1969 (« Moniteur belge » du 2 octobre 1969) — décision du 17 mars 1969, conserveries, préserveries, saurisseries et entreprises de surgélation du poisson ;

— arrêté royal du 1er juillet 1969 (« Moniteur belge » du 3 octobre 1969) — convention de travail du 30 avril 1969, cidreries, jus et vins de fruit ; liquoristeries, apéritifs et distilleries de fruits ;

— arrêté royal du 17 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 4 octobre 1969) — certaines entreprises ressortissant à la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'alimentation ;

— arrêté royal du 8 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 9 octobre 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, glucoseries, amidonneries de maïs et de riz, féculeries et maïseries ;

— arrêté royal du 17 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 9 octobre 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, candiseries ;

— arrêté royal du 17 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 9 octobre 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, certains secteurs de l'industrie alimentaire ;

— arrêté royal du 23 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 9 octobre 1969) — convention de travail du 17 mars 1969, entreprises d'eaux de boisson et de limonades ;

— arrêtés royaux du 11 août 1969 (« Moniteur belge » du 9 octobre 1969) — convention de travail du 24 juin 1969, entreprises de valorisation de matières premières de récupération ;

— arrêté royal du 28 août 1969 (« Moniteur belge » du 18 octobre 1969) — convention de travail du 14 mai 1969, secteur des agglomérés à base de ciment ;

— arrêté royal du 2 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 24 octobre 1969) — convention de travail du 24 décembre 1968, certaines entreprises ressortissant de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection ;

— arrêté royal du 16 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 25 octobre 1969) — convention de travail du 7 janvier 1969, entreprises de commerce extérieur et des bureaux maritimes ;

— arrêté royal du 16 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 30 octobre 1969) — personnel roulant occupé dans les entreprises de taxis et de taxis-camionnettes ;

— arrêté royal du 16 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 1er novembre 1969) — décision du 17 mars 1969, entreprises de fabrication de glace artificielle et d'entreposage frigorifique ;

— arrêté royal du 16 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 1er novembre 1969) — personnel roulant dans les entreprises exploitant un service d'autobus ;

— arrêté royal du 8 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 7 novembre 1969) : décision du 21 avril 1969, entreprises de la préparation du lin ;

— arrêté royal du 18 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 18 novembre 1969) — convention de travail du 27 mai 1969, carrières et scieries de marbre ;

— arrêté royal du 18 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 20 novembre 1969) — convention de travail du 12 mai 1969, secteur des produits réfractaires ;

— arrêté royal du 7 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 28 novembre 1969) — convention de travail du 29 mai 1969, horlogerie, bijouterie et orfèvrerie ;

— arrêté royal du 22 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 9 décembre 1969) — convention de travail du 22 mai 1969, ameublement et industrie de transformation du bois ;

— arrêté royal du 5 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 11 décembre 1969) — convention de travail du 29 mai 1969, certaines entreprises ressortissant à la Commission paritaire nationale des secteurs connexes aux constructions métallique, mécanique et électrique ;

— arrêté royal du 20 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 11 décembre 1969) — convention de travail du 10 juillet 1969, commerce de produits alimentaires ;

— arrêté royal du 28 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 12 décembre 1969) — convention de travail du 6 mai 1969, entreprises de dentelleries à la main, de broderies à la main et d'emperlage ;

— arrêté royal du 28 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 12 décembre 1969) — convention de travail du 30 juin 1969, entreprises de la fourrure et de la peau en poil ;

— arrêté royal du 28 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 23 décembre 1969) — convention de travail du 16 avril 1969, entreprises horticoles.

RÉMUNÉRATION DES EMPLOYÉS

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires une série de conventions :

— arrêté royal du 24 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 5 février 1969) — convention de travail du 15 octobre 1968, fixant les conditions de travail et de rémunération des employés dans les magasins d'alimentation à succursales multiples ;

— arrêté royal du 22 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 21 mars 1969) — convention de travail du 19 novembre 1968 modifiant la convention de travail du 9 janvier 1968, concernant les conditions de rémunération des employés occupés chez les notaires ;

— arrêté royal du 10 février 1969 (« Moniteur belge » du 26 mars 1969) — convention de travail du 23 décembre 1968, condition de travail et de rémunération des travailleurs occupés chez les agents de changes ;

— arrêté royal du 16 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 25 octobre 1969) — durée de travail dans certaines entreprises de commerce extérieur et de bureaux maritimes ;

— arrêté royal du 5 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 20 novembre 1969) — convention de travail du 14 janvier 1969, fixant les conditions de rémunération dans l'industrie de l'habillement et de la confection.

Statistiques

L'arrêté royal du 20 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 8 février 1969) maintient en vigueur certains arrêtés prescrivant des statistiques de la production, de l'activité et des stocks.

L'arrêté royal du 6 mars 1969 (« Moniteur belge » du 7 juin 1969) prescrit une statistique mensuelle de la préparation et des stocks de mélanges d'engrais.

Les arrêtés royaux du 10 mars et du 30 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 10 mars 1969 et du 20 août 1969) prescrivent une enquête par sondage sur l'effectif du cheptel porcin respectivement au 1er mars et au 1er septembre 1969.

L'arrêté royal du 10 mars 1969 (« Moniteur belge » du 27 mars 1969) prescrit une statistique par quinzaine de l'activité et des stocks de meuneries industrielles agréées.

L'arrêté royal du 16 mai 1969 (« Moniteur belge » du 24 mai 1969) prescrit une investigation relative à la quantité de froment actuellement disponible.

Le « Moniteur belge » du 31 juillet 1969 publie le relevé officiel de la population du Royaume à la date du 31 décembre 1968.

L'arrêté royal du 9 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 26 septembre 1969) prescrit une statistique mensuelle de l'activité et des stocks des négociants en froment indigène agréés ainsi que des achats des meuneries industrielles agréées achetant directement du froment indigène chez les producteurs.

Transport

GÉNÉRALITÉS

Le « Moniteur belge » du 4 avril 1969 publie la loi du 18 février relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par routes, par chemins de fer ou par voies navigables.

La loi du 26 mai 1969 (« Moniteur belge » du 21 novembre 1969) porte approbation des actes internationaux suivants :

1. *a*) Accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunication par satellites ;
   b) Accord spécial et Annexe, faits à Washington le 20 août 1964.
2. Accord additionnel sur l'arbitrage, fait à Washington le 4 juin 1965.

TRANSPORT AÉRIEN

L'Arrêté ministériel du 18 novembre 1968 paru au « Moniteur belge » du 7 janvier 1969 porte règlement fixant les mesures à prendre pour l'exploitation des aéronefs de moins de 5 700 kg de poids total dans le transport aérien commercial.

TRANSPORT FLUVIAL

Au « Moniteur belge » du 13 novembre 1969 est paru l'arrêté ministériel du 29 octobre relatif aux frêts et prix de location pour tout contrat d'affrètement conclu à l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure.

TRANSPORT TERRESTRE

Le « Moniteur belge » du 7 mai 1969 publie l'arrêté royal du 10 mars 1969, modifiant l'arrêté royal du 9 septembre 1967, portant le règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhécules automobiles.

Au « Moniteur belge » du 11 septembre 1969 est publié l'arrêté royal du 11 juillet modifiant l'arrêté royal du 9 septembre 1967 portant le règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles.

TRANSPORTS PAR CANALISATIONS

L'arrêté royal du 14 mars 1969 (« Moniteur belge » du 14 mai 1969) porte extension de certaines dispositions de la loi du 12 avril 1965, relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, au transport par canalisations d'oxygène gazeux.

Au « Moniteur belge » du 23 mai 1969 est paru l'arrêté royal du 9 mai, déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport par canalisations d'oxygène gazeux.

Travail (Voir aussi Prévoyance sociale et Salaires)

RELATIONS DU TRAVAIL

Différents arrêtés royaux fixent les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail notamment : l'arrêté royal du 10 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 13 février 1969) modifiant l'arrêté royal du 8 mai 1967, l'arrêté royal du 20 mars 1969 (« Moniteur belge » du 3 mai 1969), l'arrêté royal du 27 mars 1969 (« Moniteur belge » du 6 mai 1969), l'arrêté royal du 24 avril 1969 (« Moniteur belge » du 5 juin 1969), l'arrêté royal du 2 juin 1969 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1969), l'arrêté royal du 2 juin 1969 (« Moniteur belge » du 1er août 1969) concernant la mise en vigueur de l'arrêté royal du 10 janvier 1969, modifiant l'arrêté royal du 8 mai 1967, l'arrêté royal du 17 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 4 octobre 1969) modifiant l'arrêté royal du 16 septembre 1965, l'arrêté royal du 28 août 1969 (« Moniteur belge » du 16 octobre 1969).

Les arrêtés ci-après concernent la fermeture totale ou partielle d'entreprises : l'arrêté royal du 15 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 19 mars 1969), l'arrêté royal du 12 février 1969 (« Moniteur belge » du 20 mars 1969 et du 23 avril 1969) modifiant l'article 19 de l'arrêté royal du 16 août 1968 pris en exécution de la loi du 20 juillet 1968, l'arrêté royal du 20 mars 1969 (« Moniteur belge » du 27 mars 1969) modifiant l'arrêté royal du 6 juillet 1967 pris en exécution de l'article 6 de la loi du 30 juin 1967, l'arrêté royal du 8 avril 1969 (« Moniteur belge » du 6 mai 1969) et l'arrêté royal du 30 mai 1969 (« Moniteur belge » du 18 juin 1969).

L'arrêté royal du 6 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1969) concerne certaines mesures d'exécution de l'arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967, facilitant le recrutement ou l'engagement, dans les services publics, de personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle de charbonnages.

L'arrêté royal du 29 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 14 mars 1969) modifiant l'arrêté royal du 22 juillet 1966, accorde une prime de reclassement aux travailleurs licenciés à la suite de la fermeture totale ou partielle, ou de la réduction d'activité d'entreprises charbonnières.

L'arrêté royal du 10 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 24 décembre 1969) modifiant l'arrêté royal du 20 mai 1966, accorde aux employeurs qui engagent des travailleurs âgés ou handicapés, licenciés par suite de fermeture de charbonnages, une intervention financière dans la rémunération de ces travailleurs.

L'arrêté royal du 5 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 17 décembre 1969) et l'arrêté ministériel du 8 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 17 décembre 1969) déterminent certaines modalités particulières d'exécution de l'arrêté royal du 5 décembre 1969, relatif à la déclaration de licenciement collectif et à la notification des emplois vacants.

Un Service de relations collectives de travail a été créé en vertu de l'arrêté royal du 23 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1969), qui a, en même temps, fixé le statut du personnel de ce service.

L'arrêté royal du 7 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 22 novembre 1969) fixe les modalités de dépôt des conventions collectives de travail.

Les arrêtés royaux du 16 mai 1969 (« Moniteur belge » du 29 juillet 1969), du 17 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 15 octobre 1969) et du 2 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 19 novembre 1969) concernent le contrat collectif des ouvriers et ouvrières occupés dans certaines entreprises.

Les arrêtés royaux des 17 mars 1969 (« Moniteur belge » du 1er mai 1969), 28 août 1969 (« Moniteur belge » du 22 octobre 1969), 16 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 11 novembre 1969), 30 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 18 novembre 1969) et 16 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 12 décembre 1969), concernent certaines dérogations aux règles normales du repos dominical dans divers secteurs et entreprises.

Les arrêtés royaux cités ci-après intéressent diverses branches de l'industrie et concernent, les uns l'octroi de salaires aux travailleurs pendant un certain nombre de jours fériés par an et les autres la garantie de dix jours fériés légaux par an, ce sont : l'arrêté royal du 26 mars 1969 (« Moniteur belge » du 6 mai 1969), modifiant l'arrêté du Régent du 8 mars 1948, fixant des modalités particulières d'application de l'arrêté-loi du 25 février 1947 ; les arrêtés royaux des 12 juin 1969 (« Moniteur belge » du 4 septembre 1969), 11 août 1969 (« Moniteur belge » du 16 octobre 1969), 11 août 1969 (« Moniteur belge » du 17 octobre 1969), 28 août 1969 (« Moniteur belge » du 18 octobre 1969), 2 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 18 octobre 1969), 28 août 1969 (« Moniteur belge » du 21 octobre 1969 et du 22 octobre 1969), 2 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 24 octobre 1969), 5 septembre 1969

(« Moniteur belge » du 24 octobre 1969), 11 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 25 octobre 1969), 18 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 30 octobre 1969), 9 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 18 novembre 1969).

L'arrêté royal du 15 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 31 janvier 1969 et du 25 mars 1969) détermine les conditions dans lesquelles le comité de gestion de l'Office national de l'emploi peut renoncer à la récupération à charge des travailleurs des indemnités d'attente payées indûment.

L'arrêté ministériel du 21 février 1969 (« Moniteur belge » du 14 mars 1969) a été pris pour compléter l'arrêté ministériel du 22 février 1968 fixant les critères d'octroi des subsides à l'entretien des centres ou services de réadaptation fonctionnelle, complété par l'arrêté ministériel du 9 août 1968.

La décision réglementaire du 12 avril 1968 (« Moniteur belge » du 19 mars 1969) complète la décision réglementaire du 7 février 1964, déterminant les modalités et conditions d'agréation provisoire des centres ou services de réadaptation fonctionnelle, modifiée par les décisions réglementaires des 17 décembre 1965, 23 décembre 1966 et 26 janvier 1968.

L'arrêté ministériel du 25 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 8 novembre 1969) modifie les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement ou l'aménagement de centres ou services de réadaptation fonctionnelle, de centres ou services d'orientation professionnelle spécialisée, de centres de formation ou de réadaptation professionnelle pour handicapés et d'ateliers protégés.

L'arrêté ministériel du 15 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 19 mars 1969) et l'arrêté ministériel du 23 mai 1969 (« Moniteur belge » du 4 juin 1969) concernent les conditions d'octroi par le Fonds national de reclassement social des handicapés, d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales, supportées par les ateliers protégés.

L'arrêté ministériel du 23 mai 1969 (« Moniteur belge » du 4 juin 1969) fixe les limites et les conditions dans lesquelles les charges résultant du déplacement et du séjour des handicapés au lieu fixé pour leur éducation scolaire peuvent être supportées par le Fonds national de reclassement social des handicapés.

L'arrêté royal du 2 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 1er octobre 1969) concerne l'organisation générale du Fonds national de reclassement social des handicapés.

Le montant et les conditions d'octroi d'une allocation complémentaire à certains travailleurs frontaliers ou saisonniers occupés en France et à leurs veuves sont fixés dans l'arrêté royal du 1er avril 1969 (« Moniteur belge » du 5 avril 1969) modifiant l'arrêté royal du 9 décembre 1965.

L'arrêté ministériel du 15 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1969) modifié par l'arrêté ministériel du 25 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 31 octobre 1969) est relatif aux conditions d'octroi des autorisations d'occupation et des permis de travail pour les travailleurs de nationalité étrangère.

L'arrêté royal du 3 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 13 novembre 1969) modifie l'article 30 de l'arrêté royal du 9 avril 1965 relatif au Pool des marins de la marine marchande.

La fixation du montant et les modalités d'octroi et de liquidation de diverses primes à certains groupes de travailleurs et de syndiqués sont réglés dans les arrêtés royaux du 2 août 1968 (« Moniteur belge » du 15 janvier 1969), du 18 avril 1969 (« Moniteur belge » du 14 mai 1969), du 8 avril 1969 (« Moniteur belge » du 17 mai 1969), du 13 mai 1969 (« Moniteur belge » du 25 juillet 1969), du 17 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 3 octobre 1969), du 9 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 11 octobre 1969), du 11 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 11 octobre 1969), du 28 août 1969 (« Moniteur belge » du 18 octobre 1969), du 29 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 31 octobre 1969).

La loi du 1er juillet 1969 (« Moniteur belge » du 19 juillet 1969) abroge l'arrêté-loi du 14 avril 1945, allouant des primes aux ouvriers qui s'embauchent pour le travail du fond de la mine.

SÉCURITÉ SOCIALE ET HYGIÈNE

Les arrêtés royaux du 15 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 1er février 1969), 20 mars 1969 (« Moniteur belge » du 25 avril 1969), 24 avril 1969 (« Moniteur belge » du 6 juin 1969), 23 juin 1969 (« Moniteur belge » du 1er juillet 1969), 2 juin 1969 (« Moniteur belge » du 1er août 1969), 24 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 15 octobre 1969), 9 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 28 novembre 1969) modifient le règlement général pour la protection du travail.

L'arrêté ministériel du 7 mars 1969 (« Moniteur belge » du 8 mai 1969) abroge l'arrêté ministériel du 6 décembre 1947 portant désignation, par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, des fonctionnaires habilités à signer les arrêtés accordant des dérogations aux prescriptions des titres III et IV du règlement général pour la protection du travail.

La loi du 5 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 15 janvier 1969 et du 4 mars 1969), sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires concerne : la définition et l'application de cette loi, la définition, le contenu, la conclusion et la fin des conventions collectives de travail, les personnes et les organisations qui sont liées par elles, l'institution, la compétence, la composition et le fonctionnement des commissions paritaires, les sources des obligations dans les relations de travail entre employeurs et travailleurs, la surveillance et

les dispositions pénales sur les infractions de cette loi. Une valeur juridique certaine est attribuée aux conventions collectives de travail qui ne sont pas ratifiées par arrêté royal.

L'arrêté royal du 1er juillet 1969 (« Moniteur belge » du 4 juillet 1969) fixe la date d'entrée en vigueur de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

L'arrêté royal du 11 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 4 octobre 1969) et l'arrêté royal du 23 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 24 octobre 1969) modifient l'arrêté royal du 5 janvier 1967, fixant la dénomination, la compétence et la composition des commissions paritaires instituées en exécution de l'arrêté-loi du 9 juin 1945, fixant le statut des commissions paritaires.

L'arrêté royal du 21 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 29 octobre 1969) désigne les fonctionnaires chargés de surveiller l'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

L'arrêté royal du 6 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 18 novembre et du 24 décembre 1969) détermine les modalités générales de fonctionnement des commissions et des sous-commissions paritaires.

La loi du 1er juillet 1969 (« Moniteur belge » du 19 juillet 1969) abroge l'article 13 de la loi du 27 mars 1951, modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

La loi du 23 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 25 décembre 1969) modifie la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 février 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

L'arrêté royal du 24 février 1969 (« Moniteur belge » du 13 mars 1969) modifie l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

L'arrêté royal du 25 mars 1969 (« Moniteur belge » du 1er avril 1969), modifié par l'arrêté royal du 11 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 15 juillet 1969), fixe les conditions et modalités suivant lesquelles l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs s'applique aux établissements d'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique, officiels et libres ainsi qu'aux membres laïques du personnel enseignant et du personnel administratif que ces établissements occupent.

L'arrêté royal du 26 mars 1969 (« Moniteur belge » du 5 avril 1969) prorogeant l'arrêté royal du 17 mai 1967, porte sur l'exécution de l'article 2, § 6, alinéa 5, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés.

L'arrêté royal du 1er avril 1969 (« Moniteur belge » du 12 avril 1969), modifie l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945, concernant le fonctionnement de l'Office national de sécurité sociale.

L'arrêté royal du 28 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 5 décembre 1969) a été pris en exécution de la loi du 27 juin 1969, modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs.

La loi du 18 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 30 janvier 1969) modifie la loi du 7 janvier 1958, concernant les Fonds de sécurité d'existence chargés de financer, d'octroyer et de liquider les avantages sociaux à certaines personnes, de financer et d'organiser la formation professionnelle des travailleurs et des jeunes, de financer et d'assurer la sécurité et l'hygiène des travailleurs en général.

La constitution, les avantages et les contributions en ce qui concerne un fonds de sécurité d'existence dans différents secteurs de l'industrie et du commerce, sont réglés par les arrêtés royaux des 5 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 3 janvier 1969), 20 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 15 janvier 1969), 24 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 29 janvier 1969), 15 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 31 janvier 1969), 22 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 4 mars 1969 et du 13 mars 1969), 29 janvier 1969 (« Moniteur belge » du 14 mars 1969), 6 juin 1969 (« Moniteur belge » du 20 mars 1969), 10 mars 1969 (« Moniteur belge du 3 avril 1969), 10 février 1969 (« Moniteur belge » du 15 avril 1969), 8 avril 1969 (« Moniteur belge » du 30 avril 1969), 26 mars 1969 (« Moniteur belge » du 6 mai 1969), 26 mars 1969 et 8 avril 1969 (« Moniteur belge » du 7 mai 1969), 8 avril 1969 (« Moniteur belge » du 13 mai 1969), 8 et 18 avril 1969 (« Moniteur belge » du 14 mai 1969), 8 avril 1969 (« Moniteur belge » du 15 et du 17 mai 1969), 27 mai 1969 (« Moniteur belge » du 6 juin 1969), 24 avril 1969 (« Moniteur belge » du 11 juin 1969), 5 et 13 mai 1969 (« Moniteur belge » du 14 juin 1969), 24 avril et 5 mai 1969 (« Moniteur belge » du 21 juin 1969), 16 mai 1969 (« Moniteur belge » du 2 juillet 1969), 6 juin 1969 (« Moniteur belge » du 8 juillet 1969), 8 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 16 juillet 1969), 12 et 13 juin 1969 (« Moniteur belge » du 24 juillet 1969), 13 mai 1969 (« Moniteur belge » du 25 juillet 1969), 27 mai 1969 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1969), 30 mai et 1er juillet 1969 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1969), 16 mai et 2 juin 1969 (« Moniteur belge » du 1er août 1969), 5 juin 1969 (« Moniteur belge » du 2 août 1969), 12 juin 1969 (« Moniteur belge » du 21 août 1969), 1er juillet 1969 (« Moniteur belge » du 10 septembre 1969), 11 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 25 septembre 1969), 28 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 9 octobre 1969), 29 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 20 novembre 1969), 8 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 20 novembre 1969), 1er octobre 1969 (« Moniteur belge » du 17 décembre 1969).

L'arrêté royal du 11 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 2 octobre 1969) modifie les articles 141 et 146 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage.

L'arrêté ministériel du 14 février 1969 (« Moniteur belge » du 25 février 1969) modifie l'arrêté ministériel du 22 mai 1964, relatif à l'octroi de certains avantages aux travailleurs salariés ou indépendants et aux chômeurs qui reçoivent une formation professionnelle.

L'arrêté ministériel du 23 mai 1969 (« Moniteur belge » du 25 juin 1969) déroge temporairement, pour les travailleurs de l'industrie des mines de l'ensemble des bassins houillers du pays, aux dispositions de l'article 107, alinéa 1er, de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage.

L'arrêté ministériel du 5 décembre 1968 (« Moniteur belge » du 3 janvier 1969) institue auprès de l'Office national de l'emploi une commission consultative nationale spécialisée pour employés.

L'arrêté royal du 18 avril 1969 (« Moniteur belge » du 31 mai 1969) modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1964 et l'arrêté royal du 9 juillet 1969 (« Moniteur belge » du 15 août 1969) est relatif aux conditions d'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui ont terminé avec succès, dans un établissement de l'Etat ou établissement subventionné ou agréé, un cycle complet de cours ressortissant à l'enseignement du soir ou du dimanche, leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle.

L'arrêté ministériel du 26 juin 1969 (« Moniteur belge » du 1er juillet 1969) détermine les modalités particulières de nomination et de désignation des membres et des experts du Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, de même que les modalités de fonctionnement de celui-ci.

La fixation des montants forfaitaires de l'allocation spéciale en cas de maladie a été réglée pour l'industrie et le commerce du pétrole, par l'arrêté royal du 30 mai 1969 (« Moniteur belge » du 25 novembre 1969).

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES[1]

AGRICULTURE. Pages

Superficies cultivées. Superficies totales estimées 37
Céréales. Superficies totales estimées 37
Plantes industrielles. Superficies totales estimées 38
Plantes racines et tuberculifères. Superficies totales estimées 38
Cultures fruitières. Superficies totales estimées 39
Cultures maraîchères. Superficies totales estimées 39
Evolution des rendements de certaines cultures. Production moyenne par hectare 40
Production agricole 40
Matériel agricole 41
Cheptel 41
Production nette de viande indigène 41
Consommation de viande. 42
Solde d'importations et d'exportations de viande 42
Beurre 42
Importations et exportations de produits agricoles. 43
Importations et exportations de produits horticoles 44

ASSURANCES.

Assurances sur la vie. Primes encaissées et réserves mathématiques 263
Assurances sur la vie. Valeurs représentatives 263
Opérations de capitalisation 264
Opérations de capitalisation. Valeurs représentatives. 264
Prêts hypothécaires 265
Prêts hypothécaires par intervention. Valeurs représentatives 265
Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs 266
Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles. Valeurs représentatives des réserves techniques 267

BENELUX.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur 398
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur 398
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 399
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 400

---

(1) — Par ordre alphabétique des rubriques principales.
— Signification des signes employés dans les tableaux :
.. Non disponible ;
— Nul ou négligeable ;
/ Moyenne.
— Lorsque les nombres qui figurent dans les tableaux statistiques ont été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours aux additions des données partielles.

Pages

CHÔMAGE (Voir Emploi et chômage).

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'U.E.B.L.

Commerce spécial (quantité et valeur) 340
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation . . 345
Exportations par secteur industriel 346-347
Importance relative des exportations par catégorie de produits. En millions de francs 348
Importance relative des exportations par catégorie de produits. En pour-cent . 349
Répartition géographique des exportations par catégorie de produits en 1969 . 350-351
Différence des exportations de 1969 par rapport à 1968 352
Différence des importations de 1969 par rapport à 1968 353
Importations par secteur industriel 354-355
Importance relative des importations par catégorie de produits. En millions de francs 356
Importance relative des importations par catégorie de produits. En pour-cent . 357
Répartition géographique des importations par catégorie de produits en 1969 . . 358-359
Analyse de la balance commerciale suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International 360
Solde d'importations et d'exportations de viande 42
Beurre (importations) 42
Importations et exportations de produits agricoles 43
Importations et exportations de produits horticoles 44
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 45
Bilans tous gaz 73
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie . . . 86
Commerce extérieur des produits sidérurgiques 97
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur 98
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité 99
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur. . . 108-109-112
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité . . 110-111-113
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur 114
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique 117
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur 119
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité 120
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur 126
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité 127
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur 128-129
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité 130-131
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur . . . 135
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité . . 136
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur 145
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité 146
Commerce extérieur de l'industrie du papier 151
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir 153
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières, utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis 155
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés 156
Importations et exportations de diamants 157
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. (avec les Pays-Bas). Valeur. 398
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas (avec l'U.E.B.L.). Valeur . . . 398

Pages

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 399
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 400
Exportations par pays de destination 361
Importations par pays de provenance 362
Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1968 et 1969 363
Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques 365
Soldes de la balance commerciale par zone monétaire 366
Balance des paiements internationaux de l'U.E.B.L. en 1968 et 1969 . . 370-371-372

CONSOMMATION.

Utilisation et consommation de l'eau dans l'industrie 159
Ventes à la consommation. Indices par secteur et par catégorie d'articles . . . 325
Ventes à la consommation en 1969 326
Ventes à la consommation en 1969. Produits alimentaires 326
Ventes à tempérament. Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises 327
Ventes à tempérament. Crédits annuels accordés 328
Ventes à tempérament. Retards de paiement de trois termes échus et plus . . . 328
Prêts personnels. Crédits accordés par semestre 329
Prêts personnels financés par les banques, organismes de financements et particuliers. Répartition d'après le nombre de contrats et la valeur pendant le deuxième semestre 329

DISTRIBUTION.

Entreprises commerciales. Effectifs assujettis à la sécurité sociale 179
Entreprises commerciales proprement dites. Personnel assujetti à la sécurité sociale 180
Commerce ambulant. Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce 181
Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique . . 182
Immatriculations et radiations au Registre du Commerce 183
Déclarations de faillite et concordats judiciaires 183
Ventes à la consommation 184
Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale 184
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés 185
Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre 185

EAU.

Utilisation et consommation de l'eau dans l'industrie 159
Répartition des quantités d'eau utilisées par province et par origine 160

EMPLOI ET CHÔMAGE.

Main-d'œuvre salariée occupée en Belgique et à l'étranger 14
Répartition par branche d'activité de la population active 15
Personnel assujetti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin 16

Pages

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs 17
Répartition par province et région linguistique des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1969 18
Evolution du chômage. 19
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Hommes et femmes 19-20
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale. Hommes et femmes 21-22
Répartition par groupe de professions et région linguistique des chômeurs complets en 1969 23
Répartition des chômeurs complets par groupe d'âge, durée et région linguistique 26-27

FINANCES DE L'ÉTAT.

La situation de caisse du Trésor. 206
Exécution des budgets de 1960 à 1969 207
Recettes budgétaires ordinaires 208-209
Dépenses budgétaires par budget 210
Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses. 211
Dette publique. Situation à fin d'année 212
Evolution de la dette publique 213

FINANCES PRIVÉES (Voir Monnaie et crédit).

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Relations financières : Etat-Pouvoirs publics subordonnés 216
Aperçu général des finances provinciales. Service ordinaire. Ensemble des provinces 217
Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes. Principales subdivisions du chapitre Fonds des provinces et impositions provinciales 217
Répartition géographique des finances provinciales. Service ordinaire 218-219
Répartition des finances provinciales par chapitre administratif. Service ordinaire 220

INDUSTRIE.

Indices bruts de la production industrielle 50
Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle 51-52-53
Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels 55-56-57-58
Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille 65
Production de charbon par bassin 65
Balance charbonnière 66
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1967 à 1969 . . . 69
Balance du coke 70
Energie électrique disponible 71
Bilans tous gaz 73
Distribution totale de gaz par les organismes de distribution et de transport . . 75
Production et consommation de produits pétroliers 77
Consommation apparente brute d'énergie primaire 79
Bilan global de l'énergie 82-83
Bilan résumé d'énergie par forme d'énergie. 84
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie . . . 86
Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde. 94
Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée 95
Production de fonte brute dans les pays de la C.E.C.A. 96

Pages

Commerce extérieur des produits sidérurgiques 97
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur 98
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité 99
Production de métaux non ferreux 100
Cours des principaux métaux non ferreux sur le marché de Londres 102
Industrie des fabrications métalliques. Commandes et expéditions 103
Industrie des fabrications métalliques. Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits 105
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits 106
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits 107
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur . . . 108-109-112
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité . 110-111-113
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur 114
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique 117
Production de quelques secteurs de l'industrie chimique 118
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur 119
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité 120
Production textile. Filatures, tissage, préparation de la laine 123
Stocks de tissus 125
Production d'articles de bonneterie 125
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur 126
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité 127
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur 128-129
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité 130-131
Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire 133
Activité des laiteries et fromageries 134
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur . . . 135
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité . . 136
Production de ciment. 142
Production de l'industrie de la terre cuite 143
Production de chaux, calcaire et dérivés 143
Production de l'industrie céramique 144
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur 145
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité 146
Industrie du papier et du carton. Production et transformation 150
Commerce extérieur de l'industrie du papier 151
Production de cuirs, chaussures et pantoufles 152
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir 153
Industries du bois et des produits connexes 154
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis 155
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés 156
Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre 157
Importations et exportations de diamants. 157
Utilisation et consommation de l'eau dans l'industrie 159
Répartition des quantités d'eau utilisées par province et par origine 160

INVESTISSEMENTS

Investissements dans l'ensemble de l'économie 310-311
Répartition des investissements industriels des établissements en activité . . . 312

Pages

Répartition par province et région linguistique des investissements industriels . 313
Investissements des établissements industriels nouveaux 314
Société Nationale d'Investissement. Répartition sectorielle des décisions d'intervention exécutées de 1969 à fin juin 1968 314
Répartition des investissements industriels par région linguistique et par branche d'activité en 1968 315
Répartition par branche d'activité des investissements réalisés dans chaque région linguistique en 1968 315
Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959 et du 14 juillet 1966 316
Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959 et du 14 juillet 1966 317
Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus. 318
Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance . . . 319
Répartition des investissements étrangers prévus par province 319

LUXEMBOURG (Grand-Duché de).

Indices corrigés de la production industrielle 390
Production sidérurgique 391
Production agricole 392
Indice des prix à la consommation 392

MONNAIE ET CRÉDIT.

Evolution du stock monétaire 227
Bilans intégrés des organismes monétaires 228-229
Origines des variations du stock monétaire 230-231
Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique 232
Crédits d'escomptes, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers et crédits commerciaux à l'étranger accordés à l'origine par les organismes monétaires. 233
Situation globale des banques. 234
Crédits aux entreprises et aux particuliers nourris par les banques de dépôt. . . 235
Réescompte du portefeuille commercial par les banques de dépôt 236
Marché de l'argent « on call ». Moyennes journalières. 237
Synthèse de l'activité de l'I.R.G. Encours moyennes journalières 238
Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particulier et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique 239
Crédits consentis à l'Etat par la Banque Nationale de Belgique 240
Evolution des principaux taux d'intérêt sur le marché monétaire 240
Epargne globale des particuliers et des entreprises 243
Emissions nettes de valeurs mobilières 244
Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges 245
Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges 246
Emissions du secteur public en francs belges 247
Bourse de Bruxelles. Volume des opérations 248
Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles. 251
Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public. Emprunts en francs belges 252-253
Emissions et rendement des emprunts à long et moyen terme des pouvoirs publics et des institutions d'intérêt public. Emprunts en monnaies étrangères . . 254

Pages

Opérations du Fonds des Rentes 255
Evolution du montant des inscriptions hypothécaires 256
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Relevé général des placements . . . 256
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Mouvement de l'épargne des particuliers 257
Caisse Nationale de Crédit Professionnel 259

PAYS-BAS.

Formation et utilisation du produit national 393
Nombre de chômeurs 393
Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie 394
Indices de la production par industrie 394
Commerce extérieur 395
Valeur des importations par pays de provenance 396
Valeur des exportations par pays de destination 396
Réserves de change 397
Salaires et prix 397
Consommation des particuliers 397
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur 398
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur 398
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 399
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 400

PÊCHE.

Arrivages de poissons. Quantité 45
Arrivages de poissons. Valeur 45
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 45

POPULATION.

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale 5
Mouvement de la population en 1969 6-7

PRIX.

Indices des prix de gros 275
Indices particuliers des prix de gros 278
Evolution des prix par catégorie 279
Ecarts par rapport à l'année précédente des moyennes annuelles des indices des prix 280
Indices des prix à la consommation 280
Indices des prix dans quelques pays 281

PRODUCTION (Voir Industrie, Agriculture).

REMUNÉRATIONS.

Indices des salaires conventionnels 286
Indices des salaires 287
Evolution des salaires horaires bruts 288
Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale 289
Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale 289

Pages

REVENUS (Voir Monnaie et crédit, Rémunérations, Revenus des sociétés).

REVENUS DES SOCIÉTÉS.

Rendement des sociétés par actions belges. Exploitant en Belgique, au Congo et à l'étranger 292
Sociétés belges par actions en bénéfices. Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1969 des sociétés recensées ayant leur siège d'exploitation en Belgique 293
Rendement des sociétés par actions belges d'après le lieu de leur exploitation 294-295
Evolution des soldes bénéficiaires nets et des dividendes mis en paiement. Sociétés ayant leur principal siège d'exploitation en Belgique 296-297
Evolution des rendements, de la dette obligataire et de l'autofinancement net. Sociétés ayant leur siège d'exploitation en Belgique 298-299

SALAIRES (Voir Rémunérations).

TOURISME.

Répartition des nuitées par pays de provenance 189
Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1969 190
Répartition des nuitées par saison 190
Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs 191
Mouvement et recettes du trafic voyageurs. Société Nationale des Chemins de Fer Belges 191
Etablissements de vacances populaires 192

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 165
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des marchandises par wagons complets : répartition du trafic suivant la nature des marchandises 165
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 166
Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux. Nombre de voyageurs 166
Parc de véhicules routiers 167
Transports fluviaux. Marchandises transportées. 167
Transports fluviaux. Répartition du trafic suivant la nature des marchandises . 168
Transports fluviaux. Trafic par bassin 168
Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge 169
Nature de la flotte belge 169
Marine marchande belge 170
Port d'Anvers. Navigation maritime 171
Port de Gand. Navigation maritime 172
Ports de Bruges et de Zeebrugge. Navigation maritime 173
Trafic commercial des aérodromes belges 174
Trafic de la SABENA 175

LISTE DES GRAPHIQUES[1]

COMMERCE EXTÉRIEUR. Pages

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Valeur . 341-342
Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Indices du volume 343-344
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Importations et exportations par zone monétaire 364
Solde des balances commerciales de l'U.E.B.L. avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. et la zone dollar 367

EMPLOI ET CHÔMAGE.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Toutes catégories 24
Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Aptitude normale 25

FINANCES DE L'ÉTAT.

Dette publique 212

INDUSTRIE.

Evolution de la production et des prix industriels de 1959 à 1969 54
Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle 59-60
Balance charbonnière 67
Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure . . . 68
Coke de four 70
Consommation d'électricité 72
Gaz disponibles 74
Consommation nette de gaz. Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie . . . 76
Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur 78
Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire 80
Consommation apparente d'énergie primaire 81
Consommation finale d'énergie par forme d'énergie 85
Quelques éléments de l'industrie sidérurgique 96
Industrie des métaux non ferreux. Production et emploi 100
Industrie de métaux non ferreux. Produits bruts 101
Cours des principaux métaux non ferreux sur le marché de Londres 102
Industrie des fabrications métalliques. Production, commandes, livraisons totales et emploi 104
Industrie chimique et industrie du caoutchouc. Production et emploi 118
Industrie textile. Production et emploi 124

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.

Pages

Industrie de la construction et des minéraux non métalliques. Production et emploi 142
Matériaux de construction. Production 144
Industrie du papier et du carton. Production, transformation et emploi 150
Industrie du cuir, de chaussures et pantoufles. Production et emploi 152

INVESTISSEMENTS.

Formation intérieure brute de capital 320
Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique . . 321

MONNAIE ET CRÉDIT.

Principaux déterminants de la tendance sur le marché hors banque 238
Bourse de Bruxelles. Activité 247
Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers 249-250
Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne . . . 258

PRIX.

Indices des prix de gros 276
Indices des prix de gros des produits industriels 276
Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes 277
Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes 277
Indices des prix à la consommation 281

SALAIRES.

Evolution des salaires horaires bruts 288

TRANSPORTS.

Chemins de fer et navigation intérieure. Transport des marchandises 164
Trafic maritime au port d'Anvers 171
Trafic maritime au port de Gand 172

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.E.L.E.	Association Européenne de Libre-échange.
AGEFI	Agence économique et financière.
A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
BENELUX	Union Economique Belgo-Néerlando-Luxembourgeoise.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail (O.N.U.).
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
B.R.T.	Bruto register ton.
C.A.D.	Comité d'Aide au Développement.
C.C.E.S.	Conseil Consultatif Economique et Social (Benelux).
C.C.P.	Compte Chèques postaux.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.E.E.A.	Communauté Européenne de l'Energie Atomique (cf. EURATOM)
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.I.T.I.	Classification Internationale Type par Industrie.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
C.N.U.C.E.D.	Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement.
COBECHAR	Comptoir Belge des Charbons.
C.T.C.I.	Classification Type du Commerce International.
DISTRIGAZ	Société de Distribution du Gaz
D.T.S.	Droits de tirage spéciaux.
D.W.T.	Death Weight ton.
E.A.M.A.	Etats Africains et Malgache associés.
E.C.A.	Economic Cooperation Administration.
E.F.T.A.	European Free Trade Association (Association Européenne de Libre-échange).
E.R.P.	European Recovery Program.
EURATOM	Communauté Européenne de l'Energie Atomique.
EUROCHEMIC	Société Européenne pour le Traitement Chimique des Combustibles Irradiés.
EXIMBANK	Export-Import Bank.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization (O.N.U.) (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).
F.E.D.	Fonds Européen de Développement.
F.E.O.G.A.	Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricoles
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.N.A.M.I.	Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité.
F.N.F.R.S.	Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scient ifique.
F.N.R.O.M.	Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
G.A.T.T.	General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce).
I.A.T.A.	International Air Transport Association.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.

I.N.A.M.I.	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
I.R.S.I.A.	Institut pour l'Encouragement de la Rechercle Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.
kWh	Kilowatt-heure.
MW	Megawat.
N.A.M.	" Nederlandse Aardgas Maatschappij "
n.d.a.	non dénommé ailleurs.
N.R.T.	Netto register ton.
O.B.A.P.	Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité.
O.B.C.E.	Office Belge du Commerce Extérieur.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O C.C.L.	Office Central des Contingents et Licences.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.R.A.	Office Commercial du Ravitaillement.
O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Economique.
O.N.D.	Office National du Ducroire
O.N.D.A.H.	Office National des Débouchés Agricoles et Horticoles.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.S.S.M.M.	Office de Sécurité Sociale de la Marine Marchande.
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
P.A.M.	Programme Alimentaire Mondial.
P.N.B.	Produit National Brute.
P.T.O.M.	Pays et Territoire d'Outre-Mer.
q.m.	quintal métrique.
R.A.U.	République Arabe Unie.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
SIDMAR	Sidérurgie Maritime S. A.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.
S.N.I.	Société Nationale d'Investissement.
SOCOREC	Société coopérative d'étude et d'assistance pour la reconversion économique des régions touchées par la fermeture des charbonnages
S.T.I.B.	Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles.
Tcal	Teracalorie·
T.D.	Tarif douanier.
T.D.C.	Tarif douanier commun.
tec	tonnes équivalent charbon.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.C.	Unité de compte.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.
U.S.A.	United States of America.
VENEX	" Vennootschap ter bevordering van de economische expansie "

TABLE DES MATIÈRES

Pages

AVERTISSEMENT VII

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES IX

PREMIÈRE PARTIE : Population et Emploi

CHAPITRE PREMIER. — POPULATION 3

CHAPITRE II. — EMPLOI ET CHÔMAGE 9

Section I. — Emploi 9

Section II. — Chomage 10

DEUXIÈME PARTIE : Production de biens et de services

CHAPITRE PREMIER. — AGRICULTURE ET PÊCHE 31

Section I. — Agriculture 31

§ 1. — *Situation générale de l'agriculture* 31

§ 2. — *Situation par secteur* 32

1. — Cultures 32

2. — Elevage 34

3. — Horticulture 35

Section II. — Pêche maritime 35

CHAPITRE II. — INDUSTRIE 47

Section I. — Aperçu général de l'activité industrielle 47

Section II. — Evolution dans le secteur de l'énergie 61

§ 1. — *Consommation* 61

§ 2. — *Approvisionnement* 62

Section III. — Evolution de la production dans les industries manufacturières 87

§ 1. — *Métallurgie* 87

1. — Sidérurgie 87

2. — Industrie des métaux non ferreux 89

3. — Industrie des fabrications métalliques 91

§ 2. — *Industrie chimique* 115

§ 3. — *Industrie textile* 121

Pages

§ 4. — *Industries alimentaires et fabrications connexes* 132

§ 5. — *Industrie de la construction, des matériaux de construction et secteurs connexes* 137

1. — Industrie de la construction 137

2. — Industries des matériaux de construction et secteurs connexes 138

§ 6. — *Industries diverses* 147

1. — Industrie du papier et du carton 147

2. — Industrie du cuir 147

3. — Industrie transformatrice du bois 148

4. — Industrie du tabac 148

5. — Industrie diamantaire 149

SECTION IV. — APPROVISIONNEMENT EN EAU 158

CHAPITRE III. — TRANSPORTS 161

CHAPITRE IV. — DISTRIBUTION 177

CHAPITRE V. — TOURISME 187

TROISIÈME PARTIE : Finances. Monnaie et Crédit

CHAPITRE PREMIER. — APERÇU GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE 195

CHAPITRE II. — FINANCES PUBLIQUES 201

SECTION I. — FINANCES DE L'ETAT 201

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES 214

CHAPITRE III. — MONNAIE ET CRÉDIT 221

SECTION I. — STOCK MONÉTAIRE ET MARCHÉ DE L'ARGENT 221

SECTION II. — MARCHÉ DES CAPITAUX 241

CHAPITRE IV. — ASSURANCES 261

QUATRIÈME PARTIE : Prix et Revenus

CHAPITRE PREMIER. — PRIX 271

CHAPITRE II. — REVENUS 283

SECTION I. — REVENUS DU TRAVAIL 283

SECTION II. — REVENUS DES SOCIÉTÉS 290

Pages

CINQUIÈME PARTIE : Investissements et Consommation

CHAPITRE PREMIER. — INVESTISSEMENTS 303

CHAPITRE II. — CONSOMMATION DES MÉNAGES 323

SIXIÈME PARTIE : Relations économiques extérieures

CHAPITRE PREMIER. — COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE 333

Section I. — Politique commerciale 333

Section II. — Evolution générale du commerce spécial 335

§ 1. — *Exportations* 335

1. — Répartition géographique 335
2. — Composition des exportations 336

§ 2. — *Importations* 337

1. — Répartition géographique 337
2. — Composition des importations 338

§ 3. — *Balance commerciale* 339

Section III. — Balance des paiements 368

CHAPITRE II. — COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE 373

Section I. — Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.) 373

Section II. — Organisation de Coopération et de Développement Économique (O.C.D.E.) 375

Section III. — Communautés européennes 377

§ 1. — *Communauté Economique Européenne* (C.E.E.) 377

1. — Marché intérieur 377
2. — Politique communes 379
3. — Associations et relations extérieures 382

§ 2. — *Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier* (C.E.C.A.) 384

§ 3. — *Communauté Européenne de l'Energie Atomique* (Euratom) 386

Section IV. — Union Economique Belgo-néerlando-Luxembourgeoise (BENELUX) 387

§ 1. — *Evolution de l'Union économique* 387

§ 2. — *Relations commerciales entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas* 388

SEPTIÈME PARTIE : Répertoire des faits principaux

Répertoire des faits principaux 403

Liste des tableaux statistiques 463

Liste des graphiques 471

Liste des abréviations 473

Table des matières 475